



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-08

Séances publiques
n^{os} 94, 95 et 96 p. 09-62

Questions au
Gouvernement p. 63-99

2023-2028

n° 38



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-08

Séances publiques p. 09-62

94^e séance du mercredi 9 juillet 2025 p. 09-26

95^e séance du jeudi 10 juillet 2025 p. 26-36

96^e séance du jeudi 10 juillet 2025 p. 36-62

Questions au Gouvernement p. 63-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

15/09/2025

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Commémoration du Jour de l'Indépendance de l'Ukraine



Le Vice-Président de la Commission de la Défense, M. Georges Engel, s'est rendu à Kyiv dans le cadre du Jour de l'Indépendance de l'Ukraine, qui est commémoré chaque année le 24 août. La Déclaration

d'indépendance de l'Ukraine date du 24 août 1991 et acte l'indépendance du pays de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). M. Engel s'est notamment rendu à la Verkhovna Rada, le Parlement

ukrainien, et a assisté à des rendez-vous supplémentaires le 25 août 2025.

Cure de jouvence pour les trois anges de la Chambre

Les statues sur le toit de l'Hôtel de la Chambre ont été restaurées au cours des dernières semaines (cf. photo à la page 4 de la couverture de ce compte rendu). Ces travaux de restauration ont à la fois concerné la conservation des statues ainsi que la sécurité :

- les statues ont été nettoyées à basse pression à l'eau chaude, puis un antimousse naturel à base d'huiles essentielles a été appliqué pour préserver les matériaux tout en éliminant les salissures ;

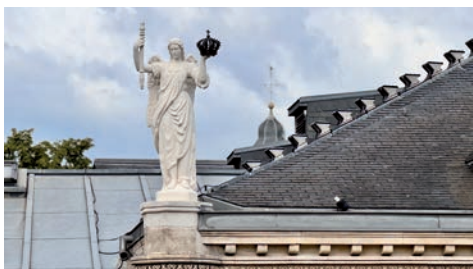
- les fissures ont été traitées par micro-perfusion pour empêcher toute infiltration, tandis que les zones endommagées ont été réparées à l'aide d'un mortier spécialement composé après analyse des matériaux d'origine ;

- la restauration s'est poursuivie par la peinture minérale respectant la teinte claire d'origine des statues.

Les travaux restauratifs ont été réalisés sous la supervision de l'Administration des bâtiments publics et du

service technique de la Chambre des Députés. Le patrimoine du bâtiment de la Chambre est régulièrement inspecté pour le garder en l'état.

Veillez trouver plus d'informations au sujet de la restauration en scannant le code QR suivant :



La statue installée du côté du Palais grand-ducal tient un sceptre et une couronne, des symboles du pouvoir royal et exécutif.



La figure au coin de la rue de l'Eau porte une corne d'abondance et un bouclier affichant un blason luxembourgeois. Il s'agit d'attributs qui suggèrent la fécondité et la prospérité nationale.



La statue sur la façade arrière tient un rouleau et lève l'index de la main gauche, signes de l'autorité législative.

Le Secrétaire général de l'OTAN en visite à la Chambre

M. Mark Rutte a été reçu le 2 septembre 2025 à la Chambre des Députés dans le cadre d'une visite de travail à Luxembourg. Les conséquences de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine sur les politiques de défense des pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont été au centre des échanges entre le Secrétaire général de l'OTAN et les députés luxembourgeois.

La délégation luxembourgeoise était menée par le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler. Elle comprenait également le Vice-Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, la Présidente de la Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, Mme Nancy Arendt, ainsi que le Vice-Président de la Commission de la Défense, M. Georges Engel.



27^e Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

L'architecture sécuritaire de l'UE discutée à Copenhague



M. Tom Weidig a représenté la Chambre des Députés auprès de la conférence interparlementaire.

La capitale danoise a réuni du 26 au 28 août 2025 des députés des 27 États membres de l'Union européenne ainsi que des députés du Parlement européen, de sept pays candidats à l'adhésion européenne et de trois pays observateurs (Islande, Norvège et Royaume-Uni), qui se sont penchés sur

des sujets en lien avec les défis auxquels l'UE est confrontée à l'heure actuelle. M. Tom Weidig y a représenté la Chambre des Députés.

Dans son discours d'ouverture, M. Christian Friis Bach, Président de la commission des affaires étrangères du Parlement danois, a souligné que la situation internationale s'avère profondément instable. Les institutions multilatérales sont mises à rude épreuve et l'ordre international fondé sur des règles se voit remis en question. L'Europe n'est cependant pas impuissante face à cette situation, mais doit réagir avec unité, force et détermination, selon le parlementaire danois.

L'élargissement de l'UE fait partie des priorités de la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne. La Ministre danoise des affaires européennes, Mme Marie Bjerre, a déclaré à ce sujet que « l'élargissement est devenu un impératif géostratégique pour l'Europe ». Plusieurs députés ont partagé ce point de vue, soulignant non seulement les avantages géopolitiques mais aussi les retombées économiques d'un tel élargissement. Quelques voix se sont cependant élevées pour mettre en garde contre un élargissement qui ne s'accompagnerait pas de réformes, ce qui pourrait entraîner davantage des blocages politiques.

Lors de la session consacrée aux enjeux migratoires, M. Weidig a affirmé que le renforcement de la protection des frontières extérieures et les accords avec les

pays tiers ne visaient qu'à combattre les symptômes. Selon le député luxembourgeois, la solution la plus efficace consisterait à ne pas accepter les demandeurs d'asile qui ne déposent pas leur demande dans le premier pays d'arrivée sûr. En outre, les prestations pour les demandeurs d'asile devraient, selon lui, être limitées aux prestations en nature et l'asile ne devrait pas être accordé à ceux commettant des crimes. De la même manière, la migration pour des raisons économiques devrait être découragée.

De nombreux députés ont exprimé leur soutien à la défense ukrainienne contre la Russie. Lors de la session consacrée à ce sujet, la Première ministre ukrainienne, Mme Ioulia Svyrydenko, a souligné qu'une paix ne peut être envisagée que dans le respect de la souveraineté de l'Ukraine et de son intégrité territoriale. Au sujet des garanties de sécurité nécessaires à l'accomplissement d'une telle paix, elle a évoqué une armée ukrainienne forte et bien équipée, la stabilité financière après les destructions causées par la guerre et l'adhésion de l'Ukraine à l'UE.

Lors des débats sur le Moyen-Orient, bon nombre de députés ont souligné l'urgence humanitaire et les pertes civiles considérables à Gaza. D'autres ont rétorqué qu'Israël avait le droit de se défendre après les attaques du 7 octobre 2023 et que le nombre d'actes antisémites avait fortement augmenté depuis le début de la guerre.

„Eng Demokratie brauch Gedenken“



Den 30. August 1942 hat de Gauleiter Gustav Simon d'Zwangskreutierung vun de jonke Lëtzebuenger tëscht 18 an 22 Joer proklaméiert. Spéider hat dëst och nach déi Jugendlech tëscht 15 a 17 Joer betraff. Een Dag no der Proklamatioun, den 31. August 1942, huet de Generalstreik vun de Lëtzebuenger géint den Zwangsdéngscht an der Wehrmacht zu Woolsz ugefaang a sech séier duerch dat ganz Lëtzebuenger Land verbreet.

De Vizepresident vun der Chamber Fernand Etgen an eng Rei Deputéiert hunn den Affer vun der Zwangskreutierung virun 83 Joer an all deene geduet, déi hiert Liewe verluer hunn, well si dem Naziregimm d'Stier gebueden hunn. „Eweckucken, falsch verstoen a sech eraushale géintiwier Terror a Fanatismus sinn déi gréisste Feinde vum Fridden. Iwwerall op der Welt. [...] D'Erënnerung soll eis Aen an Oueren opmaache fir d'Onmënschlichkeit vun haut“, esou de Fernand Etgen.

L'Administration parlementaire recrute :

- un Records manager / E-archiviste (m/f/d) pour les besoins du service secrétariat général et archives – poste à pourvoir sous le régime du fonctionnaire par la voie du changement d'administration
- un Chercheur spécialisé en sciences économiques ou en finance (m/f/d) pour les besoins de la Cellule scientifique – poste à pourvoir sous le régime du fonctionnaire stagiaire (tâche complète 100 % ou tâche partielle 75 %)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



GROSSHERZOG HENRI D'HERRSCHAFT VUM NEIE JOERDAUSEND



©Maison du Grand-Duc / Emmanuel Scaevetti

Henri

07/10/2000 – Ofdankung 03/10/2025

*Arvènement au Trône
de
Son Altesse Royale
le Grand-Duc Henri
07 octobre 2000*



©Européen Union 2004 - EP

Jean Spautz

President vun der Chamber
vun den Deputéierten

„D'Engagement fir déi Benodeelegt läit
der Groussherzogin a mir besonnesch um Häerz.“
Auszuch aus der Ried vum Groussherzog Henri

„Mir sinn iwweergezt, datt Dir,
Monseigneur, de Wee vun Äre
Virfare weider verfolgege wäert,
wat et bedeit, zesummen an enger
parlamentarescher Demokratie ze
liewen an oppen ze si fir d'Interesse
vun deenen aneren.“
Auszuch aus der Ried vum Jean Spautz



© SP

Fotoe vun der Vereedegung vum
Groussherzog Henri an der Pleniére
vun der Chamber



© SP

Deputéiert a Membere vun der Regierung

Membere vun der groussherzoglecher Famill
souwéi déi belsch an hollännesch Herrscher

Discours du Trône de Son Altesse Royale le Grand-Duc Henri
Source: site officiel de la Chambre des Députés
7 octobre 2000

Hier President,
Dir Dames an Häre Deputéiert,
Begleet vun der Grande-Duchesse an eise Kanner,
han ech just virun den gewielte Vertrieder vun alle
Lëtzebuerger den Eed d'glaubelech fir eis Verfassung an
eis Gesetzter ze respektéieren, d'Onofhangegkeet vun
Land ze erhalen an eis Fraiheeten ze verdedigen.

Ech si mir bewusst, wat fir Flichten obene Eed mir
opgedréit. Ech wëll fir no bescheem Wäissen a Käimen
erfëllen. Meng Eheren hu mech vu klengen an an
deem Geschicht op d'Aufgabe verberéit, déi
d'Verfassung dem Souverän vorschreift. Op dësem
besonneschen Dag bliet et mir um Häerz mengem
Papp, no dem sengem Willech ech haud d'Spëtzt vun
Land iwwerhuelen, a mengem Mamm, déi mir de
Sinn fir eng gatt Aarbecht matgouf, fir haert grousst
Vertrauen Mierc ze soen. Dabäi denken ech och um
meng Virgänger, déi emmer d'Interesse vun
Lëtzebuerger Vëlke iwwer alles gestallt hun. Eou hun
meng Groussvamm a ma Papp de Wee gewisen
d'Grande-Duchesse Charlotte huat den 10. Mee
1948 eng zwaier Decision geholl wéi si mat hire
Famill an der Regierung an den Eed gong. Ma Papp
huat sech, ewell vill aner Lëtzebuerger a sengem
Akte, als allfäerend Zäitler an der Front fir eis Fraiheet
agouf. D'Lëtzebuerger hun tren zu mengem Famill
goufen an hun zesummen gehalen wéi si virdun.

Nam Krich hun si eis demokratesch Institutionen an
eis Wirtschaft erem opgebaut, an esou de
Groussden gelänge fir e Waartand wéi mir en bis
dähe nach ni kaant hun.

Ech sinn iwwergezt, datt ech d'Stabilitéit vun deem
Institutionen hat derzou begäiden hu. Si ass an
eng linsach dofir, datt et Land usgen a republikant
an der Welt steet.

Bi haud huat Lëtzebuerg eng grous Evoloutioun an
senger Gesellschaft a Wirtschaft gemescht.

D'Generatioun vun mengem Papp kann dat an besche
moosen. Es Populatioun eis méi konsolepessig gin. Es
Gebraucher sin doudoch beafrogt gin. D'Famill ass nach
emmer de Käer vun eiser Gesellschaft a muss et och
blewen. Mamm a Papp si mei gläichberechtigt Partner gin.

D'Handwäerke, den Handel, d'Industrie an Dengtsch-
leechungen hu vun rasanten Fortschritte vun de
Wissenschaften an der Technologie profitéiert. De
Wandel vun de Schmelzen op nei Industrien, an op
d'Finanz an d'Kommunikationswirtschaft huat sech
ouch Oprou vordun. Bei eis sin d'Gefillere vu Solidarität
an vu Gerechtheiteit nach ganz stark a fannen sech
am politeschen a soziale Kontext erem.

Mir sin um 11ten Juni 21. Joerhonnert a ran engem
neie Régime. Et ass normal, datt een sech freet, wéi et
wender geet. Och wann een d'Zukunft net viraus soen
kann, ass et zeeer mäiglech Beredenssen ze erklennen.
Lëtzebuerg bliwet e souveränt a weltoffent Land an
Bünd mat sengem Partner an der Groussherzoglecher
Unioin. Eng vun den Aufgaben vun mier ass et, fir
techtend der Overture no bausen an eiser regerer
Souveränität de richtige Wee ze fanne.

Mir schaffen virun an de Vereinten Nationen, de den
Rechtsstaat an d'Menschenrechter als Haaptaufgab hun.
Eis eicht Ziel ass nach emmer de Friden esou wek et
an der Praesent vun Stimmung-Bärg fragegeschweue
gouf.

Es Wirtschaft schengt nach ze wuessen, mee mei
emwettendech ewell bis elo D'Industrie diversifiéiert
sech nach, de Bankesektour konsolidéiert sech mat
neie Produktem, an de Kommunikatiouns- an
Informationssektore erstreckelen sech mei gläe. Eou
eng Evoloutioun vun der Economie begläfft, och
d'Erhalten vun dem ländleche Raum durch eng aktiv
Landwirtschaft.

Europa huat d'Barrieregeizem ofgeschaffen an
d'Regionen nees oppleie gelosst. Am Saar-Lor-Lux

Adresse de Monsieur Jean Spautz,
Président de la Chambre des Députés

Monseigneur,

Virun e puert Minuten huat de Groussherzog Jean am Palais mat senger Ennerschheit
Seng konstitutiounelle Rechte an de Prinz Henri ofgegrueden. Donnat ass e wichteg
Kapitel vun eiser Geschicht zu Ern gaangen, am selwechten Abléck addi Du,
Monseigneur, eise neie Groussherzog gin.

110 Joer, nodeem an deem Käer Aren Ur-Urgroussvamm, den Herzog Adolphe
vun Nassau, den Eed als Groussherzog vu Lëtzebuerg gilescht huat - nodeems
däsi Generatiounen vun hollännesche Kinnereken, nom Wiener Kongress, um Troun
vun Land waren - konnet Dir haud de Momen zesumme mat der Groussherzogin
Maria Teresa, Äre Kanner, Ärer Famill an aneren heige Gästchen an d'Chamber,
virun d'gewielte Vertrieder vun Land, fir als neie Staatschef an engem feierlechen
Akt deen Eed ze bescheiden, deen eis Verfassung vorschreift.

Es ass net verwonderlech, datt iwwert d'Medien d'ganz Lëtzebuurger Land an
eng Dimms Leit uechter d'Welt un Ärem Averbemert deel huelen an an deem
sou ermuonten Abléck a Gedanken bei sech sin.

Mir si besonnesch froh, datt Är Eheren deickléert hunn, bei dëser Feierstoun
derbäi ze sin, fir esou d'Stabilitéit an d'Kontinuität un der Spëtzt vun Land ganz
därléich ze ernstärchechen.

Monseigneur, Madame,

Ech brauch lech nët ze soen, wéi Frau mir sinn, lech an Är Kanner huat bei eis ze
huren. Mir wëssen waad mir lech verdanken a wéi gudd an iwwelgezt Dir
d'Successtoun um Troun vberéit hu.

Zenter 4 Wochen huat d'ganz Land an d'Welt wiewert seng Grenzen ermaut
mat lech, Monseigneur, Madame, an Ärer ganzer Famill gebearng a gehollt an
sech mat lech grous Saergen, besonnesch em de Prinz Guillaume gemach. Ech
brauch lech net ze soen, wéi Frau mir all sinn, datt et Him a senger Fra besser
geet, och wann Hen an d'Finanzen Salla huat leider net kënnen bei eis sin. Si
sinn awer an eisen Häerz präsent a mir wëssen och, datt Si a Gedanken un
deier historischer Feiel Deel huaken. Ech wëll Himnen zuwee vun dëser Plaz aus
nach eng Keier eng schnell a komplet Besueung wënschen an hoffen, dass si
reim geschweue bei eis sin.



Jean Spautz,
President vun der Chamber



Jean-Claude Juncker,
Premierminister, Staatsminister



Groussherzog Henri

GUILLAUME

LIEUTENANT-REPRÉSENTANT AN ZUKÜNFTIGE GROUSSHERZOG



©MAD | Kary Barthelmy

Guillaume

8 octobre 2024

„Deen Eed, deen ech elo als Lieutenant-Représentant ofgeluecht hunn, engagéiert mech, sämtlech fundamental Wäerter, déi an eiser Verfassung stinn, net nëmmen ze respektéieren, mee se och zu all Zäit ze verdeedegen.“

Auszuch aus der Ried vum Lieutenant-Représentant Guillaume



©CHO

Claude Wiseler

President vun der Chamber vun den Deputéierten



©CHO | stiz



Chamber vun den Deputéierten – Effentlech Sitzung – Vereedegung | ©MAD | Functioel Foto

„Haut ass en Dag, wou Lëtzeburger Geschicht geschriwwé gëtt. [...] D'Traditioun leeft also weider, mee haut ass et déi éischte Kéier, datt e Grand-Duc Héritier den Eed virun der ganzer Chamber an enger effentlecher Sëtzung ofleet. Dat wollt d'Parlament esou, well dëse Moment symbolesch an demokratesch weesentlech ass. Är zukünfteg Fonctioun kritt doduerch och déi néideg Legitimitéit.“

Auszuch aus der Ried vum Claude Wiseler



D'Deputéiert

D'Regierungsmemberen

Vereedegung vu Senger Altesse Royale, dem Ierfgroussherzog, als Lieutenant-Représentant vum Groussherzog am Aklang mam Artikel 58 vun der Verfassung vum Groussherzogtum



Guillaume
Lieutenant-Représentant

Luc Frieden
Premierminister

Claude Wiseler
Chamberpresident

Ried vum Ierfgroussherzog

Här Chamberpresident,

Ech soen iech e grouse Merci fir déi léif Wieder déi dir am Numm vun der Chamber an als Représentant vum Lëtzeburger Land u mech gerichtet hutt.

Wéi der et esou gutt gesat hutt, ass haut e wichtege Moment an institutionelle Liewe vum eisem Land. De Grand-Duc huert decidéiert mir op dësem Dag eng nei Verantwortung ze ginn, andeem hie mech als Lieutenant-Représentant designéiert huert. Ech soen him dofir e ganz grouse Merci, mee och lech, als gewielte Vertrieeder vum Land an der Regierung fir dat Vertraue wat Dir mir schenkt.

Als Ierfgroussherzog hat ech d'Gleeserheit, zanter Jore schonn, mech mat villen Aspekter, déi zum Grand-Duc seng Plichten gehéieren, ze familiariséieren an eng ganz Rei offiziell Aufgaben z'überhuelen.

Deen Eed, deen ech elo als Lieutenant-Représentant ofgeluecht hunn engagéiert mech, sämtlech fundamental Wäerter déi an eiser Verfassung stinn net nëmmen ze respektéieren, mee se och zu all Zäit ze verdeedegen. Dazou verpflichten ech mech hir virun iech an huelen déi Responsabilitéit dankbar un.

Ech si mir bewusst dat haut och fir mech perséinlech, fir meng Fra an eis Kanner, eng nei Etapp an eisem Liewen ufänkt, a mir kucke mat Vertrauen an d'Zukunft.

Ech freeë mech elo, un der Sait vum Grand-Duc, als Lieutenant-Représentant, am Dénkscht vum Land a sengen Awunner ze stoen an dat Bescht fir Lëtzebuerg ze maachen.

Ech soen iech Merci.

©Monarch.lu

Ried vum President vun der Chamber

Monseigneur,

Haut ass en Dag, wou Lëtzeburger Geschicht geschriwwé gëtt.

E wichtege Dag fir iech, mee och fir all Lëtzeburger a fir all Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen.

26 Joer no Ärem Papp glitt Dir haut Lieutenant-Représentant.

Mat der Decisioun vum Grand-Duc, fir elo e Stellvertrieeder u seng Sait ze huelen, geet d'Traditioun vun engem doucen Iwwergang vun de Pouvouren an der Spëtz vum Land vun engem Règne zum nächste weider.

Eng Traditioun, déi et soss bal niereen gëtt an déi 1841 an d'Constitution ageschriwwé ginn ass, zu enger Zäit, wou d'Lieutenance haaptsächlech gehollt huert, fir datt de Grand-Duc, deen déi Zäit och nach hallönesche Kinnek war, konnt e Représentant zu Lëtzebuerg hunn.

Tëscht 1850 an haut hate mir bis elo 5 Lieutenancen. Eng Traditioun, an där d'Chamber och 2023 bei der Anerennung vum Text vun der Constitution wollt festhalen an déi een haut om Artikel 58 eremfennt.

D'Traditioun leeft also weider, mee haut ass et déi éischte Kéier, datt e Grand-Duc Héritier den Eed virun der ganzer Chamber, an enger effentlecher Sitzung, ofleet.

Dat wollt d'Parlament esou. Well dëse Moment symbolesch an demokratesch wesentlech ass. Är zukünfteg Fonctioun kritt doduerch déi néideg Legitimitéit.

De Grand-Duc Henri bleift Staatschef, mee Dir als déi Lieutenant-Représentant kënnt hien, wéi mir et elo just vum Premierminister héieren hunn, bei allen Aspekter vun der Ausübung vum senger wichtege Fonctioun representéieren.

Haut ass also en Dag, wou Traditioun an Erneuerung sech begéieren. Et ass en historisches Dag fir eis Land, fir d'Dynastie an och fir d'Chamber – eist Parlament. ...

©CHO

Système européen d'information sur les casiers judiciaires

7881 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire aux fins : 1° de transposition de la directive (UE) 2019/884 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 modifiant la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil en ce qui concerne les échanges d'informations relatives aux ressortissants de pays tiers ainsi que le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), et remplaçant la décision 2009/316/JAI du Conseil ; 2° de mise en œuvre du règlement (UE) 2019/816 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 portant création d'un système centralisé permettant d'identifier les États membres détenant des informations relatives aux condamnations concernant des ressortissants de pays tiers et des apatrides (ECRIS-TCN), qui vise à compléter le système européen d'information sur les casiers judiciaires, et modifiant le règlement (UE) 2018/1726, tel que modifié

Le système européen d'information sur les casiers judiciaires (dénommé « ECRIS ») a été créé en 2012 et permet aux États membres de l'Union européenne de partager des informations sur les condamnations pénales. Actuellement, le système ne permet pas de traiter efficacement les données relatives aux ressortissants de pays tiers.

Afin d'améliorer la manière dont les États membres échangent des informations sur les condamnations de ressortissants de pays tiers, le système européen d'information sur les casiers judiciaires a dû être réformé au niveau de l'Union européenne.

Le système ECRIS-TCN, une base de données centralisée qui contiendra des informations sur les condamnations de ressortissants de pays tiers et d'apatrides, repose sur le règlement (UE) 2019/816 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019, qui crée un système centralisé permettant l'identification de l'État membre ou des États membres détenant des informations sur les condamnations antérieures des ressortissants de pays tiers, et sur la directive (UE) 2019/884 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 modifiant la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil en ce qui concerne les échanges d'informations relatives aux ressortissants de pays tiers ainsi que le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), et remplaçant la décision 2009/316/JAI du Conseil.

Le projet de loi n° 7881 vise donc à transposer la directive (UE) 2019/884 précitée en droit national et à mettre en œuvre le règlement (UE) 2019/816 précité.

Dès lors, le système ECRIS-TCN permettra, entre autres, aux États membres :

- de rechercher des inscriptions dans les casiers judiciaires des ressortissants de pays tiers à l'encontre desquels des décisions de justice ont été rendues par les juridictions pénales de l'Union européenne ;
- de traiter des données alphanumériques, dactyloscopiques et d'images faciales aux fins d'identifier les États membres détenant des informations sur le casier judiciaire d'un ressortissant d'un pays tiers, en pleine conformité avec le principe de proportionnalité, les droits fondamentaux et le droit de l'Union européenne ;
- de traiter des images faciales en vue de confirmer l'identité d'un ressortissant d'un pays tiers, dans la mesure où le droit de l'État membre dans lequel une condamnation est prononcée autorise la collecte et la conservation des images faciales d'une personne condamnée.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 10/09/2021

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

- 30/11/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 21/12/2023 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 24/01/2024 Échange de vues avec les membres du Conseil d'État
- 09/01/2025 Continuation des travaux
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 05/06/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 03/07/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/07/2025

Reclassement de certains militaires de carrière

8450 – Projet de loi relative au reclassement de certains membres du personnel militaire de carrière au groupe de traitement B1

Le projet de loi met en place le mécanisme de reclassement de certains militaires de carrière, détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu équivalent au moment de l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise, au groupe de traitement B1, sous-groupe militaire ou sous-groupe à attributions particulières. Ce groupe de traitement a été introduit par la loi modifiée du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise.

Le texte transpose, mutatis mutandis, le mécanisme de reclassement prévu par la loi portant reclassement de certains membres du cadre policier de la Police grand-ducale et de l'Inspection générale de la police au groupe de traitement B1 et modifiant la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale (dossier parlementaire 8452 – cette loi a été votée le 24 juin 2025 et entrera en vigueur après sa publication).

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense, le 21/10/2024

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Défense

(Président : M. Guy Arendt) :

- 26/03/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 31/03/2025 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 18/06/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 02/07/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/07/2025

Loi du 29 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 376, page 1

Infrastructures de charge pour véhicules électriques

8474 – Projet de loi portant modification de la loi du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques

Le dispositif projeté modifie la loi du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques.

L'objectif est triple :

- 1) étendre ce régime d'aides aux infrastructures de ravitaillement en hydrogène ;
- 2) prolonger le régime d'aides en vigueur au-delà de l'an 2025 ;
- 3) augmenter les seuils d'intensité des aides.

L'attribution des nouvelles aides se fera à l'issue d'une procédure de mise en concurrence.

Cette initiative législative s'inscrit dans le contexte du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat. En effet, la loi à modifier a instauré un régime d'aides pour inciter les entreprises à investir dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques, régime d'aides qui arrive à échéance. Or, le déploiement des infrastructures de charge reste nécessaire pour atteindre les objectifs nationaux en matière d'électromobilité.

De plus, ce texte reflète l'entrée en vigueur du règlement (UE) 2023/1804 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 20/12/2024

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

03/07/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
08/07/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/07/2025
Loi du 18 juillet 2025
Mémorial A : 2025, n° 313, page 1

Contribution du Luxembourg aux missions de l'OTAN

8485 – Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 autorisant le Gouvernement à acquérir des capacités de communications satellitaires au profit du programme « Alliance Ground Surveillance » (AGS) de l'OTAN

Le Luxembourg apporte sa contribution de membre de l'OTAN à la réalisation des programmes et missions de l'Alliance par la mise à disposition de services et d'équipements capacitaires spécifiques. Depuis 2012, notre pays participe au programme « Alliance Ground Surveillance » (AGS), qui consiste à doter l'OTAN d'une capacité de surveillance terrestre au moyen de drones d'observation stationnés en Sicile. L'apport luxembourgeois est la fourniture de capacités de communications satellitaires qui sont nécessaires pour le guidage des drones et la transmission des images vers le centre d'exploitation des données.

Le projet de loi apporte une modification à l'article 1^{er} de la loi du 18 décembre 2015 autorisant le Gouvernement à acquérir des capacités de communications satellitaires au profit du programme « Alliance Ground Surveillance » (AGS) de l'OTAN. Cette modification a pour objet de prolonger de quatre ans l'autorisation donnée au Gouvernement par la loi précitée du 18 décembre 2015 pour l'utilisation du montant maximal de 120 millions d'euros, donc sur une période de quatorze ans au lieu de dix ans, précisément jusqu'au 31 décembre 2029.

Cette prolongation s'avère nécessaire en raison d'importants retards tenant principalement à la livraison des drones, alors que l'OTAN a plus que jamais un besoin réel et urgent en matière de capacité de surveillance terrestre. Une conséquence des retards est que jusqu'à présent, seulement 42,5 % (51 millions d'euros) du budget autorisé ont été dépensés.

La prolongation de l'autorisation mentionnée permettra au Luxembourg de continuer à soutenir le programme AGS.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense, le 24/01/2025
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Défense
(Président : M. Guy Arendt) :
18/06/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
02/07/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/07/2025
Loi du 29 juillet 2025
Mémorial A : 2025, n° 356, page 1

Accord bilatéral avec le Japon

8493 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and Japan for air services », fait à Tokyo, le 11 juin 2024

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'accord bilatéral relatif aux services aériens entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon, signé le 11 juin 2024 à Tokyo. Cet accord est la confirmation de la politique poursuivie par le Gouvernement en matière de transports aériens ayant pour objectif d'assurer les perspectives d'avenir tant des compagnies aériennes nationales en leur procurant un maximum de droits de trafic, que de l'aéroport de Luxembourg comme plate-forme internationale pour le trafic de passagers et de fret.

Dans le contexte de la libéralisation européenne du transport aérien, l'Union européenne joue un rôle croissant en tant que marché unique. Le présent accord intègre les clauses conformes aux exigences du droit communautaire, en particulier en matière de désignation, de révocation et de contrôle des transporteurs aériens, conformément au Règlement (CE) 847/2004 du Parlement et du Conseil du 29 avril 2004

concernant la négociation et la mise en œuvre d'accords relatifs à des services entre les États membres et les pays tiers. L'accord sera enregistré auprès de l'OACI, l'Organisation de l'aviation civile internationale après sa ratification.

Cet accord est largement similaire, quant à son fond, à d'autres accords aériens signé par le Grand-Duché de Luxembourg. Par ailleurs, il reprend des dispositions jugées comme étant des piliers d'un accord sur les services aériens, y compris les dispositions concernant les tarifs, les activités commerciales ou encore les dispositions relatives à la sécurité et à la sûreté de l'aviation, issues du modèle d'accord de l'OACI et en majeure partie acceptées par la communauté internationale de l'aviation civile.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 05/02/2025
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
03/07/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
04/07/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/07/2025

Magistrature et organisation de la justice

8555 – Projet de loi portant modification de : 1^{er} la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 2^e loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour Constitutionnelle ; 3^e la loi du 23 janvier 2023 sur le statut des magistrats

Le présent projet de loi vise à modifier trois textes législatifs qui concernent le statut de la magistrature et l'organisation de la justice.

En premier lieu, le projet de loi vise à adapter ponctuellement la loi du 23 janvier 2023 sur le statut des magistrats, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2023. À la suite d'une première évaluation de ladite législation, le Conseil national de la Justice recommande le redressement de plusieurs imprécisions. Dans un souci de renforcer la sécurité juridique, les modifications proposées concernent la procédure de nomination au sein de la magistrature ainsi que la procédure disciplinaire des magistrats.

Ensuite, la modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire vise à garantir le bon fonctionnement des tribunaux du travail. Vu le faible nombre de candidatures pour les postes d'assesseur-employeur et d'assesseur-salarié auprès desdits tribunaux, le projet de loi prévoit la suppression de la condition de domiciliation au Grand-Duché de Luxembourg pour exercer la fonction d'assesseur.

Finalement, la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour Constitutionnelle est adaptée afin de tenir compte de la récente révision constitutionnelle, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2023, du chapitre VII relatif à la justice. Il s'agit de préciser que la nomination des magistrats de la Cour Constitutionnelle (qui ne sont pas membres de droit) se fait sur avis conforme de la Cour supérieure de Justice et de la Cour administrative – ce qui implique une compétence liée dans le chef du Grand-Duc. À l'avenir, ces cours présenteront un seul candidat par poste vacant, au lieu d'une liste de trois candidats comme auparavant.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 17/06/2025
Rapporteur : M. Charles Weiler

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :
03/07/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07/07/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/07/2025
Loi du 24 juillet 2025
Mémorial A : 2025, n° 324, page 1

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 09
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la position du Luxembourg sur les nouveaux objectifs de l'OTAN** p. 09
Exposé : Mme Liz Braz (dépôt des motions 1 et 2)
Débat : Mme Nancy Arendt épouse Kemp | M. Guy Arendt | M. Tom Weidig | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense
Motion 1 : Mme Nancy Arendt épouse Kemp | M. Marc Goergen | M. Tom Weidig | M. Marc Baum | M. Guy Arendt | Mme Sam Tanson | Mme Liz Braz
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : Mme Nancy Arendt épouse Kemp | M. Marc Goergen | M. Guy Arendt | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum | Mme Liz Braz | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense
Vote sur la motion 2 (rejetée)
- 3. 8450 – Projet de loi relative au reclassement de certains membres du personnel militaire de carrière au groupe de traitement B1** p. 18
Rapport de la Commission de la Défense : M. Guy Arendt
Discussion générale : M. Alex Donnersbach | Mme Liz Braz | M. Tom Weidig | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8450 et dispense du second vote constitutionnel
- 4. 8485 – Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 autorisant le Gouvernement à acquérir des capacités de communications satellitaires au profit du programme « Alliance Ground Surveillance » (AGS) de l'OTAN** p. 20
Rapport de la Commission de la Défense : M. Guy Arendt
Discussion générale : M. Alex Donnersbach | Mme Liz Braz | M. Tom Weidig | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8485 et dispense du second vote constitutionnel
- 5. 8493 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and Japan for air services », fait à Tokyo, le 11 juin 2024** p. 21
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusti Graas
Discussion générale : M. Emile Eicher | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8493 et dispense du second vote constitutionnel
- 6. 7881 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation judiciaire aux fins : 1° de transposition de la directive (UE) 2019/884 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 modifiant la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil en ce qui concerne les échanges d'informations relatives aux ressortissants de pays tiers ainsi que le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), et remplaçant la décision 2009/316/JAI du Conseil ; 2° de mise en œuvre du règlement (UE) 2019/816 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 portant création d'un système centralisé permettant d'identifier les États membres détenant des informations relatives aux condamnations concernant des ressortissants de pays tiers et des apatrides (ECRIS-TCN), qui vise à compléter le système européen d'information sur les casiers judiciaires, et modifiant le règlement (UE) 2018/1726, tel que modifié** p. 23
Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7881 et dispense du second vote constitutionnel
- 7. 8555 – Projet de loi portant modification de : 1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 2° la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ; 3° la loi du 23 janvier 2023 sur le statut des magistrats** p. 24
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Weiler
Discussion générale : M. Charles Weiler | Mme Simone Beissel | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8555 et dispense du second vote constitutionnel
- Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président
Au banc du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la position du Luxembourg sur les nouveaux objectifs de l'OTAN

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Position vum Lëtzebuerg zu den neien NATO-Ziler, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäten hu 5 Minutten, d'Regierung huet

15 Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Nancy Arendt, den Här Guy Arendt, den Här Tom Weidig, d'Madamm Sam Tanson, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Liz Braz als Vertrieederin vun der LSAP-Fraktioun. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, wien den NATO-Sommet e bësse suivéiert huet, dee konnt sech der Analogie zum Film „The Godfather“ warscheinlech kaum entzéien: D'Famill, an dësem Fall Europa, steet Spaléier an der Rei, fir dem Pätter seng Hand ze kussen an ëm seng Gnod ze biedelen. Et ass e bëssen dat Bild, wat mer zu Den Haag gesinn hunn: Europa huet virum Trump geknéit.

Den Donald Trump, méi imprevisibel wéi jee, geheit no Loscht a Laun mat Prozenter duerch d'Welt: 2 %, 3 %, 5 % – ganz nom Motto „the sky is the limit“. An

déi aner Regierungschef nécken – bal – alleguerte mam Kapp an den NATO-Generalsekretär Mark Rutte huet sech souguer net ze schued gefillt, fir den „Daddy Trump“ ze hoféieren.

Pour rappel: Fir dëst Joer waren eigentlech 1,32 % vum RNB virgesinn. Elo gi mer bis Enn vum Joer schon op 2 % erop – eppes, wat meng Partei och matgedroen huet, well mer eis bewosst sinn, dass d'Sécherheet eppes kascht an dass mir dës Obligatioun der NATO och scho laang schëlleg waren.

Dobäi sinn d'Defenseausgabe generell déi lescht Jore scho substanzuell an d'Luucht gaangen. 2014 hu mir nämlech mat 0,5 % vum RNB ugefaangen. Dat ass eng enorm Steigerung, déi d'Regierung aleng fir dëst Joer nach muss maachen.

Fir de Lëtzebuurger Premier war awer scho virum Sommet kloer, dass mir all Prozentsaz wäerte matdroen, deen déi aner 31 fir eis wäerte reegelen – egal wéi realistesch oder laangfristeg duerchduecht dat

ass. Et war also net méi d'Fro, ob Lëtzebuerg seng eege Prioritéiten oder déi national Realitéiten an esou eng Debatt erakritt, mee just nach, wéi vill mir ouni Widdersproch no uewe géifen noginn.

Do hätt ee sech kënnen awer e Beispill um spuene-sche Premier huelen, dee vu virera sot, dass hien déi Prozentspiral net wäert blann matmaachen an awer en Alliierte bleibt, dee seng NATO-Ziler wäert erreechen.

Une voix | Très bien!

Mme Liz Braz (LSAP) | Nom Sommet huet de Minister Frieden vun engem groussen Erfolleg geschwat. Mir gesinn dat e bëssen anescht: Et war virun allem eng schwach Haltung vu Lëtzebuerg a keng Heure de gloire fir Europa. Wou ass de politesche Courage, fir als klengt Land kritesch nozefroen? Wou ass d'Veantwortung, fir sech fir en Europe de la défense a seng eege Besoinen an Interesse staarkzemaachen an net einfach blann all US-Fuerderung matzedroen, déi dozou déngt, déi US-Wirtschaft ze stäerken an déi europäesch zugronn goen ze loossen?

„Et ass ee bal op der Schläimpuer ausgerutscht“ a „Mir wëllen den Trump net schlecht gelaunt heemreese loossen.“ Dat waren eisem Ausseminister seng Analysen iwwert dee fir europäesch Natiouneen dach e bësse peinleche Spektakel virun zwou Wochen. Poupouillage a Flatterie vum Feinsten, op d'Käschte vun der europäescher strateegescher Autonomie.

„Apprenez que tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute“, sot de Jean de La Fontaine. Ech mengen, et muss een et haut ëmdréinen: „Le flatté vit aux dépens du flatteur.“ Et ass en diplomatesche Pragmatismus an et schéckt de falsche Message, dass mir bei all nach esou onrealisteschem Zil déi Eischt sinn, déi sech brav an d'Rei stellen. Amplaz mussen mir eisen nationalen Interessi mol kloer formuléieren: Jo zu engem fairen, realisteschem Effort, well mir eis nach ëmmer als treie Partner vun der NATO gesinn, mee mat Verantwortung a Kohärenz géintwärt eisen eegene Bierger.

D'Konklusioun zur Zukunft vun eiser Sécherheet: Amerika freet 5 %, Amerika kritt 5 %. Et kascht, wat et wëll, ouni Plang, ouni Konzept, ouni d'Besoinen an d'Ziler definéiert ze hunn an ouni Rücksicht op déi europäesch Onofhängegkeet, an dat Ganzt op d'Käschte vun eiser Wirtschaft a ganz zum Profit vun der amerikanescher. Wisou iwwerhaapt 5 %? Wat ass, wann et am September op eemol 6 % sinn? Oder d'nächst Joer 7 %? Wéi kann een deen arbiträre Prozentsatz rechtfäerdigen? An op wat baséieren déi 5 %?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

Mme Liz Braz (LSAP) | Et ass keng éierlech Politick. Zu Den Haag kritt en US-President vun alle Säiten Hunneg ëm de Mond geschmiert, mir engagéieren eis, irrealistesche Budgete festzehalen, fir den NATO-Kinneck nëmmen net ze vexéieren, wëssen awer net, wéi mir dat finanzéieren sollen a woura mir dës Suen iwwerhaapt investéieren kënnen.

Ass et vläicht esou, dass mir alles op déi Midtermreview nom Trump sengem Mandat setzen, an der Hoffnung, dass, wann hie bis fort ass, erëm alles ka réckgängig gemaach ginn? Mee wie seet, dass et no engem Trump iwwerhaapt besser gëtt? Wann ee kuckt, wien an de Startlächer sëtzt, mat engem JD Vance, gesponsert vun engem Peter Thiel, da verspricht dat alles aneres wéi besser ze ginn.

Dofir deposéieren ech och haut eng éischt Motioun, an där mir d'Regierung opfuerderen, sech u realistesch, kloer definéiert Ziler ze halen, déi liiert sinn u kloer identifizéiert Sécherheetsbesoinen, an zu dësem

Zäitpunkt keng weider substanzuell Erhéijung vum Budget iwwert déi 2 % eraus ze decidéieren, well dës Konditioune am Moment net gi sinn.

Motion 1

D'Chamber

stellt fest,

– dass an der NATO e breede Konsens besteet, fir d'Verdeedegungskapazitéiten ze verbessern;

– dass déi 32 NATO-Memberstaaten an der Moyenne aktuell 2,61 % vun hirem PIB an d'Defense investéieren;

– dass d'USA am Joer 2024 ronn 3,4 % vun hirem PIB an d'Verdeedegung investéiert hunn;

– dass d'Alliiert um leschten NATO-Sommet zu Den Haag festgeluecht hunn, bis 2035 5 % vum PIB an d'Verdeedegung ze investéieren;

– dass de spuene-sche Premierminister erkläert huet, sengen NATO-Verpflichtungen nozokommen, ouni sech un dat 5 %-Zil ze bannen, dat hien als „onvernünfteg a kontra-produktiv“ beschreift;

– dass d'Fuerderungen, fir d'Verdeedegungsausgabe vun der Allianz esou substanzuell an arbiträr ze erhéijen, besonnesch op d'Insistiere vum President vun de Vereenegte Staaten zeréckzeféiere sinn;

– dass eng breet gesellschaftlech a politesch Debatt iwwer en Defense Planning Process noutwendeg ass;

– dass d'Erhéijung vun de Verdeedegungsausgaben op 5 % vum RNB bis 2035 fir Lëtzebuerg zu dësem Zäitpunkt weeder konkret begrënn nach duerch kloer Ziler gerechtfäerdigt ass,

fuerdert d'Regierung op,

– de Verdeedegungsbudget net un en arbiträre Prozentsatz vum PIB oder RNB ze knäppen, mee u kloer definéierten a begrënneten Ziler ze orientéieren, déi sech un de konkrete Besoinen vun eisem Land, der EU an der NATO ausrichten;

– zu dësem Zäitpunkt keng weider substanzuell Erhéijunge vum Lëtzebuurger Effort de défense iwwert déi 2 % vum RNB eraus ze decidéieren.

(s.) Liz Braz.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Liz Braz (LSAP) | Vun deene 5 % RNB kënnen bis zu 1,5 % fir kritesch Infrastrukturen, Schutz vun Netzwierker, zivill Preparedness, Resilienz oder och nach Innovatioun benotzt ginn. Bis 2035 sollen awer och all Joer op d'mannst 3,5 % vum RNB a sougenannte „core defence requirements“ fléissen. Dat sinn déi zentral Verteidigungsbedierfnesser, déi op den NATO Capability Targets baséieren an déi an engem kollektive Planungsprozess, dem sougenannten Defence Planning Process, fir all Land festgeluecht sinn.

Wat dobäi e bëssen ënnergeet, dat ass, dass dës Verhandlungen hanner zouenen Diere geschéien – wäit ewech vun der Effentlechkeet. Mam Resultat, dass een och net transparent kann nokucken, wéi ee Land wat ugerechent kritt a wéi dës Urechnunge vu Land zu Land variéieren oder wéi eng Investitioune um Enn wierklech unerkannt ginn. An dat géllt net nëmme fir de Bierger, mee dat géllt och fir den héije Beamten an d'Entscheidungsträger, déi dës Diskussiounen fir eis solle féieren. Dat féiert dozou, dass et haut ontransparent bleibt, wat e Land tatsächlech ugerechent kritt.

A genee hei misst méi Transparenz op der Säit vun der NATO gefuerdert ginn: Wann ee vun de Bierger ëmmer méi héich Verdeedegungsausgabe fuerdert,

da muss een och beweisen, dass eisen nationale Bäitrag fair bewäert gëtt, dass Lëtzebuerg net benodelegt gëtt an dass Gläichberechtigung téschent den Alliierten net just um Pabeier steet, mee och konkret applizéiert gëtt.

Dofir stelle mer fest, dass Lëtzebuerg sech muss méi staark fir eng fair a kloer gereegelt Verdeedegungspolitik asetzen, andeems mer fuerderen, dass d'NATO méi transparent Krittäre public mécht, wat d'Unerkennung vun deene verschiddenen Depensen ugeet, déi an den Effort de défense afléissen.

D'Erhéijung vum Budget däerf awer och kee Blankoscheck gi fir Ziler, déi vun den USA diktéiert ginn an haauptsächlech der amerikanescher Wirtschaft herno wäerten zeguttkommen.

Amplaz brauche mer e kloer definéierte Plang, deen transparent oplécht, wou mir als Lëtzebuerg déi 2 %, 3,5 %, 5 % wäerten ausginn, ob se iwwerhaapt fir méi Sécherheet zu Lëtzebuerg an Europa wäerte féieren an och wéi mer sécherstellen, dass e substanzuellen Deel vun dësem Geld net einfach an d'Ausland fléisst, mee konkret a Projeten investéiert gëtt, déi eis regional Wirtschaft kënnen stäerken a qualifizéiert Aarbechtsplaz schaffen.

Dofir leeë mir eng weider Motioun vir, an där mer d'Regierung ausdrécklech opfuerderen, eis dës Trajectoire mat konkreten Zuelen an engem kloerem Projet vu Prioritéiten an infrastrukturelle Projete virzustellen a sech gläichzäitig an der NATO dofir staarkzemaachen, dass d'Urechne vu Verdeedegungsausgaben endlech méi transparent a moossbar gemaach gëtt. Esou suerge mer dofir, dass eisen nationale Bäitrag fair verdeelt gëtt an dass kee sech beräichert oder sech hannert komplizéierte Comptabilitéitstricke ka verstoppen.

Motion 2

D'Chamber

stellt fest,

– dass déi nei geopolitesch Realitéiten d'Erhéijung vun den nationalen Ausgabe fir d'Verdeedegung erfuerderen an d'Regierung decidéiert huet, bis Enn des Joers 2 % vum Revenu national brut (RNB) fir d'Defense auszeginn;

– dass d'Regierung schonns virum NATO-Sommet zu Den Haag hir Zoustëmmung fir déi nei NATO-Ziler annoncéiert huet;

– dass d'Alliiert um leschten NATO-Sommet zu Den Haag en neit Zil festgeluecht hunn, an zwar bis 2035 5 % vum Produit intérieur brut (PIB) an d'Verdeedegung ze investéieren;

– dass dës 5 %-Fuerderung haauptsächlech op Drock vum US-President zeréckgeet, obwuel ni presentéiert ginn ass, wéi eng reell Prioritéiten a Besoinen d'NATO an Zukunft wäert hunn;

– dass 5 % vum RNB viraussichtlech op d'mannst 10 % vum Staatsbudget wäerten ausmaachen an eng enorm Belaaschtung fir d'Staatsfinanzen duerstelle wäerten;

– dass e grouse Mangel un Transparenz besteet, wéi eng Depensé bei de jeeweiligen Alliierten als Effort de défense a Betruecht gezu ginn a wéi eng Investissemter an deem Zesammenhang fir Lëtzebuerg a Fro kommen,

fuerdert d'Regierung op,

– en detailléierte Plang virzeleeën, deen duerleet, wat d'Trajectoire vum Lëtzebuurger Effort de défense ass, wéi dës soll finanziert ginn a woura soll investéiert ginn, a wéi eng positiv Effekter fir d'Lëtzebuurger Wirtschaft a Gesellschaft solle generéiert ginn;

– sech dofir anzusetzen, dass kloer an transparent offergeluecht gëtt, wat genee als Verdeedegungsausgab an

d'Berechnung vun der NATO afléisst, fir esou méi Gerechtheet a Gläichgewiicht tëscht den Alliierten ze garantéieren.

(s.) Liz Braz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Liz Braz (LSAP) | 5 % vum RNB. Wann ee vun de leschten Zuelen ausgeet, sinn dat graff gerechent 3 Milliarden Euro pro Joer, déi am Staatsbudget fir d'Defense mussen ausgi ginn. Dat sinn ëm déi 10 % vum ganze Staatsbudget. Dat heescht, all zéngten Euro, deen an Zukunft soll ausgi gi vum Staat, fléisst direkt an d'Defense. Am Verglach: Fir den abordable Wunnraum si mer bei 460 Milliounen an d'Landwirtschaft, déi kritt grad emol 0,75 % vum Staatsbudget allouéiert.

An dës Depense ass net e One-Shot, mee dat ass eng Ausgab, déi all Joer, ëmmer erëm wäert am Budget virkommen. All Joer! Eng Ausgab, déi mir aus Solidaritéit tätegen a well mir hypothetesch Bedrounge fir eise Fridden an eis Sécherheet eescht genuch huelen, fir se eis och eppes kaschten ze loossen.

Mee als jonken, naive Mënsch kéint ee sech hei awer och emol froen, wisou dann déi ganz real Bedroung vum Klimaschutz net mat der selwechter politescher Konsequenz behandelt gëtt. Wisou gëtt et keen Zil, dat eis verflucht, permanent e feste Prozentsaz vum Budget an déi ekologesch Transitioun ze stiechen? Oder firwat froe mer eis net, firwat dat selwecht Land, dat elo vläicht Dronen a Munition wäert främaache fir Milliarde vun Euro, zënter Joren an enger Logementskris stécht, déi d'Ursaach vu ville sozial-ekonomesche Problemer ass – a fir déi sech selwer awer keen drun inspiréiert, e Budgetszil festzeschreien, fir de Problem consequent, effektiv unzegoen? Et ass am Fong traureg.

Ganz konkret stellt sech awer hei generell d'Fro: Wou sollen déi Suen an Zukunft hierkommen? Wéi wëll d'Regierung den Effort de défense finanzéieren? Wann een de Bilan zitt aus de leschten 18 Méint Schwarz-Blo, stellt ee fest, dass vill signifikant nei Depensen op d'Staatskeese wäerten duerkommen, ouni dass nei Recettë kënnen identifizéiert ginn. Dobäi komme schwach Wirtschaftswuesstemsprognosen an den nächste Joren an och en nidderegen Emploi, deen ëm 1 % stagnéiert. Iergendwou wäert déi dote Rechnung net méi opgoen.

Fir eis mussen d'Veerdeedungsausgaben ausgewoen, verantwortungsvoll a virun allem sënnvoll sinn. Mir hu keen Zweifel drun, dass mer als klengt Land eise fairen Deel zu eiser kollektiver Sécherheet mussen bäidroen, well Fridden ass net gratis. Mee wa mer Milliarde ginn, da mussen mir och de Courage hunn, Transparenz an Éierlechkeet vun eise Partner ze verlaangen. Fir dass déi Sue wierklech eis Sécherheet garantéieren. Fir dass mir eis net an enger Symbolpolitik verléieren. Fir dass mir eis net vun enger Supermuecht eisen Agenda diktéieren loossen. Fir dass mir eis Fräiheet a Wäerter net verkafen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz.

Déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Nancy Arendt. Madamm Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, keen huet eigentlech Loscht op méi héich Militärausgaben.

Jidderee wéilt éischter dës Suen notze fir an d'Schoulen, Pensiounen, manner Steieren, Gesondheet, besser Betreieung fir Jonk an Al. Et falen engem direkt 100 Saachen an, déi méi sympathesch klänge wéi Verteidigungspolitik. Mee eis Welt huet sech verännert. Europa an Amerika hu sech verännert. An de Fridden, d'Fräiheet an d'Sécherheet wäert et net méi fir näischt ginn.

Keen huet Loscht op Krich. Awer leider bléist haut e raue Wand säit dem russesche President Putin sengem illegalen Aggressiounskrich an der Ukrain an de Fridden an eis Sécherheetslag a ganz Europa sinn a Fro gestallt.

Keen huet Loscht, ze fäerte fir säi Land a seng Leit. A jidderee wëll eigentlech bleiwen, wat en ass. „Mir wëlle bleiwen, wat mir sinn“, huet de Ruslan Stefantschuk hei bei eis am Parlament gesot, wou e vun eis all Standing Ovations kritt huet fir eis Bewonnerung fir eng Natioun, déi mat vill Courage an hirem Liewe vu jonke Fraen a Männer bezilt, fir datt hiert Land hiert bleibt an d'Kanner eng Zukunft bei sech doheem dierfen hunn.

Keen huet Loscht, dem President Trump Recht ze ginn. Mee et ass awer eng Tatsaach, datt mir als Europäer – jo, an och mir als Lëtzebuurger – eis vill ze vill op d'Amerikaner verlooss hunn, wann et ëm Verteidigungspolitik gaangen ass. Mir hunn als Land vun enger Sécherheet profitéiert a mir hu virun allem d'Amerikaner an och vill anerer dofir bezuele gelooss.

Säit iwwer 20 Joer gëtt drop opmierksam gemaach, och scho virun President Trump, datt mir Europäer méi missten an d'Defense investéieren. A keen hat Loscht, et ze héieren. Et mierkt een eng ganz kloer Tendenz, datt d'Amerikaner drop halen, datt mir Europäer eis dem Eescht vun der Situatioun bewosst ginn a selwer fir eise Kontinent Verantwortung iwwerhuelen.

Den Annoncement vun eisem Premierminister, datt Lëtzebuerg dat Zil vun 2 % vum RNB, wat scho säit 2014 um NATO-Sommet vu Wales gefuerdert gouf, elo um Enn vun deem Joer endlech erreeche soll, war e wichtegt Zeeche fir e Land, wat eng international Renommée huet, datt et sech net schlecht steet an awer säit Laangem ee vun de Schlusslichter ass vun den NATO-Länner, wann et ëm den Defensebudget geet.

D'Ministesch Backes war elo schon e puermol bei eis an der Kommissioun, fir all hir Pisten, d'NATO-Targets ze erklären an e Wee ze zeechnen, wéi mer dohinner kommen. Dës fënnf Minutte gi leider net duer, fir am Detail drop unzegoen, mee et ass sécherlech sënnvoll, op eis Kompetenz am Weltraum ze setzen an eis Betriber do auszubauen.

Et gëtt an d'Forschung an Entwécklung vun Dronentechnologie investéiert, d'militäresch Infrastruktur gëtt weider ausgebaut, wéi de Findel, deen haut scho strateegesch wichteg fir d'NATO ass. Cyberdefense gëtt och ëmmer méi wichteg fir eis Land a mir erhéije selbstverständlech eis Ënnerstützung fir d'Ukrain an et ginn och nei Pisten an d'A gefaasst.

Här President, um NATO-Sommet zu Den Haag huet Lëtzebuerg mat allen aneren NATO-Natiounen e strateegesch Choix getraff, fir 3,5 % reng a Kärverteidigung an 1,5 % an d'Infrastruktur, zivill Sécherheet, Resilienz an d'Stärke vun enger industrieller Basis fir d'Defense ze investéieren.

Mir wëssen all, dee Wee dohinner wäert keen einfache ginn, an dofir wäerte mer en Etappe goen a graduell eropgoe mat enger Zäitschinn, déi mir packen. A mir wäerten eis Responsabilitéit an der transatlantischer Allianz wouerhuelen. Dëst Ganz ass och en Investissement an de Fridden.

Une voix | Très bien!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Mir analyséieren, wat Sënn mécht fir eis Land a wat net, wou eis Industrien dervu profitéieren kënnen. An do, wou mer eis schon eng Kompetenz opgebaut hunn, mussen mer weidermaachen a mir mussen och Courage hunn, eis fir nei Projeten opmaachen, dëst mat eiser Industrie, nei Aarbechtsplaze kreéieren a mat enger selbstverständlecher wirtschaftlecher Retombée fir eis Land.

Mir mussen och derfir suergen, datt eis Industriebetriber an d'Wäerteketten erakommen, an eng Industriepolitik fir d'Defense op d'Bee stellen an eis Gesetzeslag upassen. Mir hunn eng Finanzplaz, déi Weltklass ass. A mir sollen eis Fongezell an encouragéieren, Defensefongen ze schafen an ze vermaarten. Dat neit NATO-Zil wäert immens Zommen u Kapital mobiliséieren. Genau do kann eis Finanzplaz hëllefen.

Dëst gëtt dee gréisste Konjunkturprogramm, dee jeemools an der Europäescher Unioun lancéiert ginn ass. An et ass wichteg ze klären, wellecht Land wellech Aufgab iwwerhëlt. Eng europäesch Koordination mat eise Partner ass selbstverständlech noutwendig, fir datt mer keen double Emploi hunn, a mir dierfen eis net nees vun anere Kontinenter ofhängeg maachen, mee eng eegestänneg, onofhängeg europäesch Defenseindustrie opbauen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Léif Kolleegen, den John Lennon huet a sengem Lidd „Imagine“, engem vu menge Lieblingslieder, gesongen, datt e vun enger Welt dreemt oder eng Welt imaginéiert, déi am Fridde leeft, wou et keng Länner, keng Reliounen oder Grenze gëtt. Eng Welt fir eis all zesammen. An en huet opgehale mat dem Saz „You may say I'm a dreamer, but I'm not the only one.“ Wéi gäre wéilte mer all heibannen deemem Dram mat him liewen. Mee leider befanne mer eis an enger Welt, wou d'Realitéit eng komplett aner ass a wou mer eis mussen bewosst ginn, datt et de Fridden, d'Fräiheet an d'Sécherheet net méi fir näischt gëtt – ausser vläicht effektiv am Dram.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Arendt. Dann ass et um Här Guy Arendt, fir d'Wuert ze huelen. Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech wëll awer virausschécken: Mir sinn net Famill mateneen.

(Hilarité)

Wat elo keen Nodeel wär, mee egal. Vu dass mer an der Debatt si vun den Incompatibilitäten, wollt ech dat ervirsträchen.

Här President, Dir Dammen an Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen all, datt déi international Sécherheetslag komplizéiert an ugespaant ass. De russeschen Ugrëffskrich an der Ukrain geet monter weider an déi russesch Aussepolitik schéngt net manner aggressiv ze ginn.

Datt déi hybrid Krichsféierung vu Russland an anere Länner duerch Sabotage, Amëschung an eis demokratesch Prozesser an Desinformatioun och längst an Europa ukomm ass, ass kee Geheimnis méi. Eis Wäerter, Fräiheeten a Sécherheet stinn ënner Drock.

Gläichzäitig ass et awer och esou, datt d'USA, déi hiert Bekenntnis zur NATO um Sommet zu Den Haag kloer ënnerstrach hunn, hir Sécherheetspolitik net méi prioritär an d'Richtung vun Europa orientéieren. D'Amerikaner maache säit Jore kloer, datt hiren Haaptfokus dem Asien-Pazifik-Raum géllt, a fuerdere

scho laang, dass mir Europäer méi Responsabilitéite fir eis Sécherheet droen.

Aus där Logik eraus sinn déi nei Ziler fir d'Verdeedungsinvestitiounen um NATO-Sommet zu Den Haag entstanden: eng Trajectoire, fir bis 2035 3,5 % vum PIB – fir eis den RNB – fir méi klassesch Militärausgaben an 1,5 % vum RNB fir méi breet infrastrukturell Projeten oder Projeten, déi den nationale Preparatiounsniveau an d'Resilienz verstärken, auszeginn.

Virop ass dat natierlech fir all Alliéierten, an och fir eis, e groussen Challenge. Lëtzebuerg war a punkto Investitiounen an d'Verdeedung laang e Luusse-pätter a mir hu jorelaang net dat investéiert, wat vun eis erwaart ginn ass.

Déi international Lag an awer och de Fakt, dass mir eis musse solidaresch mat eisen Alliéierte weisen an eis zesummen esou organiséieren, fir eng méiglechst staark Dissuasioun op d'Been ze stellen, maache méi héich Investitiounen an eis Sécherheet onëmgänglech.

Dofir ass d'DP der Meenung, dass Lëtzebuerg sollt de Wee matgoen, säin Deel derzou bäidroen a méi an déi national a kollektiv Verdeedegung investéieren – wou mer awer Lëtzebuerg an d'Lëtzeburger Industrie net solle vergiessen. Et soll och e Return-on-Invest do sinn.

Dir Dammen an Hären, ech wéilt heibäi awer och nach e puer Saachen, déi fir eis als DP ganz wichteg sinn, ervirsträchen.

An der ganzer Diskussioun geet et jo an der Essenz ëm d'Stärkung vun eiser Sécherheet, an dofir sollt ee sech net ze vill op Diskussiounen iwwer Prozentzuelen oder aner Nummere konzentréieren. Wéi gesot, de Fokus soll ganz kloer dorop leien, déi national a kollektiv Sécherheet ze stärken.

Dowéinst begrësse mir, dass 2029 eng Analys um Niveau vun der NATO geplangt ass, wou d'Fortschrëter vun deene verschidde Länner gekuckt ginn an och dem technologeschen a geopolitischen Kontext dee Moment Rechnung gedroe gëtt.

Virun allem awer wéilt ech betounen, dass d'Investitiounen, déi an deenen nächste Joren an eis Sécherheet getätegt ginn, kee Selbstzweck sinn. Andeems mir eis Verdeedungscapaciteit verbesseren, verstärke mir net nëmme eis national Sécherheet, wat jo natierlech gutt fir eist Land ass, mee déi wirtschaftlech a gesellschaftlech Notzen dierfen och net vergiess ginn.

Sou schafft déi aktuell Regierung ganz proaktiv dorunner, d'Lëtzeburger Industrie an d'Lëtzeburger Betriber esou gutt wéi méiglech an déi europäesch an euroatlantesch Liwwerketten ze integréieren an domadder och fir Lëtzebuerg de wirtschaftlechen Notze vun den Investitiounen, déi duerch Europa an am NATO-Raum getätegt ginn, ze maximiséieren.

Dann ass et awer och esou, dass d'Investitiounen an d'Verdeedung, wéi ech virdu scho gesot hunn, och e gesellschaftlechen Notze fir d'Land hunn. E groussen Deel vun eisen Investitiounen an eis Defense, déi Deel vun den 3,5 % vun de klassesche militäreschen Ausgabe sinn, wäert an déi Aufgabe goen, déi mir vun der NATO kritt hunn, also ënner anerem e Loft- ofwiersystem, e Rakéitenofwiersystem an e mobillt Militärspidol.

Andeems mir zum Beispill a Loft- a Rakéitenofwiersystemer investéieren, kënnen mir eis Infrastrukturen a Bevëlkerung besser schützen an och e mobillt Militärspidol ka bei groussen Incidenten zu Lëtzebuerg genotzt ginn.

Dëst sinn nëmme zwee Beispiller, mee och d'Investitiounen an deenen 1,5 % RNB, déi a méi breet

infrastrukturell Projeten investéiert solle ginn, wäerte vun Notze fir eis Wirtschaft an eis Gesellschaft sinn.

D'Reegelen, déi encadréieren, wat als Verdeedungsausgabe gëllt, an déi nei Ziler, déi zu Den Haag decidéiert gi sinn, bidden eng relativ grouss Flexibilitéit a ginn eis domadder d'Fräiheet, fir et beschmëglech fir eist Land ze investéieren – also do, wou et Sënn mécht, a wann et pertinent ass, do, wou och e gesellschaftlechen a wirtschaftlechen Notze besteet.

Ofschléissend, Dir léif Kolleeginnen a Kolleegen, géif ech also widderhuelen, dass opgrond vun der internationaler Sécherheetslag och Lëtzebuerg seng Investitiounen an d'Verdeedung muss erhéijen. Investitiounen an eis Verdeedung si kee Selbstzweck, mee Investitiounen an eis Sécherheet, eis Wäerter an eis Fräiheeten, déi och kënnen vu groussem gesellschaftlechen a wirtschaftlechen Notze sinn. An dat ass eng Prioritéit vun der aktueller Regierung.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. An da kritt den Här Tom Weidig d'Wuert. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, d'ADR bedauert natierlech, dass d'Regierung noginn huet an dem 5 %-Zil vun der NATO zougestëmmt huet, fir Lëtzebuerg 5 % vum Bruttonationalakommes. Ech mengen awer, dass mir all heibannen et bedauern, dass méi Sue fir Rüstung mussen ausgi ginn.

D'Regierung argumentéiert: Wann déi grouss Länner sech eens sinn a selwer och 5 % ausgi wëllen, da muss Lëtzebuerg do och matmaachen. Ech kann dës Haltung verstoen. Mir sinn nëmme fräi als Land, well déi grouss Staaten eis Fräiheet garantéieren.

Mee et gëtt och e Land, dat sech opposéiert huet, an anerer sinn ëmgefall. Spuenien huet gesot, dass si zwar bereet sinn, vun 1,7 % op 2,1 % fir 2029 ze goen, mee net op 5 %, och well si sech an hirer geografischer Lag gutt verdeedegt spieren.

Et muss een elo kucken, wat fir negativ Konsequenzen d'Haltung vu Spuenie mat sech bréngt. Den Trump huet jo schonnonnoncéiert, dass e gär wëll méi héich Taxe géint Spuenie maachen.

Abee, kënnen mir als Lëtzebuerg och esou e Risiko droen? Mir als ADR sinn d'Partei vun Referendum a vun der direkter Demokratie. Mir hunn eis wéi keng aner Partei fir e Referendum agesat. Duerfir fuerdere mir e Referendum, fir ze kucken, ob d'Bierger bereet sinn, wierklech 5 % ze maachen. Et ass eng fundamental Fro fir eis Zukunft an d'Bierger sollen decidéieren, ob mir bereet sinn, géint déi grouss Länner ze goen, oder net.

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Mir mussen elo pro Joer ongeféier 3 Milliarden Euro ausginn. Dat kascht de Bierger ëm déi 5.000 Euro pro Joer.

Madamm Minister, wou kommen déi extra Suen hier? Sot eis, wannech gelift, bei wat fir engem Ministerkolleeg gitt Der an de Budget Suen eraushuelen? A wann net, wou wëllt Dir Erspuerner maachen? Oder wëllt Dir gäre méi Scholden ophuelen? Mir als ADR wëlle gären do eng kloer Äntwert vun der Regierung: Wou kommen d'Suen hier?

Et ass natierlech eng schwéier Fro, well Dir musst déi Suen iergendwou hierhuelen. Dës Fro ass virun allem heikel, well mir am Moment vill Suen aus der Fënster erausgehien a Projeten, déi net onbedéngt fundamental wichteg sinn. Ech denken do zum Beispill un déi 180 Milliounen an de Filmfong. Mir hu 420

Milliounen, fir CO₂ ze eliminéieren, x Milliounen, fir eng finnesch Solaranlag ze finanzéieren, x Milliounen fir de MEGA-Ministerium. Dat heescht, wa mir natierlech all déi Milliounen a Milliounen ausginn, dann ass et natierlech kloer, dass et fir eis vill méi schwéier gëtt, déi 5 % do ze finanzéieren.

Mee mir hunn och ettlech Milliounen verluer, well eise Pensiounskompensatiounsfong eng irrational Investitiounspolitik mat enger Exklusivitéit gemaach huet, wou mir elo ironeschweis musse bei déi Firma goen, déi mer erausgeholl hunn, a bei deene Rüstungsgidder kafen. Et ass absolut absurd. Mir wëllen elo 5 % fir d'Verdeedung ausginn, mee mir investéieren net an d'Rüstungsindustrie. Ech hu mer mol déi Statistik e bëssen ugekuckt a mol gekuckt, wat fir e Rendement do dem Steuerzueler verluer gaangen ass. Dat ass bei Rheinmetall 700 % a fënnef Joer, Airbus 50 % a fënnef Joer, Rolls-Royce 800 % a fënnef Joer.

Mee mir als ADR sinn eng pragmatesch Partei. Wa mir scho mussen déi 5 % errechen, da muss mir dat esou schlau wéi méiglech maachen. Et muss een och soen, dass déi 5 % agedeelt sinn an 3,5 % fir normal Rüstung an an 1,5 % fir Defence-related Investments. Lëtzebuerg kann also investéieren an den Ausbau vun zum Beispill Fluchhäfen, Cybersecurity-Ofwierzentren oder Weltraumtechnik. An dat kann deem 1,5 %-Kont zougerechent ginn.

Mir begrëssen och, dass de Premier betount huet, et dierft een dese Sécherheitsbegrëff erweideren: Investitioun zum Beispill a Spidolsfäegkeet, Datesécherheet a sou weider.

Mee wéi ass et mat der Retombée fir eis Economie? Déi meeschte Rüstungsgidder ginn am Ausland produziert. Dat heescht, eis Economie profitéiert net, eis Leit och net. Ech géif mech freeën, wann d'Madamm Minister eis op deem Punkt soe kéint, wéi si elo déi extra ongeféier 2 Milliarde wëll ausginn a sécherstellt, dass eis Lëtzeburger Economie dovunner profitéiert.

Zum Schluss muss ech awer fairerweis soen, dass spekuléiert gëtt, dass déi 5 % nëmme do sinn, fir dass mer op d'mannst op 3 % kommen, nom Motto: „Aim for the stars to reach the moon.“ Do muss ee kucken, wat passéiert. An ech mengen och, dass mer déi 5 % nees séier kënnen ofschafen, wann de Krich an der Ukrain gestoppt ka ginn a wa mer et iergendwéi fäerdegbréngen, eng Deeskalatioun ze maachen. Duerfir, wa mir keng 5 % laangfristeg wëllen, da muss mir op Fridden an op Deeskalatioun hischaffnen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir liewen an enger Zäit, wou d'Sécherheet net méi eng Selbstverständlechkeet ass. Et si vill vu menge Virriedner, déi dat scho beschriwwen hunn. D'Invasioun vun der Ukrain duerch Russland, d'Instabilitéit a ganz ville Regiounen op der Welt, mee awer och déi ëmmer méi offensichtlech Rivalitéit tëscht autoritäre Regimmen an den Demokratië maachen daitlech, dass Europa muss a seng Sécherheet investéieren.

An deem Kontext bleift d'NATO fir Lëtzebuerg e Fundament vun eiser Verdeedungspolitik. Fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass de Prinzipp vun der kollektiver Sécherheet net nëmme eng Theorie, mee eng ganz konkret Garantie. D'Allianz bitt net nëmme Protektioun am Kader vun enger Attack, mee huet och

eng ganz wichtig preventiv Fonctioun an huet do eng grouss Wichtigkeet ze spillen.

Mee gläichzäiteg mussen mer och feststellen, dass Europa nach ëmmer extreem ofhängeg vun den USA ass: logistesche, technologesch, strateegesch. An d'Initiativen op EU-Niveau, déi sinn e richteg Schratt an déi richteg Richtung, mee oft feelt et nach un der Koordinatioun an der Kohärenz. An duerfir ass et wichtig, dass och Lëtzebuerg verstärkt investéiert, kooperéiert a strateegesch denkt.

Nawell gëtt et e puer kritesche Punkten zu deem, wat elo op dem Dësch läit, wat um NATO-Sommet ficeleiert ginn ass, wat ech och wëll uschwätzen. Well méi Suen eleng féieren net automatesch zu méi Sécherheet.

Fir d'éischt emol: D'5 %-Zil vun der NATO schéngt schonn e bëssen eng politesch Rhetorik ze sinn. Dat weist net nëmme, dass och d'Lëtzebuurger Regierung dat ëmmer erëm bësse relativiséiert, seet, et misst een elo mol kucken, an dat awer och an den Zäitkontext stellt. Et huet een effektiv d'Impressioun, et géing dorop spekuléiert ginn, dass no engem President Trump vläicht en anere President géing kommen, deen do eng aner Vue hätt. Ech sinn do och net gradesou optimistesche. Ech sinn do ganz bei deem, wat d'Madamm Braz virdu gesot huet, wann ee gesäit, wat nach alles do an der Rei steet, fir eventuell d'Relève vum Donald Trump ze huelen.

Wann een dann awer bei deene 5 % wier, da géing sech jo och nach d'Fro vun deenen 1,5 % stellen, déi dann net an direkt Militärdépendenz géinge goen. Do hate mer d'Fro gestallt un de Premierminister, wien dann elo géing festleeën, wat da géing an déi 1,5 % falen. Do krute mer an der Kommissioun gesot, dat wier net kloer, also et wier op alle Fall net d'NATO, déi dat géing festleeën. Dofir och meng Fro do un Iech: Wien decidéiert dat? Wéini wësse mer, wat alles doranner ka gerechent ginn? Well dat mécht jo e risegen Ënnerscheed, ob mer elo bei 3,5 % oder bei 5 % leien, wa mer Infrastrukturprojeten zum Beispill kënnen an déi 1,5 % ziele loossen.

Zu deem finanzielle Volet gehéiert natierlech awer och dee vun der Géigefinanzéierung. Mir schwätzen an deene leschte Méint ëmmer nëmme iwwer Suen, déi mer ausginn. Vu Suen, déi mer aspueren, hunn ech nach net ganz vill héieren. Eis Angst ass weiderhin déi, dass bei den Investitiounen gespuert gëtt. „De Sozialstaat ass jo ofgeséichert“, kréie mer vun der Regierung ëmmer erëm verséichert. Mir hoffen, dass et dobäi bleift.

Nawell ass et extreem wichtig, dass mer insgesamt an d'Zukunft vum Land investéieren. D'Fro vun der Géigefinanzéierung stellt sech hei fir eis och ganz kloer. An do och meng Fro un d'Ministesch: Wéi gëtt dee ganzen Invest finanzéiert, wa mer parallel och nach eng Diskussioun hunn iwwer eng Individualiséierung bei der Besteuerung, wou och nach eng Kéier eng Milliard pro Joer usteet, plus nach déi Honnerte Milliounen, déi schonn an deene leschte Méint u Recetten erfogeschrauft gi sinn, plus d'Tubaksteier, déi och riskéiert, ewechzefalen.

Zweetens: Mir dierfen och net zouloossen, dass déi europäesch Verdeedegung zu engem Konjunkturprogramm fir d'US-Industrie gëtt. Et kann net sinn, dass Milliarde vun europäesche Steiergelder virun allem US-amerikanesch Konzernern stäerken, während d'europäesch Industrie nokuckt, och well jiddwereen e bëssen no sengem eegenen Interêt kuckt, sprécht de faméisene Dual Use, sprécht och, dass all Land awer ëmmer erëm vu sech selwer schwätzt. A mir mengen, et wier extreem wichtig, dass europäesch Initiative geféiert ginn. Et gëtt der schonn, wéi de

Panzerprojet tëschent Däitschland a Frankräich, wéi den europäesche Sky Shield. An et ass fir eis wichtig, dass an déi Richtung weidergeschafft gëtt.

Drëtters: Verdeedegungspolitik ass net nëmme d'Material, si brauch och Mënschen. Ouni Personal, ouni Ausbildung, ouni Karriärspektiv bréngen déi beschte Ekipementer nëscht. Dat wësse mer alleguerten. Duerfir, mir mussen och an de menschleche Beräich investéieren. An och do meng Fro un d'Ministesch: Gëtt déi aktuell Rekrutementspolitik strateegesch ugepasst?

Véiertens: An enger Zäit, wou d'Rüstungsindustrie explodéiert, mussen och d'Liwwerketten ënner Kontroll bleiwen. Mir dierfen eis net méi ofhängeg maache vu rare Materialien aus autoritärer Staaten, vu kriteschen Technologien aus Drëttlänner. Mir dierfen net akzeptéieren, dass d'Produktioun vu Verdeedegungsgidder op d'Käschte vu Mënscherechter oder Ëmweltschutz geet. Och an deem Beräich gëllt: Verantwortung muss ëmmer mat Sécherheet Hand an Hand goen.

Léif Kolleegen a Kolleginnen, ech muss och soen, de leschte NATO-Sommet huet engem dach scho wierklech ze denke ginn a gewisen, wéi empfindlech déi politesch Dynamik am Bündnis ka sinn. Et huet deels wéigedoen nozekucken, wéi eenzel Vertrieeder sech manner un europäesch Wäerter gehalen hunn, mee versicht hunn, sech politesch-strateegesch unzupassen – net aus Iwwerzeugung, mee aus Opportunismus.

An eisen Aen dierf Lëtzebuerg an esou engem Spill net matmaachen. D'Veerdeedegung vun eiser Fräiheet, vun eise Wäerter an och vun eiser demokratescher Integritéit dierf net zu engem Spektakel degradéiert ginn, an deem dës all keng Roll spillen. Mir stinn zur NATO, mee mir sti virun allem och zu Europa, zu eiser Verantwortung an zu eise Wäerter.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Wuert kritt elo den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also mir Piraten sti ganz kloer zur NATO, zur Allianz. Ech si vu Kand uns domat opgewuess, dass bei mir an der Gemeng den éischten amerikaneschen Zaldot gefall ass. A mir géingen alleguerten haut net hei fräi schwätzen, wann deemools déi Alliéiert, aus deenen herno d'NATO ervirgaangen ass, sech net fir eis agesat hätten.

Jo, NATO-Member sinn heescht och awer och, dass een onofhängeg muss gi vun enger US-Administratioun, vun engem President, deen net méi verlässlech ass. An dofir ass et eigentlech positiv, dass déi aner NATO-Partner elo selwer an d'Hand huelen, wéi hir Verdeedegung an Zukunft wäert ausgesinn, well bis elo ware mer ze ofhängeg vun den USA. Déi Schrëter, déi elo ageleet wäerte ginn, si richteg, well herno d'Partner sech kënnen verteidegen, och wann de Partner net méi verlässlech ass.

Et kënt awer virun allem drop un, wat een herno mat deenen eenzelne Budgete mécht. Ob dat 2 %, 3,5 % oder 5 % sinn, et muss herno eppes Sënnvolles dermat gemaach ginn an et muss och transparent sinn. Et muss herno och ausgeschriwwen ginn, wat dee Budget zu Lëtzebuerg bewierke soll. Et kann net sinn, dass herno d'Rüstungsindustrien hir Profitter wäerte weider maximéieren, während de Steierzueler dat wäert bezuelen. Dofir ass hei Transparenz an Ausschreiwung immens wichtig. Ech hunn iwwerens dozou schonn eng Question parlementaire lafen, well d'Drone fir d'Lëtzebuurger Arméi och kaf gi sinn ouni Ausschreiwung.

Et ass wichtig, virbereet ze sinn als Land. Jo, mir ënnerstëtzen och d'Pläng fir d'Loftofwier, fir d'Rakéiten-ofwier. Mir als Lëtzebuerg mussen och resilient sinn a mir mussen och virbereet sinn, well et muss een éierlech sinn: Wann d'Ukrain net gewënt, wäert de Russ och net opginn. An duerno wäert de Russ sech nei Affer fir seng Invasioun sichen, egal wéi naiv ee vläicht mengt, dass e géing ophalen. Dat wäert net de Fall sinn.

Dofir sollt et och eis aller Interessi sinn, elo genuch Budget, genuch Material zur Verfügung ze stellen, fir dass d'Ukrain sech wiere kann, fir dass een déi Invasioun kann zeréckdreien. Well wa Russland, de Putin och nëmme e bësse mengt, en hätt herno do e puer Terraine gewonnen, wäert deen net ophalen. An d'NATO fonctionéiert just, wa mer eng Ofschreckung hunn.

An déi Ofschreckung ass am Moment net ginn! Et muss ee ganz éierlech si mat sech selwer. Dat ass net zu Lëtzebuerg, mee mir kënnen eis däitsch Kolleegen huelen. Mir kënnen d'belsch Kolleegen, d'franséisch Kolleegen huelen. Mir kënnen och méi wäit kucke goen. Virdrun hat een hei gesot, Spuenie wär esou verteideegungsfäeg. Bon, also wann ech d'Noriichte kucken, ass bei den europäesche Länner net wierklech ee verteideegungsfäeg.

An dat ass ee vun eise gréisste Punkten: Mir waren als Gesellschaft zimmlech bequeme iwwer 20, 30 Joer an och zimmlech naiv a mir hunn eis Arméien zimmlech verkomme gelooss, während vläicht a Russland méi investéiert ginn ass an déi, zumindest do, am Moment e Virdeel hunn.

An dat ass et, wat mer mussen änneren: D'NATO fonctionéiert just mat Ofschreckung. Et muss dorëms goen, dass mer keng Kugel mussen ofschéissen, mee dass d'Ofschreckung scho genuch ass, fir dass mer net ugegraff ginn. An dorëms geet et hei.

Et ass och kee Blankoscheck fir dës Regierung. Ech hunn et virdu gesot: Dat muss ganz transparent sinn. Et muss gutt Projete sinn. Well och an der Vergaangenheet hunn ech hei Projete kommentéiert ... Ech erënnere mech do un e roude Satellitt, deen op eemol duebel esou deier ginn ass, wou mer hei nach hu missen nostëmme. Mee dat war e Fail. Dat waren einfach deemools Projeten, déi een haut, denken ech, souguer deemools d'Regierung, esou net méi géing upaken.

Dofir ass et gutt, wann ee kuckt, wou déi Gelder herno investéiert solle ginn, dass een higeet an et seet een: „Mir schaffe mat enger SES zesummen. Mir schaffe mat Firmen zesummen, déi den Know-how hunn.“ Well mir hunn am Moment nach ee Satellitt lafen, deen iwwerens och der Ukrain sollt Kommunikatioun zur Verfügung stellen, deen nach ëmmer net an der Luucht ass. Mir hunn e virun dräi Joer hei gestëmmt, deemools an enger Urgence, fir der Ukrain ze hëllefen. E flitt nach ëmmer net! An dat sinn déi Saachen, wou mer mussen draus léieren. Fir elo herno blann ze soen: „3,5 %“ an da „5 %“, dat wär falsch. Mir mussen ganz kloer kucken: Wou setze mer se an?

An dann: Mir mussen endlech ophalen, eis Arméi krankzespieren. Mir haten hei Motiounen – d'Zaldote verdéngen an den éischte Jore mol net de Mindestloun! –, do krute mer hei vun der deemoleger Regierung erkläert, wou Här Bausch, jo, si krite jo gratis z'iesse an Bierg. Wéi mengt Der, dass mer esou eng Arméi kënnen opbauen?!

Mir mussen eis Zaldote méi ënnerstëtzen. Elo kommen ech och erëm op deen anere Problem zeréck, dass Der d'Zaldotengewerkschaft géint Iech hat, well Der de Bewäertungssystem agefouert hutt. Op

all deene Punkte musst Der higoen an Dir musst emol d'Arméi méi attraktiv maachen. Ech mengen, mam Bewäertungssystem wäert Der näischt maachen, mee mam Mindestloun fanne mer vläicht e Kompromëss, dass Der higitt an dass d'Zaldote mol anstänneg bezuelt ginn, wa se fir eis Arméi aktiv sinn. Well dat sinn déi Punkten, fir dass iwwerhaupt mol erëm Leit an d'Arméi kommen. Well wat bréngt eis dat schéinst an dat bescht Material herno, wa mer keen hunn, deen et bedéngt?!

Also, mir Piraten sti ganz kloer zur NATO, well d'NATO muss eng Ofschreckung sinn, fir dass mer weiderhi können a Fräiheet liewen. Mee mir wäerte ganz genau drop oppassen, fir wat d'Ministesch déi Sue wäert ausginn.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Cruchten wéilt Iech eng Fro stellen, Här Goergen. Akzeptéiert Der se?

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Cruchten, da kennt Der se stellen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här Goergen, dass Der meng Fro unhuelt, well Dir hat virdrun eppes gesot, wat mech awer gewonnert huet. Dir hutt gemengt, dass mer an Europa net genuch géifen an d'Defense stieche par rapport zu Russland, déi vill méi géifen an d'Defense stiechen. An an der Vergaangenheet wier dat och esou de Fall gewiescht.

Do hunn ech mol eng Kéier ganz séier nogekuckt beim Friddensinstitut SIPRI, déi dat jo weltwäit opschreiwen. Do schreiw se hei, dass d'EU zesummen d'lescht Joer, am Joer 2024, gemeinsam 457 Milliarden an d'Defense gestach huet, während déi Russesch Federatioun am selwechte Joer 146 Milliarden dragestach huet, also een Drëttel vun deem, wat d'Europäesch Unioun dragestach huet.

Dofir wollt ech Iech emol froen, wou Der un déi Behauptung kommt, wou Der déi Zuelen hierhutt a firwat Der mengt, dass d'Europäesch Unioun net genuch géif an d'Defense stiechen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir hutt elo d'Joer 2024 geholl, no der Invasioun, wou d'Zuelen natierlech anerer sinn. Wann een awer elo zum Beispill de Bundeswehr-Rapport hält – et ass jo och e Bundeswehr-Bauftragten, deen deen allkéiers erausgëtt –, do ass ganz kloer gesot ginn, dass an deene leschten 10, 15 Joer – huele mer d'Bundeswehr – vill ze mann investéiert ginn ass, d'Material net a Stand gehale ginn ass, während aner Länner, wéi notament Russland ... Ech kéint dat selwecht Beispill och mat Frankräich huelen, wou verschidde Fligere mol net méi asazfäeg sinn. Dëst quer duerch déi eenzel Arméien: Groussbritannien hat déi selwecht Diskussioun rezent an hirem Parlament, dass och do d'Material mol net méi asazbereet ass.

A sech ass de Message, deen ech wollt ginn, dass mer eis an deene leschte 15, 20 Joer e bëssen ze relax gesinn hu par rapport zu de Bedroungen, déi et awer gëtt. An och wann een déi eenzel NATO-Rapporte kuckt, soen déi och ganz kloer, dass an deene leschte Joren awer verpasst ginn ass, ze investéieren a sech technesch op der Héicht ze halen.

Et si jo och verschidde Systemer, déi elo eréischt kommen. Firwat hu mir nach kee Rakéiteschiern hei an Europa? Déi Fro kann een awer berechteterweis stellen. Dat sinn awer Saachen, déi eis misst hunn, fir sech ze verteidegen. Mir froe jo net, dass een eppes Aggressives huet, mee sech op d'mannst déi Moyene

gëtt fir d'Defense. Well et ass nun emol hautzudaags esou, dass de Krich wäert doriwwer geschéien, dass se Rakéiten oder Drone schécken. A mir hunn do an der leschter Zäit an Europa – och Kanada an aner Länner – net genuch investéiert, während awer aner Länner, déi eis haut bedroen, do vill méi Geld investéiert hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Da kritt den Här Marc Baum d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, den NATO-Sommet zu Den Haag wäert an d'Geschicht agoen als de Knéifall vun den europäesche Regierungs- a Staatscheffe virum Donald Trump, de Knéifall vun Europa virum den USA. Et war e Spektakel, wat u Peinlechkeet net méi ze iwwerbidde war, alle virop den NATO-Generalsekretär, deem eigentlech just nach déi rout MAGA-Kap um Kapp gefeelt huet an deem seng noweislech Inkompetenz just nach duerch säin Opportunismus iwwertraff ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dee Sommet war och gläichzäitig d'Demonstratioun, dass den europäesche Projet aktuell um Buedem läit. Et war kee géente Kontinent mat Selbstvertrauen an enger eegener Visioun, dee sech do presentéiert huet, mee et war e Grupp vum Vasallen, déi sech géigesäitig net iwwert de Wee trauen an déi eenzel an Holland geflu sinn, fir dem Kinnek Trump de Rank ze këssen.

Mee bon, „Mission accomplished“, huet eisen Ausseminister dozou gesot. An a senge Wiederer, ech zitieren: „Et goug drëms, kee motzegen a schlecht gelaunten amerikanesche President heemzeschécken.“ Dat muss ee sech mol virstellen! Also, wann et just dem Här Bettel seng Privatsue wieren, déi en do engagéiert hätt, kéint ee bal driwwer laachen.

5 % vum RNB, dat sinn – a verschidde Riedner/innen hunn dat jo och scho gesot – ronn 3 Milliarden Euro d'Joer oder 10 % vum Staatsbudget. A fir ganz Europa sinn dat 900 Milliarden Euro d'Joer. Mir haten och scho virum e puer Wochen d'Diskussioun hei. An ech hunn och do kloergemaach, dass mir als Lénk gäre bereet sinn, driwwer ze diskutieren, wéi een déi europäesch Defense kann anescht opstellen, och fir de Putin an der Gitt ze halen. Mee wat hei um NATO-Sommet zu Den Haag decidéiert gouf, dat schéisst wäit iwwert dat Zil eraus. Mat 5 % si mer net méi am Zenario vun enger effikasser Ofschreckung, mee an der Virbereedung op en drëtte Weltkrich!

Virum allem ass dat eng Gréisstenuerdnung, déi d'Potential huet, ganz Europa ze destabiliséieren! An och dat spillt dem Trump an d'Kaarten, deen a sengem Wan – an dat huet e schonn e puermol gesot – dovunner iwwerzeegt ass, dass d'EU eenzeg an aleng dofir gegrennt gouf, d'USA ze zerstieren! Well et heescht fir Europa jo am Endeffekt näischt anescht, wéi dass an deenen nächste Joren eng zolidd Austeritéitswell iwwert de Kontinent rulle wäert. Well déi doten Zomme wäerten d'Regierungen net einfach esou aus dem Ärmel rëselen, net an esou engem räiche Land wéi Lëtzebuerg a scho guer net an deene Länner, déi elo scho budgetär viru bei an hanne widder sinn.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Wou soll zum Beispill Frankräich elo 100 zousätzlech Milliarde pro Joer am Budget fannen, wou se haut schonn en Defizit vun iwwer 175 Milliarden hunn?!

Et wäert iwwerall an Europa mussen zu Aspuerung kommen: bei de Sozial- a Pensiounssystemer, bei den

Infrastrukturausgaben, beim Logement, bei der Bildung, der Kooperatioun a beim Klimaschutz! An iwwert dee Wee wäert warscheinlech och d'Wirtschaftsentwécklung ofgewiergt ginn, änlech wéi no der Finanzkris 2008. Eng brutal neoliberal Agenda, déi dem Trump nach eng Kéier zousätzlech wäert eng Hellefreed bereeden, zemoos well dat Geld, wat d'Europäer sech zesummespuere mussen, zu engem groussen Deel wäert an déi US-amerikanesch Rüstungsindustrie fléissen. An dat ass de Contraire vun deem, wat virdu gesot ginn ass: Verantwortung fir eise Kontinent ze iwwerhuelen.

An déi meerheetlech konservativ-liberal Regierungen, och déi lëtzebuergesch, déi elo mengen, se wäeren esou schlau, esou wansinneg schlau, wäerten nach grouss Ae maachen, well déi massiv Budgetsajustementer wäerte mat grousser Sécherheet a ganz Europa zu zolitte politesche Verwerfungen féieren, mam Risiko, dass virum allem déi rietsextrem Parteien nach eng Kéier wäerten zouleeën. An och den amerikanesche President freet sech schonn dorobber a wäert sech e Spaass draus maachen, där Entwécklung nach eng Kéier zousätzlech op d'Spréng ze hëllefen.

An dobäi kommen dann och nach geopolitesch Verwerfungen, déi dës Decisioun wäert erviruffen. Esou wäert et an der ganzer Welt zu engem verstärkter Mësstraue géigeniwwer vum sougenannte „Weste“ féieren an zu enger weiderer Degradéierung vun der internationaler Zesummenaarbecht a vum Multilateralismus. Déi aner Natiounen op der Welt wäerte sech automatesch bedreet fillen an hirersäits massiv oprüsten, bis dass mer an enger Welt ukomm sinn, wou sech riseg militäresch Arsenaler feindlech géigeniwwerstinn.

An dat Ganzt an engem Kontext, wou mer grad erliwien, dass d'Vëlkerrecht oppe mat Féiss getrëppelt gëtt an dëst och nach vum NATO-Generalsekretär felicitéiert dem amerikanesche President entgéintgehal gëtt. Et schéngt wierklech, wéi wann déi Lektouren, fir déi d'Mënscheit am 20. Joerhonnert e fuerchtbar héije Präis bezuelt huet, vergiess sinn.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, beim Donald Trump sengem éischte Mandat huet d'EU nach probéiert, him d'Stier ze bidden, an ass domadder zimmlech gutt gefuer. Elo kapitulieren eis politesch Decideuren no sechs Méint vollstänneg virum deem narzissteschen Egoman an iwwerhuele bereetwëlleg seng bizarr Weltsicht a seng radikal Denkmustere!

An et soll elo kee soen, elo hätt een aus dem amerikanesche President op eemol en trien Alliéierten zu Europa gemaach. Am Géigendeel, elo wou e sengem Zil, Europa futti ze maachen, erëm e Schratt méi no komm ass, wäert et net laang daueren, bis en nach een dropleet a mat weideren extravagante Fuerderunge komme wäert, wéi mer der och schonn eng Rëtsch héieren hunn.

Här President, eppes ass kloer: Fir déi Europäerinnen an Europäer, déi sech en eegestänneg a selbstbewusst Europa wënschen, en Europa, dat sech fir de Multilateralismus a Mënscherechter asetzt, en Europa, dat a sozial Ofsécherung, Bildung a Klimaschutz investéiert, fir all dës Mënschen ass den NATO-Sommet zu Den Haag ganz einfach eng eenzeg Katastroph!

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lescht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Verteidigungsministerin.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e grouse Merci fir dësen Debat iwwert déi nei NATO-Ziler. Esou e politeschen Dialog ass wierklech indispensable, ass essentiell fir eng informéiert demokratesch Meinungsbildung. Wa mir iwwert déi nächst Jore wäerten a mussen méi an eis Verdeedegung investéieren, da mussen mer och kloer vermëttelen, éischters, firwat mer dat maachen, zweetens, wéi engen Engagementer mir do och dann nokommen, an drëtens, no wéi enge Prinzipien mir hei handelen.

Ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguerten eens, dass mer et awer hei, a scho méi laang, mat engem absolutte Paradigmewissel ze dinn hunn. Et sinn elo eelef Joer hier, wou Russland d'Krim annexéiert huet. Mir sinn am drëtten Joer vum Krich géint d'Ukrain. An ech mengen, mir hunn och de Moie suivéiert, dass déi gréisst rusesch Loftattacken zanter dem Ufank vum Krich géint d'Ukrain nees relancéiert goufen.

D'Positioun vun der Trump-Administratioun ass och ganz kloer: Jo, d'Europäer mussen sech och ëm hir eege Verdeedegung a Sécherheet bekümmern. D'Länner un der Ostfront maache sech ganz, ganz grouss a berechtigt Suergen. Déi hunn e Passé mat Russland. Dat sinn och Länner, wou mer och scho ganz vill Joren an hir Infrastrukturen, Verdeedegungsinfrastrukturen investéieren a wou mer och eis Zaldotinnen an Zaldoten op der Ostfront hunn.

An d'Menace, déi ass reell. Ech mengen, dat ass evident. Russland ass net aleng. An d'konventionell Menace, d'Cybermenace, Hybridmenacen, dat si seriö Menacen. Dat ass d'Realpolitik.

Ech mengen, an Europa, vläicht besonnesch méi breet och dann am Westen, hu mer vill ze vill laang nogekuckt. Ech soen elo haut: „Leider.“ Et wollt ee vläicht d'Geforen net wierklech eescht genuch huelen. Europa huet sech op Amerika verlooss, fir dass Amerika eis Sécherheet garantéiert. Europa muss de Garant vun der europäescher Sécherheet sinn. An dat mussen mer natierlech awer weider zesumme mat eisen transatlantesche Partner maachen.

Dofir sti mer haut eebe viru ganz schwéieren Decisiounen. An enger ëmmer méi onsécherer a komplexer Welt mussen mir an eis Defense, an eis Resilienz investéieren. An ech mengen, trotzdem hei de Mëtteg och erauszuspieren, an och an deene ville Sitzungen, déi mer an der zoustänneger Kommissioun haten, dass d'Chamber dat ënnerstëtzt. Mee leider, dat ass an der Realpolitik, wou mer haut operéieren.

Nëmme mat enger staarker a solidarescher Defense kënnen mir de Friden um Kontinent probéieren ze garantéieren. An nëmmen zesumme si mir staark an dëser multipolarer Welt. Dofir profitéiert eist Land, an dofir mussen mir och eis Efforte maachen.

Et sinn elo eelef Joer hier, dass a Wales decidéiert ginn ass, op 2 % ze goen. Dat sinn eelef Joer hier. Virum Den-Haag-Sommet war et zimmlech kloer, dass awer elo do endlech muss accouchéiert ginn. Dat heescht, dat war en Deliverable, dee kloer fir den Den-Haag-Sommet virgesi war. An dat zielt natierlech och fir Lëtzebuerg.

Dat hu mer och am Detail an der zoustänneger Chamberskommissioun diskutéiert, wéi d'Regierung wëlles huet, op déi 2 % ze kommen. Jo, dat heescht 1,2 Milliarden Euro, déi mir da mussen an de Grapp huele fir eis national a fir déi kollektiv Verdeedegung. A jo, dat ass och e risige Schrëtt fir Lëtzebuerg.

De 5. Juni sinn déi nei NATO-Ziler du vun den Defenseministere ugeholl ginn. Do hat ech och d'Gelegenheet, e puermol an déi zoustänneg Chamberskommissioun ze kommen. Ech hunn iwwert déi proposéiert Ziler gebrieft. Mir hunn zesummen iwwert d'lëtzebuergesch Strategie oder d'Verhandlungsstrategie debattéiert. An ech hunn Iech am Detail d'Resultater vun deene Verhandlungen virgestallt.

D'Öffentlechkeet ass och iwwert dës Ziler informéiert ginn. Ech mengen, et ass och ganz wichteg, dass esou vill wéi ech do ka soen awer och de Leit erkläert gëtt. Ech muss awer hei och ënnersträichen, dass awer ganz vill vun deenen Informatiounen effektiv nach klassifiéiert sinn, éischters, wat d'Timeline ugeet, zweetens och, wat déi vläicht méi technesch Spezifisitéiten ugeet. Dofir kann ech do net weider hei an den Detail goen.

Jo, dës Ziler sinn extreem ambitionéiert – fir sämtlech Alliéiert, och fir Lëtzebuerg. An déi Ziler gi jo net an iergendengem Eck zesummegeesat. An do sinn net iergendwellech Militären, déi dat an iergendengem Eck zu Bréssel concoctéieren. Dat si fir d'éischt emol politesch Richtlinnen. Déi si festgeluecht gi vu sämtlechen Alliéierten. Dat ass um Madrid-Sommet 2022 gemaach ginn. Vilnius 2023 – dat war och wierklech am Ufank vum rusesche Krich –, do huet mäi Virgänger Lëtzebuerg och mat vertrauden. An dunn natierlech um Sommet zu Washington 2024.

Et ass wierklech op där Basis vun de politesche Guidelines, wou d'NATO dann d'Pläng ausgeschafft huet fir eis kollektiv Verdeedegung. A fir dass mir justement dës Pläng ëmsetze kënnen, mussen mir zesummen déi prioritär militäresch kapazitär Lacunen eebe fëllen. Dorëms geet et hei. D'Schwéierpunkte vun dësen neien Targets si bekannt: Loftverdeedegung, Rakéitenofwier, eng mobil Tankstatioun, en deployabelt Militärspidol, zesumme mat der Belsch e renforcéierten Host Nation Support, och arméiert Dronen.

Fir déi Ziler kënnen ze erfëllen, do schaffe mir intensiv drun. A wéi eng Systemer wëlle mer investéieren? Do ginn déi Analyse gemaach. Mat wéi enge Partner wëlle mer dat, kënnen mer dat maachen? Dat gëtt analyséiert. Mir maachen natierlech eng detailléiert Analys vun de Käschten. Mir mussen kucken: Wéi vill Leit brauche mer fir déi verschidde Systemer? Dat heescht, dee ganzen HR-Volet ass natierlech hei indispensable – och dat wierklech am Detail ze kucken. Fir wéini sinn d'Liwwerunge méiglech? Do si mir natierlech och dependant, ofhängeg vun der Industrie. Wéini ka se wat liwweren? A mir wëssen, wéi komplizéiert dat ass. An dann natierlech de ganze Volet vum Retour économique.

Wa mir bis prett sinn, fir déi Decisiounen ze huelen, a wa mer dann och eng nei Trajectoire ausgeschafft hunn, kommen ech selbstverständlech, wéi ech dat bis elo en cours de route gemaach hunn, an d'Chamber, fir dat mat Iech am Detail ze diskutéieren.

Do si mer awer haut nach net. Ech mengen, dat dote muss anstänneg preparéiert ginn. Ech mengen, Dir kennt mech e bëssen. Ech wëll dat anstänneg preparéieren. Dat gëtt a kann net iwwert de Knéi gebrach ginn. Ech mengen, mir brauchen e kredibele Pläng, mir brauchen e realistesch Pläng. An dat ass och en Whole-of-Government-Effort. D'Previsiounen mussen a long terme gemaach ginn. Dofir, dat geet net vun haut op muer. Déi detailléiert Analyse sinn indispensable.

A mir mussen eis natierlech och an der Direktioun vun der Defense anescht opstellen. Mir mussen eis an der Arméi anescht opstellen. Mir brauche méi Männer a Fraen iwwert déi nächst 10, 15 Joer. A jo,

ech si ganz mat Iech averstanen, mir mussen – an esou steet et och am Koalitiounsaccord – d'Arméi méi attraktiv maachen. Do schaffe mer och drun.

E puer Wieder zum Den-Haag-Sommet, déi faméis 5 %, 3,5 %, 1,5 %. Et gëtt effektiv Krittere fir déi Prozentsätz. Déi sinn net public. Ech kann awer gären eng Kéier an déi zoustänneg Chamberskommissioun kommen, fir doriwwer ze schwätzen. Fir mech ass och do vis-à-vis vun der NATO Transparenz absolutt indispensable. Mir liesen alleguerten d'Presseartikelen: „Hei, dat Land huet dat deklaréiert. Deen huet dat deklaréiert. A firwat och net dat nach?“ Do gëtt et Reegelen. An ech kommen och ganz gären an déi zoustänneg Chamberskommissioun, fir mat Iech doriwwer ze schwätzen.

Zeréck zum Sommet. Fir Lëtzebuerg war et indispensable, dass de Kalenner, deen do festgehalte gëtt an där Deklaratioun, net total onrealistes ass. Am Ufank ass vun Ufank 2030er-Jore geschwat ginn. Dat ass op 2035 verréckelt ginn. Dat hu mir och mat gefrot an och mat ënnerstëtzt, well alles éischer wär wierklech net realistesch gewiescht.

Mir hunn eis och derfir agesat, dass mer déi néideg Flexibilitéit hunn, dass net an der Sommetdeklaratioun steet, dass mer all Joer sou a sou vill Prozent mussen eropgoen, dass dat eis imposéiert gëtt. Mir brauche Flexibilitéit. Dofir hu mer eis agesat an esou ass dat och an der Deklaratioun vum Sommet zréckbehalte ginn.

Mir wollten och, dass eng Midtermreview soll gemaach ginn. Och déi steet an der Deklaratioun fir 2029, well wie weess, wéi d'Welt ausgesäit an e puer Joer? Et wäert eng aner sinn. Ech hoffen, eng besser, dat wësse mer awer net. Dat heescht, dat sinn déi Pisten, déi fir eis wichteg waren. Do hu mer eis dofir agesat. Mir waren do net aleng.

Ech muss Iech awer och soen, dass ech ganz frou sinn, dass Lëtzebuerg net isoléiert, zum Beispill mat Spuenien, dostoung. Ech mengen net, dass dat eng responsabel Politick gewiescht wär, wann dann och nach hätt kënnen op eis do geklappt ginn. Mir ware konstruktiv. Mir hu konstruktiv matgeschafft. Dofir ass déi Deklaratioun, déi zum Schluss ugeholl ginn ass, och besser, dank enger Alliance vu Länner, déi sech do och zesummefonnt hunn, fir dee Wee ze plädéieren.

Ech mengen, mir hunn eis do responsabel opgestallt. Alles anescht, fir dohinner ze goen an ze soen, Lëtzebuerg hätt awer nach hei an do an esou weider a „Mir maachen do net mat, well, well, well ...“, mengen ech, wär net responsabel gewiescht.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Mir hunn dann, wéi aner och – an dat ass och schon e puermol heibanne gesot ginn –, ëmmer nees ënnerstrach, dass mir eis net mat abstrakte Pourcentage kënnen verteidegen. Mir mussen eis mat Capacitéite verteidegen. An d'Capacitéiten, dat sinn d'Fraen a Männer an dat sinn d'Equipement, déi mir brauchen.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, nee, et geet net drëms, blann an eng Rüstungsspiral ze falen. Dat maache mer net. Eis Ambitioun muss ëmmer un de Menacen, de Menacë vun haut a vu muer, orientéiert sinn. Déi Ambitioun ginn am Konsens festgeluecht. Dat heescht, dat hu mer och ganz gutt um Sommet gesinn. Natierlech wollte verschidde Länner, dass mer carrement 5 %, 6 %, 7 %, 7 % an den Hardcore Defence investéieren. Anerer wollte vill manner. Dat heescht, dat, wat hei decidéiert ginn ass, ass effektiv e Mëttelwee, e Kompromiss.

En Deel vun enger defensiver militärescher Allianz ze sinn, dat heescht och, dass mir eis mussen zesumme

mat den Alliierten eebe verdeedege kënnen. An de Grondstee vun der kollektiver Defense ass d'Koordinatioun. An dat ass genau dat, wat mer hei mat diesen neien NATO-Ziler maachen. Mir wäerten an deenen nächste Jore vill méi wéi an der Vergaangeneheet eeben an eis Defense investéiere mussen. Mir müssen eis eege Sécherheet kënnen garantéieren. A mir müssen eisen Deel zur kollektiver Defense bäidroen.

Dir wësst, fir eis gëtt de Retour économique groussgeschriwwen. Do kucke mer fir all Projet – elo schonn, mee natierlech och an der Zukunft, vu och d'Montanten –: „Ass dat wierklech indispensable?“, fir dass mer kucken, dass de Retour économique assuréiert ass. Mee mir kënnen net just a Capacitéiten an Ekipementer investéieren, déi eis national Industrie liwwere kann, well da kënnen mer eis Targets net errechen. Dofir ass och en Deel vum Job vun der Direktioun vun der Defense, fir eis national Acteuren an déi international Liwwerketten och kënnen mat ze integréieren. Ech mengen, et ass och nëmmen esou, wéi mer en nohaltege Retour kënnen kréien. An et ass och nëmmen esou, wéi mer där Fragmentatioun, déi awer haut och an Europa eeben existéiert, kënnen entgéintwierken.

Et ass gefrot ginn, wéi deen Invest finanzéiert gëtt. Also ech mengen, ech ginn elo hei net an den Detail, well ech hu scho gesot, dat sinn alles Saachen, do mussen mer eis an deenen nächste Wochen a Méint am Detail domadder auserneeetzen. De Premier, deen huet a senger Ried zum État de la nation iwwer dräi Sourcë geschwat.

Ech mengen, ech si ganz sensibel drop, wa Leit soen: „Musse mer elo hei wierklech esou vill an eis Defense investéieren?“ Ech mengen, vun all deem, wat mer hei de Mëtteg and beschwat hunn, ass d'Antwort leider: Jo. Wa mer dee Retour économique iwwert déi nächst Joren hikréien, da kréie mer jo och e Retour iwwert d'Steiergelder eran. An ech mengen, iwwert dee Wee kann een déi Suen dann och nees méi positiv an eiser Gesellschaft investéieren. An ech wëll och ënnersträichen, wat an eisem Koalitionsaccord steet: Jo, mir sollen eis Investissementer weider héichhalen. An ech wëll begréissen, wat och an enger Motioun vun der Chamber zréckbehalde ginn ass, dass mer mussen kucken, dass d'Méidepensé fir d'Defense keng Reduktioun vun den Investissementer an eis zivill Infrastrukture mat sech bréngen.

Voilà, dat wollt ech och nach gesot hunn. An dann, léiwen Här Weidig: Ënnert mir wäert keen Euro am Budget vum MEGA gestrach ginn. Dat kann ech Iech garantéieren!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Voilà, et geet drëms, eng méi staark NATO op d'Been ze stellen, wou Europa muss a wäert Verantwortung fir seng eege Sécherheet iwwerhuelen. Wat d'Lëtzebuurger Ziler ubelaangt – dat war den Objet vun deem Debät –, dat maache mer mat deem néidege Seriö, dat maache mer mat der néideger Serenitéit, wou do dru geschafft gëtt. Jo, eis Ziler sinn ambitiéis, déi vun deenen anere Länner och. A jo, et besteet och eng Urgence, dass mer wierklech mat Héichtouren un deene Ziler schaffen. Mee nee, dat gëtt net iwwert de Knéi gebrach. D'Ziler, déi sinn zesumme mat den Alliierten ausgeschafft ginn an déi müssen dann och zesumme mat den Alliierte realiséiert ginn. An dat wäert ech, wéi bis elo och, a voller Transparenz mat der Chamber zesumme maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dëser Heure d'actualité ofgeschloss.

Motions

A mir hunn zwou Motiounen vun der Madamm Braz deposéiert kritt, dofir géing ech déi elo zur Diskussioun stellen.

Motion 1

Madamm Braz, wëllt Dir elo nach eppes driwwer soen? Eventuell duerno. Wie wëllt sech dozou mellen? Dat ass d'Madamm Arendt fir unzefänken. Madamm Arendt.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Jo, merci, Här President. Zur éischter Motioun, dem éischte Punkt, wou drasteet, voilà, datt mer eis do „net un en arbiträre Prozentsaz vum PIB oder RNB“ solle knäppen an eis „u kloer definéierten a begrënneten Ziler“ sollen orientéieren: Ech mengen, d'Madamm Ministesch, déi war elo e puermol bei eis an der Kommissioun, fir dës Ziler, fir dës NATO-Targets ze erklären, eis Pisten, déi dohinner ginn, Pisten, déi mat den NATO-Alliierten ofgekläert sinn. An dofir mengen ech, datt dat fir mech net onbedéngt e Wäert huet, fir déi Motioun op deem éischte Punkt ze ënnerstëtzen.

Deen zweete Punkt – „zu deem Zäitpunkt keng weider substanzuell Erhéijunge vum Lëtzebuurger Effort de défense iwwert déi 2 % [...]“ eraus ze decidéieren –: Ech mengen, et ass eng kloer Prioritéit vun dëser Regierung, fir fir méi Sécherheet ze suergen. An dobäi gehéiert fir eis eeben en Eropsetze vun deem Prozentsaz. Mir wëlle bei eis am Land méi Verantwortung iwwerhuelen. Mir wëlle méi onofhängeg gi vun den Amerikaner. A mir wëllen eng eegestänneg europäesch Defenseindustrie opbauen. A mir wëllen dat och mat enger Retombée économique fir eist Lëtzebuurger Land mat eise Betriber a Beräicher, wou mir schonn eng Kompetenz opgebaut hunn.

Dofir ass meng Partei der Meenung, fir déi dote Motioun net unzehuelen, Madamm Braz.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Arendt. Wien huet nach d'Wuert gefrot? Den Här Goergen, dann den Här Weidig an dann den Här Baum.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also den éischten ass ganz sympathesch. Et ass och dat, wat ech a menger Ried gesot hunn, datt et net op de Prozentsaz ukënnt, mee op dat, wat een herno draus mécht.

Ech géing awer ongären haut blockéiere bei 2 %. Mir wëssen net, wéi et sech an Zukunft wäert ausdeenen. Mir wëssen net, wat China fir Iddien an Zukunft huet. A wa mir alleguerten herno dostinn an op 2 % begrenzt sinn, kann dat awer eng verheerend Wierkung hunn. Virun allem ...

(Interruption par Mme Paulette Lenert)

Dach, also, Madamm Lenert, ech hunn et esou verstanen, wéi wann Dir hei bei 2 % géingt ophalen an doriwwer net wéilt erausgoen. Am Moment diskutéiere mer jo ëm e bësse méi, bis zu deenen 3,5 % an duerno driwwer. Dir kënnt mer et gären anescht erklären, mee ech hunn Är Motioun esou verstanen, dass Der bei 2 % géingt ophalen am Moment an net doriwwer eraus géingt decidéieren.

En plus si jo och nach Projeten, déi elo schonn ugelaf sinn, wéi zum Beispill zu Suessem, wou awer eng rout Gemeng ass, wou e Risesite soll kommen. Geet dat dann duer mat deenen 2 % oder géing dat dann och annulléiert ginn an esou weider?

(Interruption)

Dofir, mat deenen 2 % sech do ze begrenzen, kënnen mir am Moment net matstëmmen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Elo huet den Här Weidig d'Wuert, duerno den Här Baum, dann den Här Arendt an d'Madamm Tanson. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech hunn a menge Rieden alt esou änlech Saache gesot, Madamm Braz. Dat heescht, mir kënnen am Fong geholl mat deenen zwee averstane sinn, och wann dat vläicht der Madamm Braz net gefält.

(Hilarité)

Mee ... A dach, et gefält hir. Gutt, super! Ausser, ech muss wierklech soen, ech hu wéi den Här Goergen och als Éischt gelies, datt et net soll iwwer 2 % erausgoen. Mee Dir schreift jo, „zu deem Zäitpunkt“ net iwwer 2 % erausgoen, bis mer ganz kloer definéiert Ziler hunn. Dat fannen ech sénnvoll. Dat fannen ech sénnvoll, datt mer vläicht ganz konkret sinn, ganz konkret Ziler hunn. A wann dat dann och eventuell iwwert déi 2 % géif erausgoen, 2,1 %, 2,3 %, da wier dat och ok fir eis.

Dat heescht, jo, mir wäerten déi zwou Motiounen da matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, merci, Här Weidig. Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech fäerte ganz, datt ech d'Madamm Braz anescht wéi den Här Weidig net ganz beglécke kann, well ech verstinn d'Intentioun, déi hannert dëser Motioun stécht, an ech sinn och mat hirer Ausrichtung wierklech komplett averstanen, nämlech enger Begrenzung, zumindest zu deem Zäitpunkt, sou wéi drasteet, vun de militäreschen Depensen, a virun allem dat net un iergendwellech abstrakt a virun allem arbiträr Zuelen ze knäppen.

Ech mengen awer, datt sech an der Argumentatioun d'Kaz awer e bëssen an de Schwanz bäisst, an domat hu mir dann awer e Problem, firwat ech géif proposéieren, datt mer eis géifen enthalen. De Problem ass, wann Der sot, eis Depensen „un de konkrete Besoine vun eisem Land, der EU an der NATO“ auszeriichten. A wann et dann awer gläichzäitig esou ass, datt d'NATO den driiwende Motor ass vun där Erhéijung bis zu 5 %, hunn ech d'Gefill, datt dat sech awer e bësse widdersprécht.

Duerfir géif ech proposéieren, datt mer eis hei enthalte bei deem konkreten Text. Mir sinn awer inhaltlech, nämlech mat der Begrenzung vun den Ausgaben, ganz, ganz averstanen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Jo, merci, Här President. Zu der éischter Motioun: Ech mengen, d'Madamm Minister huet eis eng ganz Partie Erklärungen scho ginn. Déi 5 %, déi sinn net einfach arbiträr festgeluecht. Dat ass e Kompromëss, deen téschent all den Alliierten decidéiert ginn ass. Mir brauchen eeben eng Flexibilitéit.

An ech sinn elo der Meenung, wéi gesot, dass ech nëmme ka menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net unzehuelen, och fir déi Argumenter, déi d'Madamm Arendt schonn duerbruecht huet.

Dann, wat déi zweet betrëfft ...

M. Claude Wiseler, Président | Mir sinn nach bei der éischter. Déi zweet kënnt duerno drun.

M. Guy Arendt (DP) | A bon, ok. Ech hu geduecht, mir kënten déi zweet mat duerchhuelen. Kee Problem.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, ech huele léiwéer eent nom aneren.

M. Guy Arendt (DP) | Da mellen ech mech elo schonn u fir herno.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Dann ass et un der Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also mir sinn och ganz skeptesch par rapport zu deene 5 %, och wéi se zustane komm sinn, och wann ee bedenkt, dass d'Amerikaner zum Beispill bei 3,4 % leien an och, mengen ech, net wëlles hunn, do nach an d'Luucht ze goen.

Nawell hunn ech och e bëssen e Problem, deen zwar nach aneschters gelagert ass, mat der Formulierung vun der Motioun, well Der op där enger Säit sot, an ech deelen dat, dass ee sech net soll arbiträr un engem Prozentsaz festhalen – well et ass net e Prozentsaz, deen eis herno rette wäert; et si konkreet Projeten, op déi mer eis mussen aloossen an déi mer och musse maachen, fir dass mer eis Verdeidigung stäerken a kohärent sinn als Europa –, an dann herno awer dann déi 2 % an de Raum stellt.

An ech denken och net, dass mer elo solle soen: „Et ass 2 % à ce stade a keen hallwe Prozent méi.“ Et ass mir ze vag formuléiert, quitte dass ech mat villem averstane sinn, an och meng Fraktioun, wat hei dra-steet. Mee mir gesinn do e lichte Widdersproch an den Invitten an denken och, dass et net gutt ass, sech absolutt festzeleeën elo dorobber, dass een dat à ce stade net géing an d'Luucht setzen.

Mee mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass d'Chamber weider extreem agebonne gött. Dir maacht dat, Madamm Minister, a mir fannen, dass dat wierklech essentiel ass, dass mer do ganz enk zesummeschaffen. An zweetens awer och, an dat kënnt jo och e bëssen aus dëser Motioun eraus, dass mer wierklech projetsgebonnen un déi Saach eruginn an net zuelegebennen, net procentgebennen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Braz, wëllt Dir nach e puer Wuert soen? Dann hutt Dir d'Wuert.

Mme Liz Braz (LSAP) | Jo, effektiv, d'Madamm Ministesch ass ganz zouverlässeg, wann et drëms geet, an d'Kommissioun ze kommen. Et si vill Ministeren, déi dat absolutt net esou konsequent maachen.

Natierlech ass ëmmer e bëssen d'Schwieregkeet mam Huis clos. Mir kréien do Saache gesot, mir d'äerfen iwwerhaapt net driwwer schwätzen, mee virun allem d'Leit, déi hu keng Anung. An et ass awer, mengen ech, grad wichteg, dass mer d'Leit méi mat op de Wee huelen an do méi transparent an och oppen iergendwann deemnächst kënne kommunizéieren, virun allem bei deene Montanten, iwwert déi mer am Moment schwätzen.

Ech si frou, dass den Här Weidig meng Motioun erklärt huet, Här Goergen, dass deen een Turet d'Konklusioun ass vun deem vieregten. Mir opposéieren eis net, wann elo festgeluecht gött, et missten 2,5 % sinn oder 3 %, dass mer da géife soen, mir gi mat, mee ënnert der Konditioun, wéi et am éischten Turet steet, dass mer begrënneten Ziler hunn, un deene mer eis orientéieren, a konkreet eis Besoinen definéieren.

A mir bleiwe Member vun der NATO. Mir kënnen awer elo net op eemol der NATO de Réck dréinen. Dofir si mer och der Meenung, dass mer eis musse souwuel national orientéieren, europäesch, mee ëmmer och un der NATO, soulaang mir Member vun der NATO sinn, wat mir och haut net a Fro stellen.

An där Hisiicht wëll ech wierklech preziséieren: Mir bannen eis net un 2 %. Dat ass dat Lescht, wat hei

festgehale ginn ass, wat mir och matgedroen hunn. Mir soen awer och, dass mer net weider arbiträr eropginn, bis d'Projeten an d'Ziler an d'Sécherheetsbesoiner kloer definéiert sinn, wat Stand haut – dofir steet och do „zu dësem Zäitpunkt“ – net de Fall ass. Wann deen Zäitpunkt bis do ass, da si mir natierlech oppen, fir déi Diskussioun nach eng Kéier rasonabel ze féieren.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien! Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser éischter Motioun ofgeschloss.

An ech géing déi Motioun Nummer 1 vun der Madamm Liz Braz zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 17, Nee: 37, Abstentiuoun: 6. Dës Motioun ass also mat 37 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme bei 6 Abstentiuonen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

An da komme mer zur zweeter Motioun vun der Madamm Braz. Ech ginn dovun aus, dass d'Madamm Braz och wëll zum Schluss schwätzen. Da froen ech: Wien hält hei nach Stellung? D'Madamm Arendt. Da fänkt Dir un.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Jo, merci, Här President. Also déi zweet Motioun kënnt mer wierklech ... Do hunn total Verständnis fir d'Madamm Braz, virun allem fir den zweete Punkt. Den éischte Punkt schéngt mer evident ze sinn. D'Madamm Ministesch huet scho gesot, si ass an der Vergaangenheet an d'Kommissioun komm, an Dir hutt et selwer hei mat Luef ervirbruecht. Soubal méi konkreet Pisten, méi Ziler nach méi definéiert kënne sinn, kënnt si des Weidere bei eis an d'Kommissioun. Dofir, vun deem Punkt hier, mengen ech, brauch ee keng Motioun do derfir.

Beim zweete Punkt – „kloer an transparent ofegeleuecht gött, wat genee als Verdeedungsausgab an d'Berechnung vun der NATO afléisst“ – muss ech wierklech soen, dass mir eis zu deene Krittäre selwer och schonn oft Froe gestallt hunn: Wat fällt effektiv ënnert de Prozentsaz? Wat fällt ënnert déi 3,5 %?

Wat fällt ënnert déi 1,5 %? An do feelt et effektiv fir mech perséinlech och un Transparenz. Ech hunn do heiansdo Schwierigkeeten. Wann een de Findel ausbaut, fällt dat elo éischter ënnert déi 1,5 oder fällt et ënnert déi 3,5? Wat ass Kärdefense? Do hunn, mengen ech, nach méi Leit Schwierigkeeten. An dofir wär ech frou, wann d'Madamm Ministesch do och nach eng Kéier an d'Kommissioun géif kommen. Si huet mer dat zougestanen.

An dofir, vun deem Sënn hier, mengen ech, kéinte mer hir vertrauen, dass se do nach eng Kéier an d'Kommissioun kënnt an eis zousätzlech Erklärungen dozou gött. Wann dat natierlech am Huis clos muss sinn, ass dat verständlech. Hei geet et ëm Sécherheetsfroen. Do kënne mer et dann och net anescht maache wéi dat, wat d'Madamm Ministesch eis do proposéiert. Mee ech wier op alle Fall frou, als Deputéierten och do Klarifikatiounen ze kréien. Duerfir merci fir d'Idéi nach eng Kéier. Awer ech proposéiere selbstverständlech, dass mer se dann net unhuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Arendt. Dann den Här Goergen, den Här Guy Arendt an duerno d'Madamm Tanson.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerten och dës matstëmme, well et dat ass, wat ech virdu a menger Ried gesot hunn: Mir brauchen en detailléierte Plang, mir brauchen déi Transparenz an et muss och d'Kommissioun informéiert ginn.

Effektiv, et ass ugeklonge mam Huis clos. Ech hunn och dem President do schonn e Bréif gemaach. Fir mech ass et net normal, dass mir an e Huis clos gesat ginn an owes um „Kloertext“ dann d'Armée alles erausposaunt, wat Lëtzebuerg wäert kafen. Dat ass eng Situatioun, déi mer eis an Zukunft eng Kéier mussen ukucken, well wann eis Chamber sech seriö hëlt – a bei där Aarbecht hei geet et wierklech ëm Milliarden –, da sollte mir déi Informatiounen kréien a mir sollten net onbedéngt do an de Huis clos gesat ginn, well et awer och zu engem politeschen Debat gehéiert, dass ee kommentéiert, wat kaf gött an zu wéi engem Asaz. Dat ass fir mech net geheim, virun allem net wann herno d'Armée et selwer iwwert d'Télee nach eng Kéier de Bierger genau erkläert.

Dofir, déi heite Motioun wäerte mer matstëmme, fir dass d'Transparenz an dësem Dossier bestoe bleift. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Jo, merci, Här President. Dat Wuert, wat Der esou gären héiert: superfetatoire. Ech sinn der Meenung, dass dës Motioun effektiv superfetatoire ass. Och wéi d'Madamm Arendt et scho gesot huet: D'Ministesch huet eis ëmmer Ried an Äntwert gestanen. Si koom ëmmer mat Informatiounen. Huis clos, net Huis clos, et si verschidde Saachen, déi net am Huis clos sinn, déi kënnen dann eraus. Déi, déi am Huis clos sinn, dat sinn awer Saachen, wierklech Donnéeën, déi net onbedéngt mussen elo schonn an de Public kommen. Dofir insistéieren ech och ëmmer op de Huis clos. Ech weess, dass dat och nach aner Diskussiounen mat sech bruecht huet, mee dofir si mer net hei.

Also d'Ministesch huet eis versprach: Entweder huet se eis schonn Informatiounen ginn oder si huet eis versprach, eis au fur et à mesure au courant ze hale vun den Depensen, déi gemaach ginn, a wéi se affektéiert ginn. Et ass net ëmmer ganz kloer, dass ass sécher. Et heescht ëfters: „Jo, d'NATO. Mir musse kucken, ob mer dat vun der NATO ugerechent kréien oder net.“ Gutt, mee soulaang dat net ugerechent ass, kënne mer net soen, et wier net transparent.

Aus deenen Ursaache géinge mir déi heite Motioun net unhuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. D'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also ech weess net, wat hei superfetatoire ass, well eis Diskussiounen weisen ëmmer erëm, an nach déi lescht Woch, wou de Premierminister an der aussepolitischer Kommissioun war, deen eis selwer net konnt soen, wat dann elo géing an déi 1,5 % erafléissen, dass et net superfetatoire ass. A mir schwätzen hei net vu Peanuts, mir schwätzen hei vu Milliarden Euro, wou mat Recht mir heibannen, d'Populatioun dobusse sech freet: „Mee wat maache mer dann domat? Wat heescht dat genau? Wat bedeit dat fir eis alleguerten?“

An duerfir ass dat an eisen Aen absolutt net superfetatoire, well wann een och d'Formulatioun „sech dofir anzesetzen, dass kloer an transparent ofgegluecht gëtt, wat genee als Verdeedegungsausgab an d'Berechnung vun der NATO afléiss“ kuckt, heescht dat, datt et jo virun allem och emol drëm geet, sech dofir anzesetzen – quitte dass ech och der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dass dat ofgegluecht gëtt an dass mer alleguerte wëssen, vu wat mer schwätzen. Mir ënnerstëtzen op alle Fall déi Motioun hei als Gréng.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Eigentlech wollt mer eis bei dëser Motioun enthalen, well et ëm eppes geet, woumat mer jo am Prinzip net averstane sinn. Nodeem ech awer elo d'Erklärung vum der Madamm Kemp a vum Här Arendt héieren hunn, mengen ech, datt mer dat hei onbedéngt stëmme mussen.

(Hilarité)

Och wann een net domadder averstane ass, ass de Minimum, deen een awer brauch, besonnesch wann et ëm esou grouss Weichstellungen an eiser Gesellschaft geet, en héchstméiglecht Mooss un Transparenz.

An och zum Huis clos ginn ech dann dem Här Goergen awer Recht. An dat ass näischt, wat elo exklusiv dës Regierung betrëfft. Ech hunn an der viregter och schon e puermol erlieft, datt Huis-closen ausgeschwat gi sinn, an dann ass eppes diskutéiert ginn a wierklech eng hallef Stonn no der Kommissioun huet de Minister dann dat selwecht, wat en am Huis clos gesot huet, wat d'Deputéierten also net dierfe soen, der Press weidererzielt. An d'Press huet dann och nogefrot an en huet dann do déi jeeweileg Erklärung ginn.

Soudatt ech mengen, datt, wann eng Majoritéit hei am Land, vun den Deputéierten zumindest, mengt, datt dat hei de richtige Wee wier, fir déi Depensen esou auszeginn, dann de Minimum ass, dass mer eis Reegele ginn, datt mer mat där gréisstméiglecher Transparenz a Suergfalt mat deene Suen ëmginn. Duerfir stëmme mer dat hei elo mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung. Da ginn ech der Madamm Braz als Auteurs nach eng Kéier d'Schlusswuert.

Mme Liz Braz (LSAP) | Fir mech ass dat doten elo keen Trouscht, dass mer gesot kréien, dass d'Ministeschen nach eng Kéier an d'Kommissioun kënn. Virun allem dee Gedanke vun der Transparenz, dee kënn aus der Kommissioun. Mir haten do virun enger Zäit eng Kommissioun, wou eeben drop opmierksam gemaach

ginn ass opsäite vun de Beamte vun der Ministesch, dass een och am Ministère am Fong op ville Froe keng Anung huet, ob dat dierf matagerechent ginn, dass dat Verhandlung sinn. Dat ass keng Transparenz.

An ech mengen, dass dat heiten net ze vill gefrot ass, wann ee sech dofir soll setzen als Regierung, dass op NATO-Niveau, a souguer wann dat net fir de Grand public géif accessibel gemaach ginn, awer weinstens d'Beamten an d'Ministernen e kloer Katalog hu vun deenen Depensen, déi dierfen unerkannt ginn, an deenen, déi net unerkannt ginn. Well deen Negociatiounsprozess hanner zouenen Dieren, dat ass alt erëm arbiträr an dat schéngt esou lues e bësse System an deem Ganzen ze sinn. An dat kann ech, dat kënnen mir net weider esou verrieden.

Da soen ech och: Déi Trajectoire, déi mer froen, och dat, denken ech, ass net verkéiert, dass een awer eng Kéier aus där Kommissioun eraus, aus dem Huis clos eraus, einfach fir de Grand public, fir den Debat ze fidderen, eng Kéier ganz ofleeet: „Dat dote sinn d'Schinnen, op déi mer déi nächst Jore ginn. Dat dote sinn déi Domäner, wou mer méi investéiere mat konkrete Projeten a Pläng.“ Fir déi Suen, iwwert déi mer hei schwätzen, déi Zommen, ëm déi et hei geet, ass dat dote keng virbildlech Politick, fir dat doten alles wëllen hanner zouenen Dieren ze maachen.

Ech mengen, et géif eis alleguer gutt zu Gesiicht stoen, wa mer unifiéiert wieren an net nach méi Ueleg an d'Feier geheie géifen. Virun allem wa mer d'Leit wëlle mat op deen heite Wee kréien, wat enorm wichteg ass, dann ass et och wichteg, dass d'Leit wëssen, ëm wat et geet, an dass een den Debat e bësse méi opmécht wéi just am Kommissiounssall.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Ech gesinn, d'Regierung freet nach d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministere de la Défense | Also ech mengen, ech hu bis elo hei keng Politick hanner zouenen Diere gemaach, ganz bestëmmt net. Ech hunn d'Chamberskommissioun au fur et à mesure informéiert, am Huis clos, net am Huis clos.

Et ass gesot ginn, d'Arméi hätt ronderëmposaunt. Den Dag, wou d'Defenseministeren zesummekomm sinn an déi nei NATO-Target-Ziler ugeholl hunn, hunn ech déi Informatiounen, déi ech konnt ginn, diffuséiert. Deen Nomëtteg war effektiv de Generol op der Tëlee an huet och eppes doriwwer gesot. Voilà. Do ass elo keng Kontradiktioun mat engem Huis clos, well déi Informatiounen, déi Dir en amont am Huis clos krut, déi sinn och net public gemaach ginn, weeder vu mir nach vum Generol.

Wat d'Krittären ugeet: Jo, dat ass net ëmmer 100 % kloer, well, ech mengen, och d'État-membren an d'NATO sech selwer awer e bësse eng Flexibilitéit wëlle loossen. Mee et gëtt Krittäre fir déi 3,5 %. Et gëtt Krittäre fir déi 1,5 %. An nach eng Kéier: Well déi Informatiounen eeben net public sinn, kommen ech ganz gären an d'Chamberskommissioun doriwwer schwätzen. Guer kee Problem. Avec plaisir!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat, gesinn ech, ass d'Debatt, ass dës Heure d'actualité dann ofgeschloss.

A mir kommen nach zum Vott vun där Motioun hei. Dofir géing ech d'Motioun Nummer 2 vun der Madamm Liz Braz zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35, keng Abstentiuon. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentiuon.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferdig, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

An domat wär dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

3. 8450 – Projet de loi relative au reclassement de certains membres du personnel militaire de carrière au groupe de traitement B1

A mir géingen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 8450 iwwert de Reklassement beim Militärpersonal an d'B1-Karriär. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. De Rapporteur huet 10 Minuten, all Fraktioun a Sensibilitéit jeeweils 5 an d'Regierung duerno 10 Minuten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Liz Braz, den Här Tom Weidig, d'Madamm Sam Tanson an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de la Défense

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, beim Projet de loi 8450, deen den 21. Oktober 2024 deposéiert ginn ass, handelt et sech ëm e Gesetzesprojekt, mat deem mir verschiddene Berufszaldoten, déi en Diplôme de fin d'études secondaires oder e vergläichbaren Diplom hunn, d'Méiglechkeet ginn, fir sech an d'Karriär B1 ze reklasséieren.

Dës Reklassierungsméiglechkeet besteet fir all Berufszaldot, dee bis zum 14. August 2023, also den Dag, wou d'Gesetz zu der Organisatioun vun der Arméi vum 7. August 2023 a Kraaft getrueden ass, als Berufszaldot an enger C1-Karriär nominéiert war an zum genannten Zäitpunkt aktiv am Déngscht, am Congé de maternité, am Congé parental oder an engem Congé sans traitement war an déi eebe genannt Diplomer huet.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Verschiddener ënner Iech wäerte sech bei dësem Projet un en anere Projet de loi, nämlech de PL 8452,

erënnenen. Bei dësem goung et ëm de Reklassement vu Memberen aus dem Kader vun der Police an der Inspection générale de la police. An effektiv handelt et sech bei deem heite Projet u sech genau ëm déi nämmelecht Transposition mutatis mutandis vun deem nämmechte Reklassementmechanismus an d'B1-Karriär, eebe just amplaz fir d'Polizisten hei fir d'Berufszaldoten.

Duerch dëse Gesetzesprojet kënn et also och an de Räng vun eiser Arméi zu enger däitlech erhéichter Wäertschätzung vun den Diplome vun deene 95 concernéierte Berufszaldoten, déi heivunner profitieren.

Ech géif also zu den Avisen kommen, déi vum Staatsrot an awer och vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics zu dësem Projet agereecht goufen.

A sengem Avis vum 25. Februar 2025 huet de Staatsrot eng Opposition formelle opgrond vu juristeschen Insecuritéiten am Artikel 3 formuliert. Den Artikel 3 hat virgesinn, datt d'Nominatioun an d'B1-Karriär, déi duerch d'Artikele 45 an 121 vum Gesetz vum 7. August 2023 ..., an och d'Reklassementer an d'B1-Karriär, déi am Kader vun dësem Gesetz gemaach gi sinn, „nuls et non avenues“ wieren. Gläichzäitig huet sech de Staatsrot awer och oppen dozou gewisen, d'Opposition formelle falen ze loossen, wann dës Dispositiounen géifen aus dem Projet de loi gestrach ginn.

An den Amendementen, déi d'Verdeedegungskommissioun den 31. Mäerz 2025 eragereecht huet, huet d'Kommissioun déi eenzel Suggestiounen vum Staatsrot uegheoll a virop den Artikel 3 aus dem Projet de loi erausgeholl. Domadder war d'Opposition formelle opgehuewen, wat de Staatsrot a sengem Avis complémentaire vum 3. Juni vun dësem Joer och confirméiert huet.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis de 27. Januar 2025 publizéiert an doranner e puer Remarke formuliert. Ënner anerem fuerdert d'Kummer, datt all Fonctionnaires stagiaires an Zaldoten aus der C2-Karriär, déi e Lycéediplom oder Equivalentes hunn oder ee virum 14. August 2023 schonn haten, och vun dësem Reklassement solle profitéiere kënnen.

Och d'Situatioun vun deenen Zaldoten, déi säit dem 14. August 2023 an d'Pensioun gaange sinn, géif onverännert bleiwen, well dës net vun dem Reklassement an d'B1-Karriär kéinte profitéieren.

Des Weidere mierkt d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics och un, datt d'Situatioun vun deene Berufszaldoten, déi nach kee Promotiounsexamen vun der C1-Karriär hätte kënnen maachen, och net a Beruecht gezu gi wier.

D'Staatsbeamtekummer huet allerdéngs, sous réserve vun hiren genannte Commentairen, hir Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ginn.

Ech wier dann also elo um Schluss vu mengem mëndleche Rapport zu dësem Projet de loi ukomm, géif fir weider Informatiounen op de schréftleche Rapport verweisen a soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools dem Här Rapporteur Guy Arendt.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorebelen Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Wéi de Rapporteur et grad gesot huet, huele mer mat

dësem Gesetzesprojet de Reklassement vum militäreschen Personal vun der Karriär C1 an d'Karriär B1 vir, déi eeben de Premièresdiplom oder en Equivalent virweise kënnen. Nodeems mer virun zwou Woche mam Gesetzesprojet 8452 dëst och fir d'Policebeamte gemaach hunn, setze mir dat elo och fir d'Zaldoten ëm a setzen domadder e wichtegt Zeechen, well domadder gëtt och eng gewëssen Ongerechtegkeet aus der Welt geschaf, déi mat der Netuerkennung vum Secondairesdiplom fir eng 400 Polizisten geschaf ginn ass. An dëst ass och elo fir 95 Zaldote mat dësem Gesetz opgehuewen.

Eis Arméi steet viru groussen Erausforderungen. D'Arméi brauch gutt Leit. Mir mussen an den nächste Joren intensiv a konsequent fir d'Arméi rekrutéieren. An do ass et wichteg, datt d'Arméi gradesou attraktiv ass wéi déi aner Servicer am Staat och. An dëse Gesetzesprojet dréit dozou bäi, mee et mussen nach weider Schrëtt kommen, fir de Rekrutement an der Arméi méi attraktiv a méi effikass ze gestalten, wéi dat am Moment de Fall ass.

Mir als CSV hunn eis scho laang fir dëse Reklassement staarkgemaach, souwuel bei der Police wéi och bei der Arméi, a mir si frou, datt dat haut kann aktéiert ginn. Heimat ginn ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Donnersbach. An da wier et un der honorebelen Madamm Liz Braz. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, eis Arméi soll méi attraktiv ginn. A mat dësem Gesetz maache mer haut ganz sécher e Schratt an déi richteg Richtung, fir d'Arméi als Patron a Zukunft méi interessant ze maachen. Mir kréien heimat eng propper Reegelung, déi och, wéi gesot, mat der Police alignéiert ass a verschiddene Geriichtsurteeler aus dem Passé ka Rechnung droen.

Dat Ganz ass retroaktiv op de 14. August 2023, den Datum vum Akraaftriiede vum neien Arméisgesetz. A konkret sinn dovunner 95 Beamte betraff, déi wäerte vun Reklassement profitéiere kënnen. An där Hinsicht ass de Projet ganz sënnavoll. Och wann de Wee, fir d'Attraktivitéit substanzuell ze verbesseren, natierlech nach laang ass, ass dat heiten awer e Schrëtt an déi richteg Richtung. An dofir kann ech och den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Braz. An dann ass et um Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Wéi och all déi Riedner viru mir gesot hunn – ech deelen hir Argumenter –: Ech mengen, mir hunn dat scho fir d'Polizei gemaach. Mir maachen et elo och fir d'Arméi. Mir fannen dat eng gutt Saach. An dofir wäerte mer dat och matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Weidig. An d'Wuert ass elo fir d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech ginn och am Numm vun deene Gréngen den Accord fir dëse Projet de loi, dee mer begrëissen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An dann ass et um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass eng laangjäreg Fuerderung vun de Gewerkschaften. Genau wéi bei der Police, wou mer et

viru 14 Deeg gestëmmt hunn, wäerte mer et och haut hei matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Goergen. An da wier et um Här Marc Baum, dee just zurzäit erakënn.

(Hilarité)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och de Kollegeinnen a Kollege fir d'Gedold. Wann engem d'Natur kënn, da kann een net anescht. Mee ech wëll nach eng Kéier hei kloer soen, datt mir als Lénk natierlech d'Aarbechtskonditiounen vun de Leit zu all Moment verteidegen. An dat gëllt natierlech och fir d'Arméi. An déi Opwärtung vun de Karriäre wäerte mer hei sécherlech mat ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Verdeedegungsminister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Ech soen dem Rapporteur e grouse Merci fir säi Rapport. Ech soen der Chamber e grouse Merci fir d'Zoustëmmung. Ech mengen, dat heiten ass e ganz wichtige Projet de loi, dëse Reklassement. Ech wëll och deene 95 Militaires felicitéiere fir dëse wuelverdénge Reklassement an och alleguerten deenen aneren an der Arméi fir hiert Engagement Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8450. Den Text steet am Document parlementaire 8450⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8450 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Mir komme bei de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun uegheoll.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8450 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nathalie Morgenthaler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Ben Polidori), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8485 – Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 autorisant le Gouvernement à acquérir des capacités de communications satellitaires au profit du programme « Alliance Ground Surveillance » (AGS) de l'OTAN

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8485 iwwert d'Satellitkommunikatioun am Kader vum NATO-Programm „Alliance Ground Surveillance“ (AGS). D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum deemem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Défense

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eist Land ass seriösen a fiabele Partner an Alliiéierten an der NATO dréit, wéi mir heibannen allegueren wëssen, zu enger ganzer Retsch vu Missiounen bei der NATO bäi, dëst enner anerem och duerch direkte materielle Support a Capacitéiten.

E konkret Beispill heivunner ass den NATO-Programm „Alliance Ground Surveillance“, dee fir d'Bündnis Reconnaissance- a Buedemwaachungsmissiounen erfëllt. An eeben em dës Missioun a méi genee em d'Lëtzebuurger Kontributioun fir dese fir d'NATO ganz weesentleche Programm geet et bei dem Projet de loi 8485, deen ech Iech haut als Rapporteur dierf virstellen.

Lëtzebuerg huet sech vun Ufank u beim Programm „Alliance Ground Surveillance“ – ech kieren dat elo of: AGS –, deen op Beschloss vum North Atlantic Council de 27. Abrëll 2012 an d'Liewe geruff ginn ass, bedeelegt. Esou hu mir zesumme mat 15 aneren NATO-Alliiéierten den Akaf vun Drone vum Typ „Global Hawk“ vum amerikanesche Constructeur Northrop Grumman matfinanzéiert.

Dës onbewaffnet Iwwerwaachungsdrone bilden d'Häerzstück vum dem AGS-Programm, deen als Pendant zum Loftiwwerwaachungsprogramm AWACS gëllt, un deem sech Lëtzebuerg jo och bedeelegt an deen et der Allianz erlaabt, besser Informatiounen vum Buedem ze hunn an domadder och besser a méi effizient Decisiounen ze treffen.

Besonnenesch am aktuelle Kontext, wou déi euroatlantesch Sécherheet duerch en ëmmer méi volatil Sécherheetskontext op der Ostflank net garantéiert ass, ass d'AGS-Missioun emsou méi wichteg.

Bei der Ausliwwerung vun den Dronen ass et allerdéngs zu Verspéidunge komm, soudatt d'AGS-Missioun mat dräi Joer Verspéidung eréischt 2019 operationell ginn ass.

D'Lëtzebuurger Kontributioun um AGS geet allerdéngs iwwert de Kofinanzement vun den Dronen eraus a betrëfft och déi Satellitkommunikatioun, kuerz SatCom-Capacitéiten, déi fir d'Missiounen, déi am Kader vum AGS executéiert ginn, noutwendeg sinn. Em dës SatCom-Capacitéite geet et och u sech an deemem Gesetz.

Et war nämlech am Kader vum NATO-Sommet 2014 a Wales, dat déi deemoleg Lëtzebuurger Regierung decidéiert huet, dem AGS-Programm déi néideg SatCom-Capacitéiten integral zur Verfügung ze stellen.

Den 10. Dezember 2015 ass dunn an deemem Haus dat entspriechend Gesetz gestëmmt ginn, wat der Regierung d'Ergebnis ginn huet, déi fir den AGS-Programm néideg SatCom-Capacitéite fir e maximale Budget vun 120 Milliounen Euro op enger Lafzäit vun zéng Joer zur Verfügung ze stellen.

De verspéite Start vum AGS-Programm huet natierlech och Verspéidunge fir d'Notzung vun de Lëtzebuurger SatCom-Capacitéite mat sech bruecht, déi eréischt vu September 2019 un, also bal véier Joer nodeems mir d'Gesetz vum 18. Dezember 2015 gestëmmt hunn, genotzt gi sinn.

Doduerjer ass et zu enger Ennerbenotzung vum Budget komm, deen am Gesetz virgesi war. Enn 2024 wieren et wuel 35 %, also 42 Milliounen vun den 120, déi virgesi waren, déi genotzt gi sinn.

Och muss ee vermieren, dat déi vum Gesetz vum 2015 virgesinnen zéng Joer, déi eis SatCom-Capacitéiten dem AGS sollten déngen, nach net erreicht sinn. Wéinst de Verspéidunge leeft den AGS eréischt säit bal sechs Joer.

Dowéinst an awer och wéinst der strateegescher Bedeitung vun deem Programm, freet d'Regierung duerch dese Projet de loi, d'Gültgkeet vum Gesetz vum 18. Dezember 2015 vun deenen zéng virgesinnee Joren op 14 ze erhéijen, also bis den 31. Dezember 2029 ze verlängeren, an dann och an deemem verlängerten Zäitraum vu 14 Joer de Budget vun 120 Milliounen kënne ganz ze benotzen.

Et ass heibäi wichteg ze betounen, dat et also nëmmen em d'Verlängerung vun der Applikabilitéit vum Gesetz vum 2015 geet. Et ass keng Upassung vum Budget an deemem Projet de loi virgesinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech elo op den Avis vum Staatsrot ze schwätze kommen, géif ech awer nach gären op e puer Detailler agoen, déi besonnenesch bei engem Projet an der Verdeedegung interessant sinn.

Bei de SatCom-Capacitéiten, déi essenziell si fir den AGS-Programm, handelt et sech em eng duerch an duerch lëtzebuergesch Kontributioun, déi vun eisen Alliiéierten extreem geschat gëtt an de Status vu Lëtzebuerg als zuverlässige Partner a Referenz am Space weider festegt.

Net nëmmen ass et d'Regierung, déi d'SatCom-Servicer finanzéiert, mee déi genannte Servicer ginn duerch LuxGovSat, d'Joint Venture tëschent dem Staat an der SES, assuréiert.

Aner Kontrolle souwéi och d'Gestioun an de Fonctionnement vun den néidegen Infrastrukturen, och op der Basis vu Sigonella a Sizilien, wou d'Drone vum AGS-Programm stationéiert sinn, gi vun NATO-Agenten, wéi der NATO Communications and Information Agency oder der NATO Support and Procurement Agency, an Zesummenaarbecht mat der Lëtzebuurger Defense assuréiert.

Wéi ech och elo schonn e puermol ennerstrach hunn, ass eis Kontributioun a Form vun de SatCom-Servicer essenziell fir den AGS-Programm a fir d'Missiounen, déi d'Dronen an deem Kader erfëllen. Déi lëtzebuergesch SatCom-Capacitéiten assuréieren nämlech de Guidage vun den Dronen an d'Transmissioun vun den Daten, déi dës bei hire Missiounen erfassen.

D'Dronen, déi am Kader vum AGS-Programm genotzt ginn, sinn onbewaffnet a ginn exklusiv op Missiounen geschéckt, déi vun der NATO approvüiert gi sinn. Dëst bedeit, dat se nëmme kënnen op Missiounen genotzt ginn, déi vum North Atlantic Council approvüiert gi sinn, wou also de Prinzip vum der Unanimiteit muss erfëllt ginn. Sou kënnen nämlech

d'Missiounen duerchgefouert ginn, wa se och vu Lëtzebuerg accordéiert gi sinn, wéi virgesi vun de Prozeduren am North Atlantic Council.

Ofschléissend géif ech dann awer op den Avis vum Staatsrot ze schwätze kommen, deen de 4. Abrëll 2025 erauskomm ass. De Staatsrot huet zu deemem Projet de loi keng weider Observatiounen formuléiert.

Ech géif Iech also dann e grouse Merci soe fir d'Nolauschteren, verweise fir weider Detailler op de schrëftleche Rapport a ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Här Rapporteur Guy Arendt.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Mat deem Gesetzesprojet suerge mer effektiv derfir, dat déi Budgeten, déi virgesi si fir eis Kontributioun am AGS, vun der NATO och effektiv kënne gebraucht ginn.

Als CSV begrësse mer d'Verlängerung vun der Enveloppe vun 120 Milliounen em weider véier Joer, also bis 2029. Eise Bäitrag zu deemem wichtige Programm vun der NATO mat eiser Expertise an eiser Kommunikatioun, eeben och mat Programmer wéi dem GovSat-1, ass justement d'Beispill fir d'Zukunft.

Mam ugekënnegte GovSat-2-Satellit wäerte sech bestëmmt nach eng Rei Opportunitéiten opmaachen, fir eis Kontributioun zu dese Programmer vun der NATO weider ze erweideren an ze stärken.

Dat ass also dee richtege Wee, well mer Investitiounen an engem Beräich vun der Defense maachen, wou mir hei zu Lëtzebuerg effektiv Retombées économiques hunn a wou mer och dovun profitéieren, weider an déi Richtung ze investéieren.

Heimat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dese Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Donnersbach. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Liz Braz. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun fir d'Verlängerung vun deemem Projet. Vläch kann d'Ministesch eis jo och preziséieren, ob dat do elo an déi 3,5 % oder an déi 1,5 % fällt an Zukunft, just fir eng Iddi vun den Depensen ze kréien.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Braz. An da wier et um Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also mir haten dat déi éischte Kéier scho matgestëmmt. Elo musse mer et nach eng Kéier stëmmen, well e signifikante Retard do ass. A mir wäerten et och elo nach eng Kéier matstëmmen.

Mee et mécht mer natierlech wierklech Suergen. Dat heescht, wa mer wierklech wellen als Europa schlagferteg sinn a mir investéieren a Rüstungsgidder an et ass da jorelaang e Retard, ass dat ganz geféierlech fir eis. Mir musse wierklech do mol eng Kéier kucken: Firwat sinn déi Retarden? Well wann déi aner keng Retarden hunn a mir hu Retarden, ass dat net gutt fir eis Sécherheet.

Mir stëmmen dat mat, mee et mécht eis wierklech Suergen, dat do wierklech esou laang, signifikant Retard sinn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Weidig. An dann héiere mer d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech maachen et ganz kuerz, Här President. Ech ginn den Accord vun deene Gréngen zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools. An dann ass et um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir kënnen eisen Accord ginn, och wann ech an der Kommissioun awer e puer Bedenken hat, virun allem well een net ëmmer weess, wat mat deenen Informatiounen gemaach gëtt, déi do geliwwert ginn, virun allem wann d'Dronen déi Biller ophuelen, ob net awer och heiansdo doduerjer Ugrëffer kënne stattfannen.

D'Defense huet probéiert, eis ze berouegen. Ech géing awer trotzdem gären an engem oder zwee Joer nach eng Kéier driwwer schwätzen an der Kommissioun, wou d'Ministesch eis vläicht e puer Beispiller an e puer Informatiounen gëtt, wat genau mat de Satellitte gemaach ginn ass. An et ass virun allem, wann Ugrëff eng Kéier géinge stattfannen iwwert déi Satellitten, dass mer do och déi Informatioun kréien an dass do an enger Transparenz mat der Chamberskommissioun geschafft gëtt.

Dat heiten ass ee vun de Projeten, wou eng Lëtzebuerger Firma direkt involvéiert ass, soumat ass dat eng vun deene Pisten, déi een och an Zukunft sollt verfullge fir déi 3,5 %, an dowéinst kënne mer do och haut eisen Accord ginn.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Goergen. An dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech kann et och kuerz maachen. Mir hunn den éischte Projet als Eenzeg, mengen ech, net matgestëmmt. A konsequenterweis wäerte mer deen heiten, d'Verlängerung dovunner – och wann et net eng budgetär ass, mee awer eng zäitlech Verlängerung –, och net matstëmme.

Deen heite Projet ass esou deen éischte Klenge Bébee gewiescht vun deenen Accorde vu Wales, opgrond vun deenen déi ganz Diskussioun, déi mer virdrun och haten, wou mer entre-temps da bei 5 %-Ziler sinn, lassgetrëppelt ginn ass. A mir mengen, dass dat net de richtege Wee ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Verdeedungsminister, d'Madamm Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Villmools merci a merci dem Rapporteur, deen d'Detailer perfekt erkläert huet. Lëtzebuerg participéiert un dësem wichtege Projet vum Ufank un. Dofir soen ech och e ganz grouesse Merci un d'Chamber, déi hei de Feu vert gëtt fir d'Extensioun vum Projet, ouni dass de Montant ugepasst gëtt.

Ech wëll vläicht just och bemerken, dass vill gréisser Militärprojete Retarde kréien. Hei war et d'vun enger amerikanescher Firma, déi hei Problemer hat. Mee ech mengen, dat ass eng Realitéit, mat där mer an deenen nächste Joren nach méi wäerte konfrontéiert ginn.

De Volet Retour économique ass hei och ganz wicteg. Dofir nach eng Kéier merci fir d'Zoustëmmung. An natierlech fält dat heiten an déi 3,5 %.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8485. Den Text steet am Document parlementaire 8485².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8485 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Neestëmme ugehol.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nathalie Morgenthaler) et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8493 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and Japan for air services », fait à Tokyo, le 11 juin 2024

Als nächste Punkt op eisem Ordre du jour steet de Projet de loi 8493, en Accord tëschent Lëtzebuerg a Japan iwwert de Loftverkéierdëngscht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. De Rapporteur ass den honorabelen Här Gusty Graas, an deen huet och direkt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Ech mengen, mir kënnen eis net direkt erënneren, mee mir wëssen awer duerch d'Geschichtsbücher, dass hu missen zwou Atombommen op Japan gehäit ginn, fir dass Japan deemools kapituléiert huet am Zweete Weltkrich.

Et muss een awer soen, dass Japan sech duerno immens an d'Weltgemeinschaft reintegréiert huet. An haut ass et ouni Zweifel e Land, wat ganz vill Atouten opzeweisen huet. An zënter Joerzénge ass et och e privilegiéierte Partner vun eisem Land. Mir hunn och op allen Niveauen, kann ee soen, haut exzellente Relatiounen mat Japan.

Ech wëll drop hiweisen, dass zwëschen 2016 an 2019 Japan eisen éischten Handelspartner an Asien war. 2019 hate mer e Pic vu 500 Milliounen erreicht. An no der Covidkris, wat evident war, ass deen natierlech erofgaang op 380 Milliounen, fir dann 2022 nees 513 Milliounen ze errechen.

1,22 % vun eisen Exporter ginn a Japan. Dat kléngt den éischte Moment natierlech relativ bescheiden, an trotzdem ass dat awer net ze ënnerschätzen. Dat waren 2022 86 Milliounen. An domadder war Japan awer déi zweieleft Destinatioun vun eisen Exporter. Gläichzäitig si 427 Milliounen aus Japan a Lëtzebuerg exportéiert ginn.

Ech mengen, een, deen eng Kéier an der rezenter Zäit a Japan war, dee konnt sech och e Bild maachen, dass dat Land sech extreem gutt entwéckelt huet an haut op engem héijen technologeschen Niveau ass. Ech wëll just vläicht ee klengen Detail soen, well ech selwer elo d'Chance hat, mat e puer Kollege virun zwee Méint a Japan ze sinn. Wat engem do opfällt, dass déi extreem Propretéit. Dass ass haut nach hänkebliewen. An ech soen dat och ganz éierlech: Do kéint sech och vläicht Lëtzebuerg e klengt Stéck ofschnéiden dervun.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Haut stëmme mer e wichtegt Ofkommen mat Japan, an zwar geet et ëm de Beräich Aviatioun. A wa mer vun Aviatioun schwätzen, geet et net nëmme ëm de Cargo, et geet selbsterständlech och ëm d'Passagéier wéi och ëm de Courier.

Dëst Ofkommen gouf den 11. Juni 2024 zu Tokio ënnerschriwwen. Iwwregens muss een och hei ënnersträichen, dass dat Ofkommen am Fong geholl 30 Joer Fluchverbindung mat Japan markéiert. Duerfir ass et eis och wicteg, dass mer dat haut hei net nëmme guttheeschen, mee dass et dee Moment och kann a Kraaft trieden. An, wéi gesot, wéi mer déi Visitt elo haten a Japan, dunn hu mer och mat deenen eenzelen Deputéierten, wou mer Entrevuen haten, ganz kloer erausgespuert, dass et och fir si wicteg ass, dass dat Ofkommen och sou séier wéi méiglech hei soll ratifizéiert ginn.

Dat erlaabt och Lëtzebuerg, säi Standuert als Findel ganz kloer ze stäerken. Et ass och wicteg, dass d'Cargolux – natierlech, hei geet et an éischter Linn ëm d'Cargolux – zousätzlech wicteg Destinatiounen kritt. An dat Ofkommen bitt am Fong geholl och e wictege legalen an och reglementaresche Kader, fir, wéi gesot, de Fluchbetrieb beschtméiglech och an déi Regioun do kënnen ze organiséieren. Doduerch kënnen och nei Linnen zrëckbehalen ginn. Ech wëll och hei ënnersträichen, dass dat Ofkommen natierlech och konform ass zum EU-Reglement 847/2004 vum Parlament a vum Conseil vum 29. Abrëll 2004.

Jiddefalls, zënter der Liberaliséierung vum Fluchverkéier huet d'Europäesch Unioun och vill méi eng bedeiendend Roll an deem Beräich ze spillen. Ech wëll awer och hei ënnersträichen, dass deen Accord natierlech och bei der OACI enregistriert ass. Dass d'Organisation de l'aviation civile internationale.

Dësen Accord ass similaire zu enger Rei aneren Accorden. Et geet virun allem natierlech ëm d'Tariffer an och kommerziell Aktivitéiten. Verschidden Definitioune goufen och aus der Konventioun vu Chicago vum 7. Dezember 1944 iwwerholl.

Da wëll ech awer och an dësem Kontext op e wictege Prinzip hiweisen. Dass ass den Open Sky. Dee baséiert op Arrête vum Europäesche Geriichtshaff. An do geet et drëms, dass e Lofttransporteur, dee vun engem Memberstaat designéiert ginn ass, och wann

dëse Staat net d'Lizenz vun dem Transporteur ausgestellt huet, awer an deem Sënn akzeptéiert muss ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Accord hei huet 22 Artikelen. Ech wëll op déi weesentlech Artikelen kuerz agoen.

Hei geet et zum Beispill ëm d'Exoneratioun vun Douanestaxen oder Taxen op Carburant, Fligerekipement oder Ersatzdeeler, Opstelle vun Tariffer, Anhale vun interne Reglementer, Austausch vu Renseignement a Gestiou vun Differenzen. Ech wëll virun allem op dee leschte Punkt nach eng Kéier kuerz hiweisen, wat d'Differenzen ubelaangt. Déi gi méi détailléiert am Artikel 16 duergestallt. Wa keng Eenegung a priori à l'amiable fonnt gëtt, da gëtt en Tribunal zesummegevat, an dat aus dräi Arbitreren.

Da ginn hei och d'Rechter op technesch a kommerziell Escallen a Loftfräiheet behandelt. Evident ass et och, datt déi zwou Parteien sech derzou verpflichten, international Konventiounen iwwert d'Sécherheet an der ziviller Aviatioun ze respektéieren. Et sinn natierlech och eng Rei Krittere virgesinn, wat d'Upassungen un d'multilateral Ofkommessen ubelaangt.

An dann: Béid Parteien hunn am Fong elo en Arrangement fonnt, wann Iwwerschëss vun de Recetten entstinn, wéi déi da sollen affektéiert ginn.

Da muss natierlech och d'Chancëgläichheet zwëschen deenen zwee Operateure garantéiert ginn.

Ech wëll awer och virun allem hei op den Artikel 13 an op den Artikel 14 hiweisen. Do geet et ëm géigesäiteg Hëllef am Fall vun engem Incident, wat jo an der Fligerei net onbedéngt onwichtig ass.

Natierlech kann och op Demande vun där enger oder vun där anerer Partei deen Accord amendéiert oder souguer denoncéiert ginn. D'Méiglechkeet besteet och fir dee Staat, deen d'Lizenz ausgestellt huet, déi nees ze annulléieren, wann den Transporter sech net u Gesetzter oder u Reglementer hält. Natierlech kënnen och Statistiken iwwert de Fluchverkéier opgestallt ginn.

Et sinn natierlech dann och Annexen an deem Accord. An där éischter geet et ëm d'Destinatiounen an ëm d'Escallen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well dëse Projet awer eng gewëssen Urgence huet ... Ech hu scho virdrun drop higewisen: Wéi mer d'Chance hatten, zu Tokio mat Representantë vun hirem Parlament zesummenzekommen, ass ëmmer erëm an deene Reunionen awer de Wonsch geäussert ginn, mir solle grad dëse Projet de loi esou séier wéi méiglech och hei zu Lëtzebuerg stëmmen. Duerfir war et vläicht – dat ginn ech och gären zou – an deene leschten Deeg e bëssen turbulent zougangaen.

Den 3. Juli, dat ass jo nach net allze laang hier, du gouf de Rapporteur designéiert. An dee war ganz féx, well 24 Stonnen drop huet e scho säi Rapport presentéiert.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Dat war jo also dann och net déi allerschlechteste Leeschtung.

(*Interruption*)

Mee ech soen awer net, wien de Rapporteur war!

(*Hilarité*)

Den Avis vum Conseil d'État ass vum 13. Mee. Deen hat keng Observatioun zum Fong, allerdéngs e puer Remarken iwwer verschidden Dispositiounen. Hei geet et virun allem ëm den Artikel 18 Paragraf 2. Dee gesäit nämlech, wann eng Ännerung vum Accord

virkënt, a priori vir, datt dann en Austausch vun diplomateschen Notte soll gemaach ginn. Allerdéngs muss dat op Basis vum Artikel 46 Alinea 1 vun eiser Constitutioun awer iwwer e Gesetz geschéien. Dat huet de Conseil d'État eis also kloer matgedeelt. Wat d'Annex 1 ubelaangt, do geet et am Fong just ëm d'Opzielung vun den eenzelnen Itinéraires. Do brauch u sech déi Ännerung keng Zoustëmmung vun der Chamber.

Den Avis vun der Chambre de Commerce ass vum 8 Abrëll 2025. Si begrëissen dësen Accord.

Da vläicht nach eng Remark zum Schluss. Normalerweise sinn eis Gesetzter, eis Projet-de-loie jo ëmmer op Franséisch. Dëse mécht allerdéngs hei eng Ausnam. An zwar heescht en net op Franséisch, mee en heescht op Englesch „Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and Japan for air services“. Dat ass also, wéi gesot, och net eppes, wat all Dag hei virkënt.

Da wëll ech awer och nach soen, wéini deen Accord hei a Kraaft trëtt, an zwar 30 Deeg nom Datum vum Echange vun den diplomateschen Notten, datt déi zwou Parteien hir Prozeduren ofgeschloss hunn. Wéi gesot, d'Japaner hunn hir Prozedur schon hanner sech. Haut hu mir eis dann och bal ofgeschloss. Schlussendlech muss och nach eng Publikatioun kommen.

Mee et ass awer wichtig, datt mer dëst Ofkommes mat Japan elo hei an deem Sënn zréckbehalen. Wéi gesot, et ass virun allem am Interêt vun dem Standuert Lëtzebuerg an der Fligerei. An et ass och virun allem am éischter Linn natierlech och fir d'Carbolux. Dat kann eis jo alleguer nëmme vu Virdeel sinn.

Ech bréngen natierlech selbstverständlech och den Accord vun der DP hei a soen Iech alleguer Merci, datt Der esou intensiv nogelauschert hutt. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | An ech soen dem Rapporteur, deen net wëll genannt ginn, e grouse Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Emile Eicher.

Discussion générale

M. Emile Eicher (CSV) | Jo, ech soll zwar elo net Merci soen. Ech soen awer trotzdem deem fläisseg Rapporteur Merci, well domadder kënne mer och beweisen, datt mer mat internationalen Accorde ganz schnell kënne reagéieren. Och dat ass wichtig fir e Land.

An ëmsou méi wichtig ass awer deen Accord, wéi scho gesot ginn ass, fir de Findel, deen als Hub besonnesch am Airfret dobaussen awer net nëmme fir d'Groussregioun wichtig ass, mee fir ganz Europa. Ech erënneren drun, datt mer ganz spezialiséiert Services do hunn, wéi zum Beispill an der Medezinn, an der Pharmazie an an anere Beräicher, an et och fir Lëtzebuerg eng Viraussetzung ass, fir an Asie wierklech staark kënne mat Carbolux nach present ze sinn, nach auszubauen. Ech mengen, et ass och nach Loft no uewen do.

A selbstverständlech ginn ech och den Accord vun der CSV zu deemem Projet de loi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Eicher. An da geet d'Wuert weider un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, wat soll een dozou nach soen? Mir ginn einfach den Accord als LSAP.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Cruchten. An dann ass et um Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Mir ginn och den Accord.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Keup. An da wier et um Här Meris Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Mir sinn net méi supposéiert, dem Rapporteur Merci ze soe fir säi Rapport. Ech soen ëm Merci fir säin historeschen a geografesch Exkurs a ginn och den Accord vun deene Gréngen zu deemem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Sehovic. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Als grouse Fan vu Japan kann ech nëmme soen, datt ee sech vill kann ofkucken aus deem fantastesche Land. Et mierkt een dann och, datt d'Parlament a Japan, d'Diet, anscheinend e bësse méi féx schafft, vu datt de Rapporteur jo gesot huet, datt si et schon ofgestëmmt hunn. Also ass et vläicht och nach eng Inspiratioun. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. Esou wéi dee leschte Riedner sinn ech och e Fan vu Japan. Ech soen Iech alleguer Merci ...

(*Exclamations et hilarité*)

... fir d'ënnerstëtzung fir dësen Accord. Ech mengen, dat heiten ass wierklech e Meilesteer vun eiser Diplomatie. No 30 Joer hu mer dann enfin en ASA (ndlr: Air Services Agreement), deen effektiv d'Japaner scho ratifizéiert hunn. Merci fir d'ënnerstëtzung vun der Chamber haut.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8493. Den Text steet am Document parlementaire 8493³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8493 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Enthaltung ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8493 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par Mme Nathalie Morgenthaler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Polidori), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6.7881 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation judiciaire aux fins :

1^o de transposition de la directive (UE) 2019/884 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 modifiant la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil en ce qui concerne les échanges d'informations relatives aux ressortissants de pays tiers ainsi que le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), et remplaçant la décision 2009/316/JAI du Conseil ;

2^o de mise en œuvre du règlement (UE) 2019/816 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 portant création d'un système centralisé permettant d'identifier les États membres détenant des informations relatives aux condamnations concernant des ressortissants de pays tiers et des apatrides (ECRIS-TCN), qui vise à compléter le système européen d'information sur les casiers judiciaires, et modifiant le règlement (UE) 2018/1726, tel que modifié

Mir kommen elo zum Projet de loi 7881, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Justizorganisatioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An der Rapport, den honorabelen Här Laurent Mosar, seet eis elo am Detail, em wat et bei dësem Projet geet. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, Madamm Justizministesch, ech hunn effektiv de Pleséier, Iech de Mëtten de Rapport vum Projet de loi 7881 virzestellen, deen a sech d'Organisatioun vum eisem Casier judiciaire reforméiert.

Konkreet geet et hei em eng Transpositioun vum enger EU-Direktiv an eng Ëmsetzung vum EU-Reglement, déi alle béid dee sougenannte System „ECRIS-TCN“ aféieren, en zentrale System, fir d'Informatiounen iwwer Condamnatiounen vu Ressortissanten aus Drëttlänner, also Net-EU-Bierger, ze reegelen.

De Projet gouf den 10. September 2021 vum der fréierer Justizministesch, der Madamm Tanson, an der Chamber deposéiert. Ufanks war den Här Charles Margue Rapporteur vum der Kommissioun.

No de Chamberwalen ass de Projet de 24. November 2023 erëm nei an d'Justizkommissioun komm an ech hunn duerno de Pleséier gehat, als neie Rapporteur genannt ze ginn.

Et goufen dräi Serië vum Amendementer presentéiert an ugeholl, déi lescht de 17. Januar vum dësem Joer.

D'Justizkommissioun huet de Rapport den 3. Juli gestëmmt.

E puer Wuert zu de jeeweilegen Avisen, déi zum Projet erakomm sinn:

De 15. Oktober 2021 koum den Avis vum Parquet général. Deen huet de Projet am Prinzip begréisst, mee eng Rei net onwichtig Bemierkunge gemaach, zum Beispill wat d'Mängel an der Transpositioun an d'Noutwendegkeet, fir d'Accèsrechter vum Europol a vum Parquet européen ze klären, betrëfft.

De 25. Oktober 2021 ass den Avis vum Parquet vum Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg komm, deen op eng Rei formulatoresch Feeler am Text higewisen huet, besonnesch bei den Artikelen 3 bis 11.

Du koum de 25. November 2021 en Avis complémentaire vum Parquet général, dee festgehalen huet, datt trotz Amendementer verschidde Bemierkunge vun hinnen nach ëmmer net ëmgesat wieren, besonnesch betreffend rezent EU-Ännerungen. An do ass sech op e Reglement vun der Europäescher Unioun nach eng Kéier referéiert ginn.

Den 13. Dezember 2022 koum nach eng Kéier en Avis complémentaire vum Parquet général. Deen huet dunn awer déi nei Amendementer approvéiert. Duerch sinn dann och déi feelend EU-Reegelen an den Text mat integréiert ginn.

Den 13. Januar 2023 ass dann och nach en Avis vun der Autorité de contrôle judiciaire komm, déi sech positiv geäussert huet, mee déi awer generell eng Rei Verbesserungsverschléi zum Dateschutz gemaach huet, ganz besonnesch an deem Kontext, wat d'Zougangsrechter a kloer Reklamatiounsprozedure betrëfft.

De 14. November 2023 ass dunn den Avis vum Staatsrot komm, dee fir d'éischt dräi Opposition-formell formuléiert hat. Déi Opposition-formellë sinn dann och opgeschafft ginn.

Den 18. Februar 2025 koum en drëtt Avis complémentaire vum Parquet général, deen déi nei Amendementer ouni Restriktioun guttgeheescht huet. Dëst waren a sech déi Amendementer, déi den Opposition-formellë vum Staatsrot Rechnung gedroen hunn.

Du koum de 7. März 2025 och de Parquet vum Tribunal d'arrondissement nach eng Kéier mat engem Avis, wou e festgestallt huet, datt d'Modifikatiounen den Ufuerderunge géifen entsprechen.

A schlussendlech huet den 13. Mee 2025 de Staatsrot e favorabelen Avis ginn an all seng Opposition-formellen opgehewen, nodeems dann d'Texter och ugepasst goufen.

E puer Wuert zum Fong vum dësem Projet de loi: Déi aktuell Organisatioun vum Casier judiciaire op europäeschem Niveau iwwert den ECRIS-System funktionéiert fir EU-Bierger, awer och fir Persounen, déi net aus der EU kommen. Do ass eigentlech de Problem gewiescht, datt et kee gemeinsame System gëtt, fir schnell a sécher Informatiounen betreffend d'Strofregëstere anzegesinn.

Dofir huet elo d'EU dee System ECRIS-TCN op d'Beegestallt. An deen ECRIS-System erlaabt et dann och, zentraliséiert a vernetzt Informatiounen zu Verurteelunge vu Ressortissanté vu Pays-tiers an der EU ze identifizéieren an auszutauschen, dat am Interessi vu méi Sécherheet an haaptsächlech och méi Effizienz a manner Bürokratie.

Déi national Gesetzgebung muss dat natierlech alles matdroen. An duerfir huet dann och d'Gesetz vum 29. März missen ugepasst ginn, fir follgend Punkten ëmzesetzen: fir d'éischt, déi Transpositioun vun där vir ugeschwatener Direktiv unzepassen, dann och

nach d'Ëmsetzung vum deem zweete Reglement, wat a sech en neien ECRIS-Text schaaft.

An domadder ginn also elo follgend Neierungen agefouert: Éischtens gëtt et zentral Datefichieren iwwer Net-EU-Bierger, déi zu Lëtzebuerg verurteelt goufen. Zweetens gëtt et elo e gereegelten Datewiessel, en Echange also, zwëschen den EU-Memberstaaten. An drëttens gëtt et och d'Méiglechkeet, fir d'Verifizéierung iwwer biomeetresch Donnéeën, wéi Fangerofdréck oder Fotoen, natierlech am Respekt vun de Reegele vum Dateschutz, virzehuelen.

Zousätzlech gëtt och den Dateschutz am Gesetz verankert, mat Referenz op d'Gesetz vum 1. August 2018 an dem 7. August 2023, an och Kontrollmechanisme fir den Dategebrauch ginn agefouert.

Domat schléissen ech mäin Exposé als Rapporteur an erlabe mir, dann och nach e puer Wuert als Spriecher vu menger Fraktioun zu dësem Projet de rapport an zu dësem Projet ze soen.

Discussion générale

Dëse Projet stellt eng ganz, ganz wichteg Etapp op eisem Wee zu enger méi vernetzter, effizienter a sécherer europäescher Zesummenaarbecht duer. Et geet hei em e ganz, ganz fundamentale Problem, nämlech den Datenaustausch zwëschen EU-Memberen, wat awer d'Date vun Net-EU-Bierger betrëfft. Et geet hei net nëmme em puer juristesche Technik, mee et geet och em d'Gerechtegkeet an em d'Sécherheet, déi mir och als Parlament musse garantéieren. An där Hinsicht wäert dëse Projet de loi och eng wichteg Etapp duerstellen.

Ech erlabe mer awer och ganz kuerz, well mer hei vun Datenaustausch schwätzen, vläicht nach op e Punkt opmierksam ze maachen, deen elo net direkt eppes mat dësem Projet de loi ze dinn huet, deen awer net onwichtig ass, och fir EU-Bierger. Dat ass déi ganz Thematik, wat den Datenaustausch mat den USA betrëfft.

Dir wësst, do gëtt et en Arrêt de principe vun der Europäescher Cour. Do ware vill Verhandlungen zwëschen der EU an den amerikaneschen Autoritéiten. Or, et ass esou, datt leider Gottes nach ëmmer dee FATCA-Accord (ndlr: Foreign Account Tax Compliance Act) net esou ëmgesat gëtt. An ech hunn elo selwer eng Kéier perséinlech an enger Privataffär mat enger Liewensversicherung zu mengem Erstaune festgestallt, datt ech do hu missen eng ganz Rei vun Donnéeën ausfëlle fir de FATCA-Accord, obschonn ech iwwerhaupt guer keng Liene mat den USA, de près ou de loin, hunn. An ech fannen dat trotzdem e bësselchen apaart.

An ech géif vläicht och nach eng Kéier der zoustänneger Justizministesch dat mat op de Wee ginn, datt et vläicht gutt wier – ech weess, datt dat eng schwéier Thematik ass –, do awer ze kucken, datt och d'Rechter vun den EU-Bierger an dësem Sënn respektéiert ginn.

Ech géif dann och an deem an an anere Sënnen och hei den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem wichtige Projet bréngen. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président de séance | An ech soen dem Här Rapporteur Laurent Mosar Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Deem ass net vill bäizefügen. De Rapport vum Kolleg Laury Mosar war ganz komplett. Mir kënnen nëmme eisen Accord ginn dozou.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Och als LSAP stëmme mer dësem Gesetzesprojet zou, wann ee weess, wéi déi aktuell Situatioun ass vum ECRIS-System, deen et jo säit 2012 gëtt. Mat dësem Gesetz erlichtere mer effektiv den Zougang zu enger ganz Rei Donnéeën, wat effektiv Persoune vun Drëttlänner ugeet, um Niveau vun de Gerichtsurteeler an och vun de Casier-judiciaire, dat am Respekt vum Dateschutz an awer och am Respekt vun der Proportionalitéit.

Mee wat virun allem awer ganz, ganz wichteg ass, ass, dass am Fong déi europäesch Justizautoritéiten elo besser hei kënnen zesummeschaffe par rapport zu den neie Forme vun der Kriminalitéit respektiv vun de Verurteilungen, déi stattfannen, an och eng besser Strofverfolgung deemspriechend hei ka stattfannen, also e bessert zesummeschaffen um Niveau vun Europa. Ech mengen, dass dat ganz positiv ass an dass och de ganzen Opwand, deen administrativ hei gemaach gëtt, deemspriechend och erlichtert gëtt.

Et ass also an deem Sënn positiv, an dofir stëmme mer dat och mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Biancalana. An dann ass et um Här Dan Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. D'ADR begreisst prinzipiell de Gesetzesprojet 7881, d'Transpositioun vun der europäescher Direktiv ECRIS-TCN, den Austausch also vun Informatiounen aus dem Casier judiciaire iwwer Ausländer aus Drëttstaaten tëscht den EU-Memberlänner.

Fir eis ass kloer: D'Sécherheet vun eise Bierger muss eng Prioritéit sinn. Wann eng Persoun aus engem Drëttstaat an engem EU-Land scho viru Gericht strof-rechtlech verurteelt gouf, da muss déi Informatioun och fir déi aner Memberstaaten accessibel sinn – séier, kloer a sécher. Mir kënnen eis et net leeschten, dass mir esou wichteg Informatiounen als Land virenthale kréien.

Awer, Här President, mir wëllen och op méiglech Geforen opmierksam maachen. Wat d'EU hei wëlles huet, ass, e weideren zentraliséierten Informationssystem opzebauen, deen tëschent de Memberstaaten zirkuléiert. Dat bréngt och Sécherheetsrisike fir d'Donnéee vun eise Bierger mat sech.

Dat gesot, gi mir als ADR awer dem Grondprinzip vum dësem Gesetzesprojet Gréng Luucht a stëmmen dësen Text mat. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Hardy. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, Här President, ech maachen et kuerz. De Rapportier huet et gesot: Den Text ass nach vu mir deposéiert ginn. Natierlech stëmme mir hei där Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv zou. Déi positiv Aspekter dovunner sinn ënnerstrach ginn. An déi gréng ginn natierlech och hei hiren Accord.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An da ginn ech d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass ëmmer schwéier, wann een esou wäit hannen an der Lëscht vun de Riedner ageschriwwen ass, nach eppes Neies ze soen. Ech kéint Iech elo mat enger Ried iwwert d'Hierkonft vun der Terminologie aus deem Gesetz hei entertainen. Ech erspueren Iech dat awer bei dësem schéine Wieder dobaussen. An ech ka just den Accord vun de Piraten fir dësen Text ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministersch, d'Madamm Elisabeth Margue.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Villmools merci, Här President. Ech géif an alleréischter Linn dem Rapportier Merci soe fir säi ganz detailléierte Rapport, dee mer et och erlaabt, just nach eng Kéier op d'Wichtigkeet vun dësem Projet hinzewiesen, deen eis et erlaabt, sech ënner Justizautoritéiten um europäeschen Niveau och besser ze koordinéieren.

Mir haten och vill Diskussiounen am Kader vum Drogendesch. Déi Kriminell kenne keng Grenzen. An ech mengen, et ass wichteg, dass och Informatiounen kënnen ausgetosch ginn iwwert d'Condamnatiounen vun Drëttstaater.

Dowéinst villmools merci fir dee breede Support.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools der Madamm Justizministersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7881. Den Text steet am Document parlementaire 7881¹³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7881 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An da maache mer de Vote par procuratioun. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegoholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par Mme Nathalie Morgenthaler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Francine Closener) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8555 – Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

2° la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;

3° la loi du 23 janvier 2023 sur le statut des magistrats

Als leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten hu mer de Projet de loi 8555 iwwert de Statut vum Magistrat an der Justizorganisatioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapportier vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charel Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, de Projet de loi Nummer 8555, dee mer haut hei diskutéieren, reforméiert u sech dräi wichteg Texter am Justizwiesen: deen iwwert d'Organisatioun vun der Justiz, deen iwwert d'Cour constitutionnelle an deen iwwert de Statut vum de Magistraten.

De Projet gouf de 17. Juni 2025 vun der Ministesch Elisabeth Margue an der Chamber deposéiert. Den 19. Juni gouf de Projet un d'Kommissioun verwisen an den 1. Juli huet de Staatsrot säin Avis ofginn.

Den Dag drop, den 3. Juli, huet d'Kommissioun mech als Rapportier genannt an de Projet gouf an der selwechter Sitzung diskutéiert an den Avis vum Staatsrot gouf analyséiert. De finale Rapport gouf de 7. Juli vun der Kommissioun uegoholl.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 1. Juli keng formell Oppositioun geäussert, mee eng Rétsch vun technesche Bemierkunge gemaach.

Wat elo den Text u sech ugeet, baséiert en op dräi groussen Achsen:

Als Éischt d'Organisatioun vun der Justiz. Et gëtt eng Ännerung, wat d'Assesseure bei den Aarbechtsgerichter betrëfft. Bis elo war et esou, dass se hire Wunnsätz zu Lëtzebuerg mussten hunn. Well et awer ëmmer méi schwéier gëtt, Leit ze fannen, déi déi Funktioun do och ausüben, gëtt dës Konditioun gestrach. Domat kënnen méi Leit aus der Groussregioun, déi vun de Beruffschambere virgeschloen ginn, déi Roll iwwerhuelen. An heimadde wäert et och méi einfach ginn, Assesseuren ze fannen, déi da mat op den Aarbechtsgerichter sëtzen.

Den zweete Punkt betrëfft d'Cour constitutionnelle. Hei geet et u sech drëms, d'Gesetz un déi nei Verfassung unzepassen. Konkreet ginn d'Reegele fir d'Nominatioun vun de Riichter vun der Cour constitutionnelle geännert. An Zukunft ginn d'Riichter net méi aus enger Lëscht vun dräi Kandidaten ausgewielt, mee d'Cour supérieure de justice an d'Cour administrative proposerien zesummen dem Grand-Duc een Numm, deen dann och verflicht ass, dee Kandidat ze nennen. Domadder gëtt déi Prozedur och méi kloer a méi transparent.

Drëttens de Statut vum de Magistraten. D'Nominatiounsprozedur gëtt vereinfacht. Zum Beispill ginn d'Appels à candidatures net méi um Internetsite vun der Justiz publizéiert. De Conseil national de la justice ass der Meenung, dass dat kee Sënn géing maachen, well souwisou keng extern Kandidaten eligibel wieren. Et gëtt allerdéngs eng legal Verflichtung, dass all Magistrat och vun den Appels à candidatures an och deene gesichtene Profiller a Kenntnis muss gesat ginn.

Duerch den Text vum 2. Abrëll 2025 iwwert d'Gesetzgebung vun den Attachés de justice gouf den Zougang zur Magistratur erweidert. Am Kader vun den Appels à candidatures fir d'Besetzung vu fräie Magistratsposte gëtt deem elo Rechnung gedroen.

An hirer Biografie mussen d'Kandidate vun elo un hir professionell Erfahrung detailléiert ugin. Dat betrëfft net nëmme d'Erfahrung, déi se virun der Entrée an d'Magistratur haten, wa se Affekot waren oder Nottär oder Jurist am öffentlechen oder am Privatsecteur, mee och déi Erfahrung, déi se während hirer Zäit als Justizattaché oder Magistrat gesammelt hunn.

Aktuell hu mer nach eng Reeglung, déi virschreift, dass an de Juridictions disciplinaires ee Magistrat aus dem Ordre administratif vertruede muss sinn. Well et awer nëmme eng limitéiert Unzuel vun deene Magistrate gëtt, ass et elo méiglech, dass ausnamsweis dräi Magistraten aus dem Ordre judiciaire siegëiere kënnen bei deene Juridictions disciplinaires.

D'Instruction disciplinaire, also d'Enquête, gëtt an Zukunft vum Conseil national de la justice organiséiert, mat der Méiglechkeet, méi wéi een Instructeur disciplinaire anzusetzen, wann e Fall sech als méi komplex erausstellt. Hei gëtt op de wuessenden Aarbechtswolume verwisen an och op d'Komplexitéit vun verschiddene Situatiounen.

Et ass och eng Disposition transitoire virgesinn, déi dann derfir suergt, dass déi nei Reegelen och op déi aktuell lafend Disziplinarprozeduren uwendbar sinn.

Dat sinn u sech e bëssen an de grouse Linnen d'Modifikatiounen. Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. An ech soen nach zwee Wieder als Spriecher vu menger Fraktioun.

Discussion générale

Ech mengen, dësen Text enthält eng Rei technesch Detailler. Et geet awer prioritär drëm, d'Rechtssécherheet ze stäerken, d'Aarbechtsfäegkeet vun eise Geriichter ze verbesseren an och d'Zouverlässigkeet vun der Justiz weider ze förderen.

Mir begrëssen dee Projet de loi, well en derzou bäidréit, dass eis Justiz weider moderniséiert gëtt an och hir Effizienz gesteigert gëtt.

An deem Sënn ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | An ech soen dem Här Rapportier Charel Weiler villmoos Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Charel Weiler fir säi komplette Rapport. Dëse Projet verbessert a preziséiert verschidde Punkte vun eisem Justizapparat, an dat ass wichteg.

Ech wollt dräi kuerz Remarque maachen. Dat éischt sinn d'Aarbechtsgeriichter. Wat interessant ass bei den Aarbechtsgeriichter: Si sinn de fidèle Reflet vun eiser Réalité socio-économique, well se wéi d'Tripartitt op engem System vun dräi Zorte Riichter fousse. Du hues de President, dat ass e professionelle Riichter, an dann hues de en Assesseur-salarié an du hues en Assesseur-employeur. Dat huet ëmmer gutt fonctionéiert. Dat huet seng Preuvé gemaach. Dir wësst, et si ganz vill Aarbechtskonfliktkonflikter do. An da war et ëmmer equilibréiert, wann s de da vis-à-vis Representanté vun deenen zwee Secteuren hues. An dofir, wéi gesot, ass dee System gutt gaang.

Et ass awer elo esou, dass e Manko do ass un Assesseeuren oder u Leit, déi sech melden eebe fir

d'Assesseurposten, notament vun der Säit vun dem Salarat. An dohier kënnt d'Iddi – well bis dato war d'Reegel: Domicile obligatoire um Territoire vu Lëtzebuerg –, et elo op d'Groussregioun ze erweideren. Dir wësst, eis Gewerkschaften, an notament den OGBL, hunn extreem vill franséisch a belsch Memberen, an deemno kënnen déi och elo Assesseur ginn op eisen Aarbechtsgeriichter. An ech fannen dat eng gutt Saach, well déi mussen besat ginn.

Et wär vläicht och ubruecht, d'Indemnitäten an d'Luucht ze setzen, fir de Poste méi attraktiv ze maachen, well ech mengen, déi si scho jorelaang e bësseleche Mangelware. Bon, affaire à suivre.

Zweete Punkt: d'Cour constitutionnelle. Mir hunn an eiser neier Verfassung d'Cour constitutionnelle massiv gestärkt. Elo mussen mer hei och eppes preziséieren. Wat elo nei ass: Mir hate bis dato ëmmer den Avis conjoint vun den ieweschte Geriichter, dat heescht d'Cour supérieure de justice an d'Cour administrative. Elo gëtt et en Avis conforme. Dat heescht, de System gëtt gestrafft. De Grand-Duc kritt u sech d'Compétence liée, well wann den Avis konform ass, dann huet de Grand-Duc keng Handlungsméiglechkeet méi, e muss u sech déi Persoun nennen, déi elo proposéiert gëtt. Et war virun ëmmer eng Lëscht vun dräi Leit, déi proposéiert ginn. Elo gëtt dat gestrafft an u sech ass et och eng Simplification administrative. Elo gëtt eng Persoun vun deenen ieweschte Geriichter proposéiert, soudass déi da Member gëtt vun der Cour constitutionnelle, wat jo e ganz wichteg Geriicht ass.

An dann dat Drëtt, dorop ginn ech net weider an: Et gëtt preziséiert a komplettéiert, wéi d'Disziplinarprozedur ass vun eise Riichter. Do war am Gesetz vun 2023 iergendwéi eppes net ganz prezis, an dofir ass dat elo an d'Rei bruecht ginn. An ech mengen, et ass eng Amélioratioun vum ganze System.

Ech bréngen mat Freed den Accord vun der DP a soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech soen der Madamm Beissel villmoos Merci a ginn d'Wuert weider un den Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, de Gesetzesprojet, dee mer hei stëmmen, ziilt dorop of, d'Effizienz an d'Kohärenz an eisem Justizsystem geziilt ze stäerken. Et ass also am Fong eng Reform, wou eng Rei wichteg technesch Upassunge getäteg ginn, déi am Fong aus der Praxis eraus gefuerdert goufen an déi och deemspriechend ganz néideg sinn.

De Rapporteur ass op déi dräi Haaptberäicher agaan. Ech wëll awer nach eng Käier hei ervirsträchen, wat, mengen ech, awer och wichteg ass, wat hei festgehale gëtt. Dat ass am Fong, dass déi perséinlech Dossiere vun de Magistraten net méi, wéi dat bis dato de Fall war, no sechs Méint effektiv zerstéiert ginn, mee konform zum Archivgesetz erhale bleiwen. An dat garantéiert natierlech méi Transparenz an och méi Rechenschaft. Dat ass dat éischt.

An dat Zweet ass am Fong, dass d'Residenzkläusel vun den Assesseeuren opgehuewe gëtt, wat natierlech och d'Méiglechkeet gëtt, méi Kandidaten an Zukunft unzezéien. Also, mengen ech, hei d'Wichtigkeet effektiv fir eng effizient Justiz, déi gutt fonctionéiert. An dat droe mir als LSAP mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Biancalana. An d'Wuert geet elo un den Här Dan Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Damen an Hären, och d'ADR begrësst dëse Gesetzesprojet, deen eise Justizapparat stäerkt an domadder onni Zweifel an derzou bäidréit, dass déi oft onsäglech laang Delaien op eise Geriichter endlech no an no erofginn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. An dann huet d'Madamm Sam Tanson d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech wäert déi Harmonie hei net zerstéieren. Och mir sinn averstane mat deem Text. Ech mengen, et ass absolutt normal. De Gros vun de Modifikatiounen geet eigentlech zrëck op eng éischt Evaluatioun, déi vun deem ganz wichtige konstitutionellen Organ, dem Conseil national de la justice, deen elo zwee Joer a Kraaft ass, gemaach ginn ass a wou eng ganz Rëtsch méi oder manner technesch Verbesserung gemaach ginn, wat mer absolutt begrëssen.

Duerfir, Dir hutt hei den Accord vun deene Gréng fir dëse Projet de loi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Nodeem mer den éischte Rapport héieren hunn, hu mer jo nach e „Rapport bis“ héieren, soudatt mer elo wierklech alleguerte wëssen, wat an dësem Text steet a firwat et esou wichteg ass. An domadder kënnen mir als Piraten och den Accord ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Och den Accord vun déi Lénk.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet d'Regierung, d'Justizministesch, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Villmoos merci, Här President. Ech mengen, d'Virriedner hu genuch exposéiert, em wat et an dësem Projet geet. An deem Sënn e grouse Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

Ech mengen, dëse Projet erlaabt eis, e puer technesch Adaptatiounen ze maachen, fir de Magistraten et ze erlaben, besser ze schaffen, an och d'administrativ Vereinfachung erbäizeféieren.

Dowéinst e ganz grouse Merci un den CNJ, deen eis och opmierksam gemaach huet op déi Saachen, awer och un Iech all fir dee breede Support. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. An da wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

An da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8555 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8555².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8555 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp,

MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nathalie Morgenthaler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Francine Closener), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. An d'Chamber kënnst muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.29 heures.)

95^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 26

2. 8474 – Projet de loi portant modification de la loi du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques

p. 26

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. André Bauler

Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8474 et dispense du second vote constitutionnel

3. Déclaration de M. le Premier ministre Luc Frieden sur la réunion avec les partenaires sociaux, suivie d'un débat

p. 29

Déclaration : M. Luc Frieden, Premier ministre

Débat : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Georges Engel (intervention de M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Spautz (parole pour fait personnel) | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8474 – Projet de loi portant modification de la loi du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques

Mir fänken d'Sëtzung vun de Moie mam Projet de loi 8474 iwwert d'Aidë fir Entreprises, déi an Infrastrukture fir Elektroautoen investéieren, un. D'Riedezäit ass hei e Basismodell. De Rapporteur huet also 10 Minuten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite 5, d'Regierung huet der 10. Et hu sech schonn ageschriwwen:

den Här Jeff Boonen, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. André Bauler (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif alleguer, fir d'éischt géif ech Iech emol alleguer e schéine gudde Moie wënschen.

(Hilarité et brouhaha)

Mam Projet 8474 soll d'Gesetz vum 26. Juli 2022 iwwert den Aidëregimm fir d'Entreprises, déi a Luedinfrastrukture fir elektresch Gefierer investéieren, verlängert an ugepasst ginn, fir déi nohalteg Mobilitéit ze fërderen. An dësen Dispositif gëtt op d'Waasserstoffinfrastrukturen ausgeweit. Gläichzäitig ginn d'Montante vun den Aidë gehéicht.

Dësen Text schreift sech an de PNEC an. De PNEC ass jo bekanntlecherweis de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat. Wéi gesot, e schreift sech an dëse Plang an. An e verfollegt d'Zil, dass Lëtzebuerg bis zum Joer 2050 eng klimaneutral Économie gëtt. Och ass dëse Gesetzesprojet kloer en ligne mat eiser nationaler Waasserstoffstrategie.

De Secteur vum Transport – dat soll nach eng Kéier widderholl ginn – generéiert ronn zwee Drëttel vun den CO₂-Emissiounen. Dofir schätzt de PNEC d'Elektromobilitéit als ee vun den Haapthiewelen an, fir eeben d'Dekarbonisierung vum Transportsecteur virunzebréngen.

Dat aktuellt Gesetz vum 26. Juli – also 26. Juli 2022, wuelgemierkt – huet en Aidëregimm en place gesat, deen d'Betribber dozou incitéieren, encouragéiere soll, an d'Rechargeinfrastruktur fir elektresch Gefierer ze investéieren.

Bis haut huet dësen Dispositif en essenzielle Rôle gespillt fir den Ausbau vun den Opluedbornen, souwuel fir déi, déi fir de Public, de Grand public disponibel, verfügbar sinn, wéi och fir déi, déi an den Entreprises installéiert sinn. Esou kann de Réseau vun den Opluedstrukturen hei zu Lëtzebuerg weider ausgebaut ginn.

Déi virgeschloen Ännerunge baséieren op dem Règlement général d'exemption par catégorie, deen et de Memberstaaten erlaabt, verschidden Aiden ouni Autorisation vun der EU-Kommissioun ze accordéieren. Den Aidësystem, deen duerch d'EU-Kommissioun geneemegt ginn ass, wäert Enn 2025 auslafen, mee dëse soll verlängert ginn, well den Ausbau vun de Luedinfrastrukturen onëmgängelech ass, fir eis national Ziler an der Elektromobilitéit ze erreechen.

Dësen Text soll och der Entwécklung vun juristische Kader, deen d'Infrastrukture ronderëm déi alternativ Carburante betrëfft, Rechnung droen an dann eeben och de Kofinanzementsméiglechkeeten, dank staatlecher Hëllef. Sou gëtt dann de Champ d'application vum Aidëregimm ausgedeeent, fir esou d'Ënnerstëtzung vun den Infrastrukturen, déi de Ravitaillement mat Waasserstoff sécheren, anzebeziehen. Dëst schreift sech, wéi gesot, an d'Waasserstoffstrategie vu Lëtzebuerg an.

D'Attributioun vun dësen Aidë gëtt duerch eng sougenannt Mise en concurrence gemaach.

De Gesetzestext reflektéiert och d'Entrée en vigueur vum Règlement 2023/1804 iwwert den Ausbau fir d'Infrastruktur vun alternativem Carburant. Dëst Règlement justifiéiert d'Verlängerung vun dem Aidëregimm

iwwer 2025 eraus a seng Extensioon op aner Versuerungsinfrastrukturen, während et minimal Ziler fir den Ausbau vun de Luedinfrastrukturen an de Waasserstoffversuerungsinfrastrukture festleet.

Dëst Reglement féiert och spezifesch Ufuerderungen oder Exigenze fir déi öffentlech zougänglech Infrastrukturen an, zemools wann et ëm d'Bezuelungsart, den Affichage an d'Transparenz vum Präis geet.

De Gesetzestext gesäit dann och vir, de Montant absolu vun der Aide pro Entreprise op 100.000 Euro eropzesetzen. Hei sinn déi Aiden, déi virum 1. Juli 2025 accordéiert gi sinn, ausgeschloss, soudass déi Betriber, déi schonn eng Aide gefrot haten, nach e Finanzement ufroe kënnen.

Här President, d'Wirtschaftskommissioun krut zu demem Projet zwee Avisen eran. De Staatsrot huet säin Avis de 17. Juni agereecht a keng formell Oppositioun ausgeschwat. Déi héich Kierperschaft huet eng Rei legistesche Bemierkunge gemaach.

D'Handelskummer huet hiren Avis den 31. Mäerz erageschéckt. Si begréisst d'Verlängerung vum Aideregimm ëm zwee Joer. D'Handelskummer ënnerstréicht, datt des Aiden en incitativen Effekt sollen hunn. Dat heescht, si sollen d'Enterprises dozou bréngen, Investissementer ze tätegen, déi ouni des Aiden eeben net rentabel wieren.

D'Chambre de Commerce begréisst d'Hausse vum Montant vun den Aiden an och, datt déi mobil Opluedstrukture wéi och Waasserstofftankstellen elo vun demem Dispositif profitéiere kënnen. Wat déi mobil Infrastrukturen ugeet, ass dëst och kloer vu Virdeel am Fall vun engem Chantier.

Wat d'Ufuerderung iwwert déi erneierbar Hierkonft vun der geliwwerter Energie ugeet, recommandéiert d'Handelskummer awer, d'Sanktioun am Fall vum Netanhale vun der Verflüchtung, 100%eg erneierbare Waasserstoff ze liwweren, ofzeschwächen.

Den Zougang zu 100%eg erneierbarem Waasserstoff bis 2035 hänkt vu verschiddene Facteuren of an ass net eleng an der Verantwortung vun de Beneficiairë vun den Hëllef. D'Handelskummer fäert, datt des Bedéngung soss eng ofschreckend Wierkung kéint hunn.

Fir weider Detailer verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport an ech géif dann och elo schonn d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu demem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bauler Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An dann huet den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Jeff Boonen, d'Wuert. Här Boonen.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. De Rapportier ass op all d'Detailer vun demem Projet de loi agaang. Et geet drëm, eng Upassung vun EU-Bestëmmungen ze maachen, fir Betriber ze hëllef, a Luedinfrastrukturen ze investéieren, eng Kéier privat, wou se kënnen hire Mataarbechter dat ubidden, oder an öffentlech Bornen.

Fir eis ass et wichteg, an Infrastruktur ze investéieren, well domat stelle mer sécher, dass de Präis vun den alternativen Energieträger, vun der elektrescher Mobilitéit, awer och vum Waasserstoff, erofgeet.

Fir d'CSV huet d'Energietransitioun eng absolutt Prioritéit. D'Mobilitéit – et ass gesot ginn – mécht zwee

Drëttel vun den CO₂-Emissiounen hei aus. An domadder ass et wichteg, dass mer desen Deel op CO₂-Neutralitéit ëmstellen.

An d'Infrastruktur – et ass gëschter schonn hei gesot ginn, wéi mer d'Bäihëllef fir d'Autoe gestëmmt hunn – ass immens wichteg. Et geet net nëmme duer, Bäihëllef op Elektroautoen ze ginn. Et geet och drëm, sou wéi de Minister Wilmes et gesot huet, en Ekosystem ze schafen, an deem déi nei Mobilitéit, déi alternativ Mobilitéit ka funktionéieren.

Dozou gehéieren dann och Luedinfrastrukturen, dozou gehéieren déi sougenannten Home-Management-Systemer, dass een doheem ka lueden. Well mir wësse jo: doheem lueden ass bekanntlech dat Bëllegst. An duerfir ass et natierlech wichteg, dass mer och weider ënnerstëtzen, dass kënnen Luedstationen do installéiert ginn. Mee eeben dobaussen, wann een ënnerwee ass, brauch een och mol Stroum oder Waasserstoff.

Mir begréissten d'Verlängerung vun desen Aiden. Mir begréissten awer och d'Upassung un d'Waasserstoffstrategie, dass hei de Waasserstoff mat erageholl gëtt. Och wann de Waasserstoff net déi wichtegst Roll an der Mobilitéit wäert spillen, mécht een awer hei eng Ouverture, fir ze soen, wann iergendwou eng Méiglechkeet ass oder gebraucht gëtt, kann och eng Waasserstofftankstell gebaut ginn.

Mir begréissten dann och de Pragmatismus, deen hei ugewannt ginn ass, fir deen Text, dee Gesetzesprojekt sou pragmatesch wéi méiglech mat de Betriber ëmzesetzen, dat heescht d'Retroaktivitéit, déi dran ass, fir dass d'Betriber och elo retroaktiv kënnen déi Aiden ufroen an dann d'Infrastruktur bis 100.000 Euro ka subventionéiert ginn an net gekuckt gëtt, wéi vill Bau ass, wéi vill Technik ass, mee dass eeben e Gesamtpackage erlaabt, dat do ze maachen.

Et ass eng Energiepolitik fir a mat de Betriber. An dofir wëll ech hei den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. An dann huet den Här Georges Engel d'Wuert. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Dekarbonisatioun vum Transportsecteur, deen nach ëmmer zwee Drëttel vun de Gesamtemissioune am Land hei ausmécht duerch eis speziell Situatioun, ka just klappen, wa genuch Infrastrukturen do sinn. A genau do setzt dese Gesetzesprojekt jo och un. Dee Projet hei verlängert a verbessert de besteeënde Regimm vun Hëllef an Enterprises, déi an Infrastrukturen investéieren, fir Elektroautoen ze lueden, a geet nach e Schratt méi wäit, andeems en och d'Infrastrukture fir Waasserstoff als Alternativenergie mat bäizitt.

Dat ass eng wichteg Etapp fir eng klimaneutral Wirtschaft bis 2050. Mir ënnerstëtzen hei kleng a mëttelgrouss Enterprises, wat ganz gutt ass, wat ganz wichteg ass. Domadder schafe mer och Zukunftsinvestissementer. Mir preparéieren hei de Lëtzebuerger Wirtschaftsstanduert op déi energieetesche an technologesch Transitioun. Dat hei ass e ganz gudder Projet, dee mer gären ënnerstëtzen.

An duerfir ginn ech och hei den Accord vun der LSAP. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Da kritt den Här Tom Weidig d'Wuert. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, dese Gesetzesprojekt ass nees e

Paradebeispill vun enger net ganz rationaler Energie-, Wirtschafts- a Klimapolitik, gesteiert vun Ideologie an net vun der fräier Maartwirtschaft. Si wäert laangfristeg héchstwahrscheinlech net vill bréngen, mee awer de Bierger ganz vill kaschten. An dat an enger Zäit, wou mer 5 % Defensebudget bezuele mussen an eise Pensiounssystem rette mussen.

Kommt, mir kucken eis emol déi ekonomesch Dynamik un! Firwat muss d'Regierung Luedinfrastruktur fir elektresch Autoe subventionéieren? Firwat muss d'Regierung de Waasserstoff als Energiequell massiv pushen? Firwat muss d'Regierung d'Firme forcéieren, datt de Stroum an de Waasserstoff op jidde Fall deelweis aus erneierbaren Energië kommen? Ganz einfach, well d'Firmen no enger Analys decidéiert hunn, dass esou Investitiounen u sech fir si am Moment mat deem haitegen Technologiestandard – ech betounen: am Moment – laangfristeg keen ekonomesche Sënn maachen.

De Stroumpräis ass am Moment ze héich an de Waasserstoff ass einfach net rentabel. De Waasserstoff, dee bei enger Nuklearzentral produziéiert kéint ginn, ass méi bëlleg, mee dese Waasserstoff wëlle mir jo net.

Ech hat an der Commissioun de Minister gefrot, ob de Ministerium weess, wéi vill Firmen des Investitiounen och fräiwëlleg géife maachen, ouni Subsid. Ech hunn elo keng konkret Äntwert kritt. Ech mengen, bal keng.

Mee kommt, mir kucken eis mol déi reell Käschten un! Hei gëtt suggeréiert, datt dat Ganz just de Subsid kascht. Dat ass awer net richtig. Wann eng Firma vun engem Bensinnsauto oder Dieselauto op en elektreschen Auto iwwergeet, dat heescht och, datt déi Firma kee Bensinn oder Diesel méi keeft. An domat kritt de Staat och keng Tax méi. An da brauch ee Stroum fir des Autoen. Dee soll jo aus erneierbaren Energië kommen. An déi Produktioun, déi gëtt natierlech och massiv subventionéiert vun der Regierung, pardon, vum Lëtzebuerger Steierzueler. Dat heescht, de Steierzueler bezitt de Subsid, e bezitt d'Taxen, déi net méi erakommen, an e bezitt d'Subventioun, fir de Stroum ze generéieren.

Ech hat an der Commissioun de Minister gefrot, ob si am Ministerium iwwerhaupt all déi Käschten zesummegerechent hunn, an den Här Minister huet gesot: „Nee“, an he wëilt dat och net maachen. Dat ass net an der Rei.

Wéi absurd déi Politik ass, kann een och gesinn, wa mer zum Beispill géifen unhuelen, datt elo jiddwereen nëmme méi elektresch Autoe géif fieren. Mir géife keng Taxe méi erakéieren a mir subventionéieren och de Stroumpräis fir d'Lueden. Dat ass einfach ekonomesch net tragbar.

Ech wëll hei nach eng Kéier ganz kloer soen: Mir sinn och fir modern Technologie. Den E-Auto ass eng super Saach a bestëmmte Kontexter. Mee et verzerrt de Marché, eng Technologie, déi de Moment nach net masseräif ass, einfach massiv ze subventionéieren an einfach per force wëllen dat enger Maartwirtschaft ze imposéieren. Dat geet no hanne lass.

Mir mussen Gedold hunn, Fuerschung maachen. A wann déi richtig Zäit kéint, da mussen mer héichskäléieren.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An dann huet d'Madamm Joëlle Welfring d'Wuert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. D'Stäerkerung an de weideren Ausbau vun

der Luedinfrastruktur, grad och fir kleng a mëttelgrouss Betriber, ass eng wichteg Saach.

Nieft dësem Ausbau gesäit dëst Gesetz awer och d'Méiglechkeet vir, den Invest a Waasserstofftankstelle finanziell ze ënnerstëtzen. An ënnert der Konditioun, dass Waasserstoff mat Hëllef vun erneierbaren Energien esou effikass wéi méiglech hiergestallt gëtt, kënnen waasserstoffbaséiert Technologien eng sënnvoll Ergänzung sinn an de Léisunge fir d'Energietransitioun.

Viru e puer Méint hate mer hei am Sall iwwert d'Gesetz iwwert den Opbau an d'Ubannung un den europäesche Waasserstoffniveau geschwat. A mir waren eis eens driwwer, dass Waasserstoff weinst sengem opwennige Produktionsprozess virun allem fir bestëmmte Beräicher an der Dekarboniséierung gëeegent ass, wou et keng valabel Alternative gëtt.

Aleng den aktuelle Waasserstoffpräis sollt eis en Hiweis drop sinn, dass d'Notzung soll prioritär a strateegesch wichteg Beräicher gefërdert ginn, wéi zum Beispill dem Ersatz vun Äerdgas an einzelen Industrieprozesser, a manner an d'Mobilitéit, wou jee länger, jee méi valabel a méi wirtschaftlech attraktiv Alternativen disponibel sinn.

Rezent Nouvelles aus eisen Nopeschlänner confirméieren dës Aschätzung. Taxifirmen, déi hir Gefierer mat Waasserstoff bedriwwen hunn, klammen op Elektresch ëm. Mat McPhy huet ausserdeem ee vun de wéinege franséischen Hiersteller vu gréngem Waasserstoff Insolvenz ugemellt. Mee och hei am Land melle Logistikentreprisen no an no méi e groussen Interessi un Elektrocamiounen un, net nëmme well Waasserstoff hinnen ze deier oder einfach net ze kréien ass, mee och well d'Reechwäit vum batteriebedriwwene Schwéiertransport sech no an no verbessert huet.

Dofir wollt ech de Minister Folgendes froen: Wat gesitt Dir vir, fir ze evitéieren, dass d'Betriber mat deenen neie Bähillefen eventuell encouragéiert sinn, elo an eng Technik ze investéieren, déi an noer Zukunft riskéiert, sech als net wirtschaftlech erauszustellen?

A verschiddenen europäesche Länner, zum Beispill an Däitschland an an der Belsch, gëtt nukleare Waasserstoff nees méi populär, an dat obwuel d'Liwerkette vun der Atomenergie staark vu russescher Technik ofhänkt an doduerch wéineg hëllef, eis Energieversuergung an Europa méi bëleg a fiabel ze maachen.

Vu dass dee meeschte Waasserstoff hei am Land, dee wäert benotzt ginn, aus dem Ausland wäert importéiert ginn, gëtt et nach eng Fro: Wéi gedenkt Dir, Iech op europäeschem Plang dofir anzesetzen, dass d'Waasserstoffproduktioun an Europa méiglechst séier a staark op Erneierbare baséiert, zum Beispill och iwwer transparent Labelingmethoden, oder och, fir ze verhënneren, dass nukleare Waasserstoff riskéiert, fälschlecherweis als nohalteg oder gréng klasséiert ze ginn?

Dëse Projet de loi gesäit vir, dass d'Waasserstofftankinfrastruktur bis spéitstens 2035 op erneierbare Waasserstoff setze soll. Dofir meng lescht Fro: Gëtt et Iwwerleeungen, d'Betriber geziilt dobäi ze ënnerstëtzen, dës Zilsetzung eventuell éischter ze errechen? A wa jo, wéi?

Et gëtt vill Froen. An ech weess, dass mer haut alleguer op deen nächste Punkt vum Ordre du jour waarden. Et ass awer keen einfache Sujet. An dofir mengen ech, dass et awer wichteg ass, dass mer dat hei nach eng Kéier verdéieren.

Mir wäerten dëse Projet de loi matstëmmen. Och wann et fir eis eebe Froe gëtt iwwer méiglech Risiken

an déi eis och Suerge maachen, ass et an eisen Ae wichteg, enger nohalteger Energietransitioun méi Weeër ze bidden. Domat gëtt allerdéngs och eis gemeinsam Verantwortung ëmsou méi grouss, fir en cours de route ze iwwerpräieren, ob mer nach ëmmer um richtege Wee sinn.

An Dir kënt Iech et denken: Et wier eiser Meenung no wichteg, dass mer ee Joer nom Akraafttrieden zum Beispill vun dësem Text e Bilan géife maachen, fir iwwert d'Ëmsetzbarkeet, d'Wirtschaftlechkeet an awer och d'Nohaltegkeet vun de Léisungen, déi heiriwwer finanziert goufen, ze diskutéieren.

Och dës Kéier hunn ech heifir elo keng speziell Motioun virbereet, mee mir froen awer de Minister, bei eis an d'Kommissioun ze kommen, fir de Bilan maachen ze kommen, dann, wann déi néideg Informatiounen virleien.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Welfring Merci. An den nächste Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, deen heiten Text ass u sech op den éischte Bléck hi „just“ – „just“ tëschent Anführungszeichen – eng Verlängerung vun engem bestoenden Aidësystem. Mee wann een dann an den Detail creuséiert, an dat hu jo d'Virriednerinnen an d'Virriedner scho gemaach, da mierkt een, dass et awer zum Deel e Paradigmewissel ass, wa mer elo soen, mir wiessele vun enger Luedinfrastruktur hin zu enger Technologie mam Waasserstoff, déi awer – jo! – hir Challenge kennt, hir Challenge am Approvisionnement kennt a virun allem och hir Challenge kennt an der Effikassitéit, déi se huet.

Et muss een ëmmer an ëmmer erëm soen: Bei aller Léift zu Technologieoppenheet ass et ganz kloer, dass den Taux d'efficacité bei engem Direktlueder besser ass wéi bei engem, deen als éischt Waasserstoff generéiert, dee Waasserstoff dann erëm verbrennt, fir domadder Strom ze generéieren, fir dann domadder en Auto unzedriewen.

Deementspriedend kann ech mech u sech hei de Wieder vum Joëlle Welfring uschléissen a feststellen, dass et méi effikass Moyene gëtt – an déi och ëmmer méi effikass ginn – a mer dofir elo mussen oppassen, dass mer hei net falsch Incitativ setzen.

Ech mengen net, dass dësen Text déi par défaut setzt, well mer eeben och eng Chargeursinfrastruktur subventionéieren, an dat relativ performant. Mee mir hunn awer weiderhin de Problem, dass mer hei eventuell Technologie subventionéieren, déi sech um Maart net behaapte kënnen. An dofir muss een dat ganz opmierksam kucken an et muss ee virun allem oppassen, dass mer net an déi nämmelecht Fale lafe wéi aner Länner, wou een elo gesäit, dass d'Infrastruktur zréckgebaut gëtt. Well dat wär jo wierklech dann absolut kokass: Mir finanziéieren mat effentleche Gelder eng Infrastruktur a mir gi se duerno zréckbauen, well se sech trotz a souguer mat effentleche Gelder net konnt behaapten!

Dat gesot, ass et mir op alle Fall hei net baang. Ech mengen, dass hei eng Technologie sech kloer wäert duerchsetzen, dat wäert d'Elektromobilitéit sinn, egal wat een do aus aneren Ecker héiert.

An dofir kënnen mir och den Accord zu dësem Projet ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dëse Projet och matstëmmen, quitte dass mer eis bei där éischter Versioun 2022 nach enthalen haten deemools. Dat hat och eng Begrënnung. An d'Begrënnung war jo, dass mer an der Europäescher Unioun, an eeben och hei zu Lëtzebuerg, nach ëmmer dee Wee fueren, effentlech Infrastrukturen duerno zu engem Deel, wéi dat de Fall ass, da fir Privatbedriewer zur Verfügung ze stellen. Well et ass jo elo dat, wat decidéiert ginn ass op europäeschem Niveau. Dat ass, dass u sech de Bedriewer vum Netz, an deem Fall Creos, déi och fir d'Infrastrukturen zoustänneg ass, an u sech de Staat oder d'effentlech Hand, déi dat alles opgebaut huet, duerno awer net d'äerfe kënnen de Proprietär si vun de Bornen. Dat muss jo ausgeschriwwen ginn, an dat iwwerhëlt dann eng privat Firma.

Dat heescht, dass ass ëmmer dee klassesche Modell fir ze soen, dass de Steierzueler tatsächlech an deem Fall fir d'Infrastrukturen, fir den Opbau, zoustänneg ass an dass duerno awer privat Sociéitéte kënnen Profitter doraus schloen. Dat ass net onbedéngt de gudde Wee. Dat huet jo och duerno eng Konsequenz, och hei zu Lëtzebuerg. Dat ass, dass déi Borne sech jo haaptsächlech zum Beispill a Parkinge vu Supermarchéen erëmfannen, well d'Betriber dat iwwerhuelen.

Jo, Elektromobilitéit ass warscheinlech d'Zukunft. Den effentlechen Transport ass d'Zukunft. Dee gansen aktuelle Fuepark komplett zu 100 % ze ersetzen duerch d'Elektromobilitéit, dat ass warscheinlech och net onbedéngt de Wee. Mee et ass evident, dass de Verbrenner keng Zukunft huet. An de Verbrenner, deen huet och e Coût fir d'Allgemengheet. Also, den Här Weidig wollt d'Zuele vum Energieminister wësen. Mee de Verbrenner huet e Coût fir d'Ëmwelt, fir d'Gesondheet, dat kann een och berechnen. An dat ass och d'Allgemengheet, déi dat muss bezuelen.

Et wier besser, wann d'Europäesch Unioun dee Wee géif goen, fir déi grouss Energietransitioun eendeitig besser ze planifiéieren an integral an effentlecher Hand bäizebehalen. Et gëtt scho Länner, déi dee Wee – zum groussen Deel, net zu 100 % – ageschloen hunn, wéi zum Beispill China, wou ee mierkt, dass scho quasi d'Hallschent vum Fuepark op Elektromobilitéit baséiert.

Mir gesinn och Däitschland, déi däitsch Automobilindustrie, déi sech jo esou laang geweigert huet, an nach ëmmer Schwierigkeeten huet, an d'Elektromobilitéit eranzegoen. Wat maache se elo? Elo drécke se beim Mercosur, fir – ech wollt scho bal soen, hire Ramsch – hir Verbrennerautoen a Latäinamerika lasszeginn, well dat ass dann hir grouss Hoffnung. Si hu sech do e bëssen an d'Bee geschoss.

Voilà, dat heescht, et ass evident, dass och grouss Ëmwälzung mussen vun der effentlecher Hand ënnerstëtzt ginn. An ech wëll nach just drun erënneren, well méi ironesch geet et jo net: De grouss Liberarianer Elon Musk an den USA, deen ass elo rose mat sengem „ex-best buddy“, dem Donald Trump. Deen ass ënner anerem rosen, well den Donald Trump jo d'Subventiounen fir d'Elektroautoen ofgeschaaft huet, dat heescht fir seng Autoen. Tesla ass jo och amgaangen, immens vill ze verléieren.

Dat selwecht gëllt jo och souguer fir SpaceX. SpaceX, eng privat Entreprise, mee se kann nëmme funktionéieren, wann e mächtige Staat hannendrun ass, fir déi ganz grouss Expeditionen ze finanziéieren. Dofir ass et immens interessant ze gesinn, wa grouss Liberarianer ëmmer de Staat wëlle quasi zerstéieren, ausser wann et hinne perséinlech eppes bréngt! Dann op eemol mussen de Staat an de Steierzueler asprangen, fir Milliarde kënnen ze finanziéieren! Voilà.

Mee dat gesot, wäerte mir deen heite Projet de loi trotzdem matënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech, fir unzefänken, nach eng Kéier ënnersträchen, wéi wichteg dëse Projet ass, fir eebe grad bei den Ziler vun eiser Dekarbonisatioun weiderzkommen, Ziler, déi mer alleguerten heibannen deelen – bal alleguer heibannen deelen –, fir definitiv weiderzkommen an der Dekarbonisatioun, fir déi Méiglechkeeten och en place ze setzen, déi mer hunn.

Mir sinn eis eens als Regierung – mir hunn et och schonnoncéiert –, dass mer wäerten alleguerten déi Moyenen, déi d'Ouverturen hunn op europäischem Niveau, fir kënnen ënnerstëtzen ze ginn, och wäerten huelen. A grad an deem Kader beweege mer eis. Mir beweegen eis hei am Kader vum GBER (ndlr: General Block Exemption Regulation), fir den Entreprises déi néideg Infrastrukturelle Hilfe kënnen ze ginn, fir eebe grad – an ech mengen, dat ass gëschter ugeschwat ginn – op där enger Säit d'Elektromobilitéit an awer och d'Infrastruktur kënnen ze hunn.

An deem éischten Deel vum Gesetz gouf et zwou Achsen, wou e Call gemaach ginn ass, also eng Mise en concurrence fir d'Installatiounen vu Bornen. Do sinn eng ronn 1.000 Bornen iwwert déi Programmer hei installéiert ginn, 1.000 Bornen, déi also bäikomm sinn, nëmme well dee Projet hei en place gesat ginn ass.

Mir hunn natierlech eng Consultation publique gemaach fir ze kucken: Mee wou sinn nach verschidde Blocagen? Firwat geet et op verschidde Niveaun net weider? Éischtens war dat do, well een huet missen ChargyOK sinn. An Tëschenzäit wësst Der jo alleguerten, dass d'Konzessioun fir de Chargy-Reseau, dee virdu staatlech war, ausgeschriww ginn ass, fir eebe grad eng Lacune am Marché opzefänken. Dat heescht, de Staat huet sech erausgezunn aus dem Opbau vun de Bornen. A grad dofir ass et wichteg, dass mer weiderkommen, fir der nach méi kënnen ze installéieren.

An op där anerer Säit wäert dann och hei am Projet d'Méiglechkeet bestoen, mobill Borne kënnen en place ze setzen. Och dat wäert nach eng Kéier de Secteur vun der Konstruktioun, zum Beispill vum Handwierk, nach eng Kéier weiderbréngen, well et da méiglech ass, och Elektromobilitéit op e Chantier ze bréngen, wou ee vläicht net déi néideg Capacitéiten huet, fir do kënnen weiderzefueren.

Mir sinn hei an engem Kader – fir op déi verschidde Froen ze äntweren –, wou et drëm geet, dass mer och déi néideg Installatiounen net nëmme zu Lëtzebuerg kréien, mee a ganz Europa kënnen en place setzen, wou virgesinn ass, dass op d'mannst all 60 Kilometer a béid Richtungen op den Haaptautobunne Fastchargere fir Autoen a fir Camion sinn. A grad do ass et wichteg, dëse Projet de loi ze maachen, fir eeben och do kënnen Appels à projets ze maachen. Wéi kënnen mer deem gerecht ginn, wat d'Obligatioun ass, fir dass mer eeben och d'Elektromobilitéit bei de Camionen kënnen weiderbréngen?

En zweete Volet ass deen, dass ee muss op d'mannst op all 200 Kilometer Waasserstofftankstellen op den Haaptachsen hunn. An och déi Méiglechkeet gi mer

eis hei. Mir hunn eng Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg. De Besoin ass nach net direkt do, fir eng zweet ze maachen, mee d'Méiglechkeet gi mer eis hei, fir eebe grad, esou wéi et och am Koalitiounsaccord steet, déi ganz Breet vun deene verschiddenen Aiden a Méiglechkeete kënnen eriwuerzeginn.

Et si verschidde Froen opgeworf ginn iwwert d'Wirtschaftlechkeet vun engem Elektrocamion a vun der Installatioun vu Bornen. Ma grad dofir hu mer déi verschidde Projet-de-loien. An et ass nach rezent ee gestëmmt ginn, fir eebe kënnen déi néideg Hëlfelefen ze ginn, well et nach net wirtschaftlech ze maachen ass. D'Präisser vun engem Waasserstoffcamion a vun engem elektresche Camion sinn nach ëmmer héich, vill méi héich wéi déi vun engem Diesel. Mir gesinn, dass d'Präisser erofginn, mee trotzdem ass nach ëmmer e groussen Delta do. Wa mer dat wëlle raisonnablement maachen a wa mer et seriö menge mat der Dekarbonisatioun, da muss mer déi néideg Hëlfelestellungen do ginn, awer och bei der Installatioun vun de Bornen.

Déi Fro vum Waasserstoff, déi sech an der EU stellt, do ass d'Positioun vu Lëtzebuerg kloer: Mir brauche Waasserstoff! Dofir och déi verschidden Accorden, déi mer mat eisen Nopeschlänner hunn, sief et mat der Belsch, fir de Waasserstoff kënnen vun Antwerpen erfrof ze kréien, an op där anerer Säit Diskussiounen mat Däitschland, wou mer och en Accord ënnerschriwwen hunn, fir iwwert d'Saarland eriwuer kënnen de Waasserstoff ze kréien. D'Diskussiounen mat Frankräich sinn nach amgaangen.

Op EU-Niveau schwätze mer eebe grad vun der Installatioun vun der Backbone, fir iwwerhaapt mol de Waasserstoff aus dem Süden an Zentraleuropa respektiv Richtung Däitschland kënnen ze bréngen. All dat si Projeten, déi mir als Lëtzebuurger Regierung ënnerstëtzen.

Eng Saach, déi Der zum Atom gesot hutt: Do war um leschte Conseil d'Positioun vu Lëtzebuerg ganz kloer, zesumme mat Éisträich. Dat war an de Konklusiounen, dass Atom net kann als erneierbar Energie unerkannt ginn. Déi Konklusiounen hu mir als Lëtzebuerg matgedroen. An natierlech kommen ech ganz gäre fir all Presentatioun an d'Kommissioun. Ech mengen, mir haten dat jo och scho gemaach. Ech mengen, dass et ëmmer wichteg ass, déi verschidde Regimenter ze maachen.

An ech soe Merci villmools fir déi breet Zoustëmmung.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8474 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8474³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8474 et dispense du second vote constitutionnel

An ech géif d'Ofstëmmung opmaachen. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmme, 5 Nee-Stëmme, keng Abstentioonen. Dëse Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei kenger Abstentiooun uegoholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie

Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Polidori), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Déclaration de M. le Premier ministre Luc Frieden sur la réunion avec les partenaires sociaux, suivie d'un débat

An da komme mer zu dem zweete Punkt vun eiselem Ordre du jour vun haut de Moien, an zwar enger Deklaratioun vum Premierminister Luc Frieden zur Reunion mat de Sozialpartneren. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Députéiert, léif Kollegeen aus der Regierung, Nationalfeierdag hunn ech gesot, dass mir all dat Bescht wëlle fir eist Land. A mir sinn am beschten, wa mir zesumme fanne an zesumme schwätzen. An dat war, no e bësse méi turbulente Wochen, d'Zil vun der Regierung, wéi se d'Sozialpartner gëschter op eng Reunion invitéiert huet, déi de Moien ëm 2.00 Auer opgehale huet, no eelef Stonnen intensiven Diskussiounen.

Et ass normal, dass mer hei am Haus vun der Demokratie, virun deenen, déi all d'Leit am Lëtzebuurger Land verrieden, den Députéierten, e Bericht maachen iwwer eng Sitzung, déi wichteg war, mee déi natierlech och hir Repercussioune féint an der ganzer Gesellschaft: fir déi, déi do um Dësch souzen, an déi, déi verrieden, an och fir all déi aner Leit am Lëtzebuurger Land, mat all hirer Diversitéit vun hire Meenungen an hiren Iwwerzeegungen. An et ass d'Flicht vun enger Regierung an och vun engem Parlament, déi ënnerschiddlech Meenungen all an engem gewëssene Moment zesummenzeféieren.

Eist Land leeft dervun, a sai Succès ass och dorop opgebaut, dass mer eng staark sozial Kohäsion hunn, e staark soziale Fridden, och eng gewësse Rou, déi et eis erlaabt, iwwert déi Erausforderungen, déi eist Land huet, ze schwätzen. An där Erausforderungen hu mer.

Mir müssen et fäerdegbréngen an eiselem Land, dass mer Aarbechtsplaze kënnen schafen an engem Émfeld,

dat net einfach ass. Mir haten 2022 an 2023 e Réckgang vun eiser Wirtschaft, a mir hunn 2024 an dëst Joer, hoffe mer, eng positiv Croissance.

Mir hunn e geopolitescht Ëmfeld, dat komplex ass, mat engem Krich an Europa a senge Repercussiounen op Energie a Wirtschaft, déi net neglígabel sinn. Mir hunn eng Situatioun an Amerika mat enger Diskussioun ronderëm Tariffer a Repercussiounen op d'Sécherheetspolitik an Europa, déi eng Erausfuerverderung ass fir eis Wirtschaft a fir eis Staatsfinanzen.

An et ass an deem Kontext, wou et der Regierung wichteg war, am Land kënnen d'Diskussioun iwwert d'Problemer mat Rou, Serenitéit an an engem fir Lëtzebuerg passende Sozialdialog ze féieren.

An ech mengen kënnen ze soen, dass dat eis gëschter gelongen ass. Mir hunn d'Sozialpartner, d'Gewerkschaften an d'Patronat, erëm un en Dësch krëtt, mat staarken ënnerschiddleche Vuen, wéi och déi Reunions vu gëschter ëmmer erëm gewisen huet. Et war eist Zil, an dat hu mer erreecht, dass d'Leit un engem Dësch souzen, dass se mateneen, jo, haart geschwat hunn, intensiv geschwat hunn, mee dass se geschwat hunn.

An d'Regierung huet op eng intensiv Aart a Weis nogelauschert, geschwat an ëmmer erëm Brécke gebaut tëscht de Sozialpartner. Dat ass eis heiansdo méi, heiansdo manner gelongen, mee et war eise Wellen, dat fäerdegzebréngen. An de Fait, dass mer eelef Stonnen zesummesouzen, ass de Beweis derfir, dass dat eis gelongen ass.

Fir dass mer dee soziale Fridde kënnen hunn, a fir dass mer dee Sozialdialog kënnen féieren, hu mer ee wichtige Blocage missen eliminéieren, e Blocage, deen an der Luucht houng zënter Méint an deen och net konnt derzou féieren, dass all d'Sozialpartner enger Meenung waren. An dat ass déi ganz Diskussioun ronderëm d'Kollektivvertrág.

An duerfir huet d'Regierung eesäiteg annoncéiert, dass se, fir dee Sozialdialog iwwerhaapt ze erméiglechen, der Meenung ass, dass et kee Sënn géif maachen, e Gesetzesprojet an dës Chamber anzébréngen, deen d'Kollektivvertragswiese géif ofänneren.

Duerfir hu mir confirméiert, wat mer iwwregens an dësem Haus scho mol gesot haten, a wou et och eng Motioun vun dësem Haus an deem Sënn gëtt, dass mer déi national representativ Gewerkschaften als eenzeg Verhandlungspartner bei Kollektivvertragsverhandlungen ugesinn an dass dat och an Zukunft esou bleift.

Duerfir hu mer gesot, dass mer net d'Intentioun hunn, dësem Haus e Projet de loi virzeleeën, deen de Contenu vun der Kollektivvertrags-Gesetzgebung géif änneren, respektiv déi iwwert d'Accord-subordonnéen oder Accord-d'entreprises. Mir bleiwen do derbäi, dass dat eng Matière ass, déi d'Sozialpartner ënnerenee mussen negociéieren.

An där Ronn, an där Reunions mat de Sozialpartner gëtt et selbstverständlech och nach vill aner Sujeten, op deenen d'Vuë vun de Sozialpartner zum Deel och wäit ausernee leien. Et ass eist Zil, och do Brécken ze bauen a Kompromësser ze proposéieren, fir et fäerdegzebréngen, och do Fortschréttler ze maachen. A mir hoffen a mir mengen, dass dat misst op enger Rei vun deene Sujete méiglech sinn.

Wichtig ass fir d'Regierung an deem Kontext d'Pensiounsdiskussioun, well mer mengen – an ech mengen, dass dat och breet gedeelt gëtt –, dass et noutwendeg ass, dass mer och déi Problemer ugin, déi sech vläicht net an dësem Moment stellen, mee wou mer wëssen, dass se sech a weinege Jore stellen a wou mer eng Pflicht hunn, grad och vis-à-vis vun där

méi jonker Generatioun, sécherstellen, dass d'Finanzéierung vun eiser Sozialversicherung a vun eise Pensiounen mëttel- a laangfristeg garantéiert ass. An duerfir hu mer jiddwerengem intensiv nogelauschert, duerfir hu mer eis Propositioun nach eng Kéier op den Dësch geluecht.

Mee mir hunn zugläich gesot, dass mer bereet sinn, déi Propositioun ze beräichere mat Propositiounen, déi vun de Sozialpartner kommen. Doriwwer si mer am Gespréich. Dat bleift e schwieregt Gespréich. D'Pensiounsreforme sinn an alle Länner an Europa schwiereg Gespréicher, mee mir féiere se a mir hoffen, dass mer do och an deenen nächsten Deeg a Wochen e Fortschrétt kënnen maachen.

Dat selwecht gëllt fir méi allgemeng Froe ronderëm d'Fassung, wéi eis Ekonomie sech organiséiert an ënner anerem och – an dat war och e Sujet gëschter an där Reunions – déi Froe ronderëm d'Geschäfte, den Handel, wéi dee fonctionéiert, wëssend, dass mer jo net op enger Insel liewen, mee och ëmmer mussen kucken, wat sech ronderëm an Europa ofspillt, wat sech ofspillt duerch d'Presenz vun Online an anere Konkurrente vun dem Handel, well mir hätte gären zu Lëtzebuerg, dass mer staark Betriber hunn, dass mer staark Kleng- a Mëttelbetriber hunn, dass mer e staarken Handel hunn.

An duerfir muss een, aus der Sicht vun der Regierung, verschidde Reegelen upassen. An dorunner schaffe mer, erëm eng Kéier, an engem Gescht vu Kompromëss, um Lauschtere vun de Surge vun deenen, déi an de Betriber schaffen, a vun deenen, déi d'Betriber hunn, de Geschäftsleit. Ech mengen, do muss een dee richtegen Equilibre fannen. A mir sinn amgaangen, deen ze sichen. A mir hoffen och, deen do ze fannen.

Duerfir hu mer och decidéiert, no eelef Stonnen Diskussiounen, déi net ëmsoos waren – ganz am Géigendeel –, och wa se schwiereg waren, dass mer eis géifen d'nächst Woch erëmgesinn. A mir hunn d'Sozialpartner invitéiert, e Méindchen nach eng Kéier an de Staatsministère ze kommen an dann déi Gespréicher virunzeféieren.

Ech wëll soen, dass déi Atmosphär eng war vu schwieregen Diskussiounen, vun an der Saach heftegen Diskussiounen. Mee ech sinn awer och dankbar, dass d'Sozialpartner och dee Wee fonnt hunn, fir mat der Regierung ze schwätzen. An duerfir wëll ech de Sozialpartner Merci soen.

An ech géif gären am nämmlechten Otemzuch hei all de Ministerkollege Merci soen, well et war an enger schwiereger Diskussioun en enorm staarken Teamgeescht, dee sech an der Regierung erëmgespigelt huet. An dat war och wichtig, mengen ech, fir déi Diskussiounen op eng positiv Aart a Weis weiderzeféieren.

Et ass esou: Mir brauchen eng Ekonomie a Betriber, déi dréinen, déi Aarbechtsplaze schafen an domadder och kënnen innovéieren, déi am internationalen Ëmfeld kënnen mathalen.

Net alles, wat an der Reunions mat de Sozialpartner diskutéiert gëtt, ass alles, wat an eisem Land an an eiser Politik soll geschéien. Et ass e wichtige Deel dovunner, mee et ass net alles. An duerfir muss een dat als en Deel gesinn, e Sockel quasi, fir eng Rei aner Saachen ze maachen.

Mir wëllen, dass eist Land fir d'Zukunft gestärkt gëtt. Duerfir muss mer bei anere Sujeten, déi fir eis Gesellschaft an eis Betriber wichtig sinn, och virukommen. Alles dat, wat mer gesot hunn, fir eng Vereinfachung vun de Prozeduren an de Reegelen ze maachen, alles dat, wat mer gesot hunn an der

Fiskaliteit vun de Leit, wou mer scho villes gemaach hunn, bei de Betriber, wou mer schonn e Stéck gemaach hunn a mussen weidermaachen, bei eiser Strategie fir d'Kënschtlech Intelligenz, Daten, Quantentechnologie: Alles dat mécht eis Ekonomie méi modern, schaaft Aarbechtsplazen, mécht se méi innovativ. An duerfir muss een dat zesumme gesinn. Mee duerfir brauche mer fir d'éischt de soziale Fridden an de sozialen Dialog.

Mir hunn et gëschter fäerdegbruecht, deen erëm an d'Liewen ze ruffen, an duerfir begrëssen ech och eng aner Decisioun, déi mer gëschter geholl hunn, zesumme mat de Sozialpartner, nämlech déi, dass mer déi ganz Froe vun der Organisatioun vun der Aarbechtszäit, wat eng Rei vu méi technesche Punkten ass, mee politesch fir déi eenzel Sozialpartner ganz wichtig, am Comité permanent du travail et de l'emploi diskutéieren, an dass d'Sozialpartner gëschter fir d'éischte Kéier zënter laange Méint akzeptéiert hunn, dass se déi Diskussiounen elo direkt an dem CPTÉ féieren.

A fir dass dat och op eng gutt Aart a Weis virugeet an net just eppes ass, wat een an e Gremium verschiebt, hu mer zu dräi ofgemaach, op eis Suggestioun hin, dass dem Enn Oktober d'Sozialpartner sech nach eng Kéier wäerte mat der Regierung treffe fir ze kucken, wat dann d'Konklusiounen op deenen eenzelne Sujeten am CPTÉ sinn, wat dann och erlaabt, do, wou d'Regierung muss oder wëll tätég ginn, kënnen déi noutwendeg gesetzméisseg Konklusiounen ze zéien.

Mir hunn de Wee rëm beienee fonnt. D'Sozialpartner schwätze mateneen. Et ass en Deel vun enger Politik, fir d'Land fir d'Zukunft ze preparéieren. Et ass e schwierege Wee. Mir hunn et fäerdegbruecht. Mir hunn héieren, wat d'Leit am Land soen, déi, déi op der Strooss waren, déi, déi net op der Strooss waren, déi, déi am Sall souzen, an déi aner, déi hei am Parlament och vertrauede sinn.

An esou wëllt d'Regierung och déi nächst Méint dës Sujeten ugoen: Mat enger staarker Wirtschaft, fir eng staark Sozialpolitik ze maachen a fir déi noutwendeg Depensen, och an der ekologescher Transition, ze bezuelen.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun an ech soen him Merci fir seng Ausféierungen.

Mir kommen elo zur Debatt iwwert d'Deklaratioun, déi mer grad héieren hunn. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'CSV huet 15,5 Minutten, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Léik 7, an d'Regierung kann duerno och nach intervenéieren, wa se da wëllt. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här Gilles Baum, den Här Georges Engel, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An ech ginn elo deem éischten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Marc Spautz, d'Wuert. Här Spautz, et ass un Iech.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e staarkt Zeechen – an dat ass fir mech mat dat Wichtigst, wat ech aus der Deklaratioun vun dem Premierminister vun haut mathuelen –, dass de Sozialdialog, nodeems e laang blockéiert war, erëm leeft. Duerfir kann ech dem Premier a senger Verhandlungsképp wierklech nëmmen ausdrécklech felicitéieren, dass se et gëschter fäerdegbruecht hunn, dass de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg erëm fonctionéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | D'Diskussiounen, déi mir déi lescht Deeg a besonnesch déi lescht Stonnen erlieft hunn, hu gewisen: D'Bereitschaft, mateneen ze schwätzen, ass erëm do, d'Bereitschaft, Verantwortung ze iwwerhuelen, och!

Jo, et ass nach keng Léisung a keen Accord op alle Punkte fonnt ginn. Dat wier och verwonnerlech gewiescht, wann ee weess, wat alles um Ordre du jour stoung. An dofir ass et elo wichteg, dass deen éischten Akzent gesat ginn ass an dass déi Verhandlung souwuel am CPTÉ wéi och e Méindeg vun Erfolleg gekréint sinn.

Wa mir haut ënnersträchen, dass de Sozialdialog erëm un d'Rule komm ass an dass d'Acteure sech erëm nees alleguerten zesummesetzen an een deem aneren nolauschtern, diskutéiert, kontrovers, mee mat Respekt, esou ass dat e groussen Erfolleg.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir liewen an engem Land, dat zënter Joerzénge op e Modell gebaut huet, dee vläicht kleng ausgesäit, mee grouss wirkt: de Sozialdialog. D'Lëtzebuurger Approche, made in Lëtzebuerg!

Dës Approche ass sécher net ëmmer perfekt, net ëmmer séier, mee si fonctionéiert. Robust, resilient a wéi och dës Kéier fäeg, eis duerch méi turbulent Zäiten ze droen. Et ass dës Sozialdialog, deen eis an der Vergaangenheet duerch Krise gehollef huet, duerch d'Finanzkris, duerch d'Stolkris, duerch d'Pandemie, duerch de wirtschaftlechen Émbroch an technologesch Revolutiounen.

Dës Approche huet haut nach keng definitiv Léisung produzéiert, mee si huet sech nei lancéiert, souwuel an der Tripar..., an dem Sozialdialog wéi och am CPTÉ.

Une voix | Très bien!

(Interruption et hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | An enger Zäit, wou d'Aarbechtsfeld sech fundamental ännert, wou nei Technologien, nei Erwaardungen an nei Onsécherheete sech opbauen, ass et e Signal, dass mir zu Lëtzebuerg um Dialog festhalen. Mir schwätzen nach mateneen, an net nëmme dat, mir lauschteren och nach openeen a mir diskutéieren a streiden och mateneen, awer konstruktiv an am Respekt vun engem virun deem aneren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een an esou Gespréicher geet, ass et ëmmer einfach ze soen: „Hei sinn eis Fuerderungen an de Rescht interesséiert eis net!“ Dat kann ee maachen, mee da kennt et net zu engem Dialog an dann ass et och schwéier, Resultater ze fannen.

An esou fonctionéiert d'Politick net. Net, wann et ëm d'Leit geet, net, wann et ëm soziale Fridde geet, net, wann et ëm d'Vertrauen an d'Institutiounen geet a wann et ëm d'Zukunft vun eiser Economie geet. Da muss et och méiglech sinn, mateneen ze diskutéieren an ze streiden, mee dat ëmmer erëm mat Respekt.

An dës Diskussioun sinn all d'Acteure mat hire Virsstellung komm, jiddweree mat senger Perspektiv, an d'Regierung ass an dës Diskussioun mat Courage gaangen, well et war net ëmmer einfach.

Et gouf nach keen Accord, wéi de Premier scho gesot huet, op alle Punkten, mee et gouf Bewegung, Kontakt a Bereitschaft, ze diskutéieren. Datt dat méiglech war, ass e Verdéngscht vun allen Acteuren, virop vun der Regierung, déi gewisen huet, dass si kann diskutéieren an nolauschteren.

Als CSV wësse mir: Léisung muss matenee geschafte ginn, fir dass se nohalteg sinn. D'Majoritéit

kann decidéieren, mee de soziale Fridde kann een elo net einfach vun uewen erof dekrétéieren.

Déi Diskussioun vu gëschter, souwéi och den Debat vun haut an dëser Chamber, ass net de Schluss. Dëst ass e Startpunkt, eng nei Dynamik. Déi ass ugestouss ginn an déi muss elo genotzt ginn. D'Salariéen an d'Patrone verdéngen et, dass mir net opgi bei der Sich no gudden a gemeinsame Léisungen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass dës Diskussiounen esou laang gedauert hu gëschter, eelef Stonnen, ass keen Zeeche vu Schwächt. Am Géigendeel, et ass en Zeeche vu Stärkt, vu Wëllen a vun Ausdauer, fir dass soll eppes derbäi erauskommen. Et weist, dass et ëm eppes geeng. Et goung ëm eng Substanz, et goung ëm e Contenu, ëm konkret Mesüeren, e Pak vu Mesüeren, dee scho vill diskutéiert gouf. Et gouf diskutéiert, gestriden a verhandelt, mee et ass wichteg, dass mer och elo wëssen, dass et erëm méiglech ass, hei zu Lëtzebuerg mateneen op deem Niveau ze diskutéieren.

Wat de Contenu vun dëse Gespréicher ugeet, do ass nach net vill an den Detailler bekannt, mee et ass ee Punkt, deen de Premier ënnerstrach huet: dat ass dee vun de Kollektivverträge. Dat ass eng gesond Grondlag, fir dass mer erëm am Fridde kënnen diskutéieren. Vill aner Dossiere mussen nach verhandelt ginn, sief et am CPTÉ, sief et och nach um groussen Dësch.

Ech wëll dem Premier awer Merci soen, dass hien och d'Initiativ geholl huet, haut direkt no der éischter Ronn an no enger ganz kuerzer Nuecht, déi hien awer hat, heihinner ze kommen. An ech sinn och sécher, dass hien dat och an zukünftigen Etappen nach wäert maachen. Dat ass och net ëmmer selbstverständlech an et weist och de Wëllen zur Transparenz.

Et schéngt op alle Fall kloer, dass d'Gewerkschafte bestätegt kruten, dass hir Rechter am Beräich vun de Kollektivvertragsverhandlungen erhale bleiwen. Dat ass en zentraalt Element. Aner Theemen – vun der Sonndesaarbecht iwwert d'Ouvertureszäite vum Handel bis hin zu de Pensiounen an der Organisatioun vun der Aarbechtszäit – bleiwen um Dësch. An ech wënschen all den Acteure konstruktiv weider Gespréicher.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dës Ried mat engem perséinleche Gedanken ofschléissen. Ech sinn nach ëmmer de Mann, dee viru Joren als Gewerkschaftler um Terrain bei de Leit an an de Betriber war. An esou war ech a menger Karriär oft bei Verhandlungen derbäi, déi bis spéit an d'Nuecht gaange sinn, a Konfrontatiounen, déi haart waren, mee déi ëmmer am Respekt geleet goufen. An ech erënnere mech um déi Momenter, wou et genau esou ausgesinn huet, wéi wann näischt géif goen, an trotzdeem ass eppes entstanden.

A gëschter Owend op mengem Wee fir heem – dee war vill éischer wéi dee vun de Leit an den Dräiergespréicher – hunn ech un déi vill Stonne geduecht, wou ech a mengem fréiere Liewe selwer un esou engem Dësch souz an och hu misse villes lauschteren, wou ech net ëmmer averstane war a wou et awer drëms goung, net just dee Punkt duerchzekeréieren, mee d'Liewensrealitéite vun de Salariéen, vun der Economie a vum Land besser ze maachen.

An ech hat gëschter Owend an och haut nees dat Gefill, dat mech ëmmer motivéiert huet, d'Gefill, dass d'Politick eppes bréngen kann, wa mer een op deen anere lauschteren, dass et och net ëmmer direkt zu Resultater kennt, mee dass et awer ka laangfristeg an engem sengem Interêt sinn, wann een all déi Decisiounen kann am Dialog matenee fannen, wann een och heiansdo an der leschter Minutt muss Entschéedungen treffen, déi net ëmmer jiddweregem

gefallen, well dat ass d'Visioun vun der Politick: eng Politick vum Dialog, eng Politick vum Nolauschteren an net als Spektakel vu Gewënner a Verléierer, well dat ass déi falsch Astellung bei esou Diskussiounen.

Mir kënnen haut net e Kompromëss verdeedegen, mir kënnen awer eng Haltung verdeedegen, d'Haltung, dass den Dialog méi wäert ass wéi eng Polarisation. Dem Premier, der Regierung an all den Acteure weider konstruktiv Gespréicher beim Bréckebauen, am Interessé vum Land an de Leit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. An den nächste Riedner ass den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, léif Regierungsmemberen, et war e laangen Dag an eng kuerz Nuecht fir alleguerten déi Leit, déi gëschter bei de Verhandlungen derbäi waren. Ech géif gäre souwuel de Sozialpartner wéi och der Regierung felicitéieren. Dat war e richtege Kraftakt.

Et war en éischte Meeting. Et ass vill matenee geschwat ginn. Et ass analyséiert ginn. Et ass verhandelt ginn. Awer wat dat Allerwichtigst ass: Et huet een erëm zesummefonnt! D'Sozialpartner an d'Regierung souzen un engem Dësch, an ech mengen, dass dat eng ganz gutt Noriicht ass.

Wann een esou laang matenee schwätzt, wann een esou laang verhandelt, da brauch ee ganz vill Gedold, et brauch ee ganz gutt Sätzlieder, et brauch een awer och ganz vill Fangerspëtzegefill an et brauch ee ganz vill Verhandlungsgeschéck.

Ech hu mech an der Preparatioun op dës Ried nach eng Kéier an de Koalitiounsaccord eragelies, an ech hunn op dräi Säiten, op der Sait 151, 173 an 177 net manner wéi aachtmol fonnt: „avec les partenaires sociaux“ oder „ensemble avec les partenaires sociaux“. Ech wëll nach eng Kéier ënnersträchen, dass de Sozialdialog an dass de Lëtzebuurger Modell, wéi mer e kennen, dës Koalitioun ganz, ganz wichteg ass!

Ech hunn de Moien um Radio héieren, et wär heavy gewiescht, et wär komplizéiert gewiescht. Mee mir hunn et awer fäerdegruecht gëschter, eng schwieereg Situatioun, eng schwéier Situatioun ze deblockéieren. A mir hunn et fäerdegruecht, dass e Méindeg en nächst Treffen ass. An ech mengen, dass dat eng ganz, ganz gutt Noriicht ass!

D'Kolleegen, déi an der leschter Legislatur schonn hei an der Chamber waren, kënnen sech erënnere, dass mer zesummen duerch ganz, ganz grouss Krise gaange sinn. Mir sinn zesummen duerch eng Covidkris gaangen. Mir sinn duerno, bedéngt duerch de Krich an der Ukrain, duerch eng ganz grouss Energiekris gaangen. An d'Regierung huet et deemools fäerdegruecht, zesumme mat de Sozialpartner, eng ganz Rei, eng Hellewull vu Mesüeren ze decidéieren, fir d'Leit ze ënnerstëtzen, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen. An ech wëll ënnersträchen, dass déi allermeeschte vun deene Mesüeren hei an der Chamber och bal ëmmer eestëmme gestëmmt gi sinn.

An och wann et gëschter komplizéiert war, huet ee sech fir e Méindeg Rendez-vous ginn, fir iwwer weider Theemen ze verhandelen, iwwert d'Sonndesaarbecht, iwwert d'Öffnungszäiten, iwwert d'Renten, iwwert d'Mindestloundirektiv. An ee Sujet – dat huet den Här Premierminister gesot – ass aus de Féiss: dat ass dee vun de Kollektivverträge!

Elo géllt et weiderzeverhandelen, mat Respekt a mat Verantwortung, Entschéedungen ze treffen, déi d'Leit

weiderbréngen. A jo, de Sozialdialog, dat ass déi Plaz, wou Kompromësser geschloss ginn. D'Essenz vum Sozialdialog ass, Kompromësser ze fannen, fir d'Land weider ze moderniséieren a fir d'Land zukunftsorientéiert opzestellen, mat Verantwortung an am Konsens.

De Sozialdialog ass d'Basis vun eisem soziale Fridden hei am Land. An de soziale Fridden an déi politesch Stabilitéit, déi mir hei am Land genéissen, dat ass den Ass an eisem Kaartespill, wann et ëm d'Attraktivitéit vun onsem Land geet.

E Méindeg gëtt also weider matenee geschwat, analyséiert, verhandelt. An ech sinn optimistesches gestëmmt, ech sinn zouversichtlech, dass mer hei, vläicht net direkt, awer um Enn vun de Verhandlungen, souwuel am CPTÉ wéi och an där méi grousser Ronn, zu gudde Kompromësser, zu gudde Resultater kommen, déi d'Land virubrénge.

D'DP-Fraktioun huet vollt Vertrauen an eis Regierung a stäipt hir och de Réck fir déi kommend Wochen a Méint, an och doriwwe eraus. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Premier sot den 18. November 2024 an engem „Tageblatt“-Interview: „Wir haben die Stimmung im Land gedreht.“ An hien huet Recht behalen. Si ass souguer gekippt! D'Stëmmung ass net gutt. Vu Vertrauen op Veronsécherung, vu Stabilitéit op Chaos, vun Dialog op Monolog, vu Matbestëmmung op Decisiounen vun uewen erof.

D'Leit wëllen a brauche Sécherheet, Stabilitéit, Bestännegkeet. Si brauchen eng Linn. Mee genau des Stabilitéit huet des Regierung net geliwert!

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | Am Géigendeel, si hunn d'Bierger nach méi veronséichert. Wat d'Leit nämlech net brauchen, dat ass Kakophonie, dat ass Hin an Hier, Ordre, Contreordre an Désordre, Jo an Neen zugläich.

Chaos, Dir Dammen an Dir Hären, dat huet eng Wierkung op d'Leit a mécht eppes mat hinnen. An an onstabilen Zäite wéi dese mat Krich, mat Onstabilitéit och ronderëm eis, brauchen d'Leit kloer Messagë fir ze verstoen, wou et higeet. A si verlaangen och, dass wann eppes schifleeft, si dat och gesot kréien, dass een zougëtt, wann ee sech verfuert huet, dass een e Feeler kann agestoen. An dat kann eise Premier leider net.

An all eis Bierger, déi den Interview vum Luc Frieden e Sonnden, no der gréisster Manifestatioun säit Joren, säit Joerzénge hei zu Lëtzebuerg, gesinn hunn, all déi hunn och gesinn, wéi de Premier d'Land no 20 Méint Chaosregierung nach méi destabiliséiert huet.

Feeler zouginn, Här Frieden, dat ass keng Schwächt, dat ass eng Stärkt! Et ass een Zeeche vu Verantwortung, vu Maturitéit, vun Eierlechkeet a vu Respekt virum Bierger.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | An all dat hu mer den 28. Juni vermësst. An dass mer an där Situatioun sinn, wou mer haut sinn, dat ass d'Schold vun der Regierung! A wat d'Bierger erwaarden, dat ass Transparenz, dat ass respektvollen Dialog, dat ass Empathie an dat ass Verantwortung.

A wat krute se? Feeler a Chaos! An dat ass net ze bestreiden.

Virun de Wale kee Wuert vun enger urgenter Pensiounsreform!

Schwächt vun der Regierungsekip: Sech mat docille Ministeren ouni Stëmm an ouni Meenung ze ëmginn, dat war wuel keng esou eng gutt Iddi.

D'Sozialpolitik op de Kapp gestallt a kontradiktoresch Messagë ginn: An Är Regierungserklärung war d'Aarmut e Schlësseltheema! Awer Är éischt Messur war d'Heescheverbuert. Net d'Aarmut, mee déi Aarm goufe bekämpft.

D'Enn vum Sozialdialog gouf agelaut: Am Oktober 2024 huet den Aarbechtsminister d'Gewerkschaften net méi als exklusive Partner am Kollektivvertragsprozess unerkannt. D'Gewerkschaften hunn de CPTÉ verlooss. De Patrick Dury schwätzt vun der schlëmmster Attack op de Sozialmodell zanter 30 Joer.

Zréckrudderen: Nodeems d'Regierungsparteie sech bal fir déi nächst Olympesch Spiller am Zréckruddere qualifizéiert haten, setzt de Premier am Dossier Kollektivvertrag am November nach eng drop. Nodeems d'Regierungsparteie gesot hunn, si wäer fir dat Recht vun de Gewerkschaften, seet hien nach eng Kéier: „D'Exklusivitéit fir d'Gewerkschaften beim Kollektivvertrag wëlle mer net garantéieren.“ Deseskaléiere gesäit definitiv anescht aus!

Weider Provokatiounen: D'Gewerkschaften sinn net op de Logementdësch invitéiert ginn. D'Caritas, eng zentral sozial Stëmm, ass fale gelooss ginn. Wëssend, datt d'Gesetz iwwert d'Sonndesaarbecht an déi nei Öffnungszäiten ...

(Interruption)

... am Commerce héich kontroverséiert wieren, si se am Regierungsrot quasi mateneen duerchgewonk ginn.

Falsch Sozialdëscher sinn ugekënnegt ginn, am Januar ugekënnegt, mee ouni Inhalt, ouni Plang, ouni Resultat, laut dem Premier trotzdeem e Succès. Et war wuel fir d'Galerie.

Dausende Leit op der Strooss, Här Spautz, déi kënnen dat bezeien!

(Interruption)

Pensiounsdossier: Hei gouf einfach emol vun uewen erof decidéiert. Am État de la nation huet de Premier kloer ugekënnegt – ech zitieren: „Dofir wäerte mir d'Cotisatiounsjoere lues a lues eropfuere. D'Karriär, déi ee muss absolvéiert hunn, fir en Urecht op d'Pensioun ze hunn, wäert iwwer eng Rei vu Joren, all Joer stufeweis ëm dräi Méint, verlängert ginn.“ Dat war kee „beräicheren“, wéi mer haut als neit Wuert héieren hunn. Dat ware keng Pisten, et ware keng einfach Proposen a scho guer keng Stoussrichtung. Et war kloer an däitlech: Et war dat, wat d'Regierung maache wëll.

D'EU-Direktiv iwwert d'Kollektivvertrag an iwwert de Mindestloun gëtt ignoréiert. Amplaz se ëmzesetzen, probéiert d'Regierung mat Täschespillertricken, de Revenu médian an de Revenu moyen esou ze drécken, fir keng Erhéijung vum Mindestloun mussen ze maachen. D'Erhéijung vum Mindestloun gouf och direkt d'office ausgeschloss. Keen Aktiounsplang fir méi Kollektivvertrag, wéi d'Direktiv et verlaangt. Am Géigendeel, mam Projet de loi zur Sonndesaarbecht riskéiere mer souguer, nach manner Kollektivvertrag ze hunn.

An dëst Gesamtgefill, Här President, vun enger Regierung, déi d'Problemer vun de Leit net eescht hält, déi sech allem iwwerleed gesäit, mat enger gewëssener

Arroganz virgeet, wéi och schonn aner Gewerkschaftsvertreider dat gesot hunn, dat war d'Ursach, firwat Dausende Leit virun e puer Deeg op der Strooss waren.

Et seet ee sech: „Dat kann dach net sinn. Esou en erfuerene Politiker, 15 Joer Regierungsmember, dee kann dach net esou Ufängerfeeler een un deen anere reien. An an der Ekip vun der Regierung si jo och eng Rei Leit, déi Erfahrung hunn. Déi kënnen dach net deem einfach blannemännchen do nolafen! Esou e schlechte Management, esou eng schlecht Krisestioun, an dat op villen Niveauen, dat kann dach bal net sinn!“

A wat ee méi driwwer nodenkt, wat engem méi aner Gedanken an de Kapp kommen.

War dat alles Deel vun engem Plang? War et d'Zil vum fréieren Direkter vun der Chambre de Commerce, d'Gewerkschaften am Stil vum Margaret Thatcher komplett ze zerschloen, fir hir Aarbecht onméiglech ze maachen, fir manner Schutz vun de Leit, déi schaffen ...

(Brouhaha)

... a méi Liberaliséierung?

War et d'Zil – lauschtert gutt no! –, war et d'Zil, d'Leit méi schaffen ze doen, sonndes, owes, op de Feerdeeg, méi wéi 40 Joer laang cotiséieren ze loossen, well dat zum Gesellschaftsbild vun dëser Regierung passt?

Ech froe mech, wat méi schlëmm ass: iwwerfuert ze sinn a kee Feeler kënnen anzegoen oder alles genau esou geplangt ze hunn an de Leit net d'Wourecht ze soen?

Mee an enger Koalitioun, Dir Dammen an Dir Hären, do sinn ëmmer zwou Parteien. A wat soll d'DP dozou soen?

Plusieurs voix | O!

M. Georges Engel (LSAP) | Ma déi huet matgemaach! Déi huet nogekuckt, wéi et mam Sozialdialog d'Baach erfogaangen ass. Déi hu schéin de Mond gehalen an alles matgedroen. Zwëschenzäitlech hu se sech de soziale Mäntelchen ugedoen. Jo, si gesi sech als de soziale Part an dëser Regierung.

A mat allem Respekt – mat allem Respekt! –, wann d'DP bis de soziale Part an enger Regierung ass, da géif ech mer als CSV awer wierklech Froe stellen!

Une voix | An dat war zéng Joer laang mat Iech.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

M. Georges Engel (LSAP) | Dëser Regierung feelt ...

(Brouhaha)

Jo, an der Regierung, wou mir virun derbäi waren, do ware mir de soziale Part.

(Hilarité et exclamations)

Dat kann ech Iech soen. Jo, jo.

(Coups de cloche de la présidence)

Net eleng. Et waren nach anerer derbäi.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Engel huet d'Wuert.

(Interruption par Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

M. Georges Engel (LSAP) | Dëser Regierung feelt leider ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | ... de soziale Kompass, feelt de soziale Feeling, deen ee brauch, fir e Sozialdialog op Aenhéicht ze maachen. An deen huet weeder d'CSV nach d'DP.

Mir begrüessen awer, datt et gëschter endlech zu enger Sozialronn komm ass an och dass d'Gewerkschaften déi Invitatioun ugeholl hunn. Dat ass positiv. An et ass och e gutt Zeechen, dass den Dialog erëm opgeholl gëtt. Mir hätten eis déi lescht aacht Méint an déi lescht eelef Stonne gëschter kënnen spueren, wann d'Regierung éischter domadder ugefaangen hätt, well eelef Stonnen ze diskutéieren, fir dat ze confirméieren, wat scho kloer war, ass awer schonn eng komesch Saach.

D'Regierung misst emol nolauschteren, wat hei an der Chamber ... De Premier huet se souguer nach virdrun hei ernimmt, d'Motioun, datt d'CSV an d'DP, mat deenen anere Parteien natierlech och, sech zum Sozialdialog an awer och zum Exklusivrecht fir Kollektivvertrag bei de Gewerkschaften bekannt hunn. Dat bënnt och, dat bënnt och d'Regierung! An elo eelef Stonnen ze diskutéieren, fir dat nach eng Kéier ze confirméieren, ass awer schonn e staarkt Stéck.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | An huet et da missen dozou kommen, datt Zéngdausende Leit op d'Strooss hu mussen goen? Huet et dozou misse kommen, datt esou vill Parzelläin zerbrach ginn ass, fir elo eebe just mateneen ze schwätzen?

D'ganz Regierung huet hei versot. De Startschoss, fir mat de Sozialpartner ze diskutéieren, dee war am November 2023 an net gëschter.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | Mee elo heescht et, konstruktiv virzegoen, mat Verantwortung, mat engem Dialog op Aenhéicht. Mir sollen déi Chance vu gëschter nützen an och déi, déi am Oktober nach kënnen: fir d'Leit, fir de Sozialdialog a fir de Respekt!

Här President, mir soen et kloer: Sozialdialog a Sozialstaat si fir eis net verhandelbar. An enger Zäit vu wirtschaftlecher Spannung, vun technischem Wandel a vu sozialen Onsécherheeten ass et méi wichteg wéi jee, dass mir eis Aarbechtswelt gerecht, nohalteg a mat Mënscheverstand gestalten. Dofir brauche mer e staarke Sozialdialog, méi Kollektivvertrag an e kloer Schutz fir déi schaffend Leit.

An eis Positioun fir déi Punkten, déi gëschter diskutéiert gi sinn, si ganz kloer Sozialdialog a Kollektivvertrag. Fir eis ass de Sozialdialog d'Häerzstück vun enger gesonder Demokratie. Et waren d'LSAP-Minister, déi d'EU-Direktiv fir méi Kollektivvertrag verhandelt hunn. A mir hunn direkt en Aktionsplang ausgeschafft. Leider kouw bis elo nach näischt.

Sonndesaarbecht: Fir eis ass et och do kloer, wa mer enger Verlängerung vun der Sonndesaarbecht zustëmmen, dann ass dat, wa méi Kollektivvertrag méiglech sinn.

D'Éffnungszäiten am Commerce: Hei geet et vill méi wéi nëmmen ëm déi Stonnen, wéi do sollen d'Geschäfte op sinn. Et geet ëm d'Fro: Wéi eng Gesellschaft wëlle mer? Ass de Konsum alles an dieser Gesellschaft? Oder brauche mer och méi Zäit fir méi Fräiheet oder méi Zesummeliewen?

(Interruption)

A fir eis ass et kloer, et muss Grenze ginn am Interess vun de Mënschen. An dat Wuert „Mënsch“ kouw mer wirklech hei net dacks genuch an der Deklaratioun vum Premierminister vir.

Ech kommen zum Schluss: nach d'Pensiounen. Mir verschléissen eis och hei kenger Diskussioun iwwer eng Reform, mee wann et zu enger Reform kënn, hu mer ganz kloer Propose gemaach. Dat ass gerecht, dat ass sozial, dat ass verantwortlech, an net einfach un d'Cotisatiounsjoren ze goen: déi Jonk an déi manner Jonk einfach méi laang schaffen ze doen. D'Liewenszäit, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dat Wäertvollst, wat mer hunn! An domat solle mer virsiichteg ëmgoen.

Fortschrëtt heescht net Austeritéit op d'Käschte vun de klenge Leit. Fortschrëtt heescht sozialen Zesammenhalt, Empathie an Egestännegkeet. A Fortschrëtt heescht virun allem: mat de Mënschen an net géint si.

D'LSAP steet fir de soziale Fortschrëtt, fir eng Gesellschaft, wou Mënsch a Wuelstand net géinteneen ausgespillt ginn, mee Hand an Hand ginn, fir eng Gesellschaft mat Verantwortung a mat Häerz. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption par M. Fernand Etgen)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Vizepremier.

M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre | Ech wollt just un eppes erënneren, well hei ass gemaach ginn, wéi wann alles am Botter gewiescht wär déi lescht zéng Joer virdrun. Ech wëll just drun erënneren, dass mer 2022 den Accord Tripartite haten iwwer d'Energiepräisser, deen den OGBL net ënnerschriwwen huet a wou d'Regierung awer ganz hannendru stoung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Engel, dat war keng Fro. Dat war eng Remark vum Här Vizepremier.

(Interruption)

Dofir géife mer elo zum nächste Riedner kommen, dem Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Premierminister, erlaabt mer, dass ech Iech, der Regierung an deenen anere Partner, déi gëschter do waren, mäi Respekt ausschwätzen, dass Der eelef Stonnen do zesumme souzt. Ech mengen, eng Sitzung, seet een allgemeng, soll zwou Stonnen daueren, an duerno gëtt et ganz schwierig. Hei bei eelef Stonnen, mengen ech, do muss ee scho soen, dass Der ganz vill Aushalverméigen hat. An dat ass jo schonn emol eng gutt Viraussetzung fir d'Zukunft.

Déi lescht Méint waren hei heiansdo e bësse bizarre Situatiounen, och an der Chamber, wou een d'Impressioun hat, wann een dat esou beobacht huet, dass heiansdo d'Regierung an de Premierminister Saache gesot hunn, déi d'Deputéiert aus de Regierungsparteien entweeder net wossten oder och, wa se et wossten, net gedeelt hunn. An dat huet een deenen och ofgesinn. A Verschiddener hunn et och gesot, a jo och souguer ëffentlech um Radio gesot. Dat ass schonn eppes ganz Spezielles, well dat kënn net esou oft vir hei am Land. An dat ass jo awer och net schlecht fir eng Demokratie.

Mee ech mengen, dass dat och ee vun de Grënn ass, firwat dass et elo zu deene Gespréicher kouw. An dat ass eeben, dass och an de Regierungsparteien eng Partie Deputéiert net mat deene Propositionen vum Premierminister averstane waren.

Als ADR begrüesse mir, datt probéiert gëtt, de Sozialdialog erëm unzעהen. Dat war ëmmer eng Stärkt vu Lëtzebuerg, souwuel an der Stolkris wéi och an der Finanzkris an an anere Krisen. Dat ass

eppes, wat eemoleg ass, mengen ech, oder wat et änlech a bal kenge Länner gëtt. An dat ass eppes, wat garantéiert huet, niewent anere Saachen, dass mer hei eng gewësse sozial Kohäsioun am Land konnten halen, e soziale Fridden, wat dann och eng immens Stärkt ass fir eist Land.

Ech weess awer net, ob dat an Zukunft nach ëmmer wäert méiglech sinn, well mir wëssen, dass et net onbedéngt besser wäert ginn. Mir kommen a finanziell Situatiounen, déi ganz schwierig wäerte ginn – wéi déi aner europäesch Länner. Mir hunn eng Wirtschaft, déi méi schwach gëtt. Am internationale Konkurrenzkampf huele mer of vis-à-vis vun anere Länner op der Welt. Et komme Käschten op eis duer: fir d'Arméi, CO₂-Moosnamen, Steierreform, ganz vill aner Saachen. Et si Recetten, déi eventuell ewechfallen, wou mer awer derfir mussen kämpfen, dass mer se kënnen behalen: Tanktourismus, Tubaktourismus.

Jee, d'finanziell Situatioun ass awer net ganz kloer fir déi nächst Joren. A wann d'finanziell Situatioun méi schlecht gëtt, da gëtt och de Sozialdialog méi haart, well da muss een iergendwann e Choix treffen an dann ass dat net méi méiglech, wat mer déi lescht, mengen ech, 30, 40 Joer haten.

Et kënn derbäi, dass mer jo nach vill aner Problemer hunn: e Wunnensproblem, Leit, déi müssen an d'Ausland plënnere, en onméigleche Verkéiersproblem, en onméiglechen Infrastrukturmangel, en immense Wuesstem, dee mer haten, an trotz deem Wuesstem och nach ëmmer Aarmut.

Mir hunn och, an dat ass elo onofhängeg vun deem Sozialdialog hei, an eiser Gesellschaft eng gewëssen Erosioun vun eise sozialen Zesammenhalt, déi ee ka feststellen, an och iwwer déi lescht Joerzéngegten a Joren eng Erosioun vun eiser Liewensqualität.

Alles dat si Problemer, déi mer hunn. An all d'Decisiounen, déi an der Vergaangenheet geholl gi sinn, waren och net ëmmer déi bescht.

Patronat a Gewerkschaften sëtzen elo zesummen a müssen allen zwee Waasser an hire Wäi schëdden. Si hunn dat och gesot, ech hunn dat elo grad nach gelies. Souwuel den OGBL wéi och den LCGB si kompromësbereet. Dat si gutt Viraussetzungen. Wann ech richteg verstanen hunn, gëtt et och schonn e Kompromëss, dee gemaach ginn ass.

Am Endeffekt decidéiert awer och hei net d'Patronat, et decidéieren och net d'Gewerkschaften, et decidéiert och net d'Regierung, mee et wäert d'Chamber sinn, déi wäert decidéieren, wat geschitt. A bis elo war et och ëmmer esou, dass hei Accorden an enger Tripartitt, an engem Sozialdialog duerch d'Chamber gaange sinn. A mir als ADR stëmmen déi an der Reegel och ëmmer mat. Dat wier also den Idealfall, wann ee sech géif eens ginn.

Et ass gesot ginn: „De Premierminister huet missen zrëckrudderen.“ Dat kann een och aneschtens ausdrécken: En huet seng Meenung geännert. En huet d'Richtung geännert. Jee, ech mengen, dass een einfach ka soen, dass dat vläicht fir déi eng Schwächt ass an et vläicht fir aner och eng Stärkt ass. Dat, mengen ech, soll all Wieler dobausse selwer beurteilen.

Wann ech dann e Wuert ka soen zu de Pensiounen, wat, mengen ech, dee wichtigste an interessantste Punkt wäert sinn, bei deem ech och hoffen, dass mer zäitno zu Decisiounen kommen, zu Entscheedungen kommen, och hei an der Chamber, net dass dat sech nach schleift bis zum Schluss vun der Legislaturperiod respektiv doriwwer eraus: Ech wëll hei soen, dass mir als ADR am Abrëll eng Broschür un all Stot verdeelt hate mat Propositionen, déi mer gemaach

hunn. An ech ginn haut dervun aus, dass dat, wat eng Kéier an engem Joer oder an zwee Joer hei an der Chamber wäert gestëmmt ginn, plus/minus deene Propositionne vun der ADR am Abrëll dëst Joer wäert entsprechen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Do ass et haaptsächlech drëms gaangen, d'cotisationsjore progressiv ëm ee Joer ze erhéijen an d'cotisationsjore progressiv op 9 % ze erhéijen, nieft enger Partie anere méi kleng Moosnamen. An ech mengen, ech hunn d'Gefill, dass dat vläicht dat ass, op wat et eraus wäert lafen.

Zum Schluss: Ech wënschen alle Bedeelegte Gedold, Versteedemech, Fangerspëtzegefill a Verantwortungsgefill fir eist Land, an dann e grouse Succès. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An da kritt d'Madamm Sam Tanson d'Wuert. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Här Premierminister, fir d'alleréisch: Et ass gutt, dass Der de Moien hei sidd. Ech ka mer virstellen – et ass schonn ugeklongen –, dass et eng extreem kuerz Nuecht war. Mee et ass wichteg, dass mir als Chamber no deene Méint vu sozialer Onrou, déi gegipfelt ass an där Manifestatioun virun zwou Wochen – där gréisster Manifestatioun, déi onst Land an deene leschte Joerzénge géint eng Regierungspolitik kann huet –, dat net nëmme par Voie de presse rapportéiert kréien, mee dass dat mer och hei mat Iech kënnen doriwier diskutéieren.

An ech wollt eigentlech net drop agoen, wéi déi Diskussioun hei haut zustane komm ass, mee nom Här Spautz senger Remark kommen ech awer net do-laanscht, well et ass kengesweeeg esou, dass Der vun Iech aus deklaréiert hätt, Dir géift heihinner eng Deklaratioun maache kommen. Et war eng Demande vun eis. Fir d'éischt krute mer e Refus. Dunn hunn ech misse soen: „Ech hätt da gär eng Heure d'actualité“, déi ech net hätt kënnen verwiert kréien. An eréischt du si mer zu engem Accord komm, dass Der dann no där Reunioun vu gëschter haut hei sidd. Wéi gesot, ech begrëssen et. Ech wier net drop agaangen, wann den Här Spautz Iech net felicitéiert hätt fir Är Demarche.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption par M. Gilles Baum)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Eng Sëtzung vu gëschter, déi Der op kee Fall wollt „Tripartitt“ nennen, och wann den Här Spautz dat de Moien nach bal esou gesot hätt, ...

Une voix | Bal!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... mee där hiren Haaptënnerscheed bis elo dra bestanen huet, dass Der et net zu Senneng gemaach hutt, mee dass d'Leit sech gëschter all hu missen an deen dach kleng Sall vun Regierungsrout quëttschen. Ech wënschen onsem Land, dass den zweeten Ënnerscheed zu der Tripartitt net wäert dra bestoen, dass um Enn e Méindeg keen Accord – kee schrëftlechen Accord – wäert dobäi erauskommen.

Dat Positiivt am Ufank: D'Gewerkschafte si sëtze bliwen! Ob dat elo um Verantwortungsgefill vun de Gewerkschaften oder un Ärem Verhandlungsgeschëch an Ären Zougeständnisser Loung, dat gi mer eventuell zu engem spéideren Zäitpunkt gewuer, mee et ass wierklech positiv, dass déi dräi Partner – Patronat, Gewerkschaften a Regierung – elo nees beienee souzen, e bësse méi laang, an och diskutéiert hunn.

Et ass gutt fir Lëtzebuerg, dass op d'mannst nees matenee geschwat gëtt, och wann dat, wat hei passéiert ass, eigentlech wierklech ouni Nout geschitt ass. Dir hutt Iech iwwert déi lescht Méint vehemend dogéint gewiert, eng Tripartitt anzeberuffen, mam Argument, et wier e Kriseninstrument a mir wieren net an enger Kris.

Här Premierminister, Dir wësst, ech deelen déi Aschätzung net. Mir sinn net nëmme an engem krisebédengten internationale Kontext, mir hunn och – a si ass wierklech nach net iwwerwonnen – eng national Kris, an déi ass komplett hausgemaach. Se ass ugang den 8. Oktober zejoert, wéi den Aarbechtsminister de Gewerkschafte matgedeelt huet, dass hiert Exklusivrecht bei de Kollektivvertragsverhandlungen a Fro gestallt wier. Se ass weidergaangen, wéi den Aarbechts- an de Wirtschaftsminister ouni reelle Sozialdialog Texter op den Instandzewe bruecht hunn, fir d'Sonndesaarbecht ze erweideren an d'Ouvertureszäite vun de Geschäfte ganz breet opzemaachen.

Dës Regierung huet och net do virdrun zréckgeschreckt, sech d'Berechnungslag vun dem Mindestloun soulaang schéinzerechnen, andeem d'Salairé vun der Fonction publique ausgeklammert goufen, bis dass mer um aktuelle Mindestloun gelant sinn, deen – an dat wësse mer, mengen ech, alleguerten heibannen – net duergeet, fir an Dignitéit zu Lëtzebuerg ze liewen.

Et läit e Projet um Dësch, fir d'Manifestatiounsrecht anzeschränken, wovun déi lescht Versioun mengem leschte Stand no mol net mat de Gewerkschaften diskutéiert gouf. An de leschten Nol gouf ageschloen, wéi trotz all Consultatioun, déi eppes anescht gesot huet, fir d'Pensiounen ze reforméieren, nëmme drop tabléiert gouf, dass d'Leit méi laang misste schaffe goen – och dat ouni Sozialdialog, dee sech esou kann nennen.

Dertëscht hu mir hei an der Chamber an d'Zivilgesellschaft dobausse probéiert, Iech ze rasonéieren. Mir haten – Dir hutt et selwer ugeschwat – hei eng Motioun deposéiert, fir dat exklusivt Verhandlungsrecht vun de Gewerkschaften ze consacréieren. Déi gouf fir d'éischt emol eng Kéier verworf – dat ass och nach net gesot ginn. Du gouf se an der zweeter Tentative hei vun de Majoritéitspartei gestëmmt. An trotzdem hutt Dir herno nach ëmmer, Här Premierminister, gesot, et misst een awer iwwert de Contenu vun deene Kollektivvertragsverhandlungen kënnen diskutéieren, fir dann elo schlussendlech – an, wéi gesot, mir begrëssen dat – ze soen, et géif een awer net un d'Kollektivvertrëg goen.

Wisou dat fir d'Gewerkschaften inakzeptabel war, ass kloer. An dat war och hei am Haus eigentlech nach bei Ärer Partei ëmmer kloer, ënnert dem Minister Bilgen zum Beispill, wéi déi lescht grouse Modifikatioun vun de Conventions collectives stattfonnt huet: D'Gewerkschafte sinn déi, déi wierklech onofhängeg si vun de Patronen, aneschters wéi d'Personaldelegatioun. Si hunn den techneschen Knowhow, fir mat de Patronen iwwert d'Aarbechtsrecht ze diskutéieren. Si hunn d'Mataarbechter, fir op Aenhéicht kënnen gutt Konditiounen – well dorëms geet et schlussendlech – fir d'Salariéen an de Betriber ze negociéieren.

Dat war fir d'Gewerkschaften d'Konditioun sine qua non, fir iwwerhaupt kënnen unzefänken, iwwert déi aner Dossier ze verhandelen. Dat gouf hinne elo néng Méint laang verwiert. Dat war eng vun den Ur-saachen, wisou se mobiliséiert hunn, a mat Succès.

An et ass eréischt no där enormer Mobiliséierung virun zwou Wochen, wou Der endlech agesinn hutt, dass Der net einfach esou kënn de Sozialmodell

Lëtzebuerg zerseéen. Eppes, wat ouni Nout passéiert ass. Eppes, wat souguer net ze verstoen ass. Den Dialog zu Lëtzebuerg fonctionéiert traditionell gutt. Streike si rar. De Respekt tëscht de Partner war eigentlech ëmmer do an huet et och erlaabt, vill Rou ze hunn an den Entrepen an am Land. Ech kann et wierklech nach ëmmer net novollzéien, wisou deesen delikaten Equilibre esou liichtfankeg op d'Spill gesat gouf.

Och Äert Argument, Här Premierminister, Dir wiert op deem Programm gewielt ginn, kann een eigentlech net gëlle loossen. Ech hu mer de Walprogramm vun der CSV 2023 nach emol ugekuckt an do hunn ech ironescherweis näischt iwwert d'Kollektivvertrëg fonnt, awer dat hei: „Die CSV wird den Sozialdialog mit den Sozialpartnern konsequenter pflegen. Der Sozialdialog ist für uns eine zentrale Aufgabe der Tagespolitik. Wir werden alle wesentlichen Fragen der Sozialpolitik regelmäßig mit den Sozialpartnern abstimmen. Wir werden alle richtungsweisenden Entscheidungen im Rahmen einer solide vorbereiteten Tripartite treffen. Das letzte Wort behält das Parlament.“

(Interruption)

D'DP hat zwar wuel en Opmaache vun de Kollektivverhandlungen am Walprogramm drastoen, mee fir si schéngt et jo manner problematesch ze sinn, dës Forderung, déi et an de Koalitionsvertrag fonnt huet, opzeginn. Et ass also par rapport zu Ärem Versprieche fir d'Wieler net schlemm, wann Der de Punkt aus dem Koalitionsaccord elo opgitt, well dat Versprieche gouf et u sech net.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Äert Zréckrudere weist awer och: Den Engagement vun den Dausenden an Dausende Leit virun zwou Wochen, deen huet sech gelount; den Engagement vun der Zivilgesellschaft huet sech gelount, den Engagement vun der Oppositioun huet sech gelount. Et ass net egal, wat d'Populatioun seet an et ass Iech och net egal, wa se dat op der Strooss seet.

Mir begrëssen de Fortschritt, mir bedauern déi verlueren Zäit a mir bedauern déi grouse Réss, déi et elo trotz allem an de Vertrauensrelatiounen tëscht de Partner gëtt. Well d'Kou ass net vum Äis. Dat Eenzege, wat bis elo kloer ass: Dir maacht eppes net. Wat Der elo maacht bei de Pensiounen, der Sonndesaarbecht, dem Mindestloun, dass ass, Stand haut, absolut onkloer. Fräi nom Motto: „Yesterday is history. Tomorrow is a mystery.“

Den Accord steet nach net. D'Patronat, hu mer de Moien héieren, fillt sech net gebonnen un dat, wat Der de Gewerkschafte gëschter zougestanen hutt. Déi aner brennend Dossier sinn nach net tranchéiert. D'Aarbechtszäite sinn an de CPTe verwise ginn, dee jo mat ganz grousem Succès schonn dës Legislaturperiod getaagt huet.

Dir hutt also elo déi nächst Deeg, bis e Méinden, Zäit, am Virfeld vun där Reunioun den Terrain ze preparéieren, fir dass et reell zu engem Accord an deene ville schwierigen Dossier kënn. Et geet hei ëm d'Stabilitéit vun Land, ëm de soziale Fridden, mee et geet och ëm Är Kredibilitéit, Här Premierminister, an d'Regierung, a schliesslech och ëm d'Anhale vun Ärem Walversprieche, de Sozialdialog héichzehalen. A wann Der dann zu engem Accord kommt, wat mer wierklech hoffen, an och wann net, da wënschen ech mer, dass mer den Dënschden eng Kommissiounssëtzung organiséieren, wou Der ons dann och nach eng Kéier Ried an Äntwert stitt.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Deen nächste Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech gleewe fest un d'Kraaft vun Dialog. D'Stäerkt vun eisem Land läit net aleng an eisem Rächtum, mee an eiser Fäegkeet, zesummeschaffen. An ech muss Iech soen: Dat, wat mer déi lescht Méint erlieft hunn, dat war eng Kris vun der Demokratie. Et war eng Kris vum Vertrauen. Et war eng Kris vum respektvolle Mateneen.

An ech froe mech: Wéi konnt et esou wäit kommen? Wéi konnt eng Regierung esou wäit fort vun hire Bierger agéieren?

Mir waren haut forcéiert nozekucken, wéi d'Majoritéit sech op d'Schëller klappt, fir eppes ze flécken, wat se virdrun torpedéiert a futti gemaach hat. An ech soen Iech direkt, wann de Premier elo seet: „Erausforderungen hu mer“, da froen ech, wien dann dës Erausforderungen erschaaft huet. Wie war et, deen de Sozialdialog an d'Kris gedriwwen huet?

D'Wourecht ass: De Porzellan, dee futtigemaach gouf, deen ass net vun eleng zerbrach. E gouf mat Gewalt futtigemaach. D'Vertrauen ass net einfach verluer gaangen. Et gouf zerstiört: duerch Autoritarismus, duerch Ignoranz, duerch d'Weigerung, deenen nozelauschteren, déi all Dag fir eist Land schaffen, duerch an de Bësch spadséiere goen, am plaz d'Suerge vun Zéngtausende Leit eescht ze huelen, ...

(Interruption)

... déi dofir op d'Strooss gaange sinn, duerch unilateral Annoncen zur Pensionsreform, déi genau de Contraire ware vun deem, wat diskutéiert gi war.

Mee hei sti mer, ech als Member vun der Opposition, a soen Iech: Et gëtt ëmmer eng zweet Chance. Et gëtt ëmmer d'Méiglechkeet, et besser ze maachen. Als fréiere Porzellanstanduert huet Lëtzebuerg doranner jo glécklecherweis Erfahrung. Mir wëssen, wéi mer eppes Schéines aus Stécker kënne maachen – mee just dann, wa mer d'Ursachen erkennen, just dann, wa mer aus de Feeler léieren. An dat heescht awer och fir d'Regierung, Vermëttler ze sinn, an net elo schon nees unilateral Overturen ze maachen.

No der 11-Stonne-Reunioun am Staatsministère haner zouenen Dieren si mer de Moie gewuer ginn, wat méiglech ass, wann de politeschen Drock grouss genuch ass, wann d'Regierung forcéiert gëtt, endlech ze lauschteren, wann d'Gewerkschaften an d'Patronat sech un den Dësch setzen an net iwwert d'Press kommunizéieren, sech un den Dësch setzen, net fir ze gewannen oder ze verléieren, nee, mee fir eng Kris ze léisen, déi d'Regierung selwer verursaacht hat.

D'Gewerkschaften hunn hir rout Linne behalen, d'Kollektivvertrag ginn net ugepak – esou mol zwou vun dräi vun de Parteien um Dësch. Dat war richtig. Jo, dat war néideg, mee dat ass nëmme den Ufank. Et kommen nach déi schwéier Diskussiounen iwwert d'Sonnesaarbecht, iwwert d'Ouvertureszäiten, iwwert d'Renten. An do géllt et, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Respekt virun de verschiddene Positiounen ze hunn, mee et géllt eeben och bei allen Acteuren de Wëllen, Kompromësser ze fannen.

An ech soen Iech: De Sozialdialog ass net nëmme an Gespréich. An ass eng Method, eist Land ze regéieren. An ass eng Manéier, mateneen am plaz géinteneen ze schaffen. Et ass eisen Outil, fir d'Expertise vun deenen, déi schaffen, déi investéieren, déi produzéieren, anzubannen an un en Dësch ze bréngen.

A loosst eis bei eppes kloer sinn, an dat wëll ech awer ... Ech hat och, änlech wéi d'Madamm Tanson,

net vir, dat unzeschwätzen, mee den Här Spautz huet et awer provoziert, wéi en dem Premier esou vehement Merci gesot huet, datt e fräiwëlleg an direkt haut de Moien heihinner komm war no enger kuerzer Nuecht. Dat ass Geschichtsfälschung, well d'Regierung wollt net heihinner kommen.

D'Madamm Tanson hat eng Demande un d'Regierung gestallt, ob se wëllt eng Deklaratioun maache kommen.

Une voix | Am Virfeld.

M. Sven Clement (Piraten) | Am Virfeld!

(Interruptions)

Du krute mer gesot: „D'Regierung wëllt net kommen. D'Regierung wëllt op kee Fall eng Annonce maachen.“ Dunn huet d'Madamm Tanson eng Heure d'actualité ugefrot. Op eemol war dann awer, duerch Drock vun der Opposition, e Wëllen do vun der Regierung, ze kommen. Et war also net hire gudde Wëllen, et war politeschen Drock! A bei allem Respekt dofir, datt se schlussendlech heihinner komm sinn, mee et muss ee kloer soen, datt d'Chamber d'Regierung hei huet missen iwwerzeegen, datt et net esou fräiwëlleg war, wéi et hei duergestallt gouf.

Une voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | An dat ass net oppositionell Kritik. Dat si Fakten!

Mee hei ass d'Saach: Als Opposition si mer net nëmme hei fir ze kritiséieren. Mir sinn och hei, fir Alternativen ze proposéieren. Mir sinn hei fir ze soen: „Et gëtt e bessere Wee.“ E Wee, wou de Sozialdialog net als Belaaschtung gesi gëtt, virun där ee fortlafe muss, andeem een an de Bësch spadséiere geet, mee als Motto fir eise Fortschritt.

Als Piraten hu mer ëmmer op Participatioun gesat. An dat ass net nëmme an Slogan. Dat ass e wichteg Instrument fir eng besser Gesellschaft. An de Sozialdialog ass eent dovunner. En ass eng Method fir ze soen: all Stëmm zielt, all Erfahrung ass wichteg, all Iddi verdéngt Respekt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Sozialdialog ass ze wichteg fir politesch Taktik. En ass ze wichteg fir Parteispiller. En ass d'Grundlag vun eisem soziale Friden. An och wann d'Majoritéit elo endlech bereet ass ze lauschteren, an och wa se elo endlech erkennen, datt hir Politik feelgeschloen ass, da bleibt et eis Responsabilitéit als Opposition, drop opzepasst, datt dës Léieren dauerhaft sinn, datt dës Ännerung net nëmme temporaire ass.

An ech gleewen, jo, ech gleewe fest drun, datt wa mer zesammenhalen, wa mer den Dialog iwwert de Monolog wielen, wa mer den Zesammen iwwert de Géintenee stellen, mer dann alles erreche kënnen. Mee dat brauch e konstant Oppassen. Dat brauch e robuste Sozialdialog. Dat brauch awer och Biergerinnen a Bierger, déi sech engagéieren, ob a Gewerkschaften oder als Patronen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den Här Spautz, warscheinlech well e perséinlech ugeschwat ginn ass, huet gefrot, fir nach d'Wuert ze kréien. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll just nach eng kéier ënnersträichen: D'Madamm Tanson hat fir d'éischt gefrot, dass de Premier sollt heihinnerkommen am Virfeld vun den Tripartitt-Gespréicher. An dat war déi éischt Demande, déi gemaach ginn ass, an do hu mer gesot: „Dat ass net de Wee, fir dohinnerzekommen.“ Dass Dir duerno dat vun der Heure d'actualité gesot hutt, ass richtig. Dir

hutt gesot, Dir géift gär eng Heure d'actualité froen. Mee Är éischt Demande war, dass de Premier am Virfeld sollt kommen. Ech wëll dat just gesot hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. D'Madamm Tanson kuerz.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, et deet mer wierklech leed, well et ass am Fong en Nebenschauplatz. Mee et war zu kengem Moment d'Propos komm, dass d'Regierung géif fräiwëlleg kommen. Et ass dann eréischt an der Diskussioun ... Ech hu gesot, ech hätt och kee Problem, wa se duerno géife kommen. An du si mer zu engem Konsens komm. Mee – an dat ass dat, wat mech irritéiert huet bei Är Remark virdrun – zu kengem Moment loung d'Offer um Dësch: „D'Regierung kënnt.“ Et ass eréischt op Drock hin, wou dat geschitt ass. Voilà.

Et ass wierklech en Nebenschauplatz, mee ech hunn och just drop reagiert, well Dir et virdrun esou soulevéiert hat.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Domat ass deen Nebenschauplatz dann ofgeschloss an da kritt den Här Baum d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir behalen zréck, datt mer dës Diskussioun hei féieren, well d'Parlament déi Diskussioun féiere wollt, net well d'Regierung se gefrot huet!

(Interruption)

Mir hunn no de Wale vum Oktober 2023 eng Regierungskoalitioun, bestoend aus zwou Parteien, déi zesumme 47,9 % vun de Stëmmen op sech versammelten. An der Geschicht vun eisem Land hate mer nach ni eng Regierungskoalitioun, déi zesummen esou wéineg populäre Support hat.

(Interruption)

Duerch eise Walmechanismus an d'Opdeelung a Bezierker féiert dat dozou, datt et eng ganz large Majoritéit an der Chamber gëtt, mee mir behalen zréck – an dat ass och scho gesot ginn –, datt mer eng Regierung hunn, déi manner wéi 48 % populäre Support no de Wale 2023 hat.

Ech ka mech drun erënneren, datt ech um Walowend, wou mer zu enger ganzer Rëtsch bei RTL invitéiert waren op déi éischt Elefanteron an der RTL City, den Triumphalismus gesinn hu vun de Kolleegen vum Luc Frieden, Kolleegen aus der Chambre de Commerce, Kolleegen aus dem Patronat, déi triumphéiert hunn, well se wossten: „Elo kënt ee vun eis un d'Spëtz vun der Regierung.“

An 20 Méint méi spët si mer matzen an enger Kris! Mir si matzen an enger Kris, wat Dausende vu Leit, déi géint dës Regierung demonstréiert hunn, bewisen hunn, hu misse beweisen an deene leschten Deeg.

Mir sinn an enger Kris, well dee Sozialmodell, dee Lëtzebuerg iwwer Joerzénge ausgemaach huet, vun dieser Regierung a Fro gestallt ginn ass an deene leschten 20 Méint! E Sozialmodell, deen op Dialog baséiert huet. An dee Sozialdialog huet ëmmer doranner bestanen, datt et eng ziviliséiert, eng ofgeschwächte Form vu Klassekampf war, nämlech datt et zwee verschidden Interessenslagere gëtt: dat vum Patronat an dat vum Salarat. A wann een dat wëll a Fro stellen, deen Dialog, déi ziviliséiert Form, déi bis elo ëmmer d'Stäerkt vu Lëtzebuerg war, jo, da bleibt näischt anescht iwwereg, wéi datt d'Leit op d'Strooss ginn! 20 Méint huet dës Regierung gebraucht, bis d'Leit hu missen op d'Strooss goen.

Firwat? Firwat?! Well déi éischt Attack, déi gefouert ginn ass, ass, d'Existenzrecht vun de Gewerkschafte

selwer a Fro ze stellen, nämlech hir Fäegkeet, exklusiv kënne Kollektivverträg ze verhandelen. Dat ass déi éischt an allerwichtigst Attack, déi d'Regierung eesäiteg an ouni Zwang vu bausse gefouert huet, fir de Sozialmodell Lëtzebuerg a Fro ze stellen. An et ass just duerch den Drock, duerch déi Dausende vu Leit, déi op der Strooss waren, datt d'Regierung elo erëm zrëckruddert. Ech hoffen, datt dat och esou bleift!

Ech hoffen och, datt de Premierminister bei senge Kollege vun der Chambre de Commerce, déi en dann elo warscheinlech enttäusche muss, andeem en awer zrëckruddert, net herno wéi den Zauberleerling do steet, deem d'Tâche, déi en hält, weesentlech ze grouss gëtt.

Déi zweet grouss Attack, déi gefuer ginn ass, an dat hu mer an der Travaillskommissioun erlieft ... An der alleréischter Sëtzung, wéi de Koalitiounsprogramm presentéiert ginn ass, nodeems d'Regierung gesot huet, Aarmut wier eng ganz grouss Prioritéit, hunn ech den Aarbechtsminister da gefrot, jo, wéi et da géif ausgesi mat de Working Poor zu Lëtzebuerg, wéi et da géif ausgesinn, wat d'Iddie wiere vun der Regierung, fir géint dee Phenomeen vun de Working Poor virzegoen.

Den Aarbechtsminister, an dat ka jiddwereen um Tounband nach eng Kéier lauschteren, äntwert mer: „Här Baum, datt et an der Aarbechtswelt net nëmme Gewënner gëtt, dat ass eeben esou.“ Dat ass pueren Zynismus vun enger Regierung, déi behaupt, se wëilt géint d'Aarmut virgoen, wëilt de Phenomeen vun der Aarmut bekämpfen! Wou een dann einfach seet: „Mee dat ass esou! Jo, et gëtt eeben net nëmme Gewënner.“

An an där selwechter Logik gëtt eng europäesch Direktiv, d'Mindestloundirektiv, eeben net ëmgesat! Et besteet keen Interêt drun, d'Konditiounen vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi eise Räichtum erwirtschaften, ze verbesseren. An dat ass de Grond, firwat och Dausende vu Leit op d'Strooss ginn.

Ouni Zwang an ouni eng grouss gesellschaftlech Demande gëtt och eppes a Fro gestallt, wat awer zu Lëtzebuerg ëmmer en Aquis war, nämlech datt sondes net primär e Konsumdag ass, datt owes net primär d'Geschäfte op sinn!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | A wësst Der, wann ech als Lénke vu kleng Geschäfteleit kontaktéiert ginn, déi mech froen, ob dat géif goen, datt se hire Leit an hirem Geschäft géifen erlaben, op d'Manif ze goen, mee da weess een dach: Dir schwätzt net an Dir handelt net am Interêt vun de Geschäfteleit, Dir handelt just am Interêt vun deene grouse Chäinen! An dat ass d'Essenz vun deem heite Gesetz!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An d'Leit wësse ganz genau, d'Geschäfteleit wësse ganz genau, datt Dir net hir Interessie verriet, a kengem Punkt, a scho guer net an deem grouse Punkt, nämlech der Pensiounsreform.

Am Koalitiounsaccord steet eppes ganz Evasives, just eeben, datt Der Äre Kollegen aus der Chambre de Commerce e bëssen d'Privatpensiounen méi schmackhaft wëllt maachen. Et steet och näischt an de Walprogrammer dovunner, weeder vun der DP nach vun der CSV, d'Liewensarbeitszäit ze verlängeren!

An da kënnt eng Propos heihinner am État de la nation, wou jiddwereen heibanne méi oder manner consternéiert dorobber reagéiert huet, an och déi besteet just doranner, d'Konditiounen vun deene Leit, déi schaffen, net ze verbesseren. An dat ass dee Risevirkorf, deen ech dëser Regierung maachen!

An ech géif Iech duerfir opfuere, wann Der Courage hutt, Här Premierminister, wann Der Courage hutt: Stellt Är Proposen, wéi et an enger Demokratie néideg a würdeg ass, stellt Är Proposen an Är Virstellung vu Gesellschaft de Leit! Dir hutt et am Oktober 2023 net gemaach. Dir hutt elo d'Méiglechkeet, dat eng Kéier nozehuelen. Hutt de Courage a frot d'Leit no Walen, frot d'Leit, datt d'Leit wierklech kënnen hir Meenung soen zu där doter Politick, déi Dir virundreift!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Wëllt d'Regierung nach eng Kéier dorop reagieren?

(*Négation*)

Dat ass net de Fall.

Da si mer um Schluss vun eiser Diskussioun vun haut de Moien ukomm an d'Chamber kënnt de Mëtten nees um 14.00 Auer zesummen.

D'Sëtzung ass domat opgehuewen.

(*La séance publique est levée à 10.46 heures.*)

96^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 36

2. 8477 – Débat d'orientation sur le rapport de la Commission spéciale « Caritas »

Rapport de la Commission spéciale « Caritas » : Mme Taina Bofferding

Débat : M. Charles Weiler (dépôt de la motion 1) | Mme Carole Hartmann | M. Franz Fayot (interventions de Mme Carole Hartmann, M. Charles Weiler, M. Laurent Mosar et M. Georges Engel) | M. Tom Weidig (intervention de M. Franz Fayot) | Mme Djuna Bernard (intervention de Mme Corinne Cahen) | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Taina Bofferding (dépôt de la motion 2 et de la résolution 1)

Prises de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Marc Baum (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Franz Fayot (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. le Ministre Max Hahn | M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

p. 36

Motion 1 : Mme Carole Hartmann | Mme Taina Bofferding | Mme Djuna Bernard | M. Marc Baum (intervention de M. Georges Engel) | M. Sven Clement | M. Tom Weidig

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : M. Marc Baum (intervention de M. Sven Clement) | Mme Djuna Bernard

Vote sur la motion 2 (intervention de M. Tom Weidig) (rejetée)

Résolution 1 : M. Marc Baum (interventions de M. Claude Haagen) | M. Sven Clement | Mme Djuna Bernard | Mme Taina Bofferding | Mme Djuna Bernard

Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)

3. Discours de M. le Président

p. 61

M. Claude Wiseler, Président | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(*La séance publique est ouverte à 14.01 heures.*)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8477 – Débat d'orientation sur le rapport de la Commission spéciale « Caritas »

D'Chamber féiert de Mëtten eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport vun der Spezialkommissioun

„Caritas“. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 40 Minutten, d'CSV 62, d'DP 48, d'LSAP 44, d'ADR 30, déi gréng 20, d'Piraten 15, déi Lénk 15 an d'Regierung duerno 40. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Charel Weiler, d'Madamm

Carole Hartmann, den Här Franz Fayot, den Här Tom Weidig, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun der Spezialkommissioun „Caritas“, déi dës Orientéierungsdebat ugefrot huet, déi honorabel Madamm Taina Bofferding, Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Caritas »

Mme Taina Bofferding (LSAP), rapportrice | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no – jo, wéi soll ech soen? – néng intensive Méint hunn ech dann elo déi grouss Éier, Iech duerfen de finale Rapport vun der Caritas-Spezialkommissioun virzestellen.

Am Oktober 2024 huet d'Chamber iwwer eng Resolution der Spezialkommissioun d'Aufgab ginn, d'Caritas-Affär ze analyséieren an duerno e Bilan vun de parlamentareschen Aarbechten ze dresséieren, mat Konklusiounen, déi wichteg sinn, fir eise Sozialsecteur ze stäerken an eeben och ze versichen, souwäit et geet, änlech Fäll an Zukunft ze vermeiden. Et geet virun allem drëms, Léieren ze zéien aus deem, wat geschitt ass. Dëse Bilan mat eise parteiwwergräifende Konklusiounen a Recommendationen hutt Der mat deem Rapport elo virun Iech leien.

Wat Der net virleien hutt, dat ass dat, wat de Suivi vun der Spezialkommissioun fir déi eenzel Parteien um Niveau vun der politescher Bewäertung erginn huet, wéi etwa: Huet d'Regierung richtig gehandelt? Goufe Feeler gemaach? Ass d'Regierung hirer Verantwortung gerecht ginn? Huet se genuch gemaach oder hätt se méi aktiv misse ginn? All dës Froen sinn esou elo net am Rapport beäntwert, well d'Meenungen, wéi Der Iech kéint virstellen, natierlech hei ausernee-ginn a well hei eebe kee Konsens konnt fonnt ginn. Mee sidd verséichert, de Mëtze wäert deen een oder aneren nach op dës Froen Äntwerte ginn.

D'Spezialkommissioun, an et ass mer och ganz wichteg, dat nach eng Kéier ze ennersträichen, ass weeder Police nach Geriicht. An dofir prononcéiert sech d'Spezialkommissioun net doriwuer, wie si fir verdächtig hält. Et gouf och keng Enquête gemaach an et gouf och kee schëlleg Gespräch.

De Rapport bitt en Iwwerbléck iwwert déi eenzel Sätzungen an och déi eenzel Echangingen, déi mer mat eisen Invitéen haten. A fir de ganz genauen Detail vun de jeeweilegen Echangingen a Sitzung verweisen ech op d'PVen, déi um Site vun der Chamber alleguerten effentlech zougänglech sinn.

D'Spezialkommissioun huet sech virun allem dofir interesséiert, enner wéi enge konkrete Konditiounen d'Fraude bei der Caritas entdeckt gouf a wat dës iwwerhaupt erméiglecht huet. Fir d'Chamber war et wichteg, d'Zesammenhäng kënnen ze verstoen, fir, wéi gesot, aus de Feeler Léiere kënnen ze zéien. An dëse Rapport ass dofir e ganz wichteg Dokument, fir eise Sozialsecteur fir d'Zukunft ze stäerken. An am Rapport gouf och festgehalen, wat d'Politick elo, also ee Joer nodeems de Skandal opgefoll ass, nach alles ze maachen huet.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun muss ee soen, dass eise Start – wéi soll ech soen? – e bësse méi schwierig war. Dräimol hu mer missen e President wielen, fir sécherzestellen, dass et kee Conflict d'intérêts géif ginn.

Och gouf d'Legitimitéit vun eiser Spezialkommissioun a Fro gestallt, souguer vun der Caritas selwer, a mer hunn eis misse verteidegen, dass d'Chamber duerchaus am Recht ass an duerchaus d'Kompetenz huet, sech mam Dossier Caritas auserneezenetzen, an eeben och d'Recht huet, Leit an d'Kommissioun ze invitéieren.

Wat de Rapport elo selwer betrëfft, sou sinn eis Aarbechte mat jeeweils Recommendationen a ganz genau siwen Theemebléck ennergliddert, siwe Kapitelen hu mer dorauer geholl. Dat sinn éischters d'Entdeckung vun der Fraude, zweetens d'Krisegestioun, drëttens d'Léisung nom Krisenzoustand, also d'Iwwernam vun den Aktivitéite vun der ASBL „Hëllef um Terrain“, da véiertens d'Iwwernam vum Personal vu Caritas duerch HUT, fënneftens d'Relatioun tëschent dem Staat an den Acteuren vum soziale Secteur, sechstens d'Preventioun an d'Stärkung vum Sozialsecteur a siwentens – domadder dat lescht Kapitel – d'Justiz an d'Kontrollautoritéiten.

Fänke mer mam éischte Kapitel un: Wéini a wéi ass de Bedruch opgefoll? Verschidde Persounen, déi vun der Kommissioun gehéiert goufen, hu confirméiert, dat de 16. Juli 2024 den Direkter vun der Caritas verdächtig Iwwerweisung festgestallt huet, dat tëschent Februar a Juli 2024 ronn 61 Milliounen Euro verontreit goufen. Den Direkter huet direkt duerno eng Plainte gemaach an d'Justiz huet hir Enquête gestart.

D'Kommissioun huet sech domadder befaasst, wat d'Fraude iwwerhaupt erméiglecht huet a firwat et och esou laang gedauert huet, bis se iwwerhaupt konnt opgedeckt ginn. Eis war et wichteg, där Fro nozegoen, wéi gesot, fir eventuell strukturell Schwächte kënnen festzestellen. Well d'Tatsaach, dass eng Fraude fënnf Méint onbemierkt konnt geschéien, huet d'Membere vun der Spezialkommissioun staark interpelléiert.

D'Vertrauen an d'Sech-net-weider-Amëschen, dat si ganz weesentlech Elementer, déi eng grouss Roll gespilt hunn. Dofir huet och kee reagéiert um Niveau vun der interner Finanzadministratioun vun der Caritas. Et gouf zwar de Sechs-Ae-Prinzip, mee et gouf sech awer blann vertraut.

Et huet och kee reagéiert um Niveau vun de Banken. Hei war och d'Vertrauen an de Client an an deem seng Behauptungen an Explikatiounen enorm grouss.

Um Niveau vun der Direktioun vu Caritas war och e ganz grouss Vertrauen an d'Kontabilitéit an an d'Finanzdirektesch. An et gouf och kee Beweis, dass ee vun deenen anere Membere vun der Direktioun – ausser eeben der Finanzdirektesch – déi finanziell Situatioun vu Caritas virum 16. Juli 2024 iwwerkuckt huet.

Et gouf och net reagéiert um Niveau vum Verwaltungsrout vun der Caritas. Och hei e grouss Vertrauen an d'Direktioun. D'Administrateuren hate weeder en direkten Zougang zu de Finanzen nach Interessi gewisen, fir se onofhängeg ze kontrolléieren.

An och um Niveau vum Staat: Hei muss ee soen, et gouf keng global Vue. Et gétt kee groussen Iwwerbléck, wou alleguerten d'Sue respektiv alleguerten déi Paiementer, déi de Staat un d'Caritas ginn huet ... Hei gouf et keen Iwwerbléck, deen dat alles retracéiere konnt.

Wien hei wéi eng Feeler gemaach huet a wie Schold drun dréit, dass de Bedruch iwwer Méint net opgefoll ass, ass net un der Chamber ze bewäerten, mee dat ass, wéi gesot, Aufgab vun der Police an der Justiz.

Besonnenesch ervirzehiewen ass awer d'Reaktioun vun de Banken. An der Regel ass et nämlech esou, dass bei verdächtige Bewegungen d'Clientsdaten nach eng Kéier iwwerpréift ginn. Ech mengen, deen een oder aneren dierft dat och aus dem Private kennen. Am Fall vun der Caritas hunn d'Banken ugin, si hätten an esou Fäll normalerweis mat der Finanzdirektesch Kontakt opgeholl, fir d'Iwwerweisungen nach emol kënnen confirméieren ze loossen.

Allerdéngs ware mer an der Kommissioun net an der Lag ze iwwerpräieren, ob dat systematesch geschitt ass, well dat am Beräich vun der Justizenquête läit. Eng Bank huet eis awer erkläert, dat de Fakt, dat d'Bezielungen iwwer méi Méint verdeelt waren, de Verdacht op Bedruch verréngert huet, well Fraudefall meeschtens kuerz an intensiv optrieden.

D'Caritas huet deklaréiert, an dat ass de sprangende Punkt, dat hire Reviseur Onreegelméissegkeeten dem Finanzdepartement gemellt huet, awer a sengem Schlussrapport näischt, keen ee Saz, dozou formuléiert huet. Well de Reviseur refuséiert huet, bei eis an d'Kommissioun ze kommen, konnte mer dëse Punkt och net weider ennersichen. An der Kommissioun ware ganz vill Membere, déi rosen doriwuer ware respektiv bedauert hunn, dass Leit einfach eis Invitatioun konnte refuséieren, ouni dass eppes geschitt. Esou vill zum Respekt vis-à-vis vun der Chamber.

Wären eisen Aarbechten ass och eng Enquête vun der CSSF gelaf, där hir Konklusioun nach net ofgeschloss ass. Allerdéngs huet d'CSSF eis géigeniwwer gesot, dass si géif kee Besoin gesinn, d'gesetzlech Reegelingen ze verschäerfen.

Konklusiounen kann awer d'Chamber aus deem zéien, wat geschitt ass, an dat mécht se jo och mat de Recommendationen.

Esou fuerdere mer enner anerem eng Sensibiliséierung fir d'Vermeide vu „Fraudes au président“. Et besteet ganz kloer Oplärungsbedarf zu deem Phänomeen.

Och soll de Staat méi transparent mat senger Paiementer am Kader vun de Konventiounen emgoen a méi Previsibilitéit bidden, fir dass de Secteur net esou oft op Kreditter zeréckgräife muss an d'Banken dat Argument och net méi ouni Kontroll unhuelen.

De Staat misst eng méi global Vue vun de Suen hunn, déi en Acteur, also eng Struktur, am Ganzen/am Total kritt, an eeben net just pro Konventioun, wéi et aktuell gereegelt ass. Dat kéint iwwer d'Finanzinspektioun geschéien. Gegebenefalls misst si gestärkt ginn, mee et ass wichteg, och am Interêt eebe vum Staat, wéi mer gesinn hunn, dass een hei eng global Vue huet.

Zweet Kapitel: d'Krisegestioun. Nodeems de Bedruch mat ronn 61 Milliounen Euro opgedeckt gouf, war kloer, dass d'Caritas an enger extremer Ausnahmesituatioun gestach huet an huet misse ganz séier op de Krisemodus ëmswitchen. An deem Kapitel gétt belicht, wéi déi eenzel Acteuren involvéiert ware respektiv wéi se versicht hunn, duerch d'Kris ze kommen.

Involvéiert waren d'Caritas mat hirem Verwaltungsrout an hirem Comité de crise, PwC, d'Ministèren an hire Comité de suivi, d'Regierungsmembere, de Bistum. D'Direktioun vun der Caritas war un der Krisegestioun just ganz am Ufank bedeelegt, duerno ware se alleguerten am Krankeschäin. De President vu Caritas Accueil et Solidarité – dat war deemools de Vizepräsident vu Caritas –, deen huet sech och relativ séier zeréckgezunn, well hien duerch seng Aufgaben am Justizministère e Conflict d'intérêts hat. Sou war hien och bei verschidde Sitzungen net dobäi, well eebe seng Ministesch present war.

D'Kris selwer, déi kann an zwou Phasen agedelt ginn. Déi éischt Phas ass vum 16. bis de 24. Juli 2024. Hei schwätze mer vun der akuter Reaktioun. An dann déi zweete Phas vum 25. Juli bis den 1. Oktober 2024. Hei geet et ëm dat strukturell Gestionskonzept.

D'Fro koum op, ob de Staat respektiv d'Regierung schonns am Virfeld informéiert war, well eeben de President vu Caritas Accueil et Solidarité jo och am

Justizministère schafft. D'Justizministesch an och déi betraffe Persoun hu confirméiert, dass si de 16. Juli gewuer gi sinn, dass et e Problem bei der Caritas géif ginn. An de Premierminister selwer gouf offiziell informéiert duerch e perséinlecht Gespréich mat der Caritas-Präsidentin de 17. Juli am Moien an dee selwechten Dag huet hien nach d'Regierung doriwwee a Kenntnis gesat.

En Datum, deen ëmmer nees an de Gespréicher opgetaucht ass, ass dee vum 24. Juli, wou Regierungsvertrieder dem Verwaltungsrot zougeschalt goufen. Et schéngt en decisiven Dag gewiescht ze sinn, wou d'Richtung ageschlooe gouf. Mir haten och gefrot, fir hei de PV vun dëser Sitzung ze kréien, wat eis awer refuséiert gouf. D'Caritas huet eis an engem offizielle Bréif matgedeelt, dass si eis deen net kéinten aushännegen, well dës PV Bestanddeel vun der Enquête wär.

Op alle Fall huet de Verwaltungsrot vun der Caritas d'Direktioun duerno op Distanz gehalen, woubäi d'Direktionsmemberen direkt duerno an de Krankeschäi gaange sinn. Duerno koum och d'Iddi op, en externe Krisenmanager ze beoptragen. Mee wie wien wat gesot, geroden huet respektiv wie wéi eng Decisioun geholl huet, konnte mer bis haut net wierklech retracéieren. Mir waren zum Deel och mat ganz kontroverse respektiv divergenten Aussoe konfrontéiert.

Déi zweet Phas, nodeems Membere vun der Direktioun ab dem 25. Juli 2024 am Krankeschäi waren, huet de Verwaltungsrot selwer d'Kontroll iwwerholl an de Comité de crise gouf agesat. Eng bedeitend Roll huet dobäi PwC gespillt, also en Acteur aus der Privatwirtschaft, fir déi operationell Hëllef ze assuréieren. Et gouf matgedeelt, dass all Decisioun vu PwC vum Verwaltungsrot vun der Caritas begleet a validéiert gouf. Allerdéngs konnte mer an der Kommissioun d'Roll vu PwC net 100 % kloerstellen, well mer och hei mat widderspréichlechen Aussoen a widderspréichlechen Interpretatiounen konfrontéiert waren.

Eng extreem passiv Roll huet de Bistum ageholl. Klenge Reminder: De Bistum ass de Grënner vun der Caritas, deen och Membere vum Verwaltungsrot approvouiert an och selwer e Representant am Verwaltungsrot sëtzen huet. Déi passiv Roll erkläert sech haaptsächlech doduerch, dass d'Caritas an de Bistum getrennt fonctionéieren. D'Kierchevertriidung mëscht sech also net an d'Gestioun an an der Reegel hu si och nëmmen e puer Kontakter d'Joer. Och no der Fraude huet de Bistum genee wéi de Staat sech net aktiv matagebonne bei der Krisegestioun an och net bei der Sich no enger Léisung. Et gouf integral alles dem Krisekomitee a PwC iwwerlooss. Weeder de Staat nach de Bistum wollte bekannterweis Suen enger neier Caritas garantéieren. Esou huet de Krisekomitee sech no anere Geldquelle missen ëmsichen an esou gouf finalement HUT gegrënnt.

Wat d'Haltung vun der Regierung betrëfft an der Krisegestioun, war och dës bewosst passiv, well si net fonnt huet, dass si d'Recht hätt, sech an d'Affäre vun engem net staatlechen Acteur anzeméschen. D'Regierung wollt leedeglech während der Kris informéiert bleiwen an d'Koordinatioun tëschent de Ministèree verbesseren. Dozou gouf den informelle „Comité de suivi“ gegrënnt. Dës Komitee huet awer net ëmmer déi aktuellsten Informatiounen gehat, well si hunn eis matgedeelt, dass si zum Beispill iwwert d'Press gewuer gi sinn, dass HUT sollt gegrënnt ginn. Wann ee weess, dass dës Komitee eebe grad déi weesentlech Informatioun iwwert d'Press gewuer gétt, da seet dat ganz vill iwwert d'Qualitéit vun dësen Infoe respektiv de Seriö vun dëser Approche aus.

Och wann d'Regierung sech net an d'Decisiounen vum Verwaltungsrot agemëscht huet, mussen mer feststellen, dass si awer en indirekten Afloss hat, zum Beispill duerch d'Notifikatioun vum Ofriede vun de Fongen, also d'Cession de créance, vun de Banken, wou d'Regierung decidéiert huet, d'Bezuelung un d'Caritas ze stoppen, bis d'Situatioun kloer fir si wär. Dës Decisioun baséiert op zwee juristeschen Avisen an engem Projet d'avis, déi der Kommissioun op Nofro zur Verfügung gestallt goufen.

Zu kengem Moment huet d'Kommissioun constatéiert, dass sech zesummen an den Dësch gesat gouf. Net emol d'Iddi koum op. Déi eenzel Acteuren hunn zwar matenee geschwat, allerdéngs waren dat ëmmer eenzel Kontakter. Et gouf vu kenger Säit sech beméit, eebe sech zesummen un en Dësch ze sëtzen, nodeems d'Fraude opgefoll ass an een an de Krisemodus huet missen eriwweergoen.

Dat ass e Punkt, wou d'Meenungen an der Kommissioun wäit ausenanergaange sinn. E puer Memberen aus der Kommissioun hunn an deem Kontext betount, dass sech awer hätt missen un en Dësch gesat ginn, dat heescht d'Regierung zesumme mam Bistum, mat der Caritas, och mat de Banken, fir eeben ze kucken: Wat sinn déi méiglech Optiounen? Wat kéinte méiglech Léisunge sinn? A wéi kann hei een an deen aneren eng Verantwortung iwwerhuelen?

An der Kommissioun gouf et och divergent Vuen iwwert d'Roll vun der Regierung während der Kris. Déi eng hunn d'Zréckhalung vun der Regierung gelueft, déi aner hätt sech hei e méi poséierte Leadership erwaart. Sécherlech wäert dat och nach herno an der Debatte e groussen Diskussiounspunkt ginn.

Trotzdem weist et awer, wéi wichteg Kommunikatioun an och Dokumentatioun an esou kruziale Momenter sinn. Mir konnten net all d'Ofleef retracéieren, well keng Schrëftstécker virleien an déi Betraffe sech net ëmmer un alles ganz genau kënnen erënneren. Dofir recommandéiert d'Kommissioun ganz staark eng kritesch Evaluatioun vun der Kommunikatioun, déi d'Regierung an der Kris gemaach huet. Virun allem brauch et eng besser Dokumentatioun vun der Krisegestioun op Regierungsniveau, fir de Suivi ze erméigleche mat transparenter Chronologie. An ee Punkt, deen eis och ganz wichteg an der Spezialkommissioun war: Hëllef unhuelen, wa se offréiert gétt. Hei sief nach emol drun erënnert, dass d'FEDAS, also den Daachverband vun de sozialen Träger, hir Expertise offréiert hat an der Krisephase, deem awer keng Suite gi gouf.

Drëtt Kapitel: d'Léisung nom Krisenzoustand, d'Iwwernam vun den Aktivitéiten vun HUT. D'Krisegestioun gétt als ofgeschloss ugesinn, nodeems déi nei Associatioun HUT d'Aktivitéiten vun der Caritas iwwerholl huet. D'Spezialkommissioun huet och déi Zäit no der akuter Kris ënnersicht, wéi déi national Aktivitéiten, wéi gesot, un HUT konnten eriwweergoen, während de Plaidoyer politique net iwwerhollt konnt ginn. Dat war d'Doudeurteil fir déi wichteg kritesch Stëmm aus dem soziale Secteur an och fir déi international Aktivitéiten, déi net vun allen Träger konnt weider iwwerholl ginn.

Konkreet konnten eng 400 Aarbechtsplazen erhale bleiwen an eng 15.000 Beneficiairen hunn och weiderhin Hëllef kritt. Bis den 1. Oktober 2024 konnt fir déi meescht Auslandsprojete keng Léisung fonnt ginn. Mëttlerweil gouf awer eng Majoritéit vun dësen Projete vun aneren Acteuren iwwerholl an déi meescht Mataarbechter, déi hei am Land un deene Projete bedeelegt waren, hunn och eng nei Plaz fonnt. Fir d'Mataarbechter an d'Beneficiairen am Ausland kann dat awer net an all Fall gesot ginn. Hei si Posten an Hëllefstellungen ouni Ersatz ewechgefall.

Eng Fro, mat där sech d'Kommissioun vill beschäftegt huet, war, wisou esou laang vun zwou neie Caritas-Entitéiten geschwat ginn ass, mee op emol HUT ugekënnegt gouf. De 6. August 2024 huet d'Caritas an engem Communiqué matgedeelt, dass eeben zwou nei Entitéiten, eng fir déi national an eng fir déi international Kooperatioun an humanitär Hëllef, geplangt wäeren. Och de Premierminister huet de 4. September 2024 dës Strategie nach emol ënnerstrach. Allerdéngs gouf eng Woch duerno, den 12. September, HUT annoncéiert. Wat ass also geschitt an där Zäit tëschent der Annonce vun den neie Caritas-Entitéiten, déi nach emol Ufank September confirméiert goufen, an da knapps eng Woch duerno der Annonce vun HUT? Dës Fro konnt bis haut net kloer beäntwert ginn.

Wat awer kloer ass, ass, dass et beim Iwwergang op HUT ganz séier huet misse goen. D'Agremente goufe Caritas kuerzfristeg entzunn an d'Konventiounen goufe gekënnegt, während HUT en urgence nei provisoiresch Agremente an nei Konventiounen krut.

Hei ass der Kommissioun opgefall, datt d'ASFT-Gesetz keng Dispositiounen fir e kuerzfristeg Entzée vun den Agremente virgesinn huet, esou dass d'Gesetz beim Iwwergang vun der Caritas op HUT net konnt agehale ginn um Niveau vun de Mises en demeure.

Den aktuelle legale Kader gesäit vir, dass e Prestataire, éier e säin Agreement entzu kritt, ëmmer als Éischt eng Mise en demeure kritt, also dass en Zäit huet, fir sech ze conforméieren. Just wann nom Oflaf vun där Frist nach ëmmer Problemer bestinn, da gétt den Agreement entzunn.

Am Fall vun der Caritas war awer keng Zäit fir eng Mise en demeure an et war och kloer, dass d'Caritas net méi an der Lag war, sech selwer kënnen ze conforméieren. D'Spezialkommissioun recommandéiert dofir, d'gesetzlech Basis fir de Retrait vum Agreement ze iwwerpräiwen an do, wou Dispositiounen fir esou Noutfall feelen, och konkreet nozebesseren.

Den Iwwergang, deen national assuréiert konnt ginn, konnt leider net fir all déi international Projete séchergestallt ginn. Am Ausland koum et zu ganz kuerzfristegen Réckzich, déi vill Leit mat groussen Existenzsueren zeréckgelooss hunn. De Minister fir Kooperatioun huet eis erkläert, datt hien d'Kommunikatioun mat der Caritas iwwert de Summer ënnerbrach huet, nodeems wichteg Informatiounen ze lues kommuniquéiert gi wieren, esou dass hien d'Kontakter u seng Verwaltung delegéiert hat a sech selwer net méi aktiv abruucht huet.

Och hei ass feststellen, datt d'Verantwortung integral delegéiert ginn ass u Beamten an datt de Minister net am Kriszenario present war, sech deemno net aktiv abruucht huet. Hei recommandéiert d'Kommissioun dofir, eng Strategie ze analyséieren, fir genau an esou Situatiounen, an deene kuerzfristeg Finanzementer ewechfalen, awer en organiséierte Réckzuch ze assuréieren. Hei recommandéiere mer eeben, esou eng Strategie auszeschaffen, an dat zesumme mam Cercle des ONG.

An der Kommissioun gouf och vu ganz ville Membere bedauert, dass de Plaidoyer politique ewechgefall ass, wat definitiv e Verloscht fir déi sozial Debatte hei am Land ass, an dass et wichteg ass, dass de Staat Räum schaaft, fir kritesch Denken an eeben och Debatten zuzeloossen, virun allem fir där wäertvoller Aarbecht vun der Zivilgesellschaft kënnen e Raum ze ginn.

D'Personalgestioun bei HUT respektiv d'Iwwernam vun Personal vu Caritas duerch HUT, dat ass eist véiert Kapitel. D'Modalitéiten, ënnert deenen d'Personal vu Caritas op HUT iwwergeet, goufe mat ganz

vill Spannung suivéiert. Virun allem hu se fir ganz vill öffentlech Opmierksamkeet gesuergt, an dofir hu mer eis eeben och als Kommissioun intensiv domadder auserneegesat.

Et hu sech virun allem dräi Haaptkritickpunkten erauskristalliséiert:

Éischtens d'Modalitéite vun der Iwwernam. Hei wäert sech nach d'Gericht domadder beschäftegen, ob dat schlussendlech en Transfert d'entreprise war oder net.

Zweetens d'Émstänn, fir d'Kontrakter bei HUT ze ënnerschreien. Et gouf kritiséiert, dass net genuch Zäit gewiescht wär, fir d'Kontrakter ze kontrolléieren, an d'Salarië sech och net konnte vun engem Gewerkschaftsvertreider oder vun engem Conseiller begleeden a berode looslen.

En drëttes Kritikpunkt betrëfft d'Rechter vun den Délégués du personnel. Amplaz bestoend Delegationen ze iwwerhuelen, huet HUT decidéiert, eng nei Delegation wielen ze looslen, wat och op ganz vill Kritik gestouss ass. Och hei steet nach ëmmer de Reproche am Raum, dass d'Sozialwale net korrekt organiséiert goufen, well se net vum Minister, mee vun der ITM ordonéiert goufen. Dat wär net konform zum Gesetz, esou mol zumindest aus dem Eck vun der Personaldelegatioun. Och dat géllt et nach ze präiwien.

D'Kommissioun war mat rechtlechen, juristeschen Divergenze konfrontéiert. Wéi gesot, hei sinn et d'Gerichter, déi deemnächst Verschiedenes nach mussen klären.

D'Kommissioun stellt awer fest, dass um Terrain e reelle Besoin un aarbechtsrechtlechen Informatiounen besteet an dass et hei um Staat soll sinn, des dem Secteur zur Verfügung ze stellen. D'Urteil zu eeben där Fro, Transfert d'entreprise oder net: Egal wéi d'Urteil ausheet, wa bis Kloerheet do ass, ass et wichteg, och dem Terrain déi Konsequenzen, dat Urteil, matzedeelen. Och soll analyséiert ginn, inwiefern konventionéiert Acteuren ab enger gewëssener Gréisst e Personaldelegéierten als Observateur am Verwaltungsrot sollen hunn, dat eeben, fir e bessere Lien zum Personal kënnen ze garantéieren.

Fënneft Kapitel: d'Relatiounen tëschent dem Staat an den Acteuren vum soziale Secteur. Hei ass der Kommissioun besonnesch opgefall, dass et keng harmoniséiert Konventiounen a kee richtegen Iwwerbléck gétt, wéi eng a wéi vill Konventiounen eng Entitéit schlussendlech mam Staat huet. D'Konventiounen sinn net standardiséiert tëschent de Ministèren a weisen net kloer, wéi eng juristesch Schrëtt méiglech sinn, wann et zu Verstéiss kënn. An d'Regierung huet bestätegt, dass d'Texter net optiméiert si respektiv nach mussen optiméiert ginn.

D'FEDAS huet an deem Kontext e Katalog ausgeschafft mat Recommandatiounen. Et sief nach emol drop higewisen, dass an der Tëschenzäit och d'FEDAS an de Staat schonn e Protocole d'entente ënnerschriwwen hunn, fir eeben och hei déi Zesummenaarbecht kënnen ze verstärken.

Wat awer eis parlamentaresch Aarbecht betrëfft, esou recommandéiere mir, d'Gesetzer, déi d'Konventiounen encadréieren, ze iwwerpräiwien a gegebenefalls unzepassen, wéi d'Reegelunge fir Urgencé respektiv keng Cessioun vun de Staatsgelder.

Eng Harmoniséierung tëscht de Ministèren ze erreechen, ass och en Uleies vun der Kommissioun. Hei géllt et, déi bestoend Commission d'harmonisation auszebauen an d'Konventiounen vun de jeeweilige Ministèren unzegläichen.

D'Memberen an der Kommissioun hu sech och derfir ausgeschwat – an dat läit am Endeffekt jo och an

eiser Kompetenz –, e gréisseren Debat ze lancéieren, wéi mer an Zukunft gäre wëllen de Sozialsecteur opstellen, wéi mer e gäre wëllen organiséieren. Virun allem, wat ass d'Verantwortung vum Staat? Soll e weiderhi verschidde Missiounen outsourcen, esou wéi dat haut de Fall ass? Sollen eventuell nach nei Träger derbäikommen? Oder gétt et Aufgaben, déi erëm zeréck a staatlech Hand solle kommen, fir esou och eng besser Kontroll driwwer ze hunn? Op alle Fall ware mer eis eens an der Kommissioun, dass mer déi Debat mussen féieren, wéi mer an Zukunft de Sozialsecteur wëllen opstellen a virun allem wéi eng Roll, wéi eng Verantwortung de Staat hei soll hunn.

D'Preventioun an d'Stärkung vum Sozialsecteur waren e groussen Diskussiounspunkt bei eis an der Kommissioun. Domadder kommen ech bei dat sechste Kapitel. Virun allem hu mer eis gefrot: Wéi kann dann an Zukunft evitéiert ginn, dass et nach eng Kéier zu esou engem Skandal bei enger gréisserer Entitéit kënn – wuel wëssend, dass een et ni 100 % kann ausschléissen? Trotzdeem, wéi kann een dat evitéieren? Wéi kann een un der Preventioun schaffen, un der Resilienz, fir dass et net méi esou wäit kënn?

An eisen Echangé konnte mer e Manktum u Preventioun an u Kontroll, besonnesch wat déi intern Kontrollmechanisme betrëfft, identifizéieren. An dofir, ech widderhuelen et ganz kloer, ass fir eis d'Konklusioun, d'Resilienz vum Secteur ze stärke.

Dozou gehéiert och d'Engagement vun der Zivilgesellschaft, vun deene ganz ville Benevollen, déi sech all Dag fir hir Matmënschen asetzen, déi sech all Dag engagéieren, dat fräiwëlleg an onbezuelt. Och des Aarbecht géllt et weiderhin ze valoriséieren, ze ënnersetzen.

An dofir schléit d'Spezialkommissioun vir, eng Offer u Formatiounen ze offréieren: d'Sensibiliséierung zur Gouvernance, Anti-Korruptioun, Deontologie, Assurances, Cybersécherheet, fir just déi Theemeberäicher ze nennen. Et ass wichteg, eeben och deene Leit hei déi Formatioun matzeginn.

Da reegt d'Kommissioun Uni-Formatiounen am Non-profit-Management un, an, wat eis och ganz wichteg ass, dat neit ASBL-Gesetz ze evaluéieren. Hei schloer mer vir, dass spéitstens no fënnf Joer muss eng ëmfangräich Evaluatioun stattfannen, fir ze kucken, ob ee gegebenefalls muss un der Legislatioun nach eng Kéier nobessere gonn.

Ee Punkt, wou mer denken, dass e sécherlech hëllefäräich fir de Secteur wäert sinn, ass d'Kreatioun vun engem Point de contact, am beschte mat der Agence du Bénévolat zesummen. Hei geet et drëms, eeben esou eng Aart Guichet unique fir d'ASBLen, fir d'Entitéiten, ze schafen, déi Froen hunn, déi Support brauchen, eeben eng Ulafstell, wou se sech kënnen mellen.

An e Punkt, dee mir och nach an der Spezialkommissioun zrëckbehalen hunn, well och ganz vill Parteien dat an hire Walprogramm stoen hatten, ass de Congé bénévolat, also driwwer nozedenken, des an zeféieren. An och iwwer eng Assurance étatique fir d'Benevole soll nogeduecht ginn.

Bei allem – an dat war eis och wichteg an der Spezialkommissioun –, bei alle Mesüeren, déi solle geholl ginn, ass et wichteg, dat zesumme mam Terrain ze maachen, zesumme mat de Leit, déi all Dag um Terrain aktiv sinn a sech och am beschten an der Matière auskennen.

Da siwents, an domadder dat lescht Kapitel, d'Justiz an d'Kontrollautoritéiten. Hei baséiert sech d'Kommissioun gréisstendeels op dat, wat am Echange mat der Cellule de renseignement financier an och mat dem Procureur d'État beschwat ginn ass.

D'Autoritéiten hu bedauert, dass déi international Enquêtes, wéi eeben hei am Fall vun der Caritas, nach ëmmer ganz problematesch sinn. Déi geklaute Sue gi vu professionelle Bande ganz séier vun engem Land an en anert iwwerwisen an et gi ganz vill ënnerschiddlech Konte fir ganz vill ënnerschiddlech Dote benotzt. Oft kënnen d'Suen dofir net méi erëmfondt ginn, a wann awer, ass et net einfach, d'Suen enger bestëmmter Fraude zouzeuerdnen, an d'Konten lafe meeschtens iwwer geklaute Identitéiten, wat d'Saach nach ëmsou méi schwierig mécht, fir iwwerhaupt kënnen d'Täter herno ze bestëmmen.

Niewent dem Fait, dass et bekanntlech u spezialiséiertem Personal bei der Justiz feelt, proposéiert d'Spezialkommissioun hei, den Informatiounsaustausch tëschent der CSSF, dem Commissariat aux assurances an der Justiz ze verbesseren. Déi international Zesummenaarbecht bei der Strafverfolgung soll och onbedéngt verdéift ginn an et soll sech och an déi international Gespréicher abruucht ginn iwwer déi virtuell IBAN-Nummeren, fir eeben hire Mëssbrauch kënnen ze verhënneren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat heite war – an domadder kommen ech zu mengem Schluss – e wichtegen an e gudden Exercicio, och wann d'Kommissioun méi wéi eng Kéier un hir Limitte gestouss ass, wat eigentlech awer an der Natur vun der Saach läit, well viles an deem Dossier läit nämlech an den Hänn vun der Police an an den Hänn vun der Justiz. An dat ass och normal an dat ass och evident an engem Rechtsstaat. An dofir gétt am véierten a leschte Kapitel dann nach eng Kéier ganz kuerz beliicht, dass d'Kommissioun an hirer Aarbecht, an hirer Recherche net esou weiderkomm ass, wéi mer eis dat heiansdo gewënscht hätten.

An deem Sënn halen d'Membere vun der Spezialkommissioun fest, dass den Outil vun der Spezialkommissioun ze evaluéieren ass, an dat och zesumme mat der Cellule scientifique vun der Chamber. Mir géife si gären dobäi abannen, fir eng kritesch Evaluatioun zum Outil ze maache respektiv ze iwwerpräiwien, wéi eng aner Instrumenter d'Chamber sech ka ginn, wa si an Zukunft nach eng Kéier e Skandal politesch wëll opschaffen, wann – an dat war jo de kruziale Punkt bei eis – eebe parallel Enquêtë lafe respektiv wa mer och, wéi mer et leider erlieft hunn, mat contraires Aussoe respektiv mat Lige konfrontéiert sinn.

Dee Punkt ass an der Press och schonns am Detail beliicht ginn, obwuel dee Punkt – an dat wëll ech awer och ganz kloer soen – net den Haaptmessage vun deem Rapport sollt sinn.

Ofschléissen wëll ech nach emol drop hiweisen, dass d'Chamber sech ouni Spezialkommissioun sécherlech net esou intensiv mam Caritas-Dossier hätt kënnen auserneesetzen.

Eis Missioun war et, den Impakt, d'Repercussione vun engem aussergeweinleche Bedruch am Sozialsecteur ze analyséieren, d'Handelen an d'Decisiounen vun der Regierung an deem Kontext ze retracéieren, ze analyséieren an erauszefannen, wéi de Risiko vun enger änlecher Situatioun an Zukunft reduzéiert ka ginn.

Uni Spezialkommissioun hätte mer kee Rapport mat Recommandatiounen a mir hätten och keng politesch Debat haut dozou. Dat ass de Meritt vun der Spezialkommissioun. An et läit elo un eis, dass mer deem Ganzen och eng Suite ginn, iwwerpräiwien, ob déi Recommandatiounen, déi Konklusiounen, déi mer hei zéien, och weider verfollegt gi respektiv ëmgesat ginn. Mir schléissen haut d'Aarbechte vun der Spezialkommissioun of, mee eis politesch Verantwortung kënn an deem Dossier domat net op en Enn.

Mir hunn d'Chance, hei zu Lëtzebuerg eng ganz engagéiert Zivilgesellschaft ze hunn. A mir sinn hinnen et schëlleg, hir Efforten esou gutt wéi méiglech ze encadréieren. Leit, déi sech engagéieren, benevoll fir anerer do sinn, hinnen hëllefen, Leit, déi am soziale Secteur schaffen an déi derfir suergen, dass eis Gesellschaft all Dag e Stéck méi solidaresch, méi human gëtt, ben, allegueren deene si mer et schëlleg, eeben de Secteur ze ënnerstëtzen, hinnen eise grouse Respekt an eis grouss Unerkennung auszedrücken. A virun allem solle mer deenen hëllefen, déi aneren hëllefen.

Domat wier d'Presentatioun vum Rapport ofgeschloss an ech verbleiwe mat e puer Mercien. Virun allem wëll ech de Memberen an der Spezialkommissioun Merci soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer haten. Och wa mol d'Meenungen auserneegaunge sinn, och, wéi Der gläich wäert gesinn, verschidden Interpretatiounen kouden, sou war et – an ech mengen, dat ass eng grouss Stärkt vun der Spezialkommissioun, wéi ech scho gesot hunn – esou, dass mer eis konnten op Recommandatiounen eenegen an deemno hei déi Léiere konnten zesummen zéien.

Merci dem President fir seng Disponibilitäten. A virun allem och e grouse Merci un den Dan Schmit, de Sekretär vun der Spezialkommissioun, an och un de Rescht vun der Administratioun, déi extreem fläisseg a séier geschafft hunn.

An e grouse Merci och nach menge Mataarbechter/innen aus der LSAP-Fraktioun, virun allem dem Stéphanie Schintgen, fir déi enorm Fläissaarbecht an och – jo, wéi soll ech soen? – seng gutt Berodung. Mir hate Momenter, wou mer eis heiansdo gefrot hunn: „Firwat di mer eis dat doten un?“ Et war schonn e bësse méi speziell, esou e Rapport hei ze erstellen. Et ass eng nei Erfahrung, mee ech mengen, et ass eng wäertvoll Erfahrung, déi eis allegueren wäert weiderbréngen, déi léierräich ass, sofern mer dat hei elo wierklech notzen an doräuser déi Léieren zéien, wéi mer dat gäre wëlle maachen.

Dofir Tech allegueren e grouse Merci. An da kënne mer elo an d'Debatt goen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Charel Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et bei deem Dossier, dee mer haut diskutéieren, mat deem gréisste Finanzskandal am soziale Secteur ze dinn, dee mer jeemools hei am Land haten. Esou e Skandal kann an dierf net einfach ignoréiert ginn. Deemno war et och wichteg a richtig, dass mer als Chamber eis Responsabilitéit iwwerholl hunn an datt mer probéiert hunn, mat deene Moyenen, déi eis zur Verfügung stoungen, eis dem Dossier unzehuelen, an opzeschaffen an och Konkusiounen ze zéien.

Ech hat d'Éier, d'Aarbecht vun der Spezialkommissioun, déi d'Chamber agesat huet, als President duerfen ze leeden. An dobäi war et mer besonnesch wichteg, bei esou engem delikaten a komplexe Sujet an Dossier wéi deem, d'Prinzipie vun Neutralitéit, Transparenz an Objektivitéit zu all Moment ze respek-
tieren.

Mir hunn eis als Spezialkommissioun eiser Verantwortung gestallt, an dat net, fir mam Fanger op een

ze weisen, mee fir d'Froen opzeschaffen: Wéi konnt et dozou kommen? Wéi konnt en Träger wéi d'Caritas, deen zënter Joerzénge fir säi soziale Bäitrag an deem Land bekannt an unerkannt ass, an esou eng Situatioun rutschen? A virun allem: Wat léiere mer als Politick doräuser? Wat musse mer gegebenefalls änneren, fir datt esou e Skandal sech net widderhëlt?

An ech wëll däitlech soen, dass mat de Mëttelen, déi eis zur Verfügung stoungen, d'Kommissioun eng seriö an eng grëndlech Aarbecht geleescht huet. D'Froen, déi mer opgeworf hunn, an d'Pisten, déi mer ausgeschafft hunn, si kohärent a pertinent. Dofir war dës Kommissioun net nëmme derwärt, mee si war e wichteg Stéck politesch Verantwoordungskultur an eiser Demokratie.

Et war och e kloert Zeeche vun eiser Chamber no baussen, datt mer och an esou sensibelen Dossiere wéi deem heiten zesummeschaffe kënnen a konstruktiv Léisungen op Problemer sichen a fanne kënnen.

Dofir wëll ech mech och dem Merci vun der Rapportrice uschléissen. Ech wëll Merci soen de Memberen aus der Kommissioun, der Rapportrice e Merci, an och dem Dan Schmit aus der Chamber, deen eis bei den Aarbechten intensiv begleet huet. An dofir e ganz, ganz éierleche Merci.

Haut komme mer zum parlamentareschen Ofschloss vun deem Dossier, andeems mer de Rapport hei am Plenum dann diskutéieren an dobäi och déi politesch Dimensioun belichten, déi sech aus deser Affär ergëtt.

An an deem Kontext wäert ech mech elo am weidere Verlaf vun der Debatt als politesche Spriecher vu menger Fraktioun ausdrécken.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Et gëtt nach ëmmer vill Leit, déi mengen, mir wieren d'Caritas.“ Dee Saz sot mir eng Mataarbechterin vun der Épicerie sociale zu Dikrech. E Saz, dee vläicht harmlos kléngt, mee awer zoutreffend ass, well e weist, wat hei wierklech um Spill stoung. Et goug och, mee net nëmme dem eng Struktur, mee et goug virun allem dem Vertrauen, dem Verlässlechkeet a Seriositéit.

Wéi ech meng Ried vun haut preparéiert hunn, wollt ech mer selwer e Bild dovunner maachen, wéi d'Situatioun haut um Terrain ass, wéi d'Mënsche sech fillen a wéi se schaffen, well virun engem Joer alles un d'Wackelen an un d'Schleidere komm ass. Dowéinst sinn ech op Dikrech an d'Épicerie sociale gaangen. Dohin, wou d'Hëllef sech all Dag nei bewiese muss. Do, wou keng Froe gestallt ginn, mee do, wou geschafft a wou gehandelt gëtt.

D'Épicerie sociale ass net d'Plaz vun de grouse Rieden. D'Leit kommen dohinner, well se net genuch hunn, fir en dezent Liewen ze féieren, fir net ze soe fir ze iwwerliewen. Se kommen dohinner, well se Angscht em hir Existenz hunn. A si kréien do dat, wat se am néidegste brauchen: Liewensmëttel, Kleeder, Hygienesartikelen an och en oppent Ouer vun deene Leit, déi do schaffen.

D'Mataarbechter hu mer erzielt, wat de Caritas-Skandal mat hinne gemaach huet. Et war e Summer voller Ongewëssheet. E Summer gepräägt vun Existenzängscht. E kale Summer, virun allem mënschlech. D'Leit haten Angscht. Angscht em hir Aarbecht, em hir Familijen, em hir Zukunft. Se wossten net, ob se bleiwe kéinten, ob se am September nach e Patron hätten.

A wat hu se gemaach? Si hu weidergeschafft, ouni Paus, ouni Garantie, well se wossten, wat um Spill géing stoen: d'Hëllef fir d'Mënschen, déi et néideg hunn an déi op hir Aarbecht ugewise sinn. A fir desen

Asaz a grousser Onsécherheet schëllege mer hinnen dee gréisste Respekt an déi déifsten Dankbarkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV) | „Hëllef um Terrain ass komm, fir eis ze retten.“ Och déi Ausso war kee Pathos, mee se war éierlech, well Hëllef um Terrain huet zu engem Zäitpunkt iwwerholl, wou näischt méi sécher war. An et huet funktionéiert: Kee Buttek huet zougemaach, kee Mënsch stoung virun zouenen Dieren an d'Aarbeitsplaz goufen erhalen.

D'Realitéit ass, dass vill Betroffener d'Kris iwwerhapt net matkritt hunn. D'Leit, notamment d'Beneficiairen, hunn net matkritt, wat gelaf ass, dass d'Hëllef um Terrain, déi vun der Caritas assuméiert ginn ass, virun Aus stoung. Si hu sech keng Froe gestallt, well et fir si em eppes aneres gaang ass: dat alldeeglecht Iwwerliewen. An och haut denken nach Verschiddener, dass d'Struktur, an déi se ginn, d'Caritas ass. An dat, well d'Hëllef weidergelaf ass, well d'Hëllef ni ideologesch war, mee ëmmer mënschlech bliwwen ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 190 Stéit kommen all Woch an d'Épicerie sociale zu Dikrech. Dat sinn 190 Familijen, 190 Existenzen. Ouni dës Strukturen hätte se net genuch fir ze iwwerliewen. An ech preziséieren: „net genuch fir ze iwwerliewen“, well dat war an ass d'Realitéit.

An der Caritas-Affär goug et an éischer Linn net em Krimineller, net em Gerichtsprozesser, net em d'Banken an och net em de Bistum oder d'Regierung. Et goug em Brout, em Mëllech, em Kanner, déi owes net mat engem eidele Mo an d'Bett ginn. Et goug em Mënschen, déi all Dag all Cent zweemol mussen ëmdréien.

Si konnten trotz Skandal weider vun der Hëllef an de Servicer profitéieren. An dat war déi politesch Prioritéit an der Krisestategie, gradesou wéi et eng Prioritéit war, dass d'Mataarbechter hir Aarbeitsplaz net verléieren. Och dat konnt garantéiert ginn. A mir sinn der Meenung, dass dat déi wichtegst Erkenntnis an deem Dossier ass.

Här President, an de vergaangene Méint gouf der Regierung ëmmer erëm eng ongeschéckt Kommunikatioun am Caritas-Dossier virgeworf. Am Zentrum vun deser Kritik steet e Saz vun Premier: „Mir iwwerweise keen Euro méi un d'Caritas.“ Jo, dat war eng kloer Uso. An et war e Saz, dee konnt polariséieren. Mee war e falsch? War e wierklech falsch? Fir eng Äntwert heiroop ze ginn, muss een awer e kuerze Réckbléck op d'Situatioun deemools maachen.

Et ass Juli 2024. D'Situatioun ass chaotesch an oniwersiichtlech. E méigleche Milliounbedruch steet am Raum. Rieds geet vun em déi 60 Milliounen, déi fort sinn, déi geklaut goufen, an dat bei enger Organisatioun, där joerzéngtelaang vertraut ginn ass. A genau dës Vertraue gouf zu deem Zäitpunkt zerstiéiert. Déi privat Spender goufen effentlech vum Direkter vun der Caritas dozou opgeruff, hir Ënnerstëtzung anzustellen. An dat war, ier de Premier gesot huet, dass d'Caritas keen Euro méi géing kréien. De Message, keng Sue méi ze iwwerweisen, kum deemno als Éischt vun der Organisatioun selwer, well d'Situatioun esou onduersichtlech, esou chaotesch war a kee wosst, wat genau geschitt war. D'Gouvernance vun der Caritas war de facto handlungsonfäeg.

Dozou kënnt den entscheidende Punkt: d'Trauen an d'Caritas war méi wéi ugeschloen. Souwuel bei de Spender wéi och bei de Partner war eng déif Veronsécherung. An den Numm „Caritas“ stoung hei am Land op eemol fir „Skandal“ an net méi fir „Solidaritéit“. Ënnert deenen Ëmstänn war et onméiglech, esou weiderzefuere wéi bis elo.

Et muss een den enormen Zäitdruck verstoen, ënnert deem d'Regierung stoung. Entscheidungen hu séier a mat klore Kapp misse geholl ginn a si hu misse gräifen. Virun allem hu se misse gräifen. Wien dat haut ignoréiert, dee verkennt déi exceptionnel Situation vum Juli 2024.

Dat ass de Kontext, an deem d'Ausso vum Premier ze setzen ass. Et war keng spontan Reaktioun, mee eng bewusst Entscheidung.

Well wat wier d'Alternativ gewiescht? Hätt d'Regierung solle Geld an eng Struktur pompelen, nodeem esou e Skandal opgefloss ass? Kuerz nodeem bekannt gouf, dass 61 Milliounen – 61 Milliounen! – geklaut goufen, a kee wosst, wou se hi wieren? Wou iwwer Méint Milliounesommen u kriminell Banden iwwerwise gi sinn? Wou kee wosst an nach haut weess, wéi et genau zu deem Bedruch komme konnt, wien d'Drotzéier heivu waren, wie gegebenefalls mat an d'Affär verstréckt ass? Eiser Meenung no konnt dat keng verantwortungsvoll Optioun sinn.

An enger ugespaanter Situatioun huet de Premier e Saz formuléiert, dee vläicht sec eriwwekkomm ass, mee et war déi richteg Entscheidung.

Déi kruzial Fro, déi sech gestallt huet, war: Wéi suerge mer derfir, dass déi onentbierlech Aarbecht vun der Caritas weiderlafe kann, trotz Skandal, trotz Chaos, trotz Vertrauensbroch? An hei huet d'Regierung hir Responsabilitéit iwwerholl: De Premier an déi zoustänneg Ressortministeren hunn hiert Méiglechsch gemaaht, fir dat hir politesch Prioritéiten zum Droe kéimen: éischtens, fir sécherzestellen, dass d'Aktivitéiten um Terrain weiderlafe kënnen an dass déi Leit, déi et am dréngendste brauchen, weider vun de Servicer profitéiere kënnen; zweetens, dass déi puer Honnert Aarbechtsplazen, déi um Spill stoungen, geséichert ginn, dass d'Leit hir Aarbecht net verléieren an net an de Chômage falen; an drëtzens, dass d'ëffentlech Gelder geschützt ginn an net an déi falsch Hänn geroden.

Et kann een, réckbléckend gekuckt, der Regierung vläicht de Reproche maachen, net zurzäit a vläicht net genuch iwwer hir Initiative kommunizéiert ze hunn. Dat kann een esou gesinn, dat muss een awer net. Mee wat ass de Constat haut? Déi national Aktivitéit si weidergelaf an déi 15.000 Beneficiairé konnte weider gehollef kréien. E puer Honnert Aarbechtsplaze si bis op e puer Ausnamen integral iwwerholl ginn. Kee Cent vun ëffentleche Gelder ass a falsch Hänn geroden. An dat ass dat, wat zielt. Dat ass dat, wat déi 15.000 Beneficiairen an déi puer Honnert Leit um Terrain interesséiert, a soss guer näischt.

D'Prioritéiten, déi d'Regierung gesat huet, sinn erfëllt ginn an an d'Realitéit ëmgesat ginn, wat gutt a richtig ass.

Här President, da gouf ëmmer erëm de Virwurf gemaach, dass d'Regierung d'Caritas fale gelooss hätt, dat nach haut de Moien, an och ausblude gelooss hätt. An an deem Kontext gouf ëmmer erëm vum berüchtigten „Emer mat de Lächer“ geschwat. Et gouf gefuerdert, et hätt ee solle Waasser noschëdden. Et hätt een d'Suen an d'Hand sollen huelen an d'Caritas domadder retten. Dat wär aus eiser Siicht awer de falsche Wee gewiescht, well et vill ze vill Onkloerheete gouf, ënner anerem wéinst de Kreditlinnen an och de Cessions de créance, déi et goufen.

D'Kreditlinnen, déi bei zwou Banken opgeholl goufen, waren ofgeséichert duerch Cessioun vum zukünfte Staatsgelder. Eengersäits huet d'BGL der Fondatioun eng Kreditlinn vun am Ganzen 21 Milliounen Euro accordéiert, ofgeséichert duerch d'Cessioun vu Participatioun vum Staat. Anerersäits huet d'Spuerkeess en Dispo vun 10 Milliounen

Euro zur Verfügung gestallt, dat garantéiert duerch zwou Cessioun vum zukünfte Gelder vum Ausseministère an dem Familljeministère. Déi Cessioun sinn dem Staat och jeeeweils notifizéiert ginn.

Mee wat heescht dat konkret? D'Banken haten eng Garantie, déi virgesinn huet, dass all Euro, deem de Staat un d'Caritas iwwerweist, direkt un d'Banke geet, an dat esou laang, bis d'Caritas hir Scholden, summa summarum 31 Milliounen, zrëckbezuelt hätt.

Elo gëtt déi juristesche Validitéit vun de Cessions de créance vu Verschiddenen a Fro gestallt, mat der Konsequenz, dass d'Banken net berechtigt gewiescht wieren, d'Suen, déi de Staat bezuelt hätt, an Usproch ze huelen an ze reklaméieren. Bon, dat ass eng juristesche Fro, déi och actuellement vu Gerichtsprozedure gekläert wäert ginn.

Mee wichteg ass, hei ze soen, dass et kee Schwaarz oder Wäiss gëtt, ouni dass e Gericht heiriwwer befonnt huet. Dat hu par ailleurs d'Avis-juridiquen, déi mer consultéiere konnten am Kader vun eisen Aarbechten, och esou gesot.

A grad wéinst dëser juristescher Onkloerheet wier et irresponsabel an net ze rechtfertigt gewiescht, wann de Staat trotzdem Suen un d'Caritas iwwerweisen hätt, ouni dass juristesche voll a ganz garantéiert ass, dass dës Gelder tatsächlech bei de Betraffenen an de Servicer ukommen an net direkt duerch d'Wierkung vun de Cessiounen un d'Banke gaange wieren.

Mir schwätzen hei net vu Privatfongen. Mir schwätzen hei vu Steiergelder. An et ass d'Kärverantwortung vun enger Regierung, mat ëffentleche Mëttel mat maximaler Virsicht an Transparenz ëmzagoen.

Ee vun den Avis-juridiquen, déi mer consultéiere konnte goen, hat 21 Säiten. Dat eleng beweist schon d'Komplexitéit vum Sujet. An ech si formell doranner: Et war déi eenzeg richteg Entscheidung, kee Risiko anzegoen a virsichteg ze sinn.

Fir d'Regierung war et eng Fro vu Verantwortung a vum Schutz vun ëffentleche Mëttel, hei mat gréisster Virsicht a juristesche fundéiert ze handelen. Och hei huet d'Regierung déi richteg Entscheidung getraff.

Här President, fir eis als CSV ass d'Haaptkennntnis, wat de politesche Volet ugeet an déi aus der Aarbecht och vun der Spezialkommissioun ervirgeet, kloer: An där schwieriger a chaotescher Situatioun war e séiert Handeln absolutt verständlech an novollzëibar. Et goung drëms, dass d'Leit hir Aarbecht konnte behalen an dass déi Schwächst an eiser Gesellschaft net eleng gelooss ginn. Dat war schlussendlech dat Allerwichtigst, an dat ass och gelongen.

An all där Zäit war et de Krisekomitee, dee sech zesumme gesat huet aus Vertrieeder vum Verwaltungsrot vun der Fondatioun, mat un hirer Spëtzt dem Här Billon, deem de Lead hat. Et war dee Komitee, deem d'Entscheidung getraff huet, eng nei Entitéit ze schafen, déi d'Aktivitéiten iwwerhuele soll.

An den Här Billon war formell an der Ausso, dass all aner Optioun duerchliicht an och a Consideratioun geholl gi wier, an hie war gradesou formell, fir ze soen, dass d'Asetze vun enger neier Entitéit déi eenzeg realistesch Optioun war.

Och hei muss een deem enormen Zäitdruck beuechten, ënnert deem d'Acteure stoungen, well gewosst war, dass Enn September keng Sue méi do wieren, fir d'Paie vun de Leit ze bezuelen.

Här President, erlaabt mer, e puer Bemierkungen zur Roll vum Bistum ze maachen. An enger Zäit, wou mat vill Engagement a Seriositéit no Léisunge gesicht gouf, hätt ee sech vum Bistum – als Grënnungsmitglied vum der Caritas – net nëmme gewënscht, mee och

erwart, dass e seng Verantwortung erkennt, eescht hält a sech aktiv an d'Diskussiounen mat abréngt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV) | Leider muss mer feststellen, dass dat net de Fall war. De Bistum huet sech bewusst zrëckgehalen, sech net positionéiert a keng konkret Bereedtschaft gewisen, fir zu enger Léisung vun der Kris bäizetroen. Dat ass net nëmmen enttäuschend, mee steet och am Widdersproch zu der Verantwortung, déi se vis-à-vis vun der Caritas an hirem soziale Mandat haten.

Et kann ee verstoen, dass de Bistum vläicht net déi finanziell Moyenen hat, fir deem Desaster ze stemme bei esou enger Envergure. Mee hir Stëmm, hir Präsenz an hiert Engagement hätten e staarkt Zeeche kënnen setzen – vis-à-vis vun de concernéierte Mataarbechter, de Partner, der Zivilgesellschaft an och vis-à-vis vun der Æffentlechkeet. Déi passiv Roll vum Bistum an dëser Kris werft Froen op, déi bis haut leider net beäntwert gi sinn.

Här President, et gouf och vill iwwert den Transfer d'entreprise diskutéiert. D'Rapportrice war och scho kuerz drop agaang. Et ass en technesche Sujet, jo, mee awer och e mënschlechen, well et hei ëm Mënsche geet, ëm hir Aarbechtsplaz, ëm hire Liebenswee. An d'Meenungen heizou gongen an der Kommissioun och ausereneen.

Fakt ass, dass dës Fro Géigestand vu Gerichtsprozeduren ass an dass déi Fro do vun der Justiz gekläert wäert ginn an et net vill Sënn mécht, sech op dës Plaz elo doriwwer auszeloossen. Allerdéngs waren déi aarbechtsrechtlech Froen, déi sech gestallt hunn, berechtigt.

Déi allermeescht Mataarbechter vun der Caritas schaffen haut fir Hëllef um Terrain. Si si weider am Asaz, am sozialen Dëngscht an no bei de Mënschen, déi op hir Aarbecht ugewise sinn. Fir si huet sech am Kär, an hirem Alldag näischt geännert. Näischt un hiren Aarbechtsbedéngungen, näischt un hiren Karriereperspektiven, näischt um Stellwäert vun hirer Aarbecht. An dat ass och gutt esou.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee sech de Caritas-Dossier am Detail ukuckt, da muss een éierlech soen: Et ass bal alles schifgelaf, wat nëmme schiflaffe konnt. Eent ass bei d'anert komm, an d'Resultat ass dat, wat mer haut kennen.

Als Haaptursach steet sécherlech déi enorm kriminell Energie am Mëttelpunkt, déi vun engem professionellen an international organiséierte Réseau ausgegangen ass. Dat ass d'Wuerzel u sech vun dëser ganzer Affär. An hei ass d'Justiz gefuerdert, fir d'Verantwortung do, wou se läit, och ze klären.

Gläichzäiteg dierf een awer net déi grav intern Dysfunktionsmer ignoréieren, déi d'Caritas selwer betreffen. D'Gouvernance war, fir et diplomatesch ze formuléieren, alles anescht wéi gutt an effikass. Fir manner diplomatesch ze sinn: Et war eng Katastroph. Et huet un Transparenz an u Kommunikatioun gefeelt, souwuel innerhalb vun der Direktioun wéi och tëscht der Direktioun an dem Verwaltungsrot. Déi eng Hand wosst net, wat déi aner géing maachen. Dat ass och kloer aus eiser Kommissioun erauskomm. Et ass net ze erklären, wéi et méiglech ass, dass iwwer Méint Honnerte vu gréisseren Iwwerweisungen an d'Ausland gemaach goufen, ouni dass dat intern opgefoll ass oder een et detektiert huet.

Mee och bausent der Organisatioun si Problemer evident ginn. Besonnesch d'Banke spillen hei eng zentral Roll. Et ass schwéier nozvollzéien, wéi d'Kontrollmechanismen net gräife konnten an eng Iwwerweisung no där anerer duerchgewonk gouf.

Och wann déi concernéiert Acteuren an de Kommissiounssätzungen all Feelverhale vu sech gewisen hunn, bleift dese Volet awer e weesentlech Bestanddeel vun der kritescher Analys. D'Konklusiounen vun der CSSF an der Europäescher Zentralbank, wou d'Prozeduren drop an dru sinn, ofgeschloss ze ginn, wäerte méi Opschloss iwwe e méigleche Feelverhale ginn. An hei mussen a wäerten déi néideg Konsequenze gezu ginn.

Fakt ass, et koumen eng Rei Facteuren zesummen: e komplex Ëmfeld mat enger staarker krimineller Energie, intern Dysfunktionementer an extern Kontrollversoen. Dat huet zu deem massive Schued a Verloscht u Vertrauen an de ganze Secteur gefouert. E Secteur mat Strukturen, déi eigentlech do sinn, fir déi Schwächst an eiser Gesellschaft ze schützen. Grad do ass d'Vertrauen e fundamentaalt Kapital. A genee dat ass duerch dës Affär eeschthaft an d'Schleidere komm. Hei gëllt et, peu à peu an a kleng Schrëtt d'Vertrauen erëm hierzestellen. An do gëtt all Hand gebraucht.

D'Enquêt vum eiser Justiz sinn nach amgaangen an et ass dovun auszegoen, datt dës Ermëttlungen nach eng gewëssen Zäit wäerte brauchen. Mir begreissen awer, datt schonn déi éischt Urteeler, quitte datt et iwwe Jugement sur accord ass, déi éischt Resultater och elo kommen. Dat weist, datt d'Justiz op dem richtege Wee ass.

Datt dat Zäit brauch, dat ass normal. Dat ass verständlech. An et ass virun allem néideg. Mir schwätze vun engem Dossier, deen net nëmmen extreem komplex ass, mee deen och grenziwwerschreidend Elementer huet, wou verschidden Acteuren a verschidden Instanzen zesummespille mussen a wäerten. An esou Enquêt feieren net vun haut op muer zu Resultater. Grëndlechkeet an déi juristesche Rigueur mussen hei virgoen. A mir hunn do vollst Vertrauen – ech mengen, do schwätzen ech am Numm vun eis alleguer – an eis Justiz.

Här President, ech wëll nach eng Kéier kuerz op d'Diskussion agoe bezüglech der Daseinsberechtigung vun der Spezialkommissioun an dorop, ob net en aner Format besser gewiescht wier. Fir et nach emol kloer ze soen: D'Spezialkommissioun war déi eenzeg Optioun, déi der Chamber zur Verfügung stoung, fir dësen Dossier seriö opzeschaffen. D'Enquêtékommis-sioun wier, an esou hu mer et och am Rapport festgehalen, dat falscht Instrument hei gewiescht.

Jo, an d'Rapportrice huet et och gesot, mir sinn deelweis un eis Limite gestouss. Eis waren a verschiddene Situatiounen d'Hänn gebonn. A well mer déi eng an aner Kéier déi Limiten do gesinn hunn, hu mer festgehalen, d'Cellule scientifique vun der Chamber mat enger Étude comparative ze beoptragen, fir ze analyséieren, wéi eng Formater et am Ausland gëtt, wéi eng Kompetenzen déi eenzel Kommissiounen am Ausland hunn, a fir doriwwe eng Analys ze kréien.

An op Basis vun där kënne mer kucken, wéi mer eis Instrumenter hei am Land nach optimiséiere kënnen, a mir wäerten evaluéiere kënnen, wat fir Outilen eis wierklech weiderbréngen kënnen a wéi mer eis Moyenen an Zukunft eventuell esou adaptéiere kënnen, datt d'Chamber nach méi effikass an nach méi geziilt an esou Dossiere schaffe kann.

An deem Zesammenhang ass et mer awer och wichteg, d'Roll vun der Press an deem Dossier ervirze-strächen. An do schwätzen ech, mengen ech, am Numm vun eis alleguer. An dat net, fir eidel Komplimenter hei ze verdeelen, mee aus enger Éierlechkeet eraus an am Bewosstsinn, wéi wichteg eng kritesch an onofhängeg Meedielandschaft fir eis Demokratie ass.

(Interruption)

Besonnenesch de Podcast um Radio 100,7, awer och d'Recherchë vun der gesamter Press an deem Dossier hunn dozou bäigedroen, dass gewësse Faiten opgedeckt goufen an d'Effentlechkeet sensibiliséiert gouf. Si hunn d'Komplexitéit vum Dossier fir d'Allgemengheet zougänglech gemaach an domat och eis politesch Aarbecht an der Spezialkommissioun op eng gewëssen Aart a Weis och ergänzt.

Wat elo de Rapport ugeet, enthält dee Konklusiounen op gesetzlech, strukturellem an administrativem Niveau. D'Rapportrice ass schonn an den Detail vun den eenzelne Mesüre gaangen, dofir ginn ech elo net méi dorobber an, well mer eis op deenen eenzelne Punkten eens sinn.

Dat, wat mer an eise Rapport festgehalen hunn, gehéiert och elo op déi politesch Agenda. An deem Sënn erlaben ech mer, Här President, eng Motioun anzerechen, déi vun der DP mat ënnerschriwwen ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant que le débat du 10 juillet 2025 marque la fin des travaux parlementaires de la Commission spéciale « Caritas », instituée en octobre 2024 dans le contexte de ladite « affaire Caritas », avec pour objectif de tirer des conclusions claires permettant de mieux guider les décisions politiques dans le cadre d'urgences futures similaires ;*

– *constatant que la Commission spéciale « Caritas » a procédé à des travaux approfondis, comprenant notamment de nombreuses auditions, des analyses documentées ainsi qu'un dialogue soutenu entre les membres de la Commission, et que ces travaux se sont déroulés dans un esprit de collaboration interpartisane ;*

– *rappelant que les conclusions de ces travaux ont mené à l'élaboration d'un rapport final contenant une série de recommandations concrètes visant à prévenir de futurs dysfonctionnements, à renforcer la gouvernance et la transparence des relations entre l'État et les structures bénéficiaires de fonds publics, ainsi qu'à protéger au mieux les bénéficiaires des services sociaux ;*

– *soulignant que ledit rapport a été adopté à l'unanimité par l'ensemble des groupes politiques et sensibilisés représentés à la Chambre, témoignant de la volonté commune de tirer les leçons de cette affaire au-delà des clivages partisans ;*

– *rappelant l'importance de traduire les conclusions issues d'une commission spéciale en actions concrètes afin de renforcer la confiance des citoyennes et citoyens dans l'institution parlementaire,*

invite le Gouvernement

– *à mettre en œuvre dans les meilleurs délais les recommandations contenues dans le précité rapport, plus particulièrement :*

- *à évaluer les pratiques de paiement au profit des acteurs du secteur social, afin de réduire autant que faire se peut d'éventuels retards de paiement,*
- *à examiner des stratégies pour renforcer la transparence des flux financiers publics ainsi que la coordination entre les différents ministères, notamment en consolidant les compétences et le rôle de la commission d'harmonisation, pour disposer d'une vision globale du secteur conventionné,*
- *à évaluer les moyens de communication et les dispositifs déployés dans le contexte de gestion de crise, afin d'améliorer la réponse gouvernementale à une nouvelle situation de crise,*
- *à examiner les moyens visant à renforcer les efforts de documentation des décisions gouvernementales en cas de crise,*

- *à élaborer une stratégie pour gérer les situations d'urgence impliquant des retraits rapides de financements ou d'activités à l'étranger en concertation avec le Cercle de coopération des organisations non gouvernementales de développement du Luxembourg ASBL (« Cercle des ONG »),*

- *à analyser le cadre législatif et réglementaire applicable face à un secteur social qui a fortement évolué, tout comme la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations dans un délai de cinq ans,*

- *à évaluer l'opportunité de créer un point de contact pour les ASBL en étroite collaboration avec l'Agence du Bénévolat, dont le rôle et les compétences doivent être renforcés,*

- *à développer l'offre de formation destinée au personnel et aux administrateurs en étroite collaboration avec les acteurs du secteur social,*

- *à rendre compte des résultats des travaux entamés par le Gouvernement avec la Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg ASBL (« FEDAS »),*

- *à renforcer les ressources humaines pour conduire efficacement les enquêtes en matière de criminalité financière,*

- *à améliorer le cadre légal applicable aux mesures de confiscation en concertation avec les autorités judiciaires,*

- *à étudier les moyens pour faciliter les échanges d'information entre les autorités judiciaires, la Commission de surveillance du secteur financier (« CSSF ») et le Commissariat aux assurances.*

(s.) Charles Weiler, Carole Hartmann.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler.

M. Charles Weiler (CSV) | An dëser Motioun ginn déi Haaptpunkten, déi fir eis weesentlech sinn an déi mer am Rapport och festgehalen hunn, iwweholl.

Ech wëll nach kuerz bemierken, dass mer och begreissen, dass déi verschidde Ministère sech mat der FEDAS zesummegesat hunn an am Dialog e Protocole d'entente ënnerschriwwen hunn, fir en Aarbechtsprogramm auszuschaffen, fir eng Rei Mesüeren ëmzesetzen, déi dem Secteur zeguttkomme wäerten. Déi proaktiv Haltung vun der Regierung ass ze begreissen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Et ass scho bal symbolesch: Viru quasi genee engem Joer huet ons d'Noriicht vun der Caritas erreecht. D'Organisation, déi fir vill Mënsche jorelaang en Anker war, ass an d'Wanke geroden. Net wéinst engem Mëssverständnis, net wéinst engem Detailfeeler, mee wéinst engem Drama, dat peu à peu säi Laf geholl huet.

61 Milliounen Euro, 15.000 Beneficiairen, e puer Honnert Aarbechtsplazen. Dat si keng abstrakt Zuelen. Dat si Mënschen, dat sinn Existenzen. Wat u sech no enger bëlleger Netflix-Serie kléngt, sinn d'Eckzuele vun enger batterer Realitéit. An trotzdeem – oder genau dowéinst – hu mer reagéiert. D'Politik huet net gezéckt. Et goufe Froe gestallt, Äntwerte gefuerdert, Konsequenze gezunn. Néng Méint laang hu mer den Dossier opgeschafft a mir hunn dobäi ni vergiess, wourëm et eigentlech geet: ëm d'Mënschen.

Wa keng Léisung fonnt gi wier, wär haut viles anescht. Ech stellen haut fest: Fir all déijéineg, fir déi et zielt, huet sech quasi näischt geännert. D'Hëllef kënnt weiderhin un. D'Strukturen halen. Kee steet haut eleng do. An dat, Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, ass eng Léisung. Dowéinst verdéngen all déi, déi Responsabilitéit iwweholl hunn, déi Courage bewisen hunn an déi Léisunge virgeschloen hunn, déi d'Strooss halen, eis Unerkennung an eisen éierleche Merci.

Villmools merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Weiler. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass

d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, bal genee ee Joer ass et hier, datt sech wuel de gréisste Bedruchsfall am Lëtzebuerger Sozialsecteur ereegent huet. Kriminellen ass et gelungen, ronn 61 Milliounen Euro ze klauen, an dat vun enger Organisation, déi – an ech mengen, dat kann een esou soen – zanter Joerzéngten zum Réckgrat vun dësem Secteur gehéiert huet.

D'Caritas, déi geschwënn hiert honnertjäregt Jubiläum hätt kënne feieren, existéiert wéinst dëser Fraude haut net méi an där selwechter Form. An net nëmme ass eng bedeitend finanziell Zomm iwwer d'Grenzen an d'Ausland verschwonnen, déi bis haut net recuperéiert gouf a warscheinlech ni ganz recuperéiert wäert ginn.

Et bestoung zudeem déi ganz reell Gefor, datt duerch dëse finanzielle Bedruch a Milliounenhéicht wichteg Projeten an Hëllefsléschung fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ewechgefall wäeren. Och d'Aarbechtsplaz vu ronn 400 Salariéë stoungen um Spill.

An dëser héich komplexer, jo dramatescher Situation huet séier, immens séier misse gehandelt ginn an no Léisunge gesicht ginn. Fir d'Regierung gouf et hei zwou absolut Prioritéiten: éischtens, d'Servicer fir déi vulnerabel Leit weider sécherstellen, an zweetens, d'Aarbechtsplaz vu de Salariéë vun der Caritas ze erhalen.

Här President, ech ginn net nach eng kéier op de ganze Verlaf vun der Caritas-Affär an. D'Madamm Bofferding huet dat mat hirem Rapport vun den Aarbechte vun der Spezialkommissioun ganz detailléiert gemaach. Op dëser Plaz wëll ech hir dofir Merci soen, och fir de gudden schréftlechen a mündlechen Rapport.

Kollegeinnen a Kollegeen, Bedruchsfäll sinn natierlech net nei, mee gouf et schonn ëmmer. Ma se schéngen ëmmer méi dreist an ëmmer méi schwéier erkennbar ze ginn. Wou een et soss vläicht nach mat méi offensichtlechen Bedruchsmaschen ze dinn hat, wéi déi bekannten E-Mailen oder Telefone vu Familljemembere, déi Sue brauchen, oder Phishingmaile mat däitlech ze ville Schreiffeeler, sou ass dat haut net méi esou einfach.

D'Bedruchsmasche ginn ëmmer méi sophistiquéiert, mat sougenannten „Deepfakes“, déi et méiglech maachen, Stëmme a souguer Videoe vu Mënschen täuschend echt ze reproduzéieren, gradewéi Iwwersetzungsprozesser, déi esou performant sinn, datt se déi verschiddenste Sproochen extrem gutt kënne erëmginn.

Ob et sech elo hei ëm e sougenannte „Presidentebedruch“ handelt oder ëm eng aner Form vu Fraude, dës Affär weist nach eemol, dass mir eise Justizautoritéiten – hei dem Parquet, awer och der Police – déi néideg technologesch a prozedural Moyene musse ginn, fir och adequat op déi nei Forme vu Kriminalitéit reagéieren ze kënne.

Et ass dohier och net anodin, mee au contraire richteg, dass mir aktuell an der Justizkommissioun iwwer déi eng oder aner Erweiterung vun de Moyene vun eiser Justiz schwätzen. Grad wéi d'Mëttel vun de Kriminellen evoluéieren, musse mir och eise Poursuiteautoritéiten nei Moyene ginn.

Niewent der Repressioun géllt et natierlech och, sech preventiv an den Organisationene selwer Reegelen ze ginn, fir géint Fraudene oder Abusen opgestallt ze sinn. Dobäi kann ee sech duebel oder dräifach ofsécheren, an trotzdem wäert kee System perfekt sinn.

Bei der Caritas – an dat ass an eise Sitzung vum der Spezialkommissioun, awer och am ganz gudden Podcast vum Radio 100,7 kloer ginn – gouf et an deene leschte Joreng eng ganz Rétsch intern Problemer. Net nëmme dass scho gréisser Anomalien am Finanzdepartement an engem Audit téschent Enn 2023 an Ufank 2024 opgeworf goufen, an der Commissioun sinn och seriö Gouvanceproblemer op d'Tapéit komm, dat notament a punkto Kommunikatioun téschent de Membere vun der Direktioun vun der Caritas, awer och mat de Membere vun dem Verwaltungsrot vun der Caritas.

Dës intern hausgemaache Caritas-Problemer waren och net onbekannt, se sinn allerdéngs vun den Haaptresponsabele vun der Caritas net a virun allem net matzäiten ugepaakt ginn. Domat war déi organisationsintern Preventioun bei der Caritas extrem schwach an en fait net gutt genuch opgestallt, fir adequat op e méigleche Bedruch kënne ze reagéieren.

D'Fro ass, wéi mir elo politesch op dëse Caritas-interne Skandal reagéieren. Fir d'Demokratesch Partei ass eent kloer: D'Affär Caritas dierf dem ganzen associatiive Secteur elo net d'Liewe vum Prinzipp hier méi schwéier maachen. Dës Affär hat schonn en Impakt op de gesamte sozialen a karitative Secteur hei am Land. Et gétt duerch déi vill Suen, déi geklaut goufen, awer och duerch d'Revelatioun vum schlechter Gouvance bei der Caritas eng gewësse Mefiance.

Et ass eis als DP – an ech denken, mir sinn eis do zu ganz villen eens – dorunner geleeën, dass dës Mefiance sech séier nees leet an dass déi immens vill an immens engagéiert Associatiounen an ONGen nees dat néidegt Vertrauen hunn, fir hir wichteg Aarbecht um Terrain am Sënn vun der Allgemengheet voll a ganz kënne ze erfëllen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Duerfir dierf eis politesch Reaktioun och net déi sinn, dass mir eise Clibb an eisen Associatiounen zousätzlech Oplagen operleeën, fir eng Situation wéi déi bei der Caritas ze evitéieren.

Eréischt am August 2023 ass en neit, e méi modernt ASBL-Gesetz gestëmmt ginn, dat notament d'Kontroll vun de Finanze vun de groussen Associatiounen méi contrainant gemaach huet. Dëst Gesetz wäert elo no enger Transitionphas am September dëst Joer komplett applikabel sinn an da soll dëseneie Kader emol zum Droe kommen.

Onofhängeg vum legale Kader fir d'ASBLen an d'Fondatiounen hu mir an der Spezialkommissioun awer och iwwer d'Relatiounen téschent dem Staat an den Associatiounen geschwat, notament d'Agrementen, déi ausgestallt ginn, an d'Konventiounen, déi geschloss ginn, an déi d'Basis vun der finanzieller Ënnerstützung vum Staat sinn.

Aus den Erklärungen, déi mir dozou vun den eenzelne Ministère kruten, ass fir eis als DP erwirgaangen, dass de Staat eng Panoplie u Reegelen applizéiert, fir déi néideg Garantien ze hunn, éier en Agreement erstallt gétt, an eng Hellewull u Kontrolle mécht, éier Suen ausbezuelt ginn – iwwregens am Prinzipp och eréischt a posteriori, dat heescht, nodeems e Projet oder eng Aktivitéit realiséiert ass. Hei gétt et deemno haut schonn déi néideg Garde-fouen an eise Prozeduren, wat staatlech Iwwerweisungen ugeet.

Wat allerdéngs an der Commissioun opkomm ass, awer kee Afloss am Caritas-Skandal hat, dat ass, dass d'Konventiounen, déi vu staatlecher Säit mat de verschiddenen Associatiounen geschloss ginn, vu Ministère zu Ministère, voire souguer innerhalb vun

engem Ministère, kënne ënnerschiddlech sinn. Hei gouf et e grouse Konsens, dass een eng Harmoniséierung vun dëse Konventiounen sollt förderen.

An deem Kader ass et immens begrüessenswäert, dass d'Regierung no zwou interministerielle Reuniounen Enn lescht an ugangs dëst Joer elo e Protocole d'entente mat der FEDAS ënnerschriwwen huet. Dëse Protocole d'entente ass d'Basis, ënner anerem, fir a Richtung vun enger Harmoniséierung vun de Konventiounen, déi d'Ministère mam Sozialsecteur ofschléissen, ze goen. Weider Punkten aus dësem Protocole d'entente, wou elo soll an Aarbechtsgruppe weidergeschafft ginn, sinn d'Stärke vun de Gouvanceereegelen, d'Finanzementer an de Contrôle dovunner respektiv d'Weiderbildungsofferen an d'Sensibiliséierung vun de Verwaltungsrotsmembere. Dëse Protocole d'entente ass an eisen Aen eng gutt Basis, fir eng gréisser Resilienz vun dem Sozialsecteur ervirzebréngen.

Kollegeinnen a Kollegeen, eng vun de grouse politesche Froen, déi ëmmer nees a Relatioun mat der Caritas-Affär opkomm ass, ass déi ëm d'Krisegestioun – vun der Regierung, vun der Caritas, vun dem Comité de crise oder vu PwC.

D'Haaptprioritéit vun der Regierung – an dat ass och eng Konklusioon, déi een aus dem Rapport kann zéien –, déi goufen erfëllt. Zum enge war dat d'Erhale vun den Aarbechtsplaz vu de Caritas-Salariéen, zum aneren d'Erhale vun de Servicer fir déi Vulnerabelst aus eiser Gesellschaft. Béid Ziler goufen erreicht, och wann déi international Aktivitéit méi komplex ze reegele waren. Ech kommen op dëse Punkt nach eng kéier zeréck.

D'Caritas, mam Comité de crise, huet PwC engagéiert, fir si ze ënnerstëtzen. An aus eise Commissiounssitzung geet ervir, datt all Optioun um Dësch loung, fir hir Struktur ze erhalen.

Éischt Optioun: d'Weiderbestoe vun der Caritas. D'Caritas hat duerch d'Kreditlinnen eng riseg Schold vis-à-vis vun de Banken an hätt missen a kierzester Zäit Investore fannen, fir net nëmme d'Schold ze begläichen, mee och dat néidegt Startkapital erëm opzebréngen. Investore sinn, trotz enger Rei Kontakter, ënner anerem mam Bistum, net fonnt ginn. A jo, d'Regierung huet sech bewusst dergéint entscheet, selwer der Caritas Suen ze ginn. Dëst, well ënner anerem och zwee Avis-juridiquen explizit recommandéiert hunn, net op dëse Wee ze goen. Ze grouss war de Risiko, datt et net d'Caritas, mee fir d'Éischt d'Banke wieren, déi sech dës Steiergelder froe géifen, fir déi oppe Kreditlinie vu ronn 30 Milliounen ze tilgen, déi d'Caritas am Kader vun der Fraude opgemaach hat.

Zweet Pist: eng nei Caritas. Och eng sougenannte „Caritas Newco“ hätt neit Kapital gebraucht. Aus dem Sozialsecteur oder och der Philanthropie huet sech awer leider kee fonnt, an och de Bistum, deen en direkte Lien mat der Caritas hat – an ech mengen, mä Virriedner ass do komplett drobber agaangen –, wollt sech net op deem Niveau abréngen, fir eng nei Caritas ze grënnen.

Zudeem gouf nach eng drëtt Pist versicht: d'Caritas an eng besteeënd Struktur, wéi zum Beispill Caritas Jeunes et Familles ze integréieren. Och dëst war Caritas-intern awer net gewollt.

Et sollt schliisslech déi véiert Optioun sinn, fir déi de Comité de crise vun der Caritas optéiert huet. Mat Hëllef um Terrain ass eng nei Entitéit gegrennt ginn. Nëmme esou war et méiglech, de Gros vun den Aarbechtsplazen an déi national Aktivitéiten iwwerhaupt ze erhalen.

Wat d'Aarbechtsplazen ugeet, sinn en plus, ënnert dem Lead vum Educatiounsministère, fir weider Salarieën, déi net vun HUT iwwerholl goufen, relativ séier am soziale Secteur Solutiounen fonnt ginn, méi rezent och fir déi reschtlech Caritas-Mataarbechter vum Plaidoyer politique, déi bei der FEDAS, mat finanzieller Ënnerstëtzung vum Finanzministère an dem Familljeministère, ënnerkomm sinn. Et misst haut, mat der Iwwernam vun HUT an dem Matchingeffort vun der Regierung, keng weider fréier Caritas-Mataarbechter méi ginn, fir déi keng Solutioun fonnt gi wär.

Déi gréissten an och komplexten Erausforderung huet doranner bestanen, déi international Aktivitéite vun der Caritas ze erhalen. Bei HUT war kee Wëllen, fir dës ze iwwerhuelen, an aner Lëtzebuurger Organisationshuten net déi néideg Capacitéiten, souwuel finanziell net wéi och net vun de Kompetenzen hier, an dat virun allem och net esou kuerzfristeg, och well d'Caritas a Regiounen op der Welt aktiv war, wou keng aner Lëtzebuurger ONG vu vergleichbarer Gréisst schonn um Terrain present gewiescht wär.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

International Projete ginn och op Basis vu geleeschte Prestatiounen finanziéiert, wat d'Iwwernam erschweiert huet, well all Organisatioun, déi eng Struktur am Ausland en place hätt wëlle setzen, fir d'éischt mat finanzielle Constraintë konfrontéiert gewiescht wär. De Kooperatiounsministère kofinanzéiert déi meescht Projeten, an d'Betounung läit hei eeben op dem „Ko“-Finanzement.

Trotzdeem huet och hei de Kooperatiounsministère, d'Regierung, et hikritt, dass d'Majoritéit vun dese Projeten iwwerholl gouf. Nëmme e puer Beispiller: Am Südsudan – well dëst och ganz vill mediatiséiert gouf – huet zum Beispill den hollänneschen Deel vun der Caritas de Projet vun dräi Centres de santé iwwerholl, dat ënnert der Mediatioun an dem Finanzement vun dem Ministère. Am Laos ass de Projet „Disaster Risk Reduction“ ganz vu LuxDev iwwerholl ginn. Am Kosovo huet den Ausseministère e Finanzement fir e lokalen Acteur op d'Bee gesat, fir do Projeten ze iwwerhuelen.

Hei ass kontinuéierlech, a Rou an hannert de Kulisse geschafft ginn, fir Léisungen ze fannen. An et si finalement och ganz vill international Projete gerett ginn – en Effort, fir deen een der Regierung felicitéiere muss.

Réckbléckend si mir dohier als Demokratesch Partei der Meenung, dass d'Krisestëtzung – vun der Regierung, vun der Caritas, vum Comité de crise, jo vu PwC – als Ganzt eng wierklech gutt war.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | An deem ganze Prozess sinn natierlech politesch ëmmer nees Decisiounen vun der Regierung a Fro gestallt ginn. Jo, et hätte bestëmmt Saache kënnen anescht lafen. D'Kommunikatioun hätt kënnen besser sinn. Et hätt ee sech och fir all Aktivitéit eng direkt Alternativ an eng direkt Solutioun gewënscht. Jo.

Et muss een awer bedenken, dass een hei an enger absolutter Krisesituatioun war an datt immens séier wichteg Decisiounen ënner Zäitdruck hu misse getrafft ginn. A genee ënnert deem immensen Zäitdruck huet d'Regierung et fäerdegbruecht, nei Konventiounen ofzeschléissen an esou, zesumme mat HUT, Aarbechtsplazen an Aktivitéiten ze retten.

Här President, och wann a priori éischt Jugemens sur accord do sinn, ass de Fall Caritas nach net ofgeschloss a vill Froe mussen elo nach vun der Justiz gekläert ginn.

Eist Land huet leschte Summer misse feststellen, dass Krimineller virun näischt zeréckschrecken, och net dovunner, enger Organisatioun Suen aus der Täsch ze zéien, déi sech ëm déi Äermst an eiser Gesellschaft këmmert. Eng Organisatioun ze exploitéieren, wou Honnerten engagéiert Mataarbechter all Dag aneren hëllefen. Et muss een e ganz spezielle Manktum un Empathie hunn, fir grad hei Suen ze klauen.

Et gouf vill no Solutiounen gesicht, mee um Enn war just eng Solutioun méiglech: eng nei Entitéit opmaachen. D'Regierung konnt der Demande vum Comité de crise nokommen a mat HUT nei Konventiounen ofschléissen an esou d'Aarbechtsplazen erhalen an d'Servicer fir déi Vulnerabelst hei am Land assureieren.

D'Regierung an notamment d'Ministèren aus der Educatioun, der Famille an der Kooperatioun hunn ënner extreemem Zäitdruck séier an effikass gehandelt. Si hu kee fale gelooss a Responsabilitéit iwwerholl. Deenen, déi dës Rôlen an de Ministère iwwert de leschte Summer iwwerholl hunn, géllt dohier eng grouss Unerkennung.

Dese Fall huet gewisen, wéi wichteg et ass, dass an esou Ausnamesituatiounen all déi concernéiert Acteuren, den Terrain, d'Regierung, déi verschidde Ministèren an d'Chamber, zesummeschaffen. Nëmme esou kënnen Problemer identifizéiert a Léisunge proposéiert ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolaschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Hartmann. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir féieren dës Debatt zimmlech genee ee Joer nodeems bekannt ginn ass, dass der Caritas 60 Milliounen Euro geklaut goufen. D'Nouvelle ass deemools ageschloe wéi eng Bomm. Jiddweree wollt verstoen, wat geschitt war a wéi et dozou konnt kommen.

De ganze Sozialsektor stoung och deemools op der Kopp, well fir Lëtzebuerg war d'Caritas net iergendeen Acteur. Si war eng wichteg Stëmm, wann et ëm sozial Ongerechtegkeete goug, well se wusst, wat bei deene Schwächsten am Land lass war: bei de Refugiéen, bei de Mënschen um Rand vun der Gesellschaft. Si war, obwuel se jo aus dem Donschkrees vun der kathoulescher Kierch kom, iwwert d'Borden eraus unerkannt, och als eng Aart schlecht Gewësse vun der Politick. An dofir ass et eng batter Ironie, dass se ausgerechent ënner enger chrëschtlech-sozial gefouerter Regierung fale gelooss gouf.

Duerch hir laangjäreg Aktivitéit hat d'Caritas Lëtzebuerg en enormt soziaalt Kapital an eng grouss Vertrauensbasis, an dat net just bei eis heiheim, mee och international. Den éischte Reflex am Summer 2024 war dofir, sech ze soen, dass een onbedéngt misst probéieren, d'Caritas, hiert Personal an all d'Beneficiairë vun hiren Hëllefen duerch dës Kris ze begleeden.

Mir wëssen awer, dass et net esou komm ass. Mir hunn all héieren, wéi de Radio 100,7 a sengem exzellent recherchéierte Podcast d'Caritas-Affär als „Carambolage“ bezeechent huet, als eng riseg Suite vun Accidenter effektiv, wou alles schifgaangen ass, wat nëmme konnt schifgoen. Mee iwwert de Fait eraus, dass de Bedruch bei der Caritas Stoff geliwert huet fir e spannende Podcast, war de Fall virun allem eppes: eng Tragedie.

Mat hire Projeten huet d'Caritas et deenen Äermsten heiheim an iwwerall an der Welt erlaabt, Mënschlechkeet ze spieren an Dignitéit ze erliewen. Ech hat déi Chance, als Kooperatiounsminister hir Aarbecht am Ausland méi wéi eng Kéier um Terrain ze gesinn, an ech ka soen, dass dat impressionnant war, wat se do geleescht hunn.

Och hei zu Lëtzebuerg sinn déi negativ Konsequenze vun Ewechbrieche vun der Caritas net ausbliwwen. Fir d'Personal, dat an de betroffenen Entitéite geschafft huet, a fir d'Beneficiairë vun den nationalen Hëllefe war de leschte Summer – an dat ass scho gesot ginn – gepräagt vun Onsécherheet an Angscht. De ganze Sozialsektor huet natierlech och e Vertrauensverloscht erlieft, bei deem et eis och wichteg war, en esou schnell wéi méiglech ze abordéieren. Dofir hu mer och deemools relativ schnell eng Proposition de loi deposéiert iwwert d'Gouvernance am Secteur.

Dat, wat geschitt ass, wäert eis dofir ëmmer fir d'éischt emol als grousst mënschlecht Drama an Erinnerung bleiwen. Mee doriwwer eraus wäert d'Caritas-Affär och nach fir eppes Weideres stoen an eisen Aen, an zwar fir de Manque u Sensibilitéit a sozialem Engagement vun deser Regierung, ...

(Exclamations)

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | ... well wéi d'Regierung mat deser Kris ëmgaangen ass, seet ganz vill iwwer hir Politick aus.

Vun deem Professionalismus, dee mer 2008 gesinn hunn, wéi d'Banken iwwert de Weekend konnte gerett ginn, well jiddereen zesummegetrommelt ginn ass, fir säin Deel zur Léisung bäizedroen, war an deser Kris näischt ze gesinn. Et goufen zwar grouss Annoncé gemaach, den Dossier ass bekanntermoossen zur Chefsaach erkläert ginn an et ass jo och vun dichtegem Krisenmanagement geschwat ginn. Mee wat huet dës Regierung zugonschte vun der Caritas wierklech gemaach, enger Caritas, déi Affer vun enger organiséierter krimineller Energie gouf? Wat ass do wierklech konstruktives bäigedroe ginn? Mir mengen, net vill.

No der éischter grousser Annonce, dass d'Caritas kee Su méi géif kréien – d'Doudesurteel u sech – ass net méi vill komm. D'Caritas an hir Consultantsfirma goufe mam Krisenmanagement alenggelooss. De Staat hat dann och keng aner Wiel méi, wéi zum Schluss zimmlech iwwerstierzt all d'Agrementen an d'Konventiounen mat HUT ze ënnerschreien. D'ASF-Gesetz, dat d'Relatiounen tëscht dem Staat a konventiounéierten Organisatiounen reegelt, gouf iwwert de Koup gehäit. De fait konnt d'Caritas sech net géint d'Annuléierung vun hire Konventiounen wieren, an HUT huet hir Konventiounen fërmlech nogehäit kritt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Fayot, erlaabt Der, dass d'Madamm Hartmann Iech eng Fro stellt?

M. Franz Fayot (LSAP) | Wann ech fäerdeg si mat menger Ried, ka se dat ganz gäre maachen.

D'Realitéit, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass an eisen Aen déi hei: Der Caritas ass mat den iwwerstierzten öffentlechen Aussoe vum Premier direkt am Ufank vun der Kris den Doudesstouss versat ginn ...

(Brouhaha)

... an d'Regierung huet am ganze Rescht vum Verlaf vun der Kris ni de Wëlle gewisen, sech éierlech anzubringen.

Wa mer eis am Detail ukucken, wat d'lescht Joer geschitt ass, da gesi mer, dass déi ganz Affär ronderëm d'Caritas dräi Saachen offenbaart.

Eng éischt Saach ass d'Verletzbarkeet vu systeem-relevanten Organisatiounen. Wann eng grouss Organisatioun wéi d'Caritas mat all hire sëllege staatleche Konventionen ewechfällt, kann e Sozialstaat wéi eise gären an d'Laberente kommen.

Dës Kris huet eis dofir gewisen, dass mer eise Sozialsecteur méi resilient mussen opstellen. Bei groussen ASBLen a Fondatiounen an der Gréisstenuerdnung vun enger Caritas brauche mer eng Verbesserung vun der Gouvernance, eng staark Direktionskultur an och e méi grousst Responsabilitéitsgefill vun all de Membere a Verwaltungsgréit vun deenen Organisatiounen.

Et ass, mengen ech, kengem ze no getrueden, wann e feststellt, dass dat bei der Caritas net de Fall war. D'Direktioun war iwwerfuert duerch e schnellen, ze schnelle Wuesstem vun hiren Aktivitéiten an duerch ze vill personell Ännerungen un der Spëtzt vun der Organisatioun a rezente Joren. Mat Bléck op d'Fraude, déi sech iwwer fénnef Méint gestreckt huet, ass nach wie vor net ze verstoen, dass all d'intern Kontrollmechanisme versot hunn an dass dës reegelrecht „Casse du siècle“ net éischer opgeflunn ass. Do wäerte mer dann iergendwann eng Kéier méi gewuer ginn, wann d'Affär dann an d'Audienz kënn. Och d'Behuele vum Verwaltungsrot, deen all d'Decisiounen aus der Direktioun u sech just ofgeseent huet, ass warscheinlech keen Eenzelfall heizuland.

Bei deene Budgeten, mat deenen déi konventionéiert Acteuren hei operéieren, misste se am Fong déi selwecht oder änlech Garantië virleë wéi staatlech Administratiounen. Eis ASBLen a Fondatioune kënnen dat allerdéngs awer nëmme, wann d'Politick hinnen dat och erlaabt an dofir e Kader bitt, fir sech esou stabil opzestellen.

Mir sollten dofir och an der Suite vun dëser Affär iwwert d'Héicht vun den administrative Bäilage fir ONGen nodenken. A mir sollten iwwer eng Aktualiséierung vum legale Kader nodenken, fir déi Schwächten ze behiewen, déi d'Caritas-Affär opgedeckt huet.

Konkreet heizou dräi Punkten: Éischtens sollt d'ASFT-Gesetz mat Bléck op dat, wat bei der Caritas geschitt ass, iwwerschaaft ginn. Mir hätten notament gären eng Harmoniséierung vun de Konditiounen tëscht Ministèren. Mir brauchen och méi Kontrollméiglechkeete fir den Hauptgeldgeber Staat. Mir gesinn do eng méi grouss Presenz vum Staat an de Verwaltungsgréit an och eng méi grouss Professionaliséierung vun de Verwaltungsgréit, beispillsweis iwwer Formatiounen an och iwwert de Choix vun de Leit an deene Conseils d'administration.

Zweetens si mer der Meinung, dass bei grouse staatleche Paiementer Kontrollmechanismen en place mussen gesat ginn, fir dat besser ze checken. An dofir hu mer, wéi gesot, d'lescht Joer och als éischt Reaktioun op d'Caritas-Affär eng Gesetzespropositioun deposéiert, bei där et net drëms geet, allen ASBLen a Fondatiounen nei Reegelen ze imposéieren, mee nëmme just deenen, déi gréisser Zomme vum Staat kréien oder Done beim Public sollicitéieren. Dat ass fir de Moment net de Fall an dat ass an eisen Aen eng Faille vun dësem Gesetz.

Als drëtt Mesür muss an eisen Aen d'Méiglechkeet, Cession-de-créancen op zukünftege staatleche Paiementer ze maachen, an de Konventiounen entweder verbuede ginn oder duerch en Accord oder eng Contre-signature vun der Tresorerie vum Staat konditionéiert ginn.

A schlussendlech sollte mer iwwer e Code de conduite an e Code anti-corruption fir de Sozialsecteur nodenken, sou wéi dat och an anere Länner de Fall ass, wéi notament an Däitschland.

Déi grouss konventionéiert Acteure leeschte fir eise Sozialstaat extreem wichteg Aufgaben, an d'Caritas-Kris huet eis gewisen, dass et essentiel ass, dass mer se dofir esou resilient wéi méiglech opstellen.

Här President, ech kommen elo zu deem zweeten Punkt vun eise Constaten. Iwwert d'Verletzbarkeet vun eise Sozialsecteur, iwwert déi ech elo just geschwat hunn, eraus reveléiert dës Kris och nach en zweeten Punkt, an dee betrëfft d'Gestioun vun dëser Caritas-Kris duerch d'Regierung.

Hei geet et, ech hunn et schonn ugedeit, ëm de Stellewärt, deen d'Regierung der Caritas a stellvertredend dem ganze Lëtzebuerger Sozialsecteur bämmesst an der Gestioun vun dëser Kris. An hei gesäit een an eisen Ae ganz däitlech eng feelend Sensibilität an eng mangelhaft Krisgestioun.

Am Podcast vum 100,7 waart Der ze héieren, Här Premierminister, wéi Der, jo, e bëssen domadder kokettéiert hutt, dass Der a Krisenzäite géift zu Toppform oplafen. Loosst mech Iech soen, dass Är Form an dësem Dossier an eisen Aen alles anescht wéi topp war. Dir hutt duerch Är verfréiten, haart Aussoen am Ufank vun der Kris direkt Fakte geschafft, déi d'Caritas du vu virera condamnéiert hunn. An dunn, wéi de Schued ugeriicht war, hutt Der Iech komplett zrëckgezunn an Dir hutt PwC ganz eleng gewäerde gelooss. An déi hunn, fir eng net grad kleng Failure vun 1,2 Milliounen Euro, d'Caritas du „reorganiséiert“, mat frëndlecher Ënnerstützung vu Philanthropen aus der Welt vun den Affären, déi Iech och alleguerten nostoungen.

Ech fannen net, dass esou e verantwortungsvolle politesche Krisenmanagement ausgesäit. E gudd Krisenmanagement an esou engem Dossier, deen eist ganz Land an och nach esou vill Leit am Ausland betrëfft huet, hätt vill méi Presenz verdéngt. Wann een an enger Kris stécht, da mécht een net just am Ufank e puer iwwerstierzten Annoncen a kuckt dann no, wéi den Terrain domat eens gëtt. Nee, da bréngt ee sech mat an!

An eisen Echangen an der Spezialkommissioun ass awer méi wéi däitlech ginn, dass an dësem Dossier ni d'Roll vun engem Vermëttler, vun engem Facilitateur ageholl ginn ass duerch d'Regierung. Déi concernéiert Parteien, also de Bistum, d'Banken, d'Verwaltungsgréit vu Caritas an d'FEDAS, souzen ni un engem Dësch. Dobäi hu Verschiddener, och an der Kommissioun, hanner virgehalener Hand, eis gesot, dass se dozou duerchaus bereet gewiescht wieren.

Et mécht eeben e risegen Ënnerscheid, ob den Här Billon eleng bei den eenzelnen Acteuren uklappt, fir Gesprécher ze féieren, oder ob d'Regierung op eng Krisesetzung invitéiert. An ech soen hei bewusst „invitéiert“, well d'Regierung behaupt jo gären, dass se net d'Recht gehat hätt, sech an d'Interna vun der Caritas anzemëschen, als Erklärung, wisou et net zu esou enger Krisesetzung komm wier. D'Regierung hätt dës Offer awer an eisen Ae misse maachen. A firwat hätt d'Caritas dës Hëllef da solle refuséieren? A wat gouf et do ze verléieren?

A vun där anerer Excuse, dass et August war an een iwwert d'Vekantz d'Acteuren net all zesummekritt hätt, halen ech och net vill, well ech behaupt mol, Här Premierminister, dass an Zäite vu Videokonferenzen d'Leit ganz sécher op Är Invitation „présent“ geäntwert hätten, souguer am déiwe Summer. Dofir muss et awer fir d'éischt mol zu enger Invitatioun kommen.

Jo, et gouf wuel mat jiddwerengem eenzel geschwat, mee et gouf sech ni zesummegesat, fir eng gemeinsam Léisung ze fannen ënnert dem Lead vun der Regierung. An dat mécht den Ënnerscheid. Dat mécht en Ënnerscheid beim Responsabilitéitsgefill vun de

Concernéierten – wat jo zum Beispill beim Bistum éischer geréng war – an dat mécht en Ënnerscheid beim Tempo, mat deem eng Léisung ka fonnt ginn.

Hätte sech all déi Concernéiert Ufank August zesummegesat, wier méiglecherweis dat Ganz ganz anescht ausgaangen. Mee ëmmerhin, an dat muss een och soen, gouf eng Léisung fonnt, an do muss een d'Efforte vun den Acteuren a vum Terrain wierklech héichhalen, well si hunn dës Léisung definitiv trotz an net duerch d'Regierungsaarbecht kënnen fannen.

Amplaz ze facilitéieren, hutt Dir, Här Premierminister, et der Caritas nämlech wierklech schwéier gemaach. Direkt am Ufank vun der Kris hutt Der eng zweifelhaft Richtung ageschloen an Dir hutt Iech festgebass un der Iddi „qui paie mal paie deux fois“ an dem Fait, dass d'Caritas „kee Su“ méi sollt kréien. Dir hutt Är Positioun domat gerechtfertegt, dass de Staat zwou Cessions de créance virleien hätt, déi et Iech géifen onméiglech maachen, der Caritas nach Suen ze iwwerweisen.

Wat Der awer net gesot hutt, war, dass dës Cessions de créance just d'Fondatioun Caritas an net d'ASBL betrëfft hunn. An dat hu mer eréischt erausfonnt an der Spezialkommissioun am Gespréich mam eeemolegen Direkter vu Caritas. Wéi mer Iech an der Kommissioun dunn dorobber ugeschwat hunn, sot Der, et wär net méiglech gewiescht, iwwert d'ASBL ze fueren, well de Risk bestanen hätt, dass dat als en Ëmgoe vun de Banken hire Garantien hätt kënnen interpretéiert ginn.

Mee vu wat fir Garantië schwätze mer dann hei iwwerhaapt? Ech hunn Iech méi wéi eng Kéier gesot, dass a mengen Aen dës Garantië juristesesch op ganz wackelege Féiss géife stoen.

Fir d'éischt emol huet d'Caritas se ni korrekt approuvéiert. All d'Dokumenter ware just vun der Direktioun ënnerschriwwen an net vu Membere vum Conseil d'administration. An dat hätte se awer missen. Et geet hei ëm eng Veräusserung vun den Avoire vu Caritas, also ëm Actes de disposition an net just Actes d'administration, déi kënnen an enger Gestion courante gemaach ginn an och vu Membere vun der Direktioun.

An dat ass mol nach net alles. De Problem besteet net just doranner, wien de Banken déi Garantië ginn huet, mee och daran, ob een zukünftege staatlech Paiementer am Kader vu Konventiounen iwwerhaapt als Garantie notze kann. Well déi staatlech Gelder ware fir ganz spezifesch sozial Déngschtleeschungen, fir Projeten, fir sozial Fourniturë geduecht. Ofgesinn och souguer vu reng juristesche Consideratioune muss ee sech och mol d'Fro stellen, ob et net einfach immens schockant gewiescht wär, enger Bank an där Situatioun déi Suen ze iwwerweisen, déi fir sozial Servicer fir déi Schwächst geméint waren. Dofir sinn esou Creancen net cedabel.

Dobäi kënn, dass verschiddener vun deenen Uspréich och dowéinst net kënnen iwwerdroe ginn, well se bedéngt waren, well se konditionéiert waren. Déi vun der Kooperatioun beispillsweis, dat ass gesot ginn, dat si Kofinanzementer, déi och ëmmer un Eegefongen hänke vun der jeeweileger Organisatioun. An d'Bank krut dat jo och gesot, wéi se hiren Usproch bei der Direktioun vun der Kooperatioun ugemellt huet.

Här President, de Premierminister, den Här Weiler an och ech, mir hunn eppes gemeinsam: Mir sinn allen dräi Juristen a mir sinn allen dräi Affekoten – oder fréier Affekoten.

(Interruption)

Mee wat ech elo just gesot hunn, ass keng héich Juristerei. Dat ass éischt Joer Droit. Well fir eng valabel

juristisch Transaktioun brauch et dräi Konditiounen: e Consentement, en Objet an eng Cause. An dat, wat hei feelt, an zwar net nëmme bei de Cessiounen, mee och héchstwahrscheinlech bei de Virementer am sechsstellige Beräich an de Préten, ass kloer déi éischt Konditioun, well et gouf keng richteg Zoustëmmung vun der Caritas. Déi hätt misse vun, wéi gesot, op d'mannst zwee Membere vum Verwaltungsrot ënnerschriwwen ginn. A warscheinlech feelen och souguer déi zweet an déi drëtt Konditioun, well et gëtt a mengen Aen och kee reellen Objet an d'Cause war illicite. Nach eng Kéier: Et muss ee keen Expert sinn, fir dës Analys ze maachen.

Här President, d'Regierung huet eis gesot – a mir hunn déi jo och gesinn –, dass si zwee Avisé gefrot hätt zu der Validitéit vun dese Cessions de créance, fir sech ofzesécheren. An dofir froen ech elo ganz konkret, Här Premierminister, an ech froen Iech dat och, well ech gärten eng Äntwert op déi Fro do hätt, well si ass a mengen Aen determinant: Krut Dir an deenen zwee Avisen, allen zwee vu reputéierte Lëtzebuerger Affekotebüroen, dat confirméiert, wat Der eis ëmmer erëm gesot hutt, nämlech dass déi Cessions de créance absolut valabel waren a fir de Staat an d'Caritas en net ze iwwerbréckend Hindernis waren, fir d'Caritas ze retten? Oder huet ee vun deenen zwee Avisen, oder vläicht souguer déi zwee Avisen, Iech vläicht eppes aneres gesot?

Sidd Dir vun engem Affekot drop higewise ginn, dass et sech bei all diesen Akten, dat heescht deenen ominéise Cessions de créance, genee wéi och bei de Préten a souguer den 120 Virementer am sechsstellige Beräich, ëm Actes de disposition handelt an dofir noutwendegerweis d'Ënnerschrëfte vun zwee Membere vum Verwaltungsrot néideg gewiescht wieren? Krut Dir esou en Avis? Well da gëtt op eemol d'Diskussioun natierlech eng ganz aner.

Firwat hutt Der d'Positioun vun de Banken ni a Fro gestallt a vun Ufank un – an d'ailleurs och elo nach – déi Cessions de créance als eng absolut an, wéi gesot, oniwwerbréckbar Hürd duergestallt, mat der Konsequenz, dass et just eng méiglech Solutioun géif ginn an deem Dossier, an dat war, eng Newco, eng HUT ze kreéieren?

Firwat hutt Dir d'Positioun vun de Banken ëmmer gestëtzt, obwuel se a Realitéit awer op ganz wackelege Féiss steet? Hätt de Fait, dass d'Banken, déi zu Lëtzebuerg an natierlech och déi a Spuenien, an deem Dossier héchstwahrscheinlech grouss Feeler gemaach hunn, Iech net méi missen interpelléieren? Hätt dës Situatioun Iech net sollen dozou invitéieren, mat de Banken de Kontakt ze sichen, fir op d'mannst ze klären, wat schifgaangen ass a wat een elo kéint maachen, fir e systeemeschen Acteur an eisem Sozialsystem ze erhalen?

Et muss ee sech froen, wourëms et Iech bei deser ganzer Operatioun wierklech goung. Ëm d'Rettung vun den Aktivitéit vun der Caritas? Oder awer vläicht éischer dorëms, de Bilan an d'Reputatioun vun deenen zwou involvéierte Banken an hire Responsabelen – an natierlech doriwir eraus vum Finanzsecteur – ze schützen?

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Wou louchen an deser Kris Är Prioritéiten? Ech fäerten, net beim Sozialsecteur.

Mat Spannung erwaarde mer alleguerten och nach d'Resultat vun der CSSF hirer Analys iwwert d'Spuerkeess an d'BGL BNP Paribas an hir Decisioun iwwer eventuell Sanctiounen. Hate se wierklech all hir Systemer géint Geldwäsch a Bedruch en place? Hunn déi esou fonctionéiert, wéi se hätte sollen, oder gouf et hei awer Lacunen? Et versteet jo nach wie vor kee

Mënsch, wéi eng Fraude vun där Envergure mat all den Dispositiven, déi eng Bank muss en place hunn, méiglech war.

Et kënt een, wéi gesot, net ëmhin, Parallele mat der Finanzkris vun 2008 ze gesinn. Deemools hutt Der d'Banke gestëtzt, och als Finanzminister. Dat war natierlech en anere Kontext. Deemools hunn och nach all d'Acteure sech perséinlech zesummesat op Invitatioun vum Finanzminister. Do war dat nach méiglech. Mee d'lescht Joer wollt anscheinend jo mol kee méi den Telefon an de Grapp huelen, fir dat ze maachen. Mee d'lescht Joer ass et och net ëm d'Finanzplaz gaang, mee eebe „just“ ëm de Sozialsecteur.

Wéi mer an der Spezialkommissioun gewuer gi sinn, hat d'Regierung ni e Plang B am Tirang leie fir de Fall, dass et mam Projet vu PwC an dem Här Billon iergende Problem géif ginn. An dat kann net doru geleeën hunn, dass ee sech ganz sécher war, dass de Projet vu PwC a Caritas en Erfolleg géif ginn. Well wéi mer gewuer gi sinn, waren d'Informatiounen iwwert dem Här Billon säi Projet esou begrenzt, dass d'Beamte vum Comité de suivi vun der Regierung d'Grënnung vun HUT aus der Zeitung gewuer gi sinn. An eisen Ae gesäit en Topp-Krisenmanagement anescht aus, Här Premierminister.

Et war iwwert de leschte Summer däitlech ze gesinn, dass den Terrain iwwerfuert war. Den Iwwergang vu Caritas op HUT war chaotesch. De Kontakt tëscht der Caritas an dem Bistum war schlecht, well Eegeninteressen an eventuell Karriärsopportunitéiten am Wee stoungen. An d'Zesummenaarbecht tëscht der Caritas an hirer Personaldelegatioun huet och net geklappt. Et hätt also genuch Méiglechkeete ginn, fir sech anzubringen an ze vermëttelen.

Mee Dir hutt dës Méiglechkeet net gesinn – oder wollt se net gesinn. An do läit an eisen Ae ganz kloer e Manktum u Sensibilitéit an och Interessi. Et war Iech wichteg, am Ufank Iech als Krisenmanager an Zeen ze setzen an, wéi gesot, den Dossier zur Chefsaach ze erklären. Mee duerno ass, wéi gesot, net méi vill geschitt. An dat seet an eisen Ae wierklech vill iwwert d'Politik vun deser Regierung aus. Dat weist e gewëssene Mepris an e feelende Respekt virun der Zivilgesellschaft an hirem Engagement. Eng ONG ass effektiv keng Bank.

Et hätt aner Piste ginn, fir mat der Fraude bei Caritas ëmzegoen, mee déi goufen net ergraff. Mee si goufen emol net consideréiert. An dat ass dat, wat mir vun der LSAP der Regierung reprochéieren. Mir soen net, dass d'Regierung einfach hätt solle 60 Milliounen an de Grapp huelen, fir se der Caritas ze schenken. Mee dass verschidden Optiounen vun hir vu viran ausgeschloss goufen, ass einfach inakzeptabel!

D'Caritas gouf Affer vun enger krimineller Dot, war am Schock an ass du fale gelooss gi vun enger Regierung, déi sech hei net an enger sozialer Verantwortung gesinn huet.

An dat, Här President, léif Kollegeinnen a Kollege, bréngt mech zu deem drëtten Punkt vu menger Ried, deem dem internationale Volet consacréiert ass. Well obwuel do ganz vill gemaach ginn ass, fir d'Aktivitéiten ze preservéieren, huet et och do en enger gewëssener Sensibilitéit gefeelt, fir eeben déi ganz Capacitéiten an der Kooperatioun un en neien Acteur ze iwwerdroen. Am Zentrum vun der Regierungspolitik stoungen dofir am leschte Summer manner d'Mënschen an den Entwicklungslänner, mee éischer dogmatesch liberal Iwwerzeegungen.

Ech sot schonns, dass d'Caritas-Affär, wéi gesot, eis dräi Saache gewisen huet: d'Empfindlechkeet vun eisem Sozialsecteur, de schwache Krisenmanagement an als drëtten a leschte Punkt huet se eis och virun

Ae gefouert, dass ni wierklech probéiert gouf, der Caritas hir international Kooperatiounsaktivitéiten ze erhalen.

Amplaz sech direkt vun Ufank un aktiv an den Dossier anzubringen, huet eise Kooperationsminister eréischt am Hierscht d'Urgence erkannt, wéi den Drock vun der Oppositioun an der Zivilgesellschaft schon net méi ze ignoréiere war.

Wéi mer gewuer gi sinn, hat de Minister de Kontakt mam Krisekomitee am leschte Summer souguer zäitweilich ofgebrach an u seng Beamten delegéiert, well e fonnt huet, dass hien Informatiounen, déi e gefrot huet, net séier genuch géif kréien. A mir sinn der Meinung, Här Minister, dass dat net geet!

An et geet och net, sech einfach hannert Reegelen ze verstoppen, wéi där, dass fir kee Projet, fir dee scho bezuelt gouf, nach emol bezuelt géif ginn, wa Mënscheliewen um Spill stinn – wat an humanitäre Krisen ëmmer de Fall ass.

Déi meescht heibannen, op alle Fall d'Membere vun der Caritas-Kommissioun, déi de Podcast vun 100,7 gelauschert hunn, hunn d'Wierder vum Pacoto David aus dem Südsudan héieren, fir deen de Réckzuch vun der Caritas aus deem Land eng ganz geféierlech Existenzbedroung duergestallt huet, an dat net nëmme fir hien. Mir hunn all héieren, wéi vill Mënsche vun engem Moment op deen aneren net méi wossten, wéi se hir Famill sollten ernären. A mir sinn och gewuer ginn, wéi chaotesch d'Enn vun den Aktivitéiten vun der Caritas am Ausland ofgelaf ass, wou op verschiddene Plazen d'Sécherheet vum Personal sur place mol net méi garantéiert konnt ginn, well et zu Plünderunge koum. An dat sinn elo just déi puer Fäll, déi méi breet an der Effentlechkeet diskutéiert goufen.

Ech denken awer och bei der Kooperatioun un de Verloscht vu Capacitéiten: un d'Caritas-Ekip am Kosovo, déi Projete gemaach huet, fir Fraen am Kader vu Kooperativen an d'Aarbecht ze kréien, oder och déi Crèchen, déi d'Caritas zu Dhaka am Bangladesch organiséiert huet, fir Kanner vun Textilarbechterinnen ze empfänken, an u vill aner. All dës Projete ware fir déi Betraffe vun enger essentieller Wichtigkeet, an d'Caritas huet hei eng formidabel Aarbecht gemaach.

Och dowéinst ass d'Gestioun vun der Caritas-Kris keen Erfolleg. An nach eng Kéier: Et muss een den Asaz vun Ären Ekippe wierklech hei ervirhiewen an de Fait, dass esou vill Projete konnte gerett ginn, mee op ganz villen anere Plazen ass d'Capacitéit vun der Caritas verluer, an dat ass immens schued, well se deene Leit gehollef hunn, déi am mannsten haten.

Här President, et gouf an de leschten Deeg e bëssen ofschätzend iwwert d'Caritas-Spezialkommissioun geschwat. D'Press an d'Leit waren enttäuscht, dass kee grouse Skandal, keng Kontrovers am Rapport vun der Commission spéciale dra wier.

Mee et gëtt awer an eisen Ae wierklech eppes ganz Problematesch an deser Affär. An dat ass emol net de Fait, datt d'Leit, déi mer an d'Kommissioun geruff hunn, net wollte schwätzen, net komm sinn oder zum Deel eis Hallefwourechtchen a souguer Lige verlickert hunn. Et gëtt en, jo, et kann ee soen, Skandal, an dat ass d'Aart a Weis, wéi d'Caritas, Affer vu kriminelle Machenschaften a vun der Schlampegkeet vu Banken zu Lëtzebuerg an a Spuenien, am Stach gelooss gouf vu sengem Grënner a vun der Regierung. Am Stach gelooss gouf, well kee sech responsabel gespiert huet, well kee sech d'Fangere wollt verbrennen a well et am Zweifel ëmmer méi wichteg ass, d'Banken an d'Finanzplaz ze schützen, wéi en Acteur aus dem Sozialsecteur.

(Exclamations)

Am Stach gelooss, well et och vläicht verschidde Leit arrangéiert, datt eng kritisches sozial Stëmm verschwonnen ass.

Wann ech mer, Här President, d'Krisestigioun vun der Regierung am Ganzen nach eemol virun Ae féieren, da gesinn ech hei wierklech keen Erfolleg – am Géigendeel.

Une voix | O!

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech gesinn, wéi schonn esou oft an dëser nach jonker Legislatur, e Manktum u Fangerspéizegefill, e Mangel u Wäertschätzung an Engagement.

Dobäi ass et wichteg, dass mer eis ONGe respektéieren an unerkenne fir dat, wat se fir eis Gesellschaft, an net nëmmen am Sozialsecteur, leeschten.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | D'ONGen, déi sech jo och zu Wuert gemellt hunn an der Suite vun der Caritas-Affär, hunn ëmmer méi d'Gefill, net méi wouergeholl ze ginn als eng staark Stëmm vun der Zivillgesellschaft. Dee Malaise, deen d'Gewerkschaften op impressionnant Aart a Weis op der Strooss manifestéiert hunn, dee gëtt et och bei den ONGen. Si maache sech Suergen, dass se ëmmer méi aus der öffentlecher Diskussioun verdrängt ginn an esou lues a lues verschwannen, um europäeschen Niveau, wou d'Kommissioun mëttlerweil aktiv géint Ëmwelt-ONGe virgeet, an och heiheim.

Eng Demokratie brauch awer eng staark Zivillgesellschaft. Mee leider, wéi gesot, wësse mer, dass dës Regierung eng éischer speziell Virstellung zu zivillgesellschaftlecher Participatioun a Kritik huet. An do passt den Ëmgang mat der Caritas ganz gutt an d'Bild.

(Exclamations)

Wann ee vu vireran dovunner iwwerzeegt ass, ëmmer Recht ze hunn, egal wat ee mécht a mengt, ass all Dialog och vu vireran iwwerflësseg oder gëtt zur Farce.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | D'Gefor vun Dialog ass jo och déi, datt ee kéint erausfannen, datt ee vläicht eng Kéier net Recht huet, datt ee falsch louch oder dass et besser Solutioun gëtt.

(Interruptions)

Mee dës Regierung, an dat hu mer jo erëm no der Manifestatioun vun der Gewerkschaftsfront gesinn, mécht keng Feeler. Déi Iwwerhiefléckheet, déi och d'Gewerkschaften Iech reprochéiert hunn, an d'Iwwerzeegung, dass ee keng Gesprécher a keng alternativ Sichtweis brauch, sinn a waren omnipresent.

Als Beispill am Fall Caritas: Wéi d'FEDAS, d'Daachorganisatioun vun de sozialen Acteuren hei am Land, am Summer d'lescht Joer der Regierung hir Hëllef ugebueden huet, fir d'Caritas ze retten, gouf se vun der Regierung mat enger Entrevue am Dezember verträischt. Wann ee keng Hëllef wëll oder net interesséiert ass, kann ee sech net besser ulleen. Et brauch een eebe keng kritisches Öffentlechkeet a keen Austausch op Aenhéicht, wann ee mengt, e Land wier am beschte geréiert wéi eng Aktiegesellschaft.

Déi negativ Konsequenze vun där Politick, déi mer an der Caritas-Affär erlieft hunn, gesi mer haut a ganz ville Beräicher. Dës Aart a Weis, Politick ze maachen, klappt nëmme mat enger zimmlech autoritärer Approche. An do steiere mer lues a lues hin. Well während d'Zivillgesellschaft gezësst gëtt an d'Gewerkschaften ignoréiert goufen, bis se op d'Strooss gaange sinn, plant den déi schwaarz-blo Regierung zum

Beispill eng Verschäerfung vum Iwwerwaachungsgesetz a vum Manifestatiounsgesetz. An och an der Immigratioun bléist en zimmlech kale Wand. De Sozialdialog, iwwert dee mer de Moien – e bëssen – geschwat hunn, steet op der Kipp, an domadder d'sozial Kohäsioun an dësem Land.

Här President, e Land ass awer keng Firma. A Fondatiounen, ASBLen an ONGe sinn net einfach just Prestatairé vu bestëmmte Servicer, och wann HUT genau mat där Mentalitéit opgebaut ginn ass. Eiser Regierung feelt an eisen Aen de Sënn fir dat, wat eng Gesellschaft wierklech ausmécht: Gemeinschaft, Solidaritéit, Kooperatioun, a jo, och emol Konflikter, Debatten a géigesätzlech Meenungen, well och déi halen eng Demokratie um Liewen.

Här President, dat lescht Joer war keng Stärestronk fir d'Lëtzeburger Politick, net national a ganz sécher net international. Wann ech de Resümmee vun der Affär Caritas maachen, verhalen ech:

Datt de Premierminister den Dossier zur Chefsaach a sech selwer zum Krisenmanager ernannt huet, fir dann awer séier erëm ze verschwannen an d'Saache gewärden ze loosse.

Datt d'Regierung hir Decisiounen mat zweifelhafter juristeschen Analyse justifiéiert huet.

Datt d'Banke warscheinlech seriö Feeler gemaach hunn, mee vun Ufank u vun der Regierung aus der Schosslinn geholl goufen.

Datt et keng Prioritéit war, d'Capacitéite vu Caritas International, engem Bijou vun eiser Kooperatioun, ze preservéieren.

Datt ni wierklech probéiert gouf, d'Caritas ze retten.

Datt privat Acteuren a privat Donateuren aus der Wirtschaft d'Caritas ganz séier mat HUT ersat hunn.

Datt HUT och keng sozialpolitesch Dimensioun huet, mee de Leit a prekäre Situatiounen hëlleft, iwwert d'Ronnen ze kommen, ouni hinnen eng Stëmm ze ginn.

Datt den Ëmgang mat der Caritas leider an der Kontinuitéit vun der Regierungspolitick ass: keng Dialogbereitschaft, en dogmatescht Virgoen, fir hir Decisiounen duerchzeboxen, keng Plaz fir sozial Consideratiounen.

Dat ass fir eis de politesche Skandal vun der Affär Caritas. Mir brauchen endlech erëm eng Politick, déi sech këmmert, déi Verantwortung iwwerhëlt an de Wäert vun Dialog an der Zesummenaarbecht héichhält.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Fayot. D'Madamm Hartmann wollt Iech nach eng Fro stellen an Dir hat do Jo gesot. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Also den Här Fayot ass jo ganz a sengem Rôle, wann en hei verschidden Decisiounen vun der Regierung kontestéiert oder seet, wat net gutt war. Ech hat awer och um Ufank vu senger Ried trotzdeem awer d'Gefill, dass eng gewësse Mauvaise foi am Raum wär, fir awer d'Realitéten och net esou duerzeustellen, wéi se wierklech waren.

An ech mengen, dass ech dat an der Ried, déi ech virdru gehalen hunn, awer och explizitt gesot hunn: Fir dass Aktivitéite konnte weiderlafen, hu missen och nei Agremente mat HUT gemaach ginn, et hu missen nei Konventiounen tëschent HUT an de verschiddene Ministère geschloss ginn. An ech hunn och gesot,

dass déi Aarbechtsplazen, déi net iwwer HUT konnte weider besat ginn, iwwer Matchingen, déi vun de verschiddene Regierungsmembere gemaach goufen, trotzdeem konnte gemaach ginn.

Dofir fannen ech et net richtig, fir am Ufank vun „ausbludden“ ze schwätzen an et esou duerzeustellen, wéi wann hei iwwerhaupt näischt engagéiert gi wär, fir déi Situatioun hei sou gutt et geet ze bewältegen.

Dann, an dat stéiert mech an Ärem Discours, Dir sot: „Et gouf aner Optiounen. Et gouf besser Solutiounen.“ Mee ech hunn nach ëmmer net verstanen, wat fir eng Solutioun oder wat fir eng Optioun elo Är Optioun gewiescht wär.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech hunn Iech a menger Ried gesot: Et gouf véier Optiounen. Et gouf déi, fir d'Caritas ze retten, et gouf déi, fir eng nei Caritas ze grënnen, et gouf d'intern Caritas-Solutioun iwwer eng aner Entitéit an et gouf déi extern Solutioun. Déi véier sinn envisagéiert ginn. Ech hunn net verstanen, wéi eng Dir wëllt huelen. Dir sot, Dir hätt och net wëllen 61 Milliounen iwwerweisen, fir duerno nach eng Kéier x Milliounen ze iwwerweisen. Wat hätt Der gemaach? An et geet net duer, fir ze soen: „Mir hätte mat all den Acteuren geschwat“, well dat ass keng Solutioun. Wat wär déi Solutioun gewiescht, déi Dir hei op den Dësch bruecht hätt?

An dann nach eng zweet Fro. Dir hutt eis vun dem éischte Joer Droit erkläert, wat alles um Niveau vun der Caritas net richtig gemaach ginn ass an der Relatioun mat de Banken. Meng Fro un Iech ass déi: Dat, wat bei der Caritas intern net richtig gelaf ass, ass dat d'Responsabilitéit vun der Caritas oder ass dat d'Responsabilitéit vun der Regierung?

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech ginn d'Wuert zrëck un den Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci villmools, Här President. Also iwwert deen éischen Deel vun deem, wat d'Madamm Hartmann sot iwwert d'Mauvaise foi, ech mengen, do loosse ech mech net weider doriwwer aus. Dat ass Är Interpretatioun. Ech mengen net, dass do iergendeng Mauvaise foi dobäi ass. Dat ass eng Divergence de vues ...

(Exclamations)

... déi zimmlech fundamental ass.

Ech mengen, wann Der – an och fir direkt op dee leschten Deel vun Ärer Fro ze kommen – natierlech vun Ufank eng Situatioun schaaft, wou ... Wéi gesot, ech hunn dat en „Doudesurteel“ genannt. Wa keng aner Méiglechkeet méi do ass, wéi effektiv eng Good-Bank-bad-Bank-Solutioun ze maachen an d'Caritas ze liquidéieren, jo, da falen déi Optiounen do alleguerter relativ schnell ewech. Dat baséiert awer op enger a mengen Ae feelerhafter juristescher Analys.

Well wann een natierlech der Meenung ass, dass d'Banken hei duerchaus eng Responsabilitéit hunn an dass se vläicht souguer guer keng Creance hunn op d'Caritas vun 30 Milliounen, dann huet een eng ganz aner Diskussioun.

(Interruption)

An da kann een natierlech och eng aner Optioun envisagéieren. An déi ergëtt sech dann aus esou engem Echange. Mee dofir muss ee sech fir d'éischt rondërem en Dësch setzen, fir doriwwer ze diskutéieren a fir jiddweree viru seng Responsabilitéiten ze setzen.

Et ass jo net esou, wéi wann dat eng absolutt Fatalitéit gewiescht wär, dass déi Paiementer do einfach esou duerchgaange si comme une lettre à la poste.

Do hu Leit Feeler gemaach. Do hunn Organisatioune Feeler gemaach. An déi Feeler, déi leien net just bei der Caritas. Et kann ee souguer soen, dass, wann d'Caritas géint hir eege Problemer protegéiert gi wär, duerch eeben zum Beispill e richtege Compliancecheck oder e juristeschen Check bei de Banken, et guer net dozou komm wär. Da wär kee Virement duerchgang, da wär kee Prêt accordéiert ginn an da wär och keng Cession de créance ënnerschriwwen ginn.

Jo, dat ass eng Realitéit. A wann een dovunner ausheet an net dovunner, dass ee seet: „Hei ass eppes geschitt, wou just d'Caritas dofir kann. Dat ass elo eng Force majeure. Domadder musse mer eens ginn“, jo, dann ass een effektiv relativ schnell an där Solutioun, déi zeréckbehale ginn ass.

Mee wann een dat net mécht, da gött et Méiglecheeten, fir d'Caritas ze erhalen, fir Iwwerbréckungskreditter ze ginn, dann ass een och net méi an der selwechter Urgence an dann ass een och net méi an der selwechter Urgence, wat déi Konventiounen do ugeet.

Zu Ärem éischte Punkt, déi Konventiounen: Jo, nach eng Kéier, wann een evidentement do an enger Situation ass, wou ee sech eng eegen Urgence kreéiert huet, a wann ee seet: „Bis den 1. Oktober mussen all déi Konventiounen do renouveléiert ginn“, bon, da muss ee Fräiheeten huele mam Gesetz. Da muss ee verschidden Delaien net respektéieren. Et kann een et vläicht och nach iergendwéi justifiéieren.

Mee nach eng Kéier, dat entsteet alles, wéi gesot, aus deem éischte Feeler, aus der falscher juristescher Analys vun deem, wat hei geschitt ass. An dat ass de Punkt. Dat ass de Punkt. An do gött et aner Optiounen, wann een esou nodenkt an net seet: „Hei ass elo eppes geschitt, do kann absolutt keen eppes drun änneren. An et ass och keen aneren Acteur wéi d'Caritas, deen hei iergendeng Schold drun huet, a vläicht iergendeng kriminell Organisatioun.“ Dat gött eng ganz aner Perspektiv op dee ganzen Dossier.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Fayot, den Här Weiler huet nach eng Fro fir Iech. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier kuerz op d'Cession-de-créancen zrëckkommen. Dir sot, datt dat relativ kloer wier, wéi déi juristesche Situatioun do wier. Da konstatéieren ech just oder ech stellen a Fro, firwat dann awer en exzellenten Affekot, wéi Der selwer sot, hei vu Lëtzebuerg en Avis iwwer 21 Säiten iwwert déi do Fro stellt, wa se esou einfach sollt gewiescht sinn.

Da sidd Der och net kohärent an Ären Aussoen. Déi eng Säit sot Der ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Hutt Der d'Analys gelies vun deem Affekot?

M. Charles Weiler (LSAP) | Jo, déi hunn ech gutt gelies. Ech mengen, mir hunn zwee verschiddener gelies.

M. Franz Fayot (LSAP) | Déi ass relativ ... Ech weess net, ob mer hei kënnen driwwer schwätzen, well mir sinn do ënnert der Confidentialitéit.

M. Charles Weiler (CSV) | Ech hu just gesot, datt et 21 Säite sinn. Vill méi hunn ech net gesot.

Déi eng Säit ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Dir sidd Affekot. Dir wësst ganz gutt, dass een an 21 Säiten och ganz, ganz vill ka meubléieren a vill Saache schreiwen, déi net ...

(Interruptions)

M. Charles Weiler (CSV) | Dat ass eng Ënnerstellung vun Ärer Säit.

Mee déi eng Säit sot Der, déi Suen hätte solle bezuelt ginn, fir an deem zweete Saz dann ze soen, Dir hätt keng 60 Milliounen bezuelt. Wann Dir dann an der Verantwortung gewiescht wiert, hätt Dir déi 30 Milliounen der Caritas bezuelt, trotz de Cession-de-créancen? Jo oder nee?

M. Franz Fayot (LSAP) | Mir hätten eis op d'mannst emol zesummen un en Dësch gesat mat deene Banken.

(Exclamations et brouhaha)

Jo. Jo, genau! An dat ass déi ganz ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Hei wann ech gelift, den Här Fayot huet elo d'Wuert!

M. Franz Fayot (LSAP) | Dat ass déi ganz Differenz zwëschen Iech an eis. Dat ass déi ganz Differenz, dass mer hei eng komplett aner Approche gehat hätten. Mir hätten hei de Lead iwwerholl a mir hätten eng Diskussioun gefouert mat deene verschiddene Partie-prenanten, wéi dat deemools an der Bankekris gemaach gouf, wou jiddweree sech zesummen un en Dësch gesat huet, fir Léisungen ze fannen. Dat ass den Ënnerscheid! An net vun uewen erof. Ech mengen, Dir schéngt dat jo eng gutt Method ze fannen. Wann ee bei PwC geet a seet: „Ok, reorganiséier mer elo dee ganze Buttek“, da kritt een natierlech déi Léisung, déi een do kritt, déi, wéi gesot, aus där Situatioun erausgeet, wou Fakte geschaaft ginn a wou dee Moment och keng aner Léisung méi dran ass.

Mee den Ënnerscheid, an dat ass e fundamentalen Ënnerscheid, dat ass dee vun der Diskussioun, vun der Diskussiounskultur, déi een hei muss hunn, fir aner Léisungen ze fannen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Laurent Mosar huet och eng Fro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, ech hunn dem Här Fayot, wéi ech dat ëmmer maachen, ganz opmierksam nogelauschert, besonnesch déi lescht Interventioun. An do huet en der Madamm Hartmann eigentlech geäntwert, ee vun deene grouse Skandale wier senger Meenung no, datt eigentlech verpasst gi wier, während Joren, déi Mesüren ze huelen, fir d'ONGe besser ze protegéieren. Sou hunn ech Iech ... Dat hutt Der ganz kloer gesot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Nee.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dach! Dir hutt gesot, Här Fayot, et wär verpasst ginn ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Dann hutt Der awer net esou gutt nogelauschert, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (LSAP) | Jo, dach! Dir hutt dat gesot. Dat kënnen mer gär ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Nee, dat hunn ech net gesot, Här Mosar!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wann ech gelift ëmmer nëmmen ee schwätzen! Dat ass e bësse méi einfach.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, mee, Här President, den Här Mosar kann awer net hei egal wat soen!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Fayot, loosst elo mol den Här Mosar schwätzen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech hu verstanen, Dir hätt gesot, do hätte missen eng Rei Dispositiounen geholl ginn, fir ONGen och besser ze schützen, am Bankesektor an och soss op anere Plazen.

En admittant, datt dat esou wier, géif ech wëlle froen, Här Fayot, wien da während 20 Joer d'Responsabilitéit hat, notamment am Entwécklungsberäich.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, ech äntweren net op esou eng Fro. Dat do ass ... Dat do ass wierklech ...

(Brouhaha)

Also d'Frostellung ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Dir hätt awer all Interêt, drop ze äntweren.

M. Franz Fayot (LSAP) | Är Frostellung ass komplett feelerhaft. Dir stellt hei eng Fro opgrond vun eppes, wat ech guer net gesot hunn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Mee dann äntwert op déi Fro!

M. Franz Fayot (LSAP) | Nee, ech äntweren net op déi Fro!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Fayot äntwert net op déi Fro.

M. Georges Engel (LSAP) | Äntwert dach op eppes, wat Der net gesot hutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Da kann ech d'Wuert un deen nächsten ageschriwwene Riedner ginn. An dat ass den honorablen Här Tom Weidig.

Une voix | Se sinn nervös bei der CSV. Se sinn nervös. *(Brouhaha)*

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, moien. Ech stelle fest ... Ech hu jo elo och d'Ried vum ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Hei, wann ech gelift, e bësse méi roueg erëm!

M. Tom Weidig (ADR) | Ech hu jo och elo d'Ried vum Här Fayot gelauschert. Ech menge schonn, datt en deelweis de mauvaise foi ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Vun Iech kommend ass dat do e Kompliment.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Weidig huet elo d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | An ech fannen och ... Ech hunn nach ëmmer net verstanen, wat fir eng realistesch Alternativ d'Regierung hat. Dat hunn ech och net verstanen.

(Interruptions)

Mee bon, ok.

Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, de Caritas-Skandal ass ee vun de gréissten Déifstäl an der Lëtzebuergescher Geschicht. De Caritas-Skandal huet awer och knallhaart gewisen, wou eis Schwächten hei am Land leien, souwuel bei eenzelne Persounen, bei eiser Organisationskultur a beim Staat.

Et ass schonn esou vill gesot a geschriwwen ginn. D'Leit fänken un, genervt ze ginn. Duerfir wëll ech och probéieren, elo net alles ze widerhuelen a mech op fënnf Punkten ze beschränken.

Éischtens: de Rapport selwer. Ech wëll dem President vun eiser Kommissioun an der Rapportrice Merci soe fir hir Aarbecht um Rapport. De Rapport schwätzt fir sech selwer, an ech recommandéieren, dese Rapport ze liesen. Ech hunn de Rapport matgestëmmt, well do näischt drasteet, wat falsch ass. Et stoungen och Saachen dran, déi richtig a wichteg sinn. Dat eent oder anert Element huet eis gefeelt, wat net an de Rapport opgeholl ginn ass. An ech wäert dorop spéider kommen.

Mee zweetens: d'Spezialkommissioun selwer. Munch Leit kritiséieren d'Spezialkommissioun a soen, datt se näischt bruecht huet. Ech wëll awer hei kloer soen, datt se schonn eppes bewierkt huet.

Éischters: Dës Spezialkommissioun weist kloer, datt d'Chamber, datt mir all de Skandal net op d'licht Schëller huelen an datt mir et och net ënnert den Teppich kiere wëllen. Zu Lëtzebuerg hu mir eng Tendenz, dat wëllen ze maachen. An deem heite Fall huet d'Chamber aktiv dergéintgesteiert.

Zweetens: D'Kommissioun huet och de ville Betroffene vum Skandal eng Plattform ginn, fir hir Perspektiv an hir Versioun vun der Geschicht ze erzielen. Déi eng hunn dat voll genotzt, wéi zum Beispill de fréieren Direkter vun den Operatiounen, anerer konnten dat net wéinst legale Restriktiounen an anerer hunn decidéiert, net ze kommen oder kaum eppes ze soen. Dat war wichteg, dat huet zu Transparenz gefouert an et sinn Emotioun verschafft ginn. Et huet och der Press bei hiren Enquêté geholfel.

Drëttens: Dës Kommissioun hat och d'Zil, d'Roll vun der Regierung op de Leescht ze huelen, de Krisenmanagement duerno. Dat war och wichteg, Menger Aschätzung no si keng kloer Beweiser fir Feelverhalten op den Dësch komm, mee et war wichteg, dat opzklären. An ech kommen do och nach méi spéit drop.

Ech wëll awer och op d'Schwächte vun der Spezialkommissioun zrëckkommen. Et war suboptimal, eng Kommissioun ze maachen, wann d'Enquêté nach net ofgeschloss sinn, an dat souwuel bei der CSSF wéi och beim Parquet. Eis Kommissioun war komplett am Donkele par rapport zu deem, wat si elo scho wëssen. Ech hunn och an der éischter Sitzung vun der Kommissioun eng einfach Fro gestallt: Wéi kënne mir dat effizient opschaffen a gutt Propose maachen, wa mir net mol de genauen Oflaf kennen a wëssen, wie wéi schëlleg war a wie wat gemaach huet? Dat ass d'Achillesfers vun dëser Kommissioun.

Gottseidank hate mir d'Podcaste vum 100,7, déi op eng professionell a sachlech Manéier méi Detailer vum Skandal gesammelt hunn an der Éffentlechkeet zougänglech gemaach hunn. Dat war gudden a virbildleche Journalismus. Journalisten hu fir mech d'Roll, d'Bierger ze informéieren. An dat hu se hei gutt gemaach an net probéiert ze lenken. Ech géif mir wënschen, datt manche Journalist sech do eppes ofkuckt, anstatt datt e wéi esou oft a politeschen Aktivismus verfält an d'Realitéit net ganz oder verzerrt duerstellt mam Zil, fir d'Meenungen ze lenken.

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Domat stellt sech d'Fro, ob et net besser gewiescht wär, eng Enquêtékommisioun ze maachen. Mir als ADR fanne jo. Als Deputéierten ass et schwéier, soss un d'Informatioun ze kommen. A wann eng Enquête jorelaang dauert, da verpufft och d'Méiglechkeet, fir wirksam virzegoen. Am Ausland gétt dacks méi informéiert vun engem Parquet, an do misst een drüwwer nodenken, ob net Lëtzebuerg och op e Wee soll goen, fir méi transparent do ze ginn, natierlech ouni datt Enquêté gefärdet solle ginn.

Mee, wéi gesot, duerch Recherchë vu Journalisten ass dat deelweis kompenséiert ginn.

Drëttens kommen ech zur Roll vun der Regierung. Huet d'Regierung sech korrekt a gutt an der Saach verhalten? Wéi war hire Krisenmanagement? Dat war am Fond d'Haaptuleies vun der Spezialkommissioun. Mir hunn do och vill Leit héieren. A besonnesch eis Kolleegen an der Oppositioun, also déi, déi souguer nach méi lékn si wéi eng DP an eng CSV, wollten gären ...

(Interruption et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wannech-gelift, den Här Weidig huet d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President.

... wollte gären onbedéngt e Beweis fannen, datt d'Regierung signifikant Feeler gemaach huet.

Si sinn, menger Meenung no, enttäuscht ginn. Der Regierung hire Krisenmanagement war op Plaze suboptimal, mee a posteriori kann een ëmmer villes besser maachen.

Fir mech ass et kloer, datt d'Caritas net gerett konnt ginn, baséierend op de Faiten, déi opgewullt gi sinn. Beim Lauschtere vum 100,7-Podcast stoung mir d'Hoer zu Bierg. Ech hunn 20 Joer laang am Risikomanagement a Banken, Assurancen an am Venture Capital geschafft. A wat do ofgelaf ass, dat war wirklech op ganz villen Eebenen einfach net den normale Standarden üblech. Ech mengen, all deene Leit, déi e bëssen Erfahrung a moderner Kontabilitéit, Firmenmanagement oder Gouvernance hunn, stoungen och d'Hoer zu Bierg.

Esou eng morsch Organisatiounskultur, déi dann och nach Milliounen Scholde bei de Banken huet, wou d'Banke soen: „Dir hutt Scholden“, während d'Caritas seet: „Nee, dat sinn net wirklech eis Scholden“, do ass et ganz kloer, datt do eng komplett legal Onsécherheet do ass an datt et do halt den eenzege räsonable Wee ass, eng nei Entitéit opzemaachen.

Datt dat och Problemer mat sech bréngt, ass normal. Mee d'Realitéit an där ganzer Kris ass: Egal wat ee mécht, et wäert zu Problemer kommen. De Wee, deen d'Regierung ageschloen huet, huet menger Meenung no zu de mannste Problemer gefouert.

An d'Endresultat ass och räsonabel, well déi allermeeschte Caritas-Aktivitéiten, déi si jo weidergelaf an um Terrain bei de Leit ass d'Hëllef och onënnerbrach weidergelaf an deenen allermeeschte Fäll.

Jo, do waren och haart Schicksaler drënner. Dat ass ze regrettéieren. Mee de Schëllege sinn déi, déi d'Sue geklaut hunn oder gravement farlësseg gehandelt hunn, an net d'Regierung, déi probéiert huet, d'Kar aus dem Dreck erauszéien.

Et ass och gefuert ginn, aus der Kris ze léieren an e bessere Krisenmanagement ze maachen. Ech wëll do den éischte Saz aus dem Leo Tolstoi sengem Roman Anna Karenina zitieren: „All glécklech Famille si gläich; jiddwer onglécklech Famill ass op hir Aart onglécklech.“ A genaousou ass et och bei enger glécklecher Organisatioun an enger onglécklecher, déi an eng Kris kënnt. All glécklecher Organisatioun ass gläich am Sënn, datt se Prozedure fir gutt Gouvernance a Kontroll huet an och kompetent Leit am Comité de direction huet. All glécklech Organisatioun huet déi selwecht Mechanismussen en place. Mee eng Firma, déi dysfonctionell ass, ass dysfonctionell op hir eegen Aart.

De Caritas-Skandal ass e One-off-Event. E wäert sech esou ni méi reproduzéieren, natierlech och well d'Leit elo dovunner wëssen a Mesüre kënnen huelen. Duerfir ass et ëmmer ganz schwéier, détailléiert Prozeduren ze maache fir e Krisenmanagement.

Dat heescht awer net, datt de Staat an d'Regierung net dach op bestëmmte Punkte versot hunn. Si hu versot an hirer Due Diligence, fir hir Partner, mat deene se Konventiounen hunn, besser op de Leescht ze huelen. An ech kommen do méi spéit drop.

Am véierte Punkt wollt ech thematiséieren: Wien ass responsabel fir de Skandal? D'CSSF an d'Gerichter mussen dat legal decidéieren, ob elo Banke géint d'Reegele verstouss hunn, wie beim Déifstall derbäi war, wie farlësseg gehandelt huet an och ob d'Caritas

oder d'Banken oder béid fir déi Lignes de crédit bezuele mussen.

Et kann een awer trotzdem schonn eng fachlech, eng politesch an eng moralesch Beurteilung maachen. An dat wëll ech hei och maachen. Et ass evident, datt déi Kriminell, déi d'Sue geklaut hunn, primär verantwortlech sinn. Do sinn elo schonn zwee Leit gestänneg, mee dat waren nëmmen Handlanger, déi Konten a Spuenien opgemaach hunn, wou d'Sue weidergeleet gi sinn.

D'Finanzdirektesch vu Caritas ass déi Persoun, déi all déi illegal Transaktiounen gemaach huet. Et ass schwéier ze gleewen, datt si méintelaang op e Presidententrick eragefall ass, an och wann, dann hätt se net d'äerften dës Transaktiounen duerchféieren a Ligne-de-créditen ufroen. Do feelen eis awer nach wichteg Informatiounen, an ech hoffen, datt dat och gekläert gëtt. Et ass och net auszuschléissen, datt se erpresst oder bedrot ginn ass. Duerfir muss een do virsiichteg sinn an e Jugement do net ofginn an déi Enquêté ofwaarden.

Mee et gëtt awer och eng ganz aner Aart vu Verantwortung fir de Skandal. An dat sinn déi Leit, déi keng Sue geklaut hunn, och keng falsch Transaktiounen gemaach hunn, mee déi farlësseg gehandelt hunn an eng politesch Verantwortung hunn. Dat heescht Leit, déi sech verpflichtet hunn, bestëmmte Responsabilitéiten op sech ze huelen, an och derfir bezuelt gi sinn.

Fir mech perséinlech sinn an deem Sënn vun der Responsabilitéit an och vun der Perspektiv vun der Gouvernance zwee Leit haaptverantwortlech dofir, datt et zum Bedruch konnt kommen. An dat sinn de fréiere Caritas-Direkter – an zu engem méi klengen Mooss déi aner Membere vum Conseil de direction vu Caritas – an déi fréier Caritas-Presidentin – an zu engem méi klengen Mooss déi aner Membere vum Conseil d'administration vu Caritas –, wou een natierlech och derbäi soe muss, datt do vill vun deene Membere an dem Beräich vun der CSV kommen.

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Et ass d'Roll vun engem Direkter, seng Organisatioun verantwortlech ze leeden. Zu sengen Aufgabe gehéiert och, déi finanziell Lag zu all Moment am Kapp ze hunn oder op d'mannst all Woch e Rendez-vous mam Finanzdirekter ze maachen oder op d'mannst sech den Total vun alle Konten an déi wichtegst Transaktiounen unzekucken.

No allem, wat an der Éffentlechkeet erauskomm ass, ass dat net passéiert. De fréiere Caritas-Direkter muss sech méintelaang d'Konten vu Caritas net genau ugekuckt hunn, well soss hätt en déi Transaktiounen gesinn an zemoos hätt en d'Zomm vun alle Konten gesinn. Wann hien elo seet, datt e reegelméisseg d'Konten gekuckt huet, dann hätt hie missen als kompetenten Direkter d'Problemer gesinn. Esou oder esou: Et gesäit net gutt aus.

De fréiere Caritas-Direkter ass och sechs Wochen op eng Pilgerfaart gaangen. Datt e President vun engem klengen Schachclub am Éislek mat 15 Membere dat maache kann, ass eng Saach, mee dat geet net fir e responsablen Direkter vun enger Organisatioun, déi Dosenden an Dosende vu Milliounen Euro geréiert. Do kanns du net einfach sechs Woche fort sinn.

Ech muss do eng kleng Klammer opmaachen. Bei grouse Konzernern ass et deelweis Pflicht, datt Leit mat grouse Responsabilitéiten zwou Wochen hannertereene an de Congé goe mussen, aus deem einfache Grond, well dann eng aner Persoun d'Responsabilitéit iwwerhuele muss. A wann eppes Illegalles gelaf ass, misst dat opfalen. Dat heescht, wann eng Persoun par force kee Congé wëll huelen, dann

ass dat en Indiz, dass se net fortgoe wëll, well se do eppes ze verstoppfen huet.

Natierlech sinn d'Direktore vum den Operatiounen a vun de Human Resources mat implizéiert, well se d'Transaktiounen an d'Lignes de crédit mat ënnerschriwwen hunn. Den Direkter vum den Operatiounen vu Caritas war jo an der Kommissioun an huet Feeler zouginn. Ech muss soen, dass ech seng Interventioun authentesch fonnt hunn, an ech soen him och Merci fir seng Éierlechkeet. Ech muss och soen, dass ech d'Impressioun hat, dass hien als ausgebildete Psycholog an och d'Cheffin vun den HR net déi néideg Berufserfahrung am Finanzberäich haten, fir enger Finanzcheffin do de Bass ze halen. Do war den Direkter vu Caritas, mee awer och de Conseil d'administration an der Verantwortung, fir ze garantéieren, dass déi Erfahrung do ass bei de Membere vun der Direktioun. Et muss een elo kucken, ob et do zu Gerichtsprozesser kéint oder net.

Déi politesch Verantwortlech ass, menger Meenung no, déi laangjäreg Presidentin vu Caritas. Si an hire Conseil d'administration si verantwortlech dofir, wien Direkter vu Caritas ass a wien am Conseil de direction ass. Si sinn och responsabel dofir, dass déi Leit déi néideg Kompetenzen hunn, a si mussen derfir suergen, dass eng gutt Gouvernance do ass. Si mussen och direkt a séier op Audite reagéieren, wann do Recommandatiounen sinn. No villen Aussoe war d'Presidentin dësere Aufgab net méi gewuess. Dass si trotzdem Presidentin bliwwen ass, ass d'Verantwortung vun deenen anere Membere vum Conseil, déi sech net getraut hunn, hir dat vertraulech an empathesch bäizebréngen. Doduerch war en enorme Machtvakuum, deen d'Handlungsfäegkeet vum Conseil d'administration ageschränkt huet an doduerch och d'Gouvernance vu Caritas staark geschwächt huet.

Mee et gëtt awer och en drëttes Responsabelen, an dat sinn de Staat an d'Regierung. Ech wëll do net vu Farlässigkeet schwätzen, mee trotzdem, wéi kann et sinn, dass eng Regierung Konventiounen mat enger systemrelevanter Associatioun mécht, ouni ganz genau hinzekucken, ob dee Partner och eng seriö Gerance a Gouvernance mécht? Dozou spéider méi.

Elo zu mengem leschte Punkt: Wat kann ee maachen, fir esou e Bedruch an der Zukunft ze verhënneren? Am Rapport sti méiglech Pisten, an ech wëll déi elo och net méi erwänen. Et gëtt jo elo och Recommandatiounen vun der FEDAS, der Federatioun vun den Acteuren am soziale Beräich zu Lëtzebuerg. Dës ginn all an eng gutt Richtung a si hale sech un allgemeng international Standarden, déi am Fong jo och dem gudden Mënscheverstand entsprechen. Si proposéieren e Code of Conduct, eng Verstärkung vun den interne Kontrollen an e bessere Risikomanagement. Dat ass ze begrëssen an et ass och ze begrëssen, dass d'Regierung do e Protocole d'entente ënnerschriwwen huet. Mee de Staat selwer muss sech awer och kritesch hannerfroen.

An dësem Dossier muss een och leider feststellen, dass de Staat net ëmmer d'Gesetz respektéiert, déi an dësem héijen Haus gestëmmt ginn. D'GAFI-Recommendatiounen sinn transposéiert ginn. Mam Gesetz vum 12. November 2004 hu mir kloer Bestëmmungen géint d'Geldwäsch kritt. Mir hunn Institutiounen, déi fir d'Iwwerwaachung vun der Uwendung vun dësem Gesetz zoustänneg sinn: d'CSSF an den Enregistrement. Besonnesch beim Enregistrement féint een eng ganz Rei vu Guiden, déi d'Acteure vun de verschiddene Secteuren dozou uweisen, wéi se sech gesetzeskonform solle verhalen. Et wär Zäit, dass d'Regierung do selwer mam gudden Beispill virgeet a sech konsequent un déi gesetzlech Virschrëften hält, wann et drëm geet, wa si Konventiounen maachen.

An der Kommissioun si mer och gewuer ginn, dass de Staat am Fong och keng richtig Due Diligence bei senger Partner mécht. D'Regierung misst dem Staat einfach méi strikt Reegele gi fir Konventiounen mat systemrelevanten Associatiounen. Et ass kloer, dass eng Konventioun iwwer 10.000 Euro keng strikt Kontroll vun der Partnerassociatioun brauch. Mee wann do awer Konventiounen iwwer e puer Milliounen gemaach ginn, da muss d'Regierung eng gutt Gouvernance afuerderen a se och reegelméisseg kontrolléieren.

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Mir géifen dofir proposéieren, dass Associatiounen, mat deenen de Staat Konventiounen ab enger bestëmmter Schwell, wéi eng Millioun Euro, mécht, vill méi genau kontrolléiert musse ginn. Do muss eng „enhanced due diligence“ gemaach ginn. Iwwregens ass dat genau dat, wat och de GAFI an och d'Geldwäschregele scho fuerderen.

Schlussendlech wëll ech nach kuerz op d'Iddi vun enger Assurance étatique agoen, déi och am Rapport steet. Ech verstinn, dass munch Leit et sech zweemol iwwerleeën, Responsabilitéit ze iwwerhuelen, mee esou eng Assurance ka bei de Leit dobaussen zu Onverständnis féieren, nom Motto: „Jo, elo mécht de Conseil d'administration seng Aarbecht net, mécht Feeler oder foutéiert sech, a wann de Schued dann do ass, dann huet keen eng Responsabilitéit.“ Esou kann et natierlech net fonctionéieren, well d'Leit da kee Grond hunn, fir besonnesch virsiichteg ze sinn.

Do gëtt et am Assuranceberäich awer speziell Assurance fir Haftbarkeet zum Beispill vun Direktore bei Firmen, déi „D&O insurance“ heeschen, „directors and officers insurance“. Mee bei dësen Assurancen, do ass et ganz kloer, dass déi net géllt bei strofbare Saachen, och net wann een absichtlech d'Onwourecht gesot huet an doduerch e Schued entstanen ass, mee och wa fundamental Standarder wéi eng gutt Gouvernance net implementéiert gi sinn. Esou eng Assurance wär wuel am Caritas-Fall net wierksam gewiescht.

Ech recommandéieren also, dass do keng Blankoassurance vum Staat ausgestallt gëtt, mee dass Privatassurancereure esou D&O-Assurance mat den Associatiounen maachen an dass de Staat déi da kofinanzéiert.

Ech schléissen elo meng Ried of. De Caritas-Skandal ass ee vun de gréissten Déifstäl an der Lëtzebuerger Geschichte. De Caritas-Skandal huet awer och knallhaart gewisen, wou eis Schwächen hei am Land leien, souwuel bei eenzele Persounen, bei eiser Organisationskultur a beim Staat. Kommt, mir huelen dës Skandal, fir ze léieren, dass bestëmmte Saachen an enger moderner Welt einfach net méi ginn!

Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. An da wier et elo un där honorable Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Der Caritas hir engagéiert Aarbecht an der Aarmutsbekämpfung, der Flüchtlingsaarbecht, der Kooperatioun, mee virun allem hir Plaz am öffentlechen Discours duerch den Almanach, de Caritas Forum an hir kritesch konstruktiv Stëmm feelen zu Lëtzebuerg. Si wäerten och nach eng Zäitche feelen. Well och wa vill national Aktivitéite vun der Caritas elo vun HUT iwwerholl goufen an och do engagéiert Mënschen hir engagéiert Aarbecht

weiderféieren, si wichteg Missiounen vun der Caritas op der Streck bliwwen. An dat bleift als Alleréischtmol ze bedauern.

Ech ginn an deenen nächste Minutten op zwou essentiel Froen an, déi meng Aarbecht an der Caritas-Kommissioun bestëmmt a guidéiert hunn: Wéi hätt een dës Kris anescht geréiere kënnen? A wéi kënnen mer d'Lienen an d'Zesummenaarbecht tëscht dem associative Secteur fir d'Zukunft stäerken an net erschwéieren?

„Krisen ass eppes, wat eigentlech mech bréngt zu enger gewëssener Toppform.“ Zitat Luc Frieden am „Carambolage“-Podcast. Majo, da loosst eis emol de Bilan maache vu besotener Toppform.

Dir musst Iech un enger weiderer Ausso moosse loosse, Här Premierminister, déi am selwechten Interview gemaach gouf, an zwar folgend – an ech zitieren nach eng Kéier –: „Mee et ass kloer, dass ech hir“, der Madamm Jacobs, „gesot hunn, dass mir géifen hëllefen. Well mir d'Caritas schätzen a brauchen. An dat war meng Linn, dès le début. Nach eng Kéier, wéi bei der Rettung vun de Banken.“

Jo, dës Ausso aus dem Point de vue vun haut ass vun Zynismus net ze iwwerbidden. E Joer méi spéit gëtt et keng Caritas méi. An dass eng nei Organisatioun entstan ass, dozou huet d'Regierung u sech och net esou vill bäigedroen. Si huet provisoresch Agreementen zougestann an nei Konventiounen gemaach. Mee loosst eis net vergiessen, dass de Staat selwer och op dës Aarbecht vun Associatiounen ugewisen ass, déi fir hien dës Aufgaben iwwerhuelen.

Ech kommen zréck zum Zitat. De Verweis op d'Rettung vun de Banken, bei deenen de Staat 2008 a Milliounenheicht Gelder fléisse gelooss huet, d'Caritas awer bekannterweis kee Cent méi sollt kréien, dat schwätzt eng kloer Sprooch, wat de Stellewart vu Banken zu Lëtzebuerg ass par rapport zum Stellewart vun der Zivilgesellschaft.

Dem Premierminister seng Aussoen, déi d'Caritas als Täter an net als Opfer presentéiert hunn, jo, déi hu vill Dieren zougemaach. Dass grad besotene Banken, déi helleg Kéi vun eisem Land, an dësere Affär hir ganz eegen, ganz fraglech Roll gespilt hunn an hirem Devoir de vigilance relativ offensichtlech net nokomm sinn, schéngt wuel och d'CSSF esou ze gesinn. Kee rümleche Moment fir dës Banken – grad fir d'Staatsbank –, an et ass ëmsou méi revoltéierend, dass ënnert der Erklärung, dass de Staat keng Sue kéint ginn, well d'Banken d'Suen dann anzéie géifen, der Caritas net konnt gehollef ginn!

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Haut hu mer am Bankeland Lëtzebuerg déi traureg Realitéit, dass sëllegen ASBLen a Fondatiounen keng Ligne-de-crédite méi opgemaach kréien oder Prête refuséiert kréien, dass also d'Banken, amplaz hir Gestuion kritesch ze kucken an ze hannerfroen, dem Engagement vun Associatiounen an Wee stinn an et weider erschwéieren. Kee kritescht Wuert vun der Regierung bis elo heizou. Mee mat senger Kolleegen, do ass een ëmmer méi fein, oder?

Jo, d'Fondatioun Caritas war vläicht d'Bad Bank. Mee ënnert dësere besotener Fondatioun gouf et zwou ASBLen: d'Caritas Jeunes et Familles fir d'Kanner- a Jugendaarbecht an d'Caritas Accueil et Solidarité fir d'national Aktivitéiten. Si waren net betraff vun der Fraude. D'Caritas Jeunes et Familles fonctionéiert bis haut als staatlech konventionéierten Acteur.

Bis haut stellt sech mir d'Fro, wisou keng vu béiden Organisatiounen d'Aktivitéite konnt weiderféieren. D'Strukture waren do. D'Caritas hätt kënnen bestoe

bleiwen. Gebraucht hätt et e Fonds de roulement vum Bistum, vum Staat oder aneren Drëttacturen, genau d'selwecht wéi HUT, mee am Contraire awer mat Geschicht, mat Wäerter a mat bestoende Strukturen.

Gescheitert ass et u mangelnder proaktiver Kommunikatioun, u politischem Wëllen, ze vill Passivitéit an der feelender Iwwerzeegung vum der Wichtigkeet vum enger engagierter, der kathoulescher Sozialléier verschriwwener Organisatioun. Deem Virwurf, dës Pist Ufank August esou séier opginn ze hunn, muss sech vill bedeelegt Acteure stellen.

Vun engem Krisenmanager an Toppform, Här Premierminister, hätt ech mer méi Engagement a manner Passivitéit erwaart. Vun engem Krisenmanager an Toppform hätt ech mer politesche Courage erwaart, dass e mat de Leit schwätzt, dass e sengem Ufankusproch, d'Caritas ze retten, och nokomm wär. Well letztendlech gouf dem Här Billon, dem Krisekomitee a PwC déi waarm Gromper iwwerlooss. D'Endresultat war eng komplett nei, komplett wäertfräi Organisatioun, finanzéiert vu Philanthropen, déi dem Titel „Prestataire de services“ all Eier mécht.

An dat erlaabt mer, den Iwwergang ze maachen zu deem, wat net konnt gerett ginn: de Plaidoyer politique, d'Selbstverständnis, dass een als Acteur vum der sozialer Aarbecht esou no wéi keen anere bei de Schwächsten aus der Gesellschaft ass, dass ee versteet, wou strukturell Mësstänn sinn, dass ee Léisungen erkennt, well een eebe grad Hëllef um Terrain leescht, an dass een net nëmmen an der Urgence, am Operationellen, hëllef, mee dass een eebe grad de Schrëtt weider mécht an domadder deenen eng Stëmm gëtt, déi kaum Gehéier fannen, a sech och traut, egal wie grad um politesche Pouvoir ass, dës Mësstänn och kloer ze benennen.

Vill vun eis heibannen hunn an hire Rieden de Sozialalmanach zitëiert. Vill vun eis heibannen hunn am Virfeld vun hire Walprogrammer mat der Caritas geschwat, fir besser ze verstoen, wat gebraucht gëtt. Dat feelt. An ech hoffen net, dass ënnert dem Deckmantel vum der politescher Neutralitéit d'Organisatiounen elo net méi de Bak opdinn, wann eppes schifleeft, wa se Suggestiounen hunn, wou eppes geschéie muss, wa Kritik ze äusseren ass, déi Gehéier muss fannen. Grad dat wär e fataalt Zeeche fir eis Zivillgesellschaft. An ech appelléieren hei un all Organisatiounen am Secteur, dës Roll auszeüben. Dat si mer alleguerten der Caritas schëlleg.

Mee net nëmmen d'politesch Aarbecht ass fale gelooss ginn. Och d'international Aktivitéit vum der Caritas sinn dem schlechte Krisenmanagement vum Kooperationsminister an dem Premierminister zum Opfer gefall.

„Soubal et chaud gëtt, taucht hien ënner.“ Dës Wierder vun engem Journalist beschreiwen Är Haltung an där heiter Geschichte esou treffend, Här Minister Bettel, dass ech se muss zitëieren.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | An ech hoffe wierklech, dass dës Slogan net de Slogan vum Ärem neie Mandat an der Regierung wäert ginn.

D'Caritas war eng vun de gréissten ONGen zu Lëtzebuerg an der humanitärer Hëllef an an der Entwécklungszesummenaarbecht, e fiabelen, unerkannte Partner mat engem grouse Réseau, deen notamm op Plazen aktiv war, wou vill anerer net hikom sinn. Säit Joerzéngten huet de Lëtzebuurger Staat vill Hëllefsgelder a Kriseregionen geschéckt an zesumme mat der Caritas Dausende Mënsche geholf. Dës Projeten ofzebriechen ze mussen, esou mat

engem Schlag eppes ze verléieren, wat säit Joerzéngten opgebaut ginn ass, ass eng katastrophal Noriicht fir déi betreffen hëllefbedürfteg Leit op der Plaz, mee och fir all déi investéiert Suen aus de leschte Joren!

Dës Positioun hu mir ganz däitlech gemaach, wéi mer am Ufank vum leschte Summer d'Dimensiounen vum der Kris verstanen haten. D'Annonce vum zwou neien Entitéiten, enger fir national Aktivitéiten an enger fir international Hëllef, hat eis berouegt, quitte dass eis d'Absence vum Ufank u vum Kooperationsminister Bettel hätt missen alertéieren.

Une voix | Dat ass richtig.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Dass mer no-dréiglech gewuer gi sinn, dass hien all Gespréich mam Chef vum Krisekomitee refuséiert huet, dass d'Beamten aus der Kooperatioun iwwert d'Press gewuer gi sinn, dass d'international Aktivitéiten net weidergefuert gi sinn, ass eng Bankrotterklärung vum der Kooperationspolitik vum dëser Regierung! Wou war den Asaz fir déi Äermst ronderëm d'Welt am Krisenmanagement?

(Interruptions)

Wou war zumindest de Versuch, Projeten ze retten, Repreneuren ze fannen, vu LuxDev oder aneren ONGen, fir do wierklech dës Projete gegebenefalls iwwerhuelen ze loossen?

Et war érischt am September, wou den Här Minister, dank Droch vum der Oppositioun, op eemol wakereg ginn ass.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Op eemol koum de laang agefuertete Sinneswandel an déi eng oder aner Projeten ...

(Interruption)

... goufe vun internationale Partner iwwerholl a goufen och nach weider finanzéiert. Trotzdeem hunn an der Kooperatioun eng Rei Leit zu Lëtzebuerg a vill Mataarbechter am Ausland hir Aarbecht verluer. Hinne wär d'Regierung zumindest schëlleg gewiescht, wéinstens direkt am Ufank probéiert ze hunn, dës Aktivitéiten ze halen.

Mee wéi de Luc Frieden selwer am „Carambolage“-Podcast sot: „Déi international Aktivitéiten, déi praktesch Projeten do, well déi eis och vill manner bekennt si wéi déi Lëtzebuurger Aktivitéiten, waren net Objet vun eisen Diskussiounen am Regierungsrat.“ Dont acte.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Ech kommen elo bei déi zweet Fro, déi den haut diskutéierten Ofschlossrapport probéiert huet ze beäntwerten: Wéi eng Konsequenzen huet dat, wat der Caritas geschitt ass, fir de Rescht vum associative Secteur?

Den associative Secteur ass natierlech extreem grouss, extreem heterogen. E couvriert ASBLen, ronn 5.300 Stéck, 219 Fondatiounen, eng 70 Sisen. Sëllegen Acteure fonctionéiere reng am Benevolat. Et ass de classesche Veräin, dee mer alleguerte kennen. Anerer hu sech ëmmer méi professionaliséiert an iwwerhuele méttlerweil am Kader vum Subsidiaritätsprinzip Aufgabe vum Staat, déi dësen u si delegéiert: d'Flüchtlingsaarbecht, d'Kannerbetreung, Streetwork oder Altersheemer.

Mee och si gräife vläicht an hirer professioneller Aarbecht nëmmen zu engem klengen Deel op de Benevolat zréck, hunn awer vun hirer Rechtsform hier e benevole Conseil d'administration, deen eebe grad hei d'Verantwortung dréit, an zwar d'operatiiv Geschäft un eng professionell Direktioun delegéiert, dës

awer nach ëmmer ze kontrolléieren huet a strateegesch a politesch Decisiounen hält – genaou wéi et bei der Caritas de Fall war.

D'ASFT-Gesetz vum 1998 huet deemools en neit Kapitel an der Lëtzebuurger Sozialpolitik opgeschloen. Et huet déi rechtlech Grondlag geschaf, fir d'Beziéung tëscht dem Staat an de Strukturen am sozialen, familiären an therapeutische Beräich ze regléieren. D'Gesetz huet Qualitätsstandarden, un déi sech muss gehale ginn, fir eebe grad dann öffentlech Ënnerstëtzung ze kréien, agefuert.

Mee 25 Joer méi spéit si mer un engem Punkt ukomm, wou et héich Zäit gëtt, dëst Gesetz erëm op de Leescht ze huelen. Et sinn nei gesellschaftlech Realitéiten – d'Migratioun, d'Aarbecht, de Wunnungsbaubau –, déi net ënnert d'ASFT-Gesetzgebung falen an eiser Meenung no awer genau do dragehéieren. A gläichzäiteg hu sech ronderëm d'Applikatioun vum Gesetz ënnerschiddlech Approchen, ënnerschiddlech Finanzierungsmodelle a Prozeduren entwéckelt, déi net harmoniséiert sinn an et doduerjer fir vill Träger immens schwéier maachen, déi ënnerschiddlech Prozedure bei ënnerschiddleche Verwaltungen ze duerchblécken.

Fir eis kéint eng méiglech Pist sinn, hei eng interministeriell Autoritéit ze grënnen, déi fir d'Finanzéierung an d'Kontroll vum Secteur zoustänneg wier, also eng zentral Instanz, déi och reegelméisseg Audite bei de Strukture kéint maachen.

Jo, d'FEDAS an d'Regierung hunn an hirem Protocole d'entente dës Problem erkannt a wëllen doru schaffen. Heirun, léif Kolleginnen a Kollegeen, wäert dës Regierung gemooss ginn, an zwar ob se verstanen huet, dass een dës Acteure muss seriö huelen, an ob dëst net awer vläicht just e weidere Versuch war, Pseudodialog ze féieren. Mir wäerten Iech op jidde Fall op Basis vum dësem Protocole d'entente an deenen nächste Jore reegelméisseg froen.

Et ass wierklech dréngend de Moment, dass d'Regierung d'Responsabilitéit hält, den Acteuren aus dem Secteur déi néideg Moyenen ze ginn, fir eng korrekt Gestiou a fir Maturitéit ze kréien. Et geet nämlech net nëmmen duer, als Staat frou ze sinn, dass d'Aarbecht mat de Flüchtlingen, de Sans-abrien, de Kanner a Jugendleche gemaach gëtt, mee et muss een deene Strukturen och d'Méigleckeete ginn, dat korrekt an no den héchste Standarden ze maachen.

Kolleginnen a Kollegeen, Verantwortung an der Gesellschaft iwwerhuelen, jo, dat ass leider keng Selbstverständlecheit méi. An et wär fatal, wann d'Caritas-Kris géng no séch zéien, dass eis Veräiner keng Leit méi fannen, fir an hire Komitee ze kommen. Dat dierfe mer net op d'llicht Schëller huelen. Eist Land, eis Kultur, de Sport, d'Engagement fir seng Matmënschen an d'Ëmwelt brauchen d'Engagement vum einzelne Mënsch. De politesche Kader ze setzen, dass dat gefërdert, encouragéiert, valoriséiert gëtt, mee dat ass grad elo eis Aufgab.

Hei gëtt et eiser Meenung no eng Rei Pisten, déi souguer deelweis relativ einfach ëmsetzbar sinn, fir genau dat ze féieren. An ech wëll se op dëser Plaz mat Iech deelen:

Et brauch zum Beispill – an ech si frou, datt de Finanzminister och hei ass – en aneren Émgang vum de Banke mat Veräiner an ASBLen. D'Frais-bancairen an den administrativen Opwand sinn extreem schwéierfällg an héich ginn an deene leschte Joren.

Et brauch och besser Steierincitivé fir Spenden.

De finanzielle Support vum Staat bei der Assurance fir Benevoller, zesumme mat der néideger Sensibiliséierung fir d'Organisatiounen an de Benevole ass och en Thema, deem mer eis mussen unhuelen.

E Guichet unique fir d'ASBLen, egal aus wéi engem Secteur se kommen, wou se juristesche Hëllefstellungen, administrative Support, Weiderbildungen an Austausch kréien.

Firwat net eng Fräiwëllegekaart zu Lëtzebuerg, fir dass déi Mënschen, déi fräiwëlleg hir Zäit gi fir anerer, eng kleng Unerkennung zréckkréien? De bayeresche Modell weist eis, wéi een dat ka maachen: mat Avantagen an der Kultur, dem Sport, dem Transport a sou weider.

Une voix | Den Transport ass scho gratis hei.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Eng besser opgestallten Agence du Bénévolat, déi zur richteger Stëmm am Interêt vun de Benevollen an de Veräiner gëtt.

Plattformen, Begéignungsuerte, Versammlungsméiglechkeete fir Initiativen, Thinktanks, Zesummeschlëss, Organisatiounen a Federatiounen, quitte einfach der Zivillgesellschaft e Kader ze ginn, fir datt se sech ka begéinen, fir datt se sech kann austauschen an fir datt se hir kritesch Stëmm, déi zu Lëtzebuerg esou dréngend gebraucht gëtt, och ka prononcieren.

Ech sinn dofir frou, dass am Rapport eng ganz Rei Pisten opgewise ginn, déi hei an déi dote Richtung ginn. Eng dovun ass déi vum Congé pour cadres bénévoles. Eis Propos ass hei, deene Benevollen, déi a Verwaltungsreit Verantwortung droen, grad bei Organisatiounen, déi Mataarbechter hunn, déi professionell geriert musse ginn, deene Mënschen e gewëssene Stonnecontingent d'Joer zur Verfügung ze stellen, fir hiert Amt och esou auszufüllen, wéi mer dat vun hinne verlaangen. Esou e Congé kann Hand an Hand goe mat enger gewëssener Obligatioun, Formatiounen ze maachen an esou de modernen Ufuerderunge vun der Gouvernance entgéintzekommen.

Och um Niveau vun der Professionaliséierung vun sozialen an associative Secteur brauch et niert der verbesserter Kontroll a Sensibiliséierung virun allem och eng Ausbildungsoffer. Wann de Staat sech nämlech därmoossen op associativ Partner verléisst, u si berechtigterweis Ufuerderunge stellt, da muss dese Secteur och gestärkt ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, vill vun Iech wëssen et vläicht, mee ech hunn de Choix gemaach, e Studium am Nonprofit Management and Governance ze maachen. Berufsbegleedend, mat klore Lien zur Praxis war dat Studium enorm wäertvoll, fir Managementpraxissen, Kontrollmechanismen, Finanzgestioun a Gouvernanceprinzipie verstoen ze léieren. Esou e Studiegang zu Lëtzebuerg wär enorm wäertvoll fir e Secteur am Wandel.

D'Opportunitéit, déi d'Caritas-Kris mat sech bruecht huet, ass, dass mer hoffentlech haut, mee och dorwäer eraus, eng uerdentlech Debatt féieren iwwert d'Zukunft vum Nonprofit-Secteur zu Lëtzebuerg. D'Silosdenken tëscht de Ministèren erschwéiert eng gemeinsam Perspektiv op eis Zivillgesellschaft, an dat musse mer, menger Meenung no, iwwerwannen.

Och wat d'Krisegestioun ugeet, gëllt et, léieren ze zéien. Wéi eng Är sinn, Dir Häre Frieden a Bettel, jo, dat géing mech interessieren.

Mir halen zréck, dass d'Zivillgesellschaft op d'mannst déi selwecht Prioritéit verdéngt wéi d'Banken. Mir halen zréck, dass sech un den Dësch ze setzen, Acteuren zesummenzibréngen, nozelauschteren an d'Ministèren an d'Organisatiounen anzebannen, amplaz de Chef-Krisemanager ze spillen, fir dann awer net ze liwweren, dee bessere Stil gewiescht wier.

Vläicht léiert een aus deser Kris fir déi nächst – oder fir déi aktuell? Hei kënnen mer eis ausserdeem dem

Rapport ralliéieren, dee sech vun zukünftege Krisecellullë wënscht, dass hir Entscheedunge besser novollzéierbar dokumentéiert ginn, fir als Chamber an als Effentlechkeet besser ze verstoen, wéi Decisiounen vu wem a wéini getraff goufen.

Mir halen och zréck, dass d'Kooperatiounswelt e wichtege Acteur verluer huet, an den zoustännege Minister et op ganzer Linn verpasst huet, sengem Secteur ze weisen, dass hien en ënnerstëtzt, un e gleeft, en net elengléisst, wann et haart gëtt, an dass ee sech hei éischter e presenten an engagéierte Minister gewënscht hätt an deen och gebraucht hätt.

Une voix | Deen net déi ganzen Zäit um Handy spillt.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | An elo wier de Moment, wou de Minister sengem Secteur kéint weisen, dass et him net egal ass, wat der Caritas geschitt ass.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Mir hoffen, dass um Niveau vun der Kooperatioun e Fong an d'Liewe geruff gëtt, sou wéi am Rapport recommandéiert, deen dofir do ass, Projeten zu engem Enn ze bréngen, déi duerch Urgencen un hir Limitte kommen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll zum Ofschloss e puer Mercien ausschwatzen:

Fir d'alleréischst all deene Benevollen, déi sech och weiderhin an Organisatiounen engagieren a sou d'Zivillgesellschaft um Lafen halen.

De Mataarbechter a Benevole vun der Caritas, déi eng enorm schwéier Zäit haten, gepräägt vun Onsécherheet, Widdersprécklechkeet, Onverständnis, déi zu engem groussen Deel bei HUT oder aneren Organisatiounen eng nei oder hir al Missioun weidergefouert hunn a sech weider asetze fir déi Vulnerabelst.

Och de Meedien, déi gehollef hunn, dës extreem komplex Affär opzebereeden, verständlech ze maachen a ganz sécher och fir eis an der Caritas-Kommissioun eng wichteg Source waren.

An natierlech all deenen, déi an d'Kommissioun komm waren, déi mat eis geschwat hunn, déi hir Erfarunge gedeelt hunn, hir Iwwerleungen, hir Erlebnisse. Et war net ëmmer einfach, et war widderSprécklech, frustrant, emotional an irritéierend. Mir sinn u Limitte gestouss, a villes versti mer och haut nach ëmmer net.

Merci och op deser Plaz der Rapportrice an der gesamter Kommissioun souwéi alle Mataarbechter.

Ech wëll ganz zum Schluss och nach kuerz op d'Motioun agoen, déi de Charel Weiler am Numm vun der Majoritéit deposéiert huet. Ech sinn op eng ganz Rei vun de Recommendatiounen an eisem Rapport agaangen. Leider sinn an der Motioun net all eis Recommendatiounen dran. Dat ass bedauerlech. Mir hunn eis vill Aarbecht gemaach, fir gemeinsam an unanime e Rapport ze schreiwen an ze validéieren, wou vill gutt Recommendatiounen dra sinn. Dass d'Regierungsparteien elo selektiv déi eng Recommendatiounen an eng Motioun drageschriwwen hunn an déi aner ewechgelouss hunn, ass extreem bedauerlech. An ech si frou, dass d'Taina Bofferding duerno am Numm vun, mengen ech, allen Oppositionsparteien, eng Géigemotioun wäert proposéieren, wou all d'Recommendatiounen aus dem Caritas-Rapport dra sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Noluschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. Ech gesinn, d'Madamm Cahen wëllt Iech nach eng Fro stellen, wann Der domat d'accord sidd.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, jo.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Merci och, dass Der d'Fro unhuelt. Dir hutt vum Plaidoyer politique geschwat an Dir hutt gesot: „Dee konnt net gerett ginn.“ Souwäit ech mech erënnere kann, huet d'Regierung jo ni de Plaidoyer politique bezuelt, well dee war natierlech kritesch, an dat war och gutt. Am Almanach huet de Robert Urbé méi wéi eng Kéier de Fanger an d'Wonn geluecht. An ech mengen, doduerjer gi mir jo och besser, wann dat dann objektiv kann ..., wann en net vun der Regierung bezuelt gëtt, dee Plaidoyer politique. An ech mengen, dee Secteur huet sech – an dat wësst Dir och – nach ni genéiert, seng Meenung ze soen oder de Fanger an d'Wonn ze leeën.

Sidd Dir dann der Meenung, dass esou e Plaidoyer politique vun enger Regierung muss bezuelt ginn? Muss dat sech net aneschtens fannen, e Plaidoyer politique? Misst d'Regierung deen, zum Beispill bei HUT, bezuelen?

Villmools merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech weess net, ob Der mer gutt nogelasschert hutt, Madamm Cahen, well ech hunn néierens a menge Propose gesot, dass d'Regierung hätt missen de Plaidoyer politique halen. Ech hunn en Opruff gemaach u sämtlech Organisatiounen am Secteur, hir kritesch Stëmm ze halen a sech ze traumen, déi ze äusseren. Ech hoffen, datt dat wäert geschéien.

D'Caritas hat eng enorm wäertvoll Aarbecht gemaach. Ech weess net, ob HUT an deem Beräich wëll a wäert weider aktiv sinn. Dat iwwerloossen ech hinne. Ech hoffen, dass aner Organisatiounen dat maachen.

Een Diskussionspunkt, dee mer och, mengen ech, am Rapport ugestouss hunn, ass och d'Fro, wéi een d'Zivillgesellschaft ka stäerken, wéi een ëmmer erëm de Secteur ka beienebréngen a wéi een och do zesumme mat den Daachfederatiounen, wéi dem Cercle des ONG a wéi mat der FEDAS, ëmmer erëm déi kritesch Stëmm vum Secteur ka féieren, d'Leit beienebréngen – Assisë sinn en Thema –, alleguer déi Plaze féieren an encouragéieren, wou dat ka geschéien.

Ech mengen, dass de Staat zum Beispill bei der Organisatioun vun Assisen aus engem Secteur do sécher e finanziellen Apport ka bréngen. Och Forschungsprojete mat der Uni kënnen eppes sinn, woumat een déi kritesch Zivillgesellschaft ënnerstëtzt. Ech mengen, dass do Plaze sinn, wou de Staat ganz sécher ka punktuell en Apport bréngen.

A fir de Rescht hoffen ech, dass de Rescht vum Secteur dee Raum wäert anhuelen, deen elo verluer gaangen ass duerch de Verloscht vun der Caritas.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Madamm Bernard. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut presentéieren an diskutéieren mer als Spezialkommissioun „Caritas“ eise finale Rapport. Et ass e Moment, deem ech mat geméischte Gefiller entgéintginn. An ier ech op d'Substanz aginn, wëll ech awer als Éischt alle Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun e grouse Merci soen. Well trotz alle Schwierigkeeten, trotz den institutionelle Problemer, hu mer zesumme probéiert, eis Aufgab esou gutt wéi méiglech ze erfüllen. Mee loosst eis éierlech sinn: Lëtzebuerg huet keng institutionell

Erfahrung, a scho guer keng Traditioun, wat Spezialkommissiounen ugeet. An dat muss sech änneren!

Loosst mech mat enger Geschicht ufänken. Eng Geschicht, déi de 16. Juli 2024 ugefaangen huet, wou bekannt gouf, datt 61 Milliounen Euro bei der Caritas verschwonne wieren. An ech hat geduecht, jo, gehofft, haut kéinte mer hannert dës Geschicht e Punkt setzen. Mee wat mer méi um Dossier geschafft hunn, wat ee méi huet misse realisieren: Dat heite ka keng Konklusioun sinn! Dat heiten ass keng Konklusioun. Et ass just en aner Kapitel an enger Geschicht, déi nach laang net eriwwer ass.

Wéi d'Spezialkommissioun agesat gouf, hat ech d'Hoffnung, jo, ech hat geduecht, mir kéinten d'Wourecht fannen, d'Verantwortlechkeete klären, Lektione fir d'Zukunft léieren. Mee wat ech duerch dës Méint erlieft hunn, huet mech awer erschüttert! Mir hu materlieft, wéi mer mat enger Kommissioun schaffe sollten, déi vun Ufank un net fir hir Aufgab ekipéiert war. Mir hunn zesumme missen zouginn, datt ee sech froe muss, ob en aneren Typ vu parlamentarescher Kommissioun net vläicht méi sénnvoll gewiescht wär. Mir hunn u sech probéiert, eng Operatioun mat engem Bottermesser duerchzuführen.

Während eiser Aarbecht hu mer nämlech festgestallt: D'Chamber huet guer net déi richteg Mëttelen. Verschidden Entitéiten, déi mer invitéiert hunn, hu souguer ganz oppen eis Kompetenz, jo, de Bien-fondé vun eiser Demarche a Fro gestallt. An et gouf evident, datt d'Reglement vun der Chamber fir Spezialkommissiounen haaptsächlech fir legislativ Dossiere konzipéiert ass, an net fir komplex Ennersichunge wéi déi heiten. Mir hu materlieft, wéi Leit eis Froen ignoréiert hunn, wéi se gemauert hunn, wéi se eis vläicht souguer – oder vläicht och net – ugelunn hunn!

Loosst mech Iech e konkret Beispill ginn, wat besonnesch frustrant war: Als Deputéiert hu mer Zougang zu verschiddenen Dokumenter kritt. Déi hu mer awer just dierfen am stillen Kämmerlein consultéieren. An ech soe bewosst „consultéieren“, well mathuele geet do och net. An dat weist schon, wéi den Émgang mat dësen Dokumenter e schlechte Witz war. Well mir haten Accès, jo, Accès op d'Cessions de créances vun de Banken. An da gi mer an d'Kommissioun, wou ech dann och perséinlech Froen zu dëse Cessioun stellen. An d'Banke refuséieren all Äntwert, mam Verweis op d'Berufssgeheimnis an dorop, datt déi Cessioun jo net kënne bekannt sinn. Et ass jo awer elo esou, datt jiddweree ronderëm deen Dësch Kenntnis konnt hu vu genau deenen Dokumenter!

Dat heescht, et war e bëssen en Dialogue de sourds, wann een do nolauschert, eng Fro stellt a seet: „Mir hunn hei en Dokument, dat mer kennen, dat op deen an deen Datum do datéiert ass, wou dat an dat drasteet. Kënnt Der eis wannechgelift soen, ob esou en Dokument üblech ass oder ob et nëmmen dat eenzegt Dokument ass, dat Der an där heiter Enquête gemaach hutt?“ An da kritt een als Äntwert: „Mir kënnen a wëllen Iech dorobber net äntwerten, well dat ënnert d'Berufssgeheimnis respektiv ënner eist Vertrauensverhältnis mat eisem Client fällt.“

Jiddwereen huet d'Dokument kennt, jiddwereen hat d'Dokument, mee et huet een net dierfen ënnereen driwwer schwätzen. Méi absurd geet et u sech net! Well d'Sëtzunge vun der Caritas-Spezialkommissioun waren net öffentlech. Et war en Dokument, dat jiddwerengem an där Kommissioun zougänglech war. All Acteur hätt also d'Dokument kënne kucken. Firwat also net meng Fro beäntweren?

Firwat hu mer och déi Dokumenter net dierfen an der Kommissioun derbäihunn, fir eis Froen ze

ënnermaueren? Jiddwereen an där Kommissioun war habituéiert, déi Dokumenter ze consultéieren. Mengeweegen hätt ee se jo no der Kommissioun erëm kënnen an de Géftschaft spären, fir datt jo keen op d'Iddi géif kommen, déi iergendwou eng Kéier soss ze zitieren. Mee mir hunn u sech aleng schon do op engem ganz absurden Niveau misse schaffen. An hei géllt et, nei Méiglechkeete vun der parlamentarescher Kontroll ze schafen.

An dann eppes Weideres, wat eis Onmuecht bewisen huet: Mir hu missen an der Press liesen oder lauschteren, wat an eisem eegenen Dossier lass wär. Stellt Iech einfach eng Kéier vir, wéi ee sech als Deputéierte fillt: Et sëtzt een an enger Spezialkommissioun an et muss een de Podcast vum 100,7 lauschteren, fir ze wëssen, wou den Dossier grad drun ass! Ëmmerhin: Respekt un den 100,7! D'Längt war perfekt, fir dobäi lafen ze goen.

An ëmmer nees hu mer festgestallt, datt d'Press besser informéiert war wéi mir Deputéiert. Net datt ech eppes dogéint hunn, datt d'Press hir Aarbecht mécht. Nee, si huet se ganz gutt gemaach, an dofir kann ee se u sech just luewen. Mee et kann dach net sinn, datt een als Member vun enger Spezialkommissioun muss an der Press kucken, fir u wichteg Informatiounen ze kommen, déi d'Chamber refuséiert kritt! Et kann dach net sinn, datt mer wëssen, datt et Dokumenter gëtt, an – zum Deel – wëssen, wat an dësen Dokumenter steet, mee wann d'Chamber, fir hir Aarbecht ze maachen, dës Dokumenter freet, gesot kritt: „Déi kënnen mer Iech net ginn!“ Et ass also esou, datt mer déi ganzen Zäit als Spezialkommissioun mat mindestens enger Hand hannert dem Réck hu misse fechten.

An dann ass do nach déi aner Realitéit, déi mech als Parlamentarier beonrouegt: Mir hu materlieft, wéi verschidde Leit verschidde Versiounen vun deene selwechten Evenementer erzielt hunn. D'Rapportrice ëmschreift dat am Rapport salomonesch. Si schreift, datt mer „Widderspréich a verschiddenen Deklaratiounen“ festgestallt hätten. Op gutt Lëtzebuergesch: „D'Persoun A seet eng Saach, d'Persoun B eng aner an d'Persoun C nach eppes ganz aneres.“

Et konnt een elo net bestëmmen, ob dës WidderSpréichlechkeeten einfach ënnerschiddlech Interpretatiounen waren oder ob d'Leit bewosst probéiert hunn, eis an d'Ier ze féieren. A wann ech als Deputéierten net sécher ka sinn, ob d'Leit, déi viru parlamentareschen Organer sinn, d'Wourecht soen, da freet ee sech: Wéi kënnen eis Biergerinnen a Bierger dann nach Vertrauen an esou eng Spezialkommissioun hunn?

An eppes muss no där méintelaanger Aarbecht awer kloer gesot ginn: Et war eng politesch Decisioun, d'Caritas net ze retten. Mir hu gesinn, wéi 61 Milliounen detournéiert goufen, wéi eng Organisatioun, déi zanter Joerzénge wichteg Servicer fir Mënschen an der Nout geleescht huet, einfach opgi gouf. Kee vun de kontaktéierten Acteuren – net de Staat, net de Bistum, net déi aner sozial Acteuren – huet déi néideg finanziell Ennerstëtzung ginn.

D'Caritas, d'Affer vun engem Bedruch, gouf hei Affer vu politeschen Entscheidungen. Vläch, well se an hirer Kritik dacks onbequem war? Dobäi war se awer ëmmer gutt genuch, wann de Staat seng Verantwortung am soziale Beräich mol eng Kéier bëlleg outsourcë wollt. D'Caritas wär ze rette gewiescht. Net all Entitéit – dat hu mer haut schon héieren – war vun der Fraude betraff. Net all Entitéit hätt misse sekundäert Affer ginn. Mee et war méi bequeem, déi ganz Organisatioun zouzemaachen an eng nei ze grënnen. Wéi an enger schlechter Netflix-Serie: Einfach e Reboot maachen an hoffen, datt kee méi freet.

Also stellt sech d'Fro: Wat hu mer erreecht? De Constat: Bal näischt! No méintelaanger Aarbecht muss ee

soen: Mir si wierklech net vill méi schlau wéi virun. Während 61 Milliounen verschwonne sinn, bal 400 Leit ëm hir Aarbechtsplazen hu misse fäerten a se bal verluer hätten, während 15.000 Beneficiairen ëm hir Servicer hu misse fäerten, bloufen d'Haapftroen, déi mir als Deputéiert eis gestallt hunn, onbeäntwert.

Et geet hei net drëm – wéi een aneren Deputéierten heibannen dat virdu probéiert huet –, den Haaptschëllegen ze fannen. Dat ass d'Aufgab vun der Justiz. Mee et geet drëm ze kucken: Wéi gouf mat Steiergelder émgang? Wat genau ass schifganga? A wéi konnt et dozou kommen? An op dës Froen, déi mir als Deputéiert gestallt hunn, hu mer keng zefriddestellend Äntwerte kritt.

Dowéinst verwonnert et mech och net, datt ech haut vill Leit begéinen, déi kee Vertraue méi a verschiddenen Organisatiounen hunn. Als Deputéiert kréie mer alleguerten an eise Gespréicher genau dës Reaktioun ze spieren. An aner Acteuren am Secteur hu scho festgestallt: D'Done ginn däitlech zeréck.

Als Member vun dëser Kommissioun kann een de Leit dat iergendwéi net verdenken. D'Resultat vun eiser Spezialkommissioun wäert net dobäi hëllefen, datt nees méi Leit Vertrauen an de Secteur wäerten hunn. Ze vill gouf gemauert, ze vill gouf gelunn, ze vill gouf probéiert ze verstoppen.

D'Kommissioun recommandéiert eng ganz Hickecht u Saachen, iwwert déi mer spéider nach eng Kéier wäerte schwätzen, mee dorënner och eng Evaluatioun vun de Moyene vu Kommunikatioun an Dispositiffe bei Krisen. Si fuerdert eng besser Dokumentatioun vun de Regierungsentscheidungen.

Mee als Piraten gi mer nach e Schrëtt méi wäit. Mir fuerderen eng komplett nei Form vu parlamentarescher Spezialkommissioun mat all den néidegen Instrumenter! D'Demande un d'Cellule scientifique kann do nëmmen en éischte Schrëtt sinn. Lëtzebuerg muss seng institutionell Defiziter an dësem Beräich endlech ugoen. Mir brauche Spezialkommissiounen, déi hiren Numm verdéngen, net esou eng Parodie, wéi mer et hei, trotz vill perséinlech Asaz vu ganz ville Leit am Kommissiounsservice, an de Fraktiounen a bei den Deputéierten, hu missen erliewen. Dëst ass net d'Enn vun der Geschicht.

Kolleginnen a Kolleegen, mir diskutieren elo zënter dräi Stonnen de Rapport vun der Spezialkommissioun. Mee et ass wéi am leschten Harry-Potter-Film: „This is not how the story ends.“ Et ass just en Zwëscheschrëtt an enger laanger Rees hin zu enger funktionéierender Demokratie. Eng Demokratie, déi sech net verstoppt, wann et schwéier gëtt. Eng Demokratie, déi d'Instrumenter huet, d'Wourecht ze fannen.

Och wann d'Kommissioun d'Erwaardungen, déi an eis gestach goufen, net erfëlle konnt, dierfe mer eis net geschloe ginn. A mir wäerte weider derfir kämpfen, datt mer déi néideg Outils kréien, déi mer brauchen, datt mer endlech déi institutionell Reforme maachen, déi néideg sinn, datt aus dësem Echec eppes Konstruktives entsteet. D'Caritas-Geschicht ass nach net eriwwer.

D'Kommissioun konnt d'Caritas net retten. D'Kommissioun hätt d'Caritas och net rette kënnen, mee d'Regierung hätt d'Caritas kënne retten. Dat ass e klere Constat aus dëser Kommissioun. An et war e politesche Choix, dat net ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. An och e Merci der Rapportrice Taina Bofferding fir dee ganz gudder Rapport. An och e Merci un de President vun der Spezialkommissioun – den drëtten President vun der Spezialkommissioun –, de Charel Weiler, deen déi Kommissioun mat ganz vill Intelligenz a Fangerspëtzegefill gefouert huet an ënnert deem senger Féierung mer jo och e Rapport konnten unanime huelen. Duerfir ass déi onsäglech Geschicht, déi mer elo mat der Motioun herno nach wäerten diskutéieren, leider, leider schued.

Ech wëll awer ufänken, andeems ech meng déif empfonnte Veruechtung ausdrécken, meng déif Veruechtung géigeniwwer deene Kriminellen, déi dës schändlech Fraude bei der Caritas orchestréiert an duerchgezunn hunn. Sech perséinlech ze beräicheren op Käschte vun enger gemengnëtzege Organisatioun, déi sech fir déi Schwächst asetzt, dat ass wierklech allerënneschten Tirang! An et kann een nëmmen hoffen, datt d'Justiz déi Leit pëtzen an zur Rechenschaft zéie wäert.

Wou d'Enquête am Moment drun ass, wësse mer net, mee mir als Deputéiert hunn eis och do net anzemeschen. Dat ass och duerfir net Géigestand vun dëser Debatt.

Fir eis als Lénk stoung an all deene Momenter, virun allem an deene leschte Méint, d'Opschaffe vum politesche Krisemanagement am Mëttelpunkt, an do virun allem déi zentral Fro: War d'Caritas och no deem massiven Detournement nach ze retten? Haut, bal e Joer méi spéit, ass d'Äntwert fir eis kloer: Jo, d'Caritas war ze retten! An datt se net gerett gouf, ass d'Resultat vum politeschen Entschieden.

Här President, ech ka jo verstoen, datt Regierung a Majoritéit beméit sinn, de Krisemanagement als Erfolleg duerzestellen. Mee ech muss awer soen: Wann d'Lat, wourun een deen Erfolleg vum Krisemanagement vun der Regierung moost, doranner besteet, wéi de mandatéierte Spriecher vun der CSV gesot huet, datt kee verhongert ass, da muss ee soen: Jo, dann ass et e Krisemanagement, dee funktionéiert huet. Zu Lëtzebuerg ass kee verhongert mat dëser Regierung. Mee dat ass awer deen allerniddregsten Usproch, deen ee wierklech un eng Regierung stelle kann! An ob ausserhalb vu Lëtzebuerg och kee verhongert ass, dofir wëll ech zumindest meng Hand net an d'Feier leeën.

Duerfir mengen ech, datt, objektiv betruecht, de Krisemanagement souguer en Echech ass, souguer gemooss un deene limitéierten Ziler, déi sech d'Regierung selwer gesat huet. Déi national Aktivitéit sinn net integral erhale bliwwen, notamment:

De Plaidoyer ass a groussen Deeler ewechgebrach.

D'Aarbechtsplaz sinn net integral gerett ginn. Eng ronn 30 Mënschen hunn hir Aarbechtsplaz verluer, och wann d'Regierung duerno duerch eng Form vu Matching iergendwéi gekuckt huet, d'Leit a Ministèren ënnerzebréngen.

E groussen Deel vun den internationale Projeten huet misse gestoppt ginn, mat Konsequenzen an den Entwécklungslänner, déi bis haut net ze iwwerblécke sinn.

A virun allem ass d'Caritas, e Piliere vum Lëtzebuergesche Sozialsystem, deen iwwer Joerzénge eng exzellente Aarbecht gemaach huet an deem eis Gesellschaft vill ze verdanken huet, komplett demanteléiert ginn.

Ech hunn d'lescht Joer am Oktober schonn de Krisemanagement vum Premier an dëser Affär kritiséiert. An ech muss soen, datt ech haut, mam Recul an no all deem, wat mer an der Tëschenzäit gewuer gi sinn, de Krisemanagement nach vill méi kritesch gesinn. Ech

mengen, et war e Feeler vum Luc Frieden, d'Caritas vun Ufank un als matschëlleg dohinnerzestellen, mat deelweis ganz haarde Wieder. D'Signal, dat vum Premier senger Stellungnamen ausgoung, war, datt hir, der Caritas, net méi ze traue wier. Dat huet der Kredibilitéit vun der Caritas nach eng kéier zousätzlech e schwéiere Coup ginn an eng eventuell Rettung doduerjer erschwéiert, donieft datt ganz vill Leit, an och ONGen aus der Zivillgesellschaft, zudéifst veron-sécher gi sinn.

A fir mech war et och e Feeler vum Luc Frieden, e kloren Trennstrech tëscht der Caritas an dem Staat ze zéien. Jo, d'Caritas ass eng vum Staat onofhängeg Organisatioun, mee se ass awer och – oder se war – ganz enk mam Staat verbonden an huet vill staatllech Aufgaben iwwerholl. De Staat war a ganz ville Beräicher vun deem Skandal impaktéiert. Esou ze maachen, wéi wann dat de Staat guer näischt géing ugoen, war weeder richtig nach hëllefträich. An et huet am Endeffekt eng koordinéiert Krisereaktioun vum Staat gehemmt a blockéiert.

Dat gouf dann nach eng kéier zousätzlech verschäerft duerch de Saz: „D'Caritas kritt keen Euro vum Staat“, obwuel et iwwerhaupt keng Noutwendegkeet gouf, sech do esou fréi an esou kategoresch festzeleeën. Et huet dozou gefouert, datt de Premier sech direkt am Ufank selwer ganz vill Optiounen aus der Hand geholl huet. En huet sech, an domadder d'Regierung, domadder ganz fréi an d'Roll vum einfache Spectateur agespaart – oder éischer ausgespaart.

Ech mengen och, datt et e Feeler war, als Zilsetzung vun der Regierung just d'Erhale vun den nationalen Aktivitéiten ze envisagéieren, an net vun den internationalen. Domadder gouf den zoustännege Ministère aus der Verantwortung gezunn an d'Kooperationsprojeten an den Entwécklungslänner ware vun Ufank un dem Ënnergang versprach.

Eigentlech hätt de Kooperationsminister direkt am Juli nom Entdecke vun der Fraude missen erkennen, datt dat dote riskéiert, potenziell katastrophen Konsequenze fir Dausende Leit an den Entwécklungslänner ze hunn, an deemspriechend och aktiv ginn. Mee duerch dee vum Premier proklaméierten Dogma „D'Caritas ass net de Staat an d'Caritas kritt keen Euro vum Staat“ ass am Aussemistère einfach nogekuckt ginn. Tatsächlech ass de Kooperationsminister eréischt am September aktiv ginn, nodeems d'Kand scho laang am Pëtz loung.

Ech mengen, datt et och e Feeler vum Premier war, sech am Konflikt tëscht der Caritas an den involvéierte Banke kloer op d'Säit vun de Banken ze stellen, wéi och den Här Fayot virun, mengen ech, ganz gutt bewisen huet. D'Regierung huet an deem Konflikt keng neutral Haltung ageholl, mee war virun allem beméit, näischt un de Ruff vun de Banke kommen ze loosser. Dat erkläert och zum Deel déi zimmlech haart Linn géigeniwwer der Caritas.

An et war och e grouse Feeler vum Staatsminister, datt en zu kengem Zäitpunkt probéiert huet, déi verschidden Acteure ronderëm en Dësch ze bréngen, wéi och verschidden aner Spriecher viru mir dat scho gesot hunn. D'Informatioun si beim Staatsminister, deen dat zur Chefsaach erkläert huet, zesummegeleef, mee se si vun do aus ganz selektiv mat anere gedeelt ginn. Während den Aarbechten an der Kommissioun goufe mer ëmmer nees mat Aussoe konfrontéiert, et wär een net informéiert gewiescht, et wär een net gefrot ginn oder et hätt een net gewosst, wéi a wou ee sech hätt kënnen abréngen. Souguer aus deenen direkt concernéierte Ministère krute mer an der Kommissioun dee Feedback.

D'Expertise an d'Ressourcë sinn eeben net gebündelt ginn, fir déi beschtméiglech Decisiounen ze huelen.

Et ass laanschteneegeschat a -gehandelt ginn, soudatt schlussendlech kee sech implizéiert an och kee sech responsabel gefillt huet. Amplaz oppen an transparent ass de ganze Krisemanagement gekennzeechent vu Gemauschels, vun informellen Telefongespréicher an informellen Entrevuen. Et hat ëmmer erëm de Geroch vum CSV-Staat vu virun 30 Joer.

(Brouhaha)

An dat huet och iwwerregens derzou gefouert, datt de ganzen Entscheidungsprozess im Nachhinein fir d'Spezialkommissioun just ganz schwéier ze reconstituéiere war. Et muss ee sech jo emol virstellen, datt hei 16 Deputéierten iwwer 10 Méint Puzzlestécker hu mussen sammelen a probéieren, déi mühsam zesummenzesetzen, fir den Oflaf hallefweegs novollzéien ze kënnen. Aleng dat weist, wéi intransparent hei am Summer 2024 geschafft gouf.

Här President, dee gréisste Feeler vum Staatsminister ass menger Meenung no awer, datt e sech net op de Léisungsusaz agelooss huet, deen de Verwaltungsrot vun der Caritas zesumme mam Christian Billon schonn Ufank August op den Dësch geluecht huet, nämlech d'Schafe vun zwou neien ASBLen innerhalb vun der Caritas-Struktur, déi d'Konventionen an d'Aktivitéiten iwwerholl hätten.

Dat wär e gangbare Wee gewiescht, mat deem een d'Caritas hätt kënnen retten. Si, d'Caritas, hätt fatzeg Plomme gelooss an där Affär, mee se hätt awer kënnen an enger ganz änlecher Form iwwerliewen, an enger ganz änlecher Form, wéi mer se kann hunn, zemoos wann een déi Piste kollaborativ mat allen implizéierten an interesséierten Acteuren zesummen ugaange wier, y compris mam Bistum. Vläch hätt den Äerzbëschof sech dann och nees op déi chrëschtlech Tugend vun der Nächsteléift beséint, amplaz déi ganzen Zäit de Kapp anezéien a souguer manifestement géint dat acht Gebot ze verstoussen.

En institutionellen Neistart mat neie Verwaltungsréit, neie Leit, déi dofir déi néideg Kompetenzen hunn. Déi international Projeten hätte kënnen bäibehale ginn – vläch mat Aboussen –, geneesou wéi de Plaidoyer. Virun allem wieren awer d'Aarbechtsphilosophie, d'Valleuren an d'Identitéit vun der Caritas erhale bliwwen.

A fir dës Léisung hätt de Staat missen e Startkapital zur Verfügung stellen an Héicht vun e puer Milliounen Euro. Dat hätt misse virgestreckt ginn. Dat wier dee Léisungsusaz gewiescht, dee gangbar gewiescht wier, deen d'Regierung awer duerch dem Premier seng Aussoe vun Ufank un ausgeschloss huet. Dat wollt de Premier awer net, well e sech jo séier festgeluecht huet, datt d'Caritas keen Euro géif kréien – dee selwechte Staatsminister, deen 2008 als Finanzminister 2,9 Milliarden Euro Staatsgeld an de Grapp geholl huet, fir zwou Banke ze retten! Mee eng systeemesch Sozialorganisatioun ass eebe keng systeemesch Bank. Esou steet dat am neoliberaler Léierbuch.

Ma ech ginn nach eng kéier e Schrëtt méi wäit. Menger Meenung no war dat och net just eng falsch Decisioun, déi zum endgültigen Aus vun der Caritas gefouert huet. Si war virun allem och extrem riskant an duerfir extrem irresponsabel.

Well et muss ee sech schonn eng kéier virun Aen halen, wat dee Moment am Spill stoung: E Piliere vum Lëtzebuergesche Sozialsystem stoung e puer Woche virun der Implosioun. D'Zäit ass ëmmer méi knapp ginn. Ab Oktober hätten d'Paie vun de Mataarbechter net méi kënnen bezuelt ginn a ronn 350 Leit hätten op der Strooss gestanen. Flüchtlingseemer, Opdachloesstrukturen, Crèchen a ganz vill aner parastaatllech Servicer hätten zougemaach oder wäeren op d'mannst staark impaktéiert gewiescht, mat Konsequenze fir Dausende vu Beneficiairen.

An d'Responsabilitéit, fir déi Kernschmelze an eisem Sozialsystem, dee Super-GAU, ze verhënneren, gouf vum Luc Frieden eenzeg an eleng op d'Schëllere vun engem pensionéierte Réviseur d'entreprises gelueden. „Kuckt, datt Der eens gitt. Dir hutt de Problem, Dir musst de Problem léisen!“

Wësst Der, ech soen Iech éierlech, datt ech nach ëmmer e bësse Schwierigkeeten hunn, ze gleewen, datt de Premier näischt mat der Grënnung vun HUT soll ze dinn hunn, zemools wann ee sech de Profill vun deene Leit ukuckt, déi schlussendlech derzou bäigedroen hunn, déi sougenannte „Philanthropen“.

Mee wann et tatsächlech esou war – an de Premier huet dat jo klipp a kloer gesot –, da fannen ech dat ëmsou méi farlësseg an irresponsabel. Well wat wier da gewiescht, wann de Christian Billon kee Geldgeber fonnt hätt? Wann hie Mëtt September d'Bengele bei d'Tromm gehäit hätt? Wat wier da geschitt? Ech hunn an der Kommissioun gefrot: „Hat d'Regierung e Plang B?“ D'Äntwert war: „Nee, et ass kee Plang B ginn.“ Alles ass op eng Kaart gesot ginn – déi vun engem pensionéierte Réviseur d'entreprises.

A wann hei tatsächlech kee Copinage am Spill war, dann drängt sech eng aner batter Erkenntnis op, nämlech datt zu deem Zäitpunkt, d'Fank September, dem Premier dee ganze Krisemanagement scho laang aus der Hand geruscht war.

Tatsächlech ass nämlech den 12. September 2024 d'Land vum Communiqué vun HUT iwwerrascht ginn. Déi breet Effentlechkeet ass dovunner iwwerrascht ginn, genee wéi déi allermeeschte Meedievertrieeder. D'Mataarbechter vun der Caritas sinn dovunner iwwerrascht ginn, déi aner sozial Acteuren hei zu Lëtzebuerg an d'Beneficiairen um Terrain souwisou. Jo, de Bistum ass anscheinend vun der Annonce iwwerrascht ginn. D'Volleksvertrieeder – mir an der Chamber – sinn dovunner iwwerrascht ginn. An d'Fonctionnairen an de concernéierte Ministèren, souguer Regierungsmembere sinn apparemment dovunner iwwerrascht ginn.

An de Premier huet, wéi gesot, duerno erkläert, hien hätt mat där Decisioun näischt ze di gehat. Mat där wichtegster Decisioun am ganze Krisemanagement hat de Premier näischt ze dinn – really?! Mat där Decisioun, déi der Caritas den Teppech ënnert de Féiss ewechgezunn huet, déi de Stopp vun de Kooperatiounsprojeten an dem Plaidoyer bedeit huet, den Transfert vun 300 Salariéen an de Licenciement vun Dosenden anere Salariéen, mat där Decisioun huet de Premier näischt ze dinn? Si gouf geholl vun e puer Privatleit aus der High Society hanner zouenen Dieren?

An et ass och do, wou mäi gréisste Regret bei der Spezialkommissioun läit: datt mer et net fäerdegbruecht hunn opzeklären, wat déi Leit hannert deenen zwou Fondatioun fir Motiver haten, HUT ze grënnen, a firwat se dorobber insistéiert hunn, datt et eng vun der Caritas komplett onofhängeg Organisatioun muss sinn. Déi Leit aus der High Society, déi souwuel gutt Relatiounen mam Här Frieden an der CSV hu wéi och zum Bistum, dee jo awer keng Sue wollt ginn, an déi, laanscht all demokratesch Instanzen, der Caritas finalement den Doudesstouss versat hunn.

Här President, Feeler summéiere sech ganz oft. An deem heite Fall hu se sech vu Woch zu Woch opgetiermt. De Mangel u Wäitsicht an de Laisser-faire vum Premier hunn dozou geféiert, datt d'Regierung op eemol Mëtt September mat Fait-accompli konfrontéiert war, op déi se net virbereet war. An den zoustännege Ministèren ass een anscheinend aus alle Wolleke gefall, ugefaange beim Kooperatiounsministère, wou ee sech op eemol dem Desaster bewosst

gouf a wou de Kooperatiounsminister an de Meedie béis un d'Strüewele komm ass, mee awer och de Familljeministère an de Logementsministère.

Et huet ee missen innerhalb vun zwou Wochen enger neier a komplett onbekannter Associatioun en Agreement ginn an eng milliouneschwéier Konventioun iwwerschreien an d'fir déi bestoend Gesetzeslag – loosst mech et emol ganz galant ausdrécken – kreativ interpretéieren.

Enn September huet d'Regierung dunn nach missen e Prêt un d'Caritas maachen – och dat hat se net gesi kommen –, fir datt déi hir Fournisseure konnt bezuelen, dorënner eng horrend Facture vu PricewaterhouseCoopers, wat jo net ouni Ironie ass, nodeems virdrun all Euro un d'Caritas een ze vill war.

Virun allem awer huet d'Regierung dunn och nach missen ohnmächtig nokucken, wéi déi nei Associatioun emol direkt no hirer Grënnung geltend Gesetz, d'Aarbechtsrecht, gebrach huet. Ech weess, et ass letztendlech um Geriicht, ze entscheiden, ob et en Transfert d'entreprise war oder net. Mee wa sämtlech Experte vum Lëtzebuerg Aarbechtsrecht – an dozou zielen ech och de Fraktiounspriecher vun der CSV – sech esou eens sinn, dann hätten eigentlech an der Regierung missen alleguer d'Alarmglacke lauden. Vlächht hu se d'ailleurs gelaut, mee d'Regierung huet missen d'Oueren zoumaachen an dat einfach toleréiere wéinst där Zwéckmillchen, an déi de Premier si eramanövréiert hat.

Här President, e gudden Regierungschef huet e Gespier fir Land a Leit, fir seng Geschicht, fir déi Fundamente, op deenen d'Gesellschaft opgebaut ass, wéi déi ënnerschiddlech Liewensrealitéiten a Sensibilitäten am Land. E gudden Regierungschef lauschert no a léisst sech beroden, versammelt d'Mënsche ronderëm sech a probéiert, ofzeweien téschent deenen ënnerschiddleche gesellschaftlechen Ziler. Dat ass dat, wat e Regierungschef vun engem CEO ënnerscheet.

An ech ka just hoffen, datt eng vun deene grouse Léieren, déi mer aus deem Caritas-Skandal zéien, ass, datt mer e komplett anere Krisemanagement brauchen, sollt jeemools eng Kéier dëst Land erëm mat esou enger Attack konfrontéiert sinn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscher vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss. Ech hätt nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Bofferding. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP), rapportrice | Jo, Kolleeginnen, Kolleegen, ech wäert elo eng Motioun an eng Resolutioun deposéieren. Ech hat nach virdrun déi gutt konstruktiv Zesummenaarbecht an der Kommissioun gelueft. Leider gouf dës elo gebrach mat der Motioun, déi d'Majoritéit deposéiert huet. Dee Move, deen Der do gemaach hutt, dee geet nämlech net!

Fir ze erklären, wéi et dozou komm ass: Gëschter am spéiden Nomëtteg koum eng E-Mail mat engem Text fir eng Motioun. An ech sot nach dem President, dass ech elo net esou e Fan dovunner sinn, alleguerten déi Opzielungen ze maachen. Et geet drëms, dass d'Recommandatiounen, déi mer am Rapport hunn, sollen ëmgesat ginn an dass och net alles an de Kompetenzberäich vun der Regierung fält. Och si Punkten derbäi, déi d'Chamber betreffen. A mech huet eeben och interesséiert, wat déi aner Fraktiounen dozou soen.

Dunn hunn déi gréng nach deen Owend reagéiert a gesot: „Effektiv, bei de Recommendatiounen feelt eng Partie. An der Motioun stinn net alleguerten

d'Recommandatiounen dran, op déi mer eis jo parteiwwergräifend géeneegt hunn.“ De Moien hunn och déi Lénk nach eng Kéier geäntwert a gesot: „Effektiv, et feele Recommendatiounen dran.“

Wat ass geschitt? Ben, mir hunn et virdrun erlieft: D'Majoritéit deposéiert dann hei eng Motioun mat hirem ursprüngelechen Text. An dat geet einfach net! Zemools net wa mer e Rapport hunn, nach eng Kéier, deen unanime war, wou mer eis alleguerten eens sinn iwwer alleguerten déi Recommendatiounen, parteiwwergräifend. Mir sinn eis iwwer all déi Punkten eens. An da kommt Dir dohinner an da pickt Dir der just e puer eraus. Dat ass net kollegial! Da brauche mer dee ganzen Exercice net ze maachen. A virun allem stellt Dir d'Unanimitéit vum Rapport a Fro, wann Dir deen Cherry-picking do macht.

An dat Beschit bei der ganzer Saach ass: Wann een dann nach kuckt, wéi eng Recommendatiounen Der oplëscht, ben, dräimol dierft Der roden, wéi eng zum Beispill net dran ass, déi der Majoritéit net schmaacht – et erënnert e bëssen un d'Diskussioun vun de Moien –: zum Beispill d'Personalvertrieeder als Observateur am Verwaltungsrout, déi Recommendatioun ass natierlech net zréckbehale ginn, wéi ganz vill aner och net.

An nach eng Kéier: Déi Recommendatiounen hu mer parteiwwergräifend ausgeschafft! Mir sinn eis op deene Punkten alleguerten eens ginn, sämtlech Couleuren, déi an der Chamber vertruete sinn. Mir hunn dee Rapport do zesummen ugehall. An da kënnt Dir net dohinnergoen an herno soen: „O, déi do Recommendatioun huele mer, déi do huele mer net, déi do huele mer.“ Wat soll dat?! Entweder si mer eis eens ...

An dofir deposéieren ech hei am Numm da vun der gesamter Oppositioun d'Resolutioun an och d'Motioun fir déi Recommendatiounen, déi drastinn. Entweder si mer eis eens, dass mer se alleguerten ëmsetzen, oder dee Rapport ass am Endeffekt de Pabeier net wäert, wou en drop steet! Dat ass net seriö, wat Der elo hei macht! An et ass wierklech ganz traureg, dass mer erëm op dat typescht Spillche kommen, Majoritéit géint Oppositioun. Dat ass net den Esprit vun där Kommissioun gewiescht. A ganz éierlech gesot, dat heiten ass en absolutten No-Go an dat loosse mer eis net gefalen!

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *considérant que le débat du 10 juillet 2025 marque la fin des travaux parlementaires de la Commission spéciale « Caritas », instituée en octobre 2024 dans le contexte de ladite « affaire Caritas », avec pour objectif de tirer des conclusions claires permettant de mieux guider les décisions politiques dans le cadre d'urgences futures similaires ;*

– *constatant que la Commission spéciale « Caritas » a procédé à des travaux approfondis, comprenant notamment de nombreuses auditions, des analyses documentées ainsi qu'un dialogue soutenu entre les membres de la Commission, et que ces travaux se sont déroulés dans un esprit de collaboration interpartisane ;*

– *rappelant que les conclusions de ces travaux ont mené à l'élaboration d'un rapport final contenant une série de recommandations concrètes visant à prévenir de futurs dysfonctionnements, à renforcer la gouvernance et la transparence des relations entre l'État et les structures bénéficiaires de fonds publics, ainsi qu'à protéger au mieux les bénéficiaires des services sociaux ;*

– *soulignant que ledit rapport a été adopté à l'unanimité par l'ensemble des groupes politiques et sensibilités représentées à la Chambre, témoignant de la volonté*

commune de tirer les leçons de cette affaire au-delà des clivages partisans ;

– rappelant l'importance de traduire les conclusions issues d'une commission spéciale en actions concrètes afin de renforcer la confiance des citoyennes et citoyens dans l'institution parlementaire,

invite le Gouvernement

– à mettre en œuvre dans les meilleurs délais les recommandations contenues dans le précité rapport, notamment :

- d'évaluer les pratiques de paiement au profit des acteurs du secteur social, afin de réduire autant que faire se peut d'éventuels retards de paiement,
- d'examiner des stratégies pour renforcer la transparence des flux financiers publics ainsi que la coordination entre les différents ministères, notamment en consolidant les compétences et le rôle de la commission d'harmonisation, pour disposer d'une vision globale du secteur conventionné,
- d'évaluer les moyens de communication et les dispositifs déployés dans le contexte de gestion de crise, afin d'améliorer la réponse gouvernementale à une nouvelle situation de crise,
- d'examiner les moyens visant à renforcer les efforts de documentation des décisions gouvernementales en cas de crise,
- d'élaborer une stratégie pour gérer les situations d'urgence impliquant des retraits rapides de financements ou d'activités à l'étranger en concertation avec le Cercle de coopération des organisations non gouvernementales de développement du Luxembourg ASBL (« Cercle des ONG »),
- d'analyser le cadre législatif et réglementaire applicable face à un secteur social qui a fortement évolué, tout comme de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations dans un délai de cinq ans,
- d'évaluer l'opportunité de créer un point de contact pour les ASBL en étroite collaboration avec l'Agence du Bénévolat, dont le rôle et les compétences doivent être renforcées,
- de développer l'offre de formation destinée au personnel et aux administrateurs en étroite collaboration avec les acteurs du secteur social,
- de rendre compte des résultats des travaux entamés par le Gouvernement avec la Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg ASBL (« FEDAS »),
- de renforcer les ressources humaines pour conduire efficacement les enquêtes en matière de criminalité financière,
- d'améliorer le cadre légal applicable aux mesures de confiscation en concertation avec les autorités judiciaires,
- d'étudier les moyens pour faciliter les échanges d'information entre les autorités judiciaires, la Commission de surveillance du secteur financier (« CSSF ») et le Commissariat aux assurances,
- d'assurer une meilleure information juridique, en particulier en matière de droit du travail, à destination des acteurs du secteur social – notamment sur l'opportunité de mettre en place un plan de maintien dans l'emploi ou un plan social, ainsi que sur les implications d'un transfert d'entreprise,
- de renforcer l'information et la communication sur les conditions dans lesquelles une reprise d'activités doit être considérée comme un transfert d'entreprise au sens du droit du travail, une fois les litiges en cours définitivement tranchés, et d'envisager, le cas échéant, des modifications législatives appropriées,
- d'analyser, dans une logique de dialogue social, l'opportunité d'introduire un délégué du personnel (à titre d'observateur sans droit de vote) dans les conseils d'administration des structures sociales à partir d'un certain seuil d'effectifs,

- d'envisager le soutien et la promotion, en complément des formations ponctuelles, de l'offre de formations en cours d'emploi ainsi que de cursus universitaires en gestion du secteur non lucratif à l'Université du Luxembourg,
- de réfléchir à une possible professionnalisation accrue des conseils d'administration, y compris à travers l'introduction d'un congé pour les administrateurs bénévoles dans les structures dépassant un certain seuil budgétaire et en personnel,
- d'envisager la mise en place d'une couverture d'assurance étatique pour les bénévoles afin de mieux valoriser et sécuriser leur engagement au sein de la société civile.

(s.) Taina Bofferding, Marc Baum, Djuna Bernard, Sven Clement, Tom Weidig.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le débat du 10 juillet 2025 marque la fin des travaux parlementaires de la Commission spéciale « Caritas », instituée en octobre 2024 dans le contexte de ladite « affaire Caritas », avec pour objectif de tirer des conclusions claires permettant de mieux guider les décisions politiques dans le cadre d'urgences futures similaires ;

– constatant que la Commission spéciale « Caritas » a procédé à des travaux approfondis, comprenant notamment de nombreuses auditions, des analyses documentées ainsi qu'un dialogue soutenu entre les membres de la Commission, et que ces travaux se sont déroulés dans un esprit de collaboration interpartisan ;

– rappelant que les conclusions de ces travaux ont mené à l'élaboration d'un rapport final contenant une série de recommandations concrètes visant à prévenir de futurs dysfonctionnements, à renforcer la gouvernance et la transparence des relations entre l'État et les structures bénéficiaires de fonds publics, ainsi qu'à protéger au mieux les bénéficiaires des services sociaux ;

– soulignant que ledit rapport a été adopté à l'unanimité par l'ensemble des groupes politiques et sensibilités représentées à la Chambre, témoignant de la volonté commune de tirer les leçons de cette affaire au-delà des clivages partisans ;

– rappelant l'importance de traduire les conclusions issues d'une commission spéciale en actions concrètes afin de renforcer la confiance des citoyennes et citoyens dans l'institution parlementaire,

décide

– de mettre en œuvre dans les meilleurs délais les recommandations contenues dans le précité rapport, dès lors qu'elles relèvent de la responsabilité de la Chambre des Députés.

(s.) Taina Bofferding, Marc Baum, Djuna Bernard, Sven Clement, Tom Weidig.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. A merci. Sou, domat wär dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Premierminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, de Bedruch bei der Caritas bleibt eng vun deene schliëmmste Bedruchsgeschichten, déi eist Land jee kannt huet an hoffentlech och an der Zukunft jee kenne wäert. Et ass – an dat hu mer schonn ëfters heibanne gesot – net ze gleewen, wat do geschitt ass! E Bedruch ass ëmmer schliëmm, mee wann en dann och nach grad bei enger Organisatioun stattfënnt, bei enger ONG, bei enger ASBL, déi deenen Äermsten an der Gesellschaft hëllef, da mécht dat déi Fraude nach vill méi schockant, inakzeptabel, an et fënnt ee keng Wieder, fir dat ze beschreiwen!

Et ass ëmsou méi schued fir déi vill gutt Aarbecht, déi an der Caritas an deene Joren, Joerzénge virdu gemaach ginn ass. A mir kennen all – an ech perséinlech och – vill Leit, déi do geschafft hunn, déi iwwert déi Joren eisem Land vill bruecht hunn. An ech mengen, déi hunn dat alleguerten net méritéiert. An dat soll och deenen hir Aarbecht ni méi kleng maachen. Well si hunn do geschafft. Si hu soit benevoll, soit ugestallt do geschafft. An dat ass eppes, wat hir Aarbecht net méi kleng mécht. An dofir géing ech hinnen am Ufank och gäre soen, dass mir wëssen ëm hir Leeschtung, hir Contributioun zu Lëtzebuerg, déi eist Land besser gemaach huet.

(Interruption)

Et ass richtig a gutt, dass d'Chamber esou eng Fraude och vu verschiddenen Aspekter beliicht, an och déi eenzel Aspekter, y compris dat, wat d'Regierung an deem Moment gemaach huet. Mee an désen Kris, wéi a villen anere Krisen, muss ee sech och ëmmer an dee Moment versetzen, wu eppes geschitt ass. An ech mengen, dass dat de Mëtten net ëmmer geschitt ass.

Ech begrëssen awer generell déi Aarbecht, déi hei vun der Chamber gemaach ginn ass. An ech soen och der Rapportrice, der Madamm Bofferding, dem President vun der Spezialkommissioun, dem Här Weiler, an alle Membere Merci fir déi vill Zäit, déi se fir déi Aarbecht consacréiert hunn. An ech kann Iech och soen, dass mir dee Rapport an der Regierung wäerten am Detail kucken an déi Recommendationen, déi eis betreffen, och versichen ëmzesetzen. Dat betrëfft jo eng ganz Rei ënnerschiddlech Aspekter. Déi eng sinn och méi institutioneller Natur, déi aner si méi ad hoc zu dësem Debat. Ech wëll och soen, dass en Deel vun deene Recommendationen schonn am Protocole d'accord, deen d'Regierung mat der FEDAS ofgeschloss huet, dran ass.

Iwwregens ass hei e puermol gesot ginn, dass d'FEDAS während der Kris eng Entrevue gefrot hätt, fir eis ze hëllefen, a mir hätten déi refuséiert oder no hanne geschoben. D'Geschicht ass eng ganz aner, well mir schätzen d'Aarbecht vun der FEDAS ganz! D'FEDAS huet gesot: „Passt elo op, dass Der wéinst där Kris, déi hei geschitt ass, net direkt elo allmëiglech Reegelen aféiert, déi eis d'Liewe ganz schwéier maachen. Schwätzt fir d'éischt mat eis, éier Der nei Reegelen aféiert.“ A mir hu gesot: Ma dat ass selbstverständlech dee richtege Wee! An duerfir huet d'Regierung gesot, dass déi zoustänneg Ministeren sech mat der FEDAS treffen, fir doriwier ze schwätzen, an doraus ass och dee Protocole d'accord entstanen. Duerfir, och do muss een d'Geschicht hei net ëmschreiwen!

Wéi mer vun deem schreckleche Skandal gewuer gi sinn, hu mer, well dat eis vill uitgemaach huet a well ganz viles um Spill stoung, dat gemaach, wéi mer dat bei enger Kris musse maachen. Mir hu gesot: Wat sinn hei déi wichtigst Ziler fir d'Regierung? Well d'Fraude ass jo net bei eis geschitt! Mir si vun där Fraude iwwerrascht ginn, wéi de Rescht vum Land och.

A mir hunn eis dräi Ziler gesat:

Éischtens: dass déi Aktivitéiten extreem wichteg sinn, well se si fir déi Vulnerabelst an der Gesellschaft. An de Staat wëllt a muss deene Leit hëllefen. An de Staat kann dat net selwer maachen, also brauch en Acteuren, déi dat maachen. An d'Caritas war esou e wichtigen Acteur. A mir hu gesot, dass mir déi Aktivitéite wëlle weiderféieren.

Zweetens: Mir wëllen déi Aarbechtsplazen erhalen, déi enorm gutt Leit, déi do schaffen, déi all Dag mat deenen Äermsten an der Gesellschaft, deene Vulnerabelsten an der Gesellschaft zesummeschaffen, déi

Leit wëlle mer halen. Mir wëlle kucken, dass déi hir Aarbecht weider behalen. Mir hunn eis also fir déi Aarbechtsplaz wëllen asetzen.

An drëtens hu mer gesot: Hei geet et ëm ganz vill Suen, an déi Sue wëlle mer net verléieren. Also, mir wëllen hei keng Steiergelder vergeuden. Mir mussen also kucken, dass se wierklech ukomme bei deenen Aktivitéiten a bei deene Leit, déi se brauchen, an net an d'Täsche gi vu Leit oder Institutionen, wou se net sollen hikommen. An duerfir hu mer gesot: Elo muss mer ganz gutt oppassen, wéi mer hei déi Sue bezuelen.

An dofir ass et jo e bëssen eng Karikatur, déi hei gemaach ginn ass, wéi iwwregens esou oft vu verschidene Leit heibannen, dass mer déi grouss Frënn vun de Banke wären, an ech insbesondere. Dat gefält verschidene Leit, an déi wëssen dat.

Mee wa mer de Banken hätte wëllen hëllefen, dann hätte mer de Banken déi Suen iwwerwisen! Mee justement hu mer gesot: Mir wëllen net, dass hei, opgrond vun deene Cessions de créances, d'Banken déi Sue kréien. Mir wëllen, dass déi Aktivitéite bezuelt ginn. An duerfir hu mer e Wee gesicht, fir dass mer dat kéinte maachen. A mir hu gesot: Deen anere Problem bei deene Prêten an der Caritas an deenen domat zesummenhänkende Cessions de créances, an deene si mir net dran. Mir kruten déi zougestallt. Mee mir wëllen net de Risiko lafen, dass déi Sue mussen un d'Bank goen. Mir hätte gären, dass se an d'Aktivitéite ginn. An dat ass eist Zil gewiescht.

An ech wëll haut soen: Dat war och net en Zil vun enger Persoun! Jo, de Regierungschef ass de Kapitän op deem Schëff. Mee mir haten esou eng gutt Teamaarbecht während deem ganze Summer, vun deem Moment un, wou dat geschitt ass, tëschtent all deene Ministeren, och deene Ministèren, déi déi Konventionne mat der Caritas hunn. An ech muss soen: Och fir deen Teamwork sinn ech ganz dankbar. Dat huet de ganze Summer gutt geklappt, an och duerno, fir ze kucken, dass mer déi Ziler géingen erreechen.

An ech muss haut soen: Ech sinn net wéineg stolz op dat Resultat, dat mer als Regierung erreecht hunn! Well déi Aktivitéite gëtt et nach haut. Déi Leit, déi vun deenen Aktivitéiten zu Recht beneficiéieren, Flüchtlingen, Sans-abrien, an aneren Aktivitéiten ... Déi Aktivitéiten hunn all Dag fonctionéiert, während der akuter Kris, duerno a bis haut. Déi meescht vun deene Leit, déi do geschafft hunn, hunn hir Aarbechtsplaz behalen. Si hunn eng Aarbecht bei der neier Organisation fonnt, enger Organisation, déi gegrennt ginn ass op Proposition vun dem Krisekomitee vun der Caritas, dee gesot huet, dass mer hei eng kloer Trennung maache vun deenen alen Aktivitéiten. Fir sécherzestellen, dass d'Sue wierklech op där richteger Plaz ukommen, maache mer eng Trennung a mir versichen, eng nei Organisation ze grënnen. Wat geschitt ass.

De Staat huet keng Steiergelder verluer. Dat heescht, déi dräi Ziler, déi mer eis gesat hunn, déi mer permanent während dem Summer an duerno gekuckt hunn, huet de Staat erreecht. An duerfir, mengen ech, kann ee viles kritiséieren, mee ech mengen, déi Kritik, déi kann een net akzeptéieren. Si ass och einfach falsch. A wann ee mat de Leit dobausse schwätzt, da gesäit een och, dass dat zum groussen Deel méi nuanciert ass wéi dat, wat ech de Mëtten hei héieren hunn.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech bedauern och, dass den Androck entsteet, wéi wann déi nei Organisation, där hiren Numm mir net kennt hunn, (veuillez lire: keng Wäerter vertrieed géif). Déi hätt och kënnen „New Caritas“ oder aneschters heeschen,

da wäre vläicht vill Elementer hei net esou an d'Diskussion komm. Mee mir sinn net den Auteur vun där Organisation an och net deen, deen deen Numm erausgesicht huet. Dat si privat Acteuren. Mee dass déi Iddi entsteet, dass dat eng Organisation wär, wou déi Leit, déi do géinge schaffen, keng Wäerter hätten, ass eppes, wat ech awer extrem erstaunlech fannen.

Jo, d'Caritas ass eng Organisation mat Wäerter. Déi Leit, déi do geschafft hunn, hu Wäerter, an ech fannen déi éischter sympathesch. Mee déi Leit, déi déi nei Organisation gegrennt hunn an dora schaffen, hunn och Wäerter. Well et sinn zum ganz groussen Deel déi nammlecht Leit, an déi huelen natierlech hir Iwwerzeegung mat. An eleng schon de Fait, dass se am soziale Secteur schaffen, beschreift se als Leit, déi mat Härz a Séil an hirer Aktivitéit dra sinn.

An dat féiert mech zu deem leschte Punkt. Ech mengen – an dat ass och e Punkt, dee vläicht an dëser Debatt ze wéineg opkomm ass –, mir solle frou sinn, dass mer hei am Land e ganz gudd soziale Secteur hunn, a grad och am Benevolat an am organisierte Sozialsektor, wou ville Leit an eiser Gesellschaft gehollef gëtt, oft a meeschtens mat staatlecher finanzieller Ënnerstützung.

Et ass ganz kloer, dass mer alles muss maachen, fir dass d'Vertrauen an dee Secteur duerch déi Debatten hei net verluer geet. Mir all, mengen ech, maachen Donen un esou ONGen, Ënnerstützen déi Aktivitéiten, niewent de staatleche Gelder. A gottseidank! Dat mécht eist Land besser. An duerfir appelléieren ech och un eis all an un all d'Leit dobaussen, dass mer d'Vertrauen an dee Secteur net futtimaachen, och net duerch esou Debatten.

D'Regierung, en tout cas, schafft all Dag mat villen ONGen zesummen a mir si frou, dass mer se hunn, a mir wäerte se och weider Ënnerstützen. An do, wou mer kënnen Reglementatiounen verbessern, do, wou mer kënnen verschidde Mechanismen, Konventionne verbessern, dorunner schaffe mer all zesummen. Déi Aarbecht huet schonn ugefaangen an déi maache mer mam Secteur zesummen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Premierminister villmools Merci. Ech hunn en zweeten Orateur vun der Regierung, mee ech hu fir d'éischt nach eng Demande vun der Madamm Bernard. Parole après ministre, ginn ech dervunner aus, Artikel 40 (8). Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech wollt nach eng Kéier drop zrëckkommen, dass den Här Premierminister sech referéiert huet op d'Kommunikation vun der FEDAS am Mount August, dass et hinnen do drëms gaange wier, virun allem administrativen Opwand ze reduzéieren oder iwwer Prozedurales ze schwätzen. Ech weess net méi genau, wéi en et formuléiert huet.

Fakt ass awer och: Eis läit de Bréif vun der FEDAS vir, dee se Iech den 13. August, also wierklech an engem vun de kruziale Momenter vun der Kris, geschéckt huet, mee d'ailleurs och enger ganzer Rei anere Ministeren, wou se wierklech aktiv eng Entrevue freet.

Dowéinst wollt ech froen – ech weess net, ob aner Kolleegen aus der Regierung drop agaange sinn –: Firwat hutt Der si dee Moment net empfangen? An engem Esprit, fir d'Acteuren zesummenzebréngen, fir op si ze lauschten, wier dat definitiv en opportune Moment gewiescht.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Ech hunn elo nach zwou Wuertmeldungen an deem selwechte Kontext. D'Regierung kann elo direkt drop äntweren oder mir huelen déi dräi Wuertmeldungen an dann äntwert d'Regierung duerno drop. D'Regierung wëllt direkt äntweren.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, villmools merci. Ech géif probéieren, kuerz drop ze äntweren. Et ass tatsächlech esou, dass d'FEDAS e ganz wichtege Uspriechpartner fir eis als Regierung ass. Et muss ee wëssen, zu deem Moment, wéi dee Bréif do komm ass, do war d'Caritas fir sech amgaangen, no enger Léisung ze sichen. A mir hu virdrun dervu geschwat: Et war e systeemrelevante Partner am Sozialsektor, deen nach amgaange war, fir sech eng Léisung ze fannen. Da wier et jo net un der Regierung gewiescht, ze soen: „Ma elo gi mir kucken, wéi mer Iech da vläicht kënnen hëllefen.“ Wann, da wier et dee Moment un der Caritas selwer gewiescht, ze soen: „Léif FEDAS, wéi kënt Dir eis Ënnerstützen?“, oder ëmgedréint do d'Konnexion ze maachen.

Wéi gesot, mir hunn deen éischte Moment, wéi HUT bis en vigueur war, zu sechs Ministeren insgesamt, mengen ech, d'FEDAS gesinn. Wou och de Protocole d'entente draus entstanden ass. Wou mer eis eebe grad Guidelines ginn hunn. Et ass de Mëtting hei ganz vill driwwer geschwat ginn, an et ass vläicht e bëssen esou e positiven Nieweneffekt vun enger ganz dramatescher an traureger Geschicht, dass mer soen: Wéi kënnen mer de konventionéierte Secteur insgesamt stäerken a verbessern?

An dat si jo alles Chantieren, déi scho ganz laang Jore bekannt sinn, wou mer awer ganz vill wëssen. An et si vill Kolleegen hei derbäi, déi virdrun an der Regierung waren, déi och konventionéiert Partner haten an hire Ressorten. Wou ee sech bewusst war, dass een do kéint Synergie schafen. Dass ee kéint probéieren, Saachen ze verbessern. Dass ee kéint kucken: Wéi könnte mer Overhead-Fraisen eventuell couvréieren? Soudass ech eigentlech ganz, ganz frou sinn, wéi gesot.

An et ass jo och, mengen ech, vu bal all de Riedner de Mëtten och gesot ginn, dass e Protocole d'entente festgehal ginn ass, wou mer Aarbechtsgruppen definéiert hunn an deene ganz wichtege Beräicher, wou et elo en Aarbechtsprozess gëtt, wou Aarbechtsgruppe wäerten entstoen, mat den Hauptleit aus de Ministèren, mat den Acteuren vum Terrain, fir eebe grad ze kucken, wéi mer de konventionéierte Secteur nach besser kënnen opstellen. Ech mengen, dass ass d'Aufgab vun der Regierung. Dass ass eng ganz ambitiéis, wëll ech awer och hei soen. An déi wëlle mer ugoen. An dofir sinn ech frou, dass mer e Protocole d'entente mat der FEDAS an deem hei Kontext konnten ausschaffen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Familienminister. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen. Den Här Baum an duerno den Här Fayot. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, Parole après ministre, well de Premier ganz zum Schluss eppes gesot huet, wat mir dann awer opgestouss ass.

Et ass an enger Demokratie üblech, dass een ënnerschiddlech Analysen an ënnerschiddlech Aschätzunge mécht an och ënnerschiddlech Attributione vu Responsabilitéit. Wéi dat och elo hei geschitt ass a wéi déi siwe Parteien oder Fraktionnen dat probéiert hunn ze maachen, hir Vue, hir Interpretatiounen an och hir Responsabilitéit oder Zouschreiwung vu Responsabilitéit ze maachen.

Et ass net dës Debatt, déi d'Ve Trauen an de Sozialsecteur futtimécht! Dës ass Ausdrock vun der Demokratie. An duerfir sinn ech wierklech net frou iwwert dee Saz, deen Der zum Schluss gesot hutt, datt dës Debatt d'Ve Trauen an de Sozialsecteur futtigemaach hätt. Dës Debatt ass absolutt brennend néideg, fir dat Ve Trauen erëm hierzestellen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Premierminister.

(Brouhaha)

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, dat ass awer net ... Dat ass keng Interpretatioun, déi richteg ass par rapport zu deem, wat ech gesot hunn. Ech hu gesot: „Deen Debat ronderëm déi Fraude huet bei ville Leit déi Fro opgeworf, wéi et ass, wann een Done mécht un ONGen.“ Dat ass en Debat, deen dobausse geféiert ginn ass. Deen ass net nëmmen a menger Ried. An duerfir wollt ech soen, datt et fir eis wichteg ass, datt en trotz deene schrecklechen Evenementer, déi do geschitt sinn, weider muss Ve Trauen an déi vill ONGen hunn. Well déi meescht – an esou ass dat an der Gesellschaft – funktionéiere gutt.

An hei ass eeben eppes geschitt, mee dat heescht net ... Et ass, wéi wann en Autosaccident geschitt: Dann hélt een awer nach den Auto, och wann et ganz dramatesch ass, wann en Autosaccident geschitt. An dat wollt ech hei soen. Duerfir ass dat eng Interpretatioun, déi ech net kann deelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech hätt u sech zwee Punkten:

Deen ee Punkt, dee betrëfft d'FEDAS. Mir hunn dat net aus dem Kontext gerappé. Mir haten eng Entrevue mat der FEDAS an eiser Spezialkommissioun, wou d'FEDAS ganz zum Schluss gesot huet, dass se d'Hand ausgestreckt hätt, fir an där Krisebewältigung vun der Caritas matzehëllefen, an dass déi Hand net geholl gi wär. Dat war eng ganz prezis Ausso. Déi hunn ech net erfונnt. Dat kann een och am Procès-verbal noliessen. An dat erkläert da vläicht och, dass se kee Rendez-vous kruten oder eréischt ganz spéit e Rendez-vous kruten, a Bezuch op de Krisemanagement, net a Bezuch op deen administrativen Opwand, virun deem se relativ fréi gewarnt hunn, nodeem d'Kris sech deklaréiert huet. Dat ass ee Punkt.

Zweete Punkt: Här Premierminister, ech hunn Iech eng prezis Fro gestallt a menger Ried a Bezuch op déi Cessions de créances. Mir kruten zwee Avisen, woubäi ech net sécher sinn, awéifern mer kënnen driwwer schwätzen, well mer do ënnert enger Confidentialitéitsobligatioun sinn. Mee déi Avisen, déi decke sech net komplett an déi soen zum Deel, op d'mannst een, relativ kritesch Saache par rapport zu der Validitéit vun deene Cession-de-créancen, wat awer, mengen ech, en essentielle Punkt ass. Et mécht awer eng Differenz, ob déi Garantien, déi Sûretéiten, e juristesche Wäert hunn oder ob se keen hunn. An ech hunn Iech gefrot, ob Der esou Avise kritt hutt, déi dat a Fro gestallt hätten, oder ob Der déi net kritt hutt. An ech hunn dozou keng Äntwert kritt an ech géif Iech gären dozou héieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | D'Regierung ass, no Analys vun de Cession-de-créancen, vun Avisen, vun eegenen Analysen, bis haut der Meenung, datt et, wann een ënnert deene Cession-de-créancé

bezeule géing, e reelle Risk géing duerstellen, datt mir missten déi Suen un d'Banken bezuelen.

Dat war eis Meenung deemools. Dat ass eis Meenung haut. An d'Validitéit vun deene Prëten a vun deene Cession-de-créancen ass bis haut net vun engem Gericht annulléiert ginn an och bis haut net vun den zoustännege Parteien zrëckgezu ginn. An duerfir ass d'Analys vum Staat, deen eng Drëttpartei dozou war, bis haut, datt dat en enorme Risiko wär fir de Staat, wann en do un en Drëtte bezilt, an net un d'Banken.

Et geet hei ëm 60 Milliounen Euro. Dat si keng Peanuts! Dat si Steiergelder. An duerfir war et wichteg, datt déi Gelder bei deenen Äermsten an der Gesellschaft landen, an net an aneren Täschen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. D'Regierung huet nach weider d'Wuert gefrot. Den Här Hahn.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, fir vläicht just nach nach op d'FEDAS anzegoen, well Der gesot hutt ... Dat eent ass de Protocole d'entente – absolut! – an op dat anert hat ech awer och virun op d'mannst probéiert ze äntweren. Et muss ee wëssen, wéi dee Courier komm ass, wou Der sot, wou d'FEDAS d'Hand ausgestreckt hutt, fir ze soen: „Wéi kënnen mer dann hëllefen?“, do ware mer nach net an engem Moment, wou mer gesot hunn, déi Entitéit, d'Caritas, iwwert déi de Mëtten hei ganz vill geschwat ginn ass, iwwert déi Séil, déi Caritas huet, déi wäertvoll Aarbecht, déi geleescht ginn ass iwwer Joerzénge ..., do ass et jo net drëms gaang, ze soen: „Wéi kënnen mer dat opsplécken a bei aner verschidde konventiónéiert Partner ginn?“ Et ass vun der Caritas selwer probéiert ginn, dee Moment aktiv ze kucken: „Wéi kënnen mir kucken, dass eis Aktivitéite kënnen erhale ginn, dass mir eigentlech an der Ekipp kënnen weiderschaffen?“

A wa mer vun der Caritas schwätzen: Wien ass dann d'Caritas gewiescht? Dat sinn déi Leit, déi um Terrain geschafft hunn. Dat sinn déi Leit, déi Dag fir Dag probéiert hunn, ze kucken, dass et deene vulnerabelste Leit an eiser Gesellschaft besser geet. A wat ass geschitt? Et kann ee kucken, den Iwwergang, deen hätt sécherlech besser kënnen lafen, mee trotzdeem: Déi Leit sinn zesummebliwwen! Déi hunn net méi „Caritas“ op hiren Uniformen, op hire Poloen, op hire Bicken, op hire Gadgets an allem stoen, déi hunn elo do „HUT“ stoen. Mee déi Ekipp ass bliwwen, dat Wëssen ass bliwwen vun deene Sozialaarbechter, wat se jo eigentlech ausmécht, soudass se hir Terrainsaarbecht kënnen weidermaachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Familljeminister. An da géing ech dem Vizepremier an Aussen- a Kooperatiounsminister d'Wuert ginn. Här Bettel, et ass un Iech.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt, an enger vieregter Fonctioun, déi ech hat, als Meedieminister, hei och engem ëffentleche Radio Merci ze soen. Den 100,7 huet am Fong duerch „Carambolage“ ..., an ech mengen, jiddweree vun eis huet et gelauscht, déi verschidden Episoden, fir verschidde Saachen und gewuer ze ginn. An dat weist, wéi wichteg et ass, och an de professionelle Journalismus ze investéieren. Erlaabt mer déi Remark als fréiere Meedieminister.

Zu der Aarbecht vun haut muss ech soen, Här President, dass verschidde Saachen engem wierklech bal Leed dinn! Ech hunn d'Gefill, dass verschidde Leit vun der Oppositioun bal dëser Regierung wëlle

virwerfen, dass et eis freeë géif, dass et d'Caritas net méi gëtt. Et waren esou Ënnertéin: „Jo, ça vous arrange“, „déi ware kritesch“, „dat ware keng Gudder“, „Dir hutt net gehollef“, „et huet Iech bal arrangéiert, dass et d'Caritas haut net méi gëtt.“

Ech muss Iech soen, dass ech mech vun esou Positiounen am Numm vun der Regierung hei fermement wëll distanzéieren!

(Brouhaha)

Et ass keen hei op där Bänk vis-à-vis, dee sech fret, dass et d'Caritas net méi gëtt, weeder e Premier nach e Familljeminister, nach e Justizminister, nach eng Sécurité-sociales-Ministesch oder e Finanzminister oder deen, deen hei virun Iech steet, e Kooperatiounsminister. Keen!

An ech kann Iech och soe fir déi, déi net hei sinn, dass keen an der Regierung sech driwwer gefreet huet a mer, au contraire, gekuckt hunn, wéi mer dat, wat am Fong d'Aarbecht vun der Caritas war, kéinte weiderféieren. An et ass gesot gi vum Premierminister, dass et eis éischt Urgence war, wéi mer déi Hëllef hei zu Lëtzebuerg kéinte weiderféieren.

Ech sinn net dofir hei. Ech sinn hei fir de Volet Kooperatioun. Ech hunn d'Gefill, wéi wa gesot géif ginn: „Il n'y a qu'à“, „et c'était tellement facile“, „il y avait“, „et war esou evident.“ Wësst Dir, wéini ech dee leschten Dekont vun der Caritas kritt hunn? Virun aacht Deeg! Den 2. Juli ass de leschten Dekont vun der Caritas bei eis an der Kooperatioun erakomm.

Wann Dir mengt, et wier einfach gewiescht, am Ufank – et ware fënnf, sechs Milliounen, genau wësse mer et net – kënnen ze soen: „Ma et ass egal. Mir bezuele se souwisou nach eng Kéier“, obwuel mer net wouss-ten, ob dat eng Kéier mat der Cession de créance ..., mee virun allem och, wat geschitt war. An dass da selbstverständlech en aneren aspréngt, fir ze soen: „O, ma et ass ... Mir wëssen net, wat mat der Caritas geschitt ...“ Well: Ne vous inquiétez pas! Ça fait le tour, hein. Dass dann op eng Kéier een direkt seet: „Mir si fräiwëllig, fir dat doten ze maachen“, wou een net den Knowhow huet, wou een den Terrain net kennt, wou een d'Experienz net huet, dat heescht, dass mir einfach géife soen: „Elo ginn d'Sue mol nees eng Kéier bezuelt“, just fir dass do deen een oder deen anere Projet ka weidergeféiert ginn ... Mir hunn direkt de Kontakt opgeholl!

Da kréien ech de Reproche gemaach, ech hätt net direkt den Här Billon empfang. Ech hunn en net empfang an ech bereien et haut nach net. Meng Beamten hunn all Dag, all Woch Kontakt gehat mat der Caritas, fir ze kucken, wéi mer kënnen um Terrain hëllefen. Elo dann ze soen, ech hätt alles kënnen retten, wann ech den Här Billon gesinn hätt fir techesch Reuniounen – nee! E Minister ass do, fir politesch Decisiounen ze huelen. Déi hunn ech och geholl an deem doten Dossier. A fir techesch Reuniounen sinn ech nach ëmmer der Meenung, dass meng Beamten am Ministère déi ze féieren hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir mech war et nach net méi spéit wéi gëschter an ... Nee, fir d'éischt nach zu verschidde Saachen, déi och gesot gi sinn: De Prinzipp vun der Kooperatioun ass och dee vum Kofinanzement, „Finanzement“ a „Ko“, dat heescht, dass och en Apport vun den ONGe kënn. Et ass keng honnertprozenteg Ënnerstëtzung, déi gemaach gëtt. Et si Kofinanzementer. Wa mir gewuer ginn, dass eng Caritas souwisou déi Suen net méi huet, a vun hinne matgedeelt kréie, dass souwisou keng Volontéit méi do ass, déi Aide internationale weiderzeféieren, da fällt de „Ko“ souwisou ewech.

An dofir hu mer gekuckt, do, wou Hëllefe waren ... An hei ass gesot ginn, et wier dank der Oppositioun.

Nee, mee mir hu gewaart! An ech ka mech erënne-
ren, dass ech Iech an der Kommissioun gesot hunn:
„Jo, tatsächlech, Dir hutt eis opmierksam gemaach op
deen een oder anere Projet.“ Mee soubal mer d'Änt-
werten haten, soubal mer ee fonnt haten, deen et
och konnt iwverhuelen, ware mer déi Éischt, déi mat
hinnen averstan waren, fir dass och kéint gekuckt
ginn, wéi deen een oder deen anere Projet gemaach
kéint ginn. Mee wa mer net wëssen, ob iwverhaapt
eng Méiglechkeet do ass, fir e Projet kënne weiderze-
féieren, wa mer net wëssen, wéi vill Suen do feelen,
ass et schwéier, dès le départ 24 Stonne chrono drop
kënnen ze soen, dass de Ministère do einfach alles
kann iwverhuelen.

Ech mengen, wat wichteg ass, an dat hu mer alle-
guerten och gesinn – an net méi spéit wéi gëschter
hunn ech och mat 13 ONGen eng 14 Projekte kënnen
ënnerschreien –, ass, dass mer déi Benevollen,
éischtens, net degoutéieren, déi Benevollen, déi
all Dag Aarbecht leeschten an den ONGen, an den
ASBLen, fir dass iwverhaapt ... Well déi meescht
ONGe si Benevollen! A gëschter hat ech do eng
Rétsch vu Leit, déi niewelaanscht nach aner Beruffer
hunn an déi hir Zäit opferen ..., an dass mer deene
fir d'Éischt net den Degoût ginn, andeem ee seet: „O,
wat do geschitt ass, bon, et ass net schlëmm.“ Dach,
et ass schlëmm, wat geschitt ass! An et ass un der Jus-
tiz, hir Aarbecht elo ze maachen.

An ech si frou, dass déi kriminell Dot, déi gemaach
ginn ass, awer hei op jidde Fall vun alle Bänke
condamnéiert ginn ass! Mee engem dann op eng Kéier
d'Gefill ze ginn, wéi wann d'Regierung bal eng ge-
wësse Schold hätt bei deem Coup – wou si mer dann
ukomm!?

(Brouhaha)

Mir wësse jo awer ganz genau, dass hei kriminell
Banden, Leit, e Mandat de dépôt kritt hunn, dass Leit
verhaft gi sinn, dass am Moment ... An et schéngt,
wéi wann de Parquet sech souguer och nach géif
eens gi mat zwee Rumänen, dass do souguer en
Accord pénal kéint fonnt ginn.

Mee just fir Iech ze soen, dass een op eng Kéier bal
d'Gefill kritt, wéi wa mir och Auteur wiere vun enger
krimineller Dot! Ech kann Iech just soen, dass dës Re-
gierung alles gemaach huet, fir d'Aktivitéit vun der
Caritas..., dass déi, déi am Fong eeben och op déi
Ënnerstëtzung vun der Caritas konnten zielen, net
vun haut op muer op eng Kéier e grouse Vide haten,
dass mer deene Schwächste vun der Gesellschaft hei
zu Lëtzebuerg konnten hëllef, dass mer net keen
Häerz hunn an dass mer gekuckt hunn, wéi mer am
Ausland kéinten hëllef.

Mee just Suen ze ginn, ouni ze wëssen, ob se ukom-
men an ob déi Persoun, déi och sur place ass, déi
drënner leit, iwverhaapt déi Hëllef da weider ka
kréien – et ass och eng Responsabilitéit, déi een huet
en bon père de famille. An ech mengen, dass ganz vill
Leit heibanne vergiess hunn an deem ganzen Dossier,
dass mer och eng Responsabilitéit hu vis-à-vis vun
Steierzueler hei zu Lëtzebuerg!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Vize-
premier. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Motions et résolution

Da géinge mer zu den Diskussiounen an de Votte vun
de Motioune kommen. Ech huele se der Rei no, wéi
se hei erakomm sinn.

Motion 1

Dat ass fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1. Ech ginn
dervun aus, datt den Auteur se explizéiert huet.
Wie wëllt dozou Stellung huelen? Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci,
Här President. Ech géif mer erlaben, trotzdeem och
schonn déi aner Motioune an d'Resolutioun elo mat a
meng Explikatiounen eranzehuelen, well et elo eeben
och opgeworf ginn ass vun de Kollege vun der Op-
positioun.

Mir hunn e Rapport ugeholl um Niveau vun der
Kommissioun, deen effektiv eng Rei Recommenda-
tiounen virgesäit. Do si Recommendatiounen dran,
déi eis selwer betreffen. Dat geet elo hei iwver an eng
Resolutioun, déi vun de Kollege vun der LSAP pro-
poséiert gëtt. Déi Resolutioun, déi kënne mir, dat géif
ech menger Fraktioun proposéieren, och gär mat-
stëmmen.

Bei der Motioune maache mer als Chamber eng Op-
fuerderung ..., invitéiere mer d'Regierung, verschidde
Piste weider ze verfolge. An do ass et esou, dass
mir op der Basis vun dem Rapport gekuckt hunn,
wat elo konkret déi Saache sinn, déi mir direkt un
d'Regierung als Majoritéitsfraktiounen wëlle weider-
ginn. An do hu mir zwielef Punkten aus dem Rapport
definéiert, déi mir elo konkret effektiv un d'Regie-
rungskollege wëlle weiderginn.

An déi aner – an dat sinn déi, déi Dir elo an Ärer Mo-
tioun hei opgeworf hutt – si fir eis am Moment net
déi Punkten, déi am wichtegste sinn, fir se un d'Re-
gierung weiderzeginn.

(Interruption)

Duerfir géif ech menger Fraktioun recommendéieren,
déi Motioune vun der Majoritéit hei matzedoen an
d'Motioun vun der Oppositioun hei ofzeleenen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm
Hartmann. Ech hu Wuertmeldunge vun der Madamm
Bofferding, der Madamm Bernard an duerno dem
Här Baum. Dann huele mer se an där Reiefolleg.
Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP), rapportrice | Jo,
also ...

(Hilarité)

Nee, come on! Also, mir sëtzen zwar elo scho laang an
der Chamber, mir sinn alleguerten midd, mee dat ass
awer e bësse surreal. Nee, come on!

Nach eng Kéier: Mir hunn e Rapport, wou mer eis
alleguerten eens sinn.

Une voix | Come on!

Mme Taina Bofferding (LSAP), rapportrice | Jo,
„come on“! Mir sinn eis alleguerten eens iwwert déi
Konklusioen an iwwert déi Recommendatiounen. Mir
huelen deen un. Dann hu mer hei eng Debatt an da
kommt Dir nach eng Kéier mat enger Motioune, wou
Der da verschidde net iwverhuet, well Der elo
sot: „Jo, déi sinn elo net esou wichteg, déi kann d'Re-
gierung elo net ëmsetzen.“

Jo, d'Personaldelegatioun: ze iwverpräwen – mir
hunn nach net emol gesot, dass mer et aféieren –,
ob dann ee vun der Personaldelegatioun kéint als
Observateur am Verwaltungsrot sinn – net wichteg!
De Congé bénévolat, wou mer eis eens waren, et sollt
een iwverpräwen, dat anzeféieren; jiddereen huet
hei de Plädoyer gehalen, dass et wichteg ass, dass
déi Leit sech engagéieren an dass mer déi brauchen
an der Zivillgesellschaft – net wichteg! Eng staatlech
Assurance fir d'Benevoller – net wichteg! Obwuel
d'DP esou eppes Änlechens an hirem Walprogramm
stoen huet, mee: net wichteg! Voilà, et kann een nach
esou weiderfueren.

Also, heiansdo huet ee jo komesch Momenter an
der Politick. Mee dat doten! Beim beschte Wëllen,
ech weess net, wéi Der elo wëllt aus där Nummer do

erauskommen. Dat Propperst an dat Éierlechst wär,
einfach ze soen: „Ok, mir haten e schwaache Mo-
ment. Mir hunn déi Motioune do eraginn. Mir hunn e
puer Punkte vergiess. Mir stëmmen dat do elo mat.“
Mee elo déi Motioune, déi alleguerten déi Recom-
mandatiounen beinhalt, wou mer eis eens sinn, net
matzestëmmen – ben, domadder desavouéiert Der
déi ganz Aarbecht vun der Spezialkommissioun. Dir
desavouéiert dee ganze Rapport. An dat, wat Der hei
opféiert, ass wierklech ridicule. Ridicule!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm
Bofferding. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, ech ka mech
menger Virriednerin nëmmen uschléissen. Ech fan-
nen et absurd. Ech fannen et och wierklech de Geck
gemaach mat deene Leit, déi Är Parteien an d'Caritas-
Spezialkommissioun geschéckt hunn. Dir souzt selwer
dran, Madamm Hartmann, mee et sinn och eng Rei
aner Leit, déi jo hoffentlech de Rapport gelies hunn –
mir hunn doriwwer diskutéiert –, déi déi matge-
stëmmt hunn, déi dat jo och iergendwou mat hirem
Numm validéieren.

An elo sot Dir: „Jo, déi eng Punkte si méi wichteg,
déi aner si manner wichteg.“ Wat ass dat dann?! Dat
ass de Geck gemaach mat eiser Aarbecht! Dat ass
de Geck gemaach mat där ganzer Situatioun, wou
mer, mengen ech, alleguerten zu all Moment an där
Spezialkommissioun probéiert hunn, wierklech déi
richteg Konklusioenen ze zéien, déi proaktiv fir de
Secteur wichteg sinn, a wou mer driwwer rieds ha-
ten, wou mer eis, mengen ech, eens waren a wou
elo iergendwou eng Gewichtung gemaach gëtt: „Déi
eng si méi wichteg wéi déi aner.“ Also, ech fannen dat
extrem penibel. Ech fannen dat wierklech net res-
pektvoll vis-à-vis vun all deene Leit, déi heidru mat-
geschafft hunn.

An ech muss trotzdeem soen: Dee Rapport ass ex-
trem vag. Also, dat sinn Terme wéi „de réfléchir“,
„d'envirager“, „d'analyser“. Do steet net emol dran:
„Dat muss innerhalb vun Timeline X gemaach ginn.“
Hei si Froen dran, wou d'Regierung derzou opgeruff
gëtt, iwver eppes nozedenken. Souguer dat wëllt Der
net maachen! Ech fannen dat lamentabel! Ech fannen
et ganz penibel!

(Interruption)

An ech kann net novollzéien, firwat Der deen dote
Move gemaach hutt. Dir hutt elo nach d'Méiglech-
keet, hei eng Kéier ëmzedréinen. Dir hutt eng alternat-
iv Motioune hei leien. Wann Der hannert der Aarbecht
vun der Spezialkommissioun stitt, da kann ech Iech –
all Einzelnen hei – wierklech nëmmen derzou invi-
téieren, fir déi richteg Motioune ze stëmmen, an net fir
déi aner.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm
Bernard. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, Här President, et ge-
säit een ëmmer nei Saachen a sengem Liewen. Dat
hei ass och nei fir mech. Mir hunn unanime an der
Spezialkommissioun e Rapport ugeholl mat enger
Hicheckt vu Recommendatiounen. Elo ass d'Iddi, aus
där Hicheckt vu Recommendatiounen eng Motioune
ze maachen. An déi Hicheckt vu Recommendatiounen
ass effektiv extrem vag: „nodenken“, „analyséieren“,
an esou. Et ass keng Obligatioun un d'Regierung, ier-
gendeppes direkt ze maachen.

An elo ginn aus där Hicheckt e puer Saachen eraus-
geholl, an da gëtt gesot: „Déi aner, déi sinn eis net
wichtig.“ Mee wat bedeit dat da fir déi Aarbecht, déi

mer zéng Méint laang gemaach hunn? A wéi eng Saache sinn dann apparemment, wann ech der Madamm Hartmann nolauschteren, net wichteg?

Mir haten déi ganz Diskussioun ronderëm d'Transferts d'entreprises, wou hei da ganz bescheiden draasteet: „renforcer l'information et la communication“. Dat ass dat, wat gefrot gétt: Informatioun weiderginn iwwert déi dote Froen. Wann dat ze vill ass, wann dat net wichteg ass, wann dat keng Prioritéit ass, wou Honnerte Leit virun der Chamber op der Strooss waren, déi onsécher waren a mir soen: „Wannechgelift, informéiert d'Leit besser“!

Mir haten eng weider Recommandatioun, déi Der net wëllt zréckbehalen, wat mer net verstinn. Bei Caritas gétt et nach ëmmer an engem anere Beräich e Sozialkonflikt. A mir hunn an der Kommissioun missen nolauschteren, datt d'Gewerkschafte vun der Caritas virgehelt kritt hunn, si wieren net mat engem Plan de maintien dans l'emploi averstane gewiescht. A mir hunn hinne mussen soen: „Mee dat geet iwwerhaapt net, well Dir wëllt jo net Maintien dans l'emploi! Dat, wat just geet, dat ass e Plan social!“ Wat steet hei? „Assurer une meilleure information juridique.“ Mee wann dat awer fir d'DP schonn ze vill ass, da froen ech mech, firwat mer déi zéng Méint hei an all déi Jetone verpolvert hunn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | Net emol nodenke wëlle se!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Den Här Clement huet d'Wuert gefrot, an duerno den Här Weidig. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Als Éischt emol stellen ech mer elo hei awer ganz pertinemment d'Fro vun der Prioritéit vun deenen zwou Motiounen, well déi eng geet definitiv méi wäit wéi déi aner. Dofir hätt een, mengen ech, mat der Nummer 2 missen ufänken. Ech werfen déi Fro mol an de Raum.

Op där anerer Säit: Ech kann déi Argumenter vun der DP-Spriecherin hei net novollzéien. Et ass jo awer ... Et gétt hei e bësse mam Chambersreglement gespillt, fir sech elo net mussen zu deem ze bekennen, zu deem se sech an der Kommissioun bekannt hunn, fir ze soen: „Et war unanime.“ Well bei all anerem Projet ... Wann et e Projet de loi wär, da géif de Rapport um Enn vum Debat hei an der Sëtzung gestëmmt gi vun der Chamber. An da misst jiddweree mat sengem Vott ëffentlech Stellung dozou huelen.

An hei, an deem heiten Debat, an engem Débat d'orientation, muss de Rapport net vun der Plenië gestëmmt ginn. An ech stelle mer elo d'hypothetesch Fro: Wann een elo eng drëtt Motioun géif deposéieren, wou dës Chamber sech géif de Rapport zu eege maachen, wéi géif d'DP dann aus hirer Zwéckmillchen erauskommen, fir manifestement net dat matzedroen an der Plenië, wat hir designéiert Vertrieederinnen a Vertrieeder an der Kommissioun gemaach hunn?

Dofir kann ech déi Acrobatie – well vu ruddere schwätze mer eigentlech schonn net méi, hei si mer wierklech schonn um Cirque-du-Soleil-Niveau vun Acrobatie ukomm – ...

(Brouhaha)

... net méi novollzéien, wéi ee ka soen: „Mir stëmme(n) an enger Kommissioun A“, een dann an d'Plenië geet, wou ee seet: „A ass net wichteg, mir wëllen elo B“, fir dann herno erauszegoen a warscheinlech ze soen: „Dat Eenzegt, wat wichteg ass, ass C.“

Also, et ass einfach nëmme Politique politicienne, fir hei ze soen: „Mir wëllen dat doten net maachen an dofir stëmme mer et net.“ Mee da sidd esou éierlech a sot: „Déi Recommandatioun wëlle mer net“, an da stëmmt och kloer géint déi Proposen! Dat maacht Der jo da bei der zweeter Motioun. Mee dann ass wéinstens kloer, datt d'DP zumindest – an ech hunn déi kleng Hoffnung, datt d'CSV dat nach anescht gesäit – hei ganz kloer géint spezifesch Fuerderungen aus deem Rapport ass. An da wär Äre Vott an der Kommissioun superfetatoire.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den Här Weidig huet elo d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech verstinn och net genau, ...

(Hilarité)

... wat elo do elo genau ..., firwat, wa mer e Rapport maachen, nëmme(n) all déi Recommandatiounen ... Entweeder huele mer se all am Rapport oder mir huelen der nëmme(n) e puer. Ech hunn och d'Argumenter elo net esou richteg verstanen. An duerfir wäerte mer matstëmme(n), datt mer all déi Mesüre solle stëmme(n) an der Motioun.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Ech hunn elo weider keng Wuertmeldungen zu der Motioun Nummer 1, déi vum Här Charel Weiler deposéiert gouf.

Da géing ech déi zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op.

(Interruptions diverses)

Et huet kee sech gemellt. An ech kann et net ...

(Interruptions)

De Vott ass elo amgang. Dir kritt selbsterständlech d'Wuert bei der zweeter Motioun.

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. D'Procuratiounen si warscheinlech nach net all geholl oder d'Votten net all gemaach. Kuckt nach eng Kéier no! Ech gesinn elo ... Här Weidig, geet Äre Computer net?

(Interruption par M. Tom Weidig)

Da sot Der, wannechgelift, duerno dem Generalsekretariat, wéi Der gestëmmt hätt, an da maache mer dat manuell derbäi. Ech schléissen dann de Vott elo esou of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 35, Neen: 20, Abstentiounen: 4. Dës Motioun ass also mat 35 Jo-Stëmme bei 20 Nee-Stëmme(n) a bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est adoptée par 35 voix pour, 20 voix contre et 5 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non: M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Jeff Engelen (par M. Dan Hardy), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Fred Keup) et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da géinge mer zur Diskussioun vun der Motioun 2 kommen. Wien dozou nach wëllt d'Wuert huelen, dee soll sech elo mellen. Ech gesi keng Wuertmeldung zu dëser Motioun. Dach, den Här Baum. Här Baum, et ass un Iech.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. D'Motioun Nummer 2 reflektéiert ganz trei d'Aarbechten, déi an der Spezialkommissioun gemaach gi sinn. Si regroupéiert nach eng Kéier alleguer déi Recommandatiounen, déi unanime vun der Spezialkommissioun ugeholl gi sinn. An ech hoffen, datt se dann och hei unanime an der Chamber wäert ugeholl ginn.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Zum Inhalt vun der Motioun: Si ass effektiv elo ganz komplett. Ech hoffen, alleguerten déi, déi de Rapport gelies hunn, fannen och alleguerten déi Punkten dran erëm.

Ech weess net, wéi hei d'Haltung vun der CSV ass an dëser Fro. Ech kann Iech just alleguerten häerzlech derzou invitieren, eng Kéier an Iech ze goen. Wann Der hannert dem Rapport vun der Spezialkommissioun stitt, da stëmmt Der dës Motioun och mat. An dann hu mer kee Widersproch, mee dann hu mer hei eng Motioun, déi méi komplett ass an déi méi wäit geet an déi dann hei der Realitéit vun der geleschter Aarbecht gerecht gétt. Ech hoffen, dass Der dat an Ärem Vott och kënnt zum Ausdrock bréngen. An dann, mengen ech, kéinte mer elo zur Ofstëmmung kommen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech gesinn, dass elo keng weider Wuertmeldung do ass.

Da géing ech d'Motioun Nummer 2 vun der Madamm Taina Bofferding zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort, fir datt mer zum Schluss kommen. Här Weidig, sidd Dir agelogg?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, et geet.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass an der Rei. Gutt. Ok, ech schléissen de Vott dann domadder of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 34, Abstentiounen: 0. Dës Motioun ass also mat 34 Nee-Stëmme bei 25 Jo-Stëmme(n) a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui: M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Alex Donnersbach), Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel.

Résolution 1

Da komme mer zum leschte Punkt. Dat ass d'Resolutioun, déi vun der Madamm Taina Bofferding deposéiert ginn ass. Do huet d'Madamm Hartmann schonn derzou geschwat. Wie wëllt nach d'Wuert dozou huelen? Den Här Baum.

M. Claude Haagen (LSAP) | Dat ass, wat een en Trauerspill nennt.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Effektiv, vis-à-vis, den Här Haagen huet Recht: Dat, wat mer mer elo grad erlieft hunn, ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Dat ass en Trauerspill.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... dat ass en Trauerspill vun der parlamentarescher Demokratie. Mir hunn e Rapport, deen unanime ugeholl ginn ass. An elo gëtt et hei Spillercher, datt verschidde Recommendatiounen erausgeholl ginn. Mir soliten deem Trauerspill en Enn setzen, andeem mer zumindest d'Resolutioun 1 unhuelen an eis als Chamber déi Recommendatiounen zu eege maachen, déi eis selwer betreffen! Mir stëmmen dat hei mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Déi Hoerspléckerei, wien dann elo déi eenzel Saache wéi wichteg fënnt, dat ass eppes, dat een an der Kommissioun hätt kennen diskutéieren. Ech huelen Akt, datt dat vun der Majoritéit net gewënscht war, fir bis zur leschter Sekonn den Uschäin oprechtzeerhalen, et géif eng Unanimitéit ginn.

Mee u sech, wa mer dat heite stëmmen – an dofir sollte mer dat heiten och stëmmen –, dann ass et och eis Responsabilitéit als ganz Chamber, all eenzel Recommendatioun, déi an deem Rapport stoung, duerchzusetzen. A wann dat heescht, d'Regierung derzou opzefuerderen, da stëmmen mer mat där heiter Resolutioun glécklecherweis och nach eng Kéier, datt mer d'Regierung opfuerderen, genau dat ze maachen, dat, wat ech virdrun als grouss Hypothees an de Raum gestallt hunn. Da gesi mer elo, datt da vläicht déi eng Partei heibannen A seet, B mécht an awer C denkt. Wie weess? Mir stëmmen dat mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech géing gären eng Propos maachen,

fir e Saz derbäizesetze bei dës Resolutioun, an zwar als éischten Turet nach derbäizesetzen: „décide d'entériner toutes les conclusions du rapport de la Commission spéciale“, fir dass mir als Chamber esou wéinstens eiser Pflicht gerecht ginn, deem Rapport deen néidege Suivi ze ginn. Déi Propos géing ech gären abrénge, wann dat fir d'Auteure ok ass, an och par rapport zu deene Leit, déi elo scho Stellung geholl hunn. Ech mengen, dass mir da wéinstens als Chamber no haut nach an de Spigel kéinte kucken.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Dann hëlt d'Auteure vun der Resolutioun dozou d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP), rapportrice | Jo, merci der Madamm Bernard fir déi Propos. Ech mengen, dat ass dat mindest, wat mer nach kënnen hei elo a Beweegung bréngen.

Also nach eng Kéier: Déi Resolutioun ass zwar vun eis deposéiert, vun der Oppositioun matgedroen, mee hei geet et net ëm Majoritéit/Oppositioun. Hei geet et just drëms, dat, wat mer u Recommendatiounen am Rapport festgehalten hunn, wat eis selwer betrëfft, wat an eise Kompetenzberäich an der Chamber fält, ëmzesetzen.

Well ganz éierlech: Wann d'CSV an d'DP dat do elo net matstëmmen, also, nee, ...

(Interruptions)

... da war dee ganzen Exercice wierklech fir d'Kaz! Dann hätte mer eis dat alles hei kënnen spueren.

An Dir sidd wierklech amgaangen, eng gutt Debatt, déi mer haten, wou mer och kontrovers diskutéiert hunn ... Mir haten eng gutt Debatt. Vill Leit hunn eis haut nogelasschert. A mir bréngen et wierklech fäerdeg, dat Ganzt an deene leschten – allez hopp – 20 Minutten op en esou ridiculë Punkt ze bréngen! Éierlech, déi Leit, déi eis nokucken, déi mengen dach alleguerten, mir hätte se net méi all! Dat do ass einfach nëmme lächerlech!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech géing just d'Madamm Bernard nach eng Kéier bieden, dat ze repetéieren, wat d'Madamm Bofferding elo als Propositioun ugeholl huet, fir datt mer wëssen, ëm wat et geet. Just dee Saz, Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo. „Décide d'entériner toutes les conclusions du rapport de la Commission spéciale“.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Sinn nach Wuertmeldungen zu där modifizierter Resolutioun do?

Wann dat net de Fall ass, da géing ech déi Resolutioun, esou wéi se elo modifizéiert ginn ass, op Propositioun vun der Madamm Bernard an akzeptéiert vun der Madamm Bofferding, zum Vott stellen.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant que le débat du 10 juillet 2025 marque la fin des travaux parlementaires de la Commission spéciale « Caritas », instituée en octobre 2024 dans le contexte de ladite « affaire Caritas », avec pour objectif de tirer des conclusions claires permettant de mieux guider les décisions politiques dans le cadre d'urgences futures similaires ;

– constatant que la Commission spéciale « Caritas » a procédé à des travaux approfondis, comprenant notamment de nombreuses auditions, des analyses documentées ainsi qu'un dialogue soutenu entre les membres

de la Commission, et que ces travaux se sont déroulés dans un esprit de collaboration interpartisane ;

– rappelant que les conclusions de ces travaux ont mené à l'élaboration d'un rapport final contenant une série de recommandations concrètes visant à prévenir de futurs dysfonctionnements, à renforcer la gouvernance et la transparence des relations entre l'État et les structures bénéficiaires de fonds publics, ainsi qu'à protéger au mieux les bénéficiaires des services sociaux ;

– soulignant que ledit rapport a été adopté à l'unanimité par l'ensemble des groupes politiques et sensibilités représentées à la Chambre, témoignant de la volonté commune de tirer les leçons de cette affaire au-delà des clivages partisans ;

– rappelant l'importance de traduire les conclusions issues d'une commission spéciale en actions concrètes afin de renforcer la confiance des citoyennes et citoyens dans l'institution parlementaire,

décide

– de mettre en œuvre dans les meilleurs délais les recommandations contenues dans le précité rapport, dès lors qu'elles relèvent de la responsabilité de la Chambre des Députés ;

– d'entériner toutes les conclusions du rapport de la Commission spéciale.

(s.) Taina Bofferding, Marc Baum, Djuna Bernard, Sven Clement, Tom Weidig.

Vote sur la résolution 1 modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

D'Resultat vun Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen bei kenger Abstentiuon. Dës Resolutioun ass also à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloesener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat wäre mer um Schluss vun dëser Diskussioun ukomm.

3. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann Der nach ee Moment Zäit hutt, well mer um Enn vun eiser effentlecher Sëtzung vun haut ukomm sinn, där 96. vun dëser

Legislaturperiod a warscheinlech där leschter virun der Vakanz. Dat heescht awer net, datt d'Chamber elo an der Vakanz ass. Eis Aarbechten an de Kommissiounen, an der Verwaltung an an de Fraktiounen gi weider. Dat heescht just, datt ech mer traditionsgeméis kann erlaben, e puer Wuert un Iech ze riichten. An ech maachen dat mat engem ganz grouse Ple-séier.

Dräi Saache wollt ech am Fong soen:

Éischtens: Mir hunn an deem leschten annerhallwe Joer vill Efforte gemaach, fir eis Chamber ze moderniséieren, fir se der Zäit vun haut unzepassen, fir hir Aarbechten ze optimiséieren. Dat hu mer gemeinsam gemaach. An ech muss Iech soen, datt ech am Fong dankbar si fir all déi Diskussiounen, déi ech konnt an deem Kontext an deene leschte Méint mat Iech alleguer hunn, toutes fractions et toutes sensibilités confondues.

Domat si mer net fäerdeg. D'Evaluatioun vun dësen Ännerungen, déi mer gemaach hunn, déi ass elo amgang, gemaach ze ginn. A mer hunn alleguer gemeinsam ofgemaach, datt mer och bereet sinn, Upassungen an nach Verbesserungen un eisen eegenen Ännerunge virzehuelen, wann et dann noutwendeg wier.

Weider Diskussiounen lafen iwwert d'Reform vum Reglement, iwwert d'Retransmissioun vun de Kommissiounen, iwwert de Statut vun den Deputéierten. Ee Schrëtt nom aneren, fir eis Chamber méi effizient ze maachen an an den Zentrum vun der politescher Diskussioun ze stellen, andeem mer awer gläichzäiteg garantéieren, datt den dagdeegleche Fonctionnement reiwungslos méiglech ass. E grouse Merci dofir och Iech alleguer. Eng stabill Institutioun ass eng Institutioun, déi sech bewusst ass, datt se dauernd muss bereet sinn, sech un d'Realitéit unzepassen, fir hir Plaz an der Zäit ze fannen an ze behalen.

Deen zweete Gedanken ass: Ech war an deene leschte Méint ëfters a Schoulen, fir mat de jonke Leit iwwer Demokratie an iwwer Fräiheet ze schwätzen. Do fällt mer op, datt de jonke Leit haut ganz aner Froen a Suergen um Häerz oder um Mo leien, wéi dat nach virun dräi oder viru véier Joer de Fall war. Diktatur,

Problemer vun der Demokratie, Krich, Tensiounen, Zukunftsangscht, Aussepolitick an Defensepolitick sinn oft den Zentrum vun den Diskussiounen. Dat war soss net esou. Dat ass et awer elo. An dat Ganzt ass ëmmer verbounne mat enger grousser Erwaardung un d'Politick an un d'Politiker, an zwar méi wéi jee d'Erwaardung, datt d'Politick, datt d'Politiker an enger schwiegener Situatioun, wou mer haut sinn, déi Responsabilitéit och huelen, déi jonk a manner jonk Leit hinnen – respektiv eis heibannen – uvertraut hunn. Mäi gréisste Wunsch ass et, datt mer se net enttäuschen, datt mer gemeinsam dës Erausforderung gewuess sinn.

Den drëtten Punkt ass, ze soen, datt eis Demokratie ënner Drock steet vu baussen a vu bannen. Wéi schnell et ka goen, laang erkämpfte Fräiheeten, demokratesch Institutiounen ze ënnergruemen, ze destabiliséieren an ofzeschaffen, a wéi schwiegener et ass, d'Fräiheet ermëzkréien, wann ee se bis eng Kéier verluer huet, dat huet eis Geschicht a ville Beispiller kloer gewisen.

Dofir sinn ech och dankbar, datt mer gemeinsam decidéiert hunn, eis demokratesch Institutiounen engem Stresstest ze ënnerzéien. Net well se net gutt fonctionéieren, mee well mer wëlle wëssen, wat géing geschéien, wann ee se wéilt vu bannen ugräifen, a well mer wëlle sécherstellen, datt zu Lëtzebuerg och an Zukunft all fënnef Joer fräi an demokratesch Wale wäerte stattfannen. Dat ass, independent vun all eisen Differenzen, eis prioritär an eis gemeinsam Zilsetzung.

Et bleift mir, Iech all Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht hei am Haus an och mat deenen aneren Institutiounen, dem Conseil d'État, der Regierung, de Chambres professionnelles an eise Partner. Merci de Vizepresidenten, déi mer vill gehollef hunn, den Deroulement vun der Plenièr an de Grëff ze kréien. Merci dem Generalsekretär, dem Laurent Scheeck, a sengen Adjointen Isabelle Barra a Benoît Reiter. Merci alle Mataarbechter vun der Chamber, de Fraktiounen, de Sensibilitäten, déi alleguer am Hannergrond fir d'Institutioun schaffen an eis ënnerstëtzen, fir datt mer eis Aarbecht gutt kënne maachen. Merci och dem Sécherheetspersonal, dat gutt op eis

opasst. Merci och der Press, déi derzou bäidréit, d'Aarbechte vun der Chamber no baussen ze bréngen an déi eis Politiker heiansdo och emol méi kritesch kuckt.

Déi nächst öffentlech Sëtzung – warscheinlech déi nächst – ass fir den 3. Oktober virgesinn. Dat wäert eng speziell an eng histoiresch Sëtzung ginn, well dann en neie Grand-Duc virun der Chamber vereedegt gëtt, esou wéi den Artikel 57 vun eiser Verfassung et virgesäit. Dës Vereedegung an der Chamber ass och en Zeeche vun enger Demokratie, wou d'Parlament am Zentrum steet.

Bis dohi wënschen ech Iech alleguer nach e puer erhuelensam a roueg Deeg.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Applaudissements)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Margue.

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement | Här President, ech deele wéi ëmmer Är ganz weis Wieder. Ech géif och nach vun der Occasioun present..., propos..., d'Occasioun notzen – et ass Zäit, datt mer all heemginn –, ...

(Hilarité)

... fir, och wa mer eis nach a Kommissiounssëtzunge gesinn, Iech awer e schéine Summer ze wënschen an Iech e ganz grouse Merci ze soen, Iech alleguerten, mee awer och all de Mataarbechter vun der Chamber, fir déi gutt Zesummenaarbecht. Ech hoffen, Dir kënnt de Summer e bësse genéissen. An ech freeë mech, Iech da mat vollem Elan den 3. Oktober hei ermëzgesinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

(Applaudissements)

Domat ass d'Sëtzung opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.17 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Augmentation des pensions d'invalidité pour troubles mentaux	2264	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	64	Effectifs et répartition régionale des agents de l'État	2384	André Bauler	77
Chargés de cours	2322	Francine Closener, Mars Di Bartolomeo	64	Fermeture du Mierscher Turnveräin	2385	Charles Weiler	78
Implantation d'un centre de compétences dans le domaine des métiers du bâtiment dans la commune de Parc Hosingen	2325	André Bauler	65	Aménagement d'une nouvelle décharge pour déchets inertes	2386	André Bauler	78
Autorisation de mise sur le marché du médicament « Daridorexant »	2335	Sven Clement	65	Taux d'échec aux examens du permis de conduire	2387	Jeff Engelen	78
Pénurie du médicament Pegasys	2358	Sven Clement	66	Accès au marché du travail pour les ressortissants de pays tiers et DPI	2388	Liz Braz, Georges Engel	79
Projet pilote « couverture universelle des soins de santé »	2359	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	67	Allongement de la durée de cotisation et effets sur le régime des pensions	2389	Ben Polidori, Claude Haagen, Mars Di Bartolomeo	79
État d'avancement du plan pour la réforme de la santé scolaire	2360	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	67	Impact des mesures américaines sur les étudiants luxembourgeois	2391	Franz Fayot, Yves Cruchten	80
Échéance du Paquet Relance logement	2361	Mars Di Bartolomeo	68	Plateformes à contenu pornographique	2392	Nathalie Morgenthaler	80
Fermeture des bureaux d'imposition à Clervaux et Wiltz	2362	Mars Di Bartolomeo	68	Protection des mineurs et lutte contre la pédocriminalité	2393	Nathalie Morgenthaler	81
Plan d'action national pour le safeguarding	2363	Mandy Minella	68	Exemptions au test de langue dans le cadre de la nationalité	2395	Marc Goergen	81
Prise en compte et traitement du passé colonial du Luxembourg	2365	David Wagner	69	Modalités de gestion des tantièmes des représentants de l'État	2396	Dan Hardy	82
Problèmes de drogues et sécurité à Differdange	2366	Fred Keup, Tom Weidig	70	Subvention de loyer	2397	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	82
Musée du sport	2367	Liz Braz, Georges Engel	70	Risques pour le secteur alimentaire liés à la proposition de règlement sur les nouveaux OGM	2398	Joëlle Welfring	83
Registre national des logements abordables (RENLA)	2368	Paulette Lenert	71	Risques pour la filière agricole sans OGM dans le cadre de la proposition de règlement sur les nouveaux OGM	2399	Joëlle Welfring	83
SportFabrik à Differdange	2369	Mandy Minella	71	Aides communales	2400	Marc Baum	84
Usage pédagogique des outils numériques	2370	David Wagner	71	État d'avancement du programme public d'acquisition de logements	2402	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	85
Composants de communication illicites dans des installations photovoltaïques en provenance de Chine	2371	Alex Donnersbach, Jeff Boonen	72	Avancement des projets de logements abordables sur des terrains publics	2403	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	85
Délais judiciaires et protection des mineurs dans une affaire de pédocriminalité	2372	Marc Baum	73	État d'avancement du modèle de bail public-privé pour logements abordables	2404	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	85
Vols de câbles sur bornes de recharge pour voitures électriques au Luxembourg	2373	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	74	Suivi du projet pilote INAPS et perspectives pour la santé au travail	2405	Georges Engel	85
Situation d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette	2374	Mars Di Bartolomeo	74	Sécurité et prévention dans les prisons	2406	Stéphanie Weydert	86
Financement de la Caisse de pension par le budget de l'État	2375	Mars Di Bartolomeo	74	Droit d'association entre professionnels de santé	2407	Mars Di Bartolomeo	87
Soutien de l'État pour alléger les charges de la Caisse de maladie	2376	Mars Di Bartolomeo	75	Préretraite dans le secteur public	2408	Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori	87
Gestion judiciaire des alertes d'Europol pour des faits de pédopornographie	2377	Liz Braz, Paulette Lenert, Ben Polidori	75	Évaluation des besoins dans le cadre de l'assurance dépendance	2409	Joëlle Welfring, Djuna Bernard	87
Position du Luxembourg face à l'extension de la filière nucléaire en Belgique	2378	Sam Tanson, Joëlle Welfring	75	Exclusion d'un journaliste d'un point-press avec l'entraîneur national de la Fédération luxembourgeoise de football (FLF)	2410	Taina Bofferding, Francine Closener	88
Lignes directrices éthiques encadrant la sélection en équipe nationale	2379	Mandy Minella, Corinne Cahen	76	Éducation financière	2411	Marc Goergen	88
Position luxembourgeoise par rapport à la lutte contre la déforestation	2380	Joëlle Welfring	76	Dragage de l'étang « Brakeweier » à Kockelscheuer	2412	Marc Goergen	89
Zones spéciales dédiées à la production alimentaire et suivi des projets pilotes de serres dans la zone verte en proximité de zones industrielles	2381	Joëlle Welfring	76	Position du Gouvernement face aux comportements de la FLF	2413	Marc Goergen	89
Adresse électronique grenzkontrollen@gouvernement.lu	2382	Meris Sehovic	77	Liberté d'expression dans les médias luxembourgeois	2414	Djuna Bernard, Joëlle Welfring	89

Critères de sélection des athlètes représentant le Luxembourg	2415	Joëlle Welfring	90	Utilisation du MRTT et des avions militaires luxembourgeois	2425	Marc Goergen	94
Scandale de corruption au niveau communal	2416	Marc Goergen	90	Aide sociale et prime énergie	2426	Marc Goergen	94
Évolution des accidents sur la N11 entre 2005 et 2024	2417	Jeff Engelen	91	Protection des enfants contre les violences sexuelles	2427	Dan Hardy	95
Exclusion d'un journaliste d'une conférence de presse	2418	Marc Baum	91	Prise en charge de la chirurgie esthétique non médicale	2429	Paulette Lenert, Taina Bofferding	96
Refus d'une mise en sens unique sur le CR176 à Rodange	2419	Marc Goergen	91	Étude « The Tenant Experience in Luxembourg's Private Rental Market »	2430	Dan Biancalana	96
Utilisation de Pegasus par l'État luxembourgeois	2420	Marc Goergen	92	Disponibilité d'IRM ouvertes au Luxembourg	2431	Marc Spautz	96
Déponie pour terres inertes à Steinfort/Garnich	2421	Marc Goergen	92	Session spéciale sur la révision des amendements sur le crime d'agression	2433	Sven Clement	97
Liste grise du Groupe d'action financière (GAFI)	2422	Laurent Mosar	92	Disponibilité des services de paiement européens au Luxembourg	2434	Sven Clement	97
Mise en œuvre de la stratégie luxembourgeoise en matière d'intelligence artificielle	2423	Ben Polidori, Liz Braz, Francine Closener	92	Utilisation de l'intelligence artificielle dans les cabinets d'avocats	2437	Corinne Cahen, Guy Arendt	98
Programmes biodiversité	2424	Stéphanie Weydert, Jeff Boonen, Octavie Modert	93	Partenariats sportifs « Luxembourg – Let's make it happen »	2440	Joëlle Welfring	99

Augmentation des pensions d'invalidité pour troubles mentaux | Question **2264** (29/04/2025) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Un récent article de presse paru dans « La libre Belgique » relève que le nombre de personnes en invalidité pour cause de troubles mentaux a fortement progressé en Belgique. Ainsi, un tiers de personnes déclarées en incapacité de travail permanente le sont pour cause de troubles mentaux, soit 289.397 personnes en date du 31 décembre 2023. En ce qui concerne la situation au Luxembourg, il ressort de la question parlementaire n° 6762, datant de 2022, qu'un avis médical individuel est effectué pour tout assuré qui effectue une demande de pension d'invalidité mais qu'il n'y a pas de classification faite permettant de distinguer le taux de pensions d'invalidité accordées d'une part pour troubles physiques et d'autre part pour troubles mentaux.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale dispose-t-il désormais de chiffres permettant de déterminer combien de pensions d'invalidité ont été accordées en fonction de troubles mentaux ? Dans l'affirmative, quel est le nombre de pensions accordées pour troubles mentaux et quel est leur taux en fonction du nombre total de pensions d'invalidité accordées ?

2) Une hausse du nombre de pensions d'invalidité pour troubles mentaux est-elle constatée sur ces dernières années ?

3) Si les statistiques relatives aux pensions d'invalidité pour troubles mentaux sont manquantes, le ministère compte-t-il se donner les moyens d'en établir à l'avenir ?

Réponse (03/07/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Dans le cadre de l'évaluation de l'état de santé d'une personne protégée, les médecins-conseils du Contrôle médical de la sécurité sociale (ci-après CMSS) recensent dans leur expertise médicale y

relative jusqu'à cinq codes ICD-10 à 4 digits. Comme le recensement n'a commencé que dans la deuxième moitié 2022, cette année 2022 n'est pas complète en la matière.

Les chiffres qui suivent renseignent les personnes protégées pour lesquelles le CMSS a pu conclure à un état d'invalidité et qui présentent au moins une pathologie du chapitre V (F00 à F99) de la classification ICD-10, chapitre intitulé « Troubles mentaux et du comportement »¹: ↑

Pour les années où le recensement a été complet, à savoir 2023 et 2024, « leur taux en fonction du nombre total de pensions d'invalidité accordées » est comme suit :

2023 : 28,6 %
2024 : 41,1 %

Ainsi selon les données à disposition du CMSS, une hausse du nombre de pensions d'invalidité dont l'attribution peut être liée à des troubles mentaux, est ainsi constatée, aussi bien en nombre qu'en proportion, passant de 28,6 % en 2023 à 41,1 % en 2024.

Chargés de cours | Question **2322** (15/05/2025) de **Mme Francine Closener** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Les chargés de cours représentent un rouage important du système scolaire luxembourgeois. Dans l'enseignement fondamental, 4,9 % des heures sont données par des chargés de cours. Ce taux augmente à 90,3 % dans l'enseignement primaire international, comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 1878. Dans un récent communiqué de presse, le syndicat SEW/OGBL dénonce la précarité à laquelle doivent faire face ces chargés de cours dans l'enseignement fondamental. Le syndicat critique d'une part la pratique du renouvellement multiple de contrats à durée déterminée et d'autre part la durée d'attente de plusieurs mois pour les chargés de cours avant d'obtenir leur rémunération due.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Combien de chargés de cours ont actuellement un contrat à durée déterminée (CDD) dans l'enseignement primaire et combien dans l'enseignement primaire international ? Quel est le nombre maximal de CDD renouvelés pour un même chargé de cours à l'heure actuelle ? Quelle est la moyenne du nombre de CDD renouvelés pour les chargés de cours actifs dans l'enseignement primaire et pour ceux dans l'enseignement primaire international ?

2) Est-il prévu de mettre fin à cette pratique de multiples contrats à durée déterminée successifs pour les chargés de cours ? Dans la négative, qu'est-il prévu pour améliorer les conditions des chargés de cours ?

3) Quel est le délai moyen d'attente des chargés de cours pour obtenir leur traitement ? Pourquoi y a-t-il des délais d'attente importants ? Qu'est-il prévu pour réduire ces délais à l'avenir ?

Réponse (08/07/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1) À l'heure actuelle, 392 chargés de cours sont engagés sous contrat à durée déterminée d'une durée de plus de trois mois, dont 383 dans l'enseignement fondamental et neuf dans l'enseignement fondamental international.

En ce qui concerne la prolongation des contrats de travail à durée déterminée, il convient de souligner que les agents ayant déjà bénéficié de plus de trois renouvellements peuvent, en principe, être régularisés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et se voir attribuer un contrat de travail à durée indéterminée. Il importe toutefois de noter que certains agents choisissent délibérément de ne pas opter pour cette régularisation, préférant conserver une flexibilité et une liberté maximales dans l'organisation de leur parcours professionnel.

ad 2) Dans le cadre de leur parcours professionnel, certains agents font le choix délibéré de recourir

¹ ICD-10 Version:2008

à des contrats de travail à durée déterminée afin d'acquérir une première expérience dans le domaine de l'enseignement fondamental et d'évaluer, par la suite, si cette orientation professionnelle peut leur convenir. À cet égard, il importe de rappeler que la réalisation d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur constitue et continuera de constituer la voie principale d'accès à la profession d'enseignant.

ad 3) En règle générale, le délai moyen d'attente pour le versement de l'indemnité d'un chargé de cours est inférieur à un mois. Plus précisément, dès réception par le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (ci-après « CGPO ») du dossier complet du chargé de cours, transmis par le gestionnaire des ressources humaines de l'administration concernée, le processus de traitement est enclenché. Ce processus de traitement comprend la vérification de la complétude du dossier, la saisie des données ainsi que la validation du dossier par la direction du contrôle financier.

Si le dossier transmis au CGPO est complet et qu'il a été réceptionné aux alentours du 10 du mois, il sera intégré dans le cycle de paie du mois en cours. En revanche, si la réception intervient après la date limite, le dossier sera pris en compte dans le cycle de paie du mois suivant. Ce décalage entraîne un délai d'attente variant de quelques jours à un mois. Dans ce cas, une avance sur indemnité peut être sollicitée.

Toutes les parties prenantes concernées sont conscientes de la problématique et s'efforcent de trouver une solution optimale dans l'intérêt de l'agent.

Implantation d'un centre de compétences dans le domaine des métiers du bâtiment dans la commune de Parc Hosingen | Question 2325 (15/05/2025) de M. André Bauler (DP)

Nous avons appris avec intérêt qu'un centre de compétences dans le domaine des métiers du bâtiment sera implanté dans la commune de Parc Hosingen. Cette initiative bienvenue permettrait de réduire les distances de déplacement pour les travailleurs concernés, tout en contribuant à une décentralisation accrue de la formation professionnelle continue.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Messieurs les Ministres ont-ils été informés de la création d'un tel centre de compétences dans la commune de Parc Hosingen ?

2) Messieurs les Ministres seraient-ils en mesure de fournir des précisions quant au fonctionnement, au financement et aux modalités de la mise en place d'un tel centre de compétences ?

3) Quels profils professionnels sont actuellement développés dans le cadre de l'Institut de formation sectoriel du bâtiment ? Des profils similaires seront-ils proposés dans le nord du pays ?

4) Dans une perspective d'aménagement du territoire, une adaptation du Plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Parc Hosingen est-elle envisagée afin de créer de nouveaux espaces destinés à la construction de bâtiments ?

Réponse (01/07/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Depuis 2016, les centres de compétences Génie technique du bâtiment (GTB) et Parachèvement (PAR)

répondent aux besoins en formation professionnelle continue des artisans et plus généralement de tous ceux qui souhaitent acquérir de nouvelles compétences, le centre de formation se trouve actuellement au Krakelshaff à Bettembourg. Ces centres de compétences relèvent de la Fédération des artisans et celle-ci a effectivement informé le Ministère de l'Économie de son projet de second centre dans la commune de Parc Hosingen.

ad 2) Les centres de compétences sont du ressort de la Fédération des artisans, ils représentent un centre de formation pour les salariés des entreprises artisanales pour permettre à ceux-ci de disposer en permanence des compétences nécessaires pour faire face aux nouvelles données technologiques, managériales et économiques. La Fédération des artisans précise que les entreprises artisanales lui versent une cotisation annuelle représentant 0,5 % de leur masse salariale. Il s'agit d'un investissement annuel au profit de leurs collaborateurs qui ont alors la possibilité de suivre des formations de pointe dans un certain nombre de domaines.

ad 3) À noter que l'IFSB et les centres de compétences sont des entités différentes. L'Institut de formation sectoriel du bâtiment SA (IFSB) a été créé conjointement, en 2002, par la Fédération des entreprises luxembourgeoises de construction et de génie civil et par le Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux. L'IFSB a pour objectif de répondre aux besoins de formation du secteur de la construction et de contribuer à la réduction de l'empreinte carbone du secteur du bâtiment. L'IFSB développe de nombreux services pour répondre et anticiper les besoins des entreprises de construction au Luxembourg. L'IFSB a également ses locaux au Krakelshaff.

Les offres de formation des centres de compétences Génie technique du bâtiment (GTB) et Parachèvement (PAR) ainsi que de l'IFSB peuvent être consultées en ligne sur les sites Internet de ces entités.

ad 4) L'initiative d'une modification du PAG de la commune relève de la seule compétence de celle-ci.

Autorisation de mise sur le marché du médicament « Daridorexant » | Question 2335 (16/05/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Daridorexant (Handelsnumm Quviviq) stellt eng vill-verschiedend Alternativ zu konventionelle Schlofmitteln duer, besonnesch fir Patienten, déi ënner chronischer Insomnie leiden oder eng laangfristeg Therapie brauchen. Seng spezifesch Wierkungsweis op d'Orexinsystem, déi manner grouss Stéierung vun der Schlofarchitektur an e reduziéierte Risiko fir Ofhängegkeet maachen et zu enger attraktiver Optioun an der moderner Schlofmedezinn.

Daridorexant wirkt als dualen Orexin-Rezeptor-Antagonist (DORA), andeems et selektiv d'Wach-Signaler am Gehier blockéiert, amplaz wéi vill aner Schlofmittel als allgemengt Berouegungsmittel ze wierken. Doduerch besteet kee Risiko fir Ofhängegkeet, wéi et bei Benzodiazepinen an Z-Substanzen (z. B. Zolpidem) de Fall ass. D'natierlech Schlofstruktur (Déifschlof, REM-Schlof) bleibt gréisstendeels erhalen, wat zu erhuelensamem Schlof féiert.

Daridorexant gouf vun der Europäescher Arzneimittel-Agentur (EMA) am Abrëll 2022 fir déi ganz Europäesch Unioun zougeloo, ass awer nach ëmmer net zu Lëtzebuerg verfügbar.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wäert Daridorexant geschwënn och zu Lëtzebuerg verschriwwen dierfe ginn? Wa jo, wéini wäert dat de Fall sinn? Wann nee, firwat net?

2. Wat sinn d'Grënn dofir, dass dëst neit Medikament, dat bedeiend gesondheetlech Virdeeler am Verglach zu Benzodiazepinen an Z-Substanzen huet, bis elo nach net an de lëtzebuergesche Gesondheetssystem integréiert gouf?

3. Kann d'Ministesch e Medikament aus der Liste positive des médicaments nennen, dat fir eng onbegrenzten Dauer ka geholl ginn, ouni iergendeen Ofhängegkeetsrisiko?

4. Wéi vill Prescriptione gouf et vun 2020 bis 2025 fir Benzodiazepinen an Z-Substanzen? Kann de Ministère méi prezis Informatiounen zu de Patiente liwweren, déi dës Medikamenter an deem Zäitraum verschriwwen kritt hunn?

5. Gëtt et allgemeng Donnéeën, wéi laang Benzodiazepinen an Z-Substanzen hir Ufankswirkung behalen an no wéi enger Zäitspann si beim reegelméisseg Anhuelen hir Wierkung verléieren, bzw. d'Dosis muss erhéicht ginn?

Réponse (03/07/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Daridorexant, kommerzialiséiert ënnert dem Numm Quviviq, ass den 2. Mee 2022 vun der Europäescher Kommissioun zougeloo ginn. Dës Autorisatioun ass an der ganzer EU valabel an deemno och zu Lëtzebuerg.

Et ass wichteg ze soen, dass d'Decisioun, ob e Medikament an engem Land dann och tatsächlech op de Marché kënnt, vum Zouloosungsinhaber selwer getraff gëtt. Den Zouloosungsinhaber vu Quviviq, „Idorsia Pharmaceuticals Deutschland GmbH“ huet den Ament nach kee Präis beim zoustännegen Departement vun der Sécurité sociale ugefrot. D'Firma huet also deementspreechend nach net wëlles, d'Medikament op Lëtzebuerg ze bréngen. D'Gesondheitsdirektioun krut op hir Nofro hin, wéini d'Firma wëll zu Lëtzebuerg op de Marché kommen, nach keng Äntwert.

Et muss awer hei ënnerstrach ginn, dass Quviviq de Patienten am Grand-Duché trotzdeem mam Präis vun engem anere Land schonn zur Verfügung ka gestallt ginn. D'Medikament kann also am Prinzip scho verschriwwen ginn. Allerdéings muss an esou engem Fall eng Demande de prise en charge individuelle bei der CNS agereecht ginn.

ad 2. Wéi scho bei der Fro 1 erklärt, läit d'Decisioun, ob e Medikament an engem Land no der Autorisatioun och tatsächlech op de Marché kënnt, beim Zouloosungsinhaber.

ad 3. Quviviq ass zougeloo bei Erwuessener fir d'Behandlung vun enger säit mindestens 3 Méint bestoender Schloflosegkeet, déi e signifikanten Impakt op de Fonctionnement am Alldag huet.

Et gëtt vill verschidden Zorte vu Schlofstéierungen, déi all verschidde Grënn kënnen hunn. Schlofstéierung ginn dacks no hirer Ursach oder hire Konsequenze klasséiert. Si kënnen och no hirem Verlaf oder no spezifesch Charakteristiken, wéi Problemer mam natierleche Schlof-Waach-Rhythmus, Otmungsstéierungen, Aschlofproblemer oder Dagesmiddegkeet agedeelt ginn. Heiansdo ass d'Ursach net kloer, mee verschidde Facteure kënnen de Risiko fir eng Schlofstéierung erhéijen².

Et ass wichteg ze betounen, dass déi éischt Behandlungsoptioun d'Identifikatioun an d'Behandlung vun

² Sleep disorders - Symptoms and causes - Mayo Clinic*

der Grondursaach vun der Schlofstéierung ass, esouwéi d'Verbesserung vum Liewensstil an der Schlofhygiène. Psychotherapie, besonnesch d'kognitiv Verhaltenstherapie (CBT), gëtt staark recommandéiert bei chronischer Insomnie³.

No den aktuelle Recommendatiounen däerf follgend Dauer vun der Verschreibung vun Benzodiazepinen net iwwerschritt ginn:

- 3 Woche bei schwéierer oder temporärer Insomnie,
- 12 Woche bei schwéieren oder staark aschränkten Angschtsymptomer⁴.

Bei laangfristeger Behandlung vu Schlofstéierung kënnen aner Medikamenteklasse berücksichtegt ginn, dorënner:

- Melatonin,
- verschidden Antidepressiva mat sedéierendem Effekt, wéi selektiv Serotonin-Wiederaufnahmehemmer (SSRI), z. B. Paroxetin oder Sertralin, wann d'Schlofstéierung mat enger Angschtséierung oder Depressioun verbonnen ass.

D'Therapie soll vu Fall zu Fall festgeluecht ginn, a Berücksichtigung vun der Haaptursaach vun der Schlofstéierung an der medezinnescher Geschicht vum Patient.

ad 4. Déi follgend Statistike bezéien sech op d'Zuel vun Ordonnancë fir Benzodiazepinen an Z-Substanzen⁵, déi an enger öffentlecher Apdik zu Lëtzebuerg kaaft a fir Assurée vun der Lëtzebuurger Krankeversicherung iwwerholl gi sinn⁶. Allerdéngs erluben d'Donnéen et net unzeginn, iwwert wéi een Zäitraum déi respektiv Medikamenter verschriwwen goufen. Tëschent 2020 an 2024 goufen an der Moyenne 226.199 Ordonnancë pro Joer fir Benzodiazepinen an Z-Substanzen ageléis^t.

Um éischte Graphique gesäit een, dass pro Joer ongeféier 63 % vun den Ordonnancë fir Fraen ausgestallt ginn. D'Unzuel un Ordonnancen hält vun engem Joer zum anere luecht of (am Schnëtt -1,2 % pro Joer).[†]

Den zweete Graphique weist, dass déi meescht Ordonnancë fir Assuréeën an den Altersgruppe 50-59 Joer, 60-69 Joer a 70-79 Joer ausgestallt goufen (jeeweils ongeféier 20 % vun den Ordonnancen). Dës Opdeelung no Altersgruppe bleift vu Joer zu Joer konstant. Souwuel d'Unzuel un Ordonnancë pro Assuré wéi och de Rapport pro Altersgrupp zur Gesamtzuel un Ordonnancen huele mam Alter vun Assuré zou.

ad 5. Informatiounen betreffend déi zougeloosse klinesch Indikatiounen, Uwendungsempfehlungen an Niewewierkungen, inklusiv engem potentiellen Ofhängegkeetsrisiko, sinn an de jeeweilige Sektione vum „Résumé des caractéristiques du produit“ (RCP) ze fannen. D'biologesch an d'klinesch Effekter vun den énnert der Fro 3 opgeléschte Produkter si vergläichbar, obwuel se variéieren kënnen no hire pharmakokinetesche Charakteristiken, hire Biodisponibilitéit an de pharmakogenetesche Besonneschheete vum Metabolismus vum Patient.

Vill Patienten huelen eng relativ stabil Erhaltungsdosis (d. h. d'Dosis, déi et no enger Ufanksphas brauch, fir op engem bestëmmte Wierksamkeetsniveau ze bleiwen); d'Erhéijung oder d'Reduktioun vun der Dosis schéngt dacks mat der individueller Perceptioun vu Problemer oder dem Stressniveau zesummenzuhänken. Aner Patiente reduzéieren hir

³ Traitement de l'insomnie | ameli.fr | Assuré[†]

⁴ bon-usage-benzo-brochure-pro-sante.pdf[†]

⁵ Follgend ATC-Coden goufen zeréckbehalen: N05BA, N05CF, N05CD.

⁶ Wann een Assuré e puermol mat der selwechter Ordonnance (Kopie) an eng Apdik gaangen ass, dann zielt dës als eng eenzel Ordonnance.

Dosis net, och wann de Stress ofhëlt, oder erhéijen se progressiv iwwer d'Zäit⁷.

Toleranz – dat heescht d'Ofhuele vun der Wierksamkeet – ka schonn no enger bis zwou Woche kontinuierlecher Uwendung opdauchen. Dat kann zu engem Verloscht vum therapeuteschen Effekt féieren an dozou verleeiden, d'Dosis ze erhéijen, wat de Risiko vun Ofhängegkeet erhéicht⁸.

Benzodiazepine solle mat der niddregster effektiver Dosis a fir déi kierzte méiglech Dauer verschriwwen ginn. Am Fall vun enger schwéierer an invalidéierender Insomnie kann e Benzodiazepin fir eng kuerz Zäit benotzt ginn, awer net méi laang wéi 4 Wochen, inklusiv der Ofsetzungsphas⁹.

De genee Mechanismus vun der Suchtentwécklung gëtt nach ënnersicht. Bekannte Risikofaktoren fir eng Ofhängegkeet enthalen¹⁰:

- Laangfristeg Nutzung: méi wéi 4 bis 6 Wochen erhéijen däitlech de Risiko vun Ofhängegkeet.
- Héich Dosen: Dosen iwwer déi therapeutesch Recommendatiounen féieren zu Toleranz an Ofhängegkeet.
- Psychesch Virbelaaschtung: wéi chronesch Angscht, Depressioun oder traumatesch Erlebnisse.
- Virgeschicht vu Substanzmissbrauch: Alkohol, Opioiden, Cannabis etc.
- Geneetesche an neurobiologesch Factoren: verschidde Leit hu wéinst hirem Metabolismus oder Belounungssystem eng erhéicht Ufällgkeet.
- Chronesche Stress oder sozial benodeelegt Ëmfeld: Isolatioun, Aarmut oder héije psychologischen Drock.
- Selbstmedikatioun: Nutzung ouni medezinnesch Iwwerwaachung, dacks, fir ondiagnostizéiert Symptomer ze behandelen.¹¹

Pénurie du médicament Pegasys | Question 2358
(22/05/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gouf un eis erugefroen, dass Patienten, déi op d'Medikament Pegasys ugewise sinn, zënter Méint mat grouse Problemer konfrontéiert sinn. Dëst Medikament, dat fir geneetesche Krankheeten an aner schwéier Erkrankungen agesat gëtt, wier laut den Informatiounen, déi mir kruten, an den Apdikten zu Lëtzebuerg net verfügbar.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Firwat ass d'Medikament Pegasys zanter Méint zu Lëtzebuerg net méi ze kréien, obwuel et an eisen Nopeschlänner (Däitschland, Frankräich) nach verfügbar ass?
2. Firwat gëtt et keng Méiglechkeet fir e Remboursement vun der Krankekeess, wann e Patient aus der Nout eraus e liewenswichtig Medikament am Ausland muss kafen, dës awer an enger anerer Dosis wéi op der Lëscht vu positive Medikamenter, well hie sech de Kaf vun der Dosis op der Lëscht net leeschte kann?
3. Wéi eng konkret Mesurë plangt d'Regierung, fir dës Versuerungsenkpass kuerzfristeg ze behiwen

⁷ Goodman & Gilman's The Pharmacological Basis of Therapeutics Edition: 13th Year: 2017^{*}

⁸ Mechanisms Underlying Tolerance after Long-Term Benzodiazepine Use: A Future for Subtype-Selective GABAA Receptor Modulators? - PMC^{*}

⁹ Pharmacological treatment of mental disorders in primary health-care WHO guidelines^{*}

¹⁰ Pharmacological treatment of mental disorders in primary health-care WHO guidelines^{*}

¹¹ https://cdn.who.int/media/docs/default-source/substance-use/neuroscience-f.pdf?sfvrsn=9927aaad_2

an zukünfteg Enkpass bei essenzielle Medikamenter ze vermeiden?

4. Wéi gëtt séchergestellt, dass Patiente mat seltene oder geneetesche Krankheeten den Zougang zu deenen néidege Medikamenter hunn, och wann dës net op der standardiséierter Remboursementslëscht sinn?

Réponse (24/06/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheitsdirektioun iwwerwaacht d'Situatioun ronderëm d'Disponibilitéit vum Medikament PEGASYS® (Peginterferon alfa-2a) ganz genee. Dëst Medikament ass fir d'Behandlung vun Hepatitis B an C zougelooss, gëtt awer a ville Fäll och ausserhalb vun dësen Indikatiounen benotzt – zum Beispill bei rare Formen vu myeloproliferative Syndromer.

An deene leschte Méint ass et weltwäit zu enger markanter Erhéijung vun der Nofro komm, besonnesch wéinst dësen alternativen Uwendungsgbidder. Dës Entwécklung huet zu enger globaler Versuerungsspannung gefouert, déi och Lëtzebuerg betrëfft.

Datt d'Versuerung och an eisen Nopeschlänner net stabil ass, gëtt duerch déi offiziell Informatiounen vun der franséischer Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM)¹² an dem däitsche Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte (BfArM)¹³ bestätegt. Dës weist, dass et sech ëm e Problem handelt, deen iwwer d'national Grenzen erausgeet.

ad 2. De Code de la sécurité sociale gesäit am Artikel 22 (1) vir, dass Medikamenter nëmmen en charge kënnen geholl gi wann se op der Positiv-Lëscht (Lëscht vun de rembourséierte Medikamenter) sinn.

„(1) La prise en charge des médicaments dispensés dans les pharmacies ouvertes au public et dans le cadre de la délivrance hospitalière se fait selon une liste positive à publier au Mémorial.“

Doriwwer eraus gesäit d'CNS an hire Statuten am Artikel 112 eng Prise en charge fir Medikamenter vir, déi net op der Positiv-Lëscht sinn. Dës Ufro fir d'Prise en charge muss virun der Delivrance vum Medikament geschéien a baséiert op enger medezinnesch motivéierter Ordonnance.

„Art. 112. Lorsque l'ordonnance porte sur un médicament ne figurant pas sur la liste positive et non exclu en vertu de l'article 98, le pharmacien doit, avec l'accord du médecin prescripteur et de la personne protégée, effectuer une substitution par un médicament équivalent figurant sur la liste positive au Luxembourg.“

À défaut de substitution conformément à ce qui précède, le Contrôle médical de la sécurité sociale peut, à titre exceptionnel et sur prescription médicale dûment motivée, autoriser préalablement à la délivrance, la prise en charge par l'assurance maladie du médicament, à condition qu'il dispose dans son pays de provenance, ou dans celui où est établi le médecin prescripteur, d'une autorisation de mise sur le marché, et à condition qu'il soit pris en charge par le régime d'assurance maladie légal de ces pays.

L'accord du Contrôle médical de la sécurité sociale précise le taux appliqué au médicament conformément aux critères prévus aux articles 101 et 102 à 104.

¹² Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM). Disponibilités des produits de santé. <https://ansm.sante.fr/disponibilites-des-produits-de-sante> (consulté le 26 mai 2025).

¹³ Bundesinstitut für Arzneimittel und Medizinprodukte (BfArM). Veröffentlichte Lieferengpassmeldungen. <https://anwendungen.pharmnet-bund.de/lieferengpassmeldungen/> (consulté le 26 mai 2025).

À défaut d'un prix au public, ce taux s'applique à un prix de vente déterminé d'après les modalités prévues à la convention visée à l'article 61, alinéa 2, sous 8) du Code de la sécurité sociale."

Am Fall vum Medikament PEGASYS® ass ze notéieren, datt d'Conditionnement mam Dosage vun 180 mcg a 4 Seringuë regulär op der Positiv-Lëscht zu Lëtzebuerg ageschriwwen ass a mat engem Remboursementssaz vun 100 % geholl gëtt. Fir d'Conditionnement mat engem Dosage vun 135 mcg oder 90 mcg kënnen am Kader vum Artikel 112 Titres de prise en charge ugefrot ginn.

Säit Enn August si fir dës 2 Dosagen eng 21 Titres de prise en charge ausgestallt ginn.

Am Allgemengen ass ze bemerken, datt Medikamenter, déi op der Positiv-Lëscht stinn, hei am Land direkt iwwert de Wee vum Tiers-payant en charge geholl ginn, dëst mat 3 ënnerschiddleche Remboursementssätz: 40 %, 80 % an 100 %. Wann ee Medikament vun der Positiv-Lëscht net disponibel ass an eng Alternativ aus dem Ausland muss bezu ginn, da gëtt den Titre de prise en charge och op dee selwechte Remboursementssaz ausgestallt. Gëtt d'Medikament dann zu Lëtzebuerg iwwert eng Apdik bezunn, gräift erëm den Tiers-payant, an den Assuré muss héchstens seng Part bäileeën. Wann d'Medikament awer am Ausland direkt kaaft gëtt, mussen d'Käschte virgestreckt ginn an e Remboursement op Basis vun der Ordonnance begleet vum der Facture an dem Titre de prise en charge bei der zoustänneger Krankekeess erageschéckt ginn.

ad 3. Am Kader vun der Versuergungsspannung, déi d'Medikament PEGASYS® betrëfft, huet d'DPM verschidde konkret Moossnamen ergraff, fir d'Kontinuitéit vun de Behandlungen ze garantéieren an den Impakt vun dëser Penurie op déi betraffe Patienten ze limitéieren.

Engersäits gouf de 5. September 2024 eng Circulaire erausginn, déi d'Notzung vum PEGASYS® strikt a rational encadréiert. Dës Circulaire recommandéiert, d'Notzung vum Medikament op déi Fäll ze limitéieren, bei deene keng passend therapeutesch Alternativ disponibel ass. Dëst erméiglecht et, déi vulnerabelst Patienten ze prioriséieren an d'Erschëpfung vun de besteende Stocken ze bremsen.

Parallèl dozou huet d'DPM eng enk Iwwerwaachung vun der Situatioun assuréiert, a Koordinatioun mam Hiersteller Pharma & souwéi mat allen nationale betraffene Parteien. Dës Koordinatioun huet et erméiglecht, d'Verdeelungspraxis unzepassen an d'Gestioun vun de verfügbare Stocken ze optimiséieren. Fir d'Kontinuitéit vun de Behandlungen ze garantéieren, huet d'DPM och den Zougang zu PEGASYS® geséichert, andeems si de Spideeler erlaabt hunn, sech während der Onverfügbarkeet bei aneren EU-Memberstaaten ze versuergen.

Op europäeschem Niveau gouf d'Problematik och am Kader vum SPOC-Netzwerk (Single Point of Contact) vun der Europäescher Medikamentenagence behandelt, dee fir d'Gestioun vu kritesche Penurien zoustänneg ass. Dës europäesch Kooperatioun huet et Lëtzebuerg notamant erméiglecht, rezent op e Sécherheitsstock zouzepräifen, an der Waardezäit op d'Remise um Marché vun der registréierter Doséierung PEGASYS® 180 Mikroprogramm, déi ab Mee 2025 virgesinn ass.

Schliisslech goufen och Efforte gemaach, fir den Zougang zu BESREMI® ze erliichteren, engem interferonbasesche Medikament, dat bei virgläichbaren Indikatiounen agesat gëtt. Zënter dem 1. August 2024 ass BESREMI® fir d'Lëtzebuergesch Spideeler disponibel.

Allgemeng si weider Moossnamen an der Preparatioun, dorënner d'Aféierung vun enger nationaler Plattform zur Iwwerwaachung vun Onverfügbarkeeten. Dës soll d'proaktiv Gestioun vun de Penurië stäerken an d'Transparenz vis-à-vis vun de Fachleit, den Autoritéiten an de Patiente verbessern. Op laang Sicht soll dës Plattform mat der European Shortages Monitoring Platform (ESMP) vernetzt ginn, déi vun der Europäescher Medikamentenagence entwéckelt gëtt, fir en effiziente Floss vun Informatiounen tëscht dem nationalen an dem europäeschen Niveau ze garantéieren.

ad 4. Wéi schonn am Punkt 2 ernimmt, gesäit den Artikel 112 vun de Statuten eng Méiglechkeet vir, fir eng Prise en charge fir Medikamenter unzefroen, déi net op der Positiv-Lëscht stinn.

Laut der europäescher Rechtsgrondlag, déi an d'Lëtzebuergesch Gesetzgebung transposéiert gouf¹⁴, ass d'Zouloossung vun all Medikament um Marché un d'Virgab vun enger Autorisatioun gebonnen.

Fir awer individuell therapeutesch Besoine vu Patiente kënnen ze berücksichtegen – zum Beispill Krankheeten, fir déi et zu Lëtzebuerg keng adäquat Alternativ gëtt, oder bei rare respektiv geneetesche Krankheeten – besteet ënner bestëmmte Konditiounen d'Méiglechkeet, eenzel Medikamenter vum gängige Regime auszeschléissen, also ausnamswies zouzeloossen.

Aktuell ass et méiglech, Zougang zu net autoriséierte Medikamenter zu Lëtzebuerg am Kader vum „usage compassionnel“ oder fir eng exceptionnell Dispensatioun ze erlaben:

– Den „usage compassionnel“ bezechent d'Bereestellung vun engem net autoriséierte Medikament aus humanitäre Grënn un eng Grupp vu Patienten, déi un enger schwéierer, chronescher oder liewensbedroelcher Krankheet leiden, wann et keng autoriséiert Behandlung gëtt, déi eng zefriddestellend Versuergung erméiglecht. D'Ufroe fir eng Grupp vu Patiente muss beim Comité national d'éthique de recherche (CNER) agereecht ginn¹⁵.

– Aussergewéinlech Dispensatioun, déi dacks mam nominativen „usage compassionnel“ gläichgesat gëtt, erméiglecht et, punktuell an ënner strenge Konditiounen, engem identifizéierte Patient Zougang zu engem net autoriséierte Medikament ze ginn, op Basis vun enger medezinescher Prescription. D'Ufroe fir aussergewéinlech Dispensatiounen an nominativen „usage compassionnel“ ginn direkt un d'Division de la pharmacie et des médicaments vun der Gesondheitsdirektioun gericht.

D'gesetzlech Dispositioun, déi esou en derogatoreschen Zougang (dat heescht ënner anerem de compassionnelle Gebrauch) erlaabt, ass am Moment limitéiert. D'Grënnung vun zukünfteg effentlechen Etablissement „Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de santé – ALMPS“ gesäit vir, datt dësen Zougang weiderhi garantéiert soll bleiwen (Artikel 30 vum Projet de loi 8491).

¹⁴ – Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage

– Règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 établissant des procédures de l'Union pour l'autorisation et la surveillance des médicaments à usage humain et instituant une Agence européenne des médicaments

– Loi du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués

– Règlement grand-ducal du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments

¹⁵ Demande d'avis pour programme d'usage compassionnel (CUP, MNP) - Comité national d'éthique de recherche (CNER) - Le Gouvernement luxembourgeois

.....
Projet pilote « couverture universelle des soins de santé » | Question 2359 (22/05/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

An senger Erklärung zur Lag vun der Natioun am Juni 2024, huet de Premierminister ugekënnegt, „fir den Däiwelskrees tëscht Aarmut a Gesondheet och bei den Erwuessenen ze duerchbriechen, wäerte mir am Hierscht de Pilotprojet vun enger ‚couverture universelle des soins de santé‘ auswäerten a wa méiglech zu engem permanenten Deel vun eise Sozialnetz maachen. Domat géifen déi vulnerabelst Leit an eiser Gesellschaft, notamant Sans-abrien, en Accès zu engem Dokter an zu Medikamenter kréien. An och eng CNS-Kaart, fir Stigmatisatioun virzepräifen.“

1. Dofir géife mir gäre vun der Regierung wëssen, wat déi Auswärtung erginn huet.

2. Wéi wäit si gegebenefalls déi Viraarbechte fortgeschrott, fir den universellen Accès zu eise Gesondheetsservicer gesetzlech ze garantéieren?

Réponse (24/06/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Cahier de charges fir déi extern Evaluatioun vum Pilotprojet „Couverture universelle des soins de santé“ (CUSS), gouf 2024 opgestallt an d'Prozedur an d'Weeër geleet. Well de geschätzte Betrag iwwer dem ënneschte Schwellenwäert vum MarchésGesetz louch, huet missen eng Marchésprozedur lancéiert ginn, bei där siwen Entitéiten ugeschriwwen gi sinn, fir eng Offer anzerechen. D'Auswärtung vun dësen Offeren ass aktuell amgaang.

Duerch dëse Retard ass elo virgesinn, datt d'Resultater am éischte Quartal 2026 virleie wäerten. De Pilotprojet leeft an Tëschenzäit weider.

ad 2. Duerch de Retard bei der Prozedur kënnen d'Aarbechte fir d'Ausschaffe vum Gesetzesvirschlag eréischt nom Ofschluss vun der externer Evaluatioun ulafen. Dëst huet awer keen Impakt op d>Weiderféiere vum Pilotprojet.

.....
État d'avancement du plan pour la réforme de la santé scolaire | Question 2360 (22/05/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

An senger Erklärung zur Lag vun der Natioun am Juni 2024, hat de Premierminister ugekënnegt, datt: „Wa mir den Däiwelskrees vun der Aarmut wëllen duerchbriechen, da mussen mir och bei der Gesondheet usetzen. Dofir wäert d'Gesondheitsministesch am Ufank vum nächste Joer e Plang virstellen, deen aus der ‚médecine scolaire‘ eng ‚santé scolaire‘ mécht.“

– Ofgesinn dovun, datt et d'„Santé scolaire“ scho gëtt, wollte mir vun der Regierung wëssen, wou dee Plang drun ass a wat dëse wäert un dem haitege Konzept änneren.

Réponse (24/06/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet schafft un engem Reformplang fir d'Schoulmedezinn, dee souwuel eng Rei vu Recommendatiounen vum Prof. Pierre-André Michaud aus dem Audit vun der Schoulmedezinn am Joer 2023 wéi och d'Orientatiounen vum Regierungsprogramm 2023–2028 berücksichtegt.

D'Haaptaktiounen vum Reformplang sinn:

– D'Konzept vun der „Santé scolaire“ definéieren an entwéckelen mat enger globaler Approche, déi Mesuren a Prozeduren aus der effentlecher Gesondheet mat edukativen Interventiounen, Gesondheitsfërderung

(„promotion à la santé“), Screening a Koordinatioun vum den noutwennegen Interventioun kombinéieren. Deementspriedend soll och, wann néideg, d'Weiderleedung un de Gesondheetssystem mat organiséiert ginn.

– Missiounen vun der „Santé scolaire“ nei definéieren, besonnesch ronderëm en altersgerechte Screening, ofgestëmmt op d'epidemiologesch Entwécklung zu Lëtzebuerg an op europäeschem Niveau.

– D'Entwécklung vun enger Organisatioun, déi Präventioun a Gesondheitsförderung integréiert.

– D'Verstärkung vun der Roll vun der Schoulinfirmière, virun allem am Beräich vum Screening an, wann néideg, d'Orientéierung zu enger medezinescher Betreierung. Gläichzäitig soll d'Weiderentwécklung vun de psychosoziale Kompetenze vun de Schouldokteren an den net medezinesche Fachleit geféiert ginn.

– D'Digitaliséierung vun de Prozesser vun der „Santé scolaire“ virundreiwen.

– D'administrativ Gestéierung an d'Transition vun de PAIen (Projet d'accueil individualisé) iwwerschaffen.

– D'Verstärkung vun de Synergien an d'Koordinatioun tëscht allen Acteuren, dorënner d'Léierpersonal, de CePAS, SePaS, SNEI, d'spezialiséiert psychopedagogesch Kompetenzzentren, den ONE an d'Divisioun fir d'„Santé scolaire“.

– D'Entwécklung vun enger Cellule fir d'Beruffsoorientéierung an de Suivi vun Jonken, déi d'Schoul virzäitig verloossen an u psychomedezinesch-soziale Problemer leiden.

Am Kader vun der Ëmsetzung vun dësem Plang si schon e puer Aktiounen an Zesummenaarbecht mat de betraffene Partner gestart ginn:

– D'Ausschaffe vu verschiddene Workshops zur Gesondheitsförderung.

– D'Entwécklung vun enger neier Applikatioun fir d'Gestéierung vun de medezinesch-soziale Moosname bei de Schüler. Dës gemeinsam Software wäert fir all Déningschtleeschter zougänglech sinn, déi an der „Santé scolaire“ (Grondschoul a Secondaire) bedeelegt sinn. Si erméiglecht en optimiséierte Suivi vun de Schüler an d'Zentraliséierung vun de medezinesch-sozialen Donnéeën ze assuréieren. Dës Applikatioun soll am dem Schouljoer 2025/2026 national agefouert ginn.

– D'progressiv Digitaliséierung vun de PAIen iwwer MyGuichet.

– D'Ausaarbechtung vun engem Avant-projet de loi iwwer d'PAIen ass amgaang.

– D'Aféierung vun engem Steierungskomitee zesumme mam CePAS, souwéi vun Aarbechtsgruppen an Zesummenaarbecht mat de SePASen. Organisatioun vu Koordinatiounsreuniounen mat de spezialiséierte Kompetenzzentren.

– D'Formaliséierung vun engem Standard, deen d'Norméierung vun de Raimlechkeeten erméiglecht, déi fir Consultatiounen an Aktivitéiten vun der Gesondheitsförderung virgesi sinn.

Échéance du Paquet Relance logement | Question 2361 (22/05/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement avait prévu un ensemble d'incitations fiscales temporaires visant à relancer l'investissement dans la construction résidentielle. Initialement

limitées jusqu'au 31 décembre 2024, ces mesures ont été prolongées, non sans questionnement concernant leur pertinence, par voie législative jusqu'au 30 juin 2025.

Cette prolongation a provoqué un afflux de demandes, qui se concentrent désormais autour de cette nouvelle échéance. Il en résulte, selon plusieurs retours du terrain, une surcharge manifeste du côté des banques, des notaires et d'autres acteurs impliqués dans la chaîne de formalisation des ventes.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Le Gouvernement est-il conscient de la pression administrative accrue qu'il a indirectement induite en fixant une nouvelle échéance uniforme au 30 juin 2025 pour l'application des mesures fiscales du Paquet Relance logement ? Des concertations ont-elles eu lieu avec les professions concernées ?

2) Le Gouvernement a-t-il envisagé la possibilité d'accepter, à des fins d'éligibilité, la date du compromis de vente signé avant le 30 juin 2025 comme justificatif d'engagement, plutôt que la date de l'acte notarié définitif ?

Réponse (19/06/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le 28 mai 2025, le Gouvernement a décidé de proposer un projet de loi prévoyant de nouvelles modalités pratiques pour bénéficier des avantages fiscaux temporaires en matière de logement (projet de loi n° 8547).

Il suffira aux acquéreurs ou vendeurs de faire enregistrer auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) au plus tard au 30 juin 2025 un compromis de vente ou un contrat de réservation se rapportant à une Vente en l'état futur d'achèvement signé. L'acquisition devra par la suite être formalisée par un acte notarié passé entre le 1^{er} juillet 2025 et le 30 septembre 2025.

Ce faisant, le Gouvernement entend offrir plus de flexibilité aux acquéreurs respectivement vendeurs et en même temps soutenir l'offre et la création de logements.

À noter que le rapport du projet de loi n° 8547 a été adopté en date du 17 juin 2025 par la Commission des Finances de la Chambre des Députés.

Fermeture des bureaux d'imposition à Clervaux et Wiltz | Question 2362 (22/05/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

An enger rezenter parlamentarescher Ufro ass d'Regierung gefrot ginn, d'Hannergrënn vun der Decisioun, fir bis 2028 d'Steierbüroen an de Gemenge Clierf a Wooltz zouzemaachen, oppen duerzeleeën. Dës Annonce huet am Norde vum Land fir vill Onverständnis gesuert. Mee och fir vill aner Leit am Land bleift de perséinleche Kontakt, grad wann et ëm komplex Sujeten ewéi d'Steiere geet, weiderhi wichteg.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister folgend zousätzlech Fro stellen:

– Bleift d'Fermeture vum Büro zu Clierf eng eenzel Moosnam, oder gëtt et aktuell och nach Pläng, fir aner Steierbüroen an anere Kantonen oder Gemengen zouzemaachen?

Réponse (24/06/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Steierbüroen zu Wooltz an zu Clierf wäerten erhale bleiwen am Aklang mat der aktueller Steierreglementatioun. Well déi aktuell Raimlechkeeten net méi

de Sécherheets- an Accessibilitéitsnormen entsprechen, ass d'Sich no alternative Sitten am Austausch mat de betraffene Gemengen amgaang.

Donieft wäert 2028 een neie Site zu Housen a Betrib goen. Och zu Ettelbréck wäert een neien Nordstadsite entstoen.

Plan d'action national pour le safeguarding | Question 2363 (22/05/2025) de **Mme Mandy Minella** (DP)

Safeguarding am Sport bedeit, Kanner, Jugendlecher an aner vulnerabel Persounen viru Mëssbrauch, Gewalt a Mobbing ze schützen. Et geet drëm, am Sport e sécher a respektvollt Ëmfeld ze garantéieren, wou all Participanten sech wuel fülle kënnen.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 0408 vum Mäerz 2024 huet den Här Minister uginn, datt seng Servicer un engem nationale Plang fir Safeguarding am Sport schaffen an datt Gespräicher mat der ALAD am Gaang wieren, fir eng onofhängeg Ulafstell ze schafen, esou wéi et am Koalitiounsprogramm 2023–2028 festgehale gouf. An engem nächste Schrëtt hat den Här Minister am Kader vum Budget 2025 confirméiert, datt d'ALAD offiziell mat der Missioun beoptraagt gouf, d'Integritéit am Sport ze garantéieren.

Am Kader vun der Transparenz a fir d'Weiderverfolgung vun dësem wichtege Sujet wollt ech dem Här Sportminister folgend Fro stellen:

1. Kann den Här Minister schon eppes iwwer de Stand vum nationalen Aktiounsplang fir de Safeguarding soen? Wéini kéint mat enger offizieller Verëffentlechung respektiv der Ëmsetzung gerechent ginn?

2. Gëtt et méttlerweil eng Ulafstell bei der ALAD, déi konkret Fäll vu Mëssbrauch am Sport opfängt a begleet? Falls jo, wéi gesäit d'Organisatioun dovun aus (Personal, Ressourcen, Missiounen)?

3. Aktuell existéieren keng Statistiken oder Etuden, déi de Phänomeen vu physeschen oder moraleschen Abusen am lëtzebuergesche Sportsecteur dokumentéieren. Ass geplangt, esou Donnéeën ze erhiewen?

4. Gouf d'Sensibiliséierung an d'Formatioun vun Traineren zënter Mäerz 2024 konkretiséiert oder ausgebaut, besonnesch am Kontext vun der LUXQF3-Formatioun?

5. Huet et zënterhier Sensibiliséierungscampagnë ginn, déi sech explizit un d'Sportler*innen, Trainer*innen, Elteren oder Veräiner rüchten?

Réponse (24/06/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. D'Ausschaffe vun engem Aktiounsplang fir de Safeguarding ass eng vun den erweiderte Missiounen, déi d'ALAD wäert kréien als onofhängeg Ulafstell, fir d'Integritéit am Sport ze garantéieren.

ad 2. D'Prozeduren, fir d'Missiounen vun der ALAD ze erweidern an esou déi onofhängeg national Ulafstell ze ginn, sinn amgaang, awer nach net ofgeschloss.

ad 3. Et ass effektiv eng Etüd an der Preparatioun iwwer d'Prevalenz vu Gewalt – esouwuel physesch, psychesch, sexuell oder Vernoléissegung – am Sport zu Lëtzebuerg. Dës Etüd soll an Zesummenaarbecht mat engem professionellen Enquête-Institut an international unerkannt Experten op dësem Gebitt duerchgefouert ginn.

ad 4. D'Theema Safeguarding, mat engem Fokus op d'Kanner an déi Jugendlecher, war an ass nach ëmmer Bestanddeel vun der Partie commune LUXQF3 Trainnerformatioun.

ad 5. Eng Sensibilisierungscampagne wäert et spéits-tens da ginn, wann déi uewe genannten offiziell Prozedure bis ofgeschloss sinn an den Aktiounsplang bei der ALAD finaliséiert ass.

Prise en compte et traitement du passé colonial du Luxembourg | Question 2365 (22/05/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

Depuis l'entrée en fonction du nouveau Gouvernement et la publication de l'accord de coalition, aucune déclaration officielle n'a été faite concernant la volonté de réexaminer de manière critique le passé colonial du Luxembourg, ni d'assumer à long terme les responsabilités qui pourraient découler des résultats de ces travaux.

Pour qu'un véritable processus de relecture critique du passé colonial puisse être engagé, plusieurs étapes fondamentales sont nécessaires comme déclarées dans « Durban Declaration and Programme of Action »¹⁶ adopté à la Conférence mondiale contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance à Durban par la Ministre des Affaires étrangères en fonction, Madame Lydie Polfer, le 8 septembre 2001¹⁷:

- 1) Reconnaître leur responsabilité historique dans les injustices passées¹⁸
- 2) Promouvoir l'éducation, la mémoire et la vérité concernant les injustices passées¹⁹
- 3) Adopter des politiques de réparation pour les victimes de discrimination raciale²⁰
- 4) Lutter contre les discriminations systémiques héritées de la colonisation²¹

Dans cette optique, le précédent Gouvernement avait mandaté un projet de recherche auprès du Centre interdisciplinaire d'histoire et d'histoire digitale (C²DH) de l'Université du Luxembourg. Ce projet a pour objectif d'analyser scientifiquement le rôle du Luxembourg et de ses institutions dans l'histoire coloniale européenne. Des informations circulent également selon lesquelles le Fonds national de la recherche (FNR) aurait été mandaté pour soutenir des projets similaires sur le sujet.

Afin que les chercheurs et chercheuses puissent travailler de manière rigoureuse, il est indispensable que l'accès aux archives publiques et privées soit garanti. Un accès limité mènerait à un récit fragmentaire, nuisant à la compréhension globale.

Comprendre et analyser le passé colonial du Luxembourg est essentiel pour engager un débat éclairé sur les responsabilités des différents acteurs et pour permettre la mise en œuvre d'actions concrètes en réponse aux conclusions tirées des recherches.

Reconnaître le passé colonial du pays constitue un premier pas indispensable vers l'acceptation de sa responsabilité. Plusieurs pays européens ont déjà reconnu leurs torts vis-à-vis des pays anciennement colonisés et ont entamé des démarches de réparation, telles que la restitution d'artefacts aux pays d'origine. Le Luxembourg ne peut pas rester à l'écart de cette dynamique historique et éthique.

¹⁶ https://www.refworld.org/legal/resolution/un/2001/en/21154?utm_source=utm_source.com

¹⁷ https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/articles/2001/08/31/polfer.html

¹⁸ https://www.refworld.org/legal/resolution/un/2001/en/21154?utm_source=utm_source.com Déclaration Art : 13 ; 101 ; 102.

¹⁹ https://www.refworld.org/legal/resolution/un/2001/en/21154?utm_source=utm_source.com Programme d'action : Art : 95 à 97

²⁰ https://www.refworld.org/legal/resolution/un/2001/en/21154?utm_source=utm_source.com Programme d'action : Art : 158 à 162

²¹ https://www.refworld.org/legal/resolution/un/2001/en/21154?utm_source=utm_source.com Déclaration Art : 1 à 3 et programme d'action 1 à 15.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre, à Madame la Ministre de l'Éducation supérieure et de la Recherche, à Monsieur le Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Est-ce que le Gouvernement confirme son soutien au projet de recherche mandaté auprès du Centre interdisciplinaire d'histoire et d'histoire digitale (C²DH) de l'Université du Luxembourg ? Si oui, comment cette volonté se manifeste-t-elle aujourd'hui concrètement ? Si non, quelles sont les raisons de ce désengagement ?

2) Est-ce que d'autres projets de recherche sur le passé colonial du Luxembourg ont été soutenus ou mandatés par le Gouvernement ou par d'autres ministères ? Ces projets incluent-ils une dimension contemporaine, notamment l'impact de l'héritage colonial sur notre société actuelle et les formes de racisme structurel affectant les personnes racisées vivant au Luxembourg ?

3) Pour chacun des projets mandatés par l'État (ou cofinancés), le Gouvernement peut-il fournir les informations suivantes : le budget alloué ; les institutions impliquées ; les objectifs de la recherche ?

4) Est-ce que Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche peut nous informer combien de demandes de financement de recherches liées à l'histoire coloniale, à la politique de développement ou aux relations avec le „Sud global“ ont été soumises auprès du Fonds national de la recherche (FNR) depuis 2020 ? Combien d'entre elles ont été acceptées et combien ont été rejetées ? Pour ces dernières, quelles ont été les motivations du refus ?

5) Est-ce que le Gouvernement entend structurer son engagement autour des quatre axes évoqués en introduction ? Si oui, un plan d'action est-il en préparation ou déjà en cours ? Si non, quelles en sont les raisons ?

6) Est-ce que Monsieur le Ministre de la Culture peut nous informer sur les mesures en place pour garantir l'accès aux archives publiques pertinentes (archives ministérielles, archives de la famille grand-ducale) ? Les chercheuses et chercheurs peuvent-ils y accéder de manière transparente ? Par ailleurs, les archives de l'Église catholique luxembourgeoise sont-elles également accessibles à des fins de recherche scientifique ?

7) Combien de demandes ont été effectuées par des chercheuses dans le contexte du passé colonial du Luxembourg et dans les différentes archives mentionnées, et combien ont été acceptées ou rejetées ? Veuillez mentionner les justifications apportées en cas de refus.

8) Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur peut-elle nous préciser l'état d'avancement du projet confié au C²DH ? Quelles actions concrètes ont été entreprises dans le cadre de cette recherche ? Quel est le calendrier prévu pour rendre les résultats accessibles au grand public ?

9) Le Gouvernement envisage-t-il des suites concrètes à ces travaux, telles que la création d'une commission spéciale chargée de formuler des recommandations sur les responsabilités historiques du Luxembourg ?

Réponse (19/06/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | M. Eric Thill, Ministre de la Culture | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) En mai 2021, le Gouvernement a signé une convention avec le Centre interdisciplinaire d'histoire et d'histoire digitale (C²DH) de l'Université du Luxembourg.

ad 2) En ce qui concerne le Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art (MNAHA), il convient de noter deux projets réalisés en lien avec le passé colonial du Luxembourg, à savoir :

– l'exposition « Le passé colonial du Luxembourg » au Nationalmuseum am Fëschmaart (à cette époque encore le MNHA) (08/04/2022-06/11/2022) qui a amené près de 23.000 visiteurs au musée et qui a fait l'objet d'un programme-cadre ambitieux (nombreuses conférences et une table-ronde) ;

– la présentation et mise en contexte sur la plateforme collections.mnaha.etat.lu, tout comme la mise en ligne de l'inventaire des objets acquis par la Section historique auprès d'un donateur privé les ayant collectés en 1892-1893 dans l'actuelle Tanzanie et qui ont intégré les collections muséales dans l'entre-deux-guerres. Le Musée national de Dar-es-Salam en Tanzanie a par ailleurs été contacté afin de signaler cet ensemble en vue d'une éventuelle demande de restitution par la Tanzanie.

Mentionnons en outre l'exposition « Mémoire coloniale luxembourgeoise » (10/11/2021-02/01/2022), organisée par le collectif d'artistes *Richtung 22* (soutenu par le Ministère de la Culture par le biais d'une convention) au Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain.

ad 3) Tableau ↑

ad 4) Depuis 2020, l'Université du Luxembourg a soumis au Fonds national de la recherche (FNR) 60 demandes pour des projets de recherche impliquant des partenaires du Sud, ou abordant des questions relatives aux relations du Luxembourg avec les pays du Sud. Ceci implique des applications dans le domaine de la coopération au développement et l'action humanitaire, des sujets de recherche d'intérêt commun tels que la durabilité de l'eau, le développement agricole et la santé, ou encore des questions de développement international plus larges telles que la microfinance. Cela reflète la mission de l'université de poursuivre l'avancement des connaissances et l'excellence scientifique au-delà des frontières et dans un éventail de domaines de priorité pour le Luxembourg.

Parmi ces 60 demandes, 12 ont été acceptées, 4 sont en cours d'évaluation et 44 n'ont pas été retenues. Les demandes sont examinées par des experts internationaux qui évaluent la qualité scientifique des projets selon des critères établis. Les critères varient en fonction de l'appel à projets du FNR et couvrent l'excellence scientifique, l'originalité et l'impact. Les motivations de refus sont liées à l'évaluation scientifique reçue ainsi qu'aux fonds disponibles au sein du FNR.

ad 5) Le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil est en charge de l'élaboration du Plan d'action national de mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (PAN AR). Ce plan est en cours d'élaboration en étroite collaboration avec les acteurs publics, la société civile et des personnes concernées (ayant l'expérience vécue). Le PAN AR se structurera autour des domaines recommandés par le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) et identifiés comme prioritaires dans l'étude « Le racisme et les discriminations ethnoraciales au Luxembourg » que le LISER et le CEFIS avaient réalisée pour le compte du MFSVA, à savoir l'emploi, le logement et l'éducation.

ad 6) En ce qui concerne les archives produites ou reçues par les ministères, administrations et services de l'État qui sont qualifiées par la loi modifiée du 17 août

2018 relative à l'archivage comme des archives publiques et qui tombent sous le régime général, il est précisé ce qui suit. Les archives publiques en relation avec le passé colonial du Luxembourg ont été versées soit avant, soit après l'entrée en vigueur de la loi relative à l'archivage et proviennent en grande partie du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

L'accès aux dites archives est réglé notamment par les articles 16 et 17 de la loi relative à l'archivage. Les inventaires des fonds publics concernés sont en ligne. Les chercheuses et chercheurs peuvent donc y accéder de manière transparente.

La réponse à la question de la disponibilité au sein des Archives nationales de toutes les archives publiques en relation avec le passé colonial ne saurait être une réponse nette. En effet, en application de l'article 26, dernier alinéa de la loi relative à l'archivage, les archives publiques ayant plus de soixante-dix ans au moment de la publication de la loi relative à l'archivage au 21 août 2018, ont dû être proposées au versement au plus tard dans un délai d'un an. En ce qui concerne les archives publiques désignées à être définitivement conservées et pour lesquelles la durée d'utilité administrative n'a pas encore expiré, elles seront versées au fur et à mesure de l'exécution des tableaux de tri. Il se peut que parmi les archives publiques qui seront versées dans les années à venir, certaines archives soient en relation avec le passé colonial du Luxembourg.

En ce qui concerne la référence aux archives de la « famille grand-ducale », la loi relative à l'archivage qualifie dans son article 2, point 2 les archives de la Cour grand-ducale d'archives publiques « pour ce qui est des documents relevant de la fonction du chef d'État ». Ensuite, l'article 4 (2) sous l'intitulé « Régimes dérogatoires » désigne la Cour grand-ducale comme un producteur qui conserve et gère lui-même ses archives publiques conformément aux principes de la loi relative à l'archivage.

En ce qui concerne la référence aux archives de l'Église catholique, la loi relative à l'archivage qualifie dans son article 2, point 2 les archives de l'Archevêché de Luxembourg et les archives du Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique d'archives publiques. Ensuite l'article 4 (3) sous l'intitulé « Régimes dérogatoires » dispose que l'Archevêché de Luxembourg et le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique ne sont pas soumis aux dispositions de la loi relative à l'archivage, de sorte que le Ministère de la Culture ne saurait se prononcer sur les dites archives.

ad 7) À l'heure actuelle, les Archives nationales ne sont pas en contact avec des chercheurs ou chercheuses au sujet de demandes de recherches ou de demandes de dérogation de consultation en application de l'article 17 de la loi relative à l'archivage concernant le passé colonial.

En 2023 et 2024, le MNAHA a obtenu en tout trois demandes de consultation des archives en lien avec l'exposition « Le passé colonial du Luxembourg » de 2022. Le MNAHA ne conservant dans ses archives que les textes d'exposition, des photographies de l'exposition et certains documents préparatoires de l'exposition, les chercheuses et chercheurs ont eu accès aux documents demandés dans le respect de la loi sur l'archivage et la protection des données.

ad 8) Une convention a été signée entre le Ministère d'État et l'Université du Luxembourg le 3 mai 2021 afin de charger le centre interdisciplinaire C²DH de la réalisation d'un projet de recherche d'une durée de quatre années sur « L'histoire coloniale du

Luxembourg » sous la direction du professeur Denis Scuto.

Le projet a démarré de façon effective au 15 janvier 2022 avec la prise de fonction d'un chercheur en formation doctorale travaillant sur le projet pour une durée de 48 mois. L'équipe du projet a été agrandie depuis par une chercheuse en formation postdoctorale et des étudiants assistants.

Le projet avec le C²DH est actuellement en quatrième et dernière année. Les étapes suivantes sont prévues :

- a. Rédaction de la thèse de doctorat et de la défense
- b. Présentation du rapport final au Ministère d'État
- c. Présentation des recherches

Le calendrier de dissémination des résultats du projet est le suivant :

- automne 2025 : publication d'une sélection d'articles dans le livre Indésirables « Aus Übersee. Migrant*innen in Luxemburg am Anfang des 20. Jahrhunderts » (éditeurs: C²DH & copybarabooks) à propos de l'histoire méconnue des immigrants venus des Amériques, d'Asie et d'Afrique au Luxembourg dès la première moitié du 20^e siècle ;
- novembre 2025 : organisation d'une conférence Forum Z sur l'histoire des mouvements anticoloniaux au Luxembourg ;
- 1^{er} trimestre 2026 : soutenance de la thèse de doctorat « The colonial history of Luxembourg (1880s-1970s) » ;
- fin 2026/début 2027 : finalisation et publication de l'étude complémentaire.

ad 9) Il convient d'examiner les conclusions des travaux effectués par le passé ainsi que ceux en cours avant de déterminer quelles suites concrètes seront données.

Problèmes de drogues et sécurité à Differdange | Question 2366 (23/05/2025) de M. Fred Keup | M. Tom Weidig (ADR)

An der Press war kierzlech ze liese vun enger Schéiserserei an Drogeproblemer zu Déifferdeng, an engem Artikel ënnert dem Titel „Zélia möchte wissen, warum auf ihr Bistro geschossen wurde“. D'Bedriewerin vum Café hat der Press ënner anerem erkläert, si hätt d'lescht Joer iwwe 50-mol bei der Police ugeruff wéinst Problemer mat Droge virum Café. D'Police hätt hir gesot, dass si näischt kéinte maachen, wann déi Jonk nëmmen déi erlaabte Quantitéit fir de Privatkonsum derbäi hätten an dat dann um Trottoir konsuméieren.

An deem Zesammenhang géife mir dem Här Innenminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Conclusiounen bestätegen? Sinn an deem Fall iwwe 50 Uriff un d'Police erakomm? Däerfen d'Leit um Trottoir virum Café hiert „Gras“ (Cannabis) fëmmen? Wéi reagéiert d'Police an esou Fäll?
2. Am Artikel geet rieds dovun, dass de Parc Gerlache „seit längerem in der Region als Hotspot für Drogenhandel bekannt ist“. Kann den Här Minister dës bestätegen, déi aktuell Situatioun beschreiwen an d'Géigemoossnamen erklären?
3. Ass de Phänomeen vun deenen am Artikel beschriwwene „Cachopada“ bekannt, déi, wéi et am Artikel heescht, „Gras“ a Form vu kleng Kugele verkafen „unter dem Namen von Schokolade-, Vanille- und Erdbeermarmelade“?

Réponse (20/06/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police huet am Joer 2024 am Zesammenhang mam genannte Café 10 Uriff enregistréiert. Vun deenen Uriff hunn der 3 zu enger Saisie vun illegale Substanzen an zur Redaktioun vun engem Protokoll gefouert.

De Konsum vu Cannabis-Produkten am öffentlechen Raum ass laut Gesetz net erlaabt. D'Police huet souwuel d'Personal vum Café, wéi och d'Lokaler rondërem, dorop higewisen.

D'Police geet all Fait, dee gemellt gëtt, no. Wa Beamte Persounen untreffen, bei deenen ee Verdacht besteet, zum Beispill op Drogen, maachen si wann néideg ee Contrôle d'identité. Wann eng Infraction festgestallt gëtt, ginn d'Persounen enger Fouille ënnerzunn. Am Fall wou eng Persoun Cannabis oder Cannabis-Derivate bei sech huet, applizéiere sech jee no Quantitéit verschidden Zenarien: en Avertissement taxé vun 145 Euro bis hin zu der Saisie vun der Substanz an der Erstellung vun engem Procès-verbal. Falls sech erausstellt, dass et sech ëm ee Revendeur (Dealer) handelt, gëtt de Parquet direkt informéiert, fir déi néideg Suiten ze ordonéieren.

ad 2. Eng Analys huet erginn, dass sech vill Leit a Jugendlecher do ophalen, virun allem an de Summerméint. Am Kader vun der genereller Kriminalitéitspreventioun a vun enger verstärkter Policepresenz, ginn an de méi animéierten a vill besichte Quartiere reegelméisseg Patroulle gemaach. Dat ass och de Fall am Parc Gerlache.

Nieft de preventiven a repressiven Patroullen duerch d'Kommissariat Déifferdeng, fanne Kontrolle mat „Drogenhënn“ statt.

Säit dem 2. Mee 2025 mécht d'Police locale Patroullen zu Déifferdeng, fir d'Sécherheetslag fir all Bierger nach ze verbesseren. Dës Patroulle sinn Deel vun engem Plan local de sécurité, deen och fir d'Zon Parc Gerlache géllt.

D'Gemeng Déifferdeng plangt des Weideren d'Installéiere vun enger Videosurveillance.

ad 3. D'Police kann net bestätegen, dass de Produit „Cachopada“ hei am Land zirkuléiert.

Musée du sport | Question 2367 (23/05/2025) de Mme Liz Braz | M. Georges Engel (LSAP)

Am November 2024 huet de Sportminister eng Machbarkeetsstudie fir een nationale Sportmusée an der „Hall des turbines“ um Site vun der Rouder Lëns anoncéiert. De Projet schénge, eisen Informatiounen no, méttlerweil Gréng Luucht vum Regierungsrat den 2. Mee 2025 kritt ze hunn. Weider heescht et, dass de Promoteur „IKO Real Estate“ mat der Ëmsetzung a mam Bau vum Projet chargéiert soll ginn an dass de Sportministère an enker Zesummenaarbecht mam Promoteur schafft.

Dozou wollt ech dem Här Sportminister folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister bestätegen, dass den nationale Sportmusée um Site vun der Rouder Lëns an der „Hall des turbines“ wäert gebaut ginn?
2. Wann dat de Fall ass, wien ass offiziell als Bauhär vun deem Projet designéiert ginn? Kann de Minister bestätegen, dass d'Gemeng Esch net Bauhär wäert sinn? Wéi eng präzis Roll spillt de Promoteur „IKO Real Estate“ an deem Projet?
3. Wou sinn d'Aarbechten am Dossier vum Sportmusée aktuell genau drun? Wat ass schonnis finaliséiert a wéi eng Etappe stinn nach un?

4. Am Fall wou d'Gemeng Esch net Bauhär wier, huet de Sportministère konkreet och aner Sitten identifizéiert, wou de Projet hätt kënnen gebaut ginn? Wa jo, wéi eng? Wann nee, firwat huet d'ëst net stattfonnt?

5. Wéi gouf sech mam Promoteur vum viregte Projet arrangéiert, deen de Sportmusée elo net baue kann? Kënnen do Entschiedegunge gefrot ginn?

6. Huet de Sportministère eng „Soumission d'un marché public“ gemaach oder gouf d'Decision anescht getraff?

7. Gëtt et eng offiziell Konventioun tëscht dem Staat an dem Promoteur betreffend dëse Projet? Wa jo, wien huet eng Konventioun ënnerschriwwen?

8. Wéi héich wäert de Gesamtpräis vum Projet sinn? Kann den Här Minister eng detailléiert Oplëschung vun de Käschte matdeelen? Iwwert wéi ee Budget ginn dës Käschte bezuelt?

9. Wéi gesäit den aktuelle geplangten Zäitplang fir d'Realisatioun vum Sportmusée aus?

Réponse (24/06/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. Jo.

ad 2. IKO Real Estate wäert als Bauhär d'„Hall des turbines“ renovéieren.

ad 3. D'Konventiounen tëscht dem Staat an IKO Real Estate ginn de Moment finaliséiert. Dono kënnen dann d'Aarbechten um Terrain ulafen. Parallell gëtt weider un der musealer Konzeptioun an un der Zesummstellung vun der Kollektioun geschafft.

ad 4. Et goufe keng aner Sitten identifizéiert, vu dass de Staat jo eng Konventioun mat der Stad Esch huet.

ad 5. De Staat huet keng direkt Relatioun mam Promoteur vum viregte Projet.

ad 6. De Staat wäert dat eenzegaartegt Gebai, e Bestanddeel vun nationaler industrieller Patrimoine, an engem renovéierten Zoustand dem Propriétaire IKO Real Estate ofkafen.

ad 7. D'Konventiounen tëscht dem Staat an IKO Real Estate ginn aktuell finaliséiert. Wéi gewost gouf schonn eng éischt Konventioun tëscht dem Staat an IKO Real Estate ënnerschriwwen, fir eng Machbarkeetsstudie vum Gebai ze realiséieren.

ad 8. D'Budgetsenveloppe vum Projet läit bei ronn 32,5 Milliounen EUR, dovun:

- ca. 4,8 Mio € fir den Terrain an d'Gebai,
- ca. 20,7 Mio € fir d'Renovatioun,
- ca. 2,9 Mio € fir de Premier équipement an technesch Installatiounen,
- ca. 2,9 Mio € fir d'Museographie an d'Scenographie.

De Kaf vum Terrain, Gebai, Premier équipement a vun den technesch Installatiounen leeft iwwert de Finanzministère. Déi reschtlech Käschten iwwerhëlt de Sportministère.

ad 9. Dat renovéiert Gebai soll am 1. Trimester 2028 geliewert ginn. Dono gi Museographie an d'Scenographie fäerdeggestallt. D'Ouverture vum Musée ass fir Ufank 2029 geplangt.

Registre national des logements abordables (RENLA) | Question 2368 (23/05/2025) de Mme Paulette Lenert (LSAP)

Le Registre national des logements abordables (RENLA), instauré par la loi du 7 août 2023, constitue l'un des piliers de la réforme du logement public au Luxembourg. Conçu comme un outil centralisé de

gestion et d'attribution, il regroupe l'ensemble des logements abordables destinés à la location ainsi que les candidatures des personnes éligibles, sur base de critères définis par la loi. En plus de renforcer la transparence et l'efficacité dans l'attribution, le registre doit offrir aux autorités une vue d'ensemble de la demande réelle en logements abordables, et servir d'appui pour la planification et l'orientation stratégique des politiques publiques dans ce domaine. Un suivi régulier de son évolution s'impose dès lors dans une logique de transparence démocratique.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Combien de personnes ou ménages sont actuellement enregistrés comme candidats-locataires dans le RENLA ?

2) Quelle est la répartition de ces demandes par typologie de logement (studio, 1 chambre, 2 chambres, etc.) et par région géographique ?

3) Parmi les candidats-locataires, combien sont en attente depuis plus de 12 mois ?

4) Dispose-t-on déjà d'une évaluation partielle ou complète du fonctionnement du RENLA depuis son entrée en vigueur ?

Réponse (20/06/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

La loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable (la « Loi ») prévoit en son article 90 que tout promoteur social et tout bailleur social transmet les listes de ses locataires et candidats-locataires dans un délai de 24 mois à partir de l'entrée en vigueur de la Loi, c'est-à-dire jusqu'au 30 septembre 2025.

De même, l'article 92 de la Loi prévoit que les logements, bailleurs sociaux, locataires et candidats-locataires doivent être inscrits au Registre national des logements abordables (RENLA) jusqu'au 31 décembre 2025 au plus tard.

Partant, les services du Département du logement du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire sont encore en train de collecter auprès des acteurs concernés les données y relatives afin d'alimenter l'outil informatique RENLA. L'outil en question ne dispose dès lors pas encore des données nécessaires.

Au vu de ce qui précède, mes services ne sont pas encore en mesure de répondre aux questions posées dans le cadre de cette question parlementaire. Les premières statistiques ne pourront être établies qu'à partir de 2026.

SportFabrik à Differdange | Question 2369 (23/05/2025) de Mme Mandy Minella (DP)

Am Summer 2023 gouf d'SportFabrik zu Déifferdeng, déi 2022 offiziell ageweit gouf an ënner anerem dem Luxembourg Institute for High Performance in Sports (LIHPS) als Sätz déngt, vum Héichwaasser getraff. Deemno goufen eng Rei vu Geräter provisoersch an den éischte Stack verluecht, Deeler vun der Infrastruktur, dorënner besonnesch Testapparater an anert Equipement vum Laboratoire, goufen deels schwéier beschiedegt. Et ass bekannt, datt Moossnamen ergraff goufen, fir d'Ausmooss vum Schued feststellen an zukünfteg Schied duerch Héichwaasser ze verhënneren.

An deem Kader wollt ech dem Här Sportminister folgend Froe stellen:

1. Ass d'SportFabrik zu Déifferdeng aktuell erëm voll funktionsfäeg a fir all Aktivitéit benotzbar?

2. Wa jo, zënter wéini ass dat de Fall? A wann nee, wéini gëtt domat gerechent?

3. Wéi eng konkreet Schied goufen am Summer 2023 festgestallt (materiell a finanziell)?

4. Wat fir Schrëtt goufe méttlerweil ënnerholl, fir d'SportFabrik virun zukünftegen Héichwaasserbedroungen ze schützen?

Réponse (24/06/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. Aktuell ass d'SportFabrik nach net voll funktionsfäeg. Allerdéngs profitéieren d'Elitesportler weiderhi vum temporäre Laboratoire um 1. Stack, deen zënter dem 29. November 2023 operationell ass. Verschidden Equipementer goufen aus organisatorische Grënn scho vum 1. Stack zeréck an de grouss Laboratoire oder an aner Raim transportéiert.

Et ass weiderhi méiglech, Basis-Tester zur Bestëmmung vun allgemenge Leeschtungsparameteer vun Elitesportler a verschidden Tester fir d'Verletzungspreventioun an de sougenannte „return-to-sport“ no schwéiere Verletzungen duerchzeféieren.

ad 2. No den aktuelle Previsiounen sollen déi baulech Reparature vum Laboratoire Enn Juni 2025 ofgeschloss sinn. Och wann déi sougenannte Kraaftmiessplacken zur Messung vun de Buedemkräfte bis dohin nach net alleguer wäerte reparéiert a geliewert sinn, erlaabt déi zu deem Zäitpunkt disponibel Konfiguratioun et, de Laboratoire fir eng grouss Majoritéit vun den Tester erëm vollstänneg a Betrib ze huelen.

ad 3. Am Summer 2023 gouf den Tëschebuedem vum Laboratoire („faux plancher technique“) komplett iwwerschwemmt, wouduerch beim technesch Equipement besonnesch déi sougenannte Kraaftmiessplacken, déi elektronesch Verkablung vum Equipementer an d'Hydraulik vum spezialiséierte Lafband schwéier bis irreparabel beschiedegt goufen.

A baulecher Hisiicht war virun allem de Sportbuedem betraff an et ass trotz Dréchnungsmoossname Schimmel an de Gipswänn an am Isolatiounsmaterial opgetrueden.

Nom aktuelle Stand wäerten d'Reparature vum Laboratoire ronn 1.100.000 EUR an d'Ariichtung vum temporäre Laboratoire mat den net beschiedegten Equipementer ronn 44.000 EUR kaschten.

ad 4. Et besteet um Site vun der SportFabrik kee Risiko vun Héichwaasser. De Schued ass entstanen duerch eng Baustell, déi entre-temps ofgeschloss ass.

Usage pédagogique des outils numériques | Question 2370 (23/05/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

Lors de la réunion de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse du 20 mai 2025, consacrée à l'utilisation de smartphones et de tablettes au sein de la communauté scolaire, j'avais interrogé Monsieur le Ministre et ses services à propos de la pertinence de l'utilisation de tablettes dans les cours et sur leur plus-value pédagogique.

À ma question portant sur les expertises scientifiques sur lesquelles le ministère s'appuie afin de justifier l'utilisation des tablettes à des fins pédagogiques, ses représentants ont évoqué les études PISA et, de façon plus imprécise, quelques autres possibilités, alors même que la littérature scientifique à ce sujet fait foison.

Comprenant qu'une réunion de commission parlementaire ne se prête pas idéalement à la fourniture d'informations précises, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre pourrait-il détailler les études scientifiques sur lesquelles il s'appuie dans sa politique promouvant l'usage pédagogique des outils numériques qui démontrent un lien de causalité entre l'usage pédagogique d'un outil numérique à l'école et une meilleure réussite scolaire des élèves ?

2) Monsieur le Ministre pourrait-il nous faire part des évaluations et expertises scientifiques menées par ou pour le ministère en amont de la décision d'introduire l'utilisation de tablettes à des fins pédagogiques ?

3) Étant donné que Monsieur le Ministre a fait le choix de faire perdurer l'utilisation de tablettes au sein de l'enseignement, qu'a-t-il à répondre aux études qui ont démontré un lien négatif entre les supports numériques et la réussite scolaire de l'élève : par exemple, que la simple présence d'un écran (portable ou ordinateur), même non utilisé, distrait les élèves ; et que les élèves lisant sur des supports numériques ont tendance à moins comprendre et retenir que les élèves lisant sur du papier, surtout lorsqu'il s'agit d'un texte plus complexe ?

4) Si l'on met en relation les résultats en dessous de la moyenne des élèves luxembourgeois en matière de lecture à l'étude PISA de 2018 avec l'effet négatif des outils numériques sur l'apprentissage par la lecture des élèves, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il le fait qu'il ait été permis aux enseignants des anciennes « classes iPad » des lycées d'utiliser des supports numériques pendant les cours de langue, d'histoire et de géographie, et que cela continuera à être permis à l'avenir si l'enseignant le souhaite ?

Réponse (08/07/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse mène sa politique en matière de numérique éducatif avec prudence, cohérence et exigence pédagogique. L'usage des outils numériques – y compris les tablettes – n'est pas promu comme une fin en soi, mais comme un levier possible d'accompagnement des apprentissages, à condition qu'il soit intégré dans une démarche didactique réfléchie, au service d'objectifs pédagogiques clairement définis.

De nombreux travaux de recherche – notamment une synthèse scientifique publiée en 2025 par le réseau NESET (Screen Time and Educational Outcomes of Children and Adolescents) – soulignent que l'effet des outils numériques sur la réussite scolaire dépend avant tout de la qualité de leur intégration pédagogique. Ces outils peuvent renforcer l'engagement, la différenciation, le feedback individualisé et l'autonomie des élèves, à condition d'être utilisés avec discernement. À l'inverse, un usage mal encadré ou excessif peut produire des effets contre-productifs, notamment chez les élèves les plus vulnérables.

Les analyses de l'OCDE, notamment dans les enquêtes PISA 2021 et les rapports *Students, Computers and Learning* (2015) et *21st Century Readers* (2021), vont dans le même sens. Elles montrent qu'un usage modéré et ciblé des outils numériques à l'école est associé à des effets positifs, notamment en compréhension de l'écrit, en particulier chez les élèves ayant besoin de soutien. L'OCDE insiste toutefois sur l'importance du contexte : les effets bénéfiques dépendent fortement du type d'usage, de la formation des enseignants, et de la régulation des pratiques numériques en classe.

L'approche du ministère est donc fondée sur une conviction simple : les outils numériques peuvent être des catalyseurs pédagogiques puissants, à condition d'être utilisés avec discernement. C'est pourquoi le MENJE investit dans la formation continue, la production de ressources pédagogiques adaptées, et l'accompagnement des équipes éducatives dans la mise en œuvre de pratiques numériques efficaces et inclusives.

ad 2) L'introduction progressive des tablettes s'est appuyée sur des expérimentations et l'analyse de pratiques observées sur le terrain. Dès les années 2000, plusieurs projets pilotes ont testé l'usage d'ordinateurs portables. Ces expériences ont montré qu'un impact positif ne peut se produire que dans le cadre d'une démarche pédagogique structurée.

Dans les années 2010, le CGIE a conduit plusieurs projets pilotes dans des lycées avec différents modèles de tablettes. Ces expériences ont mis en évidence une influence positive sur la motivation et l'engagement des élèves, à condition que l'usage soit ciblé et réfléchi. C'est sur cette base qu'a été lancé le projet *one2one*, dans lequel chaque établissement devait présenter un concept pédagogique détaillé définissant les finalités, les disciplines concernées et les modalités d'accompagnement.

Les retours issus des formations et réseaux « *edu-media* », des projets développés par le SCRIPT ainsi que des formations proposées par l'IFEN montrent que les outils numériques peuvent contribuer positivement aux apprentissages lorsqu'ils sont intégrés dans un cadre pédagogique structuré. Ces observations de terrain permettent d'alimenter la réflexion sur les usages pédagogiques du numérique, en complément des références issues de la recherche internationale.

ad 3) Le ministère est conscient des préoccupations exprimées au sujet des effets potentiellement négatifs d'un usage non régulé des outils numériques, notamment sur la concentration, la compréhension en lecture et la mémoire à long terme. Il partage l'idée que ces risques existent si l'usage est excessif, mal ciblé ou insuffisamment encadré.

Toutefois, plusieurs travaux, dont par exemple une méta-analyse publiée en 2021 dans *Computers in Human Behavior* (Bucker & dos Santos, 2021), confirment que la simple présence d'un écran ne produit pas d'effets négatifs systématiques sur la réussite scolaire. Les auteurs relèvent que l'effet global mesuré est très faible et que l'impact dépend principalement du contenu, de l'âge de l'élève et des modalités pédagogiques. Ces constats rejoignent ceux de l'OCDE, qui recommande une vigilance quant à l'équilibre entre les supports numériques et traditionnels, sans préconiser une interdiction générale.

Le ministère promeut une approche qui allie usage raisonné du numérique et maintien des pratiques traditionnelles, en particulier la lecture sur support papier. Cette complémentarité constitue un pilier de la politique éducative nationale.

ad 4) Le ministère considère qu'un enseignement de qualité repose sur une pédagogie hybride et différenciée, où les supports numériques et traditionnels se complètent en fonction des finalités d'apprentissage et du public concerné. Dans les cours de langue, d'histoire ou de géographie, les tablettes peuvent enrichir les enseignements en donnant accès à des ressources multimodales et interactives, en facilitant le travail collaboratif et en permettant des retours plus immédiats sur les productions des élèves. Elles contribuent également au développement de la pensée critique, de la recherche documentaire et de la lecture numérique.

La décision de permettre aux enseignants de continuer à utiliser ces outils, s'ils l'estiment pertinent, reflète une confiance dans leur expertise professionnelle et leur capacité à adapter leurs méthodes en fonction des besoins de leurs élèves. Ce principe d'autonomie encadrée garantit un usage raisonné et contextualisé des outils numériques, qui restent un outil au service d'objectifs pédagogiques clairs, et non une fin en soi.

Composants de communication illicites dans des installations photovoltaïques en provenance de Chine | Question 2371 (23/05/2025) de M. Alex Donnersbach | M. Jeff Boonen (CSV)

Selon un article intitulé « *Rogue communication devices found in Chinese solar power inverters* », publié le 14 mai 2025 par l'agence Reuters, des composants de communication illicites auraient été découverts dans des installations photovoltaïques en provenance de Chine. Ainsi, des onduleurs de puissance fabriqués en Chine auraient contenu des éléments non répertoriés dans la description du produit, permettant un accès à distance à ces onduleurs en contournant le pare-feu censé empêcher tout accès non autorisé. Une telle découverte soulève des questions de sécurité pour l'infrastructure énergétique européenne, étant donné la prédominance du matériel chinois sur le marché des panneaux photovoltaïques, des éoliennes et des batteries – tous intégrant des onduleurs de puissance. Dans ce contexte, la Lituanie a adopté une loi limitant l'utilisation d'onduleurs chinois dans les installations solaires, éoliennes et de batteries d'une puissance supérieure à 100 kilowatts, afin de réduire le risque d'attaques contre son infrastructure énergétique.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Messieurs les Ministres sont-ils au courant des risques posés par les onduleurs de puissance provenant de Chine ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils indiquer si des composants illicites ont été trouvés dans des onduleurs importés au Luxembourg ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser si des contrôles des composants destinés aux installations énergétiques sont effectués, et quelle est l'autorité responsable de ces contrôles ?

4) Messieurs les Ministres envisagent-ils de mettre en place un contrôle plus strict du matériel utilisé pour la production et le stockage d'électricité ?

5) Messieurs les Ministres envisagent-ils d'introduire une loi visant à diversifier davantage la provenance des composants importés pour les grandes installations de production et de stockage d'énergie, afin de réduire la dépendance à une seule source d'importation ?

Réponse (24/06/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Gouvernement est pleinement conscient des risques que peuvent poser certains équipements. Ce sujet fait l'objet d'une attention particulière de la part des autorités compétentes, notamment dans le cadre de la sécurisation des infrastructures critiques nationales.

ad 2) À ce jour, aucune autorité compétente n'a identifié la présence de composants de communication

illicites dans des onduleurs de puissance installés sur le territoire luxembourgeois.

ad 3) Le département de la surveillance du marché de l'ILNAS (l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services) assure la surveillance du marché au niveau de la sécurité des produits dans les domaines des produits non alimentaires tels que définis à l'article 8 de la loi modifiée du 4 juillet 2014, portant réorganisation de l'ILNAS.

Dans ce contexte, l'ILNAS effectue des contrôles par échantillonnage sur la conformité des produits non alimentaires qui sont mis à disposition sur le marché luxembourgeois afin de détecter des produits non conformes au niveau de la sécurité des produits et de protéger les utilisateurs finaux ainsi que l'environnement.

ad 4) Le Gouvernement envisage effectivement de renforcer le dispositif de contrôle des équipements critiques, en particulier sur le plan de la cybersécurité. Des discussions sont en cours au niveau national et européen pour intégrer des exigences plus strictes en matière de sécurité informatique pour les équipements énergétiques connectés. Le règlement européen sur la cybersécurité des produits (Cyber Resilience Act) ainsi que la transposition des directives NIS2 et CER devraient permettre de renforcer considérablement le cadre réglementaire applicable.

ad 5) Le Gouvernement reconnaît l'importance de réduire la dépendance à l'égard d'une source unique d'approvisionnement, notamment dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie. Des changements législatifs ne sont pas prévus à ce stade. Dans le cadre de la transposition des directives NIS2 et CER, les entités seront obligées de garantir la sécurité de la chaîne d'approvisionnement et de considérer des chaînes d'approvisionnement diversifiées afin d'assurer la continuité des activités.

Délais judiciaires et protection des mineurs dans une affaire de pédocriminalité | Question 2372 (23/05/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Récemment, une affaire judiciaire est venue à l'attention du public : un père pédophile et pédocriminel a été condamné en première instance à 13 années de prison (dont 8 années avec sursis) pour atteinte à la pudeur, exploitation sexuelle d'enfants, productions et distribution de contenus pédopornographiques, et possession de contenus illégaux.

Selon un article[†] de RTL, les enquêtes ont commencé à partir d'une information transmise par Europol le 21 août 2019 : une perquisition du domicile de l'homme concerné a néanmoins seulement eu lieu 9 mois plus tard, le 21 juillet 2020. L'analyse des 10.000 photos trouvées chez le condamné a duré 3 ans, et le 12 juin 2024 l'affaire fut transmise par la chambre du conseil à la chambre criminelle. Le procès eut lieu en février 2025, et la condamnation fut prononcée le 27 mars 2025. Les conseils d'administration des institutions culturelles dont faisait partie le condamné ont exprimé leur choc d'avoir continué à travailler avec lui jusqu'à très récemment, n'ayant pas été informés de sa pédocriminalité, et ce alors qu'ils souhaitent promouvoir et protéger les droits et le bien-être des enfants le plus possible au sein de leurs organisations.

Partant, j'aurais quelques questions pour Madame la Ministre de la Justice :

1) Comment se fait-il qu'il y ait eu des délais aussi longs entre le moment de la signalisation par Europol et celui de la perquisition du domicile, ainsi

qu'entre le moment de la perquisition – qui avait livré des preuves extrêmement claires sur la culpabilité du condamné – et celui du début du procès ? Le Ministère de la Justice compte-t-il prendre des mesures pour accélérer ces processus à l'avenir ?

2) D'après mes informations, la fille du prévenu n'a pas été séparée de son père même après la révélation des abus dont elle a été l'objet, et a continué à vivre avec lui alors qu'elle est toujours mineure actuellement. Est-ce vrai et, si c'est le cas, pourriez-vous expliquer pourquoi les instances responsables ont choisi de ne pas la séparer de son père ? Des mesures de protection des victimes mineures sont censées être prises dans ce genre de cas.

3) Vu le caractère indéniable des preuves subsistant envers le condamné et son propre aveu de culpabilité, a-t-on envisagé à un moment quelconque de le garder en détention provisoire ? Pourriez-vous donner les raisons pour lesquelles cette décision ne fut pas prise ?

4) Madame la Ministre compte-t-elle de façon générale mettre en œuvre des mesures qui permettraient de mieux lutter contre la pédocriminalité au Luxembourg ? Le ministère étudie-t-il des pistes d'amélioration ?

5) Au cas où on aurait négligé de prendre les mesures de protection dont aurait dû bénéficier la victime mineure, que fera le ministère pour que ce genre de négligence ne se produise plus à l'avenir ?

Réponse (25/06/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Lorsqu'un signalement est transmis, qu'il provienne d'Europol, du Service de police judiciaire ou du parquet, il est systématiquement examiné avec attention par les autorités compétentes.

Une intervention policière ne peut pas avoir lieu immédiatement sur la base d'un signalement brut, souvent lacunaire ou imprécis.

Dans la grande majorité des cas, des vérifications préliminaires sont indispensables pour identifier correctement la personne concernée et collecter les éléments nécessaires à la suite de l'enquête. Ce travail peut inclure des recherches techniques, des demandes auprès de prestataires de services ou encore des constats sur le terrain.

Une fois ces démarches accomplies, un rapport est établi par la police judiciaire et transmis au parquet, qui peut alors, s'il y a lieu, requérir l'ouverture d'une information judiciaire. Cette étape relève exclusivement du procureur d'État et, en cas de mesures contraignantes, du juge d'instruction.

Ces réalités opérationnelles, combinées aux contraintes exceptionnelles liées à la pandémie de Covid-19 à l'époque des faits, expliquent certains délais sans pour autant remettre en cause la diligence avec laquelle l'enquête a été menée.

Il est aussi utile de rappeler que la perquisition en question s'est déroulée dans le cadre d'une opération d'ampleur, organisée en juillet 2020, visant simultanément 46 signalisations dans le cadre de la lutte contre la pédopornographie, présentant un lien avec le Luxembourg. (voir p. ex <https://infos.rtl.lu/actu/luxembourg/a/1547124.html>)

Cette opération a nécessité une coordination méticuleuse, tant sur le plan logistique qu'humain. Le traitement des données saisies – en particulier des supports informatiques – représente un volet extrêmement technique de l'enquête, mobilisant des experts spécialisés uniquement disponibles en nombre limité.

La perquisition était une étape parmi d'autres dans un processus d'enquête structuré qui visait à rassembler les éléments nécessaires à une appréciation fondée des faits.

Les données récoltées lors des perquisitions dans 46 dossiers ont exigé de la part des services de police un effort d'analyse considérable tant par la complexité que par le volume des pièces amassées. La procédure requiert en outre la rédaction d'un rapport distinct présentant de façon précise les faits et les éléments contenus dans chaque signalisation qui est ensuite adressé aux autorités judiciaires qui, à la suite de l'analyse de ces éléments, décident de la procédure à suivre.

Dans le cadre de ces affaires, il avait été décidé de réaliser les 46 perquisitions simultanément afin d'éviter une possible déperdition des preuves à la suite de la publicité des premières perquisitions, rendant cette organisation encore plus complexe.

Le fait que le résultat de l'exploitation de toutes les bases et supports informatiques n'est transmis que près de 3 années plus tard par les services de police aux autorités judiciaires s'explique donc par l'envergure de l'affaire. Plus encore, il est à relever qu'au moment de la perquisition, les enquêteurs ne disposaient d'aucun élément indiquant que la personne était non seulement en possession d'images à caractère pédopornographique, mais qu'elle en avait également produites. Ces éléments n'étaient découverts par les enquêteurs qu'à la suite d'une analyse détaillée des disques durs saisis.

Dès réception des rapports de police, le juge d'instruction a pris la décision de procéder à un interrogatoire de la personne concernée et de l'inculper.

ad 2) Les affaires de protection de la jeunesse font l'objet d'une attention prioritaire et systématique de la part des autorités judiciaires. Chaque affaire impliquant un mineur est immédiatement transmise au Service central d'assistance sociale.

D'après les informations reçues de la part des autorités judiciaires, dans le cas présent, les services compétents sont intervenus sans délai pour garantir la sécurité de l'enfant. Un contrôle judiciaire interdisant tout contact avec le membre de la famille mineur concerné a été prononcé dès l'inculpation. Parallèlement, une enquête sociale a été menée, aboutissant à la conclusion qu'aucun danger imminent ne justifiait le placement de l'enfant hors de son milieu familial. Cette évaluation, fondée sur des critères objectifs, a conduit à la levée du contrôle judiciaire sur ce point uniquement.

Conformément à l'article 38 de la loi du 10 août 1992 sur la protection de la jeunesse, le contenu de cette enquête ne peut être rendu public, ce qui vise à préserver la vie privée et l'intégrité des personnes concernées.

ad 3) Une fois le dossier transmis au juge d'instruction, celui-ci agit de manière totalement indépendante, instruisant à charge et à décharge, conformément aux principes fondamentaux de la justice.

D'après les informations obtenues de la part des autorités judiciaires, dans le cadre de ce dossier, une perquisition a été autorisée et l'individu a été interrogé et inculqué.

Le juge d'instruction a ensuite examiné, au regard des éléments du dossier et de la situation personnelle de l'intéressé, l'opportunité d'un placement en détention préventive. Il a estimé que la personne présentait suffisamment de garanties pour permettre à la procédure de se poursuivre dans de bonnes



conditions, sans privation de liberté, notamment en raison de l'ancienneté des faits. Il est également important de préciser qu'aucune autre personne n'était identifiée comme victime imminente au moment de l'enquête, et qu'aucun danger actuel n'était établi.

La détention préventive, mesure privative de liberté exceptionnelle, n'est en effet jamais automatique, même dans des affaires sensibles, et doit toujours être proportionnée. D'autres outils juridiques, comme le contrôle judiciaire, permettent de garantir le bon déroulement de la procédure.

Les décisions prises s'inscrivent dans un cadre légal strict, fondé sur l'intérêt général, la protection des personnes concernées et le respect des droits fondamentaux.

ad 4) et 5) La lutte contre la pédocriminalité et, de manière générale, contre la violence sexuelle ainsi qu'une meilleure protection des victimes de violence sont une priorité du Gouvernement.

Cela se traduit e. a. par des analyses et des adaptations du cadre légal.

En 2023 a eu lieu une adaptation légale importante avec la loi du 7 août 2023 portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale ; en vue de renforcer les moyens de lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des mineurs, qui a renforcé le dispositif pénal protégeant notamment les mineurs contre les abus sexuels. Les peines pour abus sexuels ont été renforcées et les délais de prescription pour les infractions sexuelles envers des mineurs ont été rallongés.

Le projet de loi n° 8486 pour adapter l'article 195-1 du Code de procédure pénale qui impose actuellement aux juges de motiver spécialement le choix d'une peine d'emprisonnement sans sursis a été déposé le 28 janvier 2025. La modification prévoit que l'obligation de motivation du juge ne s'applique plus que pour des peines correctionnelles inférieures à deux ans, c'est-à-dire les cas les moins graves. En conséquence, le juge ne sera plus tenu de motiver le refus d'un sursis notamment dans des affaires plus graves comme les abus sexuels sur mineurs.

Pour mieux lutter contre la criminalité, dont la pédocriminalité, le Gouvernement continuera ses efforts pour donner les moyens supplémentaires nécessaires notamment en personnel aussi bien aux autorités judiciaires qu'à la Police grand-ducale. Ainsi, le programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire, voté en juillet 2024, prévoit la création de 94 postes supplémentaires de magistrats jusqu'en 2027 – ce qui représente une augmentation d'environ un tiers du nombre de magistrats – et a porté le nombre d'attachés de justice de 30 à 50.

De même, la Police grand-ducale est depuis longtemps consciente de la nécessité d'améliorer continuellement l'efficacité de ce type d'enquêtes. Des efforts considérables ont été déployés pour renforcer les capacités de la police dans ce domaine, ainsi le nombre d'enquêteurs et d'analystes travaillant exclusivement dans ce domaine a été quadruplé.

La lutte contre ce phénomène criminel constitue une priorité majeure pour la Police grand-ducale qui continuera à renforcer cette unité dans la mesure des effectifs disponibles. Ainsi, elle est toujours à la recherche de nouvelles pistes d'amélioration pour travailler plus efficacement, notamment à l'aide de nouveaux programmes. D'ailleurs, la Police grand-ducale est en contact étroit avec Europol et d'autres services de police dans le monde pour échanger les meilleures pratiques et rester à la pointe des dernières techniques d'enquêtes.

Ensuite, comme annoncé dans le cadre du Drogen-dësch 2.0, le Ministère de la Justice prévoit une série de modifications, notamment procédurales, pour doter les autorités judiciaires de moyens supplémentaires.

Le projet de loi n° 8515 portant modification de l'article 88-2, paragraphe 2, du Code de procédure pénale, déposé le 19 mars 2025, a pour objet d'adapter le dispositif légal relatif aux mesures spéciales de surveillance, actuellement limitées aux infractions de terrorisme, pour les étendre à la criminalité grave en générale, dont la pédocriminalité.

Avec le projet de loi n° 7882B, on crée une base légale non équivoque à la communication par le Ministère public des décisions de condamnation, notamment en matière de pédocriminalité, aux administrations, personnes morales de droit public ou aux ordres professionnels compétents chargés d'en assurer l'exécution. Le texte introduit également la possibilité pour le Ministère public d'alerter, dans le cadre d'une affaire en cours, des personnes de droit public ou privé d'un risque de commission d'infraction. Suite à l'échange avec les autorités judiciaires qui a eu lieu lors de la réunion de la Commission de la Justice du 19 juin 2025, les amendements à ce projet de loi seront présentés sous peu.

Avec le projet de loi n° 7992, il est prévu d'introduire une série de mesures de protection des mineurs victimes et témoins d'infractions pénales. Il est ainsi prévu notamment une série de mesures permettant de protéger la victime ou le témoin mineur contre une victimisation secondaire, en lui évitant autant que possible de devoir affronter son « bourreau » dans le cadre de la procédure judiciaire. L'autorité judiciaire compétente pourra ainsi ordonner notamment :

- Une élection de domicile auprès d'un tiers afin de dissimuler l'adresse de résidence du mineur ;
- L'audition du mineur dans une salle autre que la salle principale dans laquelle se trouve la personne poursuivie ;
- Qu'il ne soit pas fait mention dans les actes de procédure de certaines données d'identité du mineur.

De manière générale, afin de maximiser le support moral dont peut bénéficier le mineur, il est prévu que les représentants légaux ou une autre personne choisie par le mineur puissent l'accompagner tout au long de la procédure.

Vols de câbles sur bornes de recharge pour véhicules électriques au Luxembourg | Question 2373 (26/05/2025) de Mme Alexandra Schoos | M. Jeff Engelen (ADR)

Bei eisen däitschen Noperen an och an anere Länner ginn ëmmer méi dacks d'Kabele vun de Luedstatioune fir E-Autoe geklaut. Als Ursach fir dës nei Form vu Kriminalitéit gëtt ugeholl, datt déi Onéierlech et virun allem op de Materialwäert vum Koffer an de Kabelen ofgesinn hunn. De Schued, deen de Proprietären a Bedreiwler duerch Ausfäll a Reparaturen entsteet, läit an der Regel villfach méi héich, wéi den eigentleche Wäert vun de geklaute Kabelen.

An deem Zesammenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ass dës nei Form vu Kriminalitéit och zu Lëtzebuerg feststellen? Falls jo, kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi vill där Fäll der Police säit dem 1. Januar 2023 gemellt goufen, wéi ee Materialschued jee weils entstanden ass, wéi dacks d'Täter konnte gepézt ginn an zu wéi vill Verurteilungen et koum?

2. Falls jo, wéi eng Moossname wëll d'Regierung zesumme mat de betraffene Bierger ergräifen, fir esou Fäll zukünfteg souwäit wéi méiglech ze verhënneren?

Réponse (16/06/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Laut dem Code pénal handelt et sech beim Déifstall vu Kabelen ëm ee „vol simple“ respektiv ass et zousätzlech eng „dégradation volontaire“, falls beim Déifstall de Kabel oder d'Luedstatioun beschiedegt ginn ass.

D'Datebanke vun der Police erlaben et net, bei Fäll vun Déifstall eng Differenzéierung no geklauten Objeten ze maachen. Et ass deemno net méiglech, eng Tabell opzestellen, wéi vill Déifstall vu Luedkabelen, mat oder ouni Materialschued, säit dem 1. Januar 2023 virkomm sinn.

ad 2. D'Police stellt dem Bierger allgemeng Informatiounen zu Preventiounsmesuren zur Verfügung beim „Service prévention“ vun der Police oder op hirem Internetsite. Hei ginn awer net spezifesch Elektroautoen oder Luedstatioune cibléiert.

Situation d'un centre d'imagerie médicale à Esch-sur-Alzette | Question 2374 (26/05/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

En mars 2024, un centre d'imagerie situé à Esch-sur-Alzette a arrêté son activité pour non-conformité à la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. À l'époque, dans sa réponse à la question urgente n° 0471, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a indiqué que les responsables du centre d'imagerie cherchaient à entamer une collaboration avec le CHEM en vue de pouvoir reprendre leur activité. Auparavant, dans un article de presse daté du 30 juin 2023, il était expliqué que le modèle financier de ce type de centre d'imagerie médicale repose sur le fait que les médecins qui y exercent transmettent une importante partie de leurs honoraires à des investisseurs qui leur mettent à disposition les appareils d'imagerie.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Quel est le résultat des discussions entre ce centre d'imagerie médicale et le CHEM ?

– Dans le cas où ces discussions n'auraient pas abouti à une collaboration, quelle est l'attitude du ministère face à ce projet ?

Réponse (24/06/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Les discussions n'ont pas été poursuivies. Selon nos informations, les activités de l'exploitant du centre qui avait entamé des pourparlers avec le CHEM ont été arrêtées.

Financement de la Caisse de pension par le budget de l'État | Question 2375 (26/05/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Die Ministerin für Gesundheit und soziale Sicherheit hat am 21. Mai 2025 angekündigt, dass die Regierung u. a. durch Speisungen aus dem Staatshaushalt allgemeine Beitragserhöhungen bei der Pensionskasse vermeiden will.

– Da es bisher keine Details zu dieser interessanten Ankündigung gibt, möchte ich vom Herrn Finanzminister erfahren, ob er diese Absicht bestätigen kann.

– Welches Ausmaß wird diese zusätzliche Beteiligung haben?

– Welche bisherigen Ausgaben der Pensionsversicherung werden in den Staatshaushalt übertragen?

– Ist die Regierung gegebenenfalls bereit, einseitig ihren Beitrag von bisher 8 Prozent zu erhöhen?

Réponse (26/06/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Da der Konsultierungsprozess noch nicht abgeschlossen ist, sind detaillierte Angaben bezüglich einer möglichen zusätzlichen Beteiligung des Staatshaushalts an der Pensionskasse derzeit nicht möglich.

Soutien de l'État pour alléger les charges de la Caisse de maladie | Question **2376** (26/05/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Um angesichts der sich ankündigenden Defizite der Gesundheitskasse Beitragserhöhungen zu vermeiden, hat die Gesundheits- und Sozialministerin bei der Frühjahrsquartalspartie angekündigt, dass der Staatshaushalt verschiedene Ausgaben der Gesundheitskasse, die nicht beitragsgebunden sind, übernehmen könnte.

Die Rede ging dabei von u. a. Leistungen wie Mutterschaftsurlaub, Urlaub aus familiären Gründen, Beteiligung der Kasse an Spitalsneubauten und -renovierungen usw.

– Deshalb möchte ich vom Herrn Finanzminister, der dieser Sitzung beiwohnte, erfahren, wie er zu diesen interessanten Vorschlägen steht.

– Wie hoch soll die in Aussicht gestellte zusätzliche Kostenübernahme durch den Staat sein?

Réponse (26/06/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Der Austausch diesbezüglich dauert an, so dass die Frage nach einer zusätzlichen Kostenübernahme durch den Staatshaushalt zu einem späteren Zeitpunkt geklärt wird.

Gestion judiciaire des alertes d'Europol pour des faits de pédopornographie | Question **2377** (26/05/2025) de **Mme Liz Braz** | **Mme Paulette Lenert** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

E rezent Urteel, dat duerch d'Berichterstattung vun der Press un d'Effentlechkeet komm ass, beliicht e besonnesch schockéierende Fall vu sexueller Exploitation vu Kanner an der Hierstellung souwéi dem Besëtzt vu kannerpornographeschem Material. Laut dem Urteel gouf der Lëtzebuurger Justiz schonn den 21. August 2019 vun Europol eng Alerte iwwer déi illegal Aktivitéite vun der betraffener Persoun signaléiert. Trotzdem gouf d'Perquisition erëischt am Juli 2020, also bal 10 Méint méi spéit, duerchgefouert.

Virum Hannergrond vun schwéieren Delit an der Tatsaach, dass de concernéierte Mann während dëser Zäit aktiv am Kultursektor war an domat méiglecherweis Zougang zum Ëmfeld mat Kanner hat, stellen sech eng Rei vu Froen bezüglech der Reaktioun an dem Schutz vu potenziellen Affer.

An deem Zesammenhang wëllt mir der Madamm Ministesch vun der Justiz folgend Froen stellen:

1. Firwat huet et no der Alerte vun Europol bal 10 Méint gedauert, bis et zu engem Perquisition kouw?

2. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass an esou Fäll – spéitstens ab dem Zäitpunkt vun enger Perquisition – systematesch Informatiounsmesurë fir dat privat a professionnell Ëmfeld vum Verdächtege solle lancéiert ginn, besonnesch wann de Risiko besteet, dass sech Kanner an deem Ëmfeld befannen?

3. Wéi eng direkt Protektiounsmoossnam gesäit d'Justiz aktuell vir, wann eng Persoun, géint déi e staarke Verdacht am Kontext vu sexueller Gewalt géint Kanner virläit, am selwechte Stot mat mannerjärege Kanner leeft?

4. Wéi vill Verurteelunge sinn zënter 2020 am Kontext vu Strofdoten u Mineuren op Basis vun den Artikelen 372, 379, 382-6, 382-7, 383bis, 383ter an 384 am Code pénal an eisichter respektiv an zweeter Instanz gesprach ginn?

5. Kann d'Regierung zousätzlech opschlësselen, a wéi ville Fäll d'Strof an zweeter Instanz confirméiert, reduzéiert oder erhéicht ginn ass? A wéi oft et sech bei den Täter ëm Männer a Frae gehandelt huet?

6. Wéi bewäert d'Ministesch d'Opportunitéit vu Sursisstrofen am Fall vu Verurteelunge wéinst sexuellen Delikter, besonnesch bei Mineuren?

Réponse (25/06/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Dës Fro iwwerschneit sech mat der parlamentarescher Fro N° 2372 vum honorabelen Deputéierte Marc Baum, duerfir géife mir op eis detailléiert Äntwert an deem Kader verweisen.

ad 2. Fir datt esou Informatiounen vun de Justizautoritéiten iwwerhaapt kënnen weidergeleet ginn, gëtt aktuell an der Chamber an engem Gesetzestext geschaff (PL 7882B). Nom Austausch mat de Justizautoritéiten, deen an der Sëtzung vun der Justizkommission vum 19. Juni 2025 stattfonnt huet, wäerten d'Amendementer zu dësem Gesetzesprojet zäitno presentéiert ginn.

ad 3. Dës Fro iwwerschneit sech och zum Deel mat der parlamentarescher Fro N° 2372. Et ass wichteg ervirzehiewen, dass d'Protektioun vun de Mannerjärege vun de Justizautoritéite besonnesch eescht geholl gëtt. Soubal et e klengen Zweifel gëtt, datt déi verdächtege Persoun eng Gefor fir hir Kanner duerstellt oder datt et e potenzielle Risiko gëtt, gi Schutzmoossname getraff.

Jee no Gravitéit vun der Situatioun kann ee Kand aus sengem familiären Ëmfeld ewechgeholl a placéiert ginn. De präsuméierten Täter, wann en dann net an Untersuchungshaft sëtzt, kann och am Kader vum Contrôle judiciaire verbuede kréien, mat sengem Kand oder soss mat engem Mannerjärege Kontakt ze hunn.

ad 4. Tableau [†]

Wéi aus dem Tableau ervirgeet, kouw et tëschent 2020 an 2024 am Ganzen zu 100 Verurteelungen op Basis vun den Artikelen 372, 377, 379, 382-6, 382-7, 383bis, 383ter an 384 vum Code pénal.

ad 5. Den informatesche System ass esou opgestallt, dass, wann eng Decisioun an zweeter Instanz gesprach gëtt, déi aneschtens ausfällt ewéi d'Decisioun an eisichter Instanz, da verschwennt d'Mention vum der Decisioun aus der eisichter Instanz aus dem informatesche System. Ee Verglach ass duerfir net méiglech.

ad 6. De Koalitiounsaccord 2023-2028 gesäit eng Adaptatioun vun den Dispositiounen vum Code de procédure pénale iwwert de Sursis vir.

Den 28. Januar 2025 huet de Justizministère de Gesetzesprojet N° 8486 deposéiert, deen ënnert anerem

virgesäit, dass d'Riichtere bei Strofdote mat Prisonsstrofen iwwert zwee Joer net méi speziell motivéiere mussen, wa se kee Sursis ginn.

Dës Ännerung vum Code de procédure pénale trëfft dee Moment och op Fäll vu sexuellem Mëssbrauch vu Mannerjärege zou.

Position du Luxembourg face à l'extension de la filière nucléaire en Belgique | Question **2378** (26/05/2025) de **Mme Sam Tanson** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En février 2025, la Chambre des Députés a adopté une motion que j'avais déposée, invitant le Gouvernement à « s'opposer auprès des autorités belges [...] à toute prolongation de la durée de vie du réacteur Tihange 3 » ainsi qu'à « la construction de nouveaux réacteurs nucléaires à proximité du Grand-Duché ».

Or, après avoir décidé de prolonger la durée de vie de Tihange 3, la Belgique envisage désormais d'étendre l'exploitation d'autres réacteurs au-delà de 2035. Il convient de souligner qu'une telle évolution concerne directement le Luxembourg en tant que pays voisin et devrait, à ce titre, faire l'objet d'une information préalable. Dans cette optique, la motion prévoyait également que le Gouvernement informe la Chambre des démarches entreprises pour s'y opposer. Or, aucune information ne semble avoir été transmise à ce sujet jusqu'à présent.

Ainsi, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Monsieur le Ministre, peut-il détailler les démarches entreprises par le Gouvernement luxembourgeois pour contester la prolongation de la durée de vie de Tihange 3 ?

2) Le Gouvernement a-t-il été informé en amont par les autorités belges de leur intention d'étendre l'exploitation d'autres réacteurs au-delà de 2035 ? Dans l'affirmative, à quelle date cette information a-t-elle été communiquée, et par quel canal ?

3) Le Gouvernement a-t-il officiellement exprimé son opposition auprès des autorités belges à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires ? Le cas échéant, quand est-ce que cette communication a eu lieu, et par quel canal ? Monsieur le Ministre peut-il également fournir des précisions sur le contenu d'éventuels échanges à ce sujet ?

Réponse (25/06/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas été consulté en amont de la décision du Gouvernement belge concernant les réorientations de sa politique nucléaire.

Conformément à l'accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement a exprimé une position critique à l'égard des orientations belges en matière d'énergie nucléaire. Depuis l'adoption, en séance publique du 13 février 2025, de la motion de la Chambre des Députés relative à ces nouvelles orientations, cette position a été réitérée à plusieurs reprises auprès des autorités belges.

Le 11 mars 2025, lors de la réunion des Premiers ministres de l'Union Benelux à Senningen, le Premier ministre Luc Frieden a soulevé cette question auprès



de son homologue belge, le Premier ministre Bart De Wever. Le 12 mars 2025, le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur Xavier Bettel a également abordé le sujet avec son homologue belge lors d'un entretien bilatéral. À ces occasions, les membres du Gouvernement luxembourgeois ont rappelé, conformément à l'accord de coalition, la demande de fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment celles de Tihange et Doel. Ils ont également fait référence à la motion précitée qui exprime l'opposition à toute prolongation de la durée de vie notamment du réacteur Tihange 3, ainsi qu'à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires à proximité du Luxembourg.

Il convient de noter que les mêmes positions ont été réaffirmées lors de la Commission mixte belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire, qui s'est tenue le 3 avril 2025 au Luxembourg.

Le Gouvernement veille aussi à ce que le Luxembourg soit associé, conformément à la convention d'Espoo, aux évaluations environnementales et enquêtes publiques relatives à la construction de nouveaux réacteurs et à la prolongation de la durée de vie de réacteurs existants.

Lignes directrices éthiques encadrant la sélection en équipe nationale | Question 2379 (26/05/2025) de **Mme Mandy Minella** | **Mme Corinne Cahen** (DP)

Le vendredi 23 mai, la presse luxembourgeoise rapportait que le joueur de football Gerson Rodrigues avait été sélectionné par la Fédération luxembourgeoise de football (FLF) pour faire partie de l'équipe nationale en vue des matchs contre la Slovaquie et l'Irlande. Gerson Rodrigues a été condamné, par arrêt de la Cour d'appel en date du 27 mars 2024, à une peine de 18 mois de prison avec sursis probatoire ainsi qu'à une amende de 1.500 euros, ayant été reconnu coupable de coups et blessures volontaires sur son ex-compagne ainsi que sur deux autres personnes dans des lieux de divertissement, et d'injures envers des agents de police, selon un article paru dans la presse.

Un sportif professionnel a une responsabilité qui dépasse le cadre du terrain : il doit être un exemple pour les enfants et les jeunes. Une personne placée sous sursis probatoire ne devrait, selon nous, ni recevoir le soutien d'institutions publiques, ni représenter officiellement son pays. Au plus haut niveau national, des limites claires doivent être établies. Le fait d'appartenir à l'élite sportive ne peut en aucun cas justifier un comportement inacceptable. Notre jeunesse doit comprendre que la réussite sportive ne peut excuser ni la violence, ni un comportement contraire aux valeurs que le sport est censé promouvoir – des valeurs telles que le respect, la discipline et l'équité. Celui qui ne les incarne pas ne peut être un modèle pour notre pays.

À ce titre, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

- 1) Que pense Monsieur le Ministre du fait qu'une personne condamnée pour des faits de violence et d'injures soit sélectionnée pour représenter le pays au sein de l'équipe nationale de football ?
- 2) Monsieur le Ministre, ne considère-t-il pas qu'un joueur sélectionné en équipe nationale doit être un modèle, tant sur le plan sportif que sur le plan éthique ?
- 3) Le Ministère des Sports soutenant financièrement la FLF, Monsieur le Ministre envisage-t-il une

réévaluation de ce soutien à la lumière de cette décision de sélection ?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il nécessaire d'initier une réflexion, en collaboration avec les fédérations sportives, sur l'élaboration de lignes directrices éthiques encadrant la sélection en équipe nationale ?

Réponse (24/06/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1) Conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 3 août 2005 relative au sport, « Les pouvoirs publics respectent l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif », les décisions relatives à la composition des équipes nationales relèvent de la compétence exclusive des fédérations sportives, lesquelles jouissent d'une autonomie de gestion et de sélection.

ad 2) Représenter le pays au plus haut niveau implique non seulement des compétences techniques et physiques remarquables, mais également un comportement exemplaire, en cohérence avec les valeurs d'intégrité, de respect et de responsabilité qui fondent le sport et la cohésion nationale.

Les athlètes sélectionnés en équipe nationale ont pour mission de représenter le pays dans un cadre officiel et international. À ce titre, ils portent les couleurs nationales et agissent, de fait, en tant qu'ambassadeurs du Luxembourg.

Il est donc attendu qu'ils fassent preuve d'un comportement exemplaire, tant sur le plan sportif qu'éthique, conformément aux valeurs que véhiculent le sport et les institutions qu'ils représentent.

ad 3) Comme annoncé à la Chambre des Députés le 10 juin, la Fédération luxembourgeoise de football ne recevra pas de subside Nation Branding pour l'année 2025.

Pour ne pas pénaliser les 40.000 licenciés de la FLF, le ministre entend poursuivre son soutien à la fédération dans ses missions sportives, tout en respectant l'autonomie du mouvement sportif prévue par l'article 3 de la loi modifiée du 3 août 2005.

ad 4) Le ministre a initié un processus de réflexion avec le mouvement sportif visant à renforcer, en collaboration avec les fédérations, un cadre éthique clair et partagé, tout en respectant l'autonomie du mouvement sportif.

Position luxembourgeoise par rapport à la lutte contre la déforestation | Question 2380 (26/05/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Lors de la COP29, la communauté internationale s'est engagée à mettre fin à la déforestation mondiale d'ici 2030 – un engagement essentiel dans la lutte contre la crise climatique et l'effondrement de la biodiversité.

Selon des informations parues dans la presse nationale, la Ministre de l'Agriculture plaidera aujourd'hui au sein du Conseil des ministres de l'Agriculture de l'UE en faveur d'un affaiblissement du règlement européen sur la déforestation voire pour un report de son application. Une telle position semble difficilement compatible avec les engagements internationaux du Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Monsieur le Ministre de l'Environnement a-t-il été sollicité ou consulté par la Ministre de l'Agriculture au sujet de son initiative ? Le cas échéant, à quelle date

cette consultation a-t-elle eu lieu et quelle position Monsieur le Ministre a-t-il exprimée ?

2) Monsieur le Ministre prévoit-il de prendre une initiative similaire à celle de la Ministre de l'Agriculture au sein du Conseil « Environnement » ?

3) Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre de l'Environnement justifie-t-il le fait de s'engager d'une part pour la fin de la déforestation mondiale d'ici 2030, tout en soutenant d'autre part un affaiblissement des mécanismes de protection dans l'UE ?

4) Comment Monsieur le Ministre perçoit-il la crédibilité du Luxembourg dans les instances environnementales internationales, compte tenu de la position actuelle que le Luxembourg défend auprès du Conseil agricole ?

Réponse (25/06/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Comme rappelé en réponse à une question posée par l'honorable Députée à l'occasion de la réunion de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité en date du 18 courant, le Gouvernement ne plaide nullement en faveur d'un « affaiblissement » du règlement (UE) 2023/1115 du 31 mai 2023 relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union et à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts (ci-après le « RDUE »).

Le Gouvernement souhaite au contraire simplifier la mise en œuvre du RDUE étant donné que la législation luxembourgeoise applicable aux forêts interdit d'ores et déjà toute déforestation notamment à des fins agricoles.

En l'absence de tout risque de déforestation au Luxembourg, il convient de réduire la charge administrative imposée aux acteurs impliqués à un strict minimum.

Reste à préciser que la position défendue par le Luxembourg est partagée par plusieurs autres États membres.

Zones spéciales dédiées à la production alimentaire et suivi des projets pilotes de serres dans la zone verte en proximité de zones industrielles | Question 2381 (26/05/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En 2019, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a présenté la stratégie nationale « Urban Farming Luxembourg ». Dans ce contexte, les ministres de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Économie du Gouvernement précédent ont lancé des travaux pour mettre en place un cadre destiné à encourager des projets d'agriculture urbaine à finalité économique en zone verte.

L'idée était d'implanter ces projets à proximité de zones industrielles produisant des surplus de chaleur ou de matières, afin de favoriser des coopérations utiles – par exemple en utilisant la chaleur excédentaire pour chauffer des serres.

Plusieurs projets pilotes ont été repérés, et les ministres ont décidé de faire analyser en détail deux d'entre eux afin de mieux cerner les règles applicables et les possibilités de soutien public.

En réponse à ma question parlementaire de mars 2024, Monsieur le Ministre de l'Environnement a affirmé que l'initiative lancée par le précédent Gouvernement est poursuivie activement par les ministères et administrations concernés, et que les échanges et le développement du cadre général

entamés en 2023 se poursuivraient en 2024, sous réserve de la volonté des porteurs de projets de maintenir leurs projets.

Dans le programme gouvernemental 2023-2028, le Gouvernement s'engage à mettre en place de « zones spéciales dédiées [à la production alimentaire] autour des zones d'activité économiques, tout en mettant un accent particulier sur la circularité ».

Par ailleurs, le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture lancera dans les mois à venir un appel à projets en vue de la mise en place de serres destinées à la production, au stockage ou au conditionnement de fruits et légumes. Cet appel s'appuiera sur une nouvelle loi instituant une aide à la construction de serres horticoles. Cette loi ne prévoit toutefois pas de critères concrets en matière de durabilité ou de circularité des projets subventionnables.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes au Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quelles sont les démarches concrètes entreprises depuis 2024 pour faire progresser l'initiative « Urban Farming Luxembourg », notamment en ce qui concerne la création d'un cadre juridique et réglementaire pour l'agriculture urbaine à finalité économique en zone verte ?

2) Où en est l'élaboration d'un cadre général pour le Urban farming ?

3) À quel stade se trouve la mise en place des « zones spéciales » dédiées à la production alimentaire autour des zones d'activités économiques, comme prévu dans le programme gouvernemental 2023-2028 ? Quelles démarches concrètes ont été entreprises dans ce cadre ? Des sites pilotes ont-ils été identifiés ou désignés et dans l'affirmative, où se trouvent-ils ? Quels sont les prochaines étapes et le calendrier visés dans ce contexte ?

4) Comment les enseignements tirés de l'initiative « Urban Farming Luxembourg » sont-ils pris en compte dans le développement des « zones spéciales » prévues autour des zones d'activités économiques ? L'initiative d'agriculture urbaine constitue-t-elle une base ou un pilier de ces zones spéciales ? Comment l'appel à projets pour des grandes serres s'articulera-t-il avec les initiatives « Urban Farming Luxembourg » et la mise en place des zones spéciales ?

Réponse (01/07/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Une activité agricole, horticole, maraîchère, piscicole ou apicole qui correspond à une activité d'urban farming est aujourd'hui autorisable en zone verte si cette activité est en accord avec les dispositions de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Une adaptation de cette loi n'est dès lors pas requise pour permettre l'implantation de tels sites de production.

ad 2) L'urban farming ne se réduit pas aux implantations en zone verte où de telles activités ne sont – comme relevé ci-avant – pas interdites. D'un point de vue environnemental, rien ne s'oppose à la réalisation de projets d'urban farming en zone destinée à être urbanisée.

ad 3) et 4) Sur base des deux projets pilotes identifiés en 2023, seul un porteur de projet a lancé une procédure d'appel à prestataires.

Sous réserve de finalisation de ce projet, le cadre général pourra être revu pour faciliter de nouveaux projets à l'avenir. Le projet pilote présentant à ce stade encore certaines inconnues, notamment au niveau technique et économique, un calendrier précis ne saurait être avancé.

La mise en place dans ce contexte de « zones spéciales » reste en suspens tant qu'aucun projet n'a abouti et démontré une viabilité économique élevée pour la production alimentaire autour des zones d'activités économiques.

Adresse électronique grenzkontrollen@gouvernement.lu | Question **2382** (26/05/2025) de **M. Meris Sehovic** (déli gréng)

En réponse à ma question parlementaire n° 2306, Monsieur le Ministre a expliqué que le Ministère des Affaires intérieures a mis en place une adresse électronique spécifique à laquelle les citoyens.ne.s et les frontaliers.ères peuvent envoyer leurs commentaires sur les contrôles aux frontières : grenzkontrollen@gouvernement.lu. Encore selon la réponse, les commentaires seraient destinés à contribuer à une coopération positive entre les autorités compétentes.

Dans ce contexte, je souhaiterais obtenir des précisions supplémentaires au sujet de ladite adresse électronique de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir plus de précisions quant à l'objectif exact de cette adresse e-mail ? Comment les commentaires sont-ils utilisés afin de contribuer à une coopération positive entre les autorités compétentes ?

2) Combien de messages ont été reçus via cette adresse depuis sa mise en place ?

3) Quel traitement est réservé aux messages adressés à ladite adresse ? Existe-t-il une procédure pour examiner les messages et y répondre, et dans l'affirmative, laquelle ?

4) Les doléances ou signalements reçus via cette adresse sont-ils transmis aux autorités allemandes ?

5) Une synthèse ou un rapport sera-t-il établi à partir des messages reçus ? Si oui, est-il prévu d'en publier les résultats (de manière anonymisée) ?

Réponse (05/06/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) L'objectif de cette adresse électronique est d'obtenir, à travers les témoignages des usagers de la route concernés, un aperçu global de la situation et des répercussions des contrôles aux frontières sur le trafic transfrontalier.

Les commentaires sont analysés par la Police grand-ducale, qui les relaye à ses homologues allemands si elle considère que les modalités opérationnelles des contrôles pourraient être optimisées dans l'intérêt des personnes franchissant la frontière au quotidien.

J'ai moi-même des échanges réguliers avec mon homologue allemand qui s'était notamment rendu au Luxembourg pour une visite de travail vendredi dernier.

ad 2) Jusqu'au 3 juin 2025, 140 courriers électroniques ont été reçus.

ad 3) La finalité de la messagerie n'est pas de répondre aux doléances individuelles des citoyens et des

frontaliers, mais de recueillir des informations afin d'aboutir à des mesures qui permettent de réduire les répercussions négatives des contrôles sur le trafic. L'expéditeur reçoit un accusé de réception automatisé.

ad 4) Les messages électroniques ne sont pas transmis aux autorités allemandes, mais les informations en résultant leur sont, le cas échéant relayées, comme expliqué dans la réponse à la question 1.

ad 5) Il n'est pas prévu d'établir une synthèse ou un rapport étant donné que l'adresse électronique n'est qu'un instrument d'échange policier.

Effectifs et répartition régionale des agents de l'État | Question **2384** (27/05/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Lors de l'inauguration, début mai, d'un nouvel espace-coworking à Clervaux réservé aux fonctionnaires et agents de l'État, Monsieur le Ministre de la Fonction publique a présenté des données relatives au nombre d'agents domiciliés dans le nord du pays ainsi que dans les régions frontalières belges et allemandes, susceptibles de tirer avantage de cette nouvelle infrastructure. Il a également fourni des informations concernant les gains de temps et les réductions de distance dont ces agents pourraient bénéficier en se rendant dans ce nouvel espace (par comparaison avec le trajet habituel vers leur lieu de travail principal). Il convient de préciser que les chiffres présentés se rapportaient exclusivement aux agents de l'État résidant dans le nord du pays ou dans les zones frontalières situées aux environs de la partie septentrionale du pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Quel est actuellement le nombre de fonctionnaires et employés publics ?

2) Comment leur nombre a-t-il évolué depuis l'an 2015, en distinguant selon les grands domaines d'activité (enseignement, police, armée, etc.) ?

3) Quelle est la répartition des agents publics selon leur domicile ou résidence habituelle par commune ou canton ?

4) Quel est le nombre d'agents publics résidant dans les régions frontalières du Luxembourg ?

5) Quelle est la distance moyenne parcourue (aller-retour) entre le lieu de travail et la résidence habituelle de ces agents ?

6) Combien d'agents publics parcourent une distance journalière (aller-retour) supérieure à 100 km ?

7) Combien d'agents publics parcourent une distance journalière (aller-retour) inférieure à 5 km ?

8) Combien d'agents publics de la carrière B1 ont pu accéder, ces dernières années, à la carrière A1 ou A2 ?

Réponse (13/06/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1) À l'heure actuelle, 37.736 agents travaillent auprès de l'État central qui se répartissent comme suit :

- 62 % fonctionnaires de l'État
- 31 % employés de l'État
- 7 % salariés de l'État

ad 2) En distinguant les 4 secteurs majeurs, l'évolution entre fin 2015 et fin 2024 est la suivante :[†]

ad 3) Les graphiques ci-dessous permettent de visualiser la répartition des agents en fonction de leur domicile.[†]



ad 4) Le nombre d'agents frontaliers est à l'heure actuelle de 2.924 agents qui se répartissent comme suit :

- Allemagne : 1.223 agents (41,83 %)
- France : 1.038 agents (35,5 %)
- Belgique : 663 agents (22,67 %)

ad 5) En prenant Luxembourg-gare comme référence afin de calculer la distance entre le lieu de travail est le lieu de résidence, la distance moyenne parcourue (« vol d'oiseau ») pour les agents frontaliers est de 122 km (aller-retour).

ad 6) Globalement, 1.277 agents parcourent plus que 100 km (« vol d'oiseau ») aller-retour par jour en prenant les mêmes références.

ad 7) Dans le même contexte, 4.278 agents sont situés en dessous de 5 km (uniquement « aller »).

ad 8) Entre 2020 et 2024, 219 personnes ont pu accéder au groupe A2 ou A1 via un changement de carrière.

Fermeture du Mierscher Turnveräin | Question 2385 (27/05/2025) de M. Charles Weiler (CSV)

Il a récemment été porté à mon attention que le Mierscher Turnveräin est contraint de fermer ses portes à partir du 15 juillet prochain. Cette décision, aux conséquences particulièrement lourdes, affectera directement plus de 150 enfants, qui se retrouveront sans structure sportive, sans lieu d'entraînement, et surtout sans continuité dans leur parcours sportif.

Malgré de multiples démarches entreprises par le club auprès de la commune, du Ministère des Sports, du Ministère de l'Éducation nationale, ainsi que de divers lycées, aucune solution concrète, durable et adaptée n'a pu être mise en place. Les propositions avancées ne répondent ni aux besoins logistiques (stockage du matériel, accessibilité géographique), ni aux exigences pédagogiques d'un encadrement de jeunes enfants, notamment en raison des horaires tardifs et de l'impossibilité pour les entraîneurs de s'adapter à ces contraintes.

Dans un contexte où le manque d'infrastructures ne cesse d'augmenter du fait de la demande croissante d'activités sportives pour enfants, adolescents et adultes, ce manque d'infrastructures et de personnel qualifié compromet sérieusement l'accès au sport pour tous.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

- 1) Quelles sont les raisons précises pour lesquelles aucune solution adaptée n'a pu être trouvée pour garantir la continuité des activités du Mierscher Turnveräin ?
- 2) Comment est-ce que Monsieur le Ministre évalue la pénurie de lieux de stockage et de salles accessibles aux clubs sportifs à travers le pays ?
- 3) Quels efforts peuvent être faits pour renforcer la formation, le recrutement et le soutien des entraîneurs ?
- 4) Où en est la mise en œuvre du douzième plan quinquennal d'infrastructures sportives ?

Réponse (26/06/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1) La continuité des activités du Mierscher Turnveräin n'a pas pu être assurée à ce jour, en raison d'un ensemble de contraintes géographiques, logistiques et temporelles et en particulier un manque d'infrastructures adéquates et disponibles, tant dans

la commune de Mersch que dans les communes avoisinantes, malgré les démarches entreprises par le club pour identifier des solutions d'accueil et malgré le fait que l'administration communale de Mersch, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère des Sports aient proposé des sites alternatifs.

ad 2) La problématique de la pénurie de lieux de stockage et de salles accessibles aux clubs sportifs est bien identifiée au niveau national et constitue un défi important pour le mouvement sportif et pour la promotion d'une pratique sportive régulière et inclusive.

Dans le but d'y remédier, le Ministère des Sports travaille sur un plan national de développement des infrastructures sportives, conformément aux engagements pris dans l'accord de coalition. Ce plan vise à dresser un état des lieux précis des besoins sur le terrain et à proposer des solutions concrètes et coordonnées à l'échelle du pays.

En parallèle, des cahiers de conception sont en préparation afin de guider les porteurs de projets dans la planification et la réalisation d'infrastructures sportives. Ces documents incluront notamment des recommandations spécifiques concernant les fonctionnalités des différentes infrastructures sportives, dont notamment les surfaces de stockage, afin de mieux répondre aux exigences pratiques des utilisateurs.

L'ensemble de ces démarches vise à renforcer la qualité et la fonctionnalité des infrastructures sportives au Luxembourg.

ad 3) Mes services œuvrent quotidiennement en faveur d'un développement qualitatif du sport, dans toutes ses dimensions, et en particulier en soutien au mouvement sportif. Dans cette perspective, la réforme du Subside qualité+ constituera un levier essentiel de notre politique sportive, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'accord de coalition 2023-2028.

Cette réforme visera à renforcer les capacités organisationnelles des structures associatives et à favoriser leur professionnalisation, en mettant à leur disposition les moyens humains et financiers nécessaires à l'engagement de personnel technique et administratif qualifié. Elle contribuera ainsi à améliorer durablement la qualité de l'offre sportive dans nos clubs.

Dans ce cadre, l'INAPS jouera un rôle central en assurant la formation de ces cadres et en élargissant son offre de soutien et de conseil afin de répondre aux besoins croissants du secteur.

ad 4) Conformément aux dispositions de la loi du 21 juillet 2023 autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives, le Ministère des Sports s'apprête à publier une deuxième liste de projets reconnus d'intérêt et éligibles à un cofinancement public. Cette étape interviendra après réception et analyse de l'avis rendu par la Commission interdépartementale pour les équipements sportifs. Elle permettra l'engagement complet de l'enveloppe budgétaire prévue, soit un montant total de 135 millions d'euros. À l'heure actuelle, quatre cinquièmes de cette enveloppe font déjà l'objet d'un engagement définitif.

Aménagement d'une nouvelle décharge pour déchets inertes | Question 2386 (27/05/2025) de M. André Bauler (DP)

Il nous revient que le Gouvernement projeterait d'aménager une décharge pour déchets inertes aux

environs de la localité de Kahler, dans le canton de Capellen, à proximité de l'autoroute A6.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- Monsieur le Ministre pourrait-il informer sur le site d'implantation de cette décharge de déchets inertes ?
- Quelle en sera la capacité de stockage maximale prévue ?
- Est-ce que les terrains y relatifs ont déjà été acquis par l'État ?
- Quel type ou genre de matériaux y seraient déposés ?
- Est-ce que Monsieur le Ministre a déjà fait effectuer les études d'évaluation des incidences sur l'environnement y relatives ?

Réponse (26/06/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

N'étant à ce jour pas saisi d'un projet concret, je me permets de renvoyer l'honorable Député aux réponses du 18 juin 2025 à la question parlementaire n° 2310.

Taux d'échec aux examens du permis de conduire | Question 2387 (28/05/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 2195 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement schreift d'Madamm Minister, datt d'lescht Joer 46,8 Prozent vun de Kandidaten, déi fir e praktesche Führerschäinexamen an den ënnerschiddleche Kategorien ugetruede waren, duerchgefall sinn. Am Artikel „Fast 50 Prozent fallen durch“ zum selwechten Thema, deen den 20. Mee am „Tageblatt“ publizéiert gouf, gëtt am Bezug op den Exame fir den Autosführerschäin esouguer preziséiert, datt d'Quot fir Leit, déi op d'mannst eng Kéier duerchgefall sinn, ouni Conduite accompagnée esouguer bei 58,1 Prozent louch, mat Conduite accompagnée ëmmer nach bei 45,2 Prozent. D'Duerchfallquot schéngt bei méi erfuere Chaufferen, déi sech op eng zousätzlech Kategorie wéi Bus oder Camion bewerben, also e gutt Stéck méi niddreg ze leie wéi bei jonke Leit, déi déi éischte Kéier selwer op der Strooss mussen eens ginn.

D'Madamm Minister schreift an der Äntwert op déi uewe genannten, parlamentaresch Fro, datt aktuell d'Publikatioun vun där neier EU-Führerschäinsdirektiv ofgewart gëtt, déi ënner anerem eng besser Virbereedung vun de Kandidate virgesäit, ouni awer dozou weider Detailer ze nennen. D'„Tageblatt“ schreift dozou, datt déi theoreetesche Prüfung an de leschte Jore vereinfacht gouf, an datt ënner anerem kee Questionnaire à choix multiples méi muss bestane ginn. De Verband vun de Fahrlehrer gesäit och hei eng potenziell Ursach, well d'Froe just ausweneg geléiert ginn, awer d'Verständnis fir déi praktesch Uwendung feelt.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

1. A wéi engem Joer gouf déi aktuell Form vum theoreetesche Führerschäinexamen agefouert?
2. Wéi steet d'Madamm Minister zu der Analys vum Fahrlehrerverband, datt de vereinfachten theoreeteschen Examen zu enger méi héijer Duerchfallquot beim prakteschen Examen gefouert huet?
3. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi d'Duerchfallquot beim

theoreeteschen Exame fir den Autofürerschäin sech déi lescht fënnf Joer, während deenen nach mam ale Questionnaire à choix multiples geschafft gouf, souwéi vun der Ëmstellung bis zum Joer 2024 inclus, duergestallt huet? Kann d'Madamm Minister an deem Sënn preziséieren, wéi vill Kandidate méi wéi eng Kéier hu missen nei untrieden?

4. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi d'Duerchfallquot beim praktesche Fùrerschäinsexame sech fir all Kategorie, beim Auto och differenziéiert no Conduite accompagnée, vun 2018 bis 2024 entwéckelt huet an an deem Sënn preziséieren, wéi vill Kandidate jee weils méi wéi eng Kéier hu missen nei untrieden?

Réponse (25/06/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert de Führerschäinsexamen.

ad 1. Säit dem éischten Trimester 2010 gouf agefouert, dass et just nach eng richteg Äntwert gëtt an net méi 2 oder 3 Äntwerte sou wéi vir drun.

ad 2. D'Duerchfallquot am theoreeteschen Examen ass zanter 2021 stabil a läit fir 2024 bei 25 %. Hei sief dann awer och nach erwänt, dass et 2024 zu kenge gréisseren Ännerunge beim theoreeteschen Exame komm ass, anescht wéi am Mäerz 2021, wou eng komplett Aktualiséierung vum Froekatalog duergéouert gouf. Dës Aktualiséierung huet et erméiglecht, besteeënd Froen unzepassen an nei Froen dobäizesetzen, fir de rezente Entwécklungen an domadder verbonnenen neie Reegelen am Stroosseverkéier Rechnung ze droen. Et ass also u sech de Contraire geschitt, den theoreeteschen Examen ass méi modern ginn, an duersch déi nei Inhalter net méi einfach, mee éischter nach méi schwéier ginn. De But dovunner ass, fir déi nei Chauffere beschtméiglech op déi komplex Situatiounen am Verkéier virzebereeden.

ad 3. Eng Statistik, wéi oft de/déi selwecht(e) Kandidat/-in an den theoreeteschen Exame kënn, gëtt net gefouert. D'Zuel vun de Kandidaten/-innen a wéi se ofschnede stellt sech awer wéi follegt duer: ↑

ad 4. Tableau ↑

Am prakteschen Exame gëtt keng Statistik gefouert, wéi vill Leit méi ewéi eng Kéier hu missen untrieden.

Doriwwer eraus stellt ee fest, dass den Taux de réussite am Joer 2024 bei de Leit, déi Conduite accompagnée gemaach hunn, bei 54,8 % läit. Bei deene Leit, déi keng Conduite accompagnée gemaach hunn, läit e bei 41,9 %.

Accès au marché du travail pour les ressortissants de pays tiers et DPI | Question 2388 (28/05/2025) de **Mme Liz Braz** | **M. Georges Engel** (LSAP)

L'accès au marché de travail luxembourgeois est restreint pour les ressortissants de pays tiers, ainsi que les demandeurs de protection internationale (DPI).

Un employeur souhaitant embaucher un ressortissant de pays tiers a besoin d'un certificat délivré par l'ADEM lui permettant de recruter la personne de son choix. Avant de délivrer ce certificat, l'ADEM procède à un test de marché si le poste déclaré ne correspond pas à un métier très en pénurie. Ce test vise à vérifier qu'aucun demandeur d'emploi inscrit à l'ADEM n'est disponible pour le poste à pourvoir, cependant il prolonge la procédure d'embauche pour l'employeur de plus d'un mois et représente une charge administrative conséquente.

Les DPI ne peuvent accéder au marché du travail qu'à travers une autorisation d'occupation temporaire

(AOT), délivrée par l'ADEM, au plus tôt six mois après l'introduction de leur demande de protection internationale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de demandes de certificat pour l'embauche d'un ressortissant de pays tiers tombant dans le cadre du test du marché de l'ADEM ont été effectuées durant les cinq dernières années ? Ces données sont-elles disponibles en chiffres absolus pour chaque année demandée, ainsi qu'en moyenne par poste au cours des cinq dernières années ?

2) Combien de candidats de l'ADEM ont pu être recrutés par année au cours des cinq dernières années grâce au dispositif du test du marché ?

3) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il l'impact du test du marché ?

4) Le programme gouvernemental prévoit que les DPI peuvent conclure un contrat de travail « dans les domaines à forte pénurie de main d'œuvre » quatre mois après l'introduction de la demande de protection internationale. Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il mettre en œuvre cette mesure ?

Réponse (30/06/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) En 2024, 6.520 certificats pour l'embauche d'un ressortissant de pays tiers ont été demandés à l'ADEM. Ceci représente 20 % de l'ensemble des postes déclarés. Ce ratio a augmenté au cours des 5 dernières années.

À noter que le test du marché n'est plus effectué pour les métiers considérés « très en pénurie » (Journal officiel – Mémorial B – n° 1517 du 31 mars 2025) depuis l'entrée en vigueur de la loi du 7 août 2023 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. Dans ces cas, le certificat est délivré automatiquement dans un délai de cinq jours ouvrables, suivant un contrôle par l'ADEM que le métier sélectionné correspond bien au poste vacant. ↑

ad 2) Le tableau ci-dessus indique le nombre de certificats accordés, mais l'ADEM ne dispose pas de l'information si un candidat a été recruté suivant la délivrance d'un certificat. Ce processus est pris en charge par la Direction de l'immigration.

Dans le cadre de la procédure du certificat, l'ADEM assigne des demandeurs d'emploi au poste concerné. Lorsque le certificat est refusé, l'employeur peut alors embaucher l'un des demandeurs d'emploi assignés par l'ADEM. Le tableau suivant précise le nombre d'assignations de demandeurs d'emploi pour lesquelles une embauche a été confirmée par l'employeur. Sachant que l'employeur ne donne souvent pas de retour sur l'embauche, le nombre réel de demandeurs d'emploi embauchés devrait être plus élevé. ↑

ad 3) Les modifications législatives, entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2023, ont apporté un certain nombre de changements dans le recrutement de ressortissants de pays tiers en provenance de l'étranger.

Premièrement, la notion de métiers très en pénurie permet désormais aux employeurs d'obtenir plus rapidement un certificat de main-d'œuvre étrangère, ce qui a considérablement accéléré le processus de recrutement.

Par ailleurs, ce processus est d'autant plus raccourci grâce à l'abrogation de la période d'attente de trois semaines, avant de pouvoir introduire une demande de certificat de main-d'œuvre étrangère.

En somme, la nouvelle procédure a accéléré, fluidifié et simplifié le recrutement de main-d'œuvre

étrangère au niveau de l'ADEM, ce qui se traduit par une facilitation générale du processus de recrutement pour les employeurs.

Ce constat est d'autant plus soutenu par les chiffres, sachant qu'environ 70 % des certificats émis par l'ADEM concernent des métiers très en pénurie, offrant ainsi la possibilité aux employeurs de pallier cette pénurie en recherchant des talents à l'étranger.

ad 4) Le Ministre du Travail envisage de mettre en œuvre cette mesure au cours de l'année 2026.

Allongement de la durée de cotisation et effets sur le régime des pensions | Question 2389 (28/05/2025) de **M. Ben Polidori** | **M. Claude Haagen** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Lors du discours sur l'état de la nation du 13 mai 2025, Monsieur le Premier ministre a annoncé une augmentation progressive de la durée de carrière requise pour pouvoir accéder à la pension de vieillesse. Avant de poursuivre par les termes suivants : « La carrière nécessaire pour ouvrir le droit à une pension sera allongée progressivement de trois mois par an sur plusieurs années. »

Face à la possibilité que cette mesure, ou une mesure analogue, soit mise en place, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quel est l'impact annuel en termes de recettes supplémentaires si la durée de cotisation est prolongée de manière graduelle et obligatoire de 3 mois par an, à partir de 2030 jusqu'en 2035 inclus ? Quel serait cet impact si cette prolongation progressive se poursuivait jusqu'en 2040 ?

2) Dans les mêmes scénarios que décrits au point 1, quel sera l'impact sur le rendement pour l'assuré s'il cotise plus longtemps ?

3) Toujours selon les scénarios mentionnés au point 1, quel sera l'impact sur la date de la prime de répartition pure > 24 %, sur la date à laquelle la réserve passerait sous le seuil de 1,5 fois les dépenses annuelles et sur la date de l'année critique pour l'épuisement complet des réserves, telles que calculées par IGSS (en tenant compte des données actualisées pour 2025) ?

Réponse (30/06/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 3) En référence au scénario de base présenté par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) dans le contexte de sa contribution du 10 mars 2025 au débat de consultation dans le cadre du processus de large consultation portant sur la viabilité à long terme de notre système des retraites à la Chambre des Députés, l'IGSS a élaboré un scénario « prolongation » qui incorpore une prolongation de la durée de cotisation de 3 mois par an à partir de 2030 et sur un intervalle de 20 ans, reflétant ainsi une hausse totale de la durée de cotisation de 5 ans.

Selon les projections démographiques et financières, pour les années 2035 et 2040, le nombre de cotisants augmenterait respectivement de 24.000 assurés et de 44.000, tandis que celui des prestations diminuerait respectivement de 18.000 pensions et de 27.000.

Au cours de la période de projection à l'horizon 2070, le scénario « prolongation » résulterait en une croissance moyenne du nombre des assurés de 1,0 %, à comparer à une croissance de 0,6 % pour le scénario de base. Le scénario « prolongation » produirait une croissance moyenne de pensions de 2,2 % en



comparaison au scénario de base avec une croissance moyenne de 2,7 %. En 2035, la prime de répartition pure serait réduite de 28 % à 26 % et en 2040 de 30 % à 27 %.

Du fait d'une croissance de l'emploi augmentée par rapport au scénario de base la trajectoire du PIB serait plus dynamique et le scénario « prolongation » produirait une croissance moyenne du PIB de 2,1 % en comparaison avec le scénario de base qui indique une croissance moyenne de 1,8 % sur la période de projection.

D'après le scénario de base, l'année du dépassement du taux de cotisation global par la prime de répartition pure est 2026. Il s'ensuit que la mesure sous étude, qui est supposée être introduite à partir de 2030, n'a pas d'effet sur cet événement.

L'année où la réserve passe en dessous du seuil des 1,5 fois le montant des réserves annuelles, prévue pour 2039 dans le scénario de base, passe à 2043 dans le scénario « prolongation ». La réserve dans ce dernier scénario est épuisée en 2050 alors qu'elle l'est en 2045 pour le scénario de base.

ad 2) En application d'un modèle de méthode actuarielle sur base de cohortes d'assurés, pour des cohortes étudiées avec un départ en retraite à 60 ans et une carrière de périodes obligatoires de 37 années, le besoin de croissance structurelle de la masse cotisable, hors croissance de la productivité et de l'inflation, serait de 2,14 % pour des départs en retraite en 2033.

Conceptuellement, cette croissance, augmentée de la productivité, et le cas échéant de l'inflation, représente le taux de rendement interne équilibrant le flux des entrées de cotisations et des sorties de prestations dans le contexte d'un système de retraite basé sur la capitalisation. Dans le contexte d'un système de retraite basé sur la répartition, la croissance de la masse cotisable générée par la croissance de l'emploi, en supplément des gains de productivité et de l'inflation, permet d'assurer l'équilibre financier entre recettes et dépenses du régime.

En supposant une augmentation graduelle, entre 2030 et 2034, d'une année supplémentaire des périodes obligatoires, l'âge de départ en retraite de la cohorte partant initialement en retraite en 2033 étant ainsi de 61 ans en 2034, avec une carrière professionnelle de 38 années, le besoin de croissance hors productivité et inflation de la masse cotisable serait réduit de 2,14 % à 2,06 %. Le taux de remplacement passerait de 73,9 % à 76,8 % tandis que le cumul de prestations serait maintenu à 17,4 fois le salaire annuel. Ainsi en termes de prestations à recevoir, la cohorte considérée ne serait pas pénalisée, tout en augmentant sa contribution à ses propres prestations de retraite avec 3,86 % de la masse cotisable.

En supposant ensuite une augmentation graduelle, entre 2030 et 2038, de deux années supplémentaires des périodes obligatoires, l'âge de départ en retraite de la cohorte partant initialement en retraite en 2036 étant ainsi de 62 ans en 2038 avec une carrière professionnelle de 39 années, le besoin de croissance hors productivité et inflation de la masse cotisable serait réduit de 2,09 % à 1,93 % en comparaison à la cohorte partant à la retraite à l'âge de 60 ans en 2036 avec une carrière professionnelle de 37 années. Le taux de remplacement passerait de 72,7 % à 78,6 % tandis que le cumul de prestations serait maintenu à 17,2 fois le salaire annuel. Ainsi en termes de prestations à recevoir, la cohorte considérée ne serait pas pénalisée, tout en augmentant sa contribution à ses propres prestations de retraite avec 8,52 % de la masse cotisable.

Ainsi une prolongation de la carrière professionnelle apporte des ressources financières supplémentaires au régime, tout en diminuant le besoin de contribution en cotisations des générations futures. De même une réduction du besoin de recourir à des assurés futurs pour financer les prestations des cohortes en retraite diminue la création de droit à des prestations futures de ces nouvelles cohortes.

Impact des mesures américaines sur les étudiants luxembourgeois | Question 2391 (28/05/2025) de M. Franz Fayot | M. Yves Cruchten (LSAP)

L'administration Trump envisage d'exiger que tous les étudiants étrangers qui demandent à étudier aux États-Unis se soumettent à un contrôle de leurs comptes de médias sociaux. En prévision de ce contrôle, l'administration a ordonné aux ambassades et aux sections consulaires des États-Unis d'interrompre la programmation de nouveaux entretiens pour les demandeurs de visas d'étudiant.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer si l'ambassade des États-Unis a obtenu de telles consignes ? Le cas échéant, cette mesure s'applique-t-elle aux étudiants luxembourgeois ?
- 2) Monsieur le Ministre a-t-il convoqué l'ambassadeur des États-Unis au Luxembourg à cause de ces annonces ?
- 3) Combien de Luxembourgeois étudient actuellement aux États-Unis et quelle est leur situation actuelle ? Quelles sont les implications des décisions de l'administration Trump pour les étudiants luxembourgeois aux États-Unis ?

Réponse (16/06/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur n'a pas connaissance des consignes internes des autorités américaines.

ad 2) Non.

ad 3) Selon les statistiques relatives à l'aide financière de l'État (AideFi) pour études supérieures, 175 résidents luxembourgeois bénéficiaires de l'aide financière de l'État étudient aux États-Unis au titre de l'année académique 2024-2025.

Plateformes à contenu pornographique | Question 2392 (30/05/2025) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

La Commission européenne a annoncé le 27 mai dernier l'ouverture d'une enquête contre quatre plateformes à contenu pornographique pour des infractions présumées à la législation sur les services numériques. Dans le cadre de la nouvelle législation sur les services numériques (DSA), la Commission européenne enquête sur l'absence d'outils « appropriés » pour vérifier l'âge des utilisateurs et protéger les mineurs des contenus pour adultes. Étant donné qu'une des plateformes qui fait l'objet de cette enquête est domiciliée à Luxembourg via la société holding « Aylo » (anciennement « Mindgeek »), cette démarche de la Commission européenne soulève à nouveau des questions quant à l'opportunité de domicilier des sociétés de ce secteur dans notre pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

- 1) Combien de sociétés exerçant dans le secteur de la pornographie sont domiciliées au Luxembourg ?
- 2) Quel est le montant des recettes fiscales pour l'État généré par ces entreprises ?
- 3) L'hébergement des sociétés exerçant dans ce secteur n'est-il pas en contradiction avec le Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes et la politique du Gouvernement contre la violence fondée sur le genre ?

Réponse (30/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Il n'est pas possible d'identifier statistiquement les sociétés en question, puisque selon la manière dont les groupes d'entreprises sont organisés, les différentes unités peuvent être classées dans des rubriques d'activités (code NACE) très variées. Il n'en reste pas moins que les plateformes du groupe mentionné par l'honorable Députée sont sous la compétence d'un autre pays européen.

ad 2) Considérant l'impossibilité d'identifier statistiquement les sociétés en question, il n'est pas possible de fournir des informations sur d'éventuelles recettes fiscales. Il convient également de préciser qu'en vertu du paragraphe 22 de l'Abgabenordnung, les autorités ne peuvent pas fournir de renseignements sur des cas particuliers.

ad 3) Le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA) est en charge de coordonner la mise en œuvre de trois plans d'action nationaux. Le premier se concentre sur l'égalité entre femmes et hommes, le deuxième sur la promotion des droits des personnes LGBTIQ+ et le troisième sur les violences fondées sur le genre. Dans un souci de complémentarité, les trois plans d'action nationaux comportent des passerelles de coopération concernant leurs mises en œuvre respectives.

En raison du fait que les contenus pornographiques peuvent être assortis d'éléments de violence et de domination entre les genres, qui ne correspondent en rien aux valeurs auxquelles le Gouvernement s'oriente dans ses politiques d'égalité et de diversité, il est évident que la question de l'accès facile des mineur-e-s aux contenus précités doit être abordée. Le MEGA souligne dans ce contexte que ses plans d'action nationaux sont des documents stratégiques conçus sous forme de documents ouverts permettant une évaluation périodique et une adaptation, si de nouvelles priorités s'avèrent nécessaires. À titre illustratif, le Plan d'action national sur les violences fondées sur le genre s'applique entre autres aux formes de violences facilitées par les nouvelles technologies et prévoit des mesures stratégiques qui visent la formation, la sensibilisation et le renforcement du cadre légal pour protéger les victimes et pour responsabiliser les auteur-e-s. Dès lors, il est parfaitement envisageable que le MEGA, en coopération avec d'autres acteurs du terrain, mettra un accent sur les risques de la pornographie sur les mineur-e-s et sur les mesures de prévention et de protection en la matière, y compris des stratégies évitant un accès facilité à ces contenus.

Il est finalement à signaler que le Digital Services Act (DSA) réglementant les activités des plateformes numériques prévoit toute une série de mesures concrètes rigoureusement appliquées au Luxembourg, et a pour objectif de créer un environnement en ligne plus sûr et qui vise spécifiquement à protéger les consommateurs sur Internet. De même, la directive « Services de médias audiovisuels », mise en œuvre par la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, contient des règles spécifiques visant à protéger les mineurs contre du contenu qui pourrait nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral.

.....

Protection des mineurs et lutte contre la pédocriminalité | Question 2393 (02/06/2025) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

D'Sécherheet an d'Wuel vun eise Kanner a Jugendlecher an der Gesellschaft stinn am Mëttelpunkt vun der Verantwortung vun de staatlechen an zivillgesellschaftlechen Acteur-ricé vun eiser Demokratie. Déi rezent Affär ëm d'Verurteilung vun enger Persoun, déi an diversen Associatiounen am Kulturberäich engagéiert war, huet d'effentlech Meenung iwwer déi potenziell Schwächen a Kontrollmechanismen alarméiert.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Inneminister stellen:

1. Firwat gouf am rezent Fall, trotz Beweiser, déi vun Europol geliiwert goufen, d'Kand net direkt a Sécherheet bruecht? Wéi eng Prozedure si fir esou Situatiounen virgesinn a goufen dës am konkrete Fall respektéiert?
2. Gëtt et aktuell Prozeduren/Sécherheetspläng fir Mannerjäreger, déi potenziell Affer vu sexueller Gewalt sinn?
3. Wéi vill Poliziste sinn aktuell zu Lëtzebuerg spezifesch fir d'Bekämpfung vu Pedokriminalitéit zoustänneg?
4. Wéi vill Signalementer vu Pedokriminalitéit (Produktioun, Deelen, Opriff vun CSAM – child sexual abuse material) goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg gemellt, souwuel vun Europol wéi vu Privatleit?
5. Hëlt d'Zuel vu pedokriminellen Netzwierker zu Lëtzebuerg zou? Gëtt et rezent Statistiken zu dësem Phänomeen?
6. Gëtt aktuell iwwerpréift, ob déi technesch Mëttel, déi vun der Police benotzt ginn, fir pedokriminell Material ze identifizéieren an ze behandelen, um neiste Stand an effektiv sinn? Sinn zousätzlech Ressourcen an/oder Upassunge geplangt?

Réponse (02/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. Dës Fro iwwerschneit sech zum Deel mat der parlamentarescher Fro N° 2372. Et sief dowéinst och op d'Antwort op dës Fro verwisen, awer mat e puer zousätzleche Präzisierungen:

Déi Daten, déi vun Europol vermëttelt gi sinn, si „Réidaten“, déi nach net analyséiert goufen, an déi also keng onmëttelbar kontextuell Interpretatioun zouloossen, am Géigesaz zu deem, wat an der Fro suggeréiert gëtt. D'Police muss als Alleréischt dës Daten oder Informatiounen analyséieren an auswäerte fir ze kucken, ob se op eng bestëmmte Persoun zerréckgefouert kënnen ginn. Oft ginn déi Elementer an Informatiounen och net duer, fir eng Persoun ze identifizéieren. De Parquet decidéiert op Grond vum

Rapport vun der Police, ob eng offiziell Ermëttlung ageleet gëtt, an ob zousätzlech Investigatiounen noutwenneg sinn z. B. bei Internetprovider. Sollten dës Investigatiounen et erméiglechen, eng Persoun ze identifizéieren, gëtt den Untersuchungsriichter saiséiert. Dëse kann da Perquisitiounen oder Saisien ordonéieren.

Am Kader vun der Affär, op déi sech d'parlamentaresch Fro baséiert, krut d'Police judiciaire eng grouss Unzuel un Informatiounen vun Europol iwwermëttelt, déi ausserdeem net just mat engem eenzege Fall an Zesummenhang stoungen. All déi Informatiounen hu misse richteg ausgewäert ginn, wat Zäit an Usprooch geholl huet. Dorobberhi si 46 Perquisitiounen geplangt an duerchgefouert ginn. No der Perquisitioun huet an dësem Fall vun der Police och eng detailléiert Analys vun de beschlagnaamte Festplacke misse gemaach ginn.

Dobäi gouf constatéiert, dass de Verdächtegen net nëmme kannerpornografesch Material vum Internet erofgelueden huet, mä och Material erstellt huet. De Verdächtege gouf op Basis vum Policerrapport vum Untersuchungsriichter interagéiert an inculpéiert. Hie gouf ënnert „contrôle judiciaire“ gestallt a krut e Verbuert, fir mat senger Duerchter a Kontakt ze trieden. Eng „enquête sociale“ gouf dorobberhin duerchgefouert.

ad 2. Et gëtt eng Prozedur, wann ee Mannerjäreger a Gefor sollt sinn, déi et der Justiz erméiglecht, séier ze handelen. All Interventioun am Jugendberäich riicht sech um Schutz vum Kand aus.

Esoubal e Signalement un d'Justiz iwwermëttelt gëtt, sief et, well ee Verdacht op kierperlech, psychologesch oder sexuell Mësshandlung vun engem Kand, oder op schro Vernoléissegung, besteet, huet d'Justiz verschidde Moosnamen zur Verfügung, déi direkt aktivéiert kënnen ginn. Wann ee potenziell mannerjäreger Affer identifizéiert ass, kann de Jugendriichter oder de Procureur z. B. d'Kand provisoersch aus sengem familiären Ëmfeld eraushuelen a placéieren oder den Untersuchungsriichter kann dem präsuméierten Täter den Ëmgang mam Mannerjärege verbidden.

Den entscheidende Kritär ass d'Gefor, där ee Kand ausgesat ass. D'Autoritéite kënnen zu all Moment am Dag oder an der Nuecht agräifen. D'Prozedur gesäit dowéinst eng Opdeelung vun de Kompetenze vir, jee no Zäitpunkt vun Signalement. De Jugendriichter ass während de Bürostonnen zoustänneg, fir virleefeg Mesuren ze huelen. Nuets, während dem Weekend oder de Feierdeeg, intervenéiert de Parquet. Dës Organisatioun garantéiert d'Kontinuitéit vum Schutz vum Kand ouni Ënnerbriechung oder Waardezäit.

Doriwwer eraus ass och den néidege logisteschen Dispositif an Zesummenaarbecht mam Educatiounsministerium op d'Bee gestallt ginn. Eng aktualiséiert Lëscht vun den disponibele Plazen a Foyeren a Betreuungsrichtungen steet der Justiz zur Verfügung. Esou kann ee Kand direkt an ee séchert Ëmfeld placéiert ginn.

ad 3. Fir d'Bekämpfung vu Pedokriminalitéit sinn aktuell 27 Enquêteuren a 7 Analysten zoustänneg. Vun dësem Effectif schaffe 5 Enquêteuren an 3 Analysten am spezifesche Beräich „Internet“.

ad 4. Am Tableau[↑] ass den Total pro Joer vun de Signalementer vu Pedokriminalitéit vun Europol zu Lëtzebuerg:

Eng Ventilatioun ass net méiglech. D'Police féiert keng Statistik iwwer d'Zuel vu Signalementer, déi vu Privatleit gemaach goufen.

ad 5. D'Police huet keng Kenntnis vu pedokriminellen Netzwierker zu Lëtzebuerg. D'Deele vun CSAM (child sexual abuse material) um Internet geet an de leschte Joren an d'Luucht.

ad 6. D'Police huet d'Kapazitéit an dësem Ermëttlungsberäich iwwer déi lescht Joren ausgebaut, fir d'Effizienz an den Ermëttlung stänneg ze verbessern. D'Unzuel vun den Enquêteuren an Analysten an dësem Beräich huet sech an de leschte 5 Joer vervéierfacht a soll, duerch weider Rekrutementer, weidergefouert ginn. De Kampf géint dës kriminell Phänomeen ass fir d'Police an d'Regierung eng héich Prioritéit.

Fir d'Pedokriminalitéit ëmmer besser kënnen ze bekämpfen, ass d'Police permanent op der Sich no neie Programmer a Moyenen.

Doriwwer eraus steet d'Police am enke Kontakt mat Europol souwéi och mat anere Police-Unitéiten am Ausland, dëst fir ëmmer um neiste Stand vun den Ermëttlungstechniken ze sinn.

.....

Exemptions au test de langue dans le cadre de la nationalité | Question 2395 (02/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Préiwung zu der Bewäertung vun der lëtzebuergescher Sprooch ass eng vun de Prozeduren, déi am Kader vum Erhalt vun der lëtzebuergescher Nationalitéit duerchgefouert gëtt.

Am betreffende Gesetz seet den Artikel 15: Sur demande motivée, le ministre peut dispenser le demandeur de l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise lorsque son état de santé physique ou psychique le met dans l'impossibilité d'apprendre cette langue. Un certificat émanant d'un médecin spécialiste doit être joint à la demande. Le demandeur peut être entendu par le délégué du ministre. En cas de doute, le ministre peut ordonner une expertise médicale.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll sinn et an de leschte 5 Joer ginn, ventiléiert no État de santé physique a psychique, wou de Sproochentest am Kader zum Erhalt vun der lëtzebuergescher Nationalitéit net huet misse gemaach ginn?
2. A wéi ville Fäll huet de Minister eng Expertise médicale veruerdent, esou wéi Gesetz et virgesäit am Zweiwelsfall?

Réponse (02/07/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. De Justizministère féiert Statistiken iwwer d'Unzuel vun Dispense beim Sproochentest aus medezinesche Grënn zënter Januar 2022. Bis zum 15. Mee 2025 si 463 Kandidate vum Sproochentest dispenséiert ginn.

Et gi keng detailléiert Statistike pro Pathologie gefouert. Et kann een awer soen, datt déi psychesch Pathologien iwwerweien. Bei de physesche Pathologie sinn d'Dispensen haaptsächlech begrënnert duerch Kriibs, souwéi duerch Problemer beim Héieren, Kucken a Beweegen. Bei de psychesche Pathologien handelt et sech meeschtens ëm eng posttraumatesch Belaaschtungsstéierung.

ad 2. Fir Abusen ze verhënneren, ordonéiert de Justizministère systematesch eng Expertis duerch ee spezialiséierte Medezinner un.

Modalités de gestion des tantièmes des représentants de l'État | Question 2396 (02/06/2025) de M. Dan Hardy (ADR)

Well de Staat Aktionär a sëllege Sociétés anonymes ass, sëtzen deemno och Staatsbeamten do an de Verwaltungsréit. An der Äntwert op d'Fro N° 0139 vum honorabelen Deputéierte Ben Polidori schreift den Här Premierminister Folgendes:

„De Regierungsrot decidéiert, aus praktesche Grënn, dass d'Tantiemen direkt un déi betraffe staatlech Vertrieeder am Verwaltungsrrot vum der betreffender Firma ausbezuelt ginn, ouni virdrun nach iwwert de Staatsbudget ze transitéieren.“

Dëst verwonnert dach awer, well dat ofgeännert Gesetz vum 25. Juli 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme virgesäit, datt d'Suen, déi dës Beamte kréien, un de Staat mussen ausbezuelt ginn, ier de Regierungsrot vu Fall zu Fall entscheet, wéi vill vun dese Suen un de Beamten ausbezuelt ginn.

Et besteet deemno de Verdacht, datt elo scho säit Joerzénngen e Verfahren applizéiert gëtt, wat diametral géint d'Gesetz geet.

Och d'„Droits de l'humanité, éthique ASBL“ huet a sëllege Bréiwer – ë. a. un d'Inspection générale des finances, d'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), d'Cellule de renseignement financier – op dës eventuell Mëssstänn higewisen, ouni awer, datt Konsequenze gezu goufen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Premierminister:

1. Wien huet iwwert all déi Joren d'Decisioun geholl, datt d'Tantiemen net zeréckbezuelt musse ginn?
2. Kann den Här Minister opschlësselen, wéi eng Regierungsmembere jee weils dës Decisioun am Regierungsrot geholl hunn a wéi eng Fonctionnaire vum de verschiddene betraffene Ministère gehollef hunn, fir datt dës Decisioun konnt zustane kommen?
3. Kann den Här Premierminister präziséieren, wou sech déi legal Basis erëmfënnt, déi beseet, datt de Staat op d'Suen, déi un d'Beamten, déi an de Verwaltungsréit sëtzen, ausbezuelt ginn, verzichten dæerf? Wou sinn déi schréiflech Pièc vum där Decisioun?
4. Am Fall, wou et heifir keng gesetzlech Basis gëtt: Wat gétt elo vusäite vum der Regierung ënnerholl, fir déi Suen, déi de Staat iwwert all déi Joren net agridriwwen huet an déi jo dann illegal zeréckbehale goufen, nees anzedriwwen?
5. Kann den Här Minister präziséieren, wéi héich d'Zomm ze bezifferen ass vun de Suen, déi dem Staat verluer gaange sinn, well d'Beamten hir Tantiemen, déi d'Verwaltungsréit hinne bezuelen, net ewéi gesetzlech virgesinn un de Staat zeréckbezuelen?
6. D'Majoritéit vun de Beamten an de Verwaltungsréit kommen a koumen aus dem Büro vum Premierminister, vum Finanzministère, vum Economie- an Transportministère, awer och aus verschiddenen Administratiounen an der Steierverwaltung: Kann den Här Premierminister ausschlëssen, datt dat eventuell Net-Anhale vum Gesetz net zum Virdeel vu Beamte war, déi der Regierung nostinn? Sinn dës Beamte Stand haut eventuell an internationale Gremie vertruuden?
7. Hätt an den Ae vum Här Premierminister net d'Bankenopsiicht missen agräifen, fir déi un d'Beamten ausbezuelten Zommen am Numm vum Staat zeréckzufuerderen?

8. Wéi eng Roll huet d'Bankenopsiicht hei allgemeng gespilt, déi jo iwwert 30 Joer d'Opsicht iwwert dee genannten Dossier hat? Huet d'Bankenopsiicht, respektiv déi vun deenen Transaktiounen concernéiert Banken, sech iwwert déi ganz Jore beim Parquet gemellt, fir op eventuell Mëssstänn hinzewisen, ë. a. op Soupçon de blanchiment? Wéi eng Roll huet an deem Zesummenhang d'Cour des comptes gespilt?

9. Gëtt et an deem Zesummenhang Noweiser respektiv Piècen, déi de Banken an/oder der Bankenopsiicht zougestallt goufen, datt si déi entspreichend Zommen net sollen zeréckfuerderen an, wa jo, wou sinn dës Piècen?

10. Handelt et sech an den Ae vum Här Premierminister bei där uewe genannten Affär, wou eventuell iwwer Joerzénngen dat betreffend Gesetz net respektéiert gouf an domat de Staat op héich Zomme verzicht huet, déi him zoustinn, net ëm e Fall vu passiver Korruptioun vu Beamten, déi jo awer ganz wichteg Fonctiounen wouerhuelen?

11. All staatlech finanziell Entrée a Sortie muss iwwert de Staatsbudget goen. Et ass an eisen Aen allerdéngs net ersiichtlech, wou déi uewe beschriwwen Zommen am Staatsbudget verbucht goufen. Dohier besteet an eisen Aen och de Verdacht, datt et substanzuell Lacunen am Staatsbudget gëtt. An deem Zesummenhang wéilt ech froen, ob et sech hei – am Fall wou et gesetzlech Lacunne gëtt – ëm e Cas unique handelt oder ob et nach aner Elementer am Staatsbudget gëtt, déi eis aus Facilitéitsgrënn virenthale ginn?

Réponse (17/06/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre

D'Regierung hëlt d'Fro vum honorabelen Deputéierten zur Kenntnis a wëll an deem Zesummenhang ënnersträichen, datt déi aktuell Praxis, esou wéi se iwwer d'Jore fortgefouert gouf, sech op Decisiounen a Prozedure baséiert, déi juristesck konform zum legale Kader sinn an als praktesch ubruecht ugesi ginn. An deem Kontext bleift der Regierung hir Äntwert déi selwecht wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0139.

Subvention de loyer | Question 2397 (02/06/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

An senger Erklärung zur Lag vum der Natioun am Juni 2024 hat de Premierminister déi folgend Aussoe betreffend Sozialhëllef gemaach: „Eis Moosnamen errechen oft net déi, déi se am meeschte brauchen. Bei der ‚subvention de loyer‘ – grad do, wou d'Hëllef haut am néidegsten ass – kréien zum Beispill dräi Véierel vun den eligibele Leit d'Suen net. Oft fänkt de Problem schon domat un, dass d'Leit net wëssen, wat fir Hëllef hinnen zur Verfügung stinn. Dofir goufen déi éischt Aarbechte lancéiert, fir e Guichet social unique an eng digital Plattform mat enger Iwwersiicht vun alle Sozialhëllef ze schafen.“

1. Mir géifen dofir gär vum der Regierung wëssen, wéi wäit dës ugekënnegt Aarbechten an der Tëschenzäit fortgeschritt sinn.
2. Wie bedeelegt sech a wat fir enger Form un deem Prozess?
3. Awéifern konnt an deem leschte Joer dofir gesuert ginn, datt déi ugeschwaten Hëllef do ukommen, wou se am meeschte gebraucht ginn?
4. Wéi ass den Timing, fir dat Ugekënnegt zur Realitéit ze maachen?

Réponse (08/07/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. De Kampf géint d'Aarmut, a speziell de Kampf géint den Non-recours vun de Sozialhëllef, ass eng vun den Haaptprioritéite vun deser Regierung. Fir dës Problematik effizient unzegoen, huet d'Regierung decidéiert, e Guichet social unique a Form vun engem Groupement d'intérêt économique (GIE) ze schafen. D'Constitioun vun deem GIE krut den 23. Mee 2025 vum Regierungsrot Gréng Luucht.

D'Missioun vum deem GIE sinn:

- d'Promotioun vun den öffentlechen Hëllef, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, duerch geziilten Informatioun a Sensibiliséierung vum Grand public esouwéi och spezifesch vum soziale Secteur;
- eng éischt Ulafstell ze sinn, fir d'Leit op eng einfach an onkomplizéiert Manéier iwwert déi verschidden Hëllef opzeklären an se gegebenefalls u spezialiséiert Servicer weider ze orientéieren;
- e Pôle de compétences am Beräich vun den öffentlechen Hëllef zu Lëtzebuerg ze sinn. Och Formatiounen soll de GIE kënnen ausschaffen an ubidden;
- Enquêtes, Etüden, Rapporten oder Avisen am Beräich vun den nationalen öffentlechen Hëllef an Optrag gi respektiv realiséieren.

Konkreet wäert de GIE aus 4 Achse bestoen:

- eng digital Plattform, déi e strukturéierten Iwwerbléck iwwert déi verschidden Hëllef zu Lëtzebuerg bitt. Se erkläert d'Hëllef an verständlech Aart a Weis an erlaabt dem Benotzer, eng éischt Simulatioun ze maachen, fir erauszefannen, op wéi eng Hëllef hie potentiell Usproch kéint hunn;
- eng anonym Helpline iwwer Telefon, fir eng éischt Orientéierung an Informatiounen iwwert déi verschidden Hëllef an zoustänneg Ulafstellen zu Lëtzebuerg ze kréien;
- e physische Guichet, deen als Point d'accueil déngt a wou d'Leit mat hire verschiddensten Demandë kënnen higoen, fir eng éischt Informatioun an Orientatioun ze kréien;
- eng mobill Informatiounsekipp, déi flexibel an op allméigleche Plazen an Evenementer zu Lëtzebuerg kann iwwert déi existéierend Hëllef informéieren a sensibiliséieren respektiv d'Leit an déi spezialiséiert Servicer weider orientéieren.

Déi digital Plattform ass amgaangen developpéiert ze ginn. Dës soll et dem Grand public erlaben, eng éischt Simulatioun an Informatioun zu den Aiden ze kréien, fir déi si potentiell eligibel sinn.

De physische Guichet, d'Helpline sociale an d'Équipe mobile d'information wäerten an enger zweeter Etapp en place gesat ginn.

ad 2. De GIE setzt sech zesummen aus folgendenden Acteuren:

- de Familljeministère;
- den Educatiounsministère;
- den Inneministère;
- den Digitaliséierungsministère;
- de Wunnensbauministère;
- d'Entente des offices sociaux ASBL an
- d'Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg (FEDAS) ASBL.

ad 3. Fir dofir ze suergen, dass d'Hëllef do ukommen, wou se am meeschte gebraucht ginn, goufen eng Rei Mesuren en place gesat:

- Automatescht Iwwerweise vun der Allocation de vie chère an der Energieprimm un d'Beneficiairé vum der Allocation d'inclusion: Ab dem 1. Januar 2025

kréien déi berechtigt Persounen, déi Usproch op d'Allocation d'inclusion hunn, automatesch och hir Allocation de vie chère an hir Energieprimm iwwerweisen, ouni heifir eng extra Demande mussen anzeerechen.

– Automateschen Donnéeën-Austausch mat de Gemengen: Fir och géint den Non-recours vu kommunale Sozialhëllef virzegoen, gött de Fonds national de solidarité (FNS) automatesch seng Donnéeën vun de Beneficiairë vun der Allocation de vie chère un déi jeeeweileg Gemenge weider. Dëst erméiglecht et de Gemengen, hir kommunal Aide direkt un déi betrafte Bierger ze iwwerweisen.

– Verschëcke vu virusgefëllte Formulairë fir d'Allocation de vie chère an Energieprimm: Den FNS verschëckt automatesch e virusgefëllte Formulair un d'Beneficiairë vun der Allocation de vie chère an Energieprimm vum viregte Joer, fir et hinnen esou einfach wéi méiglech ze maachen, hir Demande ze stellen.

– Ännerungen a Vereinfachung vun de Prozeduren an de Critères d'éligibilité bei der Allocation de vie chère: Sait dem 1. Januar 2025 ass den Delai, fir seng Ufro beim FNS ze maachen, vum 31. Oktober op den 31. Dezember verlängert ginn. Donieft gouf och d'Méiglechkeet geschaf, eng zweet Ufro pro Joer eranzeerechen, am Fall, wou déi éischt net ugeholl gouf. Des Weidere gouf och d'Openthaltsdauer am Land, fir usprochberechtigt ze sinn, vun 12 op 3 Méint reduzéiert.

Donieft huet den FNS och e Calculateur op sengem Internetsite en place gesat, deen et de Leit erlaabt ze kontrolléieren, ob si Usproch op eng Aide hunn oder net.

De Familljeministère huet och en Erklärungsvideo zum REVIS an 8 Sproochen ausgeschafft (Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch, Englesch, Portugisesch, Arabesch, Tigrinesch, Farsi). Et gouf och een neien Depliant an 8 Sproochen ausgeschafft, deen de Leit op eng verständlech Aart a Weis duerleet, ewéi déi verschidden Etappe sinn, wann een de REVIS ufreet, an dee breet un de soziale Secteur an d'Acteuren aus der Zivilgesellschaft verdeelt gouf.

ad 4. Et ass ugeduecht, datt déi digital Plattform nach am leschte Quartal vun dësem Joer soll kënnen online goen.

De physesche Guichet, d'Helpline sociale an d'Équipe mobile d'information wäerten an enger zweeter Etapp en place gesat ginn.

Risques pour le secteur alimentaire liés à la proposition de règlement sur les nouveaux OGM | Question 2398 (02/06/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

La proposition législative de la Commission européenne relative à la déréglementation des nouveaux OGM a récemment fait l'objet d'un premier trilogue au niveau européen.

Selon un avis juridique récent commandé par le Verband Lebensmittel ohne Gentechnik, la proposition transférerait 1) la responsabilité de l'évaluation de la sécurité des nouveaux OGM de catégorie 1 (NGT1), et 2) les risques de responsabilité des entreprises de biotechnologie vers les entreprises alimentaires (agriculteurs.trices, fabricant.e.s, commerçant.e.s alimentaires).

En effet, selon l'avis juridique, l'absence d'étiquetage des aliments et des aliments pour animaux issus de NGT1 expose les entreprises alimentaires notamment

à un risque de violation du règlement sur les nouveaux aliments.²²

La déréglementation proposée, soutenue par le Gouvernement luxembourgeois, suscite aussi des grandes préoccupations auprès d'acteurs du secteur agroalimentaire européen.

Ainsi, lors d'une conférence récente²³ sur la nouvelle législation concernant les nouveaux OGM et les enjeux d'étiquetage et de traçabilité y liés, la directrice générale de dm-drogerie Markt, une grande chaîne de supermarchés allemande qui commercialise, entre autres, des aliments issus de l'agriculture biologique, a exprimé ses préoccupations.

Elle a expliqué que, puisque les OGM – y compris ceux issus des nouvelles techniques – sont interdits en agriculture biologique, mais que la contamination du secteur bio deviendra inévitable en cas de déréglementation, son entreprise sera obligée de retirer des produits du marché ou à les détruire en cas de détection de contamination. Cette situation entraînerait des coûts importants et des efforts considérables.

Elle estime en outre que les partenaires de la chaîne dm – principalement des PME basées en Europe – auront la charge de prouver que leurs produits biologiques ne contiennent pas de NGT1, et ce malgré l'absence d'une obligation d'étiquetage pour la majorité des produits issus de ces techniques.

Elle note dès lors qu'il est impératif de maintenir l'obligation d'un étiquetage complet et d'une traçabilité totale des nouveaux OGM, afin de permettre une coexistence entre l'agriculture biologique et les OGM et afin de continuer à développer avec succès le secteur agroalimentaire biologique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Comment Monsieur le Ministre de l'Économie et des PME évalue-t-il les risques évoqués dans l'avis juridique précité et exprimés par la directrice générale de dm-drogerie Markt, auxquels pourraient être confrontées les entreprises européennes du secteur alimentaire (fabricant.e.s, commerçant.e.s, etc.) ?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'absence d'un étiquetage complet et d'une traçabilité de produits issus des nouvelles techniques génomiques tout au long de la chaîne alimentaire est dans l'intérêt des PME européennes du secteur alimentaire, et plus précisément celles voulant travailler sans OGM ?

Réponse (18/06/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le mandat de négociation du Conseil de l'Union européenne définit les plantes NGT de catégorie 1 comme plantes qui pourraient également être présentes naturellement ou produites par des techniques de sélection conventionnelles, ainsi que leur descendance obtenue par ces techniques. Étant donné que ces plantes peuvent apparaître naturellement à la suite de mutations spontanées, qui se produisent couramment dans la nature, elles peuvent être commercialisées sans risque pour le consommateur.

De notre point de vue, l'étiquetage des semences de plantes de catégorie 1 NGT, tel que prévu dans le

mandat de négociation, permet de garantir la confiance des consommateurs dans la production agricole, de préserver le choix des agriculteurs en matière de système agricole et, en même temps, de protéger l'agriculture biologique.

ad 2) La proposition législative a été accompagnée d'une analyse d'impact, étayée par une étude externe, des études de cas du Joint Research Center (JRC) sur plusieurs applications des NGT et les travaux scientifiques de l'EFSA dans le domaine des nouvelles techniques génomiques. Pour les plantes NGT de catégorie 2 soumises à autorisation, les outils actuels (traçabilité, étiquetage, mesures nationales de coexistence) restent d'application. Pour les plantes NGT de catégorie 1, soumises à notification, des mesures de transparence permettront aux opérateurs de choisir, pour la mise en culture, d'utiliser ou d'éviter les NGT. Un registre public informe les opérateurs et les consommateurs quels NGT sont autorisés.

Il est prévu d'étiqueter le matériel de reproduction végétal c.-à-d. les semences et plants des deux catégories en tant qu'issu de nouvelles techniques génomiques. La traçabilité au niveau de la culture est donc garantie et des filières de produits alimentaires non-NGT pourront être mises en place. Le fait de soumettre à une procédure de notification les plantes NGT, qui pourraient également apparaître naturellement ou être produites par la sélection conventionnelle, permet d'assurer la sécurité tout en garantissant que les exigences sont proportionnées au risque que représentent ces plantes NGT.

Risques pour la filière agricole sans OGM dans le cadre de la proposition de règlement sur les nouveaux OGM | Question 2399 (02/06/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

La proposition législative de la Commission européenne relative à la déréglementation des nouveaux OGM a récemment fait l'objet d'un premier trilogue au niveau européen.

La déréglementation proposée, soutenue par le Gouvernement luxembourgeois, suscite des grandes préoccupations auprès d'acteurs du secteur agroalimentaire européen.

Dans une lettre récente de la Biovereenegung adressée aux membres luxembourgeois du Parlement européen, l'organisation de l'agriculture biologique estime que la nouvelle réglementation contient de grands risques pour les agriculteurs.trices voulant travailler sans OGM, estimant que les plantes issues des nouvelles techniques génomiques ont le potentiel de se propager de manière incontrôlée et de contaminer ainsi les cultures « sans OGM ». L'organisation souligne en outre que sans étiquetage clair ni traçabilité des produits issus des nouvelles techniques génomiques (NGT), il devient de plus en plus difficile pour les exploitations travaillant sans OGM de garantir la pureté de leurs produits, et craint que la nouvelle réglementation n'entraîne des charges financières et administratives supplémentaires pour ces exploitations.

Elle exprime ainsi des inquiétudes similaires à celles de la directrice générale de dm-drogerie markt, une grande chaîne de supermarchés allemande qui commercialise, entre autres, des aliments issus de l'agriculture biologique, lors d'une conférence récente²⁴ sur la nouvelle législation concernant les

²² European Non-GMO Industry Association, ENGA summary of the implications for the food sector of the European Commission's de-regulation proposal of New Genomic Techniques, URL : https://www.enga.org/fileadmin/user_upload/Legal_opinion_ENGA_political_precis.pdf

²³ NGTs – Was steht bei der Kennzeichnung und Rückverfolgbarkeit auf dem Spiel?, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=j4zYMshvRMI>

²⁴ NGTs – Was steht bei der Kennzeichnung und Rückverfolgbarkeit auf dem Spiel?, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=j4zYMshvRMI>

nouveaux OGM et les enjeux d'étiquetage et de traçabilité y liés.

Lors de cette conférence, la directrice générale a expliqué que, puisque les OGM – y compris ceux issus des nouvelles techniques génomiques – sont interdits en agriculture biologique, mais que la contamination du secteur bio deviendra inévitable en cas de déréglementation, son entreprise sera obligée de retirer des produits du marché ou à les détruire en cas de détection de contamination. Cette situation entraînerait des coûts importants et des efforts considérables.

Elle estime en outre que les partenaires de la chaîne dm – principalement des PME basées en Europe – auront la charge de preuve que leurs produits biologiques ne contiennent pas de NGT1, et ce malgré l'absence d'une obligation d'étiquetage pour la majorité des produits issus de ces techniques.

Elle estime dès lors qu'il est impératif de maintenir l'obligation d'un étiquetage complet et d'une traçabilité totale des nouveaux OGM, afin de permettre une coexistence entre l'agriculture biologique et les OGM et afin de continuer à développer avec succès le secteur agroalimentaire biologique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Madame la Ministre peut-elle expliquer quels mécanismes de responsabilité et de compensation sont prévus dans le mandat de négociation du Conseil en cas de contamination de cultures certifiées « sans OGM » par des plantes issues des NGT ?

2) Quelle sera la conséquence d'une contamination sur la certification d'un champ biologique ? Les agriculteurs.trices biologiques devront-ils faire recertifier leurs exploitations en cas de contamination avec des plantes NGT ?

3) Existe-t-il actuellement des assurances pour couvrir les pertes éventuelles liées à une telle contamination subie par des exploitations « sans OGM » ?

4) De manière générale, Madame la Ministre partage-t-elle les préoccupations exprimées par la Biovereeniging selon laquelle l'absence d'étiquetage et de traçabilité des produits issus des NGT risque d'imposer des charges administratives et financières supplémentaires aux exploitations souhaitant produire sans OGM, en raison des difficultés accrues à garantir la pureté de leurs cultures ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

5) Le Gouvernement a-t-il consulté les acteurs.trices du secteur agroalimentaire, notamment les agriculteurs.trices, fabricant.e.s et commerçant.e.s alimentaires, sur la question des nouvelles techniques génomiques ? Si oui, quelles entrevues ont eu lieu à ce sujet et quand ?

Réponse (20/06/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) L'orientation générale du Conseil de l'Union européenne définit les plantes NGT de catégorie 1 comme plantes qui pourraient également être présentes naturellement ou produites par des techniques de sélection conventionnelles, ainsi que leur descendance obtenue par ces techniques. Les NGT de catégorie 2 qui comportent des modifications génétiques plus importantes sont assimilés aux organismes génétiquement modifiés et sont soumis aux mêmes procédures d'autorisation dans l'UE et leurs risques doivent être évalués.

Il est prévu d'étiqueter les semences des deux catégories en tant qu'issus de nouvelles techniques

génomiques. La traçabilité au niveau de la culture est donc garantie. Le fait de soumettre à une procédure de notification les plantes NGT, qui pourraient également apparaître naturellement ou être produites par la sélection conventionnelle, permet d'assurer la sécurité tout en garantissant que les exigences sont proportionnées au risque que représentent ces plantes NGT.

ad 2) Il est interdit aux agriculteurs biologiques d'utiliser volontairement des semences reconnues comme étant génétiquement modifiées. La procédure appliquée aux OGM s'appliquera à l'avenir aux semences NGT de catégorie 2. Comme les semences NGT de catégorie 1 seront étiquetées comme telles, les agriculteurs bio ne pourront pas les utiliser non plus.

Ainsi, en cas d'une contamination involontaire d'un champ bio par des plantes NGT de catégorie 2, la culture concernée perdra son statut bio et devra être commercialisée en tant que culture conventionnelle si elle remplit toutes les conditions nécessaires à ce niveau. Une nouvelle période de conversion ne devra, néanmoins, pas être suivie sur la parcelle concernée, vu qu'il n'y a pas eu utilisation de produits interdits comme certains engrais ou produits phytopharmaceutiques chimiques de synthèse.

S'il y a contamination involontaire d'un champ bio par des plantes NGT de catégorie 1, la conséquence dépendra de la possibilité d'identifier clairement cette contamination, ce qui sera difficilement réalisable, vu la quasi-impossibilité de distinguer ces plantes de plantes non NGT. Si la culture peut être clairement identifiée en tant que contaminée, les conséquences seront les mêmes que celles décrites au paragraphe précédent. Si la contamination ne peut pas être clairement identifiée et au vu des conditions actuellement en vigueur, ceci n'aura pas de conséquences pour l'agriculteur bio, resp. pour la parcelle concernée.

L'obligation de reconversion ne s'applique qu'aux parcelles concernées, pas à l'exploitation entière. Néanmoins, chaque cas de contamination doit être suivi d'une enquête détaillée afin d'en identifier la source et l'envergure exacte. Ce n'est qu'alors que les conséquences et mesures pourront être définies et mises en œuvre.

ad 3) La loi du 18 mars 2008 prévoit que quiconque met en culture des semences et plants génétiquement modifiés est responsable, de plein droit, du préjudice économique résultant de la présence fortuite de l'organisme génétiquement modifié de cette variété dans la production de parcelles avoisinantes portant des cultures non génétiquement modifiées et dans la production de miel ou de pollen provenant de ruchers avoisinants.

Afin de couvrir la responsabilité au titre de l'alinéa 1, quiconque met en culture des semences et plants génétiquement modifiés doit souscrire une garantie financière émanant, soit du versement d'une taxe à un fonds officiellement reconnu couvrant une telle responsabilité, soit d'un contrat d'assurance conclu à cette fin auprès d'une entreprise d'assurances habilitée à couvrir le risque en question en vertu de la loi du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances.

ad 4) La proposition législative a été accompagnée d'une analyse d'impact, étayée par une étude externe, des études de cas du Joint Research Center (JRC) sur plusieurs applications des NGT et les travaux scientifiques de l'EFSA dans le domaine des nouvelles techniques génomiques. Pour les plantes NGT de catégorie 2 soumises à autorisation, les outils actuels (traçabilité, étiquetage, mesures nationales de coexistence) restent d'application. Pour les plantes

NGT de catégorie 1 soumises à notification des mesures de transparence permettraient aux opérateurs de choisir, lors de la culture, d'utiliser ou d'éviter les NGT. Un registre public indique aux opérateurs et aux consommateurs quels NGT sont autorisés.

ad 5) La Commission européenne a lancé une consultation publique dans toute l'Union européenne concernant l'initiative législative sur les plantes obtenues par mutagenèse ciblée et cisgénèse. Elle a été publiée en avril 2022 et est restée ouverte pendant une période de 12 semaines. 2.196 contributions ont été introduites, mais aucune n'émanait directement du Luxembourg.

Aides communales | Question 2400 (02/06/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

L'été dernier, vous avez annoncé plusieurs mesures – notamment concernant l'allocation de vie chère – qui ont été mises en place. Dans le communiqué de presse qui résume ces mesures il est écrit : « Dans le but de lutter également contre le non-recours des prestations sociales communales, le Fonds national de solidarité (FNS) communiquera à l'avenir d'office aux communes les données des bénéficiaires de l'allocation de vie chère résidant sur le territoire des communes respectives. De cette manière, les administrations communales auront la possibilité d'introduire également un automatisme de versement des aides communales calquées sur l'allocation de vie chère. »

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Combien de communes offrent des allocations communales liées à l'allocation de vie chère (étatique) ?

2) Quels en sont les montants pour chaque commune ?

3) Combien de communes ont à ce jour introduit un tel automatisme de versement de leurs propres aides ?

4) Au cas où certaines des communes qui ont la possibilité d'introduire un tel automatisme ne le mettraient en œuvre, Monsieur le Ministre compte-t-il les y encourager ? Pourquoi ou bien, le cas échéant, pourquoi pas ? Y a-t-il eu des échanges avec le Syvicol sur le sujet ?

Réponse (08/07/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

La lutte contre la pauvreté constitue une priorité absolue pour le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA), dont notamment la lutte contre le non-recours des prestations sociales.

À cette fin, le Fonds national de solidarité a en effet non seulement créé un simulateur pour déterminer l'éligibilité au REVIS ainsi qu'à l'allocation de vie chère et la prime énergie, et introduit le versement automatique de l'allocation de vie chère et de la prime énergie aux bénéficiaires REVIS.

Le Fonds national de solidarité (FNS) a également mis en place une communication automatique aux administrations communales du relevé des bénéficiaires de l'allocation de vie chère résidant sur leur territoire. L'objectif est clairement d'encourager les communes à participer aux efforts dans la lutte contre le non-recours et de faciliter l'accès aux allocations communales. En revanche, les communes ne sont pas obligées

de communiquer au FNS les informations sur leurs allocations communales.

Ainsi, le FNS ne dispose pas d'information, ni sur le nombre de communes qui offrent une allocation communale, ni sur le montant de celle-ci, ni sur le nombre de communes qui donnent suite à la communication des informations précitées.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que lors des nombreuses entrevues avec les responsables politiques communaux portant sur les possibilités de collaboration avec le MFSVA dans les différents domaines du ministère, la lutte contre la pauvreté et le non-recours également aux allocations communales en font partie intégrante.

Tel qu'indiqué dans l'accord de coalition, le Gouvernement est en train de mettre en place un guichet unique sous forme d'un groupement d'intérêt économique (GIE) ayant pour mission, entre autres, l'information et l'orientation sur les aides sociales existantes.

Le GIE est constitué par les acteurs suivants : le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil ; le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ; le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire ; le Ministère de la Digitalisation ; le Ministère des Affaires intérieures ; l'Entente des offices sociaux ainsi que la Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg.

Le nouveau guichet social comprendra une plateforme digitale d'information (I.) permettant à chacun de consulter les aides sociales disponibles au niveau national et au niveau local, une Helpline sociale (II.), un guichet physique (III.) ainsi qu'une équipe mobile d'information (IV.) pouvant agir sur le terrain afin de sensibiliser les citoyens sur les aides qui existent au Luxembourg.

Ainsi, dans le cadre de la mise en place de la plateforme digitale d'information, il est prévu de recenser et regrouper toutes les informations pertinentes relatives aux aides communales.

.....

État d'avancement du programme public d'acquisition de logements | Question 2402 (03/06/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

An senger Erklärung zur Lag vun der Natioun, am Juni 2024, hat de Premierminister ugekënnegt, datt „fir d'Offer vu Wunnengen unzekuerbelen, hu mir en ambitiësen ëffentlechen Opkafprogramm gestart. An Héicht vun enger hallwer Milliard Euro bis 2027.“

1. Mir géifen dofir gär vun der Regierung wëssen, wéi vill Wunnenge bis elo an deem Programm opkaf gi sinn.
2. Wou leien déi Wunnengen, wéi deelen se sech an Appartementer, Efamilljenhaiser op an zu wat fir engem Präis goufen se kaf?
3. Wat fir en Deel vun der Enveloppe ass bis elo ausgi ginn?
4. Wéi vill sinn der bis elo verginn?

Réponse (01/07/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Bis haut huet d'Regierung Akten ënnerschriww fir 228 Wunnengen.

ad 2. Déi 228 Wunnengen, déi all Appartementer sinn, leien an de Gemengen Ell, Esch-Uelzecht, Déifferdeng, Lëtzebuerg, Mäertert a Péiteng.

De Gesamtpräis fir dës Wunnenge läit bei ronn 138 Milliounen Euro.

ad 3. Bis elo goufen 138 Milliounen Euro duerch ënnerschriwwen Akten engagéiert. Zousätzlech sinn nach 102 Milliounen Euro reservéiert duerch Contrats de réservation.

ad 4. Bis ewell ass een eenzege Projet ofgeschloss ginn, bei deem d'Wunnenge verlount kënnen ginn. Aktuell sinn 12 Wunnengen aus dem VEFA-Opkafprogramm verlount.

.....

Avancement des projets de logements abordables sur des terrains publics | Question 2403 (03/06/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

An senger Erklärung zur Lag vun der Natioun am Juni 2024 huet de Premierminister ugekënnegt, datt „de Privatsecteur op ëffentlechem Terrain abordabele Wunnraum soll bauen, deen dono un déi ëffentlech Promoteure fält. Mir hunn dofir schon zwee méigleche Terrainen identifizéiert. Och hei ass eist Zil, méi a méi séier abordabele Wunnensraum ze schafen.“

1. Ee Joer no där Ukënnegung wëlle mir vun der Regierung wëssen, nodeem zwee méigleche Terrainen fir esou Projete konnten identifizéiert ginn, wéi wäit dës Projete bis elo virukomm sinn.
2. Wéi vill Wunnenge sollen no deem Modell entstoen a wou?
3. Goufen an der Tëschenzäit weider Terrainen, a gegebenfalls wou, identifizéiert?

Réponse (01/07/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Déi zwou Plazen, déi fir esou Projeten a Fro komm sinn, goufen am Detail analyséiert. Een Terrain dovun gouf fale gelooss, well de Site net déi néideg Charakteristike fir esou e Projet opweist. Fir deen aneren Terrain sinn nach Gespréicher am Gaang fir ze klären, ob en am Kader vun engem ëffentlech-private Partenariat genotzt ka ginn a wéi en dann ëmgesat gëtt.

ad 2. An enger éischter Etapp si Pilotprojete virginn, fir Erfarungen ze sammelen a fir d'Effikassitéit vun deem Partenerschaftsmodell ze evaluéieren. Eng konkret Unzuel u Wunnengen ass aktuell net festgeloucht.

ad 3. Am Moment si keng weider Terrainen an ëffentlecher Hand disponibel. D'Commission d'acquisition foncière kritt awer reegelméisseg Terrainen ugebueden. All dës Dossiere ginn och ënnert dem Bléckwénkel vun deem Partenerschaftsmodell iwwerpréift.

.....

État d'avancement du modèle de bail public-privé pour logements abordables | Question 2404 (03/06/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

An senger Erklärung zur Lag vun der Natioun am Juni 2024 hat de Premierminister ugekënnegt, datt „ëffentlech Promoteure kënnen Wunnengen, déi de Privatsecteur op sengem eegenen Terrain baut, fir 20 Joer lounen, amplat se ze kafen. Dat zu engem Präis ënnert dem Marché, mee iwwert dem ‚loyer abordable‘. Den ëffentleche Promoteur verlount déi Wunneng dann zum besteeënde Loyer fir abordabel Wunnengen an eligibel Leit weider. De Staat iwwerhëlt den Ënnerschied tëscht deenen zwee Loyer an huet dofir no 20 Joer e Virkafrecht.“

1. Här Premierminister an Här Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung, wat ass zënter där Ukënnegung op deem Dossier geschitt?

2. Wéi vill Wunnenge sinn no deem Modell entstanden?

3. Wéi vill sinn der an der Tëschenzäit verlount ginn?

4. Ugekënnegt gouf och, datt Betriber no deem Modell Wunnenge fir hir Beschäftegt kéinte bauen. Wéi vill Projete mat wéi vill Wunnenge vu wat fir enge Betriber goufe bis elo entaméiert?

Réponse (01/07/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. De 6. Juni 2025 hunn ech am Kader vun enger Pressekonferenz en Appel à projets pilotes fir dës Initiativ lancéiert. Mëttlerweil hu mir déi éischt Dossieren am Kader vun dese Pilotprojeten erakritt. D'Equipe am Ministère kontrolléiert elo, ob déi Dossiere komplett sinn, fir kënnen analyséiert ze ginn.

ad 2. Bis ewell ass nach keng Wunneng no deem Modell realiséiert ginn. An deem Zesummenhang ass et wichteg ze ënnersträchen, datt dese Modell och geziilt de Bausecteur ënnerstëtzt. Dat bedeit, datt, wa mir eis eens si mat engem private Promoteur, da kënn uschléissend d'Bauphas vum Projet.

ad 3. Wéinst der Tatsaach, datt nach keng Wunnengen entstane sinn, konnten natierlech och nach keng verlount ginn.

ad 4. An deem Kontext hu scho Gespréicher mat verschiddene Betriber an och mat Vertrieeder vu bestëmmte Secteure stattfonnt. Déi Diskussiounen sinn nach amgaangen, mee bis zum haitegen Zäitpunkt ass nach kee konkrete Projet ëmgesat ginn.

.....

Suivi du projet pilote INAPS et perspectives pour la santé au travail | Question 2405 (03/06/2025) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Selon la réponse de Monsieur le Ministre des Sports à la question parlementaire n° 0670 du 29 avril 2024 : « L'Institut national de l'activité physique et des sports (INAPS), face aux défis de changement et de charge de travail de ses agents suite à l'entrée en vigueur de sa loi-cadre le 1^{er} octobre 2023, a initié un projet pilote visant à observer l'impact d'une promotion proactive de la part de l'employeur de l'activité physique et des sports sur l'indice de gestion de la santé et du bien-être. »

Ce projet pilote, qui a introduit une réduction du temps de travail pour permettre aux agents de l'INAPS de pratiquer du sport dans le but d'améliorer leur santé, a eu une durée de 6 mois et est donc arrivé à son terme.

Alors que le Premier ministre, dans son discours sur l'état de la nation, annonce que de nombreux fonctionnaires et employés devront travailler plus longtemps avant de bénéficier de leur pension, les résultats dudit projet pilote prennent d'autant plus d'importance. Les résultats de ce projet sont d'ailleurs attendus avec impatience.

À plusieurs reprises le Ministre du Travail a loué les bienfaits de l'activité physique. Ainsi, Monsieur le Ministre a souligné, dans la réponse à la question parlementaire n° 0670, que la finalité de ce projet pilote n'est pas de réduire le temps de travail, mais d'augmenter le bien-être au travail, de réduire le stress, d'améliorer la santé physique et mentale des employés et d'augmenter ainsi la productivité et est en ligne avec l'accord de coalition.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Les résultats de ce projet pilote seront-ils pris en compte dans le cadre des discussions relatives à la réforme des pensions ? Est-il par ailleurs envisagé, à l'avenir, de permettre aux salariés, employés et aux fonctionnaires d'exercer une activité physique pendant une partie de leur temps de travail afin d'améliorer la santé générale, de prévenir diverses pathologies et de promouvoir le bien-être, notamment dans un contexte où Monsieur le Premier ministre a annoncé que les générations futures devront travailler plus longtemps ?

2) Dans l'affirmative, quel est le calendrier envisagé par les ministères pour la mise en œuvre d'une réduction du temps de travail en faveur de la pratique d'activités physiques, dans une logique de promotion de la santé et de prévention à long terme ?

3) Dans la négative, quel était alors l'objectif concret de ce projet pilote ? Était-il uniquement destiné à venir compléter les nombreuses études internationales déjà existantes sur les bienfaits de l'activité physique, au prix d'un effort organisationnel et d'un espoir suscité auprès des agents concernés quant à une éventuelle réduction du temps de travail – espoir aujourd'hui déchu – alors même que le projet visait soi-disant à favoriser durablement la santé physique et mentale ?

4) Si le projet pilote n'était pas reconduit, quelles mesures Monsieur le Ministre du Travail et le Ministre des Sports envisage-t-il de mettre en œuvre pour améliorer le bien-être au travail, conformément à l'accord de coalition ?

Réponse (04/07/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports, Ministre du Travail

ad 1) Les résultats de ce projet pilote ne seront pas pris en compte dans le cadre des discussions relatives aux pensions. Le projet pilote a été initié indépendamment de ce sujet il y a un peu plus d'un an et visait à « l'amélioration du bien-être au travail, ainsi qu'une diminution du stress des agents de l'INAPS ». Tel qu'il a été mené, ce projet pilote montre une forte adhésion des agents, une amélioration du sentiment de bien-être au travail et d'équilibre vie professionnelle/vie privée ainsi que de la motivation des agents. Par conséquent, les éléments préliminaires qui ressortent de ce projet pilote démontrent que l'opportunité de proposer de l'activité physique au travail est efficace et pertinente concernant l'amélioration du sentiment de bien-être au travail. Le Ministre du Travail et le Ministre des Sports prennent en considération ces résultats pour les discussions à venir dans le cadre du bien-être au travail, conformément à l'accord de coalition.

ad 2) à 4) La mise en place du projet pilote a nécessité un effort organisationnel qui a permis, comme tout projet pilote réalisé à petite échelle, d'étudier la faisabilité, l'efficacité et les impacts potentiels d'une telle mesure. Reconduire le projet à plus grande échelle en ayant connaissance des obstacles et des améliorations à apporter est une possibilité envisagée qui sera présentée lors de la commission jointe le 23 octobre 2025 avec un planning défini.

Sécurité et prévention dans les prisons | Question **2406** (03/06/2025) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Am Kontext vun der Sécherheet an de Prisongen zu Lëtzebuerg gouf rezent e Virfall gemellt, bei deem

e Gefaangenen e Justizvollzugsbeamten ugegraff huet. De Virfall huet sech de Samsden am Owend zu Schraasseg zougedroen an huet d'Diskussioun iwwer d'Sécherheetsmesuren an eise Prisongsverwaltungen nees nei opgeworf. Schonn den 30. Mäerz gouf en änlechen Tëscheffall gemellt, bei deem zwee Beamte blesséiert goufen, dorënner een, deen eng „besonnesch medezinnesch Versuergung“ gebraucht huet. Dës repetitiv Virfäll ginn als Suergpunkt ugesinn – net nëmmen, fir d'Sécherheet vun Personal, mee och, fir d'Missioun vun der Reintegratioun an d'Gesellschaft vun Detenu ze garantéieren.

Am Hannergrond vun dësen Evenementer stellt sech d'Fro, ob déi aktuell Sécherheets- a Präventiouns-moossnamen an de Prisongen nach adequat sinn. Et ass och wichteg, sech Froen ze stellen iwwer d'Aarbechtsbedéngunge vum Personal an d'Ausbildung, déi hinnen zur Verfügung gestallt gëtt, fir mat esou Eskalatiounen ëmzegoen. Doriwier eraus ass et relevant, d'Evaluatioun vu besteende Moossnamen an d'Entwécklung vun neie Strategien zur Präventioun an zur Stärkung vum Sécherheitsgefühl ze ënnersichen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi vill Virfäll mat Gewalt géint Justizvollzugsbeamte goufen an de Prisongen zu Lëtzebuerg an de leschte fënnf Joer registréiert? Kann d'Justizministesch dës Donnéeë pro Joer a pro Prisong opgeschlëselt zur Verfügung stellen?

2. Wat fir Moossnamen huet d'Regierung geplangt oder schon ëmgesat, fir Gewalt an de Prisongen ze verhënneren an d'Sécherheet vun Personal ze garantéieren?

3. Gëtt et eng systematesch Evaluatioun vun esou Virfäll, fir déi adequat Präventiunsmoossnamen ze analyséieren a weiderzeféieren? Wéi ginn d'Beamten op esou Eskalatiounen virbereet, z. B. duerch Formatiounen oder spezifesche Trainingsen?

Réponse (03/07/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Mir wéilten hei op d'Äntwerten zu de parlamentaresche Froen N° 1295 an 1643 verweisen, déi och dës Thematik behandelt hunn.

ad 1. Et gëtt op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1643 verweisen, déi d'Donnéeë pro Joer a pro Prisong opschlëselt.

Fir d'Joer 2025 gouf et bis elo am Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) dräi Aggressiounen géint Membere vum Personal. Am Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff (CPU) gouf dräimol vun engem Prevenu a Richtung vun engem Member vum Personal gespaut. Am Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) war bis elo dëst Joer nach keen Incident.

ad 2. Säit der Ouverture vum CPU stellt d'Prisongsverwaltung eng Verbesserung vun der Sécherheet am Strofvollzuch fest. Virun allem gesäit een e Réckgang vun den Incidente géint Agenten, säit de CPU all déi männlech Prevenuen ophëlt, a just verurteelt Stroftäter an all weiblech Gefaangen am CPL zu Schraasseg sinn.

Et muss een awer och festhalen, datt esou Incidenten oft de Fait vun nëmmen e puer gewaltbereete Prisoneier sinn, déi regelméisseg an där Hisiicht opfalen.

An den dräi Prisongen gëtt et ee ganz ëmfängliche Kamera-Iwwerwachungssystem, deen et erméiglecht, nodréiglech Aggressiounen géint Agenten oder soss Strofdoten oder disziplinär Infraktiounen genee ze erkennen an ze dokumentéieren.

D'Sécherheet am Prisong, an dozou zielt natierlech och déi physisch Integritéit vun den Agenten, ass eng vun den absoluten Prioritéiten an dofir gëtt et och ee ganzen Arsenal an Dénkschvirschreften, déi fir déi noutwenneg Sécherheitsgarantien am Prisongsalldag solle suergen. Et handelt sech dobäi ëm direkt Sécherheitsvirschreften, déi zum Beispill detailléieren, wat an ee Prisong dierf erakommen, wat an engem Prisong verbueden ass, wéi Visiteuren an och aner Intervenanten, le cas échéant, kënnen oder muss kontrolléiert ginn, een absoluten Alkohol- an och Drogeverbuert fir jiddereen, dee bannent de Mauere schafft oder do festgehalte gëtt, a villes méi. Et gëtt awer och Virschreften iwwer Verhalens- a Bewegungsmuster, déi zur Sécherheet bäidroen.

Säit 2024 ass et och en obligatoreschen Deel vun der Formatioun vun den Agenten, u Self-Defense-Coursen an u Coursen, déi den Agenten Desescalatiounstechniken vermëttelen, deelzehuelen. All Agenten hunn déi Formatioun duerchlaf.

An deem Kontext gi säit engem Joer och während der Formatioun verschidde classesch Sécherheitssituatiounen per Rollespill ageübt, fir den Agenten doduerch eng praxisorientéiert Ausbildung, déi de reelle Begebenheeten an Ufuerderunge vum Terrain entsprécht, kënnen unzebidden.

All Persoun, déi a Kontakt mat Prevenuen oder mat Verurteelte kënn, an domadder och all Agenten, sinn obligatoresch mat engem Funk ekipéiert, deen se ëmmer mussen bei sech droen. Dee Funk funktionéiert iwwerall um Site vun engem Prisong an huet zousätzlech nach eng Alarmfunctioun, mat där zu all Moment ka Verstärkung ugefrot ginn, wann eng Geforesituatioun entsteet. Et gëtt och nach aner technesch Equipementer, déi och a bestëmmte Fäll zur Verbesserung vun der Sécherheet vun Personal bäidroe kënnen.

Donieft gëtt et am CPL an am CPU eng Unitéit vun Agenten (GRIP), déi eng ganz adaptéiert a renforcéiert Ausbildung fir Interventiounen mat erhéichtem Risiko oder mat spezielle Preventiunsmesuren hunn. Déi Equipe stinn Dag an Nuecht zur Verfügung a sinn och mat dem noutwenneg Material equipéiert.

Et dierf een awer ni aus den Ae verléieren, datt de mënschleche Facteur am Prisong eng extremem wichteg Roll spillt. Den Haaptaccent muss dofir ëmmer op der Präventioun leien, Präventioun duerch den Asaz vu geléierten Techniken, duerch Versteesdemech, duerch Empathie an Ecoute an och duerch kloer Applikatioun vun transparenten a bekannte Reegelen.

ad 3. Bei all Incident, och bei enger Tentative, gëtt systematesch ee Compte-rendu d'incident redigéiert, all Beweiser gesammelt a gehalen an all implizéiert Zeien (esou gutt op Detenussäit wéi op Personalsäit) gehéiert an déi Depositione ginn all schrëftlech festgehalen. Wa méiglech ginn och Fotoen als Beweismëttel gemaach.

All Incident gëtt duerno um Niveau vum jeeweilige Centre pénitentiaire opgeschafft, a wann de Verdacht besteet, et kéint sech dobäi ëm eng Strofdot handeln, gëtt den Dossier systematesch dem zustännege Procureur d'État iwwermëttelt. Parallell gëtt gepréift, ob géint den Auteur vum Incident en Disziplinarverfahren ageleet gëtt.

Fir eng gréisstméiglech Eenheetlechkeet vun der Prozedur an där Matière tëscht den dräi Prisongen ze garantéieren, gëtt all Compte-rendu d'incident, dee Gewalt géint een Agent betrëfft, och un den Département de l'inspection interne et de la surveillance vun der Prisongsverwaltung geschéckt fir ze kucken, awéifern et sech ëm e systematesch Problem handelt, an/oder ob et derwärt ass, dorausser och Conclusiounen fir déi net betraffe Prisongen ze zéien.

Et ass ze ernimmen, datt um Niveau vun der DAP säit 2025 de Service bien-être au travail (S-BET) besteet. Nieft villen aneren Aufgaben am Interêt vum gesamte Personal vun der Verwaltung intervenéiert dëse Service bei gréisserer Virfall automatesch bannent maximal 24 Stonnen (gréisser Feier, Suiciden, aner kritesch Situatiounen, déi eventuell en Impakt op d'psychologescht Befanne vum Personal kënnen hunn). Dës Interventioun ass awer just als eng Zort Éischt Hëllef geduecht, fir gréisser Schied virzegräifen. Sollten d'Psychologe vum S-BET der Meinung sinn, e betreffene Member vum Personal bräicht weider Hëllef oder eng psychologesch Therapie, dann orientéieren si d'Persoun zäitno bei déi entspreichend Servicer.

De Service S-BET steet awer och nach an den Deeg no engem Incident op Demande vun de Beträffenen zur Verfügung, sief et och nëmme fir ze kontrolléieren, ob do keng ze vill staark Belaaschtung stattfonnt huet.

Droit d'association entre professionnels de santé | Question 2407 (04/06/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Déi viereg Regierung hat de 27. Mee 2022 de Gesetzesprojet 8013 deponéiert, deen nei Gesellschaftsforme fir de Corps médical sollt erméiglechen. Dëse Projet gouf um Ufank vun der Legislaturperiod 2023-2028 vun der CSV/DP-Regierung zeréckgezunn a sollt am Fong iwwerschaft ginn. Ronn annerhalleft Joer no Untrëtt vun dëser Regierung gëtt et awer vun engem neie Projet keng Spuer. De selwechte Constat gëtt vun der AMMD, der Vereenegung vun Dokteren an Zänndokteren, an engem rezente Communiqué gemaach:

„Hei hat d'AMMD e Gesetzesprojet zesumme mam Collège médical ausgeschafft, dee war um Instanze- wee, an ass Ufank vun dëser Legislaturperiod zeréckgezu ginn. Mir versti bis haut net richteg firwat, an et ass dréngend, dass dësen Dossier, wéi et am Koalitiounsaccord steet, erëm reaniméiert gëtt, an dëser oder an enger anerer Form.“

Ech géif dofir gären der Regierung folgend Froe stellen:

1. Wou ass dësen Dossier elo drun?
2. Wat soll um Gesetzesprojet 8013, dee vun der AMMD wäitgoend gedroe war, geännert ginn?
3. Wéini ass mat deem neie Gesetzesprojet ze rechnen?

Réponse (01/07/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Gesetzesprojet ass an der Ausaarbechtung. E gehéiert zu de prioritären Dossiere fir de Ministère. Fir de verschiddenen Avisen zum Projet 8013 Rechnung ze droen, goufen nei Analyse gemaach an, no enger Etude iwwert vergläichend Recht, ass zeréckbehale ginn, datt ee sech soll um franséische Modell inspiréieren. Éischt Piste waren dem Collège médical an der AMMD an enger Entrevue den 18. September 2024 virgestallt ginn. Hir Bemierkunge fléissen an déi aktuell Redaktioun vum Gesetzesprojet mat an.

ad 2. De Gesetzesprojet 8013 gouf de 7. Februar 2024 vun der Dagesuerdnung vun der Chamber an dem Staatsrot zeréckgezunn, well en net den Erwaardunge vun der neier Regierung entsprach huet. D'Regierung wëll d'Bemierkungen, déi a verschiddenen Avisen ugeschwat goufen, berücksichtegen an en neie Gesetzesprojet ausschaffen, deen autonom zu de besteende Gesetzer zu Lëtzebuerg ass.

Dës Inspiratioun geet op verschiddenen Avise vum Staatsrot zeréck, déi sech op d'Gesetzesprojete 4992 a 5660B bezéien an dorop, datt dat franséisch Recht bedeiend Gemeinsamkeete mam Lëtzebuergeschen huet an historesch eng wichteg Inspiratiounsquell fir Lëtzebuerg duergestallt huet.

D'franséisch Recht huet e laang besteende juristesche Kader geschaf an et gëllt als e rezent reforméierten, vollstännegen a séchere Modell, deen et de Gesondheetsberuffer erlaabt, hir Aktivitéiten an enger gesellschaftlecher Form fräi auszeféieren, a gläichzäiteg d'Respektéiere vun den Deontologiesreegelen, de Rechter vum Patient an de fundamentale Prinzipie vum Gesondheitsrecht garantéiert.

ad 3. De Projet soll am Hierscht mat de concernéierten Acteuren a mat den zoustännege Ministère diskutéiert gi mam Objektiv, datt e Gesetzesprojet Enn des Joers kann deposéiert ginn.

Préretreite dans le secteur public | Question 2408 (04/06/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Pour bénéficier du régime de préretraite, un salarié du secteur privé doit en principe avoir effectué du travail posté, soit durant un total de 20 années de travail, soit durant un total de 15 années au cours de ses 25 dernières années actives de travail. Dans le secteur public, il en est de même pour un agent qui a effectué une période de 20 années de travail posté auprès d'une entité étatique ou communale. Par contre, une personne ayant commencé sa carrière professionnelle dans le secteur privé et qui a évolué par après dans le secteur public, tout en continuant à effectuer du travail posté, ne pourra pas y prétendre, si la période dans le secteur public est inférieure à 20 années.

Cette problématique a été traitée dans le cadre de l'accord salarial de 2021 entre le Gouvernement et la CGFP. Il y est retenu que les signataires de l'accord « entameront au cours de l'année 2021 les négociations en vue de résoudre la problématique liée à la préretraite des agents de l'État entrés en service à partir du 1^{er} janvier 1999 et ayant travaillé en travail posté pendant une durée de 20 ans ».

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- 1) Où en sont les négociations relatives à la préretraite annoncées dans l'accord salarial de 2021 ?
- 2) Le Gouvernement est-il favorable à modifier la législation de sorte à ce que des personnes cumulant 20 années de travail posté dans le privé et dans le public puissent bénéficier de la préretraite ? Voire d'appliquer le critère d'un total de 15 années de travail posté au cours des 25 dernières années de travail, indépendamment que ce travail ait été effectué auprès d'une entreprise privée ou d'une entité publique ?
- 3) Quand une solution à cette problématique sera-t-elle mise en place ?

Réponse (01/07/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Les échanges menés avec la CGFP à ce sujet ont permis au mois de mai de cette année de s'accorder sur une adaptation du texte.

ad 2) Il est prévu d'adapter la condition d'avoir accompli le travail posté auprès de l'État par la condition de l'avoir accompli auprès de l'État, d'une commune, d'un syndicat de communes, d'un établissement public étatique ou communal ou de la Société

nationale des chemins de fer luxembourgeois, c'est-à-dire dans tous les secteurs visés par le régime de pension spécial transitoire et le régime de pension spécial.

ad 3) Le projet de loi sera déposé dans les meilleurs délais.

Évaluation des besoins dans le cadre de l'assurance dépendance | Question 2409 (04/06/2025) de **Mme Joëlle Welfring** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Selon des informations récentes, une personne âgée aurait été reclassée du niveau 12 au niveau 13 sur base de son dossier, sans qu'une évaluation médicale directe n'ait été effectuée. Malgré cette reclassification à un niveau supérieur, le remboursement de certaines prestations comme les séances d'orthophonie liées aux troubles de la déglutition n'aurait plus été pris en charge.

Une telle situation soulève des questions à la fois d'ordre médical, administratif et social, notamment en ce qui concerne la cohérence entre le degré de dépendance officiellement attribué et les prestations effectivement accessibles.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

- 1) Les décisions de reclassement vers un degré supérieur de dépendance peuvent-elles être prises sans réévaluation médicale par un-e professionnel-le de santé ? Quelle est la place concrète du personnel médical dans le processus d'évaluation et de reclassification ?
- 2) Comment les ministres expliquent-ils que certaines prestations soient refusées malgré une aggravation reconnue de l'état de dépendance ? Existe-t-il des critères médicaux clairs et actualisés pour ce type de prise en charge ?
- 3) Le Gouvernement prévoit-il une révision du lien entre les niveaux de dépendance et les prestations incluses, afin d'assurer une meilleure cohérence entre l'évaluation des besoins et l'accès réel aux soins ?

Réponse (07/07/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Toute modification du niveau de dépendance est en final validée par l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance, même si la réévaluation est effectuée par un tiers [CSS Art. 366 et Art. 389].

Le personnel de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance est constitué de professionnels de santé à savoir de médecins, infirmiers, psychologues, ergothérapeutes, kinésithérapeutes et un psychomotricien.

Seule l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance est habilitée à établir une synthèse de prise en charge (initiale ou réévaluation) [CSS Art. 366].

ad 2) L'avis de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance est requis pour tous types de modification (augmentation, réduction ou suppression de prestation) [CSS Art. 367].

Si les besoins changent, la prise en charge est adaptée en conséquence (à la suite d'une réévaluation).

Certaines prestations peuvent s'avérer comme n'étant plus nécessaires avec le temps et sont remplacées par d'autres, plus en adéquation avec la situation constatée.

Des critères clairs sont définis pour définir le niveau de dépendance d'un bénéficiaire (15 niveaux de besoins hebdomadaires en aides et soins : niveau 1 de 210 à 350 minutes/niveau 15 supérieur ou égal à 2.171 minutes) [CSS Art. 350]. Ils résultent de l'évaluation faite par l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance sur base de critères très détaillés (annexes I et II du RGD du 18 décembre 1998).

La synthèse de prise en charge (initiale ou réévaluation) permet d'argumenter le niveau de dépendance du bénéficiaire en fonction de ses besoins hebdomadaires en aides et soins dans les domaines des « actes essentiels de la vie » (hygiène corporelle, élimination, nutrition, habillement et mobilité) [CSS Art. 348].

Les prestations de l'assurance dépendance sont complémentaires et ne se substituent pas à celles prises en charge par l'assurance maladie.

ad 3) Comme expliqué sous 2), les niveaux de dépendance sont liés à l'attribution des besoins hebdomadaires en aides et soins évalués lors de l'évaluation faite par l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance (niveau 1 de 210 à 350 minutes/niveau 15 supérieur ou égal à 2.171 minutes) sur la base des critères du RGD du 18 décembre 1998 (annexes I et II).

L'accord de coalition 2023-2028 prévoit que « le Gouvernement examinera le catalogue des prestations de l'assurance dépendance, élaborera de nouveaux modèles et les adaptera si nécessaire ». Les travaux y relatifs sont en cours, dont notamment une analyse détaillée des possibilités d'une prise en charge du temps consacré à la gestion et à l'administration de médicaments pour des personnes dépendantes.

Lien vers les références dans le texte : Code de la sécurité sociale 2025[†]

Exclusion d'un journaliste d'un point-presse avec l'entraîneur national de la Fédération luxembourgeoise de football (FLF) | Question 2410 (04/06/2025) de Mme Taina Bofferding | Mme Francine Closerer (LSAP)

En date du 3 juin 2025, un journaliste du journal « Le Quotidien » a été exclu d'un point-presse avec l'entraîneur national de la Fédération luxembourgeoise de football (FLF). Comme indiqué par « Le Quotidien », le journaliste en question a été averti de cette décision la veille, tard au soir, par un coup de téléphone sur sa ligne privée. La raison invoquée réside en plusieurs articles sur la gestion par la FLF de l'affaire Gerson Rodrigues, joueur sélectionné pour représenter le Luxembourg bien qu'il ait été condamné à une peine de 18 mois de prison avec sursis probatoire après avoir été reconnu coupable e. a. de coups et blessures volontaires sur son ex-compagne. Les articles en question ont notamment fait état des réactions indignées que cette décision a provoqué, à juste titre, dans la société civile. En témoigne notamment la question parlementaire n° 2379.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité :

1) Comment Madame la Ministre déléguée chargée des Médias apprécie-t-elle la décision de la FLF,

soutenue financièrement par des fonds publics, d'exclure un journaliste d'un point-presse ?

2) Le Gouvernement, qui s'est engagé à défendre les libertés d'expression et de la presse, entend-il intervenir de quelque manière que ce soit afin de faire face à cette atteinte manifeste à la liberté de la presse ?

3) Récemment, Madame la Ministre a présenté un Plan d'action national pour la sécurité des journalistes. Des mesures y sont-elles prévues afin de permettre aux journalistes de se défendre contre de telles exclusions d'acteurs publics ou parapublics à l'avenir ?

4) Dans la négative, comment le Gouvernement entend-il agir afin que pareille attitude ne fasse pas école ?

Réponse (04/07/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) L'exclusion d'un journaliste du journal « Le Quotidien » d'un point-presse officiel de la Fédération luxembourgeoise de football (FLF), apparemment en raison de la teneur critique de ses articles, soulève des interrogations légitimes sur le respect de la liberté de la presse dans notre société démocratique.

Dans une démocratie fondée sur le pluralisme et la liberté d'expression, il n'est pas acceptable qu'un acteur institutionnel, fût-il non étatique, cherche à écarter un journaliste du débat public en réaction à une critique journalistique. La liberté de la presse, garantie par notre Constitution et par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, protège également les propos critiques. Le débat public se nourrit de la confrontation des idées, y compris lorsque celles-ci sont dérangeantes pour certains. Elle suppose que les journalistes puissent exercer leur mission d'information en toute indépendance, sans subir de représailles ou d'exclusion, même symbolique.

En tant qu'organisation recevant un soutien public et représentant le Luxembourg dans une mission d'intérêt général – celle de la sélection nationale – la FLF se doit de respecter les principes fondamentaux de transparence, de pluralisme et de respect de la liberté d'information.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois est pleinement conscient des enjeux liés à la protection des journalistes. Il condamne toute forme d'atteinte injustifiée à la liberté d'informer, en particulier lorsque celle-ci résulte d'une critique légitime de décisions ayant un impact sociétal.

Ainsi, le Gouvernement, en la personne du Ministre des Sports, s'est clairement exprimé sur cette affaire dans les médias et a eu des échanges avec les responsables de la FLF.

Dans ce contexte il faut rappeler que le Conseil de presse du Luxembourg est compétent pour étudier toutes les questions relatives à la liberté d'expression dans les médias. Le Conseil de presse suit également, en collaboration avec l'ALJP, l'évolution des cas d'intimidation ou de pression sur les journalistes et peut émettre des recommandations ou alertes.

ad 3) et 4) Le Plan d'action national pour la sécurité des journalistes 2025-2028, présenté en avril 2025 dans le cadre de la campagne « Les journalistes comptent » du Conseil de l'Europe, vise précisément à prévenir de tels cas d'atteinte, même symbolique, à la liberté d'informer.

Parmi les actions prévues figurent :

- la mise en place d'un groupe de travail interministériel, réunissant les représentants de la presse, de l'État et de la police ;
- le renforcement de la veille sur les cas d'exclusion ou d'entrave, en coopération avec le Conseil de presse ;
- la formation et la sensibilisation des agents publics à leurs obligations en matière de liberté d'expression et d'accès à l'information.

Éducation financière | Question 2411 (04/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Ëmmer méi Mënsche kréien Zougang zur Finanzwelt, dank dem Internet an neie Servicer a Plattformen, déi d'Leit ouni Broker oder Tëschenhändler kënnen benotzen. Dëst bitt eiser Wirtschaft vill nei Méiglechkeeten, well d'Suen dohinner kënnen placéiert ginn, wou se fir Projete gebraucht ginn an d'Leit sech finanziell méi breet opstellen.

Leider sinn domadder awer och vill Risike verbonnen, virun allem fir Leit, déi net wëssen, wéi een investéiert. Et gëtt ëmmer méi Finanz-Gurus an Influencer, déi mat schéine Videoen dat schnell Geld versprechen.

Heigéint muss d'Regierung virgoen, duerch Bildung d'Leit sensibiliséieren, an de Schoule bei de Jonken, mee och bei den Erwuessenen.

Am Koalitionsaccord huet d'Regierung Follgendes zur finanzieller Bildung festgehale:

„Le Gouvernement mettra en place des mesures afin d'améliorer l'éducation financière de tous les citoyens, notamment à travers des enseignements de base en finance dans les écoles primaires et secondaires.“

Am deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Mëtzelstand a fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Initiativen a Formatioune existéieren aktuell am schoulesche Parcours (opgelëscht no Moduller), déi de Schüler eng Bildung am Trading, Investéieren oder d'Gestioun vun Haushaltsfinanze bitt?

2. Wéi eng Initiativen a Formatioune existéieren ausserhalb vum schoulesche Parcours fir Erwuessener am Beräich vum Trading, Investéieren oder d'Gestioun vun Haushaltsfinanzen?

Réponse (08/07/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. Follgend Initiativen a Formatioune existéieren aktuell am schoulesche Parcours am Enseignement secondaire, déi explizitt op Trading, Investéieren a Gestioun vun Haushaltsfinanzen aginn:

- Investéieren an Trading
- 2GCC/2GCC – Économie de gestion – Thème 2 : Les placements financiers
- 2GCF – Gestion de portefeuille
- 1GCF – Économie financière – Partie 1 : Les placements
- 2CN – Activités entrepreneuriales – Domaine Finance
- 2GMM – Économie et droit – placements financiers
- 4GCM/4GSO – Économie générale – Chapitre 7 : la bourse

Gestioun vun Haushaltsfinanzen

- 1GSO – Économie et droit – Introduction à la gestion budgétaire des ménages
- 5^e générale de préparation – Culture générale Modul 7: Mein Privatleben: Das Geld

ad 2. Am Kader vun der Ëmsetzung vun der aktueller nationaler Strategie fir d'Finanzbildung hunn déi

concernéiert Acteuren divers Initiativen en place gesat, déi sech och un Erwuessener richten.

Mat Lëtzfîn gëtt et een dediéierten Internetsite, deen d'Leit iwwer aktuell Theemen am Beräich vun de Finanzen ënnerriicht. D'Zil vun dësem Site ass et, de Konsument ze sensibiliséieren an ze schützen, andeems him Basisinformatiounen ronderëm d'Finanzen zur Verfügung gestallt ginn. Hei fënnt een deementsprechend Informatiounen iwwer z. B. „Suen am Alldag“, „Versécherungen“, „Prëten“, „Nohalteg Entwécklung“, „Digital Finanzen“, „Spueren an Investéieren“, „Pensioun“, „Virsiichtsmaassnamen“ oder „Iwwerverschëldung“. Och fënnt een um Site aner praktesch Instrumenter, wéi z. B. Kredittsimulatiounen, Hëllef beim Opstelle vun engem Budget, Froen, fir hiert Wëssen ze testen, souwéi eng Bibliothék mat villen erklärenden Dokumenter a Videoen. Doriwwer erass Lëtzfîn och aktiv op de gängige soziale Medien.

Am Beräich vum Investing gëtt et méi spezifesch:

- een dediéierte Site „Understanding Investing“ vun der ALFI, oder
- z. B. d'World Investor Week, eng Initiativ, déi vun IOSCO an iwwer 100 Länner lancéiert gouf.

Donieft gëtt et Formatiounsprogrammer am Beräich vum Online-Banking, déi sech virop un d'Seniore richten.

Net ze vergiessen och d'Organisatioun vun der Woch vun der Preventioun vun der Iwwerschëldung, déi sech un de breede Public adresséiert.

Dragage de l'étang « Brakeweier » à Kockelscheuer | Question 2412 (04/06/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

rtl.lu berieht an engem Artikel vum 3. Juni, dass de Brakeweier op der Kockelscheier sanéiert gëtt. Iwwert déi lescht Joren hätt sech ze vill Bulli a soss organesch Material, duerch Mënsch, Déier a Planzen hei ofgesat. Weider gëtt am Artikel geschriwwen, dass verschidden Déiere fir kuerz Zäit an aner Weieren ëmgesidelt ginn an invasiv Aarte ginn dout gemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Firwat setzt d'Verwaltung drop, dass déi Déieren dout gemaach ginn an net kënnen ënnert anere Konditiounen gehalen an um Liewe gelooss ginn?
2. Wéi eng Aarten Déiere ginn hei dout gemaach?
3. Wéi ginn dës Déieren dout gemaach?
4. Wéi vill Déiere wäerten hei insgesamt dout gemaach ginn?

Réponse (07/07/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

D'Geneemegung, déi am Kader vum Naturschutzgesetz ausgestallt ginn ass fir d'Aarbechten um Brakeweier, schreift vir, datt all Déieren am Virfeld vun dësen Aarbechte mussen gefaang ginn an datt eenheemesch Aarte mussen ëmgesidelt ginn.

Zu den invasiven Aarte mécht dës Geneemegung keng Virschrëften. Invasiv Aarten därferen dem Naturschutzgesetz no net ausgesat ginn.

Position du Gouvernement face aux comportements de la FLF | Question 2413 (05/06/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Geschicht huet awer ëmmer nees gewisen, dass Sport a Politick net getrennt vuneneen existéieren.

De Sport gëtt direkt an indirekt duerch Steiergelder finanziert. Aus dësem Grond ass et och logesch, dass am Sport gesellschaftlech Wäerter, wéi zum Beispill Respekt, gelieft an héichgehale solle ginn.

Am Mäerz 2024 ass ee Fussballspiller vun der Lëtzebuerger Nationalequipe zu 18 Méint Prision mat Bewärgung an enger Geldstrof verurteelt ginn, ënnert anerem, well hien seng fréier Partnerin geschloen huet. Dëse Spiller gouf fir d'Nationalequipe nominéiert, wat an der Ëffentlechkeet aktuell fir vill Diskussiounen suergt, well mer vu gesellschaftleche Wäerter an och dem Respekt viru Frae schwätzen. Ee Journalist gouf elo rezent, an dësem Zesummenhang, explizitt vun der FLF vun engem Pressemeeting ausgeschloss.

Verschidden Deputéierten aus de verschiddenste Parteien, och der DP, der Partei vun der Ministesch fir Gläichheet tëschent de Geschlechter, hunn an de soziale Medien ëffentlech Stellung zum Verhale vun der FLF an hirem Nationaltrainer bezunn, grad wat de Respekt viru Frae souwéi Affer vu Gewalt uegt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit a fir Sport dës Froe stellen:

1. Fënnt de Sportminister, dass no dëse Faiten den Nationaltrainer vun der Nationalequipe nach haltbar ass?
2. Fannen d'Ministère, dass d'FLF mat deem aktuellem Optriede gesellschaftlech Wäerter, wéi Respekt, Schutz vun Affer vu Gewalt, Respekt viru Fraen, Demokratie a Pressefräiheet respektéiert?
3. Wäerten de Sportminister oder aner Regierungsmemberen an nächster Zäit bei Sportevenementer oder Präiswuerreerchungen am Lëtzebuerger Fussball dobäi sinn?

Réponse (04/07/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministere de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Georges Mischo**, Ministere des Sports

ad 1. Laut Artikel 3 vum Sportgesetz vum 3. August 2005 mësch sech de Sportminister net an intern Organisationsfroen vu Verbänn an.

ad 2. D'Ministère befannen, dass der FLF hiren Optrëtt am Zesummenhang mat der Nominatioun vun engem Spiller, deen ënner anerem weinst Kierperverletzung géint seng fréier Partnerin verurteelt ass, net d'Wäerter vertritt, déi de Sportministère an de Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit verdeedegen a promovéieren.

D'Ministère setzen sech fir eng gewaltfräi Gesellschaft an, déi Wäerter wéi Respekt, Toleranz an Inklusioun net nëmmen héichhält, mee och lieft – an dat an all Liewensberäicher.

Zu Lëtzebuerg verdeedege mir och demokratesch Grundrechter, ze deenen d'Pressefräiheet gehéiert, souwéi de Respekt virun demokratesch gewielte Politikerinnen a Politiker. All Member vun eiser Gesellschaft ass gebieden, sech un déi Prinzippien ze halen.

De Ministère ass et och wichteg, sech iwwer dës Positioun an engem oppenen Dialog mat der FLF auszetauschen. D'Ministesch huet der Federatioun dofir och den 10. Juni e Bréif zoukomme gelooss, deen dëst ubitt. An deem Sënn si scho Gesprécher mat der FLF initiéiert ginn.

Doriwwer erass begrëissen d'Ministère der FLF hir Entscheedung vun 10. Juni 2025, eng onofhängeg Eethikkommissioun ze etabléieren, déi d'Faiter ronderëm déi uewe genannten Affaire opschaffen an déi néideg Konsequenze proposéiere soll. Dëst ass e Schratt an déi richteg Richtung. D'Ministère soen

och der Zivillgesellschaft Merci fir hiren Engagement, deen eng wichteg Roll spillt bei der gesamtgesellschaftlecher Sensibiliséierung géint all Forme vu Gewalt.

ad 3. Jo, de Sportminister wäert an nächster Zäit präsent sinn, och fir den Dialog mat de verantwortleche Sportfonctionnairen oprechtzeerhalen. Gläichzäitig ass et de Ministere wichteg, fir d'Equippen a Sportler ze ënnerstëtzen, déi näischt mat dëser Affaire ze dinn hunn.

Liberté d'expression dans les médias luxembourgeois | Question 2414 (05/06/2025) de **Mme Djuna Bernard** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

À l'approche du match entre le Luxembourg et la Slovaquie, une controverse a émergé autour de la Fédération luxembourgeoise de football (FLF). Cette dernière a sélectionné au sein de l'équipe nationale un joueur professionnel ayant été condamné pour violences conjugales ainsi que pour coups et blessures. Cette décision a suscité une vive indignation, tant parmi les supporters que parmi plusieurs responsables politiques, qui estiment qu'un sportif professionnel – au même titre que toute autre figure publique – se doit d'incarner des valeurs exemplaires.

Dans ce contexte, plusieurs médias, dont « Le Quotidien », ont relayé les faits entourant cette sélection controversée. En réaction, la FLF a informé ce journal qu'un de ses journalistes ne serait pas le bienvenu lors du point de presse précédant le match susmentionné.

Étant donné le rôle fondamental des médias dans une démocratie, leur droit à la critique, notamment à l'égard de personnalités publiques, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre ainsi qu'au Ministere des Sports :

1) Messieurs les Ministères, estiment-ils qu'il soit acceptable qu'une fédération sportive exclue un journaliste d'un point de presse en raison d'un article critique ? Dans la négative, quelles mesures envisagent-ils prendre pour garantir la liberté de la presse dans un tel contexte ?

2) Dans quelle mesure le Gouvernement envisage-t-il de rappeler aux fédérations sportives subventionnées par des fonds publics leurs obligations en matière de transparence, de neutralité à l'égard des médias et de respect des principes démocratiques ?

Réponse (02/07/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministere déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Georges Mischo**, Ministere des Sports

ad 1) L'exclusion d'un journaliste professionnel d'une conférence de presse organisée par la Fédération luxembourgeoise de football (FLF), en raison manifeste du caractère critique de ses articles, constitue un acte grave. Une telle décision est inacceptable dans un État de droit qui garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse. Elle porte atteinte non seulement à l'indépendance des médias, mais aussi aux principes démocratiques les plus fondamentaux. Ce geste est d'autant plus inquiétant qu'il intervient dans un contexte de débat public légitime autour des valeurs que doivent incarner les représentants d'une équipe nationale.

Dans une démocratie fondée sur le pluralisme et la liberté d'expression, il n'est pas acceptable qu'un acteur institutionnel, fût-il non étatique, cherche à écarter un journaliste du débat public en réaction à une critique journalistique. La liberté de la presse, garantie par notre Constitution et par la loi modifiée

du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, protège également les propos critiques. Le débat public se nourrit de la confrontation des idées, y compris lorsque celles-ci sont dérangeantes pour certains. Elle suppose que les journalistes puissent exercer leur mission d'information en toute indépendance, sans subir de représailles ou d'exclusion, même symbolique.

ad 2) Le Gouvernement reste pleinement engagé à garantir un environnement favorable à l'exercice du journalisme. Dans ce cadre, le Plan d'action national pour la sécurité des journalistes 2025-2028, élaboré en lien étroit avec les représentants du secteur, comporte plusieurs mesures concrètes visant à prévenir toute forme de pression ou d'intimidation à l'égard des journalistes, y compris dans leurs relations avec des entités publiques.

À travers ce plan, le Luxembourg réaffirme son attachement à la Recommandation CM/Rec (2016) 4 du Conseil de l'Europe, qui renforce le cadre commun européen protégeant les journalistes contre toute entrave arbitraire.

Par ailleurs, un groupe de travail réunissant les représentants des médias, des administrations publiques et du Gouvernement assure un suivi régulier des défis rencontrés par les journalistes au Luxembourg. Il veille notamment à la collecte de données sur les atteintes à la liberté de la presse, dans une logique d'amélioration continue.

Dans une perspective de renforcement de la responsabilité sociale dans le football, l'idée d'élaborer une charte de valeurs ou un code de déontologie constitue une démarche constructive. Une telle initiative permettrait de rappeler aux entités publiques et parapubliques l'importance de leur collaboration avec la presse, notamment lors d'événements officiels. Elle soulignerait également que l'exclusion d'un journaliste en raison de son contenu éditorial peut être perçue comme une pression indirecte, incompatible avec les principes démocratiques.

Le Gouvernement continuera, dans le respect des compétences de chacun, à promouvoir une culture de respect mutuel entre les acteurs de la vie publique et les professionnels de l'information, condition essentielle à la vitalité démocratique de notre pays.

.....

Critères de sélection des athlètes représentant le Luxembourg | Question 2415 (05/06/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Le débat actuel autour de la sélection en équipe nationale d'un joueur condamné pour des faits graves soulève des interrogations plus larges quant aux responsabilités éthiques des fédérations sportives, aux critères de sélection appliqués aux athlètes, aux valeurs que le sport de haut niveau véhicule auprès de la jeunesse et à l'image donnée par le Luxembourg sur la scène internationale.

Les fédérations sportives bénéficient de soutiens publics importants – tant financiers qu'institutionnels – pour remplir leur mission d'intérêt général, incluant la formation des jeunes, la promotion de la pratique sportive et la représentation nationale. L'indépendance garantie au mouvement sportif par la loi de 2005 implique également des responsabilités envers la société, comme une exemplarité à la fois individuelle et institutionnelle.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Des mécanismes existent-ils pour conditionner le soutien public des fédérations sportives à des

engagements clairs en matière de prévention des violences, de promotion de l'égalité et du respect des droits humains ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il que les critères de sélection en équipe nationale devraient intégrer, outre les compétences sportives, des éléments liés au respect des principes d'éthique et de citoyenneté ou à l'absence de condamnation pénale ?

3) Existe-t-il des fédérations qui se sont donné des règles d'éthique par rapport à la nomination des athlètes ? Dans l'affirmative lesquelles et quel est leur contenu ? Une réflexion est-elle en cours sur l'élaboration d'un « code d'éthique sportive » à l'échelle nationale, qui pourrait guider tant les sélections que les politiques de formation des jeunes athlètes ?

4) Monsieur le Ministre prévoit-il un échange avec les fédérations sportives, et plus particulièrement avec la Fédération luxembourgeoise de football (FLF), sur ce sujet ?

Réponse (07/07/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1) Le Ministère des Sports attache une grande importance à la promotion des valeurs fondamentales du sport, telles que l'intégrité, le respect, l'égalité et la prévention de toute forme de violence ou de discrimination.

Or, dans le respect du cadre législatif en vigueur – notamment les articles 2 et 3 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport, qui garantissent l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif –, le soutien public accordé aux fédérations sportives n'est actuellement pas conditionné à des obligations strictement prescriptives, mais il repose sur des mécanismes contractuels.

ad 2) Je considère que les athlètes représentant nos équipes nationales doivent incarner une véritable fonction d'exemplarité. En tant qu'ambassadeurs du sport luxembourgeois, les sportifs et sportives de haut niveau, sont souvent perçus comme des modèles par nos concitoyens, notamment les jeunes générations. Leur comportement, tant sur le terrain qu'en dehors, devrait, à ce titre, refléter les valeurs d'éthique, de respect et de responsabilité.

Cela étant dit, en ma qualité de Ministre des Sports, je ne dispose ni de la compétence, ni de la légitimité pour intervenir dans les processus de sélection des équipes nationales. Toute forme d'ingérence étatique dans ces décisions relèverait d'une violation de l'autonomie du mouvement sportif, telle que garantie par la loi du 3 août 2005 concernant le sport.

ad 3) À l'heure actuelle, aucun code d'éthique sportive national n'est en cours d'élaboration.

Cela étant, l'Agence luxembourgeoise antidopage (ALAD) se voit élargir ses missions en vue de sa future transformation en Agence luxembourgeoise pour l'intégrité dans le sport (ALIS).

Dans ce nouveau cadre, les questions liées à l'éthique et à l'intégrité sportive seront pleinement intégrées parmi ses attributions prioritaires.

ad 4) Des échanges ont déjà eu lieu entre le Ministère des Sports, le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité et la FLF. Le besoin d'une commission d'éthique indépendante en est ressorti.

.....

Scandale de corruption au niveau communal | Question 2416 (05/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Press gouf iwwert ee gréissere Korruptiounskandal berichtet, bei deem ee Gemengebeamten

iwwert déi lescht Joerzénge soll massiv Sue vu Gemenge kritt hunn iwwert Consulting-Aktivitéiten. Een ausféierlechen Artikel op reporter.lu vum 26. Mee bréngt d'Machenschaften op de Punkt:

„Un fonctionnaire luxembourgeois a été rattrapé par la justice pour ses activités clandestines de conseil au service de 35 communes. [...]”

Les rémunérations de ses conseils au service des communes luxembourgeoises étaient occultes et ses clients ont dû faire preuve d'imagination pour payer ses services ‚au noir’. Une rémunération officielle et transparente par les communes ‚clientes’ était exclue. Pour néanmoins être en mesure de toucher une rémunération pour les services prestés, Henri R. amena les communes ‚clientes’ à accepter de le rémunérer de façon clandestine et indirecte’, souligne le Parquet de Luxembourg dans l'accord négocié avec le prévenu que Reporter.lu a consulté. [...]”

La plupart de ses rémunérations ont été payées sous la forme de jetons de présence, de frais de route et de bons d'achat, seule manière pour les communes de contourner les règles de contrôle financier et, notamment les justificatifs de facture d'un prestataire dépourvu d'autorisation de commerce.”

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wat ënnerhëlt den Inneminister, fir dass esou Machenschaften op Gemengenniveau sech net wäerte widderhuelen?

2. Wéi eng Budgetsposten hunn déi verschidde Gemenge genotzt, fir déi illegal Aktivitéiten an dësem Fall ze bezuelen?

3. Ënnert wéi enge Budgetsposte goufen déi am Artikel genannten Akafsonge gebucht?

4. Sinn dem Inneministère Indizie vun aneren änleche Fäll bekannt a wéi geet den Inneministère vir, fir esou Fäll ze ënnersichen an ze verhënnere?

Réponse (30/06/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De Statut vun de Gemengefonctionnairé gesäit vir, dass all Fonctionnaire d'Flicht huet, fir seng Gemeng disponibel ze sinn. Si mussen ausserdeem onofhängeg an neutral sinn. Dofir verbitt de Statut de Fonctionnairen ausdrécklech, fir enger bezuelter oder net bezuelter Nieweschäftegung fir eng aner Gemeng oder ee Gemengesyndikat nozegoen, déi net kompatibel ass mat engem gewëssenhaften a vollstännegen Ausübe vun den Obligatioune vis-à-vis vun sengem Employeur oder déi net kompatibel ass mat senger Onofhängegkeet. All remuneréiert Aktivitéit vun engem Fonctionnaire fir eng aner Gemeng oder ee Gemengesyndikat muss am Viraus vum Schäfferot autoriséiert ginn.

E Fonctionnaire ass engersäits obligéiert, fir de Statut ze respektéieren a steet anerersäits ënnert der Kontroll vum Schäfferot, wann et ëm Nieweschäftegung geet. De Schäfferot kann dem Fonctionnaire eng Nieweschäftegung refuséieren, wann de Fonctionnaire doduerch riskéiert, sengen Obligatioune net gerecht ze ginn. De Schäfferot kann och eng Autorisatioun zrëckzéien.

Meng Virgänger hunn an de Rapporten zu de Gemengekonte vun de Joren 2017-2020 23 Gemengen op Irregularitéiten an hirer Comptabilitéit a Verbindung mat Nieweschäftegung vun engem Fonctionnaire higewisen. Doropshin hunn déi besote Gemengen hirer Zesummenaarbecht mat dem concernéierte Fonctionnaire en Enn gesat. Den deemolegen Inneminister huet dem Parquet d'Faiten denoncéiert an et ass zu enger Condamnatioun vun der concernéierter

Persoun komm. Ausserdeem huet d'Stad Diddeleng eng Affaire disciplinaire lancéiert.

Et gi gesetzlech kloer definéiert Paiementsprozeduren op de Gemengen, déi awer vun de Schäfferéit an deem viséierte Fall net ëmmer agehale gi sinn. De Buergermeeschter an d'Schäffen, déi irregulär Depensen ordonéieren, kënnen perséinlech dofir responsabel gemaach ginn an den Inneminister kann, am Numm vun der Gemeng, eng Recouvrementsprozedur fir déi besoten Depensé viru Geriicht lancéieren. Dovunner ass awer deemools net Gebrauch gemaach ginn.

D'Affaire, op déi sech den Deputéierte bezitt, war deemools unique an hirer Aart a Weis, an Envergure, an et si keng Unzeche gi fir ee méi breede Phänomeen.

ad 2. Am folgenden Tableau sinn d'Budgetsartikelen opgeléicht, op deenen d'Paiementer un de betreffende Gemengebeamte gebucht goufen. Den Tableau [†] bezitt sech net op alleguerten d'Ausgaben, déi un dee Beamte gericht waren, mee just op déi Ausgaben, déi zu Observatiounen vum Inneminister am Kader vun der Kontrolle vun der Gemengekonte gefouert hunn.

ad 3. Am folgenden Tableau [†] sinn d'Budgetsartikelen opgeléicht, op deenen d'Paiementer fir Akafsbonge gebucht goufen, déi fir de betreffende Gemengebeamte kaaft goufen. Och dësen Tableau bezitt sech just op Ausgaben, déi zu Observatiounen vum Inneminister am Kader vun der Kontrolle vun der Gemengekonte gefouert hunn.

ad 4. Nee, dem Inneministère si keng Indizien vun anere Fäll bekannt.

Évolution des accidents sur la N11 entre 2005 et 2024 | Question 2417 (05/06/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Säit dem 5. Oktober 2015 ass d'Vitess op der Iechternacher Streck N11 op 90 Stonnekilometer limitéiert. Dat och op den dräispuereng ausgebauten Abschnitter, wou weiderhin dierf iwwerholl ginn an déi eigentlech op eng Vitess vun 110 Stonnekilometer ausgeluecht sinn. Den deemolege Verkéiersminister François Bausch hat déi Decisioun mat enger Reaktioun op en Accident begrënnert. De 16. September 2015 hat e jonke Chauffeur bei däitlech iwwerhéichter Vitess, déi opgrond vum staarke Reen no den deemolege Reegelen zum Zäitpunkt vum Accident och um entspriechenden Abschnitt op 90 Stonnekilometer limitéiert war, d'Kontroll iwwert säi Gefier verluer an zwee Leit mat an den Doud gerappert.

Zousätzlech zu den neie Vitesslimiten gouf 2016 op där entspriechender Streck op Héicht vun der Ausrespektiv Afaart vu Gonnereng en automatesche Radar installéiert an 2019 gouf dee ganzen Abschnitt tëschent Gonnereng an dem Waldhaff zu der éischter Testplaz fir déi national Streckradaren.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

1. Kann d'Madamm Verkéiersminister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, zu wéi vill Accidenter et vun 2005 bis 2015 op der Iechternacher Streck koum, op wéi enger Plaz se stattfonnt hunn, wéi vill Leit dobäi zu Schued oder souguer ëm d'Liewe koumen a wéi eng Ursach(en) allkéiers identifizéiert gouf(en)?
2. Kann d'Madamm Verkéiersminister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, zu wéi vill Accidenter et vun 2016 bis 2024 op der Iechternacher Streck koum, op wéi enger Plaz se stattfonnt hunn, wéi vill Leit dobäi zu Schued oder souguer ëm d'Liewe koumen a wéi eng Ursach(en) allkéiers identifizéiert gouf(en)?

Réponse (02/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no enger Tabell mat Zuele vu Verkéiersaccidenter op der Iechternacher Streck vun 2005 bis 2015 an 2016 bis 2024.

Präzis geo-referenzéiert Donnéeën stinn eréischt zanter 2010 zur Verfügung. Entsprechend leie fir déi viregt Joer keng Donnéeën zur Verfügung. [†]

Exclusion d'un journaliste d'une conférence de presse | Question 2418 (05/06/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Mardi, le 3 juin 2025, nous avons appris par les médias que le sélectionneur de l'équipe nationale de football s'était arrogé le droit d'exclure un journaliste du « Quotidien » d'une conférence de presse avant les prochains matchs amicaux de la sélection. D'après les informations des différents médias, le sélectionneur n'aurait guère goûté le ton trop critique du journaliste dans son traitement de l'affaire Gerson Rodrigues. Le lendemain, le président de la Fédération luxembourgeoise de football a défendu le choix du sélectionneur lors d'une interview accordée à RTL.

Le fait d'exclure un journaliste d'une conférence de presse est une entrave à la liberté de la presse, et donc une attaque contre un droit fondamental.

Partant je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre déléguée des Médias et à Monsieur le Ministre des Sports :

- 1) Quelle a été votre réaction lorsque vous en avez pris connaissance ?
- 2) Avez-vous déjà pris contact avec la FLF pour discuter de cet épisode ?
- 3) Y aura-t-il des conséquences pour le sélectionneur et le président de la FLF, si oui, lesquelles ?
- 4) Comment comptez-vous contrecarrer cette attitude hostile à l'égard du journalisme ?

Réponse (02/07/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1) L'exclusion d'un journaliste professionnel d'une conférence de presse organisée par la Fédération luxembourgeoise de football (FLF), en raison manifeste du caractère critique de ses articles, constitue un acte grave. Une telle décision est inacceptable dans un État de droit qui garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse. Elle porte atteinte non seulement à l'indépendance des médias, mais aussi aux principes démocratiques les plus fondamentaux. Ce geste est d'autant plus inquiétant qu'il intervient dans un contexte de débat public légitime autour des valeurs que doivent incarner les représentants d'une équipe nationale.

Dans une démocratie fondée sur le pluralisme et la liberté d'expression, il n'est pas acceptable qu'un acteur institutionnel, fût-il non étatique, cherche à écarter un journaliste du débat public en réaction à une critique journalistique. La liberté de la presse, garantie par notre Constitution et par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, protège également les propos critiques. Le débat public se nourrit de la confrontation des idées, y compris lorsque celles-ci sont dérangementes pour certains. Elle suppose que les journalistes puissent exercer leur mission d'information en toute indépendance, sans subir de représailles ou d'exclusion, même symbolique.

ad 2) Des échanges avec la FLF ont eu lieu.

ad 3) Conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 3 août 2005 relative au sport, « Les pouvoirs publics respectent l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif », les décisions relatives à la désignation d'un président et d'un sélectionneur relèvent de la compétence exclusive des fédérations sportives, lesquelles jouissent d'une autonomie de gestion et de sélection.

ad 4) Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg s'est engagé, dans le cadre de son Plan d'action national pour la sécurité des journalistes, à renforcer les garanties d'un environnement de travail sûr et respectueux pour l'ensemble des professionnels de l'information. Ce plan repose sur les quatre piliers préconisés par la Recommandation CM/Rec (2016) 4 du Conseil de l'Europe : prévention, protection, poursuite et promotion de l'information, l'éducation et la sensibilisation.

Des mesures concrètes sont prévues et déjà en œuvre, notamment :

- l'instauration d'un dialogue structuré entre les représentants des médias et les autorités (via le groupe de travail « sécurité des journalistes ») ;
- la sensibilisation des acteurs publics aux droits et devoirs des journalistes, notamment par le biais de formations.

Nous réitérons notre conviction que toute organisation bénéficiant de fonds publics a une responsabilité particulière dans le respect des valeurs fondamentales de notre société, au premier rang desquelles figure la liberté de la presse.

Dans une perspective de renforcement de la responsabilité sociale dans le football, l'idée d'élaborer une charte de valeurs ou un code de déontologie constitue une démarche constructive. Une telle initiative permettrait de rappeler aux entités publiques et parapubliques l'importance de leur collaboration avec la presse, notamment lors d'événements officiels. Elle soulignerait également que l'exclusion d'un journaliste en raison de son contenu éditorial peut être perçue comme une pression indirecte, incompatible avec les principes démocratiques.

Refus d'une mise en sens unique sur la CR176 à Rodange | Question 2419 (05/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zu Rodange gouf um lokalen Niveau geplangt, fir den CR176 op engem Deel vun der Rue Joseph Philippart an eng Eebunnstrooss ze verwandelen. D'Gemeng war mat dësen Ännerungen averstanen, mee anscheinend solle Pons an chaussées dës Pläng ofgeleent hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Fro stellen:

- Kann d'Ministesch bestätegen, dass d'Einbunnstrooss um CR176 um Deel vun der Rue Jos Philippart refuséiert gouf? Falls jo, firwat?

Réponse (02/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Fro iwwert d'Ariichte vun enger Einban um CR176 (Rue Joseph Philippart) zu Rodange.

D'Verkéiersreglementatioun bannent Uertschafte falen allgemeng an d'Zoustännegkeet vun der territorial zoustänneger Gemeng a gi vun der staatlecher Verkéierskommissioun approvouéiert.

Fir konkret op d'Fro vum Här Deputéierten am Kontext vum CR176 zu Rodange anzegoen, deelt d'Stroossebauverwaltung mat, dass keng offiziell Ufro vun der Gemeng Péteng virläit, an där e Konzept fir d'Ariichte vun enger Einban „sens unique“ op engem Deel vun der Rue Joseph Philippart virgestallt gëtt.

Laut deene virleiden Informatiounen war awer schonn een Deel vun der Rue Joseph Philippart – tëscht der Rue de la Fontaine an der Rue Amalberge a Richtung Zowaasch – tëscht 2017 an 2024 als Einban „sens unique“ signaliséiert.

Utilisation de Pegasus par l'État luxembourgeois | Question 2420 (05/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Joer 2021 hat een internationaalt Journalisten-netzwierk opgedeckt, dass déi israelesch Firma NSO, mat enger Filial zu Lëtzebuerg, eng Trojaner-Software mam Numm „Pegasus“ entwéckelt huet, déi noweislech vu verschiddenen europäesche Regierunge genotzt gouf, fir Journalisten, Mënscherechtsaktivisten an Oppositionspolitiker auszespionéieren.

D'Software gëtt vun der israelescher Firma u staatlech Institutiounen verkaf. Den öffentlechen Informatiounen no, kann dësen Trojaner op Handyen installéiert ginn, ouni, dass de Besëtzer dovunner eppes matkritt. Déi viereg Regierung konnt an den Äntwerten op fréier parlamentaresch Froen (N° 4685 a 4692) net ausschléissen, dass och lëtzebuergesch Persounen an Institutiounen vum Spionageskandal betraff waren.

Den Informatiounen aus engem reporter.lu-Artikel vum 3. Juni kascht d'Lizenz fir d'Notzung vu Pegasus bis zu 6 Milliounen Euro d'Joer, plus lafend Käschten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur, fir Justiz a fir Verdeedegung dës Fro stellen:

– Wéi vill gëtt de Lëtzeburger Staat alljoers fir d'Lizenzgebühre vu Pegasus aus?

Réponse (26/06/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Betreffend de Service de renseignement de l'État (SRE) befanne sech d'Moyenen, déi däerfen agesat ginn, an d'Prozeduren, déi mussen agehale ginn, ënnert der Kontroll vun der parlamentarescher Geheimdengsch-Kontrollkommissioun an ënnerleien den Artikelen 5-8 vum Gesetz vum 5. Juli 2016 iwwer d'Reorganisatioun vum SRE.

Dës Moyene ginn agesat am Kader vun de Misiounen vum SRE, also am Fall vun enger potentieller Bedroung duerch Spionage, gewaltbereeten Extremismus, Terrorismus, Verbreedung vu Massevernichtungswaffen oder vu verdeedegungsrelevante Gidder an den domat verbonnenen Technologien, grad sou wéi duerch organiséiert Kriminalitéit oder Cyber-Bedroung, souwäit dës mat deene virgenannten Aktivitéiten zesummenhänken.

D'Moyenen, déi d'Police däerf bei de judiciairen Enquêtes an Instruktiounen asetzen, an d'Prozeduren, déi dobäi mussen agehale ginn, sinn am Artikel 88-1 vum Code de procédure pénale beschriwwen, esou wéi et an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0618 vum 16. Abrëll 2024 vum honorabelen Deputéierte Franz Fayot detailléiert gouf.

Aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn kënnen awer keng Informatiounen betreffend d'technesch Equipementer a Moyenen, an déi doru gebonne Käschten, publizéiert ginn.

Déponie pour terres inertes à Steinfort/Garnich | Question 2421 (05/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Aktuell existéieren, den Informatiounen um Geoportail no, zu Lëtzebuerg 15 gréisser Bauschuttdeponien, déi wichteg sinn, fir dass hei am Land weider um Wunnengsbau ka geschaff ginn. Et ass wichteg, dass d'Déponien no un de Chantiere sinn, fir onnéideg Trajete mat de grouse Camionen ze reduzéieren. Wéi mer zougedroe gouf, soll am Westen am Raum Stengefort/Garnech eng weider Deponie opgemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Kann de Minister informéieren, ob eng weider Deponie am Raum Stengefort/Garnech wäert opgoen?
2. Wéi eng weider Deponië wäerte fir de Bausecteur zu Lëtzebuerg souwéi an der noer Groussregioun an noer Zukunft bäikommen?

Réponse (07/07/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Ech erlabe mir an dësem Kontext op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 2310 vum 18. Juni 2025 an 2386 vum 26. Juni 2025 ze verweisen.

ad 2. Aktuell hu mir keng Demande fir en neie Site virleien.

Liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) | Question 2422 (06/06/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Selon les informations parues dans la presse, la Commission européenne a informé les autorités monégasques de sa décision d'inscrire la Principauté sur la « liste des juridictions de pays tiers à haut risque » parce qu'aux yeux de Bruxelles, la Principauté présente « des insuffisances stratégiques dans [ses] dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ».

Cette annonce constitue un sérieux revers pour la Principauté qui fait l'objet d'un suivi renforcé depuis son inscription sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) en juin 2024, et ce malgré les mesures réglementaires et institutionnelles mises en œuvre par les autorités compétentes pour se conformer aux exigences internationales.

De plus, l'inscription de la Principauté sur la « liste des juridictions de pays tiers à haut risque » pourrait entraîner des conséquences concrètes pour les acteurs économiques opérant depuis, ou vers la Principauté.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de la décision de la Commission européenne ?

– Monsieur le Ministre estime-t-il que cette décision pourrait avoir des répercussions sur la place financière du Luxembourg ?

– Quelles sont les mesures éventuelles que le Gouvernement entend prendre pour éviter que cette décision aurait des répercussions négatives sur la place financière du Luxembourg ?

Réponse (27/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

L'honorable Député se réfère à des informations parues dans la presse pour s'enquérir au sujet de la

décision de la Commission européenne de vouloir ajouter la Principauté de Monaco, ensemble avec d'autres pays, à la liste des pays et territoires à haut risque présentant des carences stratégiques dans leurs régimes nationaux de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (ci-après, « la liste des pays tiers à haut risque »). Cette décision a été officiellement annoncée le 10 juin 2025. Pour ce faire, la Commission européenne a tenu compte du fait que ces pays ont récemment été inscrits sur la liste des juridictions faisant l'objet d'une surveillance renforcée du Groupe d'action financière (GAFI).

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0959, un tel listing oblige les professionnels à mettre en œuvre des mesures de vigilance renforcées à l'égard des relations d'affaires et des transactions impliquant ces pays ou territoires.

Le Luxembourg, en tant que place financière internationale, diversifiée et spécialisée, disposant de liens solides avec de nombreux centres financiers au sein et en dehors de l'Union européenne, ne devrait pas être significativement impacté par la décision de la Commission européenne.

Mise en œuvre de la stratégie luxembourgeoise en matière d'intelligence artificielle | Question 2423 (06/06/2025) de M. Ben Polidori | Mme Liz Braz | Mme Francine Cloeser (LSAP)

La stratégie luxembourgeoise en matière d'intelligence artificielle 2025-2030 ambitionne de faire du Grand-Duché un hub numérique fondé sur la confiance, la souveraineté des données et la transparence. Cette orientation suscite néanmoins de nombreuses interrogations politiques, éthiques et institutionnelles, en particulier quant à la mise en œuvre effective des principes fondamentaux de l'intelligence artificielle (IA) et à l'intégration de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'IA.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Comment le Gouvernement entend-il définir et mesurer concrètement le concept de « souveraineté numérique » d'ici 2030 ? Quels indicateurs de suivi sont envisagés ?

2) Quels mécanismes institutionnels sont prévus pour assurer que l'IA déployée au Luxembourg reste centrée sur l'humain et conforme à l'intérêt général ?

3) Comment le Luxembourg prévoit-il de garantir une application pragmatique et cohérente du Règlement européen sur l'IA (AI Act) et de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe, tout en permettant l'innovation technologique ?

4) Quelles mesures spécifiques sont envisagées pour répondre aux exigences de la Convention-cadre en matière de :

- documentation et transparence des systèmes d'IA ;
- accès à l'information pour les personnes concernées ;
- garanties procédurales et voies de recours contre les décisions automatisées.

5) Le Gouvernement envisage-t-il de fixer des « lignes rouges » ou des moratoires pour certaines utilisations des systèmes d'IA considérées comme incompatibles avec les droits humains, la démocratie ou l'État de droit ?

6) Enfin, comment seront organisées les évaluations de risques et d'impacts prévues par la Convention-cadre, et comment les résultats de ces évaluations seront-ils intégrés aux décisions publiques ?

Réponse (08/07/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Dans le cadre de l'initiative « Accélérer la souveraineté numérique 2030 » présentée le 19 mai 2025, le Gouvernement a défini son approche de la souveraineté comme suit : « Le Luxembourg ambitionne de se positionner comme une plateforme européenne majeure pour le développement responsable d'une IA souveraine. Cette approche reflète l'importance géopolitique croissante du développement de capacités de l'IA indépendantes en Europe, tout en mettant l'accent sur les considérations éthiques et les pratiques de déploiement sécurisées. Enfin, les projets phares consacrés à l'IA serviront de démonstrations tangibles des capacités souveraines du Luxembourg et contribueront aux efforts européens plus larges visant à développer des solutions de l'IA souveraines. »

En tant que capacité d'un État à exercer un contrôle autonome, sécurisé et stratégique sur ses technologies numériques, la souveraineté numérique se matérialisera donc à travers l'implémentation des actions stratégiques ainsi que des projets phares mentionnés dans les trois stratégies publiées dans le cadre de l'initiative « Accélérer la souveraineté numérique 2030 ».

ad 2) Le cadre légal pour assurer que l'IA déployée au Luxembourg reste centrée sur l'humain et soit conforme à l'intérêt général se base sur la mise en œuvre du cadre harmonisé européen, à savoir du règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle et modifiant les règlements (CE) n° 300/2008, (UE) n° 167/2013, (UE) n° 168/2013, (UE) 2018/858, (UE) 2018/1139 et (UE) 2019/2144 et les directives 2014/90/UE, (UE) 2016/797 et (UE) 2020/1828 (« règlement sur l'intelligence artificielle »).

Le règlement sur l'intelligence artificielle vise à soutenir le développement d'une IA axée sur l'humain et digne de confiance qui tire profit des opportunités pour le bien de nos sociétés et de nos économies tout en mettant en place des garde-fous pour parer les risques potentiels de dérives. Afin d'atteindre ces objectifs, le règlement adopte une approche réglementaire fondée sur le risque. Certaines pratiques d'IA particulièrement néfastes sont interdites en raison de leur caractère contraire aux valeurs de l'Union. Le règlement établit une méthode d'évaluation des risques pour identifier les systèmes d'IA « à haut risque », qui peuvent affecter de manière importante la santé, la sécurité ou les droits fondamentaux.

Le règlement (UE) 2024/1689 étant d'application directe, tout système d'IA déployé au Luxembourg devra être conforme à ces règles. Les premières dispositions concernant les pratiques d'IA entièrement défendues au sein de l'UE sont applicables depuis le 2 février 2025. La plupart des autres dispositions – concernant les pratiques à niveau de risque moindre – deviendront applicables à partir du 2 août 2025.

Concernant les mécanismes institutionnels, le projet de loi portant mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) 2024/1689 du Parlement

européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle et modifiant les règlements (CE) n° 300/2008, (UE) n° 167/2013, (UE) n° 168/2013, (UE) 2018/858, (UE) 2018/1139 et (UE) 2019/2144 et les directives 2014/90/UE, (UE) 2016/797 et (UE) 2020/1828 (règlement sur l'intelligence artificielle) et portant modification de : 1° la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données ; 2° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; 3° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances (projet de loi n° 8476) a été déposé le 23 décembre 2024 à la Chambre des Députés. Le projet de loi a pour objectif principal de désigner les autorités de surveillance du marché chargées de veiller au respect des règles du règlement sur l'intelligence artificielle.

ad 3) Le règlement sur l'intelligence artificielle et la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit partagent la même vision d'une IA sûre et respectant les droits fondamentaux de l'UE.

Le règlement sur l'intelligence artificielle ne définit pas seulement des barrières minimales, mais contient également des instruments de soutien à l'innovation. Afin de soutenir celle-ci, les acteurs ont besoin de certitude juridique. Dans cet esprit, le Gouvernement a souhaité une mise en œuvre rapide du règlement sur l'intelligence artificielle et le projet de loi national est, à notre connaissance, le premier à avoir été déposé dans un État membre de l'UE.

L'approche choisie par le Gouvernement a été de désigner plusieurs autorités comme autorités de surveillance du marché. Cette approche découle non seulement des exigences du règlement, mais permet aussi et avant tout de tenir compte de l'expérience sectorielle de chaque autorité désignée. Le projet désigne la CNPD comme coordinateur et point de contact unique. Ce double rôle permettra d'assurer une application cohérente du règlement. Aussi, les parties prenantes pourront se tourner à un seul interlocuteur en cas de besoin.

La Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit est un instrument international juridiquement contraignant ouvert à la signature le 5 septembre 2024. Le Conseil de l'UE a décidé en date du 28 août 2024 que la Commission européenne jouissant d'une compétence externe exclusive pour signer cette Convention-cadre, seule l'UE y deviendra partie. La Commission européenne a signé la Convention-cadre le 5 septembre 2024. Cette convention vise à garantir que les activités menées dans le cadre du cycle de vie des systèmes d'intelligence artificielle soient pleinement compatibles avec les droits humains, la démocratie et l'État de droit, tout en étant propice au progrès et aux innovations technologiques. La Convention-cadre ne régle pas la technologie et est essentiellement neutre sur le plan technologique.

ad 4) Le Luxembourg participe activement aux travaux du Comité sur l'intelligence artificielle (CAI) du Conseil de l'Europe. Le CAI met en œuvre HUDERIA (évaluation de l'impact sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit), une méthodologie pour identifier les contextes dans lesquels les systèmes d'intelligence artificielle pourraient menacer les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, ainsi que les moyens d'évaluer et d'atténuer ces risques.

La Convention-cadre promeut une gouvernance responsable de l'intelligence artificielle en définissant des normes internationales contraignantes pour la transparence, la responsabilité et la gestion des risques. La Convention-cadre aborde de manière collaborative les défis liés à l'intelligence artificielle tout en encourageant l'innovation et le développement éthique de l'IA.

Le Gouvernement évalue sur base des travaux du CAI les mesures qu'il y aura lieu d'adopter en vue de garantir la transparence des systèmes d'IA pour les usagers ainsi que l'accès à l'information pour les personnes concernées.

La CNPD a été désignée en tant que coordinateur et point de contact unique. Elle exercera également les fonctions d'autorité compétente pour veiller au respect des droits fondamentaux dans le cadre de l'utilisation des systèmes d'IA. Conformément au projet de loi n° 8476, les décisions de la CNPD pourront faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif, qui statue en tant que juge du fond.

ad 5) Comme indiqué ci-avant, le règlement UE sur l'intelligence artificielle comporte en effet des lignes rouges, à savoir des dispositions qui interdisent certaines pratiques en matière d'IA.

ad 6) La Convention-cadre instaure un mécanisme de suivi, la Conférence des Parties, composé de représentants officiels des Parties à la Convention et destiné à déterminer dans quelle mesure ses dispositions sont appliquées. Leurs analyses et suggestions aident à assurer le respect de la Convention-cadre par les États afin de garantir son efficacité à long terme. La Conférence des Parties facilite également la coopération avec les parties prenantes pertinentes, notamment par le biais d'auditions publiques sur les aspects pertinents de la mise en œuvre de la Convention-cadre.

Programmes biodiversité | Question 2424
(06/06/2025) de **Mme Stéphanie Weydert** | **M. Jeff Boonen** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

D'Biodiversitéprogrammer sinn e wichtegt Instrument am Kader vun der Ëmsetzung vun den Naturschutzziler hei am Land. D'Zil vun engem integréierten Naturschutz muss et sinn, d'landwirtschaftlech Produktioun ze erhalen an d'Biodiversitéit ze schützen. Allerdéngs schreift de „règlement grand-ducal du 24 juillet 2024 relatif aux aides en faveur de la sauvegarde de la biodiversité“ net vir, datt d'Aiden un de Statut vum aktive Bauer gebonne sinn, deen am Agrargesetz vun 2023 verankert ass. Als aktive Bauer gëllt eng Persoun, déi ë. a. eng landwirtschaftlech Aktivitéit ausübt, eng landwirtschaftlech Ausbildung huet, als onofhängege Bauer bei der CCSS gemellt ass an déi manner wéi 72 Joer huet.

An deem Zesammenhang wollte mir follgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch stellen:

1. Wéi vill Betriber maache bei de Biodiversitéitsprogrammer insgesamt mat?
– Wéi vill aktiv Bauere respektiv wéi vill net aktiv Bauere maache mat?
– Wéi vill Hektar, déi ënnert dem Regime vun de Biodiversitéitsprogrammer ënnerleien, gi vun aktive Bauere respektiv vun net aktive Bauere bewirtschaftet?
– Wa Kontrakter mat net aktive Bauere gemaach ginn, wie sinn d'Beneficiairen?
2. Wéi vill Prozent vun der landwirtschaftlecher Nutzfläch ënnerleien dem Regime vun de Biodiversitéitsprogrammer?



3. Wéi vill Prozent vun den ausbezuelt Primme ginn un aktiv Bauere respektiv un net aktiv Baueren ausbezuelt?

4. Wéi gesäit d'Altersopdeeling vun de Beneficiairen aus?

5. Wéi ass d'Evolutioun vun de Flächen ënnert de Biodiversitéitsprogrammer?

– Huet sech an de leschte Méint/Joren eng Verännerung gewisen?

– Kënnen déi gesaten Ziler erreicht ginn?

Réponse (07/07/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Bis Enn Februar 2025 hunn insgesamt 718 Betriber op d'mannst ee Kontrakt ënner dem neie Biodiv-Règlement am Lafen, wat 39,6 % vun de Betriber duerstelt.

– Ënner dem neie Biodiv-Règlement huelen insgesamt 655 aktiv an 63 net aktiv Baueren deel wat engem Verhältnes vun 91 % zu 9 % entsprécht.

– Insgesamt sinn ënner dem neie Biodiv-Règlement (2024) 9.069,5 Hektar u Flächen ënner Kontrakt. Dovunner ginn 8.878,7 Hektar vun aktive Bauere bewirtschaftet (97,9 %) an 190,9 Hektar vun net aktive Baueren (2,1 %).

– Bei Kontrakter mat net aktive Bauere gëtt et eng grouss Unzuel u verschiddene Beneficiairen, ënner anerem: Baueren, déi d'Krittäre vum aktive Bauer aus dem Agrargesetz vun 2023 net (méi) erfëllen, privat Proprietairé vu landwirtschaftleche Flächen, Sociéiteiten an Établissements publics.

ad 2. Wann een d'Gréisst vun de Referenzparzelle fir d'Joer 2025 vun 122.781 Hektar mat der Unzuel un de Biodiversitéitsprogrammer vergläicht, kënn een op insgesamt 9.069,5 Hektar Fläch, op déi am Joer 2024 e Biodiv-Kontrakt gelaf ass. Dës Zuel bezitt sech op all gemellt Parzellen.

Wann een d'Referenzparzelle mat de Parzellen iwwerschnitt, op deenen e Biodiv-Kontrakt leeft, kann een déi eligibel, d. h. déi primabel Flächen identifizéieren, op deenen e Biodiv-Kontrakt leeft. Insgesamt kënn een doduerch op 8.664,65 Hektar eligibeler Fläch mat Biodiv a 404,86 Hektar Flächen, déi ausserhalb vun de landwirtschaftleche Referenzparzelle leien, deemno läit ënner dem neie Biodiv-Règlement op 7,1 % vun der produktiver landwirtschaftlecher Notzflech am Land e Biodiv-Kontrakt.

Ënner dem neie Biodiv-Règlement läit d'Majoritéit (56 %) vun de Biodiv-Flächen an engem Gebitt, dat sech mat op d'mannst engem nationale Schutzgebitt iwwerschnitt. Als Schutzgebitt gi gezielt Natura-2000-Flächen (Directives habitats et oiseaux), Biotoper (l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature), Zones protégées d'intérêt national (ZPIN, réserves naturelles et réserves forestières intégrales conformément à la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles), Zones de protection d'eau potable (ZPS, créées et en procédure) a Zones de protection sanitaires du barrage d'Esch-sur-Sûre.

ad 3. Am Joer 2024 sinn insgesamt 4.661.498 € u Biodiv-Primmen ausbezuelt ginn (alen & neie Biodiv-Règlement, virleefeg Zuelen, Stand Februar 2025). Dovunner sinn un aktiv Baueren insgesamt 4.544.490 € iwwerwisen ginn (97,5 %), net aktiv Bauere kruten insgesamt 117.008 € iwwerwisen (2,5 %).

ad 4. Et ënnerschreien tendenziell méi jonk Bauere Biodiv-Kontrakter. Insgesamt ginn ongeféier 21 %

vun de Betriber mat Biodiv-Fläche vu Bauere gefouert, déi manner wéi 40 Joer hunn, 66 % vu Baueren, déi manner wéi 60 Joer hunn. ↑

D'onbekannt Grupp ass op déi Fäll zeréckzeféieren, wou keng physesch Persoun als Chef d'exploitation gemellt ass oder wa méi wéi eng physesch Persoun am Numm vun engem Betrib representéiert ass.

ad 5.

– Zënter dem Akraafttriede vum neie Biodiv-Règlement am Joer 2024 kann eng Hausse vun de Biodiv-Fläche festgestallt ginn. Während ënner dem ale Règlement insgesamt 6.570 Hektar Fläch gemellt gouf, koum et zënter der Aféierung vun den neie Reegelen zu enger Erhéijung vun 38,1 % op 9.070 Hektar. ↑

– De PNP3 definéiert als Zil fir d'Gestioun vun de Biodiv-Kontrakter dat folgend (p. 27): „Il est visé de gérer 10 % de la surface agricole utile sous contrat biodiversité, équivalent à 13.000 ha, en se focalisant notamment sur les zones protégées, les pollinisateurs, les herbages et les oiseaux des milieux agraires.“

Am Hibleck op de rezente Wuesstem vun de Biodiv-Flächen an op d'Efforte vun der ANF an de biologesche Statioune fir d'Ëmsetzung vum Programm ginn ech dovunner aus, datt d'gesat Ziler bis 2030 kënnen erreicht ginn.

Utilisation du MRTT et des avions militaires luxembourgeois | Question 2425 (06/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Déi vireg Regierung hat verschidde Militärfliigere fir Lëtzebuerg akaaft, dorënner een Airbus A330 MRTT (Multi-Role Tanker Transport), deen am Kader vun der NATO (EATC) zesumme mat anere Länner finanziert a genotzt gëtt. Wéi d'Rapportrice vum Gesetz deemools an der Chamber sot: „Wichtig ze soen ass, dass mer eis de facto heimadder kee Fliger kafen, mee mir hunn eis akaaft an e Pooling-and-Sharing-Programm, un deem e puer Länner deelhuele an am Kader vun deem eeben e gemeinsame Pool vu Maschinne gëreiert gëtt. [...] Duerch dës Erhéijung hätt Lëtzebuerg amplaz vun den aktuellen 200 elo 1.200 Fluchstonnen zegutt, wat 12 % vum Programm entsprécht. [...]“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Fro stellen:

1. Kann d'Ministesch d'Flich oplëschten, déi am Kader vum MRTT-Programm an de Joren 2023, 2024 an 2025 duerchgefouert goufen?

Falls dës Informatiounen aus Sécherheetsgrënn net kënnen publizéiert ginn, kann d'Ministesch der zoustänneger Chamberskommissioun dës Lëscht am Huis clos präsentéieren?

2. Fir wéi vill Fluchstonnen a fir wéi eng Zwecker sinn déi lëtzebuergesch Militärfliigere zënter dem Akraafttriede vum Gesetz genotzt ginn?

3. Wéi vill Fluchstonne vu Militärfliigere goufen 2024 fir den Transport vu Regierungsmemberen oder héije Beamte benotzt (opgeschlüsselt no Ministère an no Fligertyp)?

Réponse (03/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

ad 1. An de Joren 2023, 2024 an 2025 sinn insgesamt 23 MRTT-Flich fir Lëtzebuerg ausgeféiert ginn. Déi detailléiert Lëscht vun de Flich ass aus Grënn vun der militärescher Sécherheet klassifizéiert.

Falls déi zoustänneg Chamberskommissioun dat wënscht, kann d'Ministesch hir déi detailléiert Lëscht an engem Huis clos virstellen.

ad 2. Zënter dem Akraafttriede vum Gesetz iwwert d'Lëtzebuerg Participatioun an der „Multinational MRTT Fleet“ sinn d'MRTT-Fligere 363 Fluchstonne fir Lëtzebuerg geflunn. D'MRTT-Fligere sinn an enger multinationaler Unitéit am Asaz, an deem Kader fléien d'MRTT niewent deene reng nationale Missiounen och multinational Missiounen, wou d'Fluchstonne prozentual zur Participatioun am Programm verrechent ginn.

D'MRTT-Fligere exekutéiere Loftbetankungs-Missiounen, assuréieren den Transport vu Persounen an Equipement a fléie medezinnesch Evakuatiouns-Missiounen. Déi detailléiert Lëscht vun de Flich ass aus Grënn vun der militärescher Sécherheet klassifizéiert.

ad 3. Tableau ↑

Aide sociale et prime énergie | Question 2426 (06/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Stéit, deenen et finanziell net gutt geet, kënnen beim Staat beim Fonds national de solidarité eng Energieprimm ufroen (zousätzlech zur Allocation de vie chère). Dës Primm ass, wéi den Numm et seet, dofir geduecht, d'Stéit an hiren Energiekäschten ze ënnerstëtzen, also fir d'Stroum-, Gas- oder Waasserrechnungen ze bezuelen.

D'Gesetz vun 2009 iwwert d'Sozialhëllef an d'Stroumgesetz gesi vir, dass net bezuelten Energierechnunge vum Office social iwwerholl ginn, „pour autant que le défaillant remplit les conditions d'éligibilité pour le droit à l'aide sociale“.

Et kënn trotzdem vir, dass Stéit d'Suen net fir Energie ausginn an am Office social trotzdem Ufroe kommen, fir net bezuelten Energierechnungen integral ze iwwerhuelen. Esou Persoune kréien an deem Fall duebelt Geld fir dee selwechten Zweck, während aner Leit, déi hir Finanzen seriö geréieren, eidel ausginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

– Ass et dem Office social erlaabt, trotz dem Passage am Gesetz, net mussen d'Energierechnung ze bezuelen, wann de Subsidier net dofir genotzt ginn ass?

Réponse (08/07/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

D'Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Sozialhëllef gesäit vir, dass den Office social Energierechnunge kann iwwerhuelen, wann d'Konditioune fir d'Hëllef erfëllt sinn. Et handelt sech ëm eng subsidiär Hëllef, dat heescht, se gëtt nëmme dann accordéiert, wann d'Persoun net fäeg ass, hir Rechnungen aus eegene Mëttel oder duerch aner Hëllefene ze bezuelen.

Et oblät dem Conseil d'administration vum Office social, all Demande fir eng finanziell Hëllef individuell ze evaluéieren. Dës Evaluatioun geschitt am Kader vun enger „enquête sociale“, an där déi sozial a finanziell Situatioun vun der betroffener Persoun oder Famill analyséiert gëtt. D'Enquête féiert och zu Proposen, wéi sech déi Situatioun kéint nohalteg verbesseren.

Am Fall wou eng Persoun scho Subsidé wéi d'Energieprimm oder d'Allocation de vie chère krut, awer dës net fir hire virgesinnten Zweck benotzt huet, gëtt dat an der Enquête analyséiert. Den Office social huet also Kenntnis doruwwer, ob d'Moyenen zwar disponibel waren, awer net gezielt agesat goufen, a kann deemno ofweien, ob eng zousätzlech Hëllef gerechtfäerdigt ass oder net.



Et soll och drun erënnert ginn, dass eng finanziell Hëllef vum Office social a Form vun engem Secours oder enger Avance kann ausbezuelt ginn. Am Fall vun enger Avance ginn d'Sue vum Beneficiaire un den Office social zréckbezuelt.

Zousätzlech erlaabt den Artikel 7 vum Gesetz, dass den Office social Konditiounen mat enger Hëllef verbënnt, wéi z. B. eng „gestion financière volontaire“. Wann eng Persoun dës Begleedungsmoosnamen net akzeptéiert oder widderholl géint d'Veereenbarung verstéisst, kënnen weider finanziell Hëllef ganz oder deelweis refuséiert ginn.

Dëst stellt sécher, dass déi öffentlech Mëttel verantwortlech a gerecht verdeelt ginn.

Protection des enfants contre les violences sexuelles | Question 2427 (06/06/2025) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Rezent Etüden zu Lëtzebuerg hunn déi alarméierend Tatsaach gewisen, dass ee vun dräi Affer vu sexualiséierter Gewalt Kanner ënner 12 Joer sinn. An deem Zesammenhang stellen sech wichteg Froen a Bezuch op de Schutz vu Kanner viru Mëssbrauch grad wéi d'Betreiung vu Kanner, déi Affer vu sexualiséierter Gewalt gi sinn. De Mëssbrauch u Kanner gëtt zu Lëtzebuerg ëmmer nach tabuiséiert, an dat, obschonn d'Zuel vun de Fäll an d'Luucht geet. Dobäi kënnert, dass eis Gesetzgebung eng Rei juristesche Defiziter huet an net an alle Punkte konform mat internationale Konventiounen ass.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froen stellen:

1. Wéi interpretéiert d'Regierung déi alarméierend Zuelen, déi vu rezente Studien opgedeckt goufen an ënnersträichen, dass een Drëttel vun den Affere vu sexueller Gewalt hei am Land méi jonk wéi 12 Joer sinn?
2. Wéi eng Moosname si geplangt, fir dës beonrouegend Tendenz besser ze dokumentéieren an ze iwwerwaachen?
3. Huet d'Regierung wëlles, d'Prise en charge an d'psychologesche Betreiung vu mannerjäregen Affere vu sexueller Gewalt ze stäerken?
4. Wéi ginn d'Recommandatiounen vun der Istanbul-Konventioun iwwert de Schutz vun de Kanner viru sexuellem Mëssbrauch hei am Land applizéiert?

Réponse (07/07/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministère de la Justice

ad 1. D'Zuel vun de mannerjäregen Affere vu sexueller Gewalt geet leider an d'Luucht, an zwar net nëmme zu Lëtzebuerg, mee weltwäit. Et muss natierlech awer och jidderengem kloer sinn, dass de Phänomeen vun der sexueller Gewalt géintwuer Mannerjärege leider net nei ass.

No den Estimatiounen vun der Unicef²⁵ vu September 2024 liewen aktuell weltwäit 340 Milliounen Fraen a Meedercher, déi virun hirem 18. Gebuertsdag Affer vu sexueller Gewalt si bzw. gi sinn. Wann een déi sexueller Gewalt ouni physische Kontakt, wéi z. B. Online-Iwwergrëffer dobäi rechent, da leie mir bei 650 Milliounen Fraen a Meedercher. Dës Zuele bezéien sech just op weiblech Affer, déi bei Wäitem méi heefeg sexueller Gewalt erliewen. Et sief bemierkt, dass och Jongen oder Männer vu sexuellen Iwwergrëffer betraff sinn. Laut Unicef läit de Ratio bei de männlechen Affere, déi sexueller Gewalt als Kand erlieft hunn,

²⁵ Plus de 370 millions de filles et de femmes dans le monde ont subi un viol ou une agression sexuelle alors qu'elles étaient enfants – Unicef*

bei 1 zu 7. Dëse Ratio ass 1 zu 11, wann et ëm sexueller Aggressiounen oder Mëssbrauch geet²⁶.

D'Regierung ass sech der graver Problematik bewusst an hält dës Phänomeen ganz seriös. Sexueller Gewalt géintwuer Mannerjärege gëtt dofir och transversal vun der Regierung gehandhaabt. Esou gesäit de Regierungsprogramm vun 2023 eng Rei vu Mesuren a verschiddene Ministère vir, mam Zil, d'Thematik besser ze analyséieren, domadder eng optimiséiert Prise en charge unzibidden an de Kampf dergéint ze stäerken. Mee och fir d'Effentlechkeet, virop d'Jugendlecher selwer an hir Familljen, mee och d'Léierpersonal, d'sozio-educatiivt Personal oder soss Professioneller nach besser op d'Problematik opmierksam ze maachen.

Virop ass an dësem Kontext nach ervirzehiewen, dass d'Auteure vu sexueller Gewalt géintwuer Mannerjärege net ëmmer erwuesse Persounen sinn. Eng signifikant Zuel vun Auteuren si selwer mannerjäreg.

D'Grënn vun der Hausse vun de Fäll vu sexueller Gewalt am Allgemengen, a par rapport zu Mannerjärege am Spezifesch, si villfälteg. Zu engem gewëssen Deel gëtt dës Hausse mat der „MeToo“-Bewegung erkläert, déi der Problematik vun der sexueller Gewalt net nëmme géint Fraen op der Aarbecht, mee generell, eng nei Opmierksamkeet ginn huet. Vill Affer haten de Courage, sech zu Wuert ze mellen. Sou gëtt den Tabu, dank dem Courage vun den Affere, ëmmer méi an der Effentlechkeet gebrach, mee och d'Justiz, d'Police oder nach d'Education reagéiere méi sensibel op dës Phänomeen.

ad 2. Wéi schonn an der Äntwert op déi 1. Fro geschriwwen, gesäit de Koalitiounsprogramm eng Rei Mesuren a verschiddene Ministère vir, déi et erméigleche wäerten, transversal a verstärkt géint sexueller Gewalt, och am Fall vu Mineuren, virzegoen. Et kann een der hei e puer opzielen, wéi zum Beispill:

- den éischten nationalen Aktionsplang géint geschlechterbaséiert Gewalt, mat enger ganzer Rei u Mesuren, deen op de 4 Piliere vun der Istanbul-Konventioun baséiert, an ënnert der Koordinatioun vum Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit an interministerieller Zesummenaarbecht a mat Hëllef vun aneren Acteuren opgestallt gouf;
- d'Schafung vun enger nationaler Ulafstell fir Affer vu Gewalt, déi Enn Abrëll 2025 am Kader vun engem éischte Pilotprojet hir Dieren opgemaach huet, a wou och mannerjäreg Affer higoe kënnen. Dës Ulafstell bitt eng ambulante pluridisziplinär Noutversuergung a -betreiung vun Affere vun alle Formen vu Gewalt un. De Justizministère wéi och de Parquet huelen aktiv um Begleecomité vun dëser nationaler Struktur deel, déi eng Schlësselroll fir eng optimiséiert Betreiung vun den Affere vu Gewalt huet;
- de Gesetzesprojet N° 8486, deen ënnert anere virgesäit, dass d'Riichtere bei Strofdote mat Prisonsstrofen iwwert zwee Joer net méi speziell motivéiere mussen, wann se kee Sursis ginn. Dës Ännerung vum Code de procédure pénale treëft dee Moment och op Fäll vu sexuellem Mëssbrauch vu Mannerjärege zou;
- d'Reform vum Jugendschutzgesetz vun 1992 am Kader vun den dräi Gesetzesprojeten (N° 7991, 7992 a 7994).

Am Kader vun der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1879 kann een och noliessen, dass d'Regierung sech och op d'Erfahrungswärter vun de jeeweilege Servicer, déi am Alldag mat Jonken an der Thematik beschäftegt sinn, baséiert.

²⁶ Unicef, Op.Cit

Am Kontext vun der parlamentarescher Fro N° 1879 ass och nach nozeliesen, dass zum Beispill de Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) eng Kooperatioun mat den „Universitäre Psychiatrische Kliniken Basel“ huet. Et ass wichteg, sech net nëmme ëm d'Affer ze këmmere, mee et muss een sech och mat den Täter beschäftegen, wann ee wëll effektiv géint Gewalt, sexueller Gewalt abegraff, virgoen a Recidivë verhënnere. An deem Kontext kann een zwee Servicer ervirhiewen: de „Riichteraus“ an d'„Alupse Cosmos“, déi zanter Juli 2024 op Demande vum Parquet mannerjäreg Sexualtäter betreit.

De Justizministère hat och am November 2023 eng Sensibiliséierungscampagne iwwer sexueller Gewalt géintwuer Mannerjärege duerchgefouert. Dëst am Kader vun de Gesetzesännerungen, déi am Juli 2023 vun der Chamber gestëmmt gi sinn, wou ë. a. d'Strofe fir sexuelle Mëssbrauch vu Mannerjärege, wéi och d'Verjärfungsfriste bei sexueller Strofdote géint Mineuren eropgesat goufen. De Parquet mécht och reegelméisseg Sensibiliséierungsaarbecht an dësem Sujet a Form vu Konferenzen fir ee breede Publikum besonnesch a Schoulen oder Institutiounen, mee och fir d'Effentlechkeet. D'Zil ass et, déi kollektiv Prise de conscience ze férdere an jiddereen ze encouragéieren, ee Mëssbrauchsfall ze mellen.

ad 3. Am Kader vum nationalen Aktionsplang „Violences fondées sur le genre“ ass allgemeng eng Stärkung vun der psychosozialer Prise en charge fir d'Affer virgesinn. Och ass virgesinn, dass déi national Ulafstell fir Affer vu Gewalt, déi als Pilotprojet elo mat hirer Aarbecht ugefaang huet, weider ausgebaut gëtt.

Et ass awer wichteg ze ënnersträichen, dass d'Affer haut net eleng gelooss ginn.

Um Niveau vum Service central d'assistance sociale (SCAS) gëtt et een Team vu Psychologen, déi gratis den Affere bäistinn an hinnen ee psychologesche wéi och psychotherapeutesche Suivi ubidden, onofhängeg vun hirem Alter. Et handelt sech ëm de Service d'aide aux victimes (SAV).²⁷

Ausserdeem gëtt et eng Panoplie vun Associatiounen oder Servicer aus dem private Secteur, déi sech ëm d'Affer, sief et Erwuessener, Kanner oder Jugendlecher, këmmere²⁸. De Parquet schafft enk mat dëse Servicer zesummen, déi de mannerjäregen Affere eng adequat an effektiv Ennerstëtzung bidden.

ad 4. D'Regierung huet eng Rei vu Mesurë geholl, fir der Istanbul-Konventioun Rechnung ze droen. Och wëlle mir hei ë. a. op déi weider Mesuren aus dem nationalen Aktionsplang „Violences fondées sur le genre“ verweisen.

De Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) vum Europarat, deen als onofhängegt Organ verantwortlech ass, fir d'Ëmsetzung vun der Istanbul-Konventioun ze iwwerwaachen, huet een éischten Evaluatiounsrapport betreffend Lëtzebuerg, de 26. Mee 2023 ugeholl. De Rapport fält gréisstendeels positiv aus. Wat déi verschidde Recommendatiounen ugeet, wéi och d'Äntwert vun der viregter Regierung vu Juli 2023 op d'Recommandatiounen, géife mir den honorabelen Deputéierten op de Rapport GREVIO wéi och d'Stellungnam vun der Regierung verweisen²⁹.

²⁷ Service central d'assistance sociale - Le Service d'aide aux victimes SAV - Aides et informations - La Justice - Luxembourg*

²⁸ Liste des contacts – violence.lu*

²⁹ Le GREVIO publie son rapport sur le Luxembourg - Convention d'Istanbul Lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique*

Prise en charge de la chirurgie esthétique non médicale | Question 2429 (10/06/2025) de **Mme Paulette Lenert** | **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Dans la nomenclature des actes et services des médecins figurent une série d'actes relatifs à des interventions chirurgicales qui peuvent être réalisées pour des raisons médicales tant que pour des raisons esthétiques. Si certaines opérations de chirurgie plastique s'avèrent indiscutablement nécessaires pour le bien du patient, cette même intervention chirurgicale peut aussi parfois répondre à un effet de mode. Un exemple est la nymphoplastie qui consiste en la réduction des petites lèvres génitales de la femme. D'après nos informations, un nombre de plus en plus élevé de jeunes filles, parfois mineures, seraient incitées à effectuer un tel acte suite à une pression ressentie dans leur milieu, respectivement véhiculée par les réseaux sociaux. S'il est évident qu'une telle décision relève de la liberté individuelle de chacun et chacune, voire des parents dans le cas de personnes mineures, la question se pose si la collectivité doit également supporter le coût d'opérations chirurgicales effectuées sans raison médicale propre.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) La Caisse nationale de santé dispose-t-elle de données relatives au nombre d'opérations chirurgicales esthétiques effectuées au Luxembourg ?

2) Une tendance à la hausse d'interventions chirurgicales susceptibles de répondre à un impératif esthétique plutôt que médical a-t-il été constaté ces dernières années, en particulier auprès d'une population jeune ?

3) Quelle est la position du Gouvernement face au remboursement d'opérations chirurgicales esthétiques effectuées sans raison médicale propre ?

4) Comment le Gouvernement entend-il agir pour lutter contre cette pression que subissent principalement les femmes, y compris mineures, quant à un certain idéal de beauté qui les pousse à envisager un acte de chirurgie esthétique ?

Réponse (14/07/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Le tableau qui suit fournit pour l'année 2024 le nombre d'assurés, résidents et non résidents affiliés à l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise, ainsi que le nombre des interventions chirurgicales esthétiques à visée médicale réalisées au Luxembourg et prises en charge par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise. En outre, il convient de préciser que la base de données de la sécurité sociale ne contient aucune information relative aux interventions chirurgicales à visée exclusivement esthétique, ces dernières n'étant pas couvertes par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise.

La sélection des actes repose sur la nomenclature des actes et services des médecins en vigueur au cours de l'année 2024. En raison d'une modification de la nomenclature intervenue en mai 2023, il n'est pas possible d'établir une série chronologique par type d'intervention chirurgicale. ↑

En 2024, 7.023 assurés ont bénéficié d'une intervention chirurgicale esthétique à visée médicale, contre 6.761 en 2023 et 6.290 en 2022. S'y ajoute que le nombre total d'interventions chirurgicales réalisées a atteint 8.467 en 2024, contre 8.586 en 2023 et 7.900 en 2022.

La majorité des interventions réalisées en 2024, soit 81,1 % concernent les actes de la catégorie « Actes thérapeutiques sur la peau et les tissus mous, à l'exception de la glande mammaire ».

ad 3) Bien que la CNS ne puisse pas parler au nom du Gouvernement concernant le remboursement d'opérations chirurgicales esthétiques effectuées sans raison médicale propre, il importe de souligner que pour les actes chirurgicaux pouvant être prestés à la fois pour la reconstruction ou l'esthétique, il y a lieu de souligner que ceux-ci sont encadrés de conditions de prise en charge par l'assurance maladie (actes soumis à autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale au niveau de la nomenclature) et associés à des critères médicaux. Ces critères et conditions de prise en charge prévus au niveau de la nomenclature médicale, respectivement dans les statuts de la CNS, permettent au Contrôle médical de la sécurité sociale de s'y référer pour refuser la prise en charge des demandes d'autorisation qui ne sont pas motivées par les critères médicaux de fonctionnalité dans le respect du principe de l'utile et du nécessaire, mais qui s'inscrivent exclusivement dans une visée esthétique.

Or, en ce qui concerne la nymphoplastie, la sollicitation d'une autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale a été sujet lors des discussions sur la révision de la nomenclature en gynécologie-obstétrique. Les conditions de vérification, par photos ou sur personne, ont été considérées comme étant trop « intrusives » pour être mises en œuvre. Par conséquent, les deux actes y relatifs figurant dans la nomenclature médicale sont suivis de manière attentive par la CNS et les membres de la Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique.

ad 4) Comme indiqué sous ad 3), les interventions chirurgicales à visée purement esthétique sont exclues de la prise en charge par l'assurance maladie-maternité, de sorte que les frais y relatifs seraient, le cas échéant, entièrement à charge de la personne protégée rendant dès lors moins attrayant de telles interventions.

Étude « The Tenant Experience in Luxembourg's Private Rental Market » | Question 2430 (10/06/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En date du 20 mai 2025, l'Université du Luxembourg a présenté, en présence de Monsieur le Ministre du Logement, l'étude « The Tenant Experience in Luxembourg's Private Rental Market », réalisée pour l'ASBL de protection des locataires (Mietschutz) et soutenue par le Ministère du Logement ainsi que par le Fonds national de la recherche (FNR).

Selon cette étude, les locataires témoignent notamment de discriminations vécues lors de leur recherche de logement, de contrats de bail intransparents, du mauvais état des logements et d'autres problèmes. Ces difficultés concernent surtout, selon l'étude, les locataires à faibles revenus ainsi que les familles avec enfants. L'étude souligne également que les locataires ne connaissent pas la législation en vigueur, ce qui les confronte à encore plus de problèmes, et les empêche de se défendre contre les abus de certains propriétaires. Selon différents acteurs de terrain, de nombreux locataires n'ont d'ailleurs pas d'autre choix que d'accepter des conditions de logement précaires s'ils ne veulent pas se retrouver à la rue.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et à Madame la Ministre de la Justice :

– Le Gouvernement envisage-t-il de mieux protéger les locataires ? Si oui, comment ?

– Le Gouvernement envisage-t-il de créer ou soutenir un service public ou un guichet unique d'assistance juridique spécifique aux locataires ?

– Face à des procédures complexes et coûteuses, comment le Gouvernement envisage-t-il de faciliter aux locataires l'accès à leurs droits, afin qu'ils puissent véritablement se défendre contre des propriétaires qui louent des logements non conformes à la législation ou sous des conditions abusives ?

Réponse (07/07/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Les trois interrogations touchant la protection des locataires, elles reçoivent une réponse commune.

Un certain nombre de mesures existent afin de permettre aux locataires de connaître leurs droits et faciliter leur accès à la justice.

Les demandes en matière de bail d'habitation relèvent de la compétence de la justice de paix. La représentation par avocat à la Cour n'est pas obligatoire et les parties peuvent comparaître en personne à l'audience.

La procédure devant le juge de paix siégeant en matière de bail d'habitation est expliquée de façon détaillée sur les sites Internet justice.public.lu et guichet.public.lu.

Si une partie souhaite se faire assister ou représenter par un avocat, elle peut consulter la liste des avocats exerçant au Grand-Duché de Luxembourg sur le site Internet de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg (barreau.lu).

En cas de difficultés financières, et sous réserve de remplir les conditions d'admission, une demande d'assistance judiciaire peut être introduite. Toutes les informations et formulaires à cet égard sont disponibles sur le site Internet guichet.public.lu.

Il est également possible de s'adresser au Service d'accueil et d'information juridique pour recevoir des conseils juridiques gratuits et être orienté vers les services compétents.

Il importe encore de souligner que le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire accorde un soutien financier à l'association Mieterschutz Lëtzebuerg, afin de garantir une assistance optimale aux locataires. En outre, le ministère a sollicité ladite association en vue de renforcer davantage ses capacités de conseil et d'accompagnement auprès des locataires.

Par ailleurs, il est à noter que Monsieur le Ministre a convié les acteurs du secteur à une réunion qui se tiendra le 16 juillet 2025, en vue d'un échange approfondi portant sur les problématiques afférentes au bail à usage d'habitation.

Disponibilité d'IRM ouvertes au Luxembourg | Question 2431 (10/06/2025) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Je fais référence à ma question parlementaire n° 2189 du 4 avril 2024, dans laquelle je me suis renseigné sur la disposition d'appareils IRM spécifiquement dédiés aux personnes souffrant de claustrophobie et aux personnes se trouvant en situation de surpoids ou d'obésité.

Dans sa réponse du 8 mai 2025, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale explique que

« selon les informations reçues, il n'existe pas d'appareil ayant une ouverture [maximale de tunnel, ndr] plus large que 70 cm sur le marché ».

D'après mes informations, il existe cependant, notamment dans nos pays voisins, bien des modèles IRM « ouverts », dont la spécificité est de ne pas être construit sous la forme d'un tunnel mais d'une plateforme ouverte sur les côtés. Il existe également des modèles dans lesquels la tête du patient peut rester en dehors de l'appareil pendant toute la durée de l'examen.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance de ces modèles « ouverts » ?

2) Madame la Ministre voit-elle la nécessité d'installer ce type de modèle « ouvert », spécialement conçu pour accueillir les personnes claustrophobes ?

Réponse (07/07/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Une IRM à champ fermé dispose d'une table d'examen poussée dans un dispositif en forme de tunnel. Seuls l'avant et l'arrière de l'appareil sont ouverts. La tête du patient est donc libérée en cas d'examen d'une autre partie du corps.

Dans le cas d'une IRM à champ ouvert, le patient est placé entre deux grands disques horizontaux. Ce dispositif peut contribuer à réduire la sensation d'enfermement, en permettant une communication visuelle permanente avec l'assistant ou l'accompagnant, qui peut rester assis à proximité. La distance entre les deux disques horizontaux est de 51 cm (ce qui peut être un facteur limitant en cas de corpulence importante). Les examens peuvent être réalisés en position latérale ou demi-couchée au lieu de la position couchée traditionnelle d'un système fermé.

L'IRM à champ ouvert présente certains inconvénients :

- la qualité des images est parfois moins bonne ; en effet, les IRM ouvertes ont généralement un champ magnétique plus faible (entre 0,2 et 1 Tesla), ce qui peut limiter la précision des images par rapport aux IRM fermées (1,5 à 3 Tesla) ;
- l'acquisition d'images peut prendre plus de temps à cause du champ plus faible ;
- certains examens complexes (notamment neurologiques ou vasculaires) nécessitent la haute résolution des IRM à champ fermé.

Certains fabricants produisent des IRM dédiées à certaines pathologies, comme les IRM pour diagnostic musculo-ostéo-articulaire des membres supérieurs et inférieurs (équipements à très faible champ). Dans ce cas, seul le membre étudié est introduit dans l'appareil. La valeur ajoutée de ces équipements est certes démontrée en termes de confort, mais très discutée en termes de qualité d'image. En conséquence, de nombreux fabricants majeurs ont abandonné ce type de système au profit de systèmes IRM de haut de gamme, caractérisés par un tunnel large, conciliant qualité d'image et confort d'examen.

ad 2) Compte tenu des séquences d'acquisition d'images de plus en plus courtes et des dispositions et précautions décrites dans la question parlementaire n° 2189 pour les patients claustrophobes, l'acquisition d'une IRM à champ ouvert n'est pas jugée nécessaire.

.....

Session spéciale sur la révision des amendements sur le crime d'agression | Question 2433 (11/06/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Du 7 au 9 juillet 2025, les États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) se réuniront à New York pour une « session spéciale sur la révision des amendements sur le crime d'agression ». Cette conférence offre une opportunité unique d'améliorer la capacité de la Cour à tenir responsables les auteurs du crime d'agression, alors que sa juridiction sur ce crime reste actuellement considérablement limitée.

Le Luxembourg, ayant ratifié les Amendements de Kampala le 15 janvier 2013 et ayant mis en œuvre la législation nationale correspondante le 27 février 2012, a démontré son engagement de longue date envers la justice pénale internationale et le renforcement du système du Statut de Rome.

Actuellement, l'article 15bis du Statut de Rome impose des conditions restrictives pour l'exercice de la juridiction de la CPI sur le crime d'agression, notamment l'exclusion de la juridiction sur les crimes d'agression commis par des ressortissants d'États non parties (paragraphe 5). Cette limitation constitue un obstacle majeur à la responsabilisation et crée une disparité avec la juridiction de la Cour sur les autres crimes internationaux fondamentaux.

Cette session de révision représente une opportunité historique d'aligner pleinement la juridiction de la CPI sur le crime d'agression avec celle des autres crimes internationaux fondamentaux. En tant qu'État partie engagé et contributeur régulier au Fonds fiduciaire pour les victimes de la CPI, le Luxembourg est particulièrement bien placé pour jouer un rôle de premier plan dans ces négociations cruciales.

Le renforcement de la juridiction de la CPI sur le crime d'agression constitue un élément essentiel pour préserver l'ordre juridique international et pour dissuader efficacement les actes d'agression à l'avenir. Il est donc primordial que la position luxembourgeoise soit claire, cohérente et ambitieuse.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1) Le Gouvernement luxembourgeois confirme-t-il sa participation à la session spéciale de révision des amendements sur le crime d'agression qui se tiendra du 7 au 9 juillet 2025 à New York ? Quelle sera la composition de la délégation luxembourgeoise et quel sera le niveau de représentation ?

2) Quelle est la position officielle du Luxembourg concernant les propositions d'amendement à l'article 15bis du Statut de Rome visant à harmoniser la juridiction de la CPI sur le crime d'agression avec celle des trois autres crimes fondamentaux ? Le Luxembourg soutient-il spécifiquement la suppression du paragraphe 5 de l'article 15bis, qui exclut actuellement la juridiction de la CPI sur le crime d'agression concernant les États non parties ?

3) Comment le Luxembourg coordonne-t-il sa position avec ses partenaires de l'Union européenne et quelles initiatives diplomatiques le Gouvernement prend-il pour promouvoir un soutien plus large à ces amendements ? Le Luxembourg a-t-il été consulté concernant la proposition d'amendement soumise conjointement par l'Allemagne, le Costa Rica, la Sierra Leone, la Slovénie et le Vanuatu au Secrétaire général des Nations Unies ?

4) Comment le Gouvernement évalue-t-il l'impact potentiel de ces amendements sur l'efficacité de la

justice pénale internationale, notamment dans le contexte des défis actuels auxquels fait face la CPI ?

5) Quelles mesures le Luxembourg prend-il pour soutenir le renforcement du rôle de la CPI dans la lutte contre l'impunité, particulièrement en cette période où la Cour fait face à des menaces et sanctions sans précédent ?

6) Le Gouvernement s'engage-t-il à informer régulièrement la Chambre des Députés sur l'évolution des négociations et sur les résultats de la session de révision ?

7) Des consultations avec les commissions parlementaires compétentes sont-elles prévues avant la conférence pour discuter de la stratégie luxembourgeoise ?

Réponse (03/07/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois confirme sa participation à ladite session et sera représenté au niveau hauts fonctionnaires.

ad 2) Le Luxembourg soutient l'harmonisation de la compétence de la CPI pour le crime d'agression avec celle pour ces trois autres crimes. Parmi les moyens pour achever une telle harmonisation, la suppression du paragraphe 5 de l'article 15bis constitue l'une des solutions envisageables.

ad 3) Le Luxembourg fait partie du « groupe des amis sur la révision du Statut de Rome » et, à ce titre, a activement suivi les discussions et les concertations à différents niveaux et a notamment apporté son soutien aux démarches bilatérales entreprises dans diverses capitales.

ad 4) L'expérience acquise concernant la nécessité de créer un tribunal spécial pour statuer sur l'agression de la Russie contre l'Ukraine a clairement montré que l'harmonisation des compétences juridictionnelles de la CPI revêt un caractère essentiel pour garantir l'application effective des responsabilités en matière de droit pénal international.

ad 5) Le Luxembourg se joint régulièrement à d'autres États parties pour affirmer son soutien à l'indépendance, l'impartialité et l'intégrité de la Cour.

ad 6) et 7) Le Gouvernement est à tout moment disposé à échanger avec la Chambre des Députés.

Les commissions compétentes de la Chambre des Députés pourront également exercer leurs droits et obligations constitutionnels dans le cadre du processus de ratification lorsque, comme nous l'espérons, les États parties se seront mis d'accord sur des amendements.

.....

Disponibilité des services de paiement européens au Luxembourg | Question 2434 (11/06/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Wéi aus engem rezenten Artikel vun der „Luxembourg Times“ ervirgeet, wäert den neie lokale Bezuelfeature „Wero“ net esou séier fir Lëtzebuerg Clientë verfügbar sinn, obwuel dës System schonn a Frankräich, an Däitschland an an der Belsch funktionéiert. Dëst ass besonnesch problematesch, well d'European Payments Initiative (EPI) schonn uegekënnegt huet, datt Wero zu Lëtzebuerg a Kooperatioun mat de grouse Banken disponibel wäert sinn. Ouni awer konkret Datumer ze nennen.

Dëst ass nëmmen ee Beispill vu villen, wou Lëtzebuerg als Finanzplaz hannendrun ass bei der digitaler Innovatioun. Obwuel mir eng Finanzplaz sinn, kommen nei FinTech-Servicer dacks als éischt an eis Nopeschlänner.

Dëst ass besonnesch onverständlech, well ekonomesch Operateuren, déi änlech Bezuelsericer zu Lëtzebuerg ubidden, ënner anerem Numm schonn existéieren, an och an der Belsch an an Holland aktiv sinn. D'Vernoléissegung vum lëtzebuergesche Maart kéint eis Finanzplaz laangfristeg schwächen an d'Attraktivitéit als digitale Finanzzenter ënnergruuen.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung et, datt eng grouss Neo-bank de lëtzebuergesche Maart als „net an der on-mëttelbarer Feuille de route“ bezeechent?
2. Wat fir konkreet Schrëtt ënnerhëlt d'Regierung fir ze garantéieren, datt nei FinTech-Servicer gläichzäiteg zu eisen Nopeschlänner och zu Lëtzebuerg lancéiert ginn?
3. Firwat dauert d'Implementéierung vum Wero-System zu Lëtzebuerg méi laang wéi an der Belsch, obwuel d'EPI schonn zënter 2024 existéiert an änlech Infrastrukturen zu Lëtzebuerg scho verfügbar sinn?
4. Wéi koordinéiert sech d'Regierung mat de lëtzebuergesche Banke fir ze garantéieren, datt d'Integratioun an europäesch Bezuelssystemer ënnert der beschleunegter Timeline realiséiert gëtt?
5. Wat fir Incitatiounen oder regulatoresch Erlichterunge kéinten ageféiert ginn, fir multinational FinTech-Firmen ze encouragéieren, hir Servicer méi fréi zu Lëtzebuerg ze lancéieren?
6. Wéi plangt d'Regierung, de bestoende FinTech-Ökosystem zu Lëtzebuerg ze stäerken, sou datt lokal Alternativen zu internationale Servicer entstinn?
7. Gëtt et eng national Strategie fir ze verhënnere, datt Lëtzebuerg systematesch bei der Aféierung vun neien digitale Finanzservicer hannendran ass?
8. Wéi evaluéiert d'Regierung d'Risiken, datt d'Vernoléissegung vum lëtzebuergesche Maart duerch international FinTech-Firmen d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz op laang Siicht beaflosse kéint?
9. Wat fir Mesurë gi geholl, fir eng besser Koordinatioun tëschent nationalen Administratiounen, europäeschen Institutiounen an der Privatwirtschaft ze garantéieren, fir d'Zäitpläng vun digitalen Innovatiounen ze synchroniséieren?

Réponse (30/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Den éierbaren Deputéierte stellt eng Rei Froen zur FinTech-Entwécklung an Aféierung vun neien digitale Finanzservicer zu Lëtzebuerg.

Dës Regierung setzt sech weiderhin dofir an, de Finanz- a FinTech-Standuert ze stäerken an e kompetitive Kader fir national an international Acteuren ze bidden. Lëtzebuerg ass schonn haut en uerkannte FinTech-Hub. Eng Lëscht vun alle Firmen, déi beim Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT) hebergéiert sinn, fënnt sech hei: Luxembourg's Leading Financial & Technology Ecosystem – LHoFT[†].

Och déi rezent Ukënnegung vun enger internationaler FinTech-Firma, hiren europäesche Sëtz zu Lëtzebuerg opzebauen, ënnersträicht nach eemol d'Attraktivitéit an d'Expertise vun der Finanzplaz a weist déi innovatiounsfreundlech Ausriichtung vu Lëtzebuerg. Dëst ënnerstëtzt och de lokale FinTech-Ökosystem.

D'Regierung engagéiert sech fir eng staark Zesammenaarbecht op europäeschem an internationalem Niveau, fir d'Innovatioun ze férdere an a féiert en oppeenen Dialog mat alle relevanten Acteuren.

Ofschléissend sief drop verwisen, dass rezent 5 Banken ëffentlech confirméiert hunn, dass de vum

Deputéierte genannte Bezuelsericer ab Mëtt 2026 zu Lëtzebuerg verfügbar wäert sinn. Nach ass et net un der Regierung, sech an d'kommerziell Strategie vun eenzele Betriber anzemëschen.

Utilisation de l'intelligence artificielle dans les cabinets d'avocats | Question 2437 (11/06/2025) de Mme Corinne Cahen | M. Guy Arendt (DP)

Des articles de presse récents ont mis en lumière l'essor de l'intelligence artificielle dans le secteur juridique, en particulier pour des tâches telles que la recherche juridique, la rédaction de contrats ou encore l'examen de conformité aux exigences réglementaires.

L'intégration de ces outils requiert des investissements conséquents en matière de licences, de formation et d'infrastructure technique. Or, ces moyens ne sont pas à la portée de toutes les structures, en particulier des petites et moyennes études, ce qui pourrait engendrer un déséquilibre structurel au sein de la profession, voire menacer la viabilité économique des cabinets disposant de ressources plus limitées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Le Gouvernement est-il informé du fait que certains outils d'intelligence artificielle utilisés par des cabinets luxembourgeois sont partiellement financés par des entreprises privées étrangères ? Quelles garanties peuvent être apportées quant à la neutralité et l'indépendance de ces solutions technologiques dans le domaine juridique ?
- 2) Madame la Ministre de la Justice considère-t-elle que l'intelligence artificielle constitue un risque pour l'équilibre du barreau, notamment en ce qui concerne la pérennité des petites et moyennes structures, et quelles actions concrètes sont envisagées pour éviter une profession à deux vitesses ?
- 3) Le Gouvernement collabore-t-il avec la Commission sur l'intelligence artificielle récemment mise en place au sein du Barreau de Luxembourg, et un appui est-il prévu pour garantir l'égalité d'accès à l'information et aux outils entre tous les membres de la profession ?
- 4) – Est-il prévu de mettre en place un cadre réglementaire spécifique à l'usage de l'IA dans les professions juridiques, afin de garantir la sécurité des données traitées, le respect du secret professionnel et la conformité aux dispositions légales en vigueur ?
– Est-il envisagé d'encadrer ou de recommander des standards en matière de formation à l'utilisation correcte des outils d'IA, notamment en ce qui concerne la formulation des requêtes (prompting) et l'interprétation critique des réponses générées ?
- 5) Est-il envisagé d'intégrer la dimension de l'intelligence artificielle dans les examens d'accès à la profession juridique, comme le CCDL, afin de préparer les futurs juristes à un usage responsable et compétent de ces outils dans leur pratique professionnelle ?

Réponse (09/07/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Le Gouvernement ne dispose pas d'informations concernant spécifiquement le financement par des entreprises privées étrangères de certains outils d'intelligence artificielle (ci-après « IA ») utilisés par des cabinets luxembourgeois.

En ce qui concerne la deuxième sous-question, les règles déontologiques existantes assurent l'indépendance et la neutralité de l'avocat, quel que soit l'outil d'IA utilisé.

L'IA est aujourd'hui présente dans le domaine juridique, où elle est utilisée pour automatiser certaines tâches, faciliter la recherche juridique ou encore assister à la rédaction de documents.

Il convient avant tout de clarifier la différence entre, d'une part, un système d'IA qui fournirait directement des prestations juridiques au client final, sans intervention humaine, et, d'autre part, l'utilisation d'une solution d'IA par un cabinet d'avocats pour l'aider dans son travail préparatoire. Dans ce deuxième cas, le cabinet demeure responsable du service fourni à son client : l'avocat est toujours la personne qui contrôle le résultat final, qu'il soit issu d'un collaborateur ou stagiaire ou d'un outil d'automatisation. La décision finale relève de la déontologie de l'avocat, elle-même contrôlée par le Conseil de l'ordre.

Toute utilisation d'un outil reposant sur l'IA engage la responsabilité de l'avocat qui y a recours. L'avocat doit donc faire preuve de discernement et de vigilance, en étant pleinement conscient des risques associés à ces technologies. Il incombe à chaque avocat de veiller à ce que l'usage de ces technologies ne compromette ni le secret professionnel, ni l'autonomie de son jugement, ni l'intérêt de son client.

L'objectif est de garantir le respect des exigences légales et déontologiques encadrant la profession d'avocat, en particulier en ce qui concerne le secret professionnel et la protection des données à caractère personnel.

Le monopole de l'exercice de la profession d'avocat (sous la supervision du Conseil de l'ordre) empêche aujourd'hui qu'une société purement fondée sur l'IA puisse proposer directement des services juridiques au public sans supervision, sans garantie d'exactitude et sans neutralité.

ad 2) Il est important de souligner que la profession d'avocat est, conformément à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, une profession libérale et indépendante.

De manière générale, j'estime que le barreau est soucieux de l'équité entre ses membres et met tout en œuvre pour que la qualité du service au client soit assurée. Dans cette optique, le barreau m'a informé que la Commission IA a été créée, composée de représentants de petits et grands cabinets, dont l'une des missions consiste à analyser la situation concernant l'utilisation éthique, responsable et conforme aux règles déontologiques et valeurs de la profession de l'IA par les avocats et ainsi, elle peut formuler des propositions pour prévenir tout déséquilibre, aussi entre petits et grands cabinets.

L'IA peut permettre aux petits cabinets de combler certains écarts, en leur offrant la possibilité de traiter certaines tâches opérationnelles de manière plus efficace. Par ailleurs, une éventuelle mutualisation de certains outils est à l'étude au sein de la Commission IA.

ad 3) La Commission IA ne collabore pas avec le Gouvernement.

La mutualisation de certains outils (cf. question 2 in fine), peut favoriser l'égalité d'accès à l'information.

ad 4) – Selon mes informations, un guide à usage de tous les avocats est en cours de rédaction au sein du barreau. Il rappellera l'existence des règles en vigueur afin de garantir la sécurité des données traitées, le respect du secret professionnel et la conformité aux dispositions légales en vigueur et leur application aux nouveaux outils.

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Actuellement, le Gouvernement ne prévoit donc pas de mettre en place un cadre réglementaire spécifique à l'usage de l'IA dans les professions juridiques. J'estime que pour le moment le cadre réglementaire existant est suffisant, les règles ayant été rédigées de manière à être technologiquement neutres.

– Selon mes informations, la Commission IA précitée recommande le développement de formations spécifiques et obligatoires concernant le cadre réglementaire.

Dans ce contexte, je me permets aussi de mentionner qu'une recommandation du Conseil des barreaux européens (CCBE) sera bientôt publiée qui recommande le développement de formations dédiées à l'usage de l'IA dans son guide.

ad 5) Pour le moment, cela n'est pas prévu. Cependant, il serait éventuellement envisageable d'intégrer l'intelligence artificielle par exemple dans le cours de déontologie ou d'y consacrer une conférence obligatoire durant le stage judiciaire. Cela permettrait de rappeler que l'IA ne modifie pas les règles existantes, mais qu'il convient d'être attentif à leur application dans ce contexte.

Partenariats sportifs « Luxembourg – Let's make it happen » | Question 2440 (11/06/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Dans le cadre de la stratégie de promotion internationale « Luxembourg – Let's make it happen », le

Gouvernement a mis en place un soutien financier à destination d'initiatives sportives permettant de renforcer la visibilité et l'image du pays à l'étranger. La Fédération luxembourgeoise de football (FLF) est l'un des partenaires récurrents dans ce dispositif.

Dans le cadre de l'annonce du retrait du soutien financier susmentionné à la FLF pour l'année en cours, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Depuis quelle année les partenariats sportifs « Luxembourg – Let's make it happen » existent-ils ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste exhaustive, ventilée par année, des bénéficiaires (sportif.ve.s, équipes, événements, fédérations, etc.) ainsi que les montants attribués via les partenariats en question depuis la création de ceux-ci ?

3) Quel est le montant attribué à la FLF pour l'année en cours ? Est-ce que parties du montant prévu ont déjà été versées à la FLF et devront par conséquent être restituées ?

4) Est-ce que l'équipe nationale féminine de football ou le volet de la jeunesse seront affectés par cette décision ?

5) Une évaluation du système d'attribution des aides financières a été annoncée pour le premier semestre 2025 par Monsieur le Ministre dans sa réponse à la question parlementaire n° 1231. Cette évaluation a-t-elle eu lieu ? Quelles en sont les conclusions ?

Réponse (11/07/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1) Le Ministère des Sports assure les demandes de subside dans le cadre des partenariats sportifs liés à l'initiative « Luxembourg – Let's make it happen » depuis l'année 2020.

ad 2) Tableaux [†]

ad 3) Un montant de 20.000 EUR a été attribué à la FLF au titre de l'exercice 2025. Ce montant a été intégralement versé au cours du premier semestre de l'année. Suite à la décision prise, la FLF a été formellement invitée à procéder au remboursement de cette somme.

ad 4) Le subside dit « Nation Branding » est octroyé à une fédération sportive dans son ensemble, sans affectation spécifique à une équipe nationale particulière ou à un segment ciblé. La décision prise concerne donc la fédération dans sa globalité.

ad 5) Une évaluation des partenariats a été réalisée au cours du premier semestre 2025. Les montants des subsides ont été ajustés sur la base des résultats de cette évaluation, laquelle s'est appuyée sur plusieurs critères : la présence télévisuelle, la couverture médiatique, l'engagement sur les réseaux sociaux, les performances sportives, ainsi que les opportunités de mise en valeur du logo « Luxembourg – Let's make it happen » observées au cours de l'année précédente.

[†] Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799